Pierre Bélanger

LE MOUVEMENT ETUDIANT QUEBECOIS : son passé, ses revendications et ses luttes (1960 - 1983)



Document produit par

l'Association Nationale des Etudiantes et Etudiants du Québec

U d'/of OTTAWA
39003013268825

639-Cano C2-12

LE MOUVEMENT ETUDIANT QUEBECOIS : son passé, ses revendications et ses luttes

(1960 - 1983)

Université d'Ottawa
BIBLIOTHÈQUES
LIBRARIES
University of Ottawa

Document produit par

L'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec (ANEQ)

Recherche et rédaction
Pierre Bélanger

8700001424

Par la présente, nous tenons à remercier :

- Le comité de lecture de l'ANEQ qui a grandement contribué à améliorer la qualité de la recherche et des textes. Ce comité était composé de : Jacques Beaudoin, Pierre Beauregard, Guy Bédard et Marc Vézina.

- Gilles Duceppe (membre de l'exécutif de l'UGEQ en 1968-1969) qui accepta de lire les textes qui couvraient la période de 1960 à 1974.

- Les militants-es étudiants-es (et ils-elles sont nombreux-ses!) qui ont dactylographié les manuscrits : Jacques Beaudoin, Sylvie Bessette, André Leclerc et Johanne Muzzo.

- Tous-tes les anciens-nes militants-es étudiants-es (de l'UGEQ et de l'ANEQ) qui ont participé de près ou de loin à l'élaboration de cette recherche.

Pierre Bélanger

LA
417.7
.B45
1984

A tous ceux et celles
qui, hier, ont contribué à bâtir
le mouvement étudiant québécois ;
A tous ceux et celles
qui, aujourd'hui, poursuivent
ce travail dans la même
voie.

Dépôt légal : 4ème trimestre 1984
Photocomposition et montage : Composition Fleur de Lysée (1982)
Impression : Richelieu Roto-Litho

Un mot du conseil central de l'ANEQ

A la veille du Xième anniversaire de l'ANEQ, lequel coïncide avec l'année internationale de la jeunesse, la publication d'un historique du mouvement étudiant québécois arrive à point nommé! Cela particulièrement dans le contexte où on assiste depuis quelques années au développement d'une ligne de collaboration avec l'Etat au sein du mouvement étudiant alors que, pourtant, les attaques des gouvernements se font, elles, de plus en plus dures à l'endroit du droit à l'éducation.

Il ne nous appartient pas ici ni de commenter, ni d'expliquer la situation actuelle du mouvement étudiant. Ce dont il s'agit plutôt c'est de fournir un outil qui permettra de saisir et de mieux comprendre l'histoire du développement du mouvement étudiant. Voilà ce à quoi Pierre Bélanger s'était engagé, devant les membres du conseil central de l'ANEQ, il y a deux années et demie en entreprenant la recherche qui devait mener à la rédaction de cet ouvrage intitulé : **Le mouvement étudiant québécois : son passé, ses revendications et ses luttes (1960-1983).** Aujourd'hui, la même instance de l'ANEQ, mais composée de nouveaux membres, est fière de vous présenter le document.

L'ouvrage de Pierre Bélanger se divise essentiellement en deux parties. La première va du début des années '60 et s'étend, grosso modo, de la création de l'Union Générale des étudiants du Québec (UGEQ), à sa dissolution et au vacuum qui y a succédé, jusqu'à la lutte étudiante de 1974 autour de la question des prêts et bourses.

Si Pierre Bélanger fait débuter son historique en 1960, c'est que cette date constitue en quelque sorte une année de référence autour de laquelle il est généralement admis que se situe l'apparition d'une nouvelle pratique politique chez les étudiants et les étudiantes : le syndicalisme étudiant.

La deuxième partie débute avec la création de l'ANEQ en 1975, principal momentum de la restructuration du mouvement étudiant sur des bases larges et représentatives, pour s'arrêter en 1983. A cause des délais inhérants à la production matérielle d'un tel document, on ne s'étonnera pas de ce qu'il ne couvre pas l'année de sa parution.

L'oeuvre étant ainsi structurée, la lectrice et le lecteur pourront se rendre compte qu'à travers la mise sur pied de l'ANEQ, de ses combats et des débats qui l'animent, s'exprime une certaine continuité d'avec la première période. En effet, aujourd'hui existe encore une grande association nationale d'étudiants et d'étudiantes qui se fait la porte-parole d'un courant qui défend, sans retraiter, le droit à l'éducation de la population du Québec, qui lutte contre la dégradation des conditions de vie et d'étude de la jeunesse étudiante et qui se solidarise constamment, avec les luttes que les travailleuses et les travailleurs mènent autant ici qu'ailleurs dans le monde.

Herbert Marcuse, philosophe qui a influencé le développement du mouvement étudiant en Occident dans les années '60, disait que la justification du travail intellectuel résidait dans la tâche de réveiller et organiser la solidarité en tant que besoin biologique de se tenir ensemble...

Le conseil central de l'ANEQ considère que telle est encore la tâche, mais que la solidarité et l'unité durable du mouvement étudiant ne seront atteintes qu'au prix d'un effort de réflexion, d'une compréhension claire de son histoire, de son rôle et surtout en surmontant la confusion que certains et certaines entretiennent sciemment autour des revendications étudiantes. En ce sens, **LE MOUVEMENT ETUDIANT QUEBECOIS : SON PASSE, SES REVENDICATIONS ET SES LUTTES (1960-1983)** devait voir le jour et justifie tous les efforts qui ont été faits pour en assurer la publication.

Voilà sans doute aussi pourquoi le ministre de l'Education, M. Yves Bérubé, a refusé à l'ANEQ la subvention auquelle elle avait droit pour publier ce texte; son gouvernement préférant multiplier ses subventions à d'autres associations étudiantes que la nôtre, pour qu'elles réalisent des projets allant plus dans le sens de ses politiques que des revendications élaborées en toute indépendance par les étudiants et les étudiantes du Québec.

Vive l'ANEQ NOTRE FORCE
-LE CONSEIL CENTRAL
(28 octobre 1984).

Table des matières

1ère partie : 1960 à 1974 : Un difficile combat pour le syndicalisme étudiant

- Le mouvement étudiant québécois connaît un nouvel essor (1960 - 1964) 5
- Entre la collaboration et la confrontation (1965 - 1967) 14
- Radicalisation et contestation permanente (1968 - 1969) 30
- Des débats intenses animent le milieu étudiant (1970 - 1974) 54
- Bibliographie de la première partie 76

2ème partie : 1975 à 1983 : L'ANEQ : un second souffle pour le syndicalisme étudiant

- «Notre idéal est de fonder l'ANEQ, pour mieux défendre nos intérêts» (18 janvier 1975 - 22 mars 1976) 79
- Une année décisive pour l'ANEQ (22 mars 1976 - 22 mars 1977) 91
- Une nouvelle étape (22 mars 1977 - 22 mars 1978) 104
- La mobilisation étudiante reprend de plus belle (22 mars 1978 - 22 mars 1979) 116
- Campagne contre le chômage et relance de la lutte des prêts et bourses (22 mars 1979 - 22 mars 1980) 143
- Le mouvement étudiant reprend à nouveau son souffle (22 mars 1980 - 22 mars 1981) 155
- Une lutte active contre les coupures budgétaires dans l'éducation (22 mars 1981 - 22 mars 1982) 172
- Le mouvement étudiant québécois est divisé plus que jamais ! (22 mars 1982 - 22 mars 1983) 187
- Conclusion 196
- Bibliographie de la deuxième partie 197
- Rien n'arrêtera le mouvement étudiant Rapport du conseil central ..... (Annexe 1) 201
- Des appuis fort nombreux ..... (Annexe 2) 206
- L'ANEQ : son organisation, ses structures ... (Annexe3) 207
- Tableau des membres du conseil exécutif ..... (Annexe 4) 208

1960-1964

1960

-Juin : Le Parti libéral du Québec (PLQ) remporte, sous le signe du «changement», les élections provinciales.
-Juillet : Plusieurs associations générales étudiantes de niveau universitaire commencent à défendre l'idée du syndicalisme étudiant. Un mémoire est produit par des associations étudiantes universitaires revendiquant, auprès du nouveau gouvernement québécois, la gratuité scolaire.
-Septembre : Le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) voit le jour.

1961

Le journal **Vie étudiante**, organe officiel de la jeunesse étudiante catholique (JEC), lance une campagne pour le droit de vote à 18 ans.
-Mars : Création, par le gouvernement québécois, d'une Commission royale d'enquête sur l'enseignement au Québec (Commission Parent).
-Septembre : Les étudiants-es adhèrent aux principes de la Charte de Grenoble qui reconnaît l'étudiant comme un «jeune travailleur intellectuel».

1962

-Avril : La Presse étudiante nationale (PEN) convoque la **première journée syndicale** à laquelle participent les syndicats étudiants des collèges et des universités.
-Août : Congrès annuel de la PEN. Les délégués-es parlent de la nécessité de s'organiser selon les principes du syndicalisme étudiant.
-Novembre : Fondation de l'Organisation générale des étudiants de l'enseignement spécialisé du Québec (OGEESQ).
-Décembre : Manifestation contre les déclarations anti-francophones et racistes du président du Canadien National, Donald Gordon. Des centaines d'étudiants-es y participent.

1963

-Février : Fondation du Front de libération du Québec (FLQ) et, trois mois plus tard, de l'Armée de libération du Québec (ALQ).
-Mars : A l'initiative de l'Association générale des étudiants de l'université de Montréal, une première journée syndicale d'information est organisée au Centre social de l'université de Montréal. Les sujets à l'ordre du jour : fondation de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) et élection du premier exécutif provisoire de la future centrale syndicale étudiante.
-Mai-juin : Création de la FAGECCQ, de l'AIE et de la FNQ.
-Septembre : A l'Université de Montréal, en opposition à la hausse des prix, les étudiants-es organisent le boycottage de la cafétéria.
-Octobre : A l'Université Laval, l'association étudiante (AGEL) revendique la cogestion.

1964

-Avril : Marche à Québec de 3 000 étudiants-es des collèges et des universités pour appuyer les revendications nationalistes du gouvernement Lesage.
-Mai : Création par le gouvernement québécois du ministère de l'Education et du Conseil supérieur de l'éducation (loi 60).
-Octobre : L'AGEUM appuie les journalistes de La Presse en grève. Le Quartier Latin publie alors à l'intérieur de ses pages «La...libre», le journal des grévistes. Manifestation des étudiants-es contre la venue de la Reine au Québec.
-Novembre : Fondation de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ).
-Décembre : Premier reportage sur «l'opération 55» (création des 50 Commissions scolaires régionales) dans le Quartier Latin et Le Carabin. Les étudiants-es se disent favorables au projet qui permet la mise en chantier de plusieurs polyvalentes.

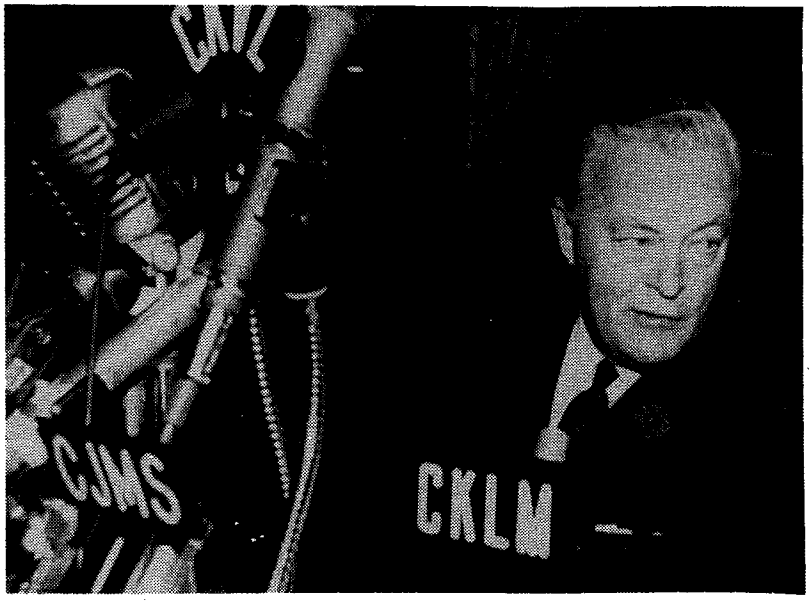
Le mouvement étudiant québécois connaît un nouvel essor

La société québécoise connaît, dès le début des années '60, de nombreux et profonds changements. Identifiées à la continuité, ces transformations représentent un ajustement aux besoins d'une société qui accélère son industrialisation, et par le fait même, son développement. C'est ainsi que le 22 juin 1960, «l'équipe du tonnerre» de Jean Lesage succède à 18 années, presque consécutives, du régime de Maurice Lenoblet Duplessis. Le Québec de la «grande noirceur» allait vivre des heures un peu plus éclairantes. «C'est le temps que ça change» affirme tout haut la «fameuse» équipe libérale. La «révolution tranquille» est en marche. Rapidement le Québec se dote d'un véritable appareil d'Etat beaucoup plus sophistiqué et technocratisé. «L'Etat devait aussi se lancer, au cours des années 60, écrivaient deux chercheurs de l'Université Laval, dans des transformations importantes des structures académiques et du contenu des programmes d'enseignement. Ces mutations de structures et de programmes académiques visaient essentiellement à reprendre le retard que connaissait le Québec, par rapport aux principales provinces canadiennes (...). La main d'oeuvre québécoise ne présentait pas de standard de qualification très élevé, ni de niveaux d'instruction jugés satisfaisants» (1). A toutes ces grandes transformations à l'éducation, s'ajoute de plus le discours alléchant et très individualiste des libéraux qui prétendent que «s'instruire c'est s'enrichir». Bien que les jeunes sont et seront favorables au développement de l'instruction publique, il n'en demeure pas moins qu'ils favorisent et favoriseront des solutions plus collectives à leurs problèmes que de vouloir à tout prix s'enrichir personnellement.

Ainsi au niveau de l'éducation, des modifications importantes se pointent à l'horizon. La responsabilité de ce secteur est confiée à nul autre que Paul Gérin Lajoie, alors ministre de la jeunesse. Celui-ci fait appel aux bons offices d'une Commission royale d'enquête pour étudier plus à fond l'organisation et le fonctionnement de l'instruction publique dans la «belle province».

Suite aux recommandations de cette Commission, présidée par Mgr Alphonse Marie Parent, le gouvernement québécois adopte, le 19 mars 1964, une loi (le bill 60) afin de créer officiellement le ministère de l'Education. C'était du neuf et tous les espoirs étaient maintenant permis. Les libéraux n'avaient-ils pas, de plus, promis d'élargir l'accès à l'éducation, jusque-là restreint à une élite, en instaurant «la gratuité scolaire à tous les niveaux de l'enseignement, y compris celui de l'université», de même que «la gratuité des manuels scolaires dans tous les établissements sous juridiction du département de l'instruction publique» (2).

Que réservait donc l'avenir?



M. Jean Lesage, Premier ministre du Québec de 1960 à 1966, celui que l'on appelait le «père de la révolution tranquille». Archives CSN.

(1)- *BELANGER, Paul, MAHEU, Louis, **Pratique politique étudiante au Québec**, in Recherches sociographiques, département de sociologie, Université Laval, vol. XIII, no 3, 1972, p. 310.*

(2)- *ROY, Jean-Louis, **Les programmes électoraux du Québec, 1931-1966, T. II**, éd. Léméac, p. 379.*

Faire enquête et prendre la parole

Egalement à cette époque, le mouvement étudiant québécois s'organise, se structure et prend définitivement la place qu'il lui revient. «Les étudiants tentent depuis quelques années de se mêler de leurs affaires», lit-on dans une publication produite par l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM) (3). «Le milieu étudiant québécois est sorti d'une longue période d'inertie. Ce mouvement soudain des esprits, explique Michel Vaillancourt, militant de l'AGEUM, n'a pas été sans surprendre et parfois heurter. Dès la création de la Commission Parent, poursuit-il, les étudiants ont senti que le moment était venu pour eux de prendre la parole» (4).

En 1961, c'est à l'initiative de trois associations étudiantes universitaires, soient celles de Montréal, Laval et Sherbrooke, qu'une enquête est commandée sur les origines sociales des étudiant-es de niveau universitaire. Cette enquête sociologique fut dirigée par M. Jacques Brazeau, assistant-directeur du département de sociologie de l'Université de Montréal. Pour les besoins de la «cause», une équipe de travail est rapidement mise sur pied et distribue, dans les universités francophones, un questionnaire à plus de 2 000 étudiant-es. Les résultats furent divulgués publiquement au début de l'été 1962 (5).

Mais pourquoi ce travail d'enquête? D'abord, il appert qu'à cette époque presqu'aucune enquête sérieuse n'avait été menée sur l'accessibilité à l'éducation, sur la répartition des classes sociales à l'université, ainsi que sur les problèmes financiers que vivaient les jeunes québécois-es. Il y avait donc une **pénurie de statistiques** et cette situation était, selon les militants-es, injustifiable. Il fallait, par nécessité, produire un portrait aussi exact que possible de la réalité.

Très révélatrice, cette photographie sociologique permet de comprendre, de façon très scientifique, comment les portes des universités francophones se ferment rapidement aux jeunes d'origine ouvrière. Tandis que pour les jeunes en provenance de «bonne famille» - lire d'origine bourgeoise - elles sont toutes grandes ouvertes. L'école n'est-elle pas accessible pour tous et toutes? Les pratiques scolaires, en particulier au niveau universitaire, sont-elles discriminatoires? Les réponses ne tardèrent pas à venir. «N'est-il pas plutôt alarmant de constater que le revenu familial joue un rôle de sélection quant au nombre d'enfants qui pourront 'faire des études', peut-on lire dans le document de l'AGEUM intitulé **Le milieu étudiant : ses origines sociales**. L'éducation n'est pas une chance : elle est un droit, affirme-t-on, et ce droit devrait aussi s'appliquer à l'enseignement supérieur, suivant les possibilités intellectuelles de la jeunesse et non suivant ses moyens matériels et ce qui est pire, son appartenance sociale» (6).

Ainsi pour les associations étudiantes universitaires, ce travail statistique n'est pas inutile, bien au contraire. Il permet aux leaders étudiant-es d'élaborer une série de revendications se rapportant directement à la condition financière des étudiant-es. Puis, on revendique avec insistance la gratuité scolaire telle que promise par les politiciennes. «Il faudra peut-être, dans ce but, demande l'AGEUM, rejoindre l'entreprise privée; sa contribution à l'éducation paraît actuellement bien faible. Nous sommes bien conscients, explique-t-on, d'autre part, qu'il y a d'autres problèmes d'ordre économique et social dans notre société. Mais nous sommes persuadés que les véritables solutions à longue échéance ne peuvent être appliquées sans investir au départ dans le domaine éducationnel» (7).

En bref, le mouvement étudiant revendique, à la lumière de ses analyses, la démocratisation de l'enseignement, et cela, à tous les niveaux de la société québécoise.

Naissance du syndicalisme étudiant

Par ailleurs, il apparaît que c'est au début des années '60 que le mouvement étudiant québécois se tourne définitivement vers le syndicalisme comme méthode de fonctionnement et de pensée. Ainsi, et c'est un fait assez significatif, l'AGEUM adopte en 1961 «sa charte de l'étudiant universitaire» qui s'inspire largement des principes de la charte de Grenoble (élaborée, en 1947, par l'Union Nationale des étudiant-es de France-UNEF). Cette charte définit l'étudiant comme un «jeune travailleur intellectuel»; elle a ceci de remarquable qu'elle détermine, par surcroît, «des droits et des devoirs pour l'étudiant», écrit Machaël McAndrew, un militant étudiant à l'AGEUM. «L'Etudiant, poursuit-il, cesse d'être un parasite de la société revendiquant uniquement pour son confort personnel; il se donne un rôle social à jouer» (8). Donc dès cette période, l'avènement de ce syndicalisme étudiant, tout nouveau fut-il, était contraire, voire même à l'opposé des associations étudiantes plus traditionnelles et généralement, à tendance corporatiste dont les revendications étaient strictement étudiantes. Les militant-es étudiant-es, avec ces conceptions nouvelles, cherchent de plus en plus à se démarquer des associations étudiantes «de service» ou «de partys». Les nouvelles idées qui apparaissent sur l'organisation et les revendications du mouvement étudiant prennent par conséquent, au

(3)- *Le Milieu étudiant : ses origines sociales, mars 1964, rédigé par Pierre Beausoleil, pour le Comité d'éducation de l'AGEUM, p. 6.*
(4)- *La Situation financière de l'étudiant, 1964, rédigé par Michel Vaillancourt, pour le Comité d'éducation de l'AGEUM, p. 20.*
(5)- *BRAZEAU, Jacques, Les résultats d'une enquête auprès des étudiants dans les universités de langue française au Québec, département de sociologie, Université de Montréal, 1962.*
(6)- *Op. cit., p. 22-23.*
(7)- *La Situation financière de l'étudiant, p. 66.*
(8)- *McAndrew, Machael, «Le Syndicalisme étudiant québécois», Parti Pris, vol. 2, no. 6, février 1965, p. 20.*

départ, une orientation beaucoup plus militante et combative; elles se situaient, selon Louis Falardeau, à deux grands niveaux : «en même temps qu'ils revendiquaient la gratuité scolaire, un recteur laïque, un meilleur système d'éducation, les étudiants manifestaient avec les travailleurs en grève, contre les déclarations racistes de Gordon et réclamaient l'accessibilité à l'éducation» (9).

Fidèle à cette nouvelle orientation du mouvement étudiant, en avril 1962, les étudiants et étudiantes de l'Unviersité de Montréal appuient avec beaucoup d'éclats, en faisant la grève, les employés-es du Centre social qui désirent se syndiquer. «Cette grève, précise dans son analyse McAndrew, est le premier geste de solidarité inter-syndicale entre étudiants et les ouvriers du Québec» (10). Elle sera également le prélude à plusieurs appuis concrets que le mouvement étudiant donnera au mouvement ouvrier et même à de nombreuses luttes populaires (Nous y reviendrons plus loin).

Création de l'UGEQ

L'UGEQ, c'est l'Union générale des étudiants du Québec. Officiellement, cette association étudiante nationale est fondée, entre la période du 12 au 15 novembre 1964, lors d'une réunion nationale qui se tenait au Centre social de l'Université de Montréal et qui regroupait plus de 200 délégué-es. Une campagne nationale avait été au préalable organisée afin de faire connaître le projet et ainsi de le faire ratifier par les associations générales et les fédérations déjà existantes - la base quoi!

La création de ce nouveau regroupement suscite beaucoup d'intérêt dès sa première année. L'année suivante, la centrale étudiante compte près de 55 000 membres venant de tous les coins du Québec. C'est un bon départ!

Encourageante et enthousiasmante, la naissance de l'UGEQ n'est pas le résultat d'un simple mouvement spontané. C'est grâce à un patient et long travail de réflexion et d'organisation chez les militant-es des associations locales, des collèges et universités, que cette association unitaire voit le jour.

Mais pour bien saisir toute la dynamique qui a précédé la création de l'UGEQ, retournons quelque peu en arrière et passons en revue les grands moments qui ont marqué les organisations étudiantes à cette époque.

Les journaux étudiants : «des éveilleurs de conscience»

Initialement ce sont certains journaux étudiants qui, au début des années '60, jouent le rôle «d'éveilleurs de conscience» au sein de la population étudiante. Des journaux étudiants tels **Le Carabin** de l'Université Laval, le **Quartier Latin** de l'Université de Montréal et le **McGill Daily** de l'Université McGill commencent à s'intéresser davantage aux problèmes agitant la société québécoise. La situation politique, le développement du mouvement nationaliste, l'éducation et les revendications étudiantes retiennent la «une» des journaux étudiants dont la réputation, pour plusieurs d'entre eux, déborde les cadres même des universités et des collèges. La nécessité d'un regroupement de journaux à l'échelle nationale ne faisait plus aucun doute. C'est ainsi que naît en 1962 la Presse étudiante nationale (PEN), anciennement la «Corporation des Escholiers Grifonneurs». Donc, c'est à travers une information qui se rapproche de plus en plus du «professionnalisme» que la PEN en arrive à élargir son noyau de journaux étudiants; elle se consolide rapidement et travaille également à la création de nouveaux journaux étudiants qui contribuent à solidifier ses propres rangs. En 1964, la PEN

Du corporatisme au syndicalisme

Avant les années '60, le mouvement étudiant se manifestait principalement à travers des activités sportives et / ou scolaires et était passablement coupé du reste du monde. On était des étudiants-es et pas autre chose; il n'existait pas encore de prise de conscience collective sur les problèmes sociaux et / ou politiques de la société québécoise. Cette situation semblait bien normale : les étudiants-es se devaient d'étudier, et les autres groupes sociaux... «A cet effet on peut faire remarquer, écrivait Michael McAndrew, avec un peu d'ironie, qu'encore aujourd'hui l'AGEUM est incorporée en tant que club récréatif» (1). Cependant, l'adhésion de l'AGEUM, en 1961, aux principes de la Charte de Grenoble, qui définit l'étudiant comme «un jeune travailleur intellectuel», représentait une nette coupure avec les tendances précédentes et identifiées au corporatisme. Désormais, le mouvement étudiant québécois se tourne vers le syndicalisme étudiant proprement dit et tente de rompre définitivement avec ces vieilles conceptions qui refusent aux étudiants-es le rôle de citoyens à part entière. La fondation de l'UGEQ, en novembre 64, constituait, pour les adhérents-es au syndicalisme étudiant, un aboutissement et une rupture. Elle complète la structuration organisationnelle et politique du milieu étudiant et officialise la nouvelle conception de «l'étudiant-citoyen» : les bases du syndicalisme étudiant sont donc plus solidement établies et permettent, en partie, de contrer le corporatisme.

(1)- ***Le syndicalisme étudiant québécois, op. cit., p. 19.***

(9)- *Falardeau, Louis, «Le Pouvoir en France et au Québec», Socialisme '68, oct.-déc. '68, no. 5, p. 84. Ici précisons que Gordon était président du Canadien National [CN], une compagnie sous le contrôle du gouvernement fédéral. Il avait affirmé en 1962 que les canadiens français étaient incapables d'assumer des postes de direction dans les entreprises.*

(10)- ***Op. cit., p. 20.***

a «le vent dans les voiles»; elle compte 112 publications membres. Mais ce n'était pas tout. En fait, déjà en avril '62, une première réunion avait été appelée par cet organisme dans le but de discuter plus en détails des problèmes spécifiques du milieu étudiant. De nombreux-euses journalistes et militant-es étudiant-es participent à cette rencontre. En août de la même année, soit durant la période estivale, la PEN organise une session d'étude dont le thème porte sur le rôle du journalisme étudiant. Cette activité est d'une grande importance; les journalistes étudiant-es s'entendent sur la nécessité de mettre sur pied des structures plus souples qui permettraient à la collectivité étudiante de participer plus activement à la vie intellectuelle, sociale et politique du Québec.

Un seul choix logique, en lien avec cette démarche, se posait pour les journaux étudiants locaux et la PEN : prôner publiquement l'idée du syndicalisme étudiant. Un nouveau pas était donc franchi!

Une conjoncture bien mouvementée

Ce choix politique effectué par les media étudiants a et aura des répercussions extrêmement importantes pour la mise sur pied de nouvelles associations étudiantes. En novembre '62, soit quelques mois seulement après cette réunion de la PEN qui définissait cette orientation combative du journalisme étudiant, une nouvelle association étudiante est, sous l'enseigne du militantisme, créée. Son nom : l'Organisation générale des étudiants de l'enseignement spécialisé du Québec (OGEESQ).

D'autre part, en décembre, les étudiants-es, de même que l'ensemble de la communauté québécoise, accueillent plutôt froidement les propos racistes et chauvins du président du Canadien National (CN), M. Donald Gordon. A Montréal, des manifestations sont organisées pour le dénoncer publiquement. C'est la première grande lutte politique, qui n'est pas spécifiquement étudiante, et contre l'oppression nationale, à laquelle participent des organisations étudiantes. Les activités entourant cette «affaire» sont planifiées conjointement avec d'autres regroupements, dont le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) fondé en septembre 1960.

En février '63, la jeunesse québécoise est appelée à jouer, sur la scène politique, un nouveau rôle. En effet, à Québec, les parlementaires adoptent une loi qui accorde le droit de vote aux personnes ayant dix-huit ans révolus. L'idée de l'obtention du droit de vote à 18 ans avait été lancée en 1961 par les militant-es de la Jeunesse étudiante catholique (JEC) dans leur journal **Vie étudiante**. Rapidement les journaux étudiants et même... la presse professionnelle s'accaparèrent l'idée; ils l'exploitèrent suffisamment pour en faire un thème politique, forçant les politicien-nes et les personnalités publiques du Québec à se prononcer sur ce sujet. Tractations, jeu de coulisses; Lysianne Gagnon, dans un texte qu'elle produisit sur le mouvement étudiant, résume la situation en ces termes : «Au journal du parti libéral, La Réforme, se trouve un ancien camarade de Gariépy (responsable de Vie étudiante - NDLR), Michel Lapalme... qui, à son tour, aborde le thème du vote à 18 ans. Pendant ce temps, les initiateurs de la campagne font un travail de persuasion dans les coulisses des partis politiques, aidés par l'un des fils de Daniel Johnson. On réussit à convaincre le parti de l'opposition, l'Union nationale, d'en faire l'un de ses chevaux de bataille pour s'attirer la faveur de la jeunesse. Le premier ministre Lesage est averti par Michel Lapalme (qui est le fils de Georges-Emile) que l'UN compte présenter un projet de loi en ce sens. Lesage décide de 'couper l'herbe sous le pied' à son adversaire... et passe lui-même à l'action. Désormais, on aura droit de vote à partir de 18 ans. Or, pendant toutes ces manoeuvres, pendant qu'ils «jouaient» le parti libéral contre l'UN et vice-versa, les initiateurs de cette campagne faisaient en privé le calcul suivant : les jeunes voteront RIN aux prochaines élections...» (11).

Le calcul des libéraux est bien différent des jeunes militant-es étudiant-es pro-RIN. Avec les réformes qu'ils / elles ont accomplies, les dirigeant-es du PLQ considèrent le vote des jeunes comme quelque chose d'acquis à tout jamais, et qu'il serait bien difficile de perdre compte tenu des positions conservatrices et anti-réformistes de son principal opposant, l'Union Nationale. C'est un très mauvais calcul! Cet idéalisme politique lui vaudra aux élections de '66, une belle... défaite!

L'électorat étudiant devient, si conscience il y a, une force politique extrêmement importante. La gauche nationaliste commence à prendre de plus en plus de place dans notre société. Les revues nationalistes et socialistes (Parti-Pris, Révolution québécoise) circulent passionnément dans les «milieux intellectuels» et, dans une large mesure, contribuent à déterminer les orientations de l'«intelligentsia» étudiante. De plus, le Front de libération du Québec (FLQ) et Armée de libération du Québec (ALQ) revendiquent pour la première fois des vols et l'explosion de plusieurs bombes. La panique commence à s'installer chez les milieux d'affaires anglophones et même francophones du Québec.

En mars 1963, une première journée syndicale est convoquée par l'AGEUM. Les représentants-es des Associations générales des étudiants-es des Universités Laval (AGEL), de Sherbrooke (AGEUS) et de Montréal (AGEUM) annoncent la création du Comité provisoire de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ). Le président de ce Comité provisoire est nul autre que M. Serge Joyal.

Ce Comité est le premier grand jalon dans l'échafaudage de la future association nationale. Invitées à se joindre individuellement à cette nouvelle structure, les autres associations étudiantes non-universitaires décident de se regrouper en plusieurs fédérations distinctes; le but étant de conserver une plus grande autonomie par rapport aux

(11)- *Gagnon, Lysiane, **Bref historique du mouvement étudiant au Québec : 1958-1971**, mai 1971, p. 7 [le texte ne fut jamais publié malheureusement. Par contre quelques copies traînent ici et là.].*



Le 1er avril, plus de 4 000 étudiants-es manifestaient à Québec afin de soutenir, en matière d'éducation, les revendications autonomistes du gouvernement Lesage. On en profite également pour lancer l'opération «gratuité scolaire».

associations étudiantes universitaires. Ce fut le début du mouvement des fédérations. Ainsi de avril à mai, soit seulement deux mois tout juste après la formation du Comité provisoire de l'UGEQ, trois autres regroupements sont formés : la Fédération des associations générales des étudiants des collèges classiques (FAGECCQ), l'Association des étudiantes infirmières (AIE) et la Fédération des normaliens du Québec (FNQ - pour la formation des professeurs).

De ces trois associations, c'est principalement la FAGECCQ, cette fédération étudiante de collèges classiques, qui marquera le plus ou davantage le mouvement étudiant. A sa naissance, cet organisme rejoint au-delà de cinquante associations étudiantes. Bien structurée, la FAGECCQ est créée, tout comme les autres fédérations, d'un parfait accord, avec les autres associations étudiantes universitaires. A brève échéance, ces regroupements autonomes doivent devenir le «fer de lance» de la future Union générale. «Les représentants des collèges classiques (...) ont jugé qu'il serait préférable de structurer les collèges classiques en associations avant de les incorporer dans une structure nationale, écrit Robert Petrelli, du journal Le Trait-d'Union du collège Ste-Croix, et poursuit-il, à partir de cela, on peut donc affirmer que l'Union générale des étudiants du Québec se fera en trois phases : formation d'associations étudiantes dans les collèges classiques sur le modèle des associations étudiantes universitaires; réunion de ces associations dans la Fédération nommée FAGECCQ et, dans quelques années, lorsque notre Fédération sera bien établie, union avec les associations générales universitaires pour former l'éventuelle union des étudiants du Québec» (12).

Dans un même souffle, en 1963, les associations étudiantes du Québec de niveau universitaire ainsi que quelques collèges classiques quittent officiellement le Canadian Union of Students (CUS). Plusieurs raisons semblent être à l'origine de cette défection comme le précisent avec tant d'éloquence Pierre Bédard et Claude Charron, deux militants étudiants de cette «belle époque», dans un document qu'ils publièrent un peu plus tard sur le mouvement étudiant : «Or, la vague montante du nationalisme allait obliger, tant les organismes universitaires que les associations de gros collèges, à remettre en cause cette affiliation. Déjà à la fin de 1963, ajoutent-ils, certains organisateurs du milieu songeaient à créer un organisme national; ce besoin était motivé d'une part par le désir de quitter les Unions pan-canadiennes mais d'autre part par la nécessité de négocier, à l'échelle nationale, avec le ministère de l'éducation (à cette époque en voie de formation), et qui semblait vouloir prendre en main les divers moyens d'enseignement à travers le Québec» (13).

(12)- *«La FAGECCQ», Le Trait d'Union, journal étudiant du collège Ste-Croix, vol. XXIV-2, du 15 septembre au 2 octobre 1963, p. 2.*

(13)- *Bédard, Pierre, Charron, Claude, Les étudiants québécois - la contestation permanente, éditions spéciales de la revue Noir et Rouge, octobre 1969, p. 12.*

Une première manifestation d'envergure nationale

Les tentatives du gouvernement fédéral de s'ingérer au niveau de l'enseignement universitaire contribuent, malgré les politiciens-nes à Ottawa, à hausser le niveau de politisation de la jeunesse et à renforcer, de ce fait, les associations étudiantes existantes à l'époque. Les militants-es des associations étudiantes des collèges, des universités et de la Presse étudiante organisent une marche, le 1er avril 1964, à Québec, à l'occasion d'une conférence Fédérale-provinciale sur la fiscalité. Cette manifestation, la première d'envergure nationale, devant le parlement québécois, se veut un appui aux revendications autonomistes du gouvernement Lesage, qui demande au Fédéral de donner aux provinces ce qui leur revient en matière d'éducation. Les étudiants-es mobilisés-es et qui sont plus de 3 000 ne reconnaissent pas le droit au gouvernement fédéral de s'immiscer en ce domaine de juridiction provinciale. Aussi expriment-ils / elles leur amertume devant les propositions de ce pallier de gouvernement d'instituer des prêts pour les étudiants-es universitaires. «Notre statut de jeunes citoyens à part entière nous oblige à nous sentir solidaires des réclamations de notre gouvernement. Nous devons manifester notre appui à nos dirigeants, souligne Robert Tessier, rédacteur en chef du journal le Trait-d'Union, et leur rappeler qu'ils auront des comptes à nous rendre. Il y a beaucoup de moyens, ajoute-t-il, par lesquels nous pouvons manifester tangiblement cet appui; la manifestation en est un» (14).

Par ailleurs, M. Serge Joyal, président de la FAGECCQ, «a insisté sur le fait que cette marche devra se faire dans l'ordre, rapporte le **Trait-d'Union**, ce qu'il nous faut, a-t-il expliqué, c'est de manifester à la façon des étudiants Torontois lors de la dernière conférence Fédérale-provinciale» (15).

Cette mobilisation permettra de lancer l'opération gratuité scolaire. Avec cette revendication, les étudiants-es visaient à ce que le gouvernement du Québec assume la totalité des coûts de l'éducation en abolissant les frais de scolarité et en instaurant un véritable régime d'aide financière pour les étudiants et étudiantes. Evidemment, l'objectif de cette opération est de réaliser l'accessibilité générale à l'éducation. «Nous n'aurons de repos que le jour où nous aurons obtenu que nos milliers de membres moraux, tous ceux-là qui par manque d'argent, affirme le président de l'AGE UM, Pierre Marois, sont confinés aujourd'hui à grossir les rangs des 'sans travail' et des chevaliers du pic et de la pelle, aient leur banc d'école, car nous savons trop qu'il y va de l'avenir du Québec» (16).

La reine visite «ses sujets»

En 1964 également, la Reine d'Angleterre visite «ses sujets». Empreints à des tendances anti-colonialistes, des étudiants-es manifestent dans les rues de la vieille capitale en chantant ironiquement «Nous sommes heureux et nous débordons de joie!». Le gouvernement Lesage, par l'entremise de son ministre de la «Justice», Claude Wagner, fait matraquer, par la police, les jeunes manifestants-es. C'est la journée dite du «samedi-de-la-matraque».

* * *

La «Révolution» se tranquilise et la déception s'installe. Chez les jeunes, qui sont désabusés des discours à saveur électoraliste, des courants nationalistes radicaux s'affirment. On aspire à des changements réels et non éphémères. L'UGEQ apparaît donc dans ce tourbillon d'événements. La jeunesse québécoise voudra, elle aussi, dès ce moment, exprimer collectivement ses aspirations. «La nouvelle union, définie comme le syndicat étudiant non confessionnel, démocratique et libre des étudiants québécois, explicite la nouvelle idéologie étudiante. Le corporatisme associé au statut privilégié de l'étudiant, au folklore et à la non responsabilité fait place, concluaient messieurs Paul Bélanger et Louis Maheu, au syndicalisme qui définit l'étudiant comme un jeune travailleur intellectuel; dès lors, l'UGEQ exige de l'étudiant une prise de conscience de ses responsabilités sociales et politiques et revendique pour lui la participation aux affaires étudiantes. La démocratisation de l'éducation par la disparition des frais de scolarité et la création de nouvelles institutions publiques, ainsi que la participation des étudiants, demeureront les principaux axes de l'UGEQ» (17). Voilà en gros comment les étudiants-es, dans un contexte de «changements» et de «nouveauté», se sont impliqués-es dans la société québécoise de 1960 à 1964. Inestimables, leurs contributions au développement de notre société, à cette «belle époque», aux niveaux éducationnel, social et politique, influenceront inévitablement les analyses, les actions et orientations du mouvement étudiant pour les vingt prochaines années.

(14)- *«Oui à la marche à Québec», **Le Trait d'Union**, vol. 24 no 7, mars 1964, p. 2.*
(15)- Ibid, p. 2. M. Joyal était, jusqu'à tout récemment, Ministre dans les cabinets de MM. Trudeau et Turner.
(16)- ***La Situation financière de l'étudiant**, p. 5. L'introduction de la brochure est signée par Pierre Marois, ancien ministre dans le cabinet Lévesque.*
(17)- ***Bélanger, Paul, Maheu, Louis, Recherches sociographiques**, vol XIII, no 3, 1972, p. 327.*

NOTES

L'action sociale étudiante :

Une formule pour aider et... les étudiants-es

Qu'est-ce que l'action sociale étudiante? Devant le désir de s'impliquer davantage dans le développement de la société québécoise et de donner une dimension nouvelle à l'action étudiante, en septembre 1964, l'AGEUM présentait au gouvernement du Québec un mémoire qui définissait «une formule d'action sociale étudiante» en regard au relèvement des régions les plus défavorisées du Québec. Le gouvernement Lesage fut très favorable à cette idée selon laquelle des étudiants-es s'engageraient, contre une rémunération financière par l'Etat, à faire un travail qui contribuerait à pallier certaines inégalités régionales, et du même coup, des inégalités sociales.

Dans son projet, l'AGEUM soulignait alors «que l'étudiant a besoin d'un travail d'été, qu'il désire influencer le gouvernement pour accélérer la révolution tranquille, et qu'il veut une nouvelle politique soucieuse des classes moins favorisées. Et elle appuie sa suggestion sur le programme politique même du Parti libéral et sur les objectifs définis par certains ministères : information sur la régionalisation scolaire, éducation des Esquimaux, loisirs auprès des jeunes, etc» (1).

Ainsi à l'été 1965, avec l'aide de fonctionnaires du gouvernement du Québec, un premier projet, dans le cadre de l'action sociale étudiante, est mis sur pied avec la participation de 48 étudiants-es. Le but de ce projet était de faire participer la jeunesse et la population à un «renouveau social du Québec» et de compléter, par ce travail estival, la formation des étudiants-es par une expérience concrète tout en les intégrant à la société.

Il faut se souvenir que les étudiants-es québécois-es, sous l'influence particulière de l'AGEUM, avaient adhéré aux principes de la Charte de Grenoble; charte qui définissait l'étudiant comme un «jeune travailleur intellectuel» et dont la fonction était de servir davantage la collectivité. L'action sociale étudiante se situait exactement dans cette perspective. Toutefois, ces expériences d'immersion d'étudiants-es, que l'on nomme les «travailleurs étudiants du Québec» (TEQ), faisaient en sorte que la jeunesse étudiante était de plus en plus collée à une dure réalité sociale : l'exploitation de la classe ouvrière. Cette exploitation est ouvertement dénoncée par ces «travailleurs étudiants» qui parlent même de travailler à «conscientiser politiquement» cette classe ouvrière que l'on dit exploitée par le système capitaliste. Les politiciens-nes commencent à s'inquiéter...

Le gouvernement, par cette situation, était donc lui-même dépassé par ses propres politiques et déjà l'action sociale étudiante ne correspondait plus, et de loin, à ses objectifs initiaux. Politiquement ce n'était plus rentable et rapidement «des tensions apparaissaient entre les travailleurs étudiants du Québec (TEQ), qui avaient l'autonomie la plus complète quant à la définition et la réalisation des projets, et les représentants du gouvernement. Après deux ans d'activités, soit en 1967, l'ASE, jusque là dirigée par un Comité conjoint étudiants-gouvernement, devient sous le nom d'Action Sociale Jeunesse (ASJ) un service administratif du Ministère de l'éducation. Cette transformation indique une tentative de récupéra-

NOTES

les plus démunis-es

tion : des objectifs de développement socio-économique et de renouvellement des élites locales, comme la mise sur pied d'une structure, de consultation en vue de la participation au développement régional, remplacent ceux de l'animation auprès des travailleurs, de chômeurs ou des assistés-sociaux» (2).

Mais l'action des TEQ se poursuit, malgré les tentatives récupératrices de l'Etat, par l'implication de plusieurs groupes de jeunes politisés soit autour du Front libération populaire (FLP) ou encore en formant d'autres groupes politiques de gauche reflétant toutes les tendances. Dans leur travail, ces jeunes cherchaient toujours à rester en étroite liaison avec les classes défavorisées. «Le plus souvent ce travail a contribué à la formation de groupes de revendication (association de locataires, comités de citoyens...) dans divers quartiers et à l'organisation de services contrôlés par les participants eux-mêmes : cliniques médicales et juridiques, maisons de chômeurs, coopératives d'alimentation, etc. Ces groupes participent aussi à plusieurs luttes ouvrières : grèves, campagnes de syndicalisation...» (3).

De l'autre côté de la frontière... à Ottawa, des projets similaires à l'action sociale étudiante (et plus tard à l'action sociale jeunesse) sont mis sur pied pour stimuler «l'unité nationale»... pan canadienne. A cet effet, en mai 66, le gouvernement fédéral annonce la formation de la Compagnie des Jeunes Canadiens (CJC) qui a pour but de canaliser l'énergie et les talents des jeunes de ce «beau» et vaste pays pour améliorer le progrès économique et social, tant au Canada qu'à l'étranger. Les activités de la CJC ressemblent étrangement aux objectifs de l'action sociale étudiante et rapidement le travail de la CJC entre en conflit avec l'action sociale étudiante. Plusieurs raisons peuvent, selon un document sur l'action jeunesse, expliquer ces frictions : «s'exerçant dans les mêmes domaines et sur le même territoire, elle (la CJC) risque de provoquer des duplications et des chevauchements. Elle draine des fonds et des ressources humaines qui pourraient servir à l'action sociale. Elle porte sur les domaines de l'éducation et du bien-être social qui sont de juridiction «provinciale» et sur des projets qui par leur nature et leurs effets «locaux» relèvent des provinces. Enfin, elle débouche sur le plan international dans des domaines, dit-on, précisément (culture et éducation), où le Québec entend désormais agir pour son propre compte» (4).

Mais quoi qu'il en soit les deux organismes devront vivre côte à côte tout au long de leur existence... aussi courte fut-elle.

(1)- «*Pratique politique étudiante au Québec*», *op. cit. p. 334-335.*
(2)- *Ibid., p. 336.*
(3)- *Ibid., p. 336.*
(4)- *Le document intitulé «Action-Jeunesse» n'est pas identifié et n'a aucune date précise. Disponible à l'ANEQ. Ajoutons que l'ASJ et la CJC ne dépassèrent pas les années '70.*

1965-1967

1965

-Mars : La Presse étudiante nationale (PEN) appuie l'idée de l'indépendance du Québec. Manifestation de l'UGEQ contre la discrimination raciale aux Etats-Unis et contre la guerre du Vietnam; 6 000 étudiants-es y participent.
-Printemps : Débat entre la PEN et l'UGEQ; ces deux regroupements étudiants se disputent le contrôle du premier journal étudiant pan-québécois.
-Juillet : L'UGEQ crée son propre journal.
-Août : L'UGEQ demande au gouvernement d'empêcher la hausse des frais de scolarité dans les collèges et les universités.
-Octobre : Premier congrès de l'UGEQ sous le thème de «la socialisation des professions.»
-Décembre : L'UGEQ soutient les grévistes de l'usine la «Grenade Shoes Ltd.» par la tenue d'une manifestation conjointe avec le Syndicat.

1966

-Mars : Congrès spécial de l'UGEQ : on parle de former un Front commun sur la gratuité scolaire; l'idée d'une grève générale nationale y est aussi amenée afin d'accélérer le processus d'application de la gratuité scolaire et d'appuyer par le fait même les étudiants-es des Beaux-arts en grève.
-Mai : L'AGEUM organise le boycottage de la collation des grades pour appuyer la grève des bibliothécaires à l'Université de Montréal. Le mot d'ordre n'est toutefois pas suivi.
-Juin : Elections provinciales au Québec : l'Union Nationale de Daniel Johnson reprend le pouvoir. Les unionistes parlent «de remettre les crucifix dans les écoles».
-Septembre : Boycottage par l'association étudiante (AGEUM) de la cafétéria de l'Université de Montréal. On met sur pied une cafétéria parallèle qui deviendra par la suite le Café-Campus.

1967

-Janvier : Conflit entre l'AGEUM et l'équipe du journal de l'Université de Montréal, **Le Quartier Latin**. L'AGEUM accuse le **QL** de ne pas servir de porte-parole à l'association étudiante. Le vice-recteur, Paul Lacoste, menace de couper les fonds au journal qu'il accuse de n'être qu'un «feuillet de combat».
-Février : Deuxième Congrès de l'UGEQ. Des représentants syndicaux y prennent la parole. En Congrès, les délégués-es dénoncent la loi 25 (loi spéciale) qui force les enseignants-es du primaire et secondaire à retourner au travail.
-Juin : Création, par le gouvernement québécois, des collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEPS).
-Juillet : A la faveur d'un mouvement nationaliste en pleine effervescence, le Général De Gaulle, devant une foule rassemblée aux abords de l'Hôtel de ville de Montréal, lance son fameux «Vive le Québec libre».
-Septembre : L'UGEQ revendique la fondation d'une deuxième université de langue française à Montréal.
-Novembre : Tendance à la désaffiliation à l'UGEQ : on reproche à ses leaders leur «dirigisme» et leur tutelle idéologique. A l'université McGill, l'administration tente de censurer le journal étudiant, **le McGill Daily :** 200 étudiants-es font un «sleep-in» dans un pavillon de l'université pour s'y opposer. Plusieurs manifestations étudiantes sont organisées contre l'intervention américaine au Vietnam.

Entre la collaboration et la confrontation

Bien que l'UGEQ ait connu une progression aussi rapide qu'étonnante avec la mise sur pied du Comité provisoire -structure temporaire devant aboutir à la création de l'UGEQ- ainsi que lors de sa fondation officielle en novembre '64, il n'en demeure pas moins que cet organisme, même après un engouement certain des militants-es étudiants-es, a des bases relativement fragiles nécessitant un sérieux travail de consolidation. En ce sens, le premier grand objetif de l'Union (l'UGEQ pour les intimes!) fut axé autour d'un travail d'organisation syndicale à travers l'ensemble du territoire québécois.

Rappelons que l'UGEQ regroupe la grand majorité des étudiants-es du post-secondaire -à l'exception des associations étudiantes anglophones qui, pour l'instant, sont membres de la Canadian Union of Students- et que cette adhésion s'affectue par l'entremise des associations étudiantes générales (les AGE au niveau local) qui, en principe, regroupent tous-tes les étudiants-es du collège ou de l'université. La réalité peut, parfois, s'avérer toute autre. Mais ce qu'il faut retenir ici, c'est que ce sont les AGE qui décident de façon démocratique d'adhérer ou de rejeter l'adhésion à l'UGEQ. Concrètement, ce mode d'organisation signifie dans les faits que si une AGE opte majoritairement d'adhérer à l'UGEQ, tous-tes les étudiants-es en deviendront automatiquement membres. Ce qui peut de temps à autre créer des remous, en particulier lorsque la participation étudiante n'est pas à son maximum. De là la nécessité, pense l'exécutif de l'UG EQ, de faire un travail afin de conscientiser davantage les étudiants-es du Québec qui sont peu ou pas impliqué-es dans le mouvement étudiant et qui méconnaissent les grandes idées et les objectifs de la nouvelle Union. «A cette époque, expliquent Pierre Bédard et Claude Charron dans un document sur le mouvement étudiant, l'Union n'était qu'un concept; la plupart des adhérents ne se savaient pas membres d'un syndicat à l'échelle nationale. Si l'UGEQ avait les budgets que lui consentaient les associations riches, elle ne possédait par ailleurs aucun équipement technique ni aucun moyen d'information qui lui soit propre» (1).

Des moyens... il fallait donc s'en donner. Au printemps '65, un nouveau débat anime le milieu étudiant. En effet, l'UGEQ et la PEN se disputent le contrôle du premier journal étudiant pan-québécois. «L'UGEQ estime normal de contrôler cet organe d'information. La PEN estime que la chose lui revient de droit, puisqu'elle regroupe les journalistes étudiants du Québec. La PEN affirme craindre pour la 'liberté de presse', dans un journal directement sous l'emprise des 'hommes politiques' de l'UG EQ. Mais son plus important affilié, **Le Quartier Latin**, se désolidarise de la position de la PEN, et en juillet 1965, l'UGEQ crée son propre journal sans collaboration directe de la PEN» (2).

Cette polémique eut (et a encore aujourd'hui!) de nombreuses incidences au sein même des associations étudiantes locales. Le journal étudiant est-il un organe d'information au service de l'association étudiante ou doit-il être autonome? Mais quoiqu'il en soit, l'UGEQ et la PEN posent cette polémique avec beaucoup d'acuité; on s'en souviendra longtemps...

L'UGEQ doit s'imposer et prendre sa place

Sur un plan un peu plus politique -ou du moins, à un autre niveau!-, les diverses négociations avec le gouvernement québécois concernant la gratuité scolaire, le salaire étudiant ainsi que l'application rapide de la réforme de l'éducation (dans le sens des recommandations de la Commission Parent) retiennent l'attention du premier exécutif de ce syndicat étudiant national sous la présidence de Jacques Desjardins. M. Desjardins était appuyé en celà par une équipe solide et forte dont les noms, encore aujourd'hui, sont bien connus des québécois-es: Charles Gagnon, Richard Guay, Daniel Latouche, Louis Legendre et Normand Lester.

Comme nous l'avons déjà souligné, la création de l'UGEQ ne faisait pas pour autant que ce nouvel organisme était, de facto, reconnu par les «larges masses étudiantes». Il semble que le seul moyen qu'avait l'Union pour se faire reconnaître des étudiants-es était de passer directement à l'action. Cette ou ces action(s) devait(ent) permettre de créer une dynamique d'identification du monde étudiant à l'UGEQ et ainsi de contribuer à améliorer son image d'association **réellement représentative** de l'ensemble des étudiants-es. Pour ce faire, Richard

(1)- *Bédard, Pierre, Charron, Claude,* ***Les étudiants québécois - la contestation permanente, éditions spéciales de la revue Noir et Rouge,*** *octobre 1969, p. 12.*

(2)- *GAGNON, Lysiane,* ***Bref historique du mouvement étudiant au Québec : 1958-1971,*** *Mai 1971, p. 11.*

PDFaid.com
#1 pdf solutions online

Guay, qui était alors un des vice-présidents, organisa face au consulat des Etats-Unis une manifestation le 23 mars 1965 qui avait pour objectifs de promouvoir l'intégration raciale dans le Sud des Etats-Unis et de protester contre l'intervention de plus en plus massive des américains au Vietnam. «A cette manifestation, précisent Pierre Bédard et Claude Charron, ayant été annoncée comme un 'sit-in', devaient participer, selon les prévisions les plus optimistes, quelque 3 000 étudiants... Or il en vit plus de 6 000 qui écoutèrent pendant 2 heures des orateurs noirs venus pour la circonstance de l'Alabama ainsi que les porte-parole de l'UGEQ».

«A compter de ce moment, ajoutent-ils, l'UGEQ était née dans les faits; le travail le plus difficile restait à effectuer : on devait maintenant convaincre l'opinion, tant syndicale que publique, que les étudiants avaient des droits en commun qui justifiaient l'existence d'un syndicalisme et une maturité qui garantissait la permanence de ce mouvement»(3).

De son côté, la FAGECCQ, dans le cadre de la réforme scolaire, continue de faire des représentations -publication de quelques mémoires, etc.- auprès du gouvernement québécois afin qu'il établisse la gratuité scolaire et améliore le régime d'aide financière pour les étudiants-es. Les recommandations de la FAGECCQ vont dans le sens d'un élargissement accru de l'accessibilité à l'éducation pour les jeunes québécois-es, en particulier pour ceux et celles qui sont socialement les plus démunis-es. A ce sujet, l'UGEQ demande, en août '65, au gouvernement québécois d'empêcher une éventuelle hausse des frais de scolarité dans les collèges et les universités.

D'autre part, l'UGEQ développe certains liens avec le mouvement coopératif; elle en arrive même à mousser au sein des institutions scolaires la mise sur pied de «coops étudiantes» pour augmenter le pouvoir d'achat des étudiants-es. A cet effet, l'UGEQ demande au gouvernement québécois d'en aider la réalisation en prévoyant dans les écoles des locaux pour les nouvelles coopératives ainsi que la mise sur pied de programmes éducatifs sur ce mouvement dans le cadre de cours officiels et crédités.

Autre objectif de taille pour la nouvelle Union. A travers ces multiples interventions, l'UGEQ cherche à s'imposer auprès du gouvernement et du grand public comme un «interlocuteur valable». De là cette image que l'on cherche à répandre de plus en plus dans la population en faisant cette comparaison : l'UGEQ c'est une organisation syndicale au même titre que la FTQ ou la CSN, avec cette grande nuance toutefois, qu'elle regroupe des étudiants-es et non des travailleurs-ses. C'est ainsi que lors du 1er Congrès de l'UGEQ, en novembre '65, des représentants syndicaux ont été invités à prendre la parole. Bien que la FTQ n'ait pas participé à ce Congrès, cette centrale a fait parvenir aux congressistes présents un message de solidarité. Par contre, le président de la CSN, M. Marcel Pepin, s'est adressé aux délégués-es. M. Pepin a été «accueilli et remercié de façon spectaculaire par l'assemblée qui ne lui a pas ménagé ses applaudissements», peut-on lire dans le journal **Le Trait-d'Union**. Dès le départ, ajoute-t-on, M. Pepin a montré à quel point il considère l'UGEQ : «Je ne vous prends pas pour une organisation mineure, a-t-il déclaré, mais pour un syndicat avec qui on peut discuter sur un pied d'égalité». Dans la partie la plus importante de son allocution, M. Pepin a souligné la cohésion que devaient maintenir les collets blancs face au pouvoir économique. «Il faut nous rejoindre dans des activités communes et avoir des contacts plus soutenus entre ouvriers, professionnels, étudiants et jeunesse rurale», a dit M. Pepin. Et de conclure le journal étudiant : «Il a alors été ovationné par l'Assemblée qui manifestait ainsi son accord. De grandes perspectives d'avenir s'ouvrent pour les étudiants»(4).

Cette reconnaissance de l'UGEQ par le mouvement syndical et l'État amène le syndicat étudiant à collaborer ouvertement, à titre consultatif seulement, à différents comités conjoints ou tripartites (avec les hauts fonctionnaires et des représentants syndicaux) qui, pour la plupart, sont établis afin «d'étudier» (disons plutôt «récupérer»!) plus en détails les revendications étudiantes.

Soulignons d'autre part que lors du 1er Congrès de l'UGEQ, et dont le thème est «La socialisation des professions», la lutte électorale pour la présidence est dure et vive. Deux opposants de poids s'affrontent : Robert Nelson qui dispute la plus «haute fonction» de l'UGEQ à Richard Guay, le vice-président sortant, est élu avec un programme qui met l'emphase sur de nouvelles méthodes d'animation. A ces élections, un «nouveau leader» étudiant émerge au sein de l'UGEQ : Robert Tessier, un ancien militant de la PEN, devient secrétaire général.

Les associations anglophones et l'UGEQ

Le 1er Congrès de l'UGEQ permet d'entériner l'intégration des étudiants-es des universités McGill, Sir George Williams, du Collège Marianopolis et de la section française de l'Université d'Ottawa, ce qui augmente de beaucoup la représentativité et la crédibilité de l'UGEQ à l'échelle nationale. Par contre, une grande difficulté s'était posée dès le début pour les délégués-es de ce Congrès : l'association étudiante de McGill était membre de la Canadian Union of Students (CUS). Cette adhésion à la CUS déplaît à plusieurs militants-es étudiants-es qui acceptent mal ce chevauchement, comme le rapporte avec justesse le journal étudiant **Le Trait-d'Union** : «Les délégués ont discuté jusqu'à trois heures du matin pour en arriver à une entente. McGill obtient un délai de dix (10) mois pour

(3)- *Bédard et Charron, op. cit., p. 12.*
(4)- *«Cartel syndical : CSN-FTQ-UCC-UGEQ», Le Trait-d'Union, Vol. 26, no 2, Nov. 1965, p. 5.*

L'Union Nationale reprend le pouvoir

Les élections de juin '66 au Québec causent de fortes surprises et, qui plus est, un certain émoi chez les forces progressistes. L'Union Nationale (cette «relique» de Duplessis), avec Daniel Johnson comme «cheuf», revient au pouvoir en défaisant les libéraux du «tonnerre» de Jean Lesage, ceux-là même qui avaient promis la gratuité scolaire intégrale... pour 1972. Le «tonnerre» avait perdu un peu de son intensité. Constatant les succès électoralistes qu'avaient entraîné les promesses libérales auprès des jeunes (aux élections de '60 et '62), l'UN tente à son tour, malgré son thème impopulaire chez les jeunes de «remettre les crucifix dans les écoles», de récupérer le vote étudiant en promettant de «rendre l'enseignement accessible à tous et partout au Québec» (1). Pourtant des promesses de ce genre... rien d'étonnant là-dedans! «Lors de l'élection de 1966, les quatre principaux partis offraient un éventail de 500 promesses, réformes et suggestions. (2).

Tente-t-on d'acheter, par opportunisme politique, le vote populaire? La non-application de ces grandes promesses nous pousse à le croire! Malgré tout, les libéraux demeurent la principale force politique du Québec. En effet, même si le PLQ n'obtenait que 50 sièges comparativement à 56 pour l'UN, les suffrages généraux indiquaient, toutefois, une toute autre tendance chez les citoyens-nes du Québec : 47,2% du vote populaire allait aux libéraux, tandis que 40,9% du vote exprimé suffisait à l'UN pour prendre le pouvoir. Le RIN, sans obtenir de siège, récoltait, dans les 73 comtés où il présentait des candidats-es, 7,3% de l'ensemble des suffrages. C'est beaucoup pour une première... surtout pour un parti politique qui prône ouvertement l'indépendance du Québec.



Le Premier ministre du Québec, M. Daniel Johnson [en arrière-plan], avec le Premier ministre ontarien, M. John Robarts. M. Johnson fut Premier ministre du Québec de Juin 1966 à Septembre 1968, c'est-à-dire jusqu'au moment de son décès.

Mais comment expliquer cette disproportion? Cette situation s'explique par une mauvaise répartition de la population des 108 comtés du Québec (une carte électorale mal équilibrée). Ce qui s'est produit dans le cadre de cette élection, c'est que l'UN s'était gagnée la majorité des comtés ruraux moins populeux et sur-représentés tandis que les libéraux s'accaparaient la presque totalité des grands centres urbains où la population, par comté, est plus nombreuse et, de fait, sous-représentée à l'Assemblée nationale. Un bel exemple de démocratie!

Quant aux étudiants-es, il semble, selon plusieurs sondages, qu'ils-elles conservaient un léger penchant en faveur du PLQ : «Les jeunes, eux, d'après un sondage réalisé en 1964, indiquent qu'ils voteraient pour le Parti libéral dans une proportion de 59,4% pour l'Union Nationale, 17,6% et pour le RIN, 8,7%. De même, le Parti libéral reçoit le plus d'intentions de vote, en mars 1967, parmi les étudiants de toutes les facultés d'un échantillon à l'Université de Montréal. En somme, ces divers résultats de sondages indiquent bien que le Parti libéral est alors le principal porte-parole politique des étudiants» (3). Mais pas pour longtemps!...

(1)- ***Les programmes électoraux du Québec,*** *op. cit., p. 412.*
(2)- *Annuaire du Québec, Gouvernement du Québec, 54e édition, 1974, p. 128.*
(3)- ***Pratique politique étudiante au Québec,*** *op. cit., p. 329.*

rompre avec la CUS, sans quoi l'UGEQ se verra obliger de l'expulser»(5).

Ainsi pour les institutions anglophones, en particulier pour les étudiants-es de McGill et même de Loyola, cette difficulté se posera pendant un certain temps. En effet, à l'Université McGill, par exemple, cette controverse -UGEQ versus CUS- se vivra par la tenue de trois référendums sur la question avant de la régler une fois pour toutes... et encore.

En décembre '65 et janvier '66, deux référendums se tiennent à McGill. Résultat : les étudiants-es refusent l'adhésion par un vote assez partagé lors du deuxième référendum. Le premier avait été annulé à cause de certaines irrégularités; les bureaux de votation avaient été fermés avant que les étudiants-es d'une faculté puissent voter. De là la nécessité d'un deuxième scrutin général : «environ la moitié des étudiants se sont présentés aux polls. Le partage des voix s'établit comme suit : 2 893 contre l'affiliation à l'UGEQ, 2 254 en faveur». On rejette donc officiellement l'adhésion à l'UGEQ, malgré le désir de la présidente de l'association étudiante de McGill, Sharon Sholzbertg qui a

(5)- *Ibid, p. 5*

déclaré, peu après la proclamation des résultats, «qu'il est évident qu'il fallait renoncer, pour le moment, à tout espoir de voir les 11 000 étudiants de McGill se joindre aux 60 000 déjà membres de l'UGEQ. Elle s'est dite consternée de la décision des McGillois. Elle a avoué qu'elle commençait à partager l'avis de ceux qui disent qu'il n'y a pas de place pour les anglophones dans le Québec de demain. "Il n'y aura plus de place parce que nous aurons refusé de la prendre» a-t-elle lancé. (6).

Les étudiants-es anglophones sont donc très divisés-es sur leur adhésion à l'UGEQ. Les éléments les plus à gauche, dont la présidente de la «Students' Society», tiennent à s'intégrer à l'UGEQ et, par ricochet, à l'ensemble de la société québécoise. Les autres, craignant les éléments les plus nationalistes de l'Union, appréhendent le statut de minorité au sein de cette association puisqu'on leur impose, en vertu de la charte de l'UGEQ, de se désaffilier de la CUS. Du côté francophone, certains éléments nationalistes (les ultra-nationalistes!) se réjouissent des résultats négatifs du référendum du 26 janvier '66. «A l'issue du référendum, les dirigeants de l'AGE UM, son président en tête, ne cachent pas leur satisfaction. D'ailleurs, explique Lysiane Gagnon, Michel Pelletier avait sans doute lourdement influé sur le vote à McGill. Dans un geste stratégiquement calculé, il avait prévenu publiquement les étudiants de McGill, à la veille du référendum, qu'ils trouveraient en l'AGEUM, si jamais ils entraient à l'UGEQ, un farouche défenseur de l'unilinguisme et de l'affiliation unique (i.e. interdiction d'être à la fois membre de l'UGEQ et de la CUS). L'une des raisons qui motivaient les dirigeants de l'AGE UM, c'était la certitude que les associations anglophones auraient à l'UGEQ la balance du pouvoir, par suite des divisions en milieu francophone (en particulier entre les étudiants universitaires et pré-universitaires). L'UGEQ -de même qu'une partie du C.A. de l'AGE UM- blâme vigoureusement M. Pelletier pour cette «initiative» qui enlève à l'UGEQ de représenter l'ensemble des étudiants du Québec» (7).

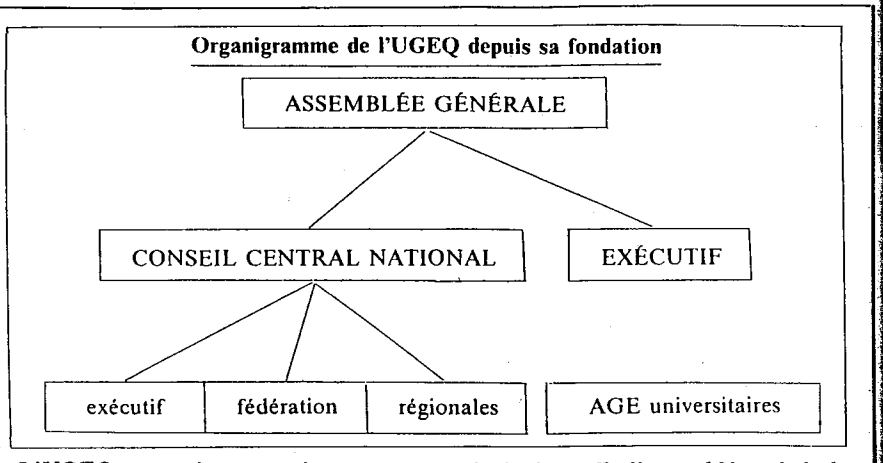
Toutefois lors d'un troisième référendum (25 janvier '67), les étudiants-es de McGill adhèrent officiellement à l'UGEQ après, il va sans dire, de multiples débats. Ils-elles s'intégrèrent donc ainsi au secteur étudiant francophone. Notons soit dit en passant que la majorité des militants-es étudiants-es de l'association étudiante de McGill (le «Students Council») était favorable à la proposition de joindre les rangs de l'union québécoise ce qui, rappellez-vous, les excluait automatiquement de la CUS. A ce moment-là, le président de l'UGEQ, M. Robert Nelson, «nia toute possibilité de rendre bilingue l'union des étudiants, se référant aux problèmes qu'avait rencontrés l'Union canadienne lorsque les trois universités françaises du Québec en faisaient partie»(8).

L'adhésion de McGill ainsi que celle du Collège Loyola se confirmèrent officiellement lors du deuxième Congrès de l'UGEQ qui avait lieu du 15 au 19 février '67.

Un Congrès spécial pour résoudre certaines contradictions

«Devant le refus de l'AGEUM et de l'AGEUS (Sherbrooke) de participer au Front Commun formé par l'UGEQ pour réclamer la création d'un réseau d'instituts et la gratuité scolaire en tenant compte de différentes priorités, l'UGEQ a décidé de convoquer un Congrès spécial sur la question» (9). En effet, les 18, 19 et 20 mars 1966, un Congrès spécial est convoqué, au «chic» restaurant le Sambo, à Montréal, par l'exécutif de l'UGEQ afin de rétablir, si possible, dans le mouvement étudiant, le consensus général à propos de l'application, par l'Etat québécois, de la gratuité scolaire.

Plus traditionnalistes, l'AGEUM et l'AGEUS contestent cette politique relativement nouvelle sur la gratuité scolaire qui a été adoptée par le comité de coordination de



L'UGEQ reposait sur trois structures principales : 1] l'assemblée générale annuelle [Congrès] des délégués-es des associations étudiantes membres; 2] le Conseil central national [que l'on appelait aussi le Comcor - comité de coordination], composé des représentants-es des associations générales universitaires et des fédérations membres, et qui était le principal organe de décision entre les Congrès annuels; et 3] le comité exécutif formé de 5 à 7 personnes, dont la tâche consistait à appliquer les mandats du Congrès annuel et-ou du Conseil central national.

(6)- *»Mc Gill dit non à l'UGEQ une seconde fois», Le Trait d'Union, Vol. 26, no 5, février 1966, p. 3.*
(7)- *GAGNON, Lysiane, op. cit., p. 13.*
(8)- *«Les 12,000 étudiants de McGill reviendront-ils sur leur position, Jeune Québec, vol. 1, no 2, semaine du 24 au 30 janvier 1967, p. 6.*
(9)- *«L'UGEQ passe à l'attaque», Le Trait d'Union, vol. 26, no 6, le 18 mars 1966.*

l'UGEQ (le Comcor) et qui accepte l'idée de l'application de la gratuité scolaire de façon graduelle et échelonnée sur une période de cinq ans. «Cette nouvelle politique tient compte que le gouvernement ne peut pas établir à la fois la gratuité scolaire à tous les niveaux et investir, pense la majorité des délégués du Comcor, massivement dans la mise sur pied d'un réseau d'instituts. Cette politique est nouvelle parce qu'elle insiste d'abord sur l'organisation du pré-universitaire alors qu'autrefois elle exigeait en même temps la gratuité scolaire à tous les niveaux»(10).

Conséquemment, cette nouvelle orientation de l'Union fait en sorte que «le comité de coordination de l'UGEQ s'entend pour revendiquer à chaque année une baisse graduelle (des frais de scolarité) et un élargissement des normes d'attribution (des prêts et bourses) jusqu'à l'obtention de la gratuité scolaire» (11).

Insatisfaits-es de cette position, visant à donner «une chance» au gouvernement Lesage que plusieurs considèrent déjà bien engagé dans les «grandes réformes de l'éducation», les représentants-es de l'AGE UM se sont retirés-es du Comcor pour montrer qu'ils-elles maintenaient leur position intiale et rejetaient, de fait, à la fois cette analyse et cette «tactique». Leur position consiste à exiger que le gouvernement travaille à l'élaboration d'un réseau d'instituts pré-universitaires tout en appliquant pour septembre '66 la gratuité scolaire intégrale. Cette contradiction qui oppose l'AG EUM et l'AGEUS aux autres composantes du Comcor est de taille. Mais ce que l'exécutif de l'UGEQ reproche à cette tendance minoritaire, c'est principalement leur attitude «sectaire» et leur refus de se plier aux décisions de la majorité des délégués-es qui forment le comité de coordination de l'UGEQ. Quelle image projètera l'UGEQ lorsqu'elle ira négocier la gratuité scolaire avec le gouvernement? Comment le gouvernement nous recevra-t-il si nous ne pouvons représenter tous-tes les étudiants-es du Québec? demandent les dirigeants-es de l'UGEQ en questionnant les leaders de l'AGE UM et de l'AGEUS. C'est dans la perspective d'obtenir des réponses à ces questions que l'exécutif de l'UGEQ a convoqué le Congrès spécial... On voulait résoudre certaines contradictions que l'on disait majeures.

D'autre part, ces dissensions internes n'empêchent nullement les délégués-es de faire de l'accessibilité à l'éducation **leur grande préoccupation**. Le Congrès spécial de l'UGEQ a dénoncé l'existence de barrières financières, géographiques et sociologiques qui restreignent, pour des milliers de jeunes, l'accessibilité à l'éducation. Corriger cette situation était devenue une priorité pour les représentants-es étudiants-es (on était tanné d'attendre); ils-elles se sont entendus-es pour revendiquer dans l'immédiat l'application des propositions suivantes que l'on a adressées au gouvernement québécois et qui se résument à peu près à ceci : 1) Financement par l'Etat de toutes les institutions d'enseignement publiques et qu'il assume progressivement le contrôle des institutions privées pour en faire de véritables institutions publiques; 2) Augmentation des subventions aux institutions scolaires afin de réaliser la gratuité scolaire intégrale; 3) Gel immédiat (pour 1966) des frais de scolarité pour le niveau universitaire et d'en assurer, à court terme, l'abolition totale; 4) Institutionalisation d'un véritable système de bourses dispensées selon les besoins réels des étudiants-es; 5) Reconnaissance de l'étudiant-e comme un-e «jeune travailleur-euse intellectuelle» ayant droit à une rénumération financière pour la période de leurs études.

Pour en arriver à satisfaire ces revendications et à s'imposer comme un «interlocuteur valable» (chose que l'on n'avait pas réussi à faire jusque-là, du moins auprès du gouvernement), un mandat de grève fut confié «dans le cas où le gouvernement refuserait de reconnaitre le syndicat comme négociateur responsable, l'exécutif a aussi reçu le mandat de pouvoir déclencher avec la ratification du Comcor une grève générale de tous ses membres» (12). Cette radicalisation, qui ne sera pas seulement temporaire (ça annonce même les tendances à venir!), peut s'expliquer également par les tensions qui existaient déjà à cause de conflits comportant des enjeux que les étudiants-es estimaient importants. En ce sens, rappelons seulement la grève de 10 jours des étudiants-es des Beaux-arts et des arts appliqués pour obliger le gouvernement à étendre le mandat du comité d'enquête (comité Rioux) sur l'enseignement des arts plastiques. Les étudiants-es des Beaux-arts et des arts appliqués obtiendront gain de cause...

Un autre débat houleux a également retenu l'attention des délégué-es du Congrès spécial. En effet, l'exécutif de l'UGEQ, sous la présidence de Nelson, avait eu la malencontreuse idée de déposer une résolution (du genre suicide!) qui entendait lier obligatoirement les associations présentes sur le Comcor aux décisions prises avec plus des ⅔ de majorité. Cette proposition avait, pensaient plusieurs délégués-es, pour but d'empêcher toute association membre de l'UGEQ d'entreprendre des actions opposées aux décisions de la majorité. On ne reconnaissait plus, de ce fait, le droit à la dissidence! La situation était grave!... Suffisamment pour qu'à «certains moments pendant le Congrès, plusieurs délégués formulent des craintes quant à l'avenir de l'Union. On disait que le Congrès avait été convoqué dans le but inavoué de «battre» l'AGEUM, qui constitue le membre le plus gros et le plus encombrant de l'Union. D'autre part, «des rumeurs circulaient (...), à l'effet que la FNQ (Fédération des Normaliens du Québec) et l'AGEUM songeaient à se retirer du Congrès. Et l'on interprétait l'attitude de la FAGECCQ (collèges classiques) comme foncièrement hostile aux positions de l'AGEUM» (13). Inutile de signaler que cette proposition fut rejetée.

(10)- *Ibid, p. 2.*
(11)- *Ibid. p. 2.*
(12)- «*L'UGEQ engage la lutte*», ***Désormais, l'hebdomadaire du nouveau québécois, vol. 1, no 1, avril 1966, p. 3.***
(13)- *Ibid, p. 3.*

Mais... le hasard fait pourtant bien les choses puisque cette controverse, qui semblait initialement «insurmontable», fut aplanie à travers l'adoption de plusieurs résolutions se rapportant à l'accessibilité à l'éducation. Et même... l'unanimité en faveur d'un Front commun, que tous et toutes espéraient avec grande émotion, s'est quand même constitué à la faveur d'une politique commune sur la gratuité scolaire. Les intérêts «suprêmes» du mouvement étudiant venaient, une fois de plus, de l'emporter sur toutes autres formes de considérations à tendances «individualistes» et «sectaires».

Quand la patience a des limites

Ainsi dès le Congrès spécial, la question de l'accessibilité générale à l'éducation devient la grande priorité de travail de l'UGEQ. En mars et juin '66, l'exécutif de l'Union présente, au ministre de l'Education, les résolutions qui ont été adoptées lors de ce Congrès. On en explique les buts généraux et on demande au gouvernement de les appliquer. Durant la période estivale, plusieurs séances de négociations ont lieu au ministère entre des représentants-es étudiants-es et des «hauts» fonctionnaires. Les discussions piétinent et, dans l'ensemble, ce dossier ne semble pas débloquer. Pour ajouter un peu plus de poids dans la «balance» (en faveur des étudiants-es, bien sûr), en septembre, les étudiants-es de l'Université Laval, à l'invitation de l'AGEL, décident de retarder le paiement de leurs frais de scolarité jusqu'à ce que le ministre de l'Education, M. Jean-Jacques Bertrand, nouvellement en poste, s'engage à respecter les revendications étudiantes défendues par les représentants-es de l'UGEQ. L'AGEUM fait de même. Les étudiants-es de Laval et de Montréal décideront de suspendre ce moyen de pression, peu après, suite à des garanties du ministre Bertrand à l'effet d'assurer une planification à long terme en matière d'accessibilité générale à l'éducation et de créer, à court terme, un «comité de plan à l'accessibilité générale à l'éducation». Une date avait même été prévue pour le dépôt du rapport de ce comité, soit le 15 novembre '66. La promesse du ministre de l'Education est tenue et le 23 novembre, le comité, composé d'étudiants-es de représentants-es syndicaux (FTQ-CSN) ainsi que de fonctionnaires du MEQ, dépose son rapport préliminaire. La mémoire, si l'on peut dire, recommandait au gouvernement Johnson d'appliquer, à la grande satisfaction des étudiants-es, dès septembre '67, et en ordre de priorité s.v.p., les six recommandations suivantes :

1) Extension de la gratuité scolaire dans l'enseignement secondaire privé, par la suite de la politique d'association des institutions indépendantes aux commissions scolaires (coût : 5,2 millions);
2) Abolition des frais de scolarité dans les institutions publiques du niveau pré-universitaire et professionnel, c'est-à-dire dispensant un enseignement de 12e à 14e année (coût : 4 millions);
3) Réduction de $150 du montant des prêts accordés aux étudiants du niveau pré-universitaire et professionnel avec augmentation correspondante du montant des bourses qui leur sont versées (coût : 5 millions);
4) Modification des normes du régime d'aide aux étudiants servant à calculer la contribution des parents à celle des étudiants, en fontion du revenu d'été et de l'état de ses relations avec ses parents (coût : 2 millions);
5) Réduction de $100 du montant maximum des prêts accordés au niveau des deux cycles universitaires (de $800 à $700 et de $700 à $600) avec augmentation correspondante du montant des bourses (coût : 2 millions);
6) Diminution de $100 des frais de scolarité dans les universités, à condition toutefois que l'Etat établisse un système de normalisation des dépenses universitaires et des subventions aux universités et qu'il impose une standardisation des méthodes comptables (coût : 4,3 millions).

Le 1er décembre '66, lors du discours du trône, à Québec, le gouvernement Johnson annonce qu'il apportera des modifications substantielles au régime des prêts et bourses. La veille, l'UGEQ rappelait aux ministériels, dans un communiqué qu'elle remettait à la presse au cours d'une réunion du comité de coordination, «que les étudiants n'endosseraient ce projet de loi qu'à la condition que le ministre de l'Education, M. Jean-Jacques Bertrand, s'engage à ce que, dès septembre 1967, il y ait une substantielle diminution des frais de scolarité, une augmentation des bourses accompagnée d'une diminution proportionnelle des prêts et un réaménagement des normes de calcul utilisées pour déterminer l'aide due aux étudiants» (14).

Quelques jours plus tard, une nouvelle loi d'aide financière aux étudiants-es est adoptée par la législature à Québec; le ministre Bertrand acquiesce à la demande de l'UGEQ. Aussitôt un communiqué est publié par l'association nationale pour soutenir les mesures gouvernementales que l'on juge dans la bonne voie : «L'Union Générale des étudiants du Québec (UGEQ) a accepté de donner son appui au nouveau système parce qu'il constitue une amélioration sur l'an passé et qu'il marque une étape sur le chemin qui mène à la gratuité de l'éducation. Parce que le gouvernement a accepté de réduire graduellement les frais de scolarité à tous les niveaux et d'améliorer le service de l'aide aux étudiants»(15).

La «lune de miel» ne durera pas longtemps...

(14)- «*La semaine de l'UGEQ*», *Bulletin hebdomadaire, Vol. 1, no 1, du 28 novembre au 4 décembre 1966, p. 1.*
(15)- «*L'UGEQ accepte temporairement le projet du gouvernement - 'mais il faut l'améliorer le plus tôt possible', dit-elle*», *Le Trait d'Union, vol. 27, no 7, le 6 décembre 1966, p. 1.*

La confrontation prend le dessus

Le gouvernement Johnson tarda énormément avant de se prononcer sur les recommandations du comité du plan sur l'accessibilité générale à l'éducation. Choqués-es de ce silence et de ces multiples hésitations, les étudiants-es entreprirent plusieurs actions d'envergure au début de janvier '67. C'est ainsi que «devant le club Renaissance de Montréal, quelque 500 étudiants ont manifesté leur mécontentement (...). A Québec, une centaine d'étudiants faisaient irruption dans le Parlement et se rendaient dans les bureaux du ministre des Finances, M. Paul Dozois. Au même moment à Sherbrooke, 800 étudiants manifestaient devant le domicile de M. Fréchette, député de la région» (16). Une campagne d'information est également entreprise par l'UGEQ, à travers la province, sur les recommandations du comité du plan sur l'accessibilité générale à l'éducation. L'UGEQ réclame que les six recommandations soient appliquées intégralement dès septembre prochain. «Le gouvernement n'a qu'à tenir ses promesses», pensent les «leaders» étudiants-es. Plusieurs actions (pétitions, manifs et même la grève générale) sont envisagées pour obtenir (disons plutôt arracher!) une réponse affirmative du gouvernement unioniste. Et la réponse viendra... «Ce dernier prétend que l'état des finances ne permet pas la mise en application du rapport. Par ailleurs, des économistes se sont prononcés contre les dires de l'autorité. De son côté la centrale étudiante réclame priorité à l'éducation. Dans ses revendications, l'UGEQ a obtenu l'appui de la CSN et de la FTQ.» (17) D'autres rencontres eurent lieu entre le ministre Bertrand et les centrales syndicales (y compris l'UGEQ) pour discuter, rediscuter... mais en vain.

Relativement influente auprès de l'opinion publique et bien implantée au sein de ses membres, l'UGEQ est de tous les combats progessistes et «épouse» toutes les bonnes causes. Même si son principal cheval de bataille est la gratuité scolaire, l'UGEQ s'oppose au bill 25 (retour forcé au travail des enseignants-es en grève); elle se dit d'accord avec la loi 21 (création des CEGEPS) et est favorable à l'implantation d'une seconde université de langue française à Montréal. De plus, l'UGEQ réclame au Conseil Supérieur de l'Education (CSE), dans un mémoire très étoffé, l'intégration des universités au secteur public de l'enseignement. Elle demande au gouvernement que les écoles anglaises dispensent 40% de leurs programmes en français; quatre ans plus tard, le ministère de l'Education adoptera un règlement en ce sens.

Au niveau des associations étudiantes locales, ça ne va pas toujours très bien. A l'AGEUM, même si on multiplie les prises de positions, la démobilisation tend à prendre le dessus. C'est ainsi qu'au Congrès de l'AGEUM, en octobre '66, où l'on attend 400 délégués-es... il n'en vient seulement qu'une centaine. La déception est grande et le Congrès qui devait durer deux jours et demi se termine, faute de participants-es, le soir même. A Laval, «l'affaire Dora» retient l'attention des étudiants-es. L'administration de l'université demande à l'AGEL de renvoyer les responsables du journal, **Le Carabin**, à cause de la publication d'un texte, signé par un étudiant (M. Dora), et que la direction de l'université juge «indécent».

L'association étudiante s'élève contre cette ingérence et suit les procédures normales de l'association. La justice étudiante tranchera, dit-on aux administrateurs-trices. On met sur pied un tribunal d'honneur qui jugera cette affaire. Celui-ci exonère le journaliste du journal **Le Carabin**.

Des colloques régionaux pour mieux se rapprocher de «la base»

Des colloques régionaux sont organisées par l'UGEQ, en novembre '66, dans le but de décentraliser l'information et ainsi de mieux préparer le deuxième Congrès de février '67. Ces colloques devaient permettre, en théorie, d'améliorer les liens entre les unités de base et les dirigeants-es que l'on accuse, à tort ou à raison, de faire du «dirigisme». En effet, il faut bien l'avouer, le mouvement étudiant en général connaît quelques difficultés de mobilisation (on est dans le creux d'une vague!). Cependant, ici il faut bien faire attention en évitant de tomber dans le panneau des conclusions hâtives; l'UGEQ est loin d'être remise en question, au contraire. L'existence de l'UGEQ est un acquis pour l'ensemble du mouvement étudiant québécois. Mais certains problèmes se posent et il faut les résoudre. C'est dans cette perspective donc que les colloques régionaux sont pensés et planifiés. On voudra même les rendre permanents. Dans une lettre qu'il adressait aux membres de l'Union, le 1er décembre '66, le président de la centrale étudiante, Robert Nelson, en précise le sens : «Ces colloques consistent à réunir plusieurs institutions (des délégués) d'une même région durant une fin de semaine et là, par la méthode d'animation, les faire discuter et analyser cette restructuration du milieu étudiant.» Malheureusement, le bilan partiel des colloques régionaux n'est pas très réjouissant. «Jusqu'ici, 10 colloques ont été tentés (4 à Montréal et 6 en province) devant réunir théoriquement 25 personnes chacun. Deux ont réussi (Nicolet et Rimouski) où il s'y est rendu 20 et 22 personnes, et l'autre à Montréal a été un demi-succès (14 personnes). Tous les autres, souligne Nelson, dans sa communication du 1er décembre, ont été des échecs, échecs dus en partie à notre mauvaise organisation

(16)- «*L'UGEQ résiste devant le gouvernement qui durcit sa position*», ***Jeune Québec***, *semaine du 24 janvier au 30 janvier 1967, p. 6.*

(17)- *Ibid, p. 6.*

technique, nous le reconnaissons mais principalement au manque de participation flagrante de nos unités de base à cette expérience.»

Est-ce que le syndicalisme étudiant est au tournant de sa courte histoire? demandait un journaliste de la revue **Sept-jours**, au secrétaire général de l'UGEQ, Jean Pelletier. A cette question, il répondait en ces termes : «Il n'y est pas encore. On peut dire qu'en 1967, il a entrepris ce virage. La centrale, après une certaine période de stagnation, a effectué une prise de conscience sur la non-participation de ses membres pour découvrir que la désaffection du monde étudiant se résolvrait par une information plus efficace et systématique. D'abord, elle publie un bulletin hebdomadaire, **La semaine de l'UGEQ**, elle visite plus régulièrement les unités de base, ce qui lui permet de se rendre compte qu'il y a des griefs.» (18)

Les colloques régionaux, malgré ces insuccès, apporteront quand même certains fruits. Au 2e Congrès de février '67, les délégués-es adoptent des propositions pour s'assurer que l'information (les documents, etc.) circulent davantage dans les différentes instances de l'UGEQ. C'est ainsi qu'on vote la formation d'un bureau d'information permanent de l'UGEQ avec la nomination d'un responsable rémunéré. Le rôle du comité se définit comme suit :

1) Coordonner l'information venant : des bureaux de l'UGEQ, des membres de l'exécutif, des relations publiques et des sondages effectués dans les unités de bases, ainsi que la documentation extérieure concernant l'UGEQ;
2) Etablir un centre de documentation sur l'UGEQ;
3) Diffuser aux unités de base l'information et la publicité venant des bureaux et de l'exécutif;
4) Maintenir des liens étroit avec l'informateur de chaque unité de base.(19)



Jean Pelletier, Secrétaire Général de l'UGEQ.

Le 2ème Congrès de l'UGEQ

Tenu à l'Université de Sherbrooke, du 15 a 19 février '67, le 2e Congrès de l'UGEQ a regroupé plus de 250 participantes-es en provenance de tous les coins du Québec. A ce nombre, il était possible de remarquer la présence d'observateurs connus : M. Marcel Pépin, président de la CSN; M. Rancourt, représentant de la FTQ; Monseigneur Maltais, Recteur de l'Université de Sherbrooke et même le prêtre de cette université, M. Daniel Croteau.

Il semble que le Congrès, selon plusieurs journalistes étudiants-es, s'est déroulé dans une atmosphère tendue à cause, dit-on, de l'adoption par le gouvernement québécois du Bill 25. On était en colère!... Les délégués-es du Congrès se sont répartis-es en quatre ateliers ou commissions de travail ayant chacun un mandat bien déterminé : finances, éducation, restructuration et participation sociale.

La commission sur l'éducation a fait adopter par le Congrès un plan d'action rejoignant en cela les préoccupations et propositions adoptées par le Congrès spécial de mars '66. Quant aux objectifs de l'accessibilité générale à l'éducation, on réentérine les propositions de principes habituelles sur l'accessibilité à l'éducation tout en adoptant un plan d'action qui serait appliqué sur une courte période, soit de février à septembre '67. Ce plan d'action doit être mis en oeuvre conjointement avec les centrales syndicales ouvrières. On parle d'organiser le boycottage des frais de scolarité et une grève générale, pour septembre, si rien n'est fait de la part du gouvernement dans ce dossier.

D'ici là, l'UGEQ intensifiera l'information à ce sujet. L'antichambre permanente au Parlement est même suggérée aux délégués-es; ce moyen de pression efficace consiste à occuper les bureaux des ministres et députés... directement au parlement. Cette mesure avait déjà donné de bons résultats sous Duplessis...

La Commission de la restructuration, elle, a proposé de diviser l'UGEQ en 10 régions distinctes qui regrouperaient les étudiants-es universitaires et pré-universitaires dans une même structure (c'est la régionalisation que l'on cherche à rendre permanente). Les délégués-es choisis-es par les régions seraient représentés-es au Comcor, c'est-à-dire à l'assemblée où sont prises les décisions au sujet des politiques générales que l'UGEQ doit nécessairement suivre pour assurer la «libre» circulation de l'information entre ses différentes instances; un bureau d'information est appelé à se mettre sur pied. Au niveau de la Commission «participation sociale», les délégués-es, à l'initiative de cette Commission, adoptent les principes d'un comité inter-syndical permanent pouvant intervenir sur plusieurs sujets qui se rapportent soit directement à l'éducation ou encore à tout autre sujet. Le Bill 25 et la guerre du Vietnam y sont fermement dénoncés. L'UGEQ offre même sa collaboration au comité d'Entraide

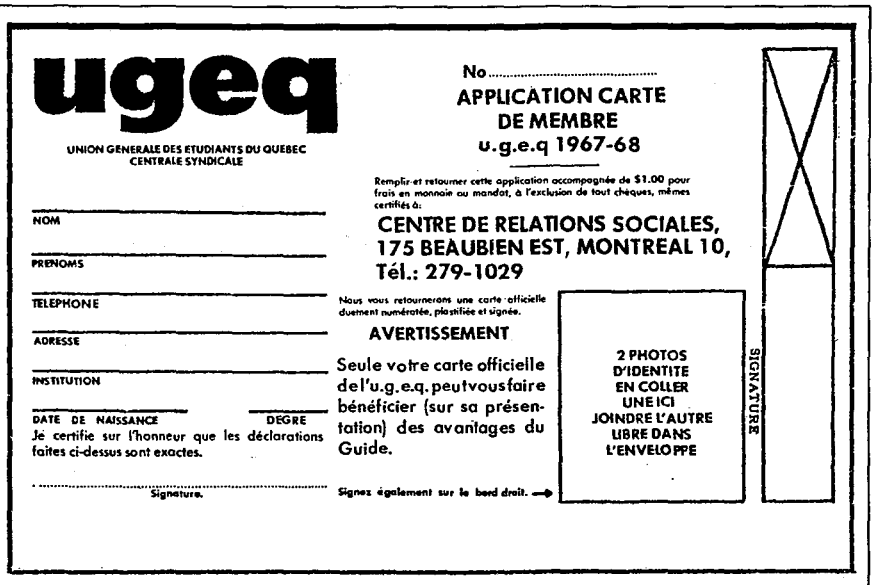
(18)- «*A quoi sert le syndicalisme étudiant*», *Sept-Jours, du 7 au 13 janvier 1968, p. 28.*
(19)- *Définition des tâches établies par le 2e Congrès de l'UGEQ. Voir à cet effet le procès-verbal, p. 34.*

Universitaire Mondiale du Québec.

A ce Congrès, l'UGEQ adopte l'idée de mettre sur pied un service de placement étudiant (SPE); elle constitue aussi un bureau de tourisme qui a pour but de permettre aux étudiants-es de voyager à prix modique.

Comme pour tous les Congrès précédents, un nouvel exécutif, composé de 8 personnes, est élu mais cette fois sans aucune opposition. Pierre Lefrançois remplace à la présidence Robert Nelson; Jean Pelletier demeure secrétaire général; Lise Denis, la seule fille de l'équipe, est élue vice-présidente aux affaires internes; les autres vice-présidents sont : André Saicous (affaires internationales); Paul Boudreau (affaires sociales); Michel Pichette (affaires publiques); Richard Brunelle (à l'éducation) et Georges Dragon (aux finances). Ce nouvel exécutif est élu sur la base d'un programme relativement simple : on se prononce ouvertement pour une école publique et laïque et le Québec, pour l'équipe, doit devenir socialiste et indépendant. Ca annonce les couleurs de l'UGEQ pour au moins une année à venir...

En gros, le 2e Congrès de l'UGEQ a réussi à «régler» temporairement les problèmes financiers de la centrale syndicale étudiante. Même si en plénière, les délégués-es n'ont pas statué sur tous les points du Congrès, on a laissé au Comcor le soin de mettre en application les politiques proposées par les Commissions, c'est-à-dire celles qui n'ont pu être entérinées par ce Congrès. C'était une façon d'éviter la paralysie organisationnelle tout en respectant le fonctionnement démocratique de l'organisation étudiante.



ugeq

UNION GENERALE DES ETUDIANTS DU QUEBEC
CENTRALE SYNDICALE

No.....

APPLICATION CARTE
DE MEMBRE
u.g.e.q 1967-68

Remplir et retourner cette application accompagnée de $1.00 pour frais en monnaie ou mandat, à l'exclusion de tout chèques, mêmes certifiés à:

CENTRE DE RELATIONS SOCIALES,
175 BEAUBIEN EST, MONTREAL 10,
Tél.: 279-1029

NOM

PRENOMS

TELEPHONE

ADRESSE

INSTITUTION

DATE DE NAISSANCE DEGRE

Je certifie sur l'honneur que les déclarations faites ci-dessus sont exactes.

Signature.

Nous vous retournerons une carte officielle duement numérotée, plastifiée et signée.

AVERTISSEMENT

Seule votre carte officielle de l'u.g.e.q. peut vous faire bénéficier (sur sa présentation) des avantages du Guide.

Signez également sur le bord droit. →

2 PHOTOS
D'IDENTITE
EN COLLER
UNE ICI
JOINDRE L'AUTRE
LIBRE DANS
L'ENVELOPPE

SIGNATURE

Voici la carte d'application pour devenir membre de l'UGEQ. Cette carte offrait plusieurs avantages aux étudiants-es qui la possédaient. «Entre autre, elle vous permet, précisait l'annonce, de bénéficier des réductions que vous offre le Guide d'achat de l'UGEQ. Dans ce guide sont inscrits tous les services, activités culturelles, loisirs et autres, que met à votre disposition l'UGEQ. Pour devenir membre syndiqué de l'UGEQ et ce personnellement, vous n'avez qu'à découper cette formule, la remplir et l'adresser à : Union Générale des Etudiants du Québec [...]». Cette annonce parut dans les journaux étudiants à l'automne 1967.

Augmenter la participation étudiante par l'animation

Le Congrès de l'UGEQ de février '67 amorce, sous la direction de messieurs Lefrançois et Pelletier, une critique sévère de la participation des étudiants-es aux différentes instances conjointes mises sur pied par l'Etat. Même si de février à septembre '67, l'exécutif de l'UGEQ rencontre les représentants-es gouvernementaux, le discours étudiant tend à se radicaliser et à remettre en question les pratiques syndicales antécédentes; il ne s'agit plus d'aller collaborer à la réforme scolaire mais plutôt d'arracher les revendications étudiantes au gouvernement peu importe qu'il soit dirigé par les libéraux ou les unionistes.

Entretemps, les dirigeants-es étudiants-es parlent d'appliquer de nouvelles méthodes de travail pour développer, au besoin, la mobilisation étudiante. L'«animation» fait place aux vieux discours théoriques et au «bourrage de crâne» attribués bien souvent aux «leaders» étudiants-es. Cette nouvelle méthode consiste à opérer, au sein de la jeunesse étudiante, une vaste campagne de sensibilisation et dont l'objectif est d'élargir l'implication étudiante au sein des structures et activités de l'UGEQ. Des activités internes de l'UGEQ sont organisées pour la formation des animateurs-trices (les cadres «nouvelle vague»!) qui parcourent le Québec en répandant la «bonne nouvelle». En avril '67, une équipe de travail de l'UGEQ présentait un rapport au nouvel exécutif sur ce que représente l'animation. En gros, le rapport précise que «l'animation n'est pas une solution à tous les maux, mais elle est partie inhérente d'une politique qui veut être «par» et «pour» les étudiants (...). La politique de l'UGEQ en animation, au niveau national, est simplement l'organisation. Il s'agit de formation d'animateurs et de formation de bureaux régionaux. Au niveau régional, c'est l'organisation des bureaux locaux et la coordination du travail. Toute cette structure est faite, concluait-on, en fonction d'amener une plus grande participation des étudiants à l'UGEQ»(20). Bien que ce rapport

(20)- *Bédard et Charron, op. cit., p. 27-28.*

Les étudiants-es et les luttes ouvrières

Des représentants-es syndicaux-les ont eu l'occasion, à plusieurs reprises, de prendre la parole lors de Congrès ou d'autres activités organisées par l'UGEQ et même par la PEN. Tour à tour, les présidents des centrales syndicales (Louis Laberge, Marcel Pepin ou Raymond Laliberté), ou leurs représentants, utilisant les tribunes qui leur étaient ainsi offertes, viennent expliquer leurs analyses à propos de cette «communauté d'intérêts» qui unit, parfois le mouvement étudiant au mouvement ouvrier... et l'inverse est aussi vrai mais...

«Croyez-vous qu'il existe une communauté de buts entre les étudiants et les ouvriers; pensez-vous qu'il puisse y avoir une action conjointe de la FTQ et de l'UGEQ?» A ces deux grandes questions de Pierre-Louis Guertin, un journaliste étudiant, le président de la FTQ, Louis Laberge, donnait cette réponse suffisamment explicite : «une communauté de buts, oui, je pense. Je crois que l'UGEQ développera une pensée qui concernera la société en général. Quoiqu'on en dise, les organismes ouvriers tel la FTQ ont un souci très développé du bien être de la société en général. La possibilité d'une action commune existe donc. L'UGEQ tend à faire de meilleurs citoyens de ses membres et son action encouragera le progrès social en même temps qu'une plus grande coopération entre les étudiants et les autres groupes intermédiaires, les travailleurs en particulier» (1).

Au-delà des beaux discours des uns et des autres, le développement des liens, que certains-es qualifient de «naturels», entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier, se concrétise davantage lors de luttes, plus souvent locales, de travailleurs et travailleuses contre leur exploitation quotidienne. Les militants-es étudiants-es n'hésitent aucunement à soutenir publiquement des luttes ouvrières tout aussi nombreuses que variées. A titre d'exemple, mentionnons les actions concrètes suivantes : manifestation conjointe, en octobre '65, de l'UGEQ avec le syndicat local devant la manufacture «La Grenade Shoes Ltd» dont les ouvriers et ouvrières sont en grève depuis quelques mois; manifestation étudiante à Québec, en février '66, pour appuyer les grévistes de la compagnie Coke. Plusieurs associations étudiantes, l'AGEUM (Université de Montréal) en tête, demandent aux étudiants-es de boycotter les produits Coca-Cola; soutien étudiant aux grévistes de la compagnie Ayers, à Lachute, en octobre '66; autre manifestation conjointe, en octobre '67, de l'UGEQ avec le mouvement syndical, dans son entier cette fois, pour appuyer les grévistes de la compagnie Seven Up; dénonciation de la loi 25 qui force, en février '67, le retour au travail des enseignants-es en grève. Plus tard, d'autres appuis viendront s'ajouter à cette liste déjà impressionnante, dont notamment le support étudiant au Mouvement de Libération des Travailleurs du Taxi (MLT) contre le monopole de la Murray Hill à Dorval, en 1968 et 1969.



Dans les années '60, les étudiants-es québécois-es ont soutenu activement des luttes ouvrières. Les grévistes de l'usine «La Grenade Shoes Ltd» ont bénéficié à plusieurs occasions de l'appui de l'UGEQ, ce qui représentait pour eux et elles un appui moral d'une importance inestimable. Archives CSN.

Le «Bill 25» : une loi rétrograde

L'élection de l'Union Nationale de Daniel Johnson, en juin '66, n'allait guère changer grand chose dans les rapports sociaux au Québec. Bien au contraire, et pour preuve, lors des négociations avec les employés-es du secteur public, l'Union Nationale a la «chance» de préserver son image «duplessiste» en présentant une première loi spéciale afin de forcer les «profs», alors en grève, à retourner en classe. Il semble que par cette grève, les enseignants-es aient voulu s'opposer à une directive arbitraire du ministère de l'Education, émise le 14 octobre 1966, concernant «le financement des dépenses inadmissibles résultant des nouvelles conventions collectives». Le MEQ décidait donc unilatéralement de rendre conditionnelles ses subventions aux commissions scolaires en s'affirmant comme le grand patron de l'enseignement.

En novembre de la même année, «la Corporation des instituteurs (NDLR - Corporation des instituteurs catholiques, CIC, ancêtre de la CEQ) lance un mouvement de grève qui fait boule de neige et englobe plus de 15 000 syndiqués en janvier 1967. L'annonce d'une loi matraque, le Bill 25, au début de février, va provoquer un arrêt de travail d'une journée de tous les enseignants. Une manifestation inter-syndicale rassemble 10 000 personnes à Québec le 12 février, à l'appel de la CIC, de la CSN, de la FTQ et de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ, la Centrale syndicale fondée par les étudiants en 1964)» (2).

Mais l'appui des étudiants-es ne s'arrêtait pas là. En effet, l'UGEQ, lors de son deuxième Congrès qui se tenait à Sherbrooke du 15 au 19 février '67, a développé plus à fond son soutien aux professeurs. Pendant le Congrès, un militant a expliqué aux congressistes les événements qui se produisaient. L'exposé de Michel Pichette a porté sur la nécessité du «Front commun intersyndical contre l'adoption du Bill 25 qui suspend le droit de grève aux enseignants et contribue à fausser le jeu des négociations en consolidant les normes (celles imposées par le MEQ) du 14 octobre 1966» (3).

Pour être encore plus conséquent avec cette position, Jean Pelletier, secrétaire général de l'UGEQ, a invité «les délégués à se retrouver en fin de soirée pour une courte manifestation devant la résidence du député unioniste de Sherbrooke» (4).

La Fédération des normaliens (FNQ) appuie les «profs»

De son côté, la Fédération des normaliens du Québec (FNQ), un syndicat étudiant membre de l'UGEQ et qui regroupe près de 9 000 futurs professeurs, déplorait ce conflit qui oppose les syndicats enseignants et les commissions scolaires et accordait son plein appui aux grévistes. «Il reste clair donc, prétendait le représentant des normaliens, lit-on dans le journal **Jeune Québec**, que le gouvernement se doit de réagir; non pas en suggérant timidement des cataplasmes mais en négociant et non en imposant arbitrairement des normes salariales, avec les professeurs. (...) Enfin, souligne le représentant de la FNQ, il est plus que temps que l'actuel gouvernement reconnaisse l'éducation comme la pierre angulaire de la société de demain. Qu'il agisse en conséquence...» (5).

Le mouvement de grève prend fin le 20 février par l'adoption officielle du Bill 25. Cette loi prolonge les conventions collectives jusqu'au 30 juin 1968; elle impose une nouvelle échelle des salaires et fixe, par surcroît, les mécanismes de négociations au niveau national. En fait, cette loi-matraque modifie considérablement les «négociations» dans le secteur public. Le gouvernement se fait, du même coup, juge et partie. Cette injustice indigne grandement le mouvement étudiant qui voit en celà une entrave au fonctionnement de la négociation sur une base démocratique. Cette analyse l'amènera à s'opposer à l'autoritarisme de l'Etat où qu'il soit.

Une entraide mutuelle bien limitée

Faisant un bilan, bien que très partiel, de cette unité entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier ainsi que sur la «réciprocité» de cette aide entre l'UGEQ et les centrales syndicales québécoises, Messieurs Bédard et Charron écrivaient à la fin de 1969 que même s'il y avait beaucoup de points en commun entre les mondes étudiant et ouvrier, «ils ne réussirent jamais à trouver un langage mutuel qui eut permis d'arriver à une quelconque forme d'entraide». «Il faut cependant reconnaître, ajoutaient-ils, que la Confédération des Syndicats Nationaux a occasionnellement mis à la disposition de l'UGEQ tantôt pour des manifestations, tantôt pour des Congrès, des moyens techniques dont ne disposaient pas les différentes AGE universitaires. Quant à la Fédération des Travailleurs du Québec, à part le traditionnel orateur qui, de Congrès en Congrès, venait faire l'apologie du syndicalisme dans sa formule nord-américaine, il en fut très peu question dans les organismes étudiants. C'est peut-être la Corporation des Enseignants du Québec qui, malgré une souveraine méfiance à l'égard de l'UGEQ et un refus d'envisager l'hypothèse d'un front commun étudiants-professeurs sur quelque problème que ce soit, a, le plus souvent, dans ses Congrès ou ailleurs, tenté de rejoindre le groupe d'étudiants politisés et qui a fait le plus pour créer une certaine tête de pont du syndicalisme étudiant dans le syndicalisme ouvrier» (6).

(1)- «*L'UGEQ : instrument essentiel pour la revendication étudiante*», ***Le Quartier Latin, no 3, déc. 1964, p. 13.***

(2)- ***Histoire du mouvement ouvrier au Québec [1825-1976], produit par la CSN-CEQ, 2ème édition, juin 1979, p. 156.***

(3)- ***Procès-verbal du 2ème Congrès de l'UGEQ, p. 11.***

(4)- ***Ibid., p. 11.***

(5)- «***Les normaliens appuient l'action des professeurs en grève***», ***Jeune Québec, 7 au 13 février 1967, p. 5.***

(6)- ***Bédard et Charron, op. cit., pp. 13-14.***

et ses principales conclusions ne furent jamais adoptés pour des raisons très diverses, l'UGEQ fera quand même du travail à ce niveau. Avec l'aide de la compagnie des jeunes canadiens (impliquée dans l'action sociale jeunesse) qui fournit de bons-nes animateurs-trices, des expériences d'animation sont tentées mais sans plus de succès. Précisons toutefois que «ces animateurs ont quand même, plus que personne d'autre, contribué à faire prendre conscience des forces collectives qui dormaient dans le milieu étudiant, forces qui se sont manifestées durant le mouvement d'octobre. Pourtant déjà on pouvait prévoir les défauts de cette cuirasse que fut pendant un certain temps le Pouvoir Etudiant»(21).

En somme, l'animation était une technique que l'on utilisait, sans trop l'affirmer, à des fins bien politiques : convaincre la jeunesse et développer, avec cette nouvelle forme d'«agitation», l'influence de l'UGEQ auprès des étudiants-es; voilà les «grandes idées» qui guidèrent les principes de l'animation.

D'autre part, la création des CEGEPS (avec la loi 21 sanctionnée le 29 juin par le gouvernement) a pour effet de remettre en question d'anciennes structures étudiantes qui avaient prévalues jusque-là. C'est le cas notamment de la FAGECCQ qui tenait, le 15 septembre 1967, son Congrès de dissolution. La mort de cette fédération de collèges classiques force une réorganisation des structures de l'UGEQ. Désormais, les associations étudiantes des collèges (devenus des CE GEPS) ne sont plus représentées par cette fédération au niveau du Conseil Central National (CCN) mais par une structure régionale. Ces changements n'affectent pas pour autant la vie «Ugéquienne». «Avec l'apparition des CEGEP, synthèse entre le général et le professionnel, il est normal, explique Jean Pelletier, le secrétaire général de l'UGEQ, que la FAGECCQ et la FEESQ (Fédération de l'enseignement spécialisé du Québec) se soient désintégrées. Même avec la disparition de ces deux fédérations, il n'y a pas eu de recul. En effet, il y a dans les nouveaux collèges une tendance à l'affiliation; déjà le CEGEP de Maisonneuve s'est affilié malgré sa création tardive, et il a fallu regrouper cinq associations. Il faut donc dire que le travail de l'Union au niveau de l'Information a été efficace. (...) En résumé, on peut dire, d'une part qu'au niveau pré-universitaire les étudiants sont plus ou moins sensibilisés et politisés; quand on s'affilie, il faut être convaincu des avantages de cette affiliation. D'autre part, au niveau universitaire, on répond mieux. Il n'y a qu'à regarder le référendum de SGWU (Sir George Williams University) par lequel les étudiants ont décidé de demeurer dans la centrale, même si elle est unilingue française»(22).

Les transformations dans les structures scolaires (création des CEGEPS en '67) posaient à l'ensemble de la société québécoise de nouvelles interrogations auxquelles le gouvernement québécois devait nécessairement répondre. La multiplication des CEGEPS, bien souhaitée par le monde étudiant, signifiait concrètement un ajout considérable d'étudiants-es au niveau de l'enseignement post-secondaire et dont une large partie se dirigeait directement à l'université. Or, à Montréal, malgré le fait qu'il existait trois universités anglophones (McGill, Sir George Williams et Loyola) pour desservir la minorité anglophone, la majorité francophone, elle, n'a droit qu'à une seule université : l'Université de Montréal. Pour les étudiants-es francophones, les problèmes de débouchés risquent, à court ou à moyen terme, de perturber grandement le développement de ce nouveau réseau collégial et de limiter l'accès aux études universitaires. Il fallait donc tenter de remédier à ce grave problème.

Consciente de cette difficulté, l'UGEQ appelle, pour la première fois, les étudiants-es du Québec à manifester, le 25 septembre '67, pour l'implantation d'une deuxième université de langue française à

(21)- *Ibid, p. 28.*
(22)- ***Sept-Jours, revue hebdomadaire, du 7 au 13 janvier 1968, p. 29.***



Des jeunes québécois-es qui ne se gênent pas pour faire valoir les droits de leur nation. Cette photo fut prise en 1967.

Montréal. Voyant en cela un bon moyen de lutter pour un élargissement accru aux études universitaires, plusieurs centaines d'étudiants-es se rendent à l'invitation de l'UGEQ. De plus, dans l'ensemble, les participants-es évaluaient que cette manifestation dans les rues de Montréal était une bonne façon de lutter contre l'oppression nationale des québécois-es qui se faisait dûrement sentir dans ce domaine. Selon la Presse étudiante nationale, «la manifestation du lundi après-midi (25 septembre) n'était que la première d'une vaste offensive de l'UGEQ pour qu'une seconde université française soit construite à Montréal»(23). «Arrêter de fréquenter les banquets et faites cette deuxième université» avait lancé, lors de son discours, le président de l'UGEQ, M. Pierre Lefrançois, aux ministres et députés siégeant à Québec.

Si la nécessité d'une deuxième université francophone à Montréal se fait sentir en septembre '67, en cette même date, l'UGEQ critique sérieusement le régime des prêts et bourses qu'elle juge arbitraire puisqu'il est basé sur des moyennes. Ces moyennes ne tiennent pas compte de chaque individu et de ses besoins particuliers, disent les responsables de l'UGEQ. On note aussi un nombre important de retards quant à la remise, par les étudants-es, des formules des prêts et bourses. «Pour ce qui est des retards, on peut encore dire que c'est la faute du système et de l'étudiant, affirme Jean Pelletier, secrétaire général de l'UGEQ. En effet, le délai accordé jusqu'au 30 septembre, dit-il, empêche le gouvernement d'analyser les demandes avant cette date et les erreurs commises par les étudiants dans leur formule retardent le travail de mécanographie. Actuellement, il y a 20,000 étudiants sans réponse et, déjà, il y a 10,000 cas de révision. Le comité commence seulement à siéger et ce ne sont pas tous des cas de révision. Le comité nous renvoie les cas exceptionnels et après enquête, on lui octroie ou non un montant complémentaire»(24).

En novembre, a un niveau plus local, ça brasse quelque peu dans les universités. A l'Université McGill, l'administration tente de censurer le journal étudiant, le **McGill Daily**. Contestant la décision du conseil administratif, plus de 200 étudiants-es font un «sleep-in» dans un pavillon de l'université. Au même moment, à l'Université Laval, des étudiants sont expulsés des résidences étudiantes; ils voulaient tout simplement, par la libéralisation des règlements, l'admission des filles dans les chambres... sans arrière pensée bien sûr!... A l'AGEUM, en cette fin d'année, c'est le branle bas de «combat» chez la couche militante. En effet, plusieurs associations départementales (Polytechnique, chirurgie dentaire et Hautes Etudes Commerciales) se désaffilient de l'association étudiante générale.

Par ailleurs, de son côté, la PEN aussi vit des transformations majeures. «Traditionnellement, les sessions d'étude de la PEN, précise Lysianne Gagnon, se caractérisait par une atmosphère d'assez grand sérieux, les jeunes journalistes étudiants poursuivant de manière très appliquée l'apprentissage de diverses techniques d'information. En outre, visiblement impressionnée par les personnalités qui défilaient devant eux, les délégués de la PEN réservaient généralement un accueil poli sinon sympathique aux conférenciers invités. (On se rappellera notamment que lorsque le Frère Untel, de retour d'Europe, déclara aux étudiants de la PEN : «Votre rôle, c'est d'étudier... les étudiants, cul sur chaise!» et cela précisément au moment où les leaders étudiants s'efforçaient de faire passer dans le milieu l'idéal de l'action syndicale étudiante, ces propos tombèrent dans un silence poli, et ne provoquèrent pas la moindre huée)».

«Or, ajoute-t-elle, voici qu'à la session d'étude de 1967, la PEN consacre à son tour la rupture avec le régime en place. Le thème : «Québec '67 : Régression tranquille?». François Aquin est accueilli en héros, Jean-Pierre Goyer, député fédéral, et Jérôme Proulx de l'UN sont mal reçus. Mais parallèlement à cette tendance à la radicalisation, la PEN commence à se désintégrer. L'année suivante, on attend 150 délégués au Congrès. Il en vient à peine le tiers. Le thème évoque déjà la «nouvelle culture» : «Nous aimons les fleurs et l'étude». Là aussi, les nouveaux dirigeants élus sont déjà acquis aux principes qui sous-tendent la contestation d'octobre : Claudette Rodrigue, Luc Fournier. Jean-Pierre Dallaire. A cette occasion, la PEN lance une brochure qui recommande en substance de «brancher l'école sur l'actualité»; c'est, en germe, toute la contestation du système pédagogique qui prendra de l'ampleur quelques mois plus tard»(25).

Et la nouvelle année '68, qui arrive à grands pas, annonce le développement de tendances nouvelles dans le mouvement étudiant. Même si l'«ère» du radicalisme s'affirme et s'impose déjà, le syndicalisme étudiant de combat se confirma, dans la pratique, au cours des deux prochaines années.

(23)- *Communiqué de la PEN reproduit dans Le Trait d'Union, Vol. 28, no 2, le 24 octobre 1967, p. 7.*
(24)- *Sept-Jours, op. cit., p. 29.*
(25)- *Bref historique du mouvement étudiant au Québec : 1958-1971, op. cit., p. 21.*

Une préoccupation internationale constante

En décembre '65, l'UGEQ dépose une requête d'affiliation au Comité exécutif de l'Union Internationale des Etudiants (UIE) qui se réunissait à Karthoum, au Soudan. Elle sollicite la fonction de «membre associé» de cette internationale étudiante -créée peu après la seconde guerre mondiale- et qui est une centrale tournée vers le monde «socialiste» ayant «pignon sur rue» (le siège social) à Prague, en Tchécoslovaquie. Mais ce qui est plus étonnant encore, c'est qu'à cette époque, certains-es militants-es avaient manifesté le désir de devenir membre d'un autre regroupement international : la Conférence Internationale des Etudiants (CIE); un organisme suivant d'assez près -trop peut être?- la politique étrangère américaine. Son siège social était situé à Leyden aux Pays-Bas. Pendant approximativement deux ans, soit jusqu'à son Congrès de février '68, l'UGEQ fut membre de ces deux associations internationales.

L'intervention américaine au Vietnam, le «blocage des idées progressistes» au sein de la CIE et les liens probables entre cette association étudiante internationale et la CIA (rapportés par la grande presse américaine) permettent de résoudre cette «indissoluble» contradiction et forcent l'UGEQ à ne favoriser qu'un seul regroupement : l'Union Internationale des Etudiants (UIE).

Pourquoi ce choix? Même si «l'UGEQ aspire à en arriver qu'à une seule union internationale de tous les étudiants sans alignement avec un bloc ou un autre, est-il rapporté dans le procès verbal du Congrès de février '68, à l'intérieur de la CIE il existe pour le moment un blocage des idées progressistes et qu'on y retrouve plus guère de centrales étudiantes vraiment syndicalistes, réduisant presqu'à néant la possibilité de toutes actions concrètes.» Et, poursuit-on, «l'UIE semble à l'heure actuelle répondre le mieux aux objectifs de l'UGEQ en lui permettant de s'exprimer et en offrant le plus de possibilités d'améliorations.» (1).

Le Congrès de Sofia : un point tournant

Mais malheureusement le blocage des idées progressistes ne se faisait pas seulement à la CIE; l'UIE aussi avait, puisqu'elle défendait de façon inconditionnelle les orientations politiques de l'URSS, à affronter sa part de problèmes et même... de dissidences. Le Congrès de l'UIE à Sofia, en Bulgarie, à l'été '68, représentait en ce sens un point tournant, voire même de ralliement pour les associations étudiantes nationales de l'Europe de l'Ouest et de plusieurs autres pays non-dominés par Moscou. Que se produisit-il à ce Congrès?

Les délégations étudiantes occidentales, considérées par les hôtes bulgares et la direction de l'UIE comme des délégations «contestataires» et «anarchisantes», tout en étant encore sous l'influence directe des mouvements de Mai et Juin '68 qui frappèrent la majorité des pays d'Europe, organisèrent, dans les rues de Sofia, une manifestation -ce qui était une grande première en Bulgarie!- avec la participation de 200 délégués-es étudiants-es afin de dénoncer les organisateurs-trices du Congrès et certaines de leurs pratiques antidémocratiques.

En effet, plusieurs délégations étudiantes reconnues pour leurs critiques sévères envers le bloc soviétique n'avaient pas été admises en Bulgarie (pays satellite de Moscou) et avaient dû, à leur grand désarroi, rebrousser chemin vers leur pays d'origine. Ce geste anti-démocratique fut dénoncé par plusieurs associations étudiantes nationales représentées à ce Congrès. L'UGEQ, présente à cette activité internationale, avait joint sa voix à celles des délégations dissidentes. Peu après ces événements, plusieurs associations étudiantes nationales, dont l'UGEQ, commencèrent alors à être beaucoup plus critiques envers l'UIE et ses tendances pro-soviétiques.

Des appuis internationalistes

Entretemps, soit de 1965 à 1968, les étudiants-es québécois-es multipliaient leurs appuis internationalistes : à l'Université de Montréal, l'AGEUM demande, en 1965, au gouvernement canadien de reconnaître le gouvernement communiste (au pouvoir depuis 1949) de la République Populaire de Chine et dénonce la persécution des juifs en Russie; l'UGEQ, quant à elle, dénonce l'intervention américaine au Vietnam et la discrimination raciale sévissant aux Etats-Unis; elle demande, de plus, qu'il y ait un pavillon de la Chine Populaire à l'Expo de '67 et appuie ouvertement les mouvements de contestation en Europe, aux Etats-Unis et en Amérique Latine. Lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les soviétiques, en août '68, le mouvement étudiant québécois dénoncera ce geste par l'organisation d'une imposante manifestation de 2,000 étudiants-es devant l'ambassade soviétique à Montréal. C'était là une bonne façon de se démarquer des associations étudiantes pro-soviétiques.

(1)- *Procès-verbal de l'UGEQ, 3e Congrès de l'UGEQ, février 1968, p. 24.*



Manifestation étudiante, en 1966, contre l'intervention américaine au Vietnam.

...et la question du Vietnam

Outre la participation impressionnante de 6,000 personnes pour s'opposer à la guerre du Vietnam et au racisme blanc aux Etats-Unis, le 23 mars 1965, le mouvement étudiant a, à l'initiative de l'UGEQ, poursuivi son appui à la cause vietnamienne en organisant, en 1967, une tournée d'information au Québec pendant plus d'un mois (fin septembre et début octobre) avec des membres du Front de Libération Nationale du Vietnam (FLN).

En novembre, des manifestations sont planifiées pour soutenir, à travers le Québec, cette campagne anti-impérialiste. Le 15, 500 étudiants-es marchent à Sherbrooke. Le 17, dans le cadre d'une journée internationale de protestation organisée par l'UIE, quelques assemblées publiques et manifestations ont lieu simultanément. A Montréal, la manifestation mobilise plus de 2,000 étudiants-es qui se rendent jusque devant l'ambassade des Etats-Unis. La violence éclate entre les manifestants-es et les «forces de l'ordre». Bilan : 50 arrestations et 20 blessés-es.

Cette campagne politique contre l'intervention américaine au Vietnam suscite beaucoup d'intérêt tant chez les étudiants-es que chez les dirigeants-es vietnamiens-nes eux-mêmes. «Nous avons très apprécié la position de l'UGEQ sur le problème du Vietnam exprimée dans le communiqué commun signé entre le C.E. (Conseil Exécutif) de l'UGEQ et notre délégation, écrivait Train Bien Kieim, président du comité exécutif de l'Union des Etudiants pour la libération du Sud-Vietnam, dans une lettre adressée à l'UGEQ, le 30 novembre 1967. De même nous soutenons, ajoutait-il, les nobles objectifs de lutte pour la démocratie, le droit à l'autodétermination des peuples que l'UGEQ s'est assignée.»

Nombreux sont les étudiants-es québécois-es qui voient dans cette appui une certaine similitude entre la lutte du peuple québécois pour son indépendance politique et économique et celle du peuple vietnamien contre l'oppresion impérialiste. Ces deux luttes ayant, bien entendu, un même ennemi : les Etats-Unis.

Mais quoi qu'il en soit, de Washington en passant par Paris, Londres, Mexico, Prague ou le Québec, les étudiants-es de par le monde sont particulièrement attentifs-ives aux problèmes de la guerre; ils-elles manifestent en faveur de la paix mondiale (i.e. : vague des mouvements «peace and love», etc.) et pour une plus grande justice sociale dans ce monde que l'on juge trop inégalitaire.

1968-1969

1968

Janvier : Manifestation organisée par l'UGEQ, devant le parlement à Québec, pour appuyer ses revendications sur l'accessibilité à l'éducation. 1,500 étudiants-es sont présents-es.
Février : Troisième Congrès de l'UGEQ. Les délégués-es décident de faire de la pédagogie une priorité de travail. Le président de la CEQ, M. Raymond Laliberté, y prononce un discours.
Mai : A l'initiative de l'UGEQ, environ 150 étudiants-es manifestent devant le Consulat français à Montréal pour soutenir les revendications des étudiants-es français-es en grève. C'est «Mai '68» en France.
Juin : La parade traditionnelle de la Saint-Jean-Baptiste est transformée en émeute très violente. Bilan : 250 blessés-es et 292 arrestations. Les «autorités en place» accusent le mouvement nationaliste d'être responsable de ces événements.
Août : Plus de 500 étudiants-es participent à la semaine syndicale de l'UGEQ qui regroupe des représentants-es de 16 CEGEPS et de plusieurs universités : on discute de la réforme pédagogique à tous les échelons et de la participation étudiante aux structures gouvernementales. A l'Université Laval, professeurs et étudiants-es se prononcent contre la recherche à des fins militaires.
Septembre : L'UGEQ se retire officiellement des organismes consultatifs du ministère de l'Education. «Collaborer c'est s'faire fourrer», affirme-t-on.
Octobre : Dissolution du R.I.N. et fondation du Parti québécois (PQ). Début de l'occupation de 15 des 23 CEGEPS de la province. L'AGEUM fait connaître le résultat d'un sondage commandé par elle sur l'évaluation des enseignants-es; - en sous-titre : «6% des professeurs seraient acceptables», selon l'enquête. Plus de 5,000 étudiants-es du secondaire sont en grève. Ils et elles protestent contre l'organisation scolaire déffectueuse : manque de manuels, de matériel audio-visuel, etc.
Novembre : Sit-in de l'UGEQ devant les bureaux du MEQ à Montréal pour protester contre la règle de 10% - les absences - et contre la répression dans les CEGEPS. L'AGEUM décide de se retirer de tous les organismes universitaires où elle était représentée pour ne pas cautionner, par sa présence, des structures anti-démocratiques.
Décembre : Après maintes pressions du mouvement étudiant, création à Montréal de l'Université du Québec (UQAM); elle ouvrira ses portes en septembre '69. Fin du sit-in de l'UGEQ devant le MEQ.

1969

Janvier : Mise sur pied du Mouvement syndical politique (MSP). Ce mouvement regroupe des étudiants-es qui visent à transformer l'UGEQ en un regroupement politique.
Février : Occupation par des étudiants-es de l'Université Sir George Williams. Ils-elles accusent un professeur, M. Perry Anderson, de faire de la discrimination raciale.
Mars : Congrès de l'UGEQ. Officieusement ce regroupement national se dissout. Dissolution de l'AGEUM. Manifestation populaire pour la francisation de l'Université McGill. Plus de 15,000 personnes, dont beaucoup d'étudiant-e-s, y participent.
Avril : A l'invitation du Mouvement syndical politique (MSP), 350 étudiant-e-s manifestent contre la répression au CEGEP de Maisonneuve.
Mai : Lors de la première négociation provinciale, plus de 22,000 enseignant-e-s, à l'appel de la CEQ, marchent à Québec pour appuyer leurs revendications et souligner la «mort de la réforme scolaire».
Septembre : Dissolution de l'AGEL.
Octobre : Adoption du «Bill 63» par le gouvernement unioniste de Jean-Jacques Bertrand. Occupation, pendant une semaine, des CEGEPS de la province et 30,000 personnes manifestent à Québec pour s'opposer à cette loi.

Radicalisation et contestation permanente

«Tous se rappellent que l'année scolaire 1968-69 avait débuté dans les institutions de haut savoir à travers le Québec par de la contestation, de l'occupation et après quelque temps, par l'anarchie presque complète». (1) Ces propos, tenus par nul autre que l'inspecteur en chef du service de police de Montréal, à l'époque, M. Henri Paul Vignola, résument de façon assez claire et nette la situation qui prévalait dans le mouvement étudiant québécois et ce, dès le début de l'année '68. «Il y a de la contestation dans l'air» pensent plusieurs observateurs et observatrices liés-es au milieu étudiant. Malgré le froid intense, la nouvelle année annonce déjà le développement d'un mouvement étudiant beaucoup plus radicale que par le passé. La froidure de l'hiver ne semble pas tempérer la chaleur de la contestation. Bien au contraire! Le surchauffement des militants-es étudiants-es fait en sorte qu'ils et elles sont encore plus nombreux à être engagés-es dans cette lutte pour le droit à l'éducation. Chez la masse étudiante, l'écoeurement tend à se généraliser. Ca commence tranquillement à bouger, à croire, à penser et à affirmer tout haut que l'Etat, peu importe par qui il est dirigé (libéraux, unionistes, etc), ne fait pas grand chose pour améliorer le sort de la jeunesse et de la population en général. Les discours bien prometteurs des politiciens-nes dépassaient largement les réalisations; il fallait donc nécessairement faire quelque chose de constructif et de rappeler à la députation ses engagements électoraux. On voulait la faire bouger!

Rapidement, les illusions s'estompent. Les leaders étudiants critiquent et dénoncent; aux paroles mobilisatrices se succèdent les marches des étudiants-es pour réclamer, avec justesse, leurs droits académiques, sociaux et politiques. Les discours des dirigeants-es étudiants-es deviennent plus radicaux que ceux de leurs prédécesseurs et la contestation s'installe de façon permanente. Ainsi le 23 janvier 1968, plus de 1,500 étudiants-es manifestent devant le parlement à Québec, à l'appel de l'UGEQ, pour défendre les revendications étudiantes sur l'accessibilité générale à l'éducation. La mobilisation commence donc à atteindre des proportions intéressantes. Puis en février, une première grande critique de l'école est publiée, par un groupe d'étudiants-es de la faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal, dans le cadre d'un manifeste très virulent et dont le titre est suffisamment explicite quant à ses critiques : «L'UNIVERSITE ou fabrique des ronds de cuir». (2)

Ce document, qui dénonce le rôle des universités et leurs pratiques pédagogiques, est une nouveauté. Les auteurs s'attaquent particulièrement aux cours magistraux parce qu'ils perpétuent une relation paternaliste entre le professeur-vérité et l'étudiant-e contraint-e à la passivité. On demande que les cours se fassent sous la forme d'une recherche collective et où l'étudiant-e sera appelé-e à jouer un rôle plus actif dans sa propre formation. On demande aux enseignants-es et aux administrateurs de reconnaître la possibilité à l'étudiant-e de critiquer et même de refuser la «vérité» que lui offre le professeur. C'était, en fait, un concept tout à fait nouveau!

Après avoir dénoncé la forme des cours (cours magistraux), les auteurs s'en prennent ardemment au rôle de l'université et au contenu des programmes qui ne collent aucunement à la réalité sociale. On dénonce le ridicule d'un système en «vase clos» et démolit l'université bourgeoise qui se met au service du système au lieu d'en favoriser la transformation. Rapidement ces critiques se répandent et sont reprises par plusieurs militants-es étudiants-es, d'abord à l'Université de Montréal et ensuite par l'UGEQ à son congrès de février '68.

A l'Université de Montréal, deux facultés sont paralysées

En février et mars, une courte grève et une non moins courte occupation des locaux administratifs de l'Université de Montréal paralysent les facultés de sciences sociales et de philosophie. Les étudiants-es grévistes, qui reprennent à leur compte les critiques développés dans le document «L'UNIVERSITE ou fabrique des ronds de cuirs», réclament de profondes transformations à l'enseignement qu'ils / elles reçoivent. «Un peu partout, nous dit Lysianne Gagnon, en sociologie et en philosophie surtout, de petit groupes d'étudiants-es commencent à remettre en question la formule du cours magistral, sans hésiter à s'attaquer aux professeurs avec une rare violence verbale. On remet aussi en question l'orientation «théorique» des cours, on commence à

(1)- ***Phénomène de la contestation étudiante au Québec, texte présenté au Congrès annuel de l'Association des chefs de police et de pompiers du Québec, tenu à Rouyn-Noranda, du 28 juin au 2 juillet 1970. Il fut édité par le ministère de l'Education du Québec.***

(2)- ***UNIVERSITE ou fabrique des ronds de cuir. Edité à Montréal en 1968 [38 pages].***

parler de «sciences sociales appliquées» (appliquées aux besoins de la société québécoise, des travailleurs québécois). On parle de «faire éclater» l'unviersité, fabrique de futurs bourgeois. Signalons, ajoute-t-elle, que ce mouvement se produit environ trois mois **avant** la révolte de mai en France. La majorité des étudiants sont éberlués ou révoltés devant l'intransigeance des nouveaux contestataires qui refusent toute forme de dialogue et qui s'appliquent à s'exprimer de la façon la plus 'vulgaire' qui soit. L'Université réagit assez fortement contre ces 'abus', et, devant un boycottage des cours et des examens qui se produit au département de philosophie, déclare que 'l'application des règlements ne peut être négociée'. L'administration de l'Université reçoit pour cette position l'appui des doyens de faculté et de l'Association des professeurs de l'U de M.» (3)

Pour Louis Falardeau, un militant étudiant de cette époque, ce mouvement de contestation sera rapidement étouffé mais aura quand même certains effets bénéfiques pour le mouvement étudiant : «de toute façon, le tout retombe en fumée, écrit-il, quand les étudiants acceptent de s'en remettre à un comité pour régler la question et d'attendre... toutefois ils eurent rapidement l'impression de s'être fait avoir et le mouvement aura eu un effet salutaire, explique-t-il, en ce sens qu'ils se rendirent compte que la lutte à l'intérieur de l'université est une perte de temps bien inutile, et que c'est l'université bourgeoise comme telle qu'il faut contester». (4)

Malgré tout, les étudiants-es de ces facultés contestataires sont, sans nécessairement le savoir, les initiateurs-trices d'un mouvement de critique -en ce qui a trait à la pédagogie- qui prendra une ampleur considérable lors de la contestation d'octobre '68. Mais bien avant le moment mémorable des événements «d'octobre '68», le mouvement étudiant québécois a dû passer par de nombreuses étapes qui devaient permettre de poser de nouveaux débats et de nouvelles interrogations.

Troisième Congrès de l'UGEQ

Près de 250 personnes participent à ce troisième congrès de l'UGEQ qui a lieu, du 20 au 25 février, à l'Université Sir Georges Williams à Montréal. L'horaire de la rencontre est chargé mais à travers les débats, une grande priorité de travail refait constamment surface : la pédagogie. De façon plus secondaire, les délégués-es abordent d'autres champs d'intervention déjà forts connus du mouvement étudiant : l'aide financière; la question nationale québécoise; l'intégration des collèges privés au secteur public et l'instauration d'un service civil obligatoire... **en échange de la gratuité scolaire intégrale.** Les autres points à l'ordre du jour nous donnent une assez bonne idée des préoccupations des congressistes en cette nouvelle année : création d'une deuxième université française à Montréal; formation des maîtres; loisirs; logement; assurance-santé; services aux étudiants (les SAE); la grève à Seven UP et la libération de Vallières-Gagnon (les «idéologues» du FLQ). Mais avant de poursuivre, revenons sur les grandes propositions adoptées par les délégués-es lors de ce congrès.

***La pédagogie**

Le congrès de l'UGEQ est appelé à se prononcer, pour la première fois, sur des questions d'ordre pédagogique. Les délégués-es, influencés-es par le document «L'UNIVERSITE ou fabrique des ronds de cuirs» et par le mouvement qui s'est développé à l'Université de Montréal en sciences sociales et en philosophie, dénoncent avec beaucoup de vigueur les méthodes pédagogiques que l'on considère dépassées. Les cours magistraux et les examens en prennent largement pour leur rhume! Mais dans l'ensemble, les débats sur la pédagogie ne font que s'amorcer; cela n'empêche nullement l'UGEQ d'en faire **sa grande priorité** de travail comme le précisent deux militants-es étudiants-es de cette période : «Au congrès de l'UGEQ en février 1968, la priorité avait été accordée, à l'unanimité, à la pédagogie. Délaissant les revendications au niveau de l'avoir (réseau d'institutions publiques, gratuité scolaire, transport, logement), les revendications de l'étudiant se portaient au niveau de la participation à la transmission du savoir dans des formes plus adéquates, non pas à la définition de son orientation et de son utilisation. Nous ne percevions pas encore collectivement comment, système de prêts et bourses ou pas, nous étions amenés à nous approprier et à utiliser individuellement ce savoir; ou encore de quelle façon, ce savoir dispensé et reçu en tant que propriété privée, répondait à des contraintes sociales sur lesquelles nous n'avions pas de prise (...)». (5)

Ces critiques et ces questions sur les méthodes pédagogiques et le contenu des programmes vont s'accentuer jusqu'à l'éclatement des mouvements de grève qui auront lieu quelques mois plus tard...

***L'aide financière**

Sur la condition financière des étudiants-es, les congressistes revotent leurs positions traditionnelles. Les délégués-es réaffirment le «droit à tous les citoyens à l'éducation et l'objectif ultime de l'accessibilité générale à l'éducation»; on soutient «que le système des prêts et bourses est un palliatif qui ne donne pas l'accessibilité financière véritable à l'éducation, en ne favorisant que ceux qui sont déjà étudiants et en mettant l'accent sur l'investissement individuel et non collectif dans l'éducation». (6) En ce sens, on

(3)- ***Bref historique du mouvement étudiant au Québec : 1958-1971, op cit. p. 23.***
(4)- ***Le pouvoir en France et au Québec, op cit., p.88***
(5)- ***L'UGEQ après l'occupation des CEGEPS, publié dans la revue Noir et Rouge, Vol. No 1, été '69, p. 46. Ce texte fut écrit par Louise Harel [aujourd'hui, Mme Harel est députée péquiste du comté de Maisonneuve], et Richard Brunelle, deux personnes qui ont milité au sein de l'UGEQ.***
(6)- ***Procès-verbal du Troisième Congrès de l'UGEQ, février 1968.***

demande au gouvernement Johnson d'énoncer clairement sa politique sur l'accessibilité financière à l'éducation et on l'invite à reconnaître l'étudiant comme «un jeune travailleur intellectuel.»

***La question nationale**

La question nationale québécoise commence à prendre de plus en plus de place dans le mouvement étudiant. Elle fait partie maintenant des grandes préoccupations du mouvement étudiant. A cet effet, les congressistes demandent aux associations générales étudiantes (AGE) membres de l'union de s'engager à tenir individuellement un référendum «sur l'avenir du Québec et son futur statut politique d'ici le prochain congrès de l'UGEQ». (7) En lien avec cette dernière proposition, une autre est adoptée pour que l'UGEQ tienne un référendum national sur l'indépendance du Québec. Une commission indépendante des instances officielles est même formée pour choisir et distribuer les textes afin d'assurer qu'il y ait de «sains débats» dans le mouvement étudiant sur la question nationale; on détermine même les modalités techniques des futurs référendums. Avec ces référendums, les militants-es étudiants-es désirent franchir une nouvelle étape dans leurs prises de positions sur un sujet d'importance nationale : après les appuis connus de la couche militante à des groupes indépendantistes radicaux (RIN, FLP, etc), voilà que l'on tente de répandre, auprès de la masse étudiante moins sensibilisée et moins impliquée, le débat sur la nécessité de l'indépendance nationale du Québec. Précisons, soit dit en passant, que ces référendums n'auront jamais lieu. A la rentrée scolaire de septembre '68 d'autres débats prendront le dessus... les militants-es étudiants-es auront l'occasion toutefois d'y revenir un peu plus tard...

***Les collèges privés**

Après un long et chaud débat, une autre proposition fut adoptée par les congressistes (au 2/3 des votants-es) et qui demandait au gouvernement de mettre fin aux subventions qu'il octroyait si généreusement aux collèges privés; collèges privés que l'on dénonce comme inaccessibles aux classes défavorisées tout en étant, affirme-t-on, financés par elles. Pour éviter certaines injustices et discriminations entre les deux réseaux -privés versus le public, etc- les délégués-es revendiquent l'intégration des collèges privés au secteur public.

***Le service civique obligatoire**

L'idée d'un service civique obligatoire n'était pas nouvelle dans le mouvement étudiant. Cependant elle prend réellement forme par l'adoption de quelques propositions en ce sens. «On veut rendre, dit-on, des services à la société». Par contre, les propositions adoptées à cet effet ne sont pas dénuées de toutes conditions : «pas de service civique obligatoire sans gratuité scolaire» précise-t-on lors des débats sur les résolutions. Ainsi les délégués-es votent à ce congrès «que ce service civique ne soit établi que dans le cadre de la gratuité scolaire» (8) et, par surcroît, qu'il ne s'adresse, dans un premier temps, qu'aux étudiants-es. A cette époque, le sens de ces propositions se résumait dans cette idée : les étudiants-es sont prêts-es à rendre des services à la société mais à une seule condition : que la société (ou la nation) prenne en charge l'éducation et que l'on instaure la gratuité scolaire pour élargir l'accessibilité à l'éducation pour les plus démunis. Rien de moins et rien de plus.

***Elections à l'exécutif**

Les élections à l'exécutif de l'UGEQ ne font pas l'objet d'une chaude lutte comme cela pouvait se produire par le passé. Les nouveaux dirigeants-es sont élus-es, faute d'opposants-es, par acclamation. Paul Bourbeau devient président et Louis Falardeau est élu au poste de secrétaire général. Les autres : Louise Harel (vice-présidente aux affaires externes); Claude Charron (Vice-président aux affaires internationales); Louis Gendreau (Vice-président aux affaires publiques); André Primeau (Vice-président aux affaires sociales); Jean Sicotte (Vice-président aux finances) et Gilles Duceppe (Vice-président à l'éducation).

Fidèle aux orientations développées par les délégués-es du Troisième congrès de l'UGEQ, «le nouvel exécutif annonce, écrit Lysianne Gagnon, qu'il fera parmi les membres un référendum sur le statut politique du Québec -ce qui veut dire que l'UGEQ s'apprête à se prononcer explicitement en faveur de la souveraineté. Elle se retire d'ailleurs des Etats généraux 'à cause de l'hypothèse de travail canadienne-française plutôt que québécoise'. En même temps, elle se radicalise sur le plan idéologique 'contre l'impérialisme américain', réclame l'étatisation des universités (sur le modèle des CEGEP), et son exécutif annonce qu'il luttera pour la transformation radicale du système d'enseignement et de la pédagogie sclérosée.» (9).

C'est à ce congrès également que l'UGEQ brisait définitivement avec ce que l'on a appelé son «collaborationisme». La nouvel exécutif de l'UGEQ reflétait exactement cette nouvelle tendance puisqu'il affirmait tout haut ce que de nombreux-ses militants-es pensaient alors tout bas : «participer c'est se faire fourrer».

Des déclarations et des actions qui tracent la «voie»

Des paroles qui correspondent aux moyens d'action; des analyses radicales qui collent avec une pratique mobilisatrice; voilà comment il est possible de caractériser le mouvement étudiant après une grande période de collaboration avec l'Etat québécois. Les retombées du Troisième congrès de l'UGEQ se font rapidement sentir. Ainsi on peut déceler une radicalisation encore

(7)- *Ibid.*
(8)- *Ibid*
(9)- ***Bref historique du mouvement étudiant au Québec : 1958-1971, op cit., p. 19.***

plus évidente dans le choix des moyens d'action utilisés par les leaders étudiants-es. C'est le cas notamment lors des boycottages, le 30 mai et le 26 juin '68, par les étudiants-es de trois écoles normales (écoles pour la formation des maîtres ou de futurs-es enseignants-es), des examens de qualification imposés par le ministère de l'Education qui désirait revérifier la compétence des futurs-es professeurs. C'était la première fois qu'une telle action était entreprise au Québec.



Le ministre de l'Education, M. Jean-Guy Cardinal. Archives CSN.

D'autre part, une autre source d'insatisfaction, mais cette fois qui est généralisée à l'ensemble de la communauté étudiante, vient du paiement irrégulier des prêts et bourses. «L'UGEQ, rapporte un document du ministère de l'Education, signale dans une information parue dans «Le Soleil» le 17 mai 1968, que 2,400 étudiants des CEGEPS et 1,200 à l'université attendent leur chèque de bourses bien que l'année académique soit terminée». (10) Une critique étudiante qui trouve, pour une fois, «écho» au ministère. Mais la sourde oreille des hauts fonctionnaires demeure...

La session scolaire prend donc fin sur une note un peu spéciale. On pourrait croire que, comme à l'habitude, les vacances estivales s'annoncent tout de même dans le calme. Détrompez-vous! L'été '68 commence plutôt sur une fausse note. La parade traditionnelle de la Saint-Jean-Baptiste (la fête des canadiens-nes français-es) à laquelle participaient de hautes personnalités politiques du Québec (Trudeau, Drapeau, etc) dégénère en une émeute sanglante où manifestants-es, identifiés-es au mouvement nationaliste, et policiers s'en sont donnés «à coeur joie». Les résultats de cette bataille rangée sont édifiants : 250 blessés-es et plus de 290 personnes arrêtées par les «forces de l'ordre». Rarement dans l'histoire du Québec avait-on vu une émeute aussi violente et sanglante. C'était le signe d'un malaise profond au sein de la société québécoise. La jeunesse s'affirmait de façon bien différente et ne voulait plus seulement se faire entendre; elle désirait briser avec le mépris des politiciens-nes francophones que l'on associait bien volontiers à l'«establishment» anglophone qui contrôle, affirme-t-on, le Québec. On ne veut plus être les «serviteurs soumis» de la domination nationale du Québec et de l'exploitation capitaliste.

Mais quoi qu'il en soit, la «violence du soir de la Saint-Jean '68, précisent messieurs Bédard et Charron, vite confondue avec un mouvement étudiant, a fait présager à une certaine presse un 'octobre rouge', une rentrée sanglante (les mots ne sont pas exagérés). Au cours de l'été, plusieurs déclarations sont venues, en quelque sorte, préparer le feu que l'on attendait; rappelons à titre d'exemple la triste prédiction du président de la Fraternité des Policiers de Montréal à l'effet que 'le sang coulerait dans les rues en octobre et que les étudiants feraient la révolution'. Dans ce climat où l'imbécilité cotoyait parfois la franche recherche de compréhension, le mouvement étudiant, concluent-ils, acquiert une base d'audience auprès du grand public.» (11)

«Ce climat de violence allait-il s'instaurer sur une longue période», se demandaient les politiciens-nes.

Toujours est-il que l'on sentait venir le vent de la contestation étudiante tout en en méconnaissant les formes. Mêlant ces inquiétudes et ces certitudes, le ministre de l'Education, M. Jean-Guy Cardinal, expliquait au 17ème congrès de la Chambre de Commerce des Jeunes, comment il avait personnellement réagi pour éviter le pire : «Pour ne remonter qu'aux événements de mai 1968, en France, je savais bien que nous n'éviterions pas, ici au Québec, une forme quelconque de contestation. Aussi bien, dès juillet 1968, j'ai formé un groupe de travail composé de quatre fonctionaires (ce groupe a voulu s'appeler le «groupe chinois», ce qui prouve qu'on a parfois un peu d'humour au ministère de l'Education). Ce groupe de travail, disait le ministre à la «Jeune élite» de demain, devait d'abord suivre de près les événements pour me conseiller ensuite sur les attitudes à adopter et les actions à prendre». (12) Un des membres de ce comité est un ancien dirigeant étudiant; son nom : M. Bernard Landry.

Début août, l'UGEQ et la PEN annoncent qu'elles préparent, pour la fin de ce mois, une session d'étude conjointe qui aura lieu au Mac Donald College de Ste-Anne de Bellevue. La PEN, quant à elle, «déclare que le thème de ses travaux, ce sera : 'provoquer'». «C'est, expliquent ses dirigeants, le mot d'ordre du programme étudiant et de ses luttes de l'automne». Rompant complètement avec la tradition établie de la PEN, souligne Lysianne Gagnon, on n'invite cette année aucun conférencier sinon François Aquin, Maurice Nadeau (des comités de citoyens de St-Henri) et André L'Heureux (des comités d'action politique de la CSN), lesquels seront là non pour faire une conférence, conférence équivalent à cours magistral, mais en tant qu'animateurs, informateurs, personnes-ressources, etc. Il y aura d'une part, des ateliers de discussion; d'autre part, des travaux pratiques; travaux pratiques permettant le libre création : crayons, dactylos, oui... mais aussi crayons-feutre, gouache, pan-

(10)- ***Le mouvement étudiant au Québec, Bilan et prospectives, ministère de l'Education, Bulletin no 8, mars 1969, p. 4.***

(11)- ***Les étudiants québécois - La contestation permanente, op cit., p. 35.***

(12)- ***Le mouvement étudiant au Québec, Bilan et prospective, Bulletin no 10, novembre '69, p. 8. Le Bulletin reproduit intégralement le discours de M. Cardinal.***

cartes, microphones, des boutons 'ti-pot', etc. Le programme de la PEN comprend également une manifestation de solidarité avec les grévistes de la Victoria Précision». (13)

Egalement, les 2 et 3 août, l'UGEQ prépare la rentrée scolaire de septembre en organisant un stage qui regroupe les représentants-es de 16 CEGEPS. Lors de cette rencontre, les militants-es discutent de la réforme pédagogique à tous les échelons et de la participation de représentants-es étudiants-es aux travaux gouvernementaux.

Le 7 août, l'exécutif de l'AGEUM, dans la même foulée des critiques déjà amorcées quelques mois auparavant sur l'enseignement universitaire, annonce en conférence de presse que «les étudiants ne sont pas satisfaits de la culture qu'ils reçoivent à l'université et poursuivront en automne leur mouvement de contestation». (14) Le 21 août, l'exécutif de l'association étudiante de Lionel-Groulx fait une sortie virulente contre les services pédagogiques de ce collège en déclarant que «l'absence de toute planification, surtout celles concernant l'enseignement professionnel, l'absence d'une politique réfléchie, ordonnée et orientée concernant une réforme pédagogique en profondeur, l'esprit de foutaise, de non confiance et de patermalisme devant les initiatives des professeurs et des étudiants, l'irresponsabilité flagrante devant les grands problèmes d'insécurité que subissent le milieu étudiant et le corps professoral du collège, l'incohérence d'un appareil bureaucratique trop lourd qui ne permet aucune coordination des services pédagogiques, aucune participation efficace et réelle des étudiants et des professeurs aux décisions : telle est la véritable et déplorable situation des services pédagogiques au Collège Lionel-Groulx.» Et ajoute-t-on, «les étudiants et les professeurs du Collège Lionel-Groulx sont sacrifiés à une soif de puissance directionnelle, amateuriste et provocatrice de la part de la direction des services pédagogiques.» (15)

De plus, le mois d'août est le théâtre d'un autre événement majeur pour le mouvement étudiant



Daniel Cohn-Bendit, un des responsables de la contestation étudiante de Mai et Juin '68 en France. On le surnommait «Danny-le-Rouge».

québécois. La «grande» presse officielle avait laissé courir l'idée que les associations étudiantes du Québec étaient victimes de l'«infiltration étrangère». L'UGEQ, en effet, avait affirmé que M. Jacques Sauvageau, l'un des principaux responsables de la contestation étudiante en France, et vice-président de l'Union Nationale des Etudiants de France, participerait à la semaine syndicale qui, en principe, devait avoir lieu du 26 au 30 août, c'est-à-dire quelques jours seulement avant la rentrée de septembre. Des mauvaises langues, plus démagogiques encore, avaient même laissé sous-entendre que Cohn Bendit, cet étudiant anarchiste ou ce «Robin des bois» des étudiants-es français-es, serait de la partie pour organiser la révolution au Québec. Cependant, il n'en fut rien. Messieurs Sauvageau et Cohn Bendit ne vinrent finalement jamais... A la place, un autre étudiant français, Pierre Dubé -membre du Bureau des Jeunesses Communistes révolutionnaires-, beaucoup moins connu, avait pris la parole, le soir du 25 août à Montréal. Une affiche géante où il était inscrit en gros caractère «Solidarité avec les étudiants français» ornait la salle où avait lieu cette activité. Rien pour faire un drame... mais pas pour tout le monde!

En effet, «lors d'un congrès à Windsor, le capitaine de police, M. Picard, avait brandi le spectre de morts dans les rues de Montréal; dans une conférence de presse du 26 août, rapportait la revue **Sept-Jours**, le président de l'AGEUM, M. Darveau, avait assuré que la violence ne viendrait pas des étudiants», mais il n'avait pas caché à un journaliste, qu'il était «très probable qu'il y aurait des affrontements» (16) Peu importe, les journalistes et les éditorialistes sautent sur l'occasion de faire un peu de sentionalisme gratuit et passent à l'attaque; le thème des «agitateurs étrangers» devient un sujet à la mode dans l'actualité québécoise malgré les prises de positions bien fermes des dirigeants-es de l'UGEQ : «Ce n'est pas Sauvageau ni personne d'autre, disent-ils, qui va venir nous dire quoi contester et comment contester. Sauvageau ou pas, il y aura contestation : les étudiants sont «psychologiquement» prêts, à cause de l'autoritarisme et des méthodes répressives qui ont cours au Québec». (17)

(13)- ***Bref historique du mouvement étudiant au Québec : 1958-1971, op cit., p. 23. Précisons que la campagne des boutons «ti-pot» avait été organisée par des militant-e-s des Beaux-Arts dans le but de contrer l'influence de la culture américaine au Québec. Elle visait à dénoncer et ridiculiser l'idéologie «Pepsi» et l'image que l'on se fait de l'américain moyen... le parfait «parvenu».***

(14)- ***Le mouvement étudiant au Québec, Bilan et prospective, le ministère de l'Education du Québec, Bulletin no 1, janvier 1969, p. 2.***

(15)- ***Ibid, p. 2***

(16)- ***«L'agitation étudiante au Québec», Sept-Jours, le 14 octobre 1968, p. 18.***

(17)- ***Bref historique du mouvement étudiant au Québec : 1958-1971. Op cit., p. 25.***

La semaine syndicale de l'UGEQ

La semaine syndicale de l'UGEQ a lieu du 26 au 30 août 1968 à Sainte-Anne-de-Bellevue. Cette activité regroupe plus de 500 militants-es (et non plus simplement les délégués-es) de l'UGEQ et de la PEN qui vivent ensemble une «grande session d'animation» et de brassage d'idées. Animée principalement par les dirigeants-es de l'UGEQ et par des étudiants-es de la faculté des Sciences sociales de l'Université de Montréal (le groupe qui avait produit **L'UNIVERSITE ou Fabrique des ronds de cuir**), la semaine syndicale de l'UGEQ c'est d'abord et avant tout un grand forum de discussions et de débats. Loin de ressembler aux assemblées traditionnelles où des décisions et des orientations précises sont adoptées officiellement, cette activité permet aux militants-es d'aborder et de discuter plus à fond les orientation relativement nouvelles du mouvement étudiant québécois. On y parle surtout de la participation étudiante aux structures administratives de l'université et de l'Etat ainsi que de la contestation globale de la société. L'accent est mis également sur le fait que les structures officielles de représentation sont désuètes et anti-démocratiques et on souhaite améliorer la «participation de la base». D'une remise en question de la fonction de l'administration qui, dit-on, doit être au service des étudiants-es et des professeurs, on en arrive à promouvoir l'idée du «pouvoir étudiant» ce qui signifie, dans les faits, la prise en charge par les étudiants-es de leurs propres affaires. Cette idée du «pouvoir étudiant», qui avait été popularisée en France et aux Etats-Unis, deviendra le grand thème dominant des occupations étudiantes d'octobre et de novembre.

Une révolte préméditée

«Depuis le début de l'été, on en parlait à mots couverts. C'était devenu un secret de polichinelle en juillet. En août, les leaders étudiants l'admettaient ouvertement : «oui, il y aura 'quelque chose' à la rentrée universitaire». (18) C'est en ces termes que Michel Alexandre, journaliste de la revue **Sept-Jours**, décrivait le climat qui prévalait dans le milieu étudiant en ce 14 septembre 1968, soit quelques semaines seulement avant qu'éclatent les grands mouvements de contestation dans les CEGEPS et universités du Québec.

Prémédités, ces mouvements de contestation, que certains-nes craignaient et que d'autres souhaitaient, étaient le résultat d'une transformation importante de l'action étudiante et ce, depuis le début de '68. Ainsi nous disent Messieurs Charron et Bédard «ce long travail de remise en question qui s'opérait depuis des mois au sein de la collectivité étudiante et qui, de ce fait, épousait la remise en question de l'ensemble du Québec, devait aboutir à une nouvelle figure dans l'action. On peut même affirmer que le climat du Québec depuis plusieurs mois, et particulièrement depuis les événements de mai en France, attendait cet éclatement et le craignait». (19)

Les événements de mai en France avaient été particulièrement suivis par les principaux leaders étudiants-es du Québec. C'est ainsi qu'après avoir déferlé sur l'ensemble de l'Europe, provoqué des morts en Amérique Latine et failli renversé la Ve République française et son président, le général De Gaulle, voici que ce mouvement étudiant de révolte commençait à atteindre les rivages de la belle et «libre» Amérique (celle du Nord, bien sûr!). Et cela ne se faisait pas sans soulever de vives inquiétudes auprès des autorités officielles. «Les manifestations de masse plus ou moins paisibles, écrivait M. Henri Paul Vignola, inspec-



Manifestation étudiante et ouvrière en France, le 1er juin 1968.

(18)- «*L'agitation étudiante au Québec*», ***Sept-Jours**, le 14 octobre 1968, p. 18.*
(19)- ***Les étudiants québécois - La contestation permanente**. op. cit., p. 35.*

teur en chef de la police de Montréal, sont aujourd'hui l'un des principaux maux de tête des corps policiers. Ce qui ajoute encore à l'impact de ces manifestations, c'est qu'elles se propagent comme une traînée de poudre d'un pays ou même d'un continent à un autre. Une émeute raciale à Chicago ou à Washington se répercute dans les pays européens; de même, disait-il, des manifestations à Paris, comme celles des étudiants en mai et juin 1968 par exemple, trouvent chez nous un écho fidèle. Nous sommes assurément en face d'un malaise qui peut se manifester de façon calme comme en Angleterre et en Russie ou violente comme au Japon, au Mexique et aux Etats-Unis, selon le caractère des sociétés où il se développe et les régimes politiques que les personnes contestent.»

«En bref, précisait M. Vignola, nous pouvons affirmer que la contestation est universelle mais que sa forme varie d'un pays à un autre. En effet, l'activisme se fait plus intense dans les pays développés où la dépersonnalisation et l'enrégimentation dans un monde technologique engendre une insatisfaction profonde». (20)

Mais ici il faut faire très attention : la contestation étudiante au Québec ne se fait pas seulement en regard au développement d'un mouvement de contestation qui se généralise à travers le monde. Ça serait trop facile de justifier la révolte de la jeunesse québécoise en se disant «ça va mal partout et notre belle jeunesse est influencée par les éléments 'pertubateurs-trices' des autres pays». La toile de fond des occupations d'octobre '68 s'est tissée avec nos propres difficultés économiques et politiques et ce, ici même au Québec. D'abord disons qu'au niveau économique le Québec, après avoir vécu les énormes travaux occasionnés par la tenue, en 1967, de l'Exposition universelle de Montréal, connaît une recrudescence au niveau du chômage et des fermetures d'usines. Au niveau politique, l'Union Nationale, en réaction aux libéraux centralisateurs de Pierre Trudeau, à Ottawa, affirme plus clairement son option constitutionnelle avec son fameux slogan «Egalité ou indépendance». Ce parti politique, très conservateur, tente également de freiner les réformes appliquées au début des années '60, dans le cadre de la «Révolution Tranquille», en essayant de réduire, par tout les moyens, les dépenses de l'Etat, notamment dans les domaines de l'assistance sociale, de la santé et de l'éducation. Le mouvement syndical, quant à lui, impuissant face aux mesures anti-ouvrières de nos gouvernements (e.i. : Bill 25, etc), radicalise ses positions et se voit obligé de porter son action au niveau politique : la CSN ouvre sont «deuxième front» en octobre '68 -le «premier front», celui de la négociation collective, est considéré comme insuffisant; il faut, pensent les dirigeants de la CSN (avec Marcel Pépin en tête), ouvrir un deuxième front afin de mobiliser les travailleurs-es contre leur exploitation en «dehors des lieux de travail». Par ailleurs, le Parti Québécois tient son premier congrès de fondation avec comme premier président, M. René Lévesque, un ancien dirigeant influent du Parti Libéral.

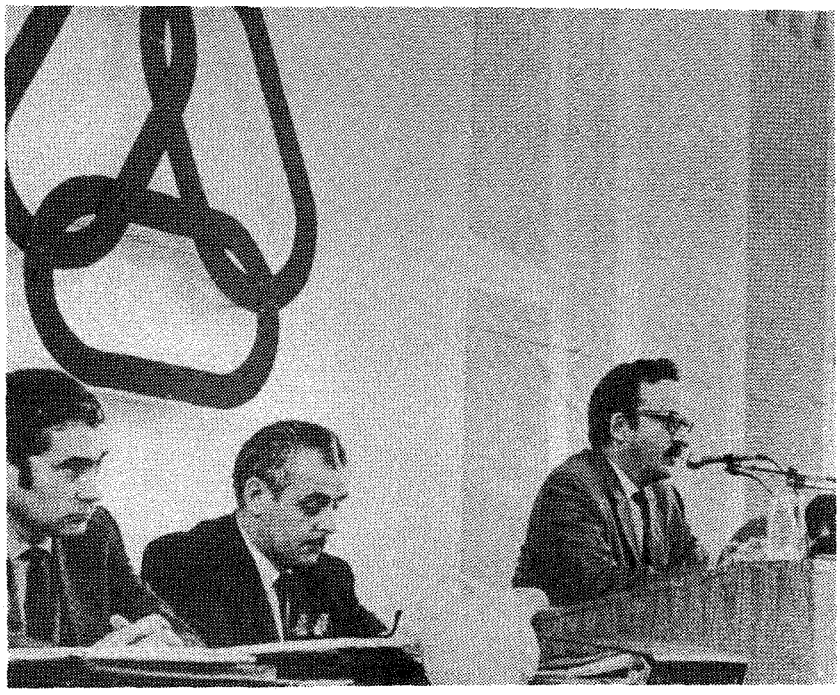


La contestation étudiante n'avait pas seulement lieu dans les pays d'Europe de l'Ouest. En Tchécoslovaquie, la jeunesse étudiante et ouvrière était également mobilisée pour dénoncer l'invasion de son pays par les Soviétiques. C'est le «printemps de Prague».

Dans le domaine de l'éducation, les CEGEPS sont créés à un rythme excessivement rapide. En septembre '67, il en existait 12. Lors de la rentrée de septembre '68, on en compte 23, soit presque le double. La Fédération des collèges classiques, quant à elle, forte d'une centaine de membres au début des années '60, n'en a plus qu'une quarantaine. Les nouvelles institutions collégiales sont pratiquement toutes administrées par les anciens

(20)- ***Phénomène de la contestation étudiante au Québec, op. cit., p. 1***

directeurs des collèges classiques. Rappelons que ces transformations au niveau de l'éducation ne se font pas sans soulever de nouveaux problèmes. «Au cours d'un colloque à la faculté des Sciences de l'Education de Laval, le président et le vice-président de la Commission Parent prédisent, rapporte Lysianne Gagnon, que le Québec se dirige vers une crise sérieuse si la collectivité continue de former tant de jeunes en vue de l'université et de négliger le secteur professionnel. Un peu partout, d'abord à voix basse puis plus fort, on commence à parler du manque de débouchés : l'Université de Montréal pourra-t-elle à elle seule accueillir tous les futurs diplômés des CEGEPS de la région? Et le marché du travail pourra-t-il absorber cette main-d'oeuvre mieux qualifiée que les générations précédentes, mais brusquement multipliée, dit-elle, par la démocratisation du système d'enseignement pré-universitaire?» (21) Donc, la question du manque de débouchés commençait à se poser avec beaucoup d'acuité, car au chômage grandissant et à l'absence d'une deuxième université de langue française à Montréal se rajoutait le «boom» démographique de l'après-guerre. Précisons qu'au Québec seulement, les conséquences de ce «boom» démographique signifiaient, dans les faits, que les jeunes de moins de 25 ans, en 1968-69, constituaient tout simplement la moitié de la population. Ces jeunes demandaient à s'instruire et à travailler. Mais la société québécoise ne sera pas en mesure de satisfaire, à tout le moins temporairement, les attentes de cette génération déçue.



En octobre 1968, la CSN lance son «deuxième front». Archives CSN.

En septembre, c'est la rentrée scolaire...

Le 4 septembre, c'est la rentrée scolaire pour plus de 35,000 étudiants-es du niveau collégial. Tout est calme et rien ne semble «troubler» la nouvelle année scolaire qui débute sans aucune agressivité. Mais les inquiétudes persistent sous les regards attentifs des media d'information, qui somme toute, attendent «l'explosion» qui fera la «une» du lendemain. Les stratégies et les tactiques, étudiantes ou administratives, s'étaient quelque peu modifiées. «Dans les CEGEPS, après la période des inscriptions et des options de cours, expliquent messieurs Bédard et Charron, c'était le début de l'inquiétude; une certitude cachée que la castration de l'année précédente ne serait plus tolérée. On ne savait pas pourquoi, on ne savait pas comment, mais on avait cette conviction qu'une stratégie de l'administration n'aurait pu déjouer. Si ces premières semaines furent importantes, c'est qu'il se produisit, sur le plan concret de la vie étudiante, cette fissure entre deux conceptions : celle de la société éducatrice et celle des éduqués. On se plaisait à évoquer l'espèce de douceur, d'amabilité dont témoignait l'ensemble des administrations; nous avons maintenant, précisent-ils, des raisons de croire que cette politique était dictée par le ministère de l'Education. On s'aperçut, devant cette tactique qui avait ses côtés un peu gauche, que les administrateurs, en général, arrivaient à nous concéder sur des terrains particuliers, des batailles que nous ne voulions même plus livrer». (22)

Par ailleurs, l'UGEQ annonce, en ce 4 septembre, qu'elle a décidé «de se retirer des trois comités du ministère auxquels l'Union délègue des représentants (comité du plan d'accessibilité générale à l'éducation, comité de révision des prêts et bourses et mission de la formation des maîtres). Il s'agit, disent les porte-parole de l'UGEQ, de «comités pseudo-consultatifs, inefficaces», il n'est plus question de cautionner la politique du gouvernement, qui fait croire à la population que les étudiants participent à ses travaux». (23) Mais pire encore! Parlant de «LA GAFFE DE LA

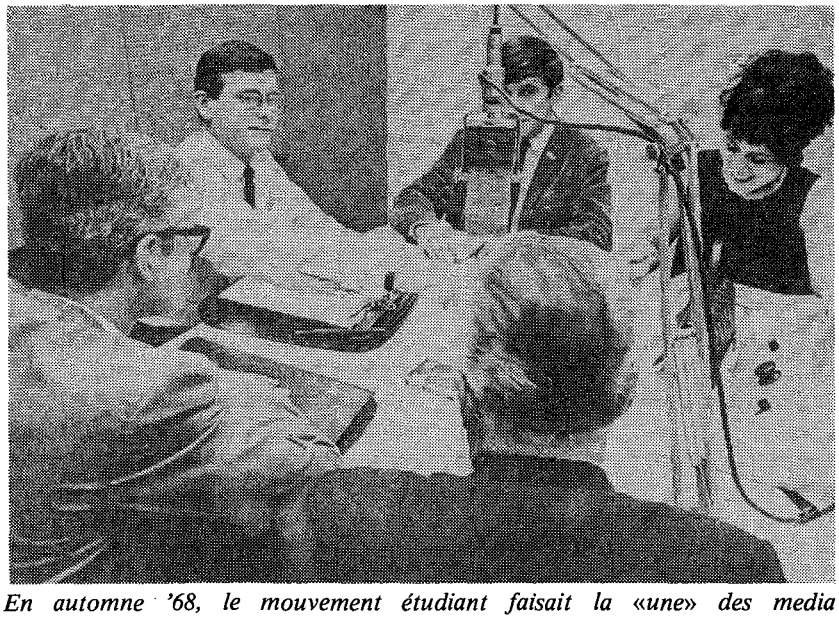
(21)- ***Bref historique du mouvement étudiant au Québec : 1958-1971, op. cit., p. 20***
(22)- ***Les étudiants québécois - la contestation permanente, op cit., pp 37-38.***
(23)- ***Bref historique du mouvement étudiant au Québec : 1958-1971, op cit., p. 25.***

PARTICIPATION», messieurs Bédard et Charron écrivaient, à propos de cette grande collaboration entre le mouvement étudiant et l'Etat, ce qui suit : «on a demandé à des étudiants qui en étaient à leur première lutte politique de jouer un jeu de puissance très nuancé et subtil avec des professionnels de la négociation et du bluff politique tels Bernard Landry, Jean-Paul Desbiens, Jean-Guy Cardinal et les différents millionnaires membres des conseils d'administration de CEGEP ou d'université». (24) Ca résume assez bien l'impression qu'avait conservée les leaders étudiants-es de leur participation aux différentes structures de l'Etat. Comme vous le voyez, elle n'était pas très bonne... et la rage était grande chez les militants-es étudiants-es qui avaient eu clairement l'impression de s'être fait... passer un joyeux sapin !

Le Devoir rapporte, d'autre part, dans son édition du 4 septembre que les débouchés pour les étudiants-es francophones désireux-euses de poursuivre des études universitaires sont plutôt minces du fait qu'il existe seulement trois universités francophones pour tout le Québec. En effet, «la conférence des recteurs et des principaux des universités, souligne le journal, précise que 4,119 étudiants acceptables (c'est-à-dire qui avaient la qualification pour s'inscrire) ont été refusés à l'université 'faute d'espaces et de professeurs'. La majorité de ces refus (2,569) auraient été signifiés, dit-on, par les trois universités de langue française». (25) Cette information apportée par les recteurs des universités ne fait que confirmer ce que tous et toutes savaient déjà; la création d'une deuxième université de langue française pour la région de Montréal était non seulement nécessaire mais elle devenait, pour répondre aux demandes accrues des étudiants-es, une obligation pressante pour le développement de l'accessibilité à l'éducation universitaire.

Le 6 septembre, l'UGEQ rencontre le ministre de l'Education, M. Jean-Guy Cardinal, et lui explique le sens de son travail à venir : premièrement, sensibiliser la classe étudiante au niveau du Québec pour créer une sorte de «conscience étudiante» et, en second lieu, étendre cette conscience aux autres milieux (surtout ouvriers) pour arriver à définir collectivement ce que devrait être la vie universitaire et la vie dans d'autres niveaux de l'activité québécoise.

Septembre se passe et la vie continue sans accroc majeur.



En automne '68, le mouvement étudiant faisait la «une» des media d'information. Sur cette photo, prise en septembre, figurent de dos MM. Réginald Savoie [de la Faculté de Droit de l'Université de Montréal, représentant l'Association des professeurs] et le vice-recteur André Archambault. Au second plan, on retrouve l'animateur, le journaliste Michel Alexandre, ainsi que deux membres de l'exécutif de l'UGEQ : Paul Bourbeau [président] et Louise Harel [vice-présidente aux affaires externes].

Lionel-Groulx : une étincelle qui met le feu à toute la plaine

Le 8 octobre, deux événements importants ont lieu et qui représentent une étape nouvelle pour le mouvement étudiant. D'abord l'exécutif de l'UGEQ rencontre à nouveau le ministre Cardinal pour, cette fois, échanger de l'information avec lui. A la demande de l'UGEQ, les journalistes sont admis. Les leaders étudiants-es, qui ne demandent et ne revendiquent rien, avertissent le ministre que désormais «nous prendrons».

«Nous ne représentons pas l'ensemble des étudiants du Québec, disent les dirigeants de l'UGEQ au ministre, rapporte Lysianne Gagnon, et vous auriez tort de faire croire à la population que vous consultez régulièrement les étudiants sous prétexte que vous rencontrez

(24)- ***Les étudiants québécois - la contestation permanente**, op cit., p. 26.*

(25)- *Information reproduite dans **Le mouvement étudiant au Québec, Bilan et prospective, ministère de l'Education du Québec, Bulletin no 4, mars 1969.***

épisodiquement leurs dirigeants.» Le dialogue? La participation?... Impossible, à l'intérieur des mécanismes actuels. Pour «dialoguer, précisent-ils au ministre, il faut être sur un pied d'égalité. L'université?... C'est une façon d'entretenir la notion de classe dirigeante et classe dirigée.» (26)

Si au ministère de l'Education ça discutait fort, au collège Lionel-Groulx (à Ste-Thérèse), en ce 8 octobre, les étudiants-es votent majoritairement (508 pour 331 contre-un CEGEP de 1,100 étudiants-es) de faire la grève générale illimitée et planifient également l'occupation de leur institution. Plusieurs motifs sont alors évoqués pour justifier ce mouvement. Les grévistes demandent notamment :

1) La création immédiate d'une 2e université de langue française à Montréal de manière à élargir l'accessibilité des finissants-es de CEGEPS;
2) la clarification de la position du ministre concernant les prêts et bourses;
3) l'élaboration d'une solution au «fouillis» administratif interne» du CEGEP Lionel-Groulx en particulier par rapport à l'incommunication qui existe entre la direction pédagogique d'une part et les étudiants-es et les professeurs d'autre part.

A travers les explications qu'ils-elles donnent aux media d'information, les étudiants-es ne manquent surtout pas de préciser que «cette position s'inscrit plus dans l'ordre d'une contestation globale du système économique du Québec et de toutes les structures de la société québécoise qu'une revendication de «miettes de pain» par les étudiants.» (27)

L'UGEQ donne sans plus tarder son appui total aux occupants et annonce qu'il y aura, sur une période de trois jours, des assemblées générales dans tous les CE GEPS de la région de Montréal. Les événements de Lionel-Groulx deviennent donc «l'étincelle qui mettra le feu à toute la plaine.» En effet, rapidement le conflit prend de l'ampleur, c'est l'escalade...

Le 9 octobre, les étudiants-es des CEGEPS de Salaberry-de-Valleyfield et de Bois-de-Boulogne votent la grève. Le 10, c'est au tour des étudiants-es d'Edouard-Montpetit, de Maisonneuve et de Hull. Dans les CEGEPs de Chicoutimi, Ste-Foy, St-Laurent, St-Jean et Ahuntsic, des sessions d'étude sont organisées pour informer l'ensemble des étudiants-es avant de «s'embarquer.» A l'Unviersité de Montréal, les étudiants-es de sciences politiques boycottent les cours.

Le mouvement de grèves; qui s'élargit de jour en jour, est entrecoupé de plusieurs réunions regroupant les militants-es étudiants-es. L'UGEQ participait à ces rencontres sans toutefois lancer de mot d'ordre de grève générale. «C'est à la base, dans tous les CEGEPS, d'en décider» affirme alors l'exécutif de l'association nationale. Par ailleurs, cette dernière demande à toutes les associations étudiantes locales de se réunir avant le 17 octobre pour se «brancher» sur d'éventuelles actions à organiser... et à poursuivre.

Pour les militants-es de l'UGEQ c'est l'euphorie totale qui l'emporte à travers le développement de ce mouvement; les succès des premières occupations allaient donner beaucoup de crédibilité et de poids aux critiques et revendications étudiantes. Le tout se préparant dans un climat de vivacité qui n'avait d'égal que le jeune âge des contestataires. Sans être des enfants ni des adultes à part entière, ils et elles étaient des adolescents-es qui voulaient vivre ce mouvement revendicateur avec toute l'ardeur particulière et propre à un mouvement de la jeunesse. Décrivant le climat qui régnait au tout début des occupations, messieurs Bédard et Charron affirmaient ceci : «ce qui a marqué ces premiers jours, c'est sans doute le désir de se tenir coude à coude et cette volonté de voir l'arrêt total de la machine. Il fallait voir les réactions des assemblées lorsqu'on apprenait l'occupation ou le débrayage d'un autre collège. On amplifiait volontiers, on extrapolait de façon assez peu scientifique mais tellement sincère. On se téléphonait de CEGEP à CEGEP et de CEGEP à faculté pour savoir comment ailleurs on vivait. Les salles de l'UGEQ, devenues quartier général, remplies de militants sans chef. Lorsqu'on rentrait avec des nouvelles d'un collège, lorsqu'on téléphonait à Gaspé, à Shawinigan ou au coeur de Montréal, c'était dans une euphorie. Au cinquième étage de la rue Saint-Paul, on se serait cru au quartier général d'un parti politique un soir d'élection. Et de fait, quatre jours après l'occupation de Lionel-Groulx, le mouvement s'était étendu à 10 autres CEGEP et gagnait lentement les facultés universitaires. On vivait littéralement des journées



Au CEGEP Lionel-Groulx, les étudiants-es votent, le 8 octobre 1968, de faire la grève générale illimitée. C'est l'étincelle qui mettra le feu à toute la plaine...

(26)- ***Bref historique du mouvement étudiant au Québec : 1958-1971, op cit. p. 27.***
(27)- ***Le mouvement étudiant au Québec, Bilan et prospective, ministère de l'Education, Bulletin no 1, janvier '69, p. 8.***



Claude Charron, lors des occupations étudiantes de '68.

de fou et on était heureux.» (28)

Par ailleurs le 14 octobre, l'escalade se poursuit. Les étudiants-es des CEGEPS de St-Jean et du Vieux-Montréal occupent leur institution. Pendant ce temps, à Lionel-Groulx, une journée d'information à l'intention des parents, est organisée par l'association étudiante. Des ateliers de travail sur les revendications des étudiants-es regroupent, dans l'ensemble, près de 500 parents qui se disent très intéressés à suivre ce qui se passe.

Mais les débrayages étudiants ne se limitent plus aux alentours de Montréal. Très vite, soit le 15 octobre, le mouvement s'étend aux CEGEPS de Chicoutimi et de Rouyn Noranda. La même journée, les étudiants-es de la faculté de théologie de l'Université de Montréal votent une journée d'étude sur les revendications des étudiants-es de CEGEPS. Ils-elles suivent en cela leurs consoeurs et confrères de la faculté des sciences sociales qui la veille avaient fait de même. A l'Université Laval, les bureaux de l'administration sont «visités» par des étudiants-es après le refus des administrateurs de reconsidérer les modalités de participation des étudiants-es aux organes de direction selon le voeu exprimé par ces derniers et dernières. Une semaine après le début de l'occupation du CEGEP Lionel-Groulx, le «mouvement des occupations» atteint un sommet : 15 CEGEPS sur une possibilité de 23 sont paralysés totalement et dont la grande majorité sont occupés par les étudiants-es contestataires. Malheureusement ce mouvement, qui émane principalement des CEGEPS n'a presque pas d'audience au niveau des universités. Les appuis universitaires sont verbaux mais pas beaucoup de gestes concrets, à l'exception évidemment de quelques facultés universitaires considérées plus à gauche ou moins conservatrices. «A tel point qu'on a pu dire par la suite que les étudiants universitaires, nous dit Lysianne Gagnon, avaient emboîté le pas, timidement et fort maladroitement, à leurs cadets; limitée aux premières années -le premier cycle, i.e. le baccalauréat spécialisé.» (29)

Le 16 octobre, le mouvement commence à s'essoufler. C'est la fin des occupations à Hull, Bois-de-Boulogne, Saint-Jean, Ahuntsic... et le reste suivra. Profitant de cet essouflement, le ministre Cardinal annonce, le même jour, avec l'appui inconditionnel des directions des CEGEPS occupés, qu'il n'y aura pas de «dialogue» sans la levée de toutes les occupations; il menace de plus d'annuler la session scolaire si le tout n'est pas rentré dans «l'ordre» avant le 21 octobre. Le 18 octobre, il ne reste plus que 5 CEGEPS (les irréductibles) en grève (Edouard-Montpetit, Lionel-Groulx, Chicoutimi, Maisonneuve et Vieux-Montréal).

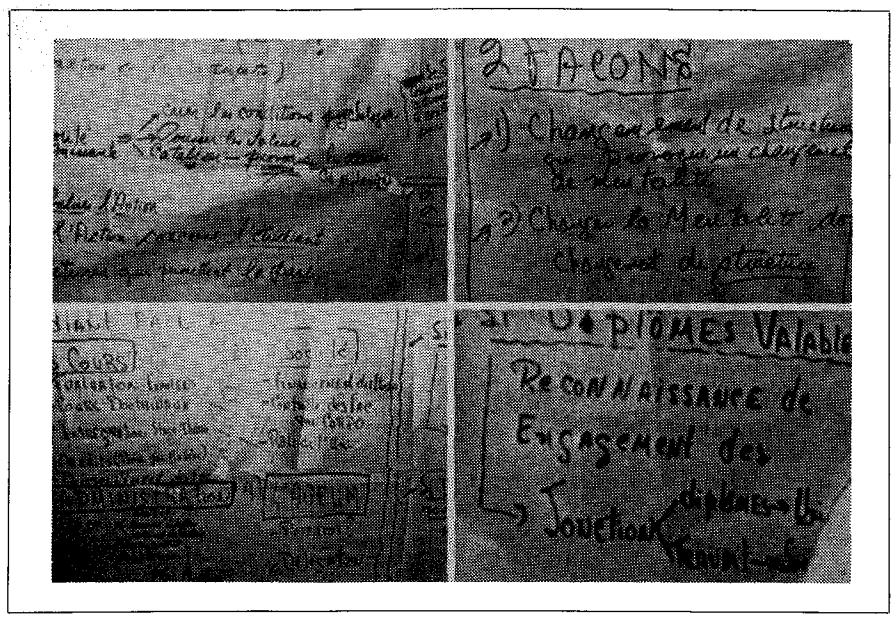
Suite aux déclarations du ministre Cardinal, jugées sévères par les militants-es étudiants-es, l'UGEQ décide d'y répondre par «la bouche de ses canons» et organise simultanément trois marches de solidarité (Montréal, Québec et Chicoutimi) pour le 21 octobre, journée correspondant à la fin de l'ultimatum du ministre de l'Education. L'UGEQ décrète, par surcroît, un boycottage général des cours souhaitant ainsi améliorer les chances de succès de ces manifestations.

Entretemps, soit le 19 octobre, les étudiants-es du CEGEP Edouard-Montpetit, qui occupent toujours leur institution, décident en assemblée générale de reprendre les cours et de défendre l'idée de l'autogestion à l'intérieur même du collège. Le concept de l'autogestion est présenté ici comme le contrôle exclusif des cours par les étudiants-es et les professeurs. En réponse à cette idée exprimée par les étudiants-es, l'administration d'Edouard-Montpetit, suivant en cela la direction du collège de Maisonneuve (fermé le 18 octobre), ferme l'établissement le 21 octobre et refuse aux étudiants-es la possibilité de mettre en application ce principe voté par l'assemblée

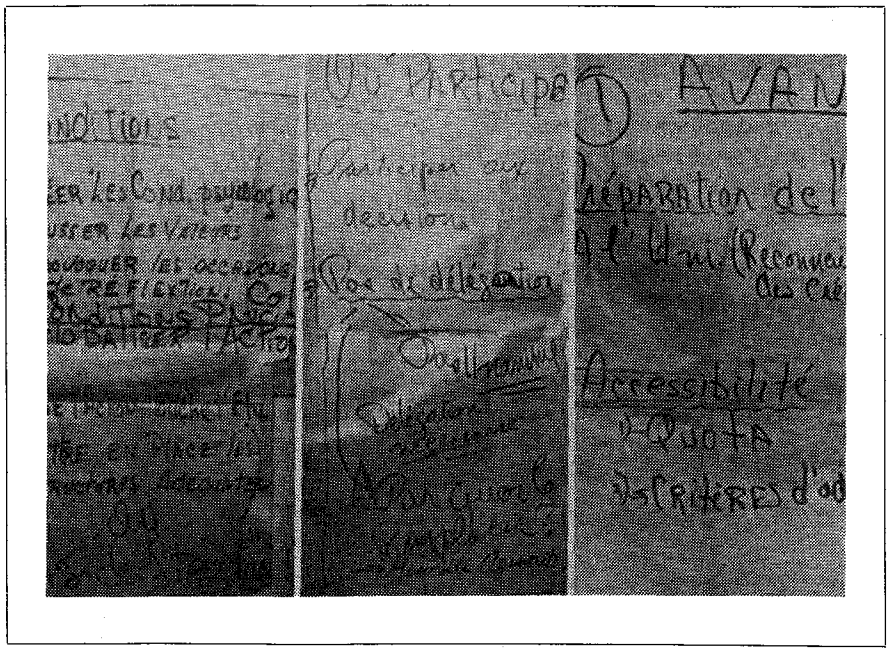
(28)- ***Les étudiants québécois - La contestation permanente, op cit. p. 39.***
(29)- ***Bref historique du mouvement étudiant au Québec : 1958-1971, op. cit., p. 30***



En 1968-1969, les étudiants-es laissaient aller leur imagination... Comme on peut le constater, on en avait des choses à dire.



générale étudiante. A noter que dans l'ensemble du Québec, il ne reste plus que trois CEGEPS qui sont encore paralysés (Maisonneuve, Edouard-Montpetit et Lionel-Groulx); dans les autres institutions, semble-t-il, les cours se poursuivent «normalement».



Le 21 octobre, plus de 10,000 étudiants-es, à l'appel de l'UGEQ, marchent dans les rues de Montréal en chantant un refrain fort populaire : «Octobre c'est le mois des CEGEPS, c'est le mois le plus chaud.» A Québec, la manifestation n'attire que 250 personnes... c'est un «flop». Même chose à Chicoutimi. Le mouvement, pour ce qu'il en reste, s'effrite de jour en jour sous les pressions de plus en plus dures des administrations locales. Par exemple, au CEGEP de Maisonneuve, la direction envoie une lettre à chaque étudiant leur demandant de se réinscrire pour une deuxième fois - les 25 ou 26 octobre - en vue de la rentrée qui reprendra, affirme-t-elle, le 28 octobre. La lettre précise que toute dérogation à l'assistance au cours compromettrait définitivement la session scolaire. Au CEGEP Edouard-Montpetit, la tactique est similaire. Le directeur du CEGEP, M. Bériault déclare : «Je ne suis pas intéressé à leur parler (aux étudiants). S'ils désirent venir en classe, ils pourront le faire lundi (le 28 octobre-NDLR). Sinon, qu'ils aillent ailleurs.» (30)

Le 28 octobre, c'est finalement la rentrée à Maisonneuve et Edouard-Montpetit. Seuls-es, les étudiants-es de Lionel-Groulx tiennent bon!... jusqu'au 4 novembre où ils et elles choisissent, compte tenu de leur isolement, de travailler (ou de continuer le combat, disent les militants-es) au niveau de chaque classe ou de chaque département. Toutefois, en assemblée générale, par un vote majoritaire de 89%, ils-elles décident de ne plus élire de représentants-es étudiants-es au conseil d'administration (le C.A.) et se retirent officiellement de tous les comités du CEGEP. Le mouvement des occupations venait-il de s'éteindre une fois pour toute? Quel serait le climat qui règnerait à l'avenir dans nos institutions scolaires?

Avant d'aborder ces deux questions, rappelons en passant qu'à l'école des Beaux-Arts de Montréal, le conflit, qui avant débuté le 11 octobre pour protester contre la forme d'enseignement artistique, perdure toujours en ce début de novembre. C'est d'ailleurs à cette école que l'on assistera à l'occupation la plus militarisée et les occupants-es semblent bien déterminés-es à vouloir aller «jusqu'au bout». «C'est là, (...), que Landry recevra ses plus durs coups. Fort de sa qualité de «fondateur de l'UGEQ», de «pionnier du syndicalisme étudiant», affirme Lysianne Gagnon, Landry propose aux occupants des Beaux-Arts des discussions en bonne et dûe forme, avec des délégués de chaque côté, etc. On le force à venir négocier devant l'assemblée générale. «L'assemblée générale» est à peu près permanente et se termine parfois à l'aube dans une atmosphère difficile à décrire : il y a, dit-elle, un mélange de terrorisme pur et simple et une chaleur humaine, de fantaisie délirante et de rigueur théorique.»(31)

(30)- ***Le mouvement étudiant au Québec,*** *Bulletin no 1, janvier 1969, op. cit., p. 17.*
(31)- ***Bref historique du mouvement étudiant du Québec : 1958-1971.*** *Op cit. p. 31.*

Mais Landry ou pas, la grève se poursuit avec une détermination exemplaire.

D'autre part, essayant de tirer les acquis de ce premier grand mouvement, messieurs Bédard et Charron concluèrent ceci : «Le côté spectaculaire du mouvement connaissait donc son dénouement dans cette longue marche de plus de 10,000 étudiants dans les rues du Montréal, deux semaines après l'occupation de Lionel-Groulx jour pour jour. Au cours des jours précédents plusieurs collèges avaient abandonné l'occupation, réouvert leurs portes, tous marqués par la dernière expérience vécue. Même ceux qui n'avaient occupé ou qui n'avaient que débrayé ou qui avaient effectué des journées d'études furent touchés par les retombées du mouvement. Dans le discours, chaudement accueilli par les étudiants qui avaient fait la marche, il était au fond dit que le palier de confiance que nous avions désormais atteint ne pouvait plus disparaître et que nous venions d'élever en deux semaines le socle du mouvement que sera notre génération dans l'histoire du Québec. Et de fait, trois semaines plus tard, le CEGEP de Jonquière était de nouveau occupé.» (32)



Plus de 10 000 étudiants-es manifestent, dans les rues de Montréal, le 21 octobre 1968. Les étudiants-es chantent alors un refrain fort populaire : «Octobre, c'est le mois des CEGEPS, c'est le mois le plus chaud».



En octobre 1968, les étudiants-es de plusieurs CEGEPS et universités font grève et occupent leur institution. Ici, un leader étudiant donne, devant le CEGEP de Maisonneuve, une conférence de presse pour expliquer à la population quelles sont les revendications étudiantes.

Deuxième phase des débrayages étudiants

Jusqu'à maintenant, sauf pour quelques cas que l'on peut considérer comme ayant été exceptionnelles, la répression ne s'était pas abattue sévèrement contre les étudiants-es ayant occupé leur institution. On se souviendra que la tactique employée par le ministère de l'Education et les administrations de collèges se résumait à éviter toutes formes de violence verbale ou physique contre

(32)- ***Les étudiants québécois - la contestation permanente**, op cit. p. 42.*

les étudiants-es impliqués-es dans ce mouvement. Le but étant, bien sûr, d'empêcher toute riposte étudiante énergique à la répression administrative. Les administrateurs ne voulaient surtout pas contribuer à renforcer le mouvement de contestation qui aurait pu facilement se répandre ou dégénérer plus vite et plus longtemps. C'est cela que l'on voulait éviter à tout prix! Cette tactique, soulignons-le puisqu'il en porte le «mérite», avait été pensée par nul autre que Bernard Landry, le principal conseiller du ministre Cardinal en «contestation» étudiante. Mais comme le dit si bien le proverbe, «après la carotte c'est le bâton»; il n'en fut pas autrement lors de la deuxième phase des occupations étudiantes; occupations qui avaient lieu justement pour s'opposer aux multiples mesures répressives des administrations locales qui n'avaient pas, somme toute, retenu toute la «subtilité» des judicieux conseils de M. Landry.

Le mouvement des occupations repart de plus bel suite à une rumeur - qui s'est avérée bien réelle - qui circulait dans les corridors du CEGEP de Chicoutimi comme quoi des étudiants-es seraient expulsés-es du CEGEP du fait d'un trop grand nombre d'absences durant l'occupation. L'ensemble des représentants-es étudiants-es de ce collège élaborèrent un plan d'action au cas où ces explusions deviendraient effectives. Ils-elles avaient l'appui en cela des étudiants-es du CEGEP de Jonquière, un CEGEP situé à proximité. Le 11 novembre, la rumeur se confirme et 7 leaders étudiants-es sont expulsés-es par la direction du CEGEP de Chicoutimi. Aussitôt un «sit-in» est organisé par les étudiants-es contre ce geste répressif et pour s'opposer à la règle des présences obligatoires. Des étudiants-es du CEGEP de Jonquière viennent, en signe de solidarité, participer à cette occupation. Prétextant qu'il y avait eu des «actes de vandalisme» causés par les occupants-es, l'administration décide, la journée même, de fermer le collège. Au CEGEP de Jonquière, les étudiants-es, par un vote serré de 700 pour et 500 contre, décident également, le 12 novembre, d'occuper leur institution. Une nouvelle escalade se prépare donc en milieu étudiant pour empêcher les mesures répressives des administrations locales. Toujours le 12, réunis-es en assemblée générale, les étudiants-es de Lionel-Groulx, qui écartent pour le moment l'occupation, adoptent 3 résolutions de principe servant de base pour une «paix durable» entre les étudiants-es et l'administration. Ils-elles revendiquent 1) la remise des cotisations étudiantes détenues par l'administration; 2) l'abolition de la prise des présences; 3) la remise du pouvoir décisionnel aux départements. L'UGEQ, quant à elle, convoque une réunion pour discuter des points suivants : 1) le renvoi des 7 étudiants-es de Chicoutimi; 2) la question des présences obligatoires; 3) la préparation d'un boycottage des examens de janvier (comme moyen de pression éventuel pour riposter aux mesures répressives).

De son côté, l'UGEQ vit des heures un peu plus difficile. Paul Bourbeau, le président de l'UGEQ, qui se dit épuisé remet, aux autres membres de l'exécutif, sa démission. «Il déclare refuser de continuer à être le porte-parole, le 'représentant officiel' du mouvement étudiant. Il réclame l'abolition du poste de président et l'institution d'une direction absolument collégiale. Les autres membres de l'exécutif, nous dit Lysianne Gagnon, ne sont pas d'accord : Bourbeau a manqué de leadership. Il faut quand même, disent-ils, quelqu'un pour coordonner les choses, pour jouer un rôle d'animateur». (33)

A Québec, le ministre de l'Education, Jean-Guy Cardinal, approuve, lors d'une réunion du Comité Parlementaire de l'Education, la décision des autorités du CEGEP de Chicoutimi de fermer le collège. Le ministère de l'Education (le gouvernement!) devient donc le complice des administrations locales, pensent les militants-es étudiants-es. Et le contraire aurait été bien étonnant! Mais cet appui du ministre de l'Education va-t-il permettre d'institutionnaliser les mesures répressives des administrations locales à une échelle plus vaste, soit à l'échelle nationale. Cette crainte, entretenue par les étudiants-es, était bien fondée et l'avenir permettra d'y répondre positivement.

En ce sens, la répression ne se limite pas seulement qu'à la région du Saguenay-Lac St-Jean. Ainsi, le 13 novembre, la direction du collège de Maisonneuve fait connaître un certain nombre de mesures très strictes qu'elle impose à l'association étudiante. Ces mesures, qui représentent une ingérence dans les affaires internes de l'association étudiante, se résument à ceci : 1) suspension de toutes les émissions produites par la radio étudiante; 2) interdiction de tenir une assemblée générale durant les heures de cours; 3) la direction du CEGEP doit être avertie 3 jours avant la tenue d'une assemblée générale réunie en dehors des heures de cours.

Par ces mesures, l'administration tente d'enlever à l'association étudiante tous les moyens démocratiques dont elle dispose pour faire valoir ses revendications et griefs. Certes, l'administration a le droit de ne pas être d'accord avec l'association étudiante. Cependant, elle n'a pas le droit de profiter du pouvoir qui lui est conféré par la loi pour justifier ses mesures anti-démocratiques et répressives, mesures dignes de tout Etat autocratique. D'ailleurs n'est-ce pas cela que le mouvement étudiant québécois contestait du fonctionnement de nos «bonnes» institutions. Il y avait sûrement là de quoi choquer nos administrateurs-trices ploutocrates dont la démocratie n'a d'égale que dans la reconnaissance de leur propre pouvoir autoritaire. Sinon, attention à vous!

Fait intéressant à noter à travers ces méandres de la contestation étudiante et de la répression administrative : au CEGEP Edouard-Montpetit, 36 professeurs soutiennent les étudiants-es dans leurs revendications et boycottent les présences; ils-elles remettent à la direction du collège des listes de présences toujours complètes à 100%. Au CEGEP Lionel-Groulx, entretemps, la direction ferme l'institution après qu'un groupe de 500 à 600 étudiants-es ait tenté de forcer les portes des bureaux administratifs

(33)- ***Bref historique du mouvement étudiant au Québec : 1958-1971, op cit. p. 34.***

aux cris de «on veut le pouvoir, on a le pouvoir». Le lendemain, soit le 15 novembre, les policiers, avec une intelligence en-dessous de la moyenne, expulsent les occupants-es du CEGEP de Jonquière. L'administration s'empresse, après l'intervention des forces de «l'ordre», de fermer l'institution.

Le 18 novembre, l'administration du CEGEP de Maisonneuve publie dans les media d'information une mise au point sur les mesures qu'elle prendra contre les étudiants-es. Elle interdit la distribution de tracts et la tenue d'assemblées générales et suspend le journal étudiant, le **Trait d'Union**. De plus, elle fait changer les serrures des bureaux de l'association étudiante de manière à empêcher les étudiants-es d'y retourner et indique que toute infraction à ces dispositions entraînera l'expulsion des contrevenants-es. Comme mesures répressives, il était difficile de faire mieux!

Pour s'opposer à ces mesures répressives, l'UGEQ organise un «sit-in» permanent devant les bureaux du ministère de l'Education pour s'opposer à la «règle de 10%» (présence obligatoire aux cours) et contre la répression générale dans les CEGEPS. Le «sit-in» est levé le 3 décembre (durée de deux semaines) suite à la promesse de Bernard Landry de tenter de convaincre les directions de collèges de ne pas prendre des mesures exceptionnelles contre les étudiants-es et de lever les mesures déjà entreprises.

Par ailleurs, le 19 novembre c'est la fin du conflit à l'Ecole des Beaux-Arts de Montréal. En effet, les étudiants-es votent, en assemblée générale, le retour en classe après que Bernard Landry eut annoncé le point de vue du gouvernement : «si l'occupation, dit-il, ne cesse pas le 20 novembre au matin, l'école sera fermée.» (34) Semant ainsi la panique chez les étudiants-es, une résolution est adoptée par 245 voix contre 167 stipulant «la réintégration immédiate comme préalable à toute négociation entre les professeurs, les occupants, les non-occupants, le gouvernement et ses administrateurs délégués à l'école.» (35)

Le 22 novembre, les directions des CEGEPS de Chicoutimi et Jonquière font connaître aux étudiants-es les conditions de réouverture de ces deux institutions. Ces conditions se résument en gros au maintien du régime pédagogique en vigueur et aux mesures déjà émises par ces collèges contre les associations étudiantes, soit le contrôle presque total de leurs activités. Finalement, les étudiants-es se plient à ces mesures draconniennes. Le 25 novembre, c'est la rentrée à Jonquière et Chicoutimi. Le 9 décembre, c'est au tour des étudiants-es de Lionel-Groulx à se soumettre aux conditions dictées par la direction du collège et de retourner en classe. C'était le début de la fin!

Soulignons, d'autre part, qu'une dizaine d'associations étudiantes de la région de Québec se sont réunies le 30 novembre et le 1er décembre pour discuter de la mise sur pied d'un regroupement régional. Ces associations contestent «la représentativité de l'UGEQ qui, disent-elles, n'a pas su créer l'unité chez les étudiants des niveaux collégial et universitaire. Le journal des étudiants de Laval, **Le Carabin**, commente ainsi la création de cette régionale : 'la régionale serait un groupe de travail, expression vivante, affirme-t-on, du pouvoir étudiant, en relation constante avec les syndicats ouvriers. Il faudrait donc augmenter l'impact social et provoquer les bouleversements nécessaires au changement du système». (36) Ce mouvement d'opposition à l'UGEQ n'aura pas de suite.

Victoire ou défaite. Comment devrait-on évaluer ce mouvement étudiant de contestation qui réussit à ébranler le système d'éducation au Québec pendant au moins deux mois? Une chose est certaine, c'est qu'au fur et à mesure qu'avançait ce mouvement étudiant de révolte, il s'instaurait chez l'ensemble des étudiants-es, qui participaient à ces occupations, un sentiment d'impuissance, voire même d'échec. Ainsi «à mesure que le temps passait, et que la reprise tant attendue du mouvement paraissait de plus en plus improbable, soulignaient messieurs Bédard et Charron, les manoeuvres répressives des administrateurs allaient en s'enhardissant et dévoilaient toute la haine qui s'était accumulée durant octobre. Cette haine, même si on lui reconnaît certains motifs (Landry n'a pas toujours été tendre envers les différentes administrations, principalement celles où il reste encore des clercs ou des nominations du «temps» de Duplessis) a nettement dépassé, en plusieurs circonstances, les limites de ces propres déguisements. Face à cette répression toujours plus forte, rien ne s'est organisé collectivement chez les étudiants, concluaient-ils, et à chaque jour augmentait dans le milieu la conviction que l'occupation n'avait rien donné. Ce sentiment d'impuissance face aux situations nouvelles et cette perte de l'initiative du combat qui furent particulièrement ressenti au niveau du pré-universitaire et en philo à l'université de Montréal allèrent si loin que les étudiants, rendus agressifs par une situation dont ils n'avaient plus le contrôle mais incapable de concevoir qu'ils puissent retrouver les réserves d'énergie requises pour se réattaquer au système, en vinrent à se contester les uns les autres, d'abord sur le plan personnel puis dans ce qu'ils avaient bâti collectivement.» (37)

Mais dans l'ensemble, cette lutte étudiante, qui avait somme toute débuté dès janvier '68, était-elle dénuée de tout acquis positif? Evidemment non! Un des principaux acquis à retenir c'est le vaste potentiel et cette grande capacité de mobilisation qu'a la jeunesse étudiante pour faire valoir collectivement ses revendications. Dorénavant, les politiciens-nes et les administrateurs-trices se devaient de comprendre que le mouvement étudiant était une force et qu'il fallait en tenir compte. Autre acquis de taille à considérer : l'instauration de la démocratie directe et les recours toujours nécessaires et obligatoires à l'assemblée générale pour déterminer les orientations et revendications générales. Il n'était plus question

(34)- ***Le mouvement étudiant au Québec, Bulletin no 1, janvier 1969, op cit., p. 24***
(35)- ***Le mouvement étudiant au Québec, ibid p. 24***
(36)- ***Le mouvement étudiant au Québec, ibid, p. 27***
(37)- ***Les étudiants québécois - La contestation permanente, op cit., p. 47.***

des délégations de pouvoir et des rencontres au «sommet», c'est-à-dire au dessus des étudiants-es. A travers ce mouvement de contestation, les militants-es étudiants-es cherchaient donc à privilégié l'action directe et large, à politiser davantage la base étudiante tout en appelant les étudiants-es à créer des nouveaux rapports de force qui pourraient tôt ou tard leur être favorables. On se disait «on n'a rien pour rien» et «individuellement c'est pas possible, collectivement on peut tout de même faire quelque chose».

La contestation étudiante d'octobre, c'était cela et également la démonstration que «la jeunesse avait raison de se révolter». Et là dessus, le mouvement étudiant québécois n'avait sûrement pas manqué son coup!

D'autre part, soulignons que le gouvernement Bertrand adoptait, le 18 décembre, la loi 88 créant l'Université du Québec. Dans le cas de l'Université du Québec à Montréal, qui ouvrira ses portes en septembre '69, il s'agira, pour la région de Montréal, de la deuxième université de langue française. La création de cette université, et finalement de tout le réseau, était-elle étrangère aux revendications du mouvement étudiant? Mais rappelez-vous que le premier mouvement, revendiquant cette deuxième université francophone, apparaissait, à l'initiative de l'UGEQ, en septembre '67. Si les étudiants-es ne l'avaient pas revendiquée, que se serait-il passé? L'Université du Québec aurait-elle été créée? C'est à vous d'en juger!

Après la tempête, le calme... et le désespoir

En janvier '69, l'exécutif de l'UGEQ convoque une conférence de presse pour annoncer, sans engager l'Union et à titre personnel seulement, qu'il se prononce pour l'indépendance du Québec. Une conférence de presse pour faire connaître des positions personnelles, c'est, à tout le moins, une attitude un peu bizarre pour les représentants-es officiels-les d'un regroupement étudiant national! Il faut bien le dire, c'est assez inusité! Mais les contradictions internes ne s'arrêtaient pas là...

Ainsi en février, les dirigeants-es de l'UGEQ déclarent juger «normale et compréhensible» l'attitude des étudiants-es qui avaient saccagé systématiquement le centre d'information de l'Université de Sir Georges Williams. Mais que s'était-il passé pour que cela arrive? Depuis un an, rapporte la revue **Sept-Jours**, le feu couvait sous la cendre. Un professeur de biologie à l'Université Sir George Williams, M. Perry Anderson, était accusé de discrimination par quelques étudiants de peau noire (sic). A certains d'entre eux, il aurait servi du 'monsieur' tandis que plus familier avec les blancs, il s'adressait par leur prénom à la plupart d'entre eux!»

«Et puis, ajoute-t-on, il était aussi coupable de discrimination dans l'attribution de ses notes d'examen (...). Enfin, on a accusé M. Anderson d'incompétence.»

«Et voilà, affirme-t-on, l'origine de la mise à feu et à sac de quelques étages de l'Université Sir Georges Williams, (...), à Montréal, le mardi 11 février 1969.» (38)

Cette occupation avait commencé le 29 janvier lorsque plus de 200 personnes envahirent le centre des ordinateurs. Une semaine après, d'autres occupaient la salle à dîner. Or, «c'est vers quatre heures dans la nuit du 11 février que le bal a commencé, encore que le café, au septième étage de l'immeuble Henry F. Hall de SGW, fût alors occupé depuis une semaine. Environ 150 'militants' s'installèrent d'abord, pour l''occuper' en s'y barricadant, au centre des ordinateurs du neuvième étage. D'autres se trouvaient aux deux étages inférieurs, sinon aux trois.»

Toujours selon la revue **Sept-**



A l'Université Sir George Williams, des étudiants-es, qui protestent contre les attitudes racistes d'un professeur, saccagent littéralement le centre informatique de cette université anglophone. Dans cette histoire, plus de 90 personnes seront arrêtées par la force constabulaire.

(38)- «*Pourquoi le terrorisme?, **Sept-Jours**, revue hebdomadaire, le 22 février 1969, p. 10.*

Jours, «Les 'rebelles' avaient à l'extérieur peut-être 300 partisans, tout au plus 400. Il y avait aussi des contre-manifestants, de sorte que des coups furents échangés et que, sans prendre parti (sic), la police sépara les jeunes gens en faisant prendre place aux plus violents dans le panier à salade.»

«C'est seulement dans l'après-midi, dit-on, (...), que l'ordre était établi.» (39)

Le bilan de cette occupation est lourd et les séquelles sont importantes pour le mouvement étudiant. D'abord, dans la journée du 11 février, la police de Montréal avait arrêté 90 personnes (49 de race blanche et 41 de race noire) et en second lieu, suite à l'appui de l'UGEQ aux occupants-es ou aux «rebelles», le Conseil étudiant de Sir George Williams se retira officiellement de l'UGEQ et préféra aider l'administration de cette université à remettre sur pied le centre d'information qui avait été saccagé. L'UGEQ perd donc un membre anglophone important et $3,000 en cotisation. Un gros montant pour une association ayant déjà de sérieux problèmes financiers.

«Du côté de McGill et des autres associations anglophones, précise Lysianne Gagnon, la récente prise de position indépendantiste rend leur affiliation encore plus précaire. Pendant ce temps, dit-elle, un certain nombre de cégepiens, sous la direction de Pierre Paul Roy, pensent fonder 'le Mouvement', qui, en marge de l'UGEQ, serait un regroupement plus souple et plus radical de militants. L'exécutif de l'UGEQ affirme voir l'idée d'un bon oeil. Par ailleurs, la centrale étudiante se trouve privée des cotisations des associations des CEGEP, ruinées par la contestation et de toute façon à peu près dissoutes.» (40) Les associations étudiantes vivaient donc des heures plus difficiles et rien ne laissait présager un avenir plus facile.

Le mouvement des dissolutions

Difficultés financières énormes; crise de représentativité qui se concrétise dans cette incapacité de remobiliser les étudiants-es; contradictions internes aiguisées presqu'à leur maximum : voilà, grosso-modo, les problèmes auxquels étaient confrontés-es les militants-es étudiants-es qui désiraient rebâtir les associations étudiantes qui, jusque-là, vivotaient.

Malheureusement, ce qui n'aurait jamais dû arriver... arriva! Après la tempête d'automne, ce fut le calme printanier et l'autodestruction de plusieurs associations étudiantes, dont les plus importantes : l'AGEUM, l'AGEL et l'UGEQ. Un à un, ces organismes étudiants, délaissés par leurs membres, se sont dissous sous le poids du découragement et / ou tout simplement à partir de remises en question des pratiques militantes précédentes. Ainsi, le 2 mars 1969, les délégués-es présents-es au Congrès annuel de l'AGEUM, appuyant en cela une proposition de l'exécutif, votent la dissolution de l'organisme. En septembre, ce sera le tour de l'AGEL. Dans les CEGEPS, après la répression administrative, c'est le calme plat qui règne et plusieurs leaders étudiants-es choisissent même de quitter le CEGEP : «c'est la première génération de 'drop-outs'. Quelques uns, devant cet échec (d'octobre), affirme Lysianne Gagnon, plongent dans la dépression nerveuse. Pour eux cette expérience a l'effet d'un véritable traumatisme.» (41)

Et ce mouvement de dissolution, qui émergeait de la «base militante», enlève pratiquement à l'UGEQ toute sa raison d'être puisque cet organisme regroupe ces mêmes associations étudiantes. L'UGEQ reçoit donc, dans les faits, un dur coup avec ces «harakiri» collectifs, en particulier lors de la dissolution de l'AGEUM, une des plus importantes bases de l'UGEQ.

Mais comment expliquer ce mouvement d'autodestruction dans les associations étudiantes locales après que des militants-es aient investi tant d'années pour les bâtir? Pourquoi cela s'est-il produit? Voilà quelques questions qui méritent des éclaircissements et, qui plus est, des réponses. Prenons deux exemples typiques et concrets de ce mouvement de liquidation, soient l'AGEUM et l'UGEQ, et essayons de bien comprendre ce qui a amené, à toute fin pratique, la mort du mouvement étudiant pour au moins quelques années.

La dissolution de l'AGEUM : un choix prémédité

A l'Université de Montréal, l'idée de la dissolution de l'AGEUM circulait à la faculté des sciences sociales (base principale de l'association étudiante) depuis décembre '68. Emise par quelques membres de l'exécutif, cette idée remettait en question la nécessité d'un regroupement étudiant, regroupement qui étouffe, selon les protagonistes de la dissolution, la spontanéité des «masses» et qui empêche le développement d'un véritable mouvement de contestation. Donc, c'est dans une optique «révolutionnaire» que les militants-es étudiants-es décident arbitrairement de liquider l'association étudiante en espérant ainsi créer des affrontements nouveaux qui auraient, disent les militants-es, pour effet de radicaliser les étudiants-es. «Les heurts se multiplieraient davantage, pense-t-on, puisque l'ad-

(39)- *Ibid. p. 11*
(40)- ***Bref historique du mouvement étudiant au Québec : 1958-1971, op cit., p. 34.***
(41)- *Ibid. p. 31.*

ministration n'aurait pas d''interlocuteur valable' et qu'aucun problème ne pourrait se régler par les voies normales...» (42) Mais la spontanéité des «larges masses» ne s'affirmera finalement jamais et dans l'ensemble la majorité silencieuse restera silencieuse... pour un bon bout de temps.

Un autre motif invoqué lors de la dissolution fut le fait «que l'administration de l'Université se servait de l'AGEUM pour jouer à la participation en admettant quelques étudiants à l'assemblée universitaire.» (43) Pourtant cet argument tient difficilement puisqu'en fait l'AGEUM s'était retirée de tous les organismes de l'université dans lesquels elle déléguait des représentants-es, dont la «fameuse» Assemblée universitaire; assemblée où elle contrôlait 8 des 80 sièges.

Un autre argument également apporté par les membres de l'exécutif pour dissoudre l'AGEUM était qu'il fallait à tout prix «rendre inopérante la charte de l'Université de Montréal qui prévoit, dans ses mécanismes, la participation aux débats de l'assemblée et de certains organismes consultatifs, de quelques étudiants gradués.» (44) Certes, rendre les autres inopérants en se liquidant c'est toute une stratégie... pour perdre définitivement la guerre. Mais croyez-vous que la mort de l'AGEUM allait rendre automatiquement la charte de l'Université de Montréal non-fonctionnelle? N'oublions jamais que les administrateurs-trices de nos collèges et universités sont tout de même plus subtils-es et ont, compte tenu de leur expérience, plus d'un tour dans leur sac!

Toutefois, avec la dissolution, une chose pouvait être affirmée avec certitude : l'AGEUM, elle, ne serait plus fonctionnelle et ne pourrait plus jamais être ce qu'elle avait été dans le passé. En fait l'AGEUM était beaucoup plus qu'une simple structure de représentation; elle symbolisait une tradition historique avec des revendications bien définies tout en possédant des moyens financiers et techniques énormes qui avaient été bien utiles lors de luttes précédentes. «Or, demandent messieurs Bédard et Charron, que sont devenus ces moyens et ces services. Selon tout apparence, ils ont été abolis sans que personne ne veuille s'en soucier. On doit pourtant se souvenir, affirment-ils, que certains mouvements sociaux qui eurent leur importance dans l'histoire récente du Québec ont été rendus possibles grâce à ces services; qu'on se souvienne par exemple de la manifestation Gordon qui a marqué le début du nationalisme 'dans la rue', de la lutte pour l'implantation du syndicalisme étudiant dans le Québec à travers l'UGEQ et, plus près de nous, des diverses manifestations de groupes de travailleurs, tels les chauffeurs de taxi, qui ont parfois été principalement financés par l'AGEUM et publicisés par ses divers services techniques.» (45)

Par ailleurs, il appert que des étudiants-es réussirent quand même à récupérer l'argent dont disposait l'AGEUM pour financer deux corporations à but non-lucratif : celle des services (les machines distributrices) et celle de l'office d'information. Ce dernier organisme permettra au **Quartier Latin** de revivre, sous une nouvelle formule, une expérience nouvelle et différente. Cependant, la corporation des services, qui gérait tous les fonds de l'AGEUM, sera vite acculée à la faillite et l'administration de l'Université de Montréal profitera de l'occasion pour briser le **Quartier Latin** en obligeant l'équipe du journal à tenir un référendum pour obtenir une cotisation étudiante à la source. La réponse négative des étudiants-es tua rapidement le journal... et tout ce qui restait de militants-es combatifs-tives à l'Université de Montréal.

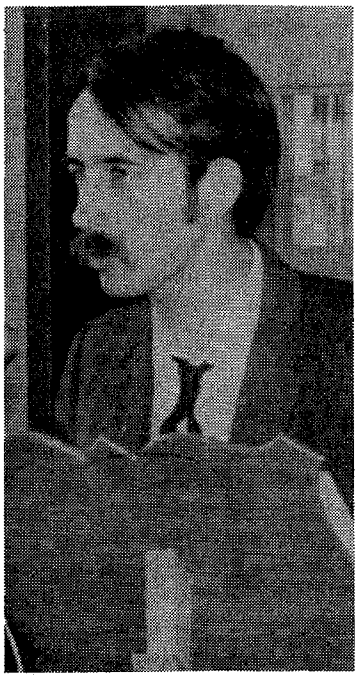
Le dernier Congrès de l'UGEQ

Contrairement à l'AGEUM, le Congrès de l'UGEQ, qui avait lieu à l'Université Laval, du 12 au 16 mars '69, n'a jamais voté officiellement la dissolution de l'organisme. Bien que l'UGEQ avait été durement affaiblie par de graves problèmes financiers, par la mort de l'AGEUM ainsi que par la débandade qui s'était produite au niveau collégial, suite à la répression administrative de novembre et décembre, il apparaît que ce sont principalement les divisions internes entre différentes factions politiques qui ont fourni l'occasion de clouer les dernières planches au cercueil de l'UGEQ.

Ainsi, «lors de ce congrès, trois équipes devaient en principe se faire la lutte : celle de Michel Mill, qui s'était fait connaître comme adversaire de Jean-Guy Cardinal lors de l'élection complémentaire dans Bagot et qui était soutenu idéologiquement par la Ligue des Jeunes Socialistes (d'allégence trotskyste). Une autre équipe constituée autour de l'exécutif sortant de l'UGEQ et formée surtout d'étudiants de CEGEP choisis parmi les plus actifs durant les événements d'octobre était également en lice. Mais il y eut une autre équipe : celle du MSP (Mouvement Syndical Politique).» (46)

Rapidement les débats se polariseront entre l'exécutif sortant et le MSP. Mais quelles sont les différences entre les deux tendances? Le MSP était un regroupement de militants-es étudiants-es de gauche qui désirait radicaliser, sur une base politique, l'action de l'UGEQ. Cette tendance voulait avant tout orienter et entraîner le mouvement étudiant

(42)- *Ibid. p. 35.*
(43)- ***Les étudiants québécois - La contestation permanente**, op cit., p. 49.*
(44)- *Ibid. p. 49.*
(45)- *Ibid. p. 49.*
(46)- Ibid. p. 50. Le MSP eut beaucoup de liens avec le Front de Libération populaire [FLP de tendance marxiste-léniniste]. Ce groupe a été l'un des principaux initiateurs des grandes manifestations qu'a connues le Québec en 1969-1970. Contacté récemment par l'ANEQ, Michel Mill nous confia que cette interprétation des événements, par M. Charron, ne correspondait pas, selon lui, tout a fait à la réalité. Il nous précisa qu'il n'avait jamais eu l'intention de se présenter, avec une équipe, à la direction de l'UGEQ. Selon lui, M. Charron avait le défaut de voir des Troskystes là où ils n'y en avaient pas. Après vérification, on peut affirmer que pour le reste... tout concorde.



Michel Mill, membre de la Ligue socialiste ouvrière [LSO], était activement impliqué dans le mouvement étudiant. Selon lui, Claude Charron voyait des trotskystes partout.

dans une lutte révolutionnaire pour le socialisme et l'indépendance. A l'opposé, les dirigeants-es de l'UGEQ et leur équipe affirmaient qu'il fallait lutter pour changer la société mais en passant par l'école; cette analyse fut développée dans le rapport de l'exécutif sortant et qui était intitulée : «De la contestation à la résistance».

Sur le plan organisationnel, les divergences entre les deux tendances étaient très prononcées. La direction de l'UGEQ préférait conserver les structures antécédantes (regroupement d'AGE) tout en y apportant certaines modifications, tandis que le MSP désirait transformer radicalement les structures de l'UGEQ en éliminant les AGE pour former un nouveau regroupement que les étudiants-es, «les plus militants-es», rallieraient individuellement sur la base d'une plate-forme minimale.

Mais que se produisit-il? «Or, à la dernière minute, affirment messieurs Bédard et Charron, les autres équipes en lice se désistèrent laissant le MSP seul sur les rangs et donc assuré d'une victoire par acclamation; devant une telle alternative, privé de ses ennemis, le MSP (...) se désista.»

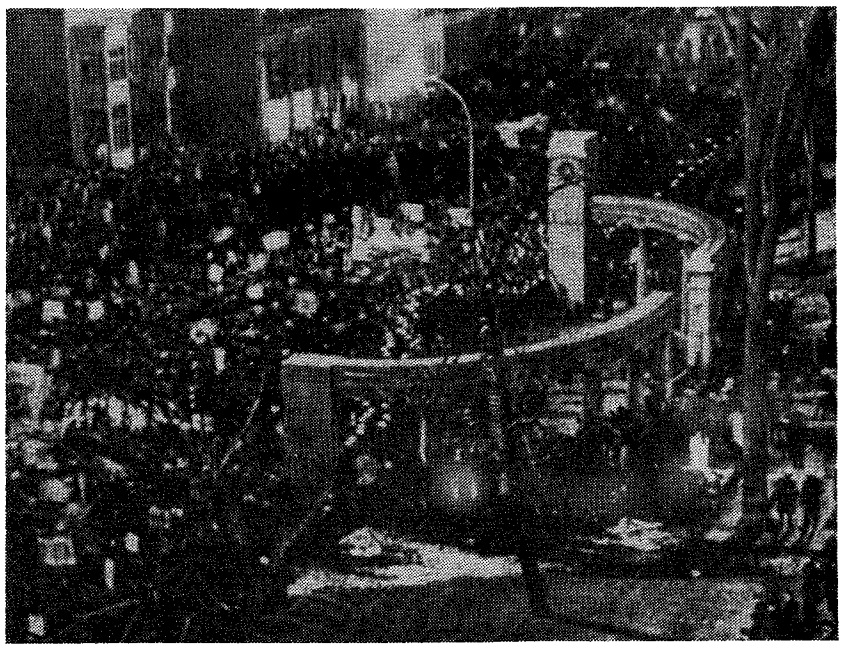
«Le climat de ce congrès était, à ce moment devenu si irrespirable, précisent messieurs Bédard et Charron, qu'il ne restera plus qu'à le dissoudre en prolongeant les fonctions de l'exécutif sortant jusqu'en juin avec mission de convoquer, avant cette date, un autre congrès qui devait assurer la permanence de l'Union. Le congrès spécial ne fut jamais convoqué et l'UGEQ tomba en hibernation à peine quelques semaines plus tard.» (47)

A partir de ce moment, l'UGEQ va vivoter et les mois passèrent sans que jamais les délégués-es eurent l'occasion de statuer sur le sort de cette association étudiant nationale. Jamais votée officiellement, la dissolution de l'UGEQ s'est faite toute seule... ou presque.

Pour leur part, les différents groupes, qui s'étaient exprimés en milieu étudiant, vont toutefois continuer à établir des liens avec les classes ouvrières et populaires. Ils vont presqu'entièrement délaisser le milieu étudiant pour poursuivre leurs actions dans les comités de citoyens ou dans des groupes populaires et / ou politiques comme le Mouvement de Libération du Taxi (MLT), le Parti Québécois (PQ) ou encore dans des groupes politiques de gauche plus marginaux (FLP, LSO-Ligue Socialiste Ouvrière, etc.).

L'opération McGill

L'un des premiers indices sérieux du développement du mouvement nationaliste chez les étudiants-es a certainement été la manifestation qui mobilisait plus de 15,000 personnes devant l'Université McGill, le 29 mars 1969. Cette manifestation, qui regroupait des étudiants-es et de nombreux-ses travailleurs-euses, avait été organisée par plusieurs groupes dont les différentes tendances, tellement nombreuses, ne se comptaient plus. Toutefois, selon Lysiane Gagnon, «l'opération McGill est d'abord le fait du SDU, animé par Stan Gray et l'équipe du **McGill Daily**, alors, dit-elle, entre les mains de jeunes anglophones



Le 29 mars 1969, 15 000 personnes manifestent, dans les rues de Montréal, pour revendiquer «McGill français».

(47)- *Ibid. p. 52*

marxistes qui en sont venus à adhérer aux principes de l'indépendance du Québec et de l'unilinguisme. McGill doit se mettre au service de la collectivité québécoise, sortir du giron de la haute finance, devenir français. Aux militants de l'intérieur, s'ajoutent ceux des CEGEP francophones et des universités et bon nombre de militants indépendantistes de partout.» (48)

De son côté, l'UGEQ soutenait l'organisation de cette manifestation en la popularisant auprès des étudiants-es des CEGEPS et des universités. Grâce au matériel technique de l'UGEQ, plus de 70,000 tracts ont pu être imprimés et distribués un peu partout à travers le Québec. Mais cette grande manifestation, la plus importante au Québec depuis la seconde guerre mondiale, ne fut pas seulement le fruit de quelques regroupements étudiants; elle était le résultat de la fusion de trois mouvements sociaux importants à cette époque : le mouvement étudiant, le mouvement syndical et le mouvement nationaliste.

Et à travers l'implication de ces différents groupes sociaux, des centaines de milliers de journaux, documents, dossiers, collants, affiches alimentaient le débat pour transformer l'Université McGill selon les uns en «McGill Français», selon les autres en «McGill aux travailleurs» ... et pourquoi pas les deux à la fois!

Pourtant, pour les participants-es à cette manifestation populaire une chose était certaine : l'Université McGill devait mieux s'intégrer à la population francophone du Québec. Et la manifestation du 29 mars au soir sonnait le glas d'un mouvement qui allait, quelques mois plus tard, vivre une nouvelle épopée contre le Bill 63, une loi anti-francophone.

La répression frappe encore au CEGEP de Maisonneuve

Au CEGEP de Maisonneuve, en avril, une nouvelle crise éclate : 11 professeurs sont congédiés dont 8 enseignent au département des sciences sociales. Certains-es de ces enseignants-es avaient manifesté, lors des occupations d'automne, une certaine sympathie envers les étudiants-es contestataires. Le 10 avril, réunis-es en assemblée générale, les étudiants-es exigent le réengagement des professeurs, la démission du directeur des services pédagogiques et la réforme en profondeur de la commission pédagogique du collège. Mais le directeur du collège ne donne aucune suite aux exigences étudiantes. Le 16 avril, les bureaux administratifs du collège sont occupés par un groupe assez important d'étudiants-es. Le directeur du collège, M. René Clément, fait évacuer les lieux par la police. Le lendemain, les étudiants-es votent en assemblée générale, la grève. Mais cette grève prend fin deux jours après, soit le 18 avril, sans qu'il ait de gains substanciels. Le même jour, à l'appel du Mouvement Syndical Politique (MSP), une manifestation est organisée pour soutenir les revendications des étudiants-es de Maisonneuve. Résultat : seulement 350 personnes y participent. C'est l'échec!

Profitant de ce faible degré de mobilisation étudiante, les autorités du collège adoptent, avec l'appui du ministère de l'Education, une attitude très dure. «Le collège, rapporte Lysiane Gagnon, est patrouillé par des agents de sécurité, on installe des «barrages» devant le gymnase et l'auditorium, on effectue des contrôles serrés à l'entrée. La dernière semaine du conflit, précise-t-elle, 50 étudiants sont expulsés, six professeurs sont suspendus puis congédiés pour avoir participé aux assemblées étudiantes et au piquetage. En outre, trois professeurs démissionnent librement pour se solidariser avec leurs confrères non-réengagés.» (49)

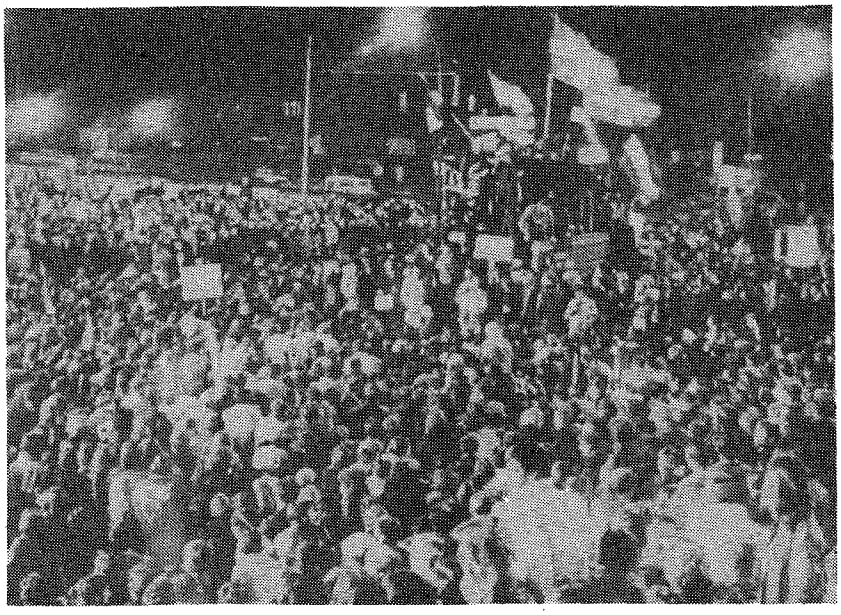
Quelques mois plus tard, Pierre Bédard et Claude Charron, tirant un précieux acquis de la mort de l'UGEQ, écrivaient ce qui suit : «Cette façon absolument pitoyable, avec laquelle le milieu étudiant, en général, a abandonné à leur sort les étudiants de Maisonneuve, aux prises avec une administration plus répressive que tout ce qu'avait connu le Québec jusqu'ici, témoigne bien de la perte qu'a subie le monde étudiant en supprimant son unique organisme de coordination à l'échelle nationale.» (50)

Vive opposition au bill 63

La rentrée scolaire, à l'automne 1969, dans les CEGEPS et les universités, s'annonçait déjà plus calme que la précédente, bien que tous les secteurs de l'enseignement se tiennent les dents serrés et se demandent encore comment les étudiants-es réagiront. Va-t-on vivre un autre automne mouvementé? La spontanéité des masses étudiantes l'emportera-t-elle sur la désorganisation presque totale du mouvement étudiant? Bref, tout le monde se questionne et soulève de nouvelles inquiétudes et interrogations.

Toutefois, ce qui retient l'attention, en septembre '69, des media d'information, du milieu de l'éducation et finalement de la population québécoise dans son ensemble, c'est «l'affaire de Saint-Léonard»; un important conflit linguistique qui traîne en longueur depuis un an et qui tend à prendre de plus en plus de place dans l'actualité. Rappelons les faits : fin août début septembre 1968, un groupe d'étudiants-es, sou-

(48)- ***Bref historique du mouvement étudiant au Québec : 1958-1971***, *op cit. p. 36. SDU [Students for a democratic university].*
(49)- *Ibid. p. 37*
(50)- ***Les étudiants québécois - La contestation permanente***, *op cit. p. 52*



Manifestation, en octobre 1969, contre la Loi 63.

tenu par leurs parents, occupe l'école Aimé-Renaud à Saint-Léonard pour s'opposer vigoureusement à une décision de la commission scolaire Jérôme le Royer qui désirait transformer cette école francophone en une école anglophone, tout en répartissant les étudiants-es francophones dans d'autres écoles de la région.

Les manifestants-es qui occupent cette école secondaire replacent ce mouvement dans un cadre plus général et affirme que «c'est l'avenir du Québec qui se décide ici». L'histoire leur donnera raison... Toujours est-il que ce conflit se règle assez rapidement et à la faveur des occupants-es francophones.

Forte de l'appui de plusieurs groupes influents dans la société québécoise -RIN, MSA, CSN, la Société-Saint-Jean-Baptiste, etc- la Ligue pour l'Ingégration Scolaire (LIS) -le groupe le plus actifs lors de l'occupation- réussit même à forcer la Commission scolaire Jérôme le Royer à adopter un règlement qui rend pratiquement l'école Aimé-Renaud unilingue française.

Ce nouveau règlement voté par les commissaires de Jérôme le Royer n'obtient pas l'approbation (loin de là!) de l'importante communauté italienne habitant ce secteur. Appuyant, par opportunisme politique, les revendications élaborées par cette communauté, plusieurs anglophones, regroupés au sein d'une association formée pour les besoins de la «cause», font une large campagne de dénigrement contre ce règlement et défendent, au sein de la communauté italienne, l'idée de la liberté pour les parents de faire éduquer leurs enfants dans la langue de leur choix, espérant ainsi les intégrer à la communauté anglophone (cette position défendue par les anglophones sera sanctionnée par le gouvernement du Québec lors de la passation, en octobre '68, du Bill 63).

Pendant l'été 1969, plusieurs activités de la LIS sont sabotées par cette association anglophone qui devient de plus en plus radicale et agressive. En réponse à cette dernière, la LIS décide d'organiser une manifestation dans les rues de St-Léonard où l'affrontement entre francophones et anglophones, disait-on à l'époque, semblait inévitable. Lors de cette manifestation, le gouvernement Bertrand fit proclamer l'acte de l'émeute et donnait l'ordre à l'anti-émeute de disperser la manifestation. Les frictions se pousuivirent et rendirent les rapports entre les communautés francophone et anglophone de plus en plus tendus, voire même intenables.

En octobre, le gouvernement de l'Union Nationale affirme qu'il souhaite mettre fin une fois pour toute à ce type de litige et adopte à toute vapeur, avec l'aide des libéraux, le Bill 63 qui consacrait, à la grande satisfaction des anglophones, le libre choix aux parents de la langue d'enseignement.

Pour de nombreux-euses francophones du Québec, le Bill 63 constitue un véritable affront à l'ensemble de la majorité francophone qui craint, à long terme, l'assimilation au secteur anglophone puisque cette minorité est largement représentée dans les différentes institutions économiques du Québec et semble, beaucoup plus que les francophones, bien à l'aise dans cet «ensemble» nord-américain. Somme toute, cette crainte, justifiée par les statistiques avancées par les différents paliers de gouvernements, débouche sur une nouvelle crise politique au Québec; crise politique dont l'ampleur se mesure par le nombre d'écoles paralysées et par le nombre de manifestants-es qui défilent dans les rues de Montréal et de Québec pour protester contre l'adoption de cette loi qui aura, affirme-t-on, pour effet de menacer encore plus sérieusement la survie de la langue française.

«Des manifestations se déroulent pendant deux semaines à travers tout le Québec. Teach-ins, débrayage général dans les universités, CEGEP, écoles secondaires, manifestations dans les rues. L'une de ces manifestations à Montréal, écrivait l'historien Léandre Bergeron, rassembla 45,000 personnes. Trente milles personnes se retrouvent devant le Parlement à Québec pour manifester leur opposition. Le FQF (Front du Québec Français) mène officiellement cette lutte d'opposition au Bill 63. Le FQF regroupe des centaines d'associations de toutes sortes, entre autres, les sociétés Saint-Jean-Baptiste, la CSN, la CEQ (Corporation des Enseignants du Québec), l'Alliance des professeurs de Montréal, la LIS. C'est cependant, précise-t-il, le Front Commun contre le Bill 63 regroupant des mouvements plus radicaux (FLP, MSP (Mouvement Syndical Politique), LSO (Ligue Socialiste Ouvrière), la LIS et des comités ouvriers qui mobilise la population pour la plupart des manifestations

durant la lutte contre le Bill 63.» (51)

Donc, chez les étudiants-es, on se remobilise à nouveau, soit de façon spontanée ou encore à l'invitation du Mouvement Syndical Politique (MSP), un des rares groupes d'étudiants-es encore très actif dans le milieu de l'éducation. Mais ce regroupement, très lié au Front de Libération Populaire (FLP), n'a pas réellement d'emprise ou d'influence sur les étudiants-es et ne parviendra pas à réorganiser les associations étudiantes en déroute. A la fin des grandes mobilisations d'octobre 1969, contre le Bill 63, le FLP et le MSP vont se dissoudre ce qui sonnera, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du milieu étudiant, la fin de toute possibilité, aussi minime pouvait-elle être, de rabâtir et de restructurer, à court terme, les associations étudiantes. Cet espoir et ce désir existaient-ils vraiment? Il n'est pas facile d'y répondre mais les dissolutions nous portent à croire que cette volonté n'existait pas ou plus du tout chez les militants-es étudiants-es.

Cependant, au niveau des écoles secondaires, une nouvelle relève commençait déjà, malgré la désorganisation totale de ce milieu, à faire des siennes et laissait même présager à l'horizon la possibilité de faire revivre, dans un avenir plus ou moins rapproché, les associations étudiantes qui venaient tout juste de disparaître. Laissons M. Henri Paul Vignola avec son jargon d'inspecteur en chef, nous expliquer ce qui en était : «Dans certaines écoles secondaires de Montréal, l'agitation n'a pas tout à fait cessé depuis l'époque du soulèvement étudiant contre le Bill 63. C'est même, à toute fin pratique, le seul secteur du monde étudiant québécois où il se passe encore quelque chose. Mais contrairement aux conflits que les universités et les CEGEP ont connus au cours des années passées, nous avons observé particulièrement durant les premiers mois de 1970 que, de part et d'autre dans les écoles secondaires, la lutte était plus dure.»

«Si la réaction des administrateurs est plus ferme, en raison de l'âge des élèves, des règlements en vigueur et la tradition autoritaire dans les écoles, les objectifs et les méthodes de certains élèves sont en contre-partie plus radicaux. Dans les écoles secondaires bien souvent action politique veut dire action directe. Ainsi un tract, glissé dans un journal étudiant, avait été envoyé dans plusieurs écoles secondaires de Montréal. Ce tract intitulé 'Moyens de lutter contre le système scolaire' indiquait aux élèves diverses méthodes de sabotage.»

«Bref, l'action est nettement plus radicale dans les écoles secondaires que dans les maisons d'enseignement supérieur. Dans les dernières années du cours secondaires, les élèves ne s'embarrassent pas, comme le faisaient ou le font leurs aînés, des questions de représentativité ou de vote démocratique. Leur impatience, qui n'est sans doute pas étrangère à leur âge et au fait qu'ils sont issus, dans une plus large proportion que leurs prédécesseurs, de milieux de travailleurs et de milieux nettement défavorisés, les pousse à l'action directe. Une telle action se rapporche de ce que la société ou du moins la loi serait tentée de classer dans la «délinquence juvénile». (52)

(51)- *BERGERON, Léandre, **Petit manuel d'histoire du Québec**, Editions québécoises, octobre 1974, p. 238.*

(52)- *Texte présenté par H.P. Vignola au Congrès annuel de l'Association des chefs de police et de pompiers du Québec, op cit., pp 2 et 3.*



Occupation, à la fin août-début septembre 1968, de l'école Aimé-Renaud à St-Léonard, en banlieue de Montréal.

Si nous établissions une comparaison entre l'action étudiante d'automne '68 et celle contre le Bill 63, en octobre '69, il nous serait possible de dégager ceci :

*Contrairement à la contestation de l'automne '68, les étudiants-es des écoles secondaires se sont, cette fois avec leurs aînés, impliqués-es avec beaucoup de conviction et de spontanéité dans un mouvement qui affirmait défendre, par son opposition au Bill 63, les droits nationaux du peuple québécois. Cette lutte contrastait, du fait même de ces revendications, avec les grandes remises en question que le mouvement d'octobre '68 avait fait siennes;

*Les associations étudiantes, lors de la contestation d'automne '68, n'ont pas su créer de consensus populaire autour de leurs revendications, comme cela fut le cas lors de la lutte contre le Bill 63 où tous les secteurs de la population étaient largement mobilisés sur un point commun : permettre aux québécois-es de pouvoir vivre en français en évitant l'assimilation culturelle;

*Et finalement que la répression des administrations scolaires fut beaucoup moins sévère lors des débrayages et occupations contre le Bill 63 que lors des grandes remises en question d'automne '68. Il faut comprendre ici que les opposants-es étudiants-es au Bill 63 ne s'attaquaient pas, contrairement à octobre '68, au pouvoir des administrations locales. Et parfois même certains-es cadres appuyaient le mouvement d'opposition au Bill 63 ce qui les rendaient, en quelque sorte, plus sympathiques et plus conciliants-es envers les étudiants-es impliqués-es dans cette lutte.

****

En guise de conclusion, nous pouvons affirmer que le mouvement étudiant québécois a certes vécu ses meilleurs et pires moments. Après avoir connu les grandes mobilisations d'octobre '68, le mouvement étudiant a rapidement sombré dans une période plus difficile où la répression administrative était devenue la pièce maîtresse, la dernière carte, affirmait-on, pour réussir à mettre au pas ceux et celles qui osaient, dans le milieu étudiant, s'exprimer et s'affirmer publiquement. Après ce fut le déclin, le mouvement des dissolutions s'en suivit et une à une les associations étudiantes se liquidèrent (AGEUM, UGEQ, PEN, etc) pour en arriver à créer... un énorme vide. Les étudiants-es n'avaient presque plus d'associations étudiantes, ni pratiquement plus de journaux, pour les représenter et animer les débats nécessaires au développement d'orientations collectives. Au nom de la démocratie (on s'en gargarise parfois!), on avait tué tout ce qui avait permis dans le passé de la faire vivre cette sacro-sainte démocratie. Seule l'association étudiante de l'Université de Sherbrooke (l'AGEUS) pu continuer ses activités; au tournant des années '69-'70, l'AGEUS changera son statut d'association générale étudiante pour devenir à la place un regroupement fédératif. Ceci avait pour but de lui assurer, disait-on, une base stable (dix têtes à faire sauter au lieu d'une!) de même qu'un meilleur contact politique avec l'ensemble des étudiants-es de l'Université de Sherbrooke.

Après ce sombre tableau, la venue d'une nouvelle décennie (1970-1980) n'annonçait pas grand chose de bon pour le milieu étudiant... les militants-es étudiants-es se devaient, dans les faits, de tout reconstruire à neuf...

* * *

1970-1974

1970

-Avril : Elections au Québec : le Parti Libéral de Robert Bourassa prend le pouvoir et le Parti québécois (PQ) obtient 24% des voix exprimées. Cependant le PQ ne fait élire que 7 députés-es. En milieu étudiant «L'opération ça urge», pour soutenir le PQ, attire des milliers d'étudiants-es au centre sportif de l'Université de Montréal.

-Octobre : La loi des mesures de guerre est promulguée par le gouvernement fédéral. La répression frappe durement les milieux étudiant, syndical et populaire. Certains CEGEPS et quelques facultés universitaires débraient pendant deux jours pour appuyer les objectifs généraux du FLQ.

1971

-Février: Dans les CEGEPS, un conflit, qui oppose enseignants-es à la partie patronale (gouvernement et administrations locales), a lieu au sujet d'un nouveau régime de reclassement. Quelques actions étudiantes isolées se produisent pour soutenir les professeurs-es. Au CEGEP du Vieux-Montréal, l'administration ferme le CE GEP pendant une semaine.
-Printemps : Au CEGEP Edouard-Montpetit, les étudiants-es se mobilisent contre le congédiement d'un professeur (M. Servant) jugé trop progressiste par l'administration de ce collège.
-Octobre : Manifestation de solidarité envers les travailleurs-euses du journal **La Presse** en grève : 15,000 personnes y participent; la répression policière fait un mort et plusieurs blessés-es.

1972

-Janvier : Création du Front des étudiants du Québec (FEQ) à Trois-Rivières.
-Avril : Grève générale des travailleurs-euses du secteur public qui revendiquent $100 / semaine comme salaire de base.
- Mai : Vague de grève dans les secteurs public et privé contre l'emprisonnement des trois chefs syndicaux.
-Juin : La CEQ publie «L'école au service de la classe déminante.»
-Octobre : La Direction générale de l'enseignement collégial (DIGEC) tente, avec l'aide du gouvernement québécois, d'imposer au niveau collégial un nouveau régime pédagogique (NRP). Ce nouveau régime pédagogique suscite beaucoup d'inquiétudes chez les étudiants-es et les enseignants-es qui réussissent, par différents moyens de pression, à faire reporter le projet.

1973

-Janvier-février : Grève de 5 semaines des étudiants-es de l'UQAM et de l'U de M. Les étudiants-es luttent contre les nouvelles modalités de perception des frais de scolarité. Ce conflit a donné lieu à des affrontements violents avec la police privée de l'U de M et des policiers municipaux qui chargèrent les lignes de piquetage dressées devant les pavillons de l'UQAM.
-Mai : Dissolution du FEQ.
-Octobre : Elections provinciales au Québec : les Libéraux conservent facilement le pouvoir et le PQ obtient 30% du vote populaire mais ne réussit à faire élire que 6 députés-es.

1974

-Juin : Prétextant l'efficacité administrative, le réseau de l'Université du Québec tente d'imposer la réforme Desprès (centralisation et rentabilisation). Les étudiants-es «voient dans la réforme Desprès, rapporte **Le Devoir** du 9 novembre '74, le résultat net d'une reddition de l'université aux intérêts de l'entreprise privée et des corporations professionnelles, par l'intermédiaire d'un Etat qui a fait de l'université populaire une facétie.» L'opposition syndicale et étudiante à cette «réforme» est générale. On parle de plus en plus de la «Després-ciation» de l'enseignement universitaire.

1970-1974

-Juillet : Adoption par le gouvernement du Québec de la loi 22 (loi sur les langues officielles).
-Octobre : Débrayage de 7,000 étudiants-es du niveau secondaire. Leurs griefs : mauvaise qualité de l'enseignement (classes surpeuplées); non-respect des choix de cours; archaïsme général des règlements d'école et faiblesse de la participation étudiante.
-9 octobre : Premier débrayage étudiant contre les tests d'aptitudes aux études universitaires (TAEU). Cinq associations étudiantes de CEGEPS y participent.
-1er novembre : Le ministre de l'Education, M. François Cloutier, annonce, après deux ans d'application, l'abolition des TAEU. C'est une victoire importante pour le mouvement étudiant.
-7 novembre : A Shawinigan, 27 associations étudiantes de CEGEPS se regroupent à une même table pour dénoncer les TAEU (Tests d'aptitudes pour l'admission à l'université). **La vaste majorité des associations étudiantes se prononce, pour la première fois, en faveur de la formation d'un regroupement étudiant à l'échelle nationale.**
-20 novembre : Plusieurs associations étudiantes se réunissent en Congrès pour échanger de l'information afin de sensibiliser les étudiants-es aux difficultés occasionnées par le système des prêts et bourses. Sur 22 CEGEPS qui y participent, 6 sont déjà en débrayage ou en occupation.
-26 novembre : 2e Congrès sur les prêts et bourses. 36 CEGEPS y assistent et sur ce nombre, 33 sont en débrayage et / ou en occupation. Les délégués-es forment un comité de négociation pour défendre auprès du gouvernement les revendications étudiantes.
-2 et 8 décembre : 3e et 4e Congrès sur les prêts et bourses. A ces Congrès, les délégués-es étudiants-es parlent de nouvelles tactiques et / ou de nouvelles revendications à défendre.
-15 décembre : 5e Congrès sur les prêts et bourses. Les délégués-es votent, à partir des recommandations du comité de négociation, la trêve et forme un comité spécial sur les prêts et bourses. Ce comité devra soumettre un rapport en janvier afin d'envisager, si nécessaire, d'autres moyens d'action.

Des débats intenses animent le milieu étudiant

C'est à partir des années '70, plus précisément vers 1972, que s'amorce ce que l'on considère maintenant comme une des pires crises économiques de notre histoire. En fait, il faudra remonter aux années 1929-30 - période mieux connue sous le vocable de la «grande dépression» - pour réussir à établir certaines comparaisons qui pourraient être, sur le plan des statistiques, «acceptables». Certes, il faut apporter des nuances qui s'imposent quand nous comparons deux périodes aussi lointaines, mais les similitudes existantes sont étonnantes à maints égards : hausse vertigineuse des taux d'inflation et de chômage; détérioration générale des conditions de vie de la population; crise sociale aiguë - grève violente à La Presse en 1971, premier Front commun des centrales syndicales lors des négociations dans le secteur public et emprisonnement des présidents des trois centrales syndicales en 1972, grèves longues et dures dans le secteur privé en 1973-74. De plus, à travers ce tourbillon d'événements, nous assistons à une nette radicalisation du discours et des moyens d'action des organisations syndicales et populaires et ce, à l'instar des trois grandes centrales qui publient plusieurs documents condamnant carrément le système capitaliste et non plus seulement ses abus : **Ne comptons que sur nos propres moyens** (CSN, octobre 1971), **L'Etat, rouage de notre exploitation** (FTQ, décembre 1971) et **L'école au service de la classe dominante** (CEQ, juin 1972).

Pour illustrer quelque peu ces difficultés économiques qui assaillent littéralement la population québécoise, notons que l'inflation, qui était de 3,3% en 1970, atteint, en 1974, 12,5%. Dans le secteur de l'alimentation, la situation est encore plus dramatique : en deux ans et demi, soit de décembre 1972 à juin

1975, la hausse est de 43%. Concrètement, cette «flambée» des prix représente pour les classes ouvrière et populaire une baisse drastique de leur pouvoir d'achat ou encore tout simplement de leur salaire réel. Ainsi, en 1973, pour la première fois depuis la crise de 1929, les salaires ne réussissent pas à suivre le coût de la vie. Au Québec, les centrales syndicales (CSN-FTQ-CEQ) s'inquiètent et affirment dans un document qu'elles publient conjointement en 1974 que «la hausse des prix c'est du vol organisé et que la lutte contre l'inflation est aussi importante que les salaires». (1) Mais qui est responsable de cette situation? Les syndicats et les travailleurs-euses? A cette question, les centrales syndicales répondent de façon très explicite qu'elles ne le sont pas et pointent plutôt du doigt les grands monopoles de l'alimentation. «En 1971, la hausse des prix n'a été que de 1,1% ce qui s'explique, selon les centrales, par le fait que les grands de l'alimentation ont décidé de couper les prix pour éliminer les concurrents, et asseoir leur domination sur le marché. Résultat, en 1972, les prix de l'alimentation ont augmenté de 7,6% et en 1973, ils ont augmenté de 14,6%. C'est ce qu'on appelle la liberté d'entreprise».

«En réalité, soutiennent-elles, c'est la liberté de hausser les prix de façon illimitée dans le but d'accroître sans cesse les profits et d'accumuler du capital. Les hausses incroyables des prix dans l'alimentation en 1972 et 1973 se reflètent dans des hausses non moins scandaleuses des profits des grands de l'alimentation pendant ces deux années».

«Ainsi, les profits de six monopoles de l'alimentation (Dominion, Steinberg, Provigo, Canada Packers, Weston et Ogilvie Flour) sont estimés, précise-t-on, à $77 millions en 1973, alors qu'ils ont été de $62.5 millions en 1972, de $48.3 millions en 1971, de $41 millions en 1970, de $44.8 millions en 1969 et de $40 millions en 1968. Les profits de ces six compagnies se sont accrus en 1972 de 43.6% par rapport à la moyenne 1968-71. Et, en 1973, selon les chiffres disponibles, nous avons assisté à un nouvel accroissement des profits de plus de 23% par rapport à 1972. La liberté dont jouissent les grands monopoles de l'alimentation depuis quelques années de hausser les prix comme ils le veulent, concluent les centrales, a eu pour effet que le volume de leurs profits annuels moyens de 1972 et 1973 s'est accru de 60.2% par rapport au volume annuel moyen de 1968-71». (2)

Conséquemment à cette analyse ainsi qu'aux multiples hausses systématiques des prix auxquelles nous avions été témoins jusque là, les trois centrales syndicales québécoises se voient donc dans l'obligation d'élaborer leurs interventions et leurs actions en fonction de deux grands objectifs sociaux bien précis :

1) défendre les travailleurs-euses qu'elles représentent par la réouverture des contrats de travail et l'indexation des salaires à la hausse du coût de la vie;

2) assurer aux travailleurs-euses non syndiqués-es, aux chômeurs-euses, aux retraités-es et aux assistés-es sociaux-ales, un revenu minimum garanti. A cet effet, on revendique le relèvement du salaire minimum à 2,50$ l'heure et son indexation au coût de la vie, de même que l'indexation au taux d'inflation des divers régimes de sécurité sociale.

Après l'inflation, le chômage

D'autre part, le chômage atteint des sommets et s'y maintient avec beaucoup de vigueur et rien ne laisse présager à court ou à moyen terme une relance significative de l'emploi. Pour donner une petite idée de la gravité de la situation, mentionnons qu'au début des années 70, le taux de chômage officiel au Québec, considéré déjà comme fort élevé, oscillait aux alentours de 7%. Collectivement, il semble que depuis au moins dix ans nous sommes devant une impasse. Déjà, «vers la fin de l'été 70, explique Lysiane Gagnon, un problème se pose qui préfigure d'un très vaste problème à l'échelle du Québec : plusieurs centaines de diplômés tout frais émoulus des écoles normales se cherchent en vain un emploi dans l'enseignement. Or, il n'y a plus de place pour les professeurs de français, d'histoire et de géographie notamment. Plus de place non plus pour ceux de socio, de science politique, etc. Le problème du manque de débouchés se pose avec plus d'acuité que jamais. (Vers la fin de l'année scolaire, on apprendra que ce problème touche maintenant des secteurs de pointe considérés comme en pleine expansion : ainsi, le génie forestier, certains secteurs de la technologie, l'informatique, etc.) Plus de la moitié des chômeurs québécois ont moins de 25 ans. On n'a pas de chiffres plus précis là-dessus, dit-elle, mais on sait que le nombre des 'drop-outs' s'accroît sans cesse». (3)

Mais comment peut-on accepter socialement de sacrifier toute une génération (les jeunes!) en les écartant en grande partie du marché du travail? Ce potentiel de jeunes (historiens-nes, sociologues, informaticiens-nes), n'a-t-il pas sa place dans notre société? Après avoir investi des sommes d'argent énormes et tant d'années de travail et d'études, voilà ce qu'offre cette société à la jeunesse : le chômage, le bien-être social, les incertitudes de chaque lendemain qui orientent parfois, et de façon bien malheureuse, les jeunes vers... le suicide.

Eh oui! les experts parlent de plus en plus, en faisant allusion aux chômeurs-euses «instruits-es», d'une «jeunesse sacrifiée». Et qu'advient-il, par surcroît, de ceux et celles qui n'ont jamais eu la chance de mettre les pieds dans une école ne serait-ce que de niveau secondaire? La société québécoise a-t-elle les moyens de se payer le sacrifice d'une génération pres-

(1)- *La hausse des prix, c'est du vol organisé, publié par la FTQ, CEQ et la CSN, 1974, p. 2.*
(2)- *Ibid, pp 24-25.*
(3)- *Bref historique du mouvement étudiant au Québec : 1958-1971, op. cit. p. 42.*

qu'entière qui ne demande que de participer à bâtir l'avenir?

A ce questionnement, qui origine du tout début des années '70, il y eut bien peu de réponses. Pourtant la situation est grave... trop grave pour que cela demeure inchangé. Mais que peut-on ou doit-on faire? Se croiser les bras et attendre... attendre après une reprise économique tant promise par nos dirigeants-es politiques et qui semble beaucoup plus fictive que réelle?

A travers ce méli-mélo de difficultés socio-économiques incommensurables, comment la jeunesse étudiante, après la mort de l'UGEQ et de plusieurs associations étudiantes de niveau collégial et universitaire, va-t-elle réagir? La passivité prendra-t-elle le dessus? Le mouvement étudiant québécois, passablement désorganisé, réussira-t-il à se doter pour une seconde fois d'une nouvelle structure nationale qui pourrait minimalement tenter de coordonner les luttes étudiantes ultérieures? Voyons un peu...

L'OCDE et l'éducation

En 1970, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) (1), un organisme de consultation auprès des «grands» pays industrialisés, tient une conférence sur l'éducation à l'intention de ses pays membres. Lors de cette conférence, les «spécialistes» de l'OCDE, craignant une accentuation des difficultés économiques, convient les gouvernements occidentaux, dont ceux du Canada, à modifier leur politique en matière d'éducation. Ainsi l'OCDE, dans un rapport qu'elle publie au début de 1970 sur les orientations budgétaires des Etats industrialisés et les investissements de ceux-ci en matière d'éducation, affirme que l'école doit mieux suivre et s'ajuster aux fluctuations du marché du travail et dans un «grand souci» d'économie et de rentabilisation, invite ces mêmes gouvernements à s'y limiter.

Pour être plus conforme encore avec ces recommandations, l'OC DE indique également que les agents économiques, en particulier les patrons d'entreprises, doivent participer directement au contrôle et à la gestion des institutions scolaires de niveau post-secondaire. Quelques années après, les résultats de ces recommandations, qui semblaient si anodines au début, ne tardèrent pas à se faire sentir. Cette analyse de l'OCDE est, à tout le moins sur le plan économique, rapidement appliquée, au Québec, par le gouvernement de M. Robert Bourassa. Cette volonté gouvernementale de réduire les sommes consacrées à l'éducation, on la retrouve dans la diminution dramatique du taux de croissance des dépenses allouées à l'éducation dans le budget du gouvernement du Québec en 1972-73. En comparaison au budget de 1971-72, le taux de croissance à subi une baisse de 20% passant de 25.6% à 5.6%. Par contre, les crédits du ministère des Institutions financières et des compagnies ont presque doublé : 15.2% en 1971-72 et 28.9% en 1972-73. Par ailleurs, cette diminution financière au secteur de l'éducation aura des incidences directes au niveau des programmes éducationnels développés par le ministère de l'Education.

Déjà en 1975, le Conseil Supérieur de l'Education (CSE) publiait, à la demande expresse du ministère de l'Education du Québec (MEQ), le fameux rapport Nadeau intitulé «Le Collège». Puis suite à la parution de ce premier document, plusieurs autres rapports étaient publiés par la Direction générale de l'enseignement collégial (DIGEC) et qui poursuivaient les premiers objectifs énoncés dans le rapport Nadeau. C'est le cas notamment des rapports GTX I ET II. Mais quoi qu'il en soit, et ce malgré les nombreuses critiques étudiantes, les décisions étaient déjà effectives et nous assisterons graduellement à l'application de plusieurs recommandations avancées par le rapport Nadeau : directives au directeur général et au directeur des services pédagogiques sur l'évaluation de l'enseignement; directives aux coordinateurs de programmes visant à restreindre les cours complémentaires, etc. Le règlement des études collégiales (REC) adopté par le gouvernement du Parti québécois, le 29 février 1984, se situe exactement dans cette démarche.



Bien que ces politiques fûrent décriées par de nombreux groupes dans l'éducation, il n'en demeure pas moins qu'elles fûrent appliquées presqu'au pied de la lettre et sans grand discernement. Aujourd'hui nous en connaissons toute la portée : réorientation générale des programmes scolaires en fonction des besoins directs de l'entreprise; dégradation des services généraux dans le secteur de l'éducation; mises en disponibilité d'enseignants-es; mises-à-pied du personnel de soutien; hausse des prix des notes de cours, etc.

Si nous additionnons l'ensemble de ces mesures, il ne serait pas très difficile de conclure que depuis quelques années nous avons assisté à une baisse substancielle de la qualité de l'éducation au Québec. La réforme scolaire entamée au début des années '60 connaît, avec la venue des années '70, un important virage vers l'austérité et ce, à l'initiative même de l'OCDE.

(1)- *Les sept principaux pays de l'OCDE sont : Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Canada et Italie. Actuellement, 24 pays en sont membres.*

Les élections d'avril 70 et «l'opération ça urge»

Arrivé au bout de son mandat et de son rouleau, le gouvernement de l'Union Nationale, dirigé par M. Jean-Jacques Bertrand, déclenche des élections générales pour le 29 avril. Les différents partis politiques québécois (UN, PLQ, PQ et les créditistes de M. Camille Samson) se lançent à fond de train dans une nouvelle bataille électorale où chaque parti, comme à l'accoutumée, tente de se gagner le plus de sièges possibles, de faire bonne figure auprès de la population et, si le verdict populaire en décide ainsi, de former le futur gouvernement de la province.

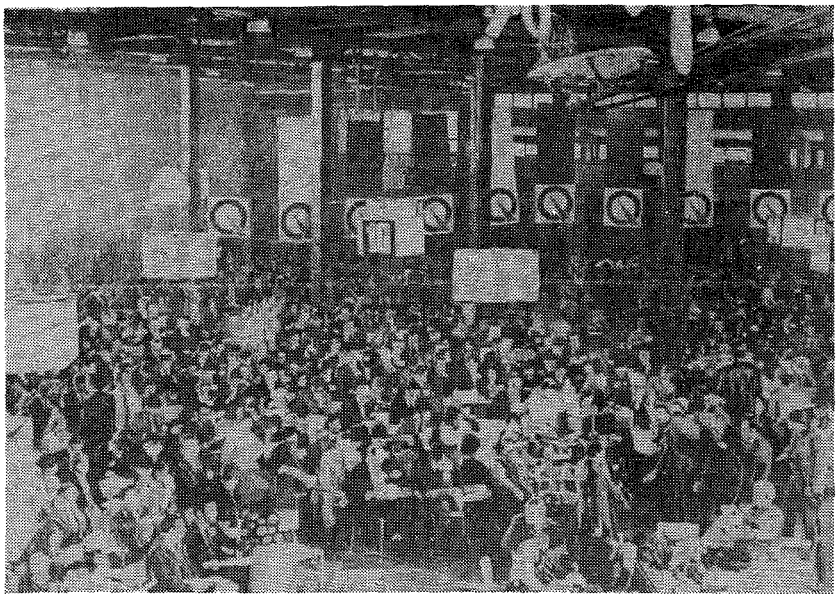
Mais lors de cette élection, un ennemi commun semble faire l'unanimité dans les critiques et dénonciations de l'ensemble des forces profédéralistes du Québec : cette cible commune, c'est le Parti québécois. Placé bon deuxième par de nombreux sondages, le PQ, qui vit sa première grande expérience sur la scène électorale, présente un programme qui défend l'idée de l'indépendance politique et économique du Québec tout en mettant de l'avant la nécessité de plusieurs réformes pour assurer une meilleure distribution des ressources collectives. L'élargissement de l'accessibilité à l'éducation, par l'instauration de la gratuité scolaire, et ce, à tous les niveaux de l'enseignement, est alors une des plus importantes revendications défendues par les militants-es péquistes. Cette revendication devrait, en principe, être reprise et nécessairement appliquée par un futur gouvernement du Parti québécois. «C'est le programme voté démocratiquement en Congrès... le gouvernement ne pourrait pas faire autrement», disait-on à l'époque. Pour d'autres personnes plus critiques face à un futur gouvernement du PQ, c'était là une illusion supplémentaire qui s'ajoutait au lot des promesses électorales élaborées par ce parti. Quoi qu'il en soit, les militants-es étudiants-es pro-péquistes y croyaient dur comme fer... le temps d'une élection victorieuse.

Les libéraux, quant à eux, bien confiants de gagner l'élection, font campagne pour «remettre le Québec à l'ouvrage» et promettent de créer 100 000 nouveaux emplois. Pour contrer l'influence grandissante des



M. Robert Bourassa, Premier ministre du Québec de 1970 à 1976, invite les électeurs-trices à faire preuve de compréhension et à l'appuyer dans ses politiques.

péquistes, les libéraux, avec un chef tout neuf, M. Robert Bourassa, organisent une véritable campagne de salissage politique contre l'idée de l'indépendance du Québec et affirment, de façon très démagogique, qu'advenant l'élection du PQ les capitaux fuiraient le Québec, l'économie s'effondrerait et finalement que notre bon peuple paisible assisterait à une véritable révolution sanglante dans notre si «belle province». Beaucoup moins subtil, le Crédit social, fort influent dans les campagnes, reprend à son compte les mêmes arguments que les libéraux, avec cette nuance toutefois qu'il s'attaque plus précisément aux «sales barbus révolutionnaires communistes» du PQ. Pour ajouter un peu plus de piquant à cette source antipéquiste, le candidat unioniste dans le comté de Joliette invitait, lors d'un discours qu'il prononçait dans cette région, les «révolutionnaires» péquistes «à aller cultiver du



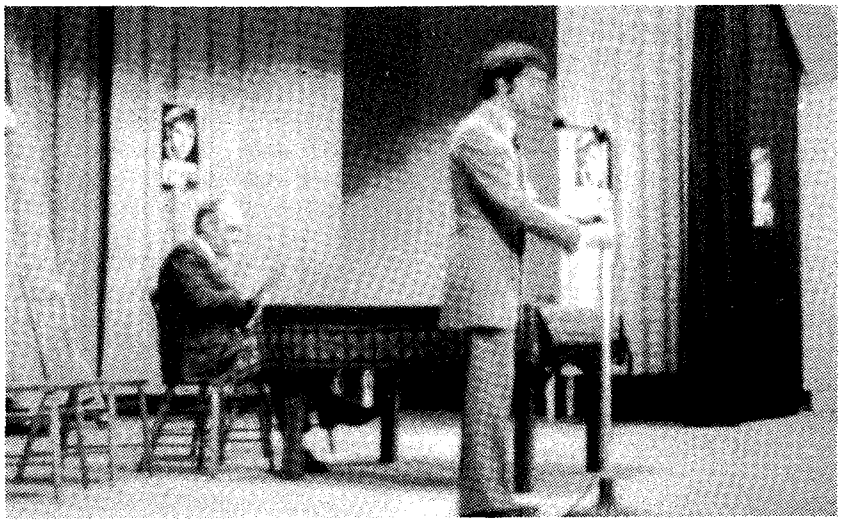
Au tournant des années '70, le Parti québécois a le vent dans les voiles. Ici, quelques milliers de personnes assistent au 3ème Congrès du P.Q., tenu à Québec, les 26, 27 et 28 février 1971.

riz en Chine ou encore à joindre les rangs des castristes pour couper de la canne à sucre à Cuba». (4)

Par ailleurs, l'émergence grandissante des luttes nationales (i.e. McGill français, Bill 63, etc.), surtout vers la fin de 1969, fait en sorte que bon nombre d'étudiants-es choisissent d'appuyer ouvertement, lors de la campagne d'avril '70, les revendications et les objectifs politiques du Parti québécois; un parti politique nouveau et qui, contrairement aux autres affirment ces leaders, défend les droits nationaux du peuple québécois.

Cette orientation politique des étudiants-es, en 1970, est tout à faire compréhensible puisqu'elle est le fruit d'un certain enracinement historique. Si nous revenons quelque peu en arrière, souvenons-nous que «déjà en créant l'UGEQ, les étudiants avaient rompu avec leur fédération canadienne (...), et reconnaissaient ainsi non seulement la juridiction des provinces en matière d'éducation mais aussi le Québec comme lieu de leurs luttes politiques. En 1963, on s'en souvient, 25% des étudiants se prononcent en faveur de l'indépendance du Québec; les journalistes étudiants (PEN) optent pour l'indépendance en 1965, l'exécutif de l'UGEQ fait de même en 1969. Aux élections législatives de 1970, où le PQ obtient 24.5% des votes, 40% des étudiants, selon un sondage (rapporté par **Le Soleil**, le 18 avril 1970), auraient voté pour le PQ et 32% pour le Parti Libéral. De plus, des étudiants se sont engagés activement dans la campagne électorale en faveur du PQ». (5)

Cet engagement politique d'un groupe d'étudiants-es en faveur du PQ se manifeste à travers une grande campagne de sensibilisation en milieu étudiant. Le nom de cette vaste campagne politique étudiante : «**L'opération Ca urge!**». Le but de l'opération : susciter en milieu étudiant une dynamique d'appui au PQ et fournir à ce parti, que l'on dit «progressiste», des milliers de bénévoles étudiants-es dans tous les comtés de la province. Malgré tout, les militants-es étudiants-es, engagés-es dans cette campagne politique, demeurent sceptiques et entre-



Aux élections provinciales d'avril '70, un ancien leader étudiant, qui est candidat péquiste dans le comté de Saint-Jacques, est élu. Son nom : Claude Charron. En arrière-plan, nous reconnaissons le chef du PQ, M. René Lévesque.

tiennent d'énormes réserves sur le programme et les méthodes d'action du Parti québécois. Ce groupe, animé pricipalement par messieurs Pierre-Paul Roy et Claude Charron (ce dernier est candidat péquiste dans St-Jacques), choisit quand même de s'impliquer compte tenu de l'option indépendantiste de ce parti : l'indépendance politique et économique du Québec, affirment-ils, «ça presse», «ça urge».

D'autre part, dans plusieurs journaux étudiants, apparaissent des articles et messages qui décrivent les activités prévues et invitent l'ensemble des étudiants-es à y participer. La description des activités se fait comme suit :

15 et 16 avril :
Des étudiants envahissent les autobus et le métro, et discutent avec les gens de l'indépendance. Distribution de tracts.

24 avril :
OPERATION TAVERNE.
Un peu dans le même style que la précédente sauf qu'elle durera dans la soirée seulement.

27 avril :
Caravane d'automobiles qui passera dans 18 comtés de la région de Montréal. Distribution de tracts aux arrêts ainsi que des rassemblements sont prévus dans chaque comté.

Mais bien avant le déroulement de ces activités, soit le 2 avril, un grand teach-in avait eu lieu au centre sportif de l'Université de Montréal où Claude Charron, utilisant son influence d'ancien dirigeant de l'UGEQ, soulève l'enthousiasme des étudiants-es mobilisés-es. Le centre sportif est plein à craquer.

Dans les autres régions du Québec, «**l'Opération Ca urge!**» connaît de bons résultats. Deux semaines avant les élections du 29 au soir, Pierre-Paul Roy et Claude Charron visitèrent de nombreux cégeps pour inciter les étudiants-es à appuyer le PQ. Bien organisées, les activités de la tournée sont, dans l'ensemble, un véritable succès politique. Par exemple, dans la région de Thetford Mines - un comté rural où l'UN est fort influente - on réussit même à remplir, au grand étonnement des organisateurs-trices, l'aréna de Thetford Mines.

En somme, les appuis au Parti québécois ne sont plus le fait de

(4)- *Ces propos sont rapportés par Denis Arcand dans son film **Québec, Duplessis et après...***

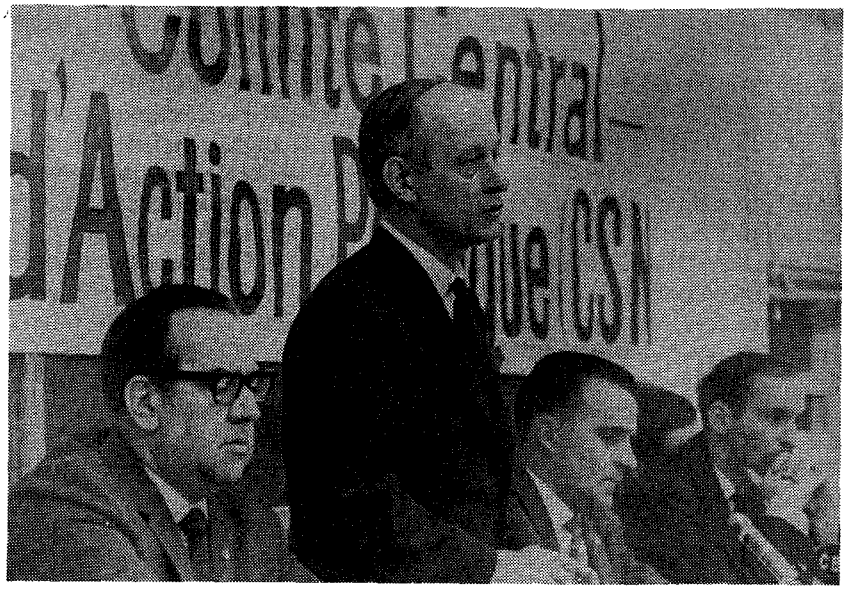
(5)- ***Pratique politique étudiante**, op. cit. p. 333. Rappelons que les libéraux reviennent au pouvoir avec 44% du vote populaire [72 députés-es]; les unionistes et les créditistes obtiennent respectivement 20% [17 députés-es] et 11% [12 sièges] des suffrages exprimés. Quant au P.Q., il n'a réussi qu'à faire élire 7 députés-es.*

quelques militants-es étudiants-es que l'on dit plus «contestataires» que tous les autres. Bien au contraire! De plus en plus de jeunes commencent à remettre en question les vieilles pratiques politiques des partis traditionnels. Le PQ semble, à cette époque, être le parti qui porte le mieux ce désir de changements. C'est le parti du «renouveau». Il offre la possibilité, pense-t-on, de bâtir un Québec où «nous serons fiers d'être québécois-es». L'avenir s'annonce donc sous un angle nouveau et, majoritairement, la jeunesse québécoise adhérera, au tournant des années '70, à ce nouveau projet de société.

Le FRAP et la formation des «CAP»

Peu après la dislocation pure et simple, en 1969, des principales associations étudiantes (AGEUM, UGEQ, AGEL), les militants-es étudiants-es pouvaient facilement constater ceci pour le milieu étudiant : ils-elles n'avaient plus, comme par le passé, de cadre organisationnel où il était possible pour eux et elles de s'impliquer activement et ainsi de faire valoir leurs idées et/ou leurs options politiques. Après s'être entre-déchirés à l'intérieur même du mouvement étudiant au sein, bien sûr, de diverses tendances ou factions politiques, voilà que les anciens-nes leaders étudiants-es choisissent, sur une base très politique cette fois, de militer plus directement à l'intérieur d'organisations politiques défendant des orientations correspondant à leur croyance. «**L'Opération Ca urge**» en est un bon exemple. Or, le Parti québécois n'est en fait qu'un simple parti électoraliste; il n'offre tout au plus, à l'instar des autres partis traditionnels, qu'un encadrement politique bien limité. Les rencontres de comté une fois par semaine ne suffisent pas pour des militants-es en mal d'accélérer, au Québec, le processus de l'indépendance et du socialisme. Bien que cette orientation politique générale ne soit pas, à l'époque, clairement définie (et d'ailleurs elle comportait plusieurs variantes), elle l'était suffisamment toutefois pour que dans la région de Montréal plusieurs anciens-nes militants-es étudiants-es se regroupent et travaillent au sein du Front d'action politique (FRAP). Rappelons rapidement l'histoire de ce mouvement.

Le Frap n'est pas apparu spontanément et sa naissance ne s'est pas faite dans la «grande noirceur». Ce mouvement a été créé en 1970 à partir des sillons tracés par les nombreux comités de citoyens qui, depuis 1963, se sont attaqués dans leurs quartiers respectifs à des problèmes précis : équipement scolaire dans Saint-Henri, clinique médicale dans St-Jacques, etc.



En '70, le PQ ne se gênait pas pour demander aux organisations syndicales de l'appuyer. Ici, au centre de la photo, on reconnaît le chef de cette formation politique, M. René Lévesque. A sa droite, nous retrouvons le président de la CSN, M. Marcel Pépin. Archives CSN.

Signalons également que le mouvement syndical québécois n'était pas étranger à la venue de ce nouveau regroupement. Souvenons-nous que depuis 1968, la CSN avait manifesté le désir d'élever le niveau des luttes syndicales à un stade supérieur, à un niveau plus politique. De là l'idée qui s'est peu à peu développée dans les syndicats d'un «deuxième front», soit de la consommation et de l'action politique qui devait s'ajouter dans l'avenir au «premier front», c'est-à-dire à celui des conventions collectives.

C'est essentiellement à l'initiative de la CSN (la FTQ et la CEQ s'y ajoutèrent par la suite), en lien avec de nombreux comités de citoyens qu'eurent lieu, au printemps '70, 15 colloques régionaux regroupant, à travers tout le Québec, plus de 5000 personnes pour impulser cette nouvelle orientation des mouvements ouvrier et populaire. Le Frap émanait donc directement de la jonction de ces forces syndicales et populaires.

Mieux connu pour son opposition au triumvirat Trudeau-Bourassa-Drapeau et pour sa participation aux élections municipales du 25 octobre 1970, le Frap, comme nous pouvons le voir, était beaucoup plus qu'un simple parti politique municipal. Dans un document publié par le Frap, à la fin de '70, ce regroupement de militants-es de gauche se définisait alors comme une amorce, dynamique et bien réelle, d'un

mouvement qui se voulait beaucoup plus général : «*A Montréal, avec le Front d'action politique, les salariés vont consolider les luttes populaires déjà amorcées dans certaines parties du Québec. Tous ces mouvements, locaux ou régionaux, pourront éventuellement unir leurs forces dans un combat politique à l'échelle du Québec*». (6)

Dans les faits, cet objectif du Frap de développer une véritable alternative ouvrière et populaire à l'échelle du Québec ne se concrétisera pas. A la place, c'est le Parti québécois qui prendra la relève en défendant un certain «préjugé favorable aux travailleurs».

Cependant, ce qu'il faut se rappeler prioritairement de l'action du Frap, c'est la mise sur pied, comme structure de base, des comités d'action politique (CAP). Ces CAP devaient permettre, en principe, au Frap, qui initialement les regroupait tous, d'axer son travail sur trois fronts en même temps : le front politique, le front de la consommation et le front du travail.

Au nombre d'une vingtaine et couvrant partiquement toute la région de Montréal, les CAP, dont les plus importants étaient les CAP St-Jacques, St-Louis, Maisonneuve et Mercier, constituaient un excellent milieu de débat politique et de ralliement des militants-es qui aspiraient à pousser plus à fond leur engagement politique. En ce sens, plusieurs militants-es étudiants-es avaient joint les rangs du Frap par l'entremise de ces fameux comités d'action politique.

En somme, le Frap devient, à tout le moins dans la région métropolitaine, la fusion de trois forces politiques influentes : comités de citoyens, organisations syndicales et une bonne partie des militants-es étudiants-es qui, pour la première fois, unissent leurs efforts dans une lutte contre le «pouvoir établi» et «pro-capitaliste».

Des divergences profondes divisent le FRAP

Accusé par Jean Marchand d'être une couverture («front») du FLQ (et ce, au plus fort de la crise d'octobre) et échaudé par l'échec subi aux mains du Parti civique lors des élections municipales du 25 octobre '70, le Frap sera appelé à vivre des heures un peu plus difficiles.

En effet, peu après ces élections municipales, des divergences profondes apparaissèrent au sein du Frap. Dans les tendances qui s'affrontèrent, l'une d'elles, plus près des principes sociaux-démocrates, défendait une orientation nettement réformiste et affirmait que le Frap devait s'impliquer davantage pour défendre les droits sociaux de la population. Opposée à cette dernière, l'autre tendance, beaucoup plus radicale, cherchait à impulser au sein du Frap une orientation politique plus clairement définie afin d'engager ce mouvement directement dans la lutte pour le socialisme. «Pour les tenants de cette orientation, il s'agissait de prendre, une fois pour toutes, les moyens pour mettre sur pied **une organisation révolutionnaire respectant, tant dans ses objectifs que dans ses moyens de lutte, les intérêts de classe des travailleurs**», pourra-t-on lire un peu plus tard dans une brochure publiée par le CAP St-Jacques. (7) Irréconciliables puisqu'incompatibles, ces luttes de lignes internes, vécues à l'intérieur même des comités d'action politique, allaient lentement amener des défections importantes au sein du Frap, puis, somme toute, sa dissolution vers la fin de 1973. Certains des militants-es, identifiés-es à la ligne dite «réformiste», participeront à la création, en 1974, d'un véritable parti politique municipal. Son nom : le Rassemblement des citoyens-nes de Montréal (RCM).

Après avoir quitté officiellement le Frap, entre la période 1970 et 72, plusieurs CAP entreprendront une grande campagne d'étude de la théorie marxiste-léniniste, inaugurant ainsi, pour la gauche québécoise, une «ère» nouvelle. Ces CAP (notamment St-Jacques et Maisonneuve) produiront à cet effet deux documents clés : **Pour l'organisation politique des travailleurs québécois** et **La nécessité d'une organisation politique des travailleurs.** Ces documents traceront pour le mouvement socialiste québécois, passablement désorganisé à cette époque, quelques pistes de travail, dont les deux plus importantes étaient celles-ci : sortir de l'isolement les militants-es socialistes en les unifiant à partir d'une analyse commune, c'est-à-dire anti-impérialiste et bâtir, en reconnaissant le rôle dirigeant de la classe ouvrière, un véritable parti révolutionnaire. Ce qui n'était pas une mince affaire! Mais enfin que découlera-t-il de ces «grandes analyses?» Selon la revue **Mobilisation,** «Dans une première phase on préconisera la formation dans les divers milieux (école, quartier, travail) de groupes restreints plus axés sur la formation que sur l'intervention de masse. Ce ne sera qu'au printemps '73 que le secteur travail des CAPS St-Jacques et Maisonneuve, renversera la situation en fixant comme forme d'implantation privilégiée la formation des comités de travailleurs; ce qui entraînera d'ailleurs la dissolution des CAPS, les secteurs scolaires et quartiers préférant rejoindre une autre tendance qui est apparue à l'été '72 autour de Charles Gagnon et de quelques éléments issus des CAPS de la région métropolitaine et qui prônera comme tâche prioritaire la mise sur pied d'un journal d'agitation et de propagande : **En Lutte.**» (8)

(6)- *Les salariés au pouvoir!, publié par le FRAP, éditions Les Presses Libres, 1970, p. 15.*

(7)- *Pour une organisation politique des travailleurs, rédigé par les militants du comité d'action politique de St-Jacques, décembre 1971, p. 51.*

(8)- «*Le mouvement étudiant*», *Mobilisation, vol. 4, no 2, octobre 1974, p. 21.*

PDFaid.com
#1 pdf solutions online

La crise d'octobre et le milieu étudiant

Le 5 octobre 1970, les media d'information annoncent que le diplomate britannique, James Richard Cross, a été enlevé par le Front de libération du Québec (FLQ). Trois jours plus tard, les autorités gouvernementales acceptent, à la demande des ravisseurs et pour des «raisons humanitaires», que le manifeste du FLQ soit lu intégralement à la télévision de Radio-Canada par le journaliste Gaétan Montreuil. Le 10 octobre, le FLQ récidive et kidnappe cette fois un membre influent du cabinet Bourassa, M. Pierre Laporte, alors ministre du Travail et vice-premier ministre du Québec.

Geste sans précédent à survenir au Québec, voire même en Amérique du Nord, ces enlèvements, à cannotation clairement politique, vont déclencher une crise politique d'une ampleur rarement égalée dans toute notre histoire. C'est ce que les historiens-nes ont appelé «la crise d'octobre».

Or, la crise d'octobre c'est beaucoup plus que la simple séquestration de deux personnalités politiques importantes. C'est également la justification d'une gigantesque entreprise de répression par un pouvoir vu sous son vrai jour. Un pouvoir qui, contrôlé par un «establishment» politique anti-nationaliste, n'a pas su se modérer dans ses activités de répressions politiques. Et pourtant «la modération, dit-on, a bien meilleur goût»... mais pas en ce mois d'octobre 1970. Le bilan en est tragique : plus de 500 personnes ont été incarcérées pour une période indéfinie et ce, sans compter les centaines d'arrestations dites temporaires; au delà de 4,600 perquisitions avec saisies ont été effectuées par nos différents corps policiers et militaires, ce qui s'ajoutent à près de 32,000 fouilles lors de ratissages de rues, de quartiers et même... de villages entiers comme à Saint-Antoine-des-Laurentides. Ces mesures répressives ont été orchestrées par nos différents paliers de gouvernement tout simplement parce qu'ils voulaient «nettoyer» le Québec du mouvement nationaliste et de la gauche syndicale. Pour ce faire, ces gouvernements ont décidé, d'un commun accord, de faire fi des coutumes démocratiques circonscrivant ainsi les droits fondamentaux des citoyens-nes. Donc, les libertés individuelles si chères, semble-t-il, à notre société ont été malicieusement abolies.



Octobre '70, le Québec est occupé par l'armée canadienne. Archives CSN.

Les personnes visées par cette mesure, que l'on nomme la «loi des mesures de guerre», étaient surtout des militants-es de la base membres de syndicats, de groupes populaires, de comités de citoyens, d'associations étudiantes et de groupes nationalistes. La répression institutionalisée par nos «élus-es» réussira à destabiliser, du moins temporairement, en terrorisant leurs militants-es, les forces progressistes du Québec.

La répression affecte aussi le milieu étudiant

Lu sur les ondes de CKAC, le 7 octobre et le lendemain à Radio-Canada, le manifeste du FLQ, écrit dans un style simple et populiste, réussit à se gagner une certaine sympathie dans les milieux populaires. La jeunesse étudiante n'y est pas indifférente non plus. Le 15 octobre, un mouvement de débrayage s'amorce à l'UQAM, à l'Université de Montréal et dans quelques CEGEPS dont celui du Vieux-Montréal pour revendiquer, tout comme le manifeste felquiste, la libération des prisonniers politiques. Plusieurs facultés universitaires (Sciences sociales, Sciences humaines, etc.) sont paralysées pendant deux jours. Un peu partout à travers la province, les étudiants-es se réunissent en assemblée générale et, s'ils-elles ne débraient pas, votent tout de même des appuis au manifeste du FLQ.

Inquiète de ce mouvement qui affecte même «son» université, l'administration de l'UQAM décide, avec la promulgation de la loi des mesures de guerre, de fermer l'ensemble des pavillons de cette institution de «haut-savoir». Seul, le pavillon des Arts (ex-école des Beaux-Arts), qui est occupé par un petit groupe d'étudiants-es, reste ouvert.

Par ailleurs, les journalistes étudiants-es ne sont pas épargnés-es par la répression politique. «Profitant de la suspension des libertés individuelles, les forces de l'ordre perquisitionnent massivement chez les étudiants. Ainsi, au journal de Hull, la police saisit du matériel pour une valeur de $5,000 et arrête les deux directeurs du journal. Le **Quartier Latin** n'est pas exempt de cette répression et voit même sa cinquième édition retardée suite à une perquisition au bureau du **QL** et chez ses collaborateurs. Deux membres de l'équipe, Jacques Geoffroy et Michel Viau sont arrêtés ainsi que plusieurs collaborateurs à travers le Québec, ce qui démantèle le système de distribution». (1)

Plus étonnant encore, le journal

Le Bloc de l'association étudiante du CEGEP de Joliette reproduit dans son journal le manifeste du FLQ. Au moment où celui-ci paraît, la loi des mesures de guerre et promulguée. L'équipe du journal, craignant la répression policière, décide d'en informer les autorités municipales qui, avec le consentement des journalistes étudiants-es, font saisir le dit journal par la police.

Deux jours après ce «malencontreux accident», soit le 18 octobre, le conseil d'administration du CEGEP de Joliette décide unilatéralement de saborder l'équipe du journal **Le Bloc** et d'établir un comité de censure qui surveillerait les activités de l'équipe qui remplacerait la précédente. A noter que le budget du journal n'était en aucune façon subventionné par l'administration du collège, ce qui représentait une grave intrusion dans les affaires internes d'un journal qui, soit dit en passant, ne manquait pas d'autonomie.

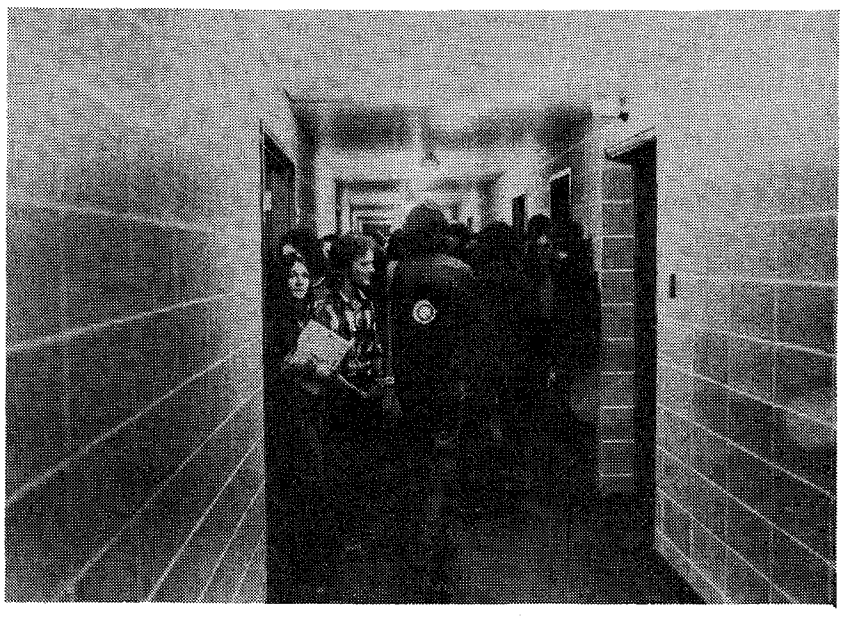
(1)- Historique du journalisme étudiant au Québec - 1943-1979, Presse étudiante du Québec, 1980, p. 61.

Les CAP et le milieu étudiant

De 1970 à 1973, le milieu étudiant a été marqué principalement par ce que l'on a appelé «le mouvement des CAP». En fait, la nécessité d'impulser des CAP dans le secteur étudiant émanait, pour le CAP St-Jacques, d'un constat bien simple. Ainsi, «d'une année à l'autre, plusieurs groupes d'étudiants découvrent que l'école ne prépare pas des être humains épanouis et autonomes, mais des produits plus ou moins finis, des pièces de rechange pour les rouages de l'entreprise capitaliste; que les examens et les bulletins servent à propager l'individualisme et l'esprit de compétition et ainsi à diviser les futurs travailleurs les uns contre les autres; que les connaissances acquises à l'école n'ont rien de «neutre», mais que ce sont des leçons de morale pour de «futurs citoyens respectueux de l'ordre établi!» En somme, ils découvrent que l'école, comme le gouvernement, est un instrument aux mains de la classe dominante, servant à fabriquer une minorité de dominants et une masse de dominés». (9)

Marxisant dans l'analyse, le CAP St-Jacques le sera également dans ses pratiques politiques puisqu'il affirmait qu'il devenait «de plus en plus urgent d'engager la lutte active et militante dans les milieux scolaires : d'organiser des groupes de militants; d'entreprendre des recherches sur le capitalisme au Québec et sur la fonction sociale de l'école dans ce système; d'entrer en contact avec quelques groupes déjà formés et surtout, de définir une stratégie qui corresponde autant aux conditions particulières de l'appareil scolaire qu'aux intérêts de la classe ouvrière». (10)

Cette position avancée par le CAP St-Jacques (et ultérieurement par les autres CAP) aura des répercussions indéniables sur le milieu étudiant et préparera le terrain idéologique à l'apparition de nombreux CAP étudiants et ce, tant dans les cégeps que dans les universités. Ainsi notera-t-on la présence de CAP étudiants dans les cégeps suivants : Vieux-



Occupation étudiante au CEGEP Edouard-Montpetit, le 1er novembre 1973.

(9)- ***Pour l'organisation politique des travailleurs québécois, op. cit., pp 40-41.***
(10)- *Ibid, p. 41.*

Montréal, Bois-de-Boulogne, St-Laurent, Lionel-Groulx, Maisonneuve et Edouard-Montpetit (pour la région de Montréal) et Limoilou (pour la région de Québec). Dans les universités, on en retrouve à l'Université de Montréal et à l'Université du Québec à Montréal. Certains CAP existeront même au niveau départemental comme, par exemple, les CAP médecine et service social à l'Université de Montréal.

Par ailleurs, précisons au point de départ que le CAP, là où il est mis sur pied, ne vise pas essentiellement à regrouper, comme c'est normalement le cas pour une association étudiante générale, la vaste majorité des étudiants-es d'une institution scolaire. Le CAP aspire plutôt à rejoindre les étudiants-es qui manifestent un certain niveau de combativité contre, par exemple, une administration locale et / ou l'Etat ou encore à «rallier» ceux et celles qui démontrent une quelconque antipathie face au système scolaire; système qui, selon ces militants-es étudiants-es politisés-es, reproduit assez fidèlement les inégalités sociales et, de ce fait, la société qu'ils-elles contestent, soit la société capitaliste.

Très minoritaire mais assez homogène sur le plan idéologique, cette espèce «d'avant-garde éclairée» travaille au sein de l'institution (où elle est présente, bien sûr) à «élever le niveau de conscience» des autres étudiants-es sur les problèmes sociaux qui affectent l'ensemble de la société. Le CAP se propose donc, à l'intérieur même d'un cégep ou d'une université, de regrouper les éléments dits «avancés-es» et, par la suite, d'entamer avec ces militants-es un travail soutenu afin de convaincre les autres étudiants-es de la justesse de leur analyse.

Si nous pouvons affirmer que le CAP en lui-même est assez homogène, il en est tout autrement pour le «mouvement des CAP» qui, lui, est plutôt très hétérogène. En fait, il n'existe pas de ligne directrice guidant l'action générale des CAP. Ainsi chaque CAP est relativement autonome par rapport à son milieu. Le travail accompli par chaque CAP diffère donc d'un à l'autre comme le mentionnaient avec justesse trois étudiants dans une thèse de maîtrise : «Le contenu de travail qu'effectuent les CAP existants (...) est extrêmement hétérogène à l'heure actuelle. Lorsque le CAP à Edouard-Montpetit commença à fonctionner après la dissolution de l'AGEM, en 1969-70, il cherchait à regrouper de larges couches d'étudiants, tandis que le CAP du Vieux-Montréal, par exemple, ne cherche à rejoindre qu'un faible pourcentage d'étudiants; la raison en est que la ligne politique est différente d'un cas à l'autre. Tantôt elle se veut minimale, progressiste et sujette à évoluer, tantôt elle est maximale, révolutionnaire (en paroles, bien souvent) et intangible». (11)



Matraques en mains, l'escouade anti-émeute envahit le CEGEP du Vieux-Montréal. En 1971, à maintes occasions, l'administration de cette institution fit appel aux forces policières pour déloger les occupants-es du Pavillon Marie-Victorin. «L'enseignement de la 'democracy', disait-on ironiquement, suit son cours».

En somme, on peut affirmer, avec un peu d'ironie, que ce «mouvement des CAP» a amené, dans le milieu étudiant, le règne de «l'unité dans la diversité». En fait, il a existé, à cette époque, quatre grandes tendances chez les CAP étudiants. Comment se définissaient-elles face à leur milieu? Quel était le type d'intervention qu'elles pratiquaient là où elles étaient implantées? Voyons un peu comment ces quatre tendances pouvaient se manifester à l'intérieur d'un cégep ou d'une université.

Une première tendance : ce courant mettait de l'avant de former politiquement les «future-s cadres» du mouvement étudiant et ce, afin d'orienter ultérieurement les luttes dans ce milieu. Par la suite, on ajouta à ce «noble» objectif une deuxième étape : celle de l'implantation de ces cadres dans le milieu local. Ce travail impliquait nécessairement, pour les CAP qui le mettaient de l'avant, la dénonciation du caractère capitaliste de l'école et de la société. Egalement, on se devait de démontrer aux étudiants-es comment il était important d'appuyer les luttes ouvrières contre le patronat, c'est-à-dire contre la classe dominante.

Cette méthode de travail s'est concrétisée princalement dans les CAP médecine et service social de l'Université de Montréal, puis dans les CAP de quelques cégeps, dont celui du Vieux-Montréal.

Mentionnons, d'autre part, que cette conception politique défendue par ces CAP étudiants n'était pas détachée de toute influence extérieure. En fait, la plupart de ces CAP étaient liés à d'autres groupes (CAP St-Jacques, Maisonneuve, etc.) qui développaient le travail politique sur d'autres aspects et, qui plus est, en d'autres lieux : usine, quartier, etc.

Une deuxième tendance : contrairement à la première tendance, ce courant mettait de l'avant, à travers des actions bien concrètes, le développement du travail de masse. Le but étant de mobiliser l'ensemble des étudiants-es et, avec ce mouvement revendicateur, d'en arriver à mettre sur pied une organisation politique des étudiants-es progressistes. Cette tendance désirait lutter contre l'idéologie capitaliste dans l'école et visait à apporter, par une implication consciente et large des étudiants-es progressistes, un soutien aux luttes ouvrières.

Cette tendance fut très active au cégep Edouard-Montpetit et connut beaucoup de succès dans son travail de mobilisation, en particulier lors des événements entourant «l'affaire Servant». Rappelons les faits.

En mars 1971, le Conseil d'administration (CA) du cégep Edouard-Montpetit, formé en partie par des «représentants du milieu socio-éco-

(11)- ***Le mouvement étudiant, l'appareil scolaire et les luttes de classes au Québec de 1960 à 1974, tome II, 1974. Thèse déposées au*** *département de sciences politiques de l'UQAM, pp 6.30-6.31.*

nomique», décide arbitrairement de congédier un professeur (M. Servant) tout simplement parce qu'il avait manifesté l'intention de «donner à l'enseignement de la littérature une orientation politique».

Opposés à cette décision discriminatoire ainsi qu'à la présence des «boss» de compagnies sur le CA du collège, le CAP du cégep Edouard-Montpetit et un groupe d'enseignants-es progressistes appellent l'ensemble des étudiants-es à se mobiliser. A travers ce mouvement, ces deux groupes tentent de démontrer que :

1) tout enseignement est politique, parce qu'il défend les intérêts d'une classe précise ou il vise à perpétuer les rapports sociaux existants;

2) le conseil d'administration ne représente pas le peuple mais plutôt les intérêts de la bourgeoisie, de par sa composition de classe, ses intérêts et les politiques qu'il défend;

3) les étudiants remettent en question non seulement une décision arbitraire (réunion sans consultations prescrites dans la convention) mais aussi les assises politiques de cette décision (enseignement idéologique acquis aux valeurs du capitalisme, individualisme, théorie coupée de la réalité, esthétisme, etc.) (12)

Le travail effectué autour de ces trois points par le CAP d'Edouard-Montpetit et le groupe de professeurs-es a permis de développer, sur une base très anti-capitaliste, une très grande mobilisation étudiante. Ainsi, pendant une dizaine de jours, il y eut dans ce cégep des débats-midi regroupant, à chaque jour, de 200 à 300 personnes; des assemblées générales rejoignant plus de 1500 étudiants-es ont été tenues et ce, sans oublier l'extension de cette lutte par la diffusion auprès de la population de Longueuil de tracts et de journaux.

Grâce au CAP d'Edouard-Montpetit, une lutte politique a pu être menée efficacement. Cette lutte a donc permis de couper avec l'isolement tout en posant, par le travail de masse, la discussion et la stratégie de lutte (déterminée par la collectivité étudiante), les conditions d'une lutte victorieuse.

Une troisième tendance : ce courant entend aussi dénoncer l'école capitaliste mais, à l'opposé des deux tendances précédentes, il ne cherche pas à développer la mobilisation sur des questions étudiantes. Son seul grand objectif : travailler à bâtir chez les étudiants-es un large courant de «sympathie» et d'appuis concrets (ligne de piquetage étudiante, cueillette de fonds, etc.) aux luttes ouvrières. Cette tendance a été très active pour appuyer les professeurs-es de l'UQAM en grève, à l'automne 1971, et lors de la formation des comités de soutien à la lutte, à l'hiver 1972, des travailleurs-euses de l'entreprise Rémi Carrier.

Ce courant politique, bien que très marginal, sera à l'origine de la fondation du Mouvement révolutionaire des étudiants du Québec (MREQ), un groupe marxiste-léniniste. Le MREQ fut créé officiellement en 1971 par un groupe assez restreint d'étudiants-es qui prétendaient, à l'époque, regrouper les «révolutionnaires» sur les différents campus étudiants. Mais ce travail dans le milieu étudiant ne suffira pas au MREQ qui, un peu plus tard, s'auto-critiquera et affirmera ceci : «Aujourd'hui, le MREQ continue d'être actif parmi les étudiants. Mais il reconnaît avoir longtemps véhiculé des conceptions spontanéistes en négligeant le travail en vue de construire un véritable Parti Révolutionnaire de la classe ouvrière qui, seul, peut diriger les luttes ouvrières vers la révolution prolétarienne et l'instauration du socialisme».

«C'est pourquoi, ajoute-t-on, le MREQ entreprend maintenant un travail parmi la classe ouvrière. Plusieurs de nos camarades ont ainsi commencé à s'intégrer parmi le prolétariat afin de commencer le travail communiste dans les usines». (13)

En 1975, le MREQ fusionnait avec deux autres groupes politiques (la Cellule militante ouvrière et la Cellule ouvrière révolutionnaire) et donnait naissance à une nouvelle organisation politique : La Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada.

Une quatrième tendance : beaucoup moins présente que les autres tendances mentionnées précédemment, cette tendance, qui surgit sporadiquement dans le milieu étudiant, prône ouvertement une «ligne dure et jusqu'au bout». Identifiés comme anarchisants, ces îlots de militants-es radicaux-ales essaient de transformer et de subvertir l'école «bourgeoise». Ce courant «anarchiste» affirme également qu'il faut mobiliser la masse étudiante mais il se refuse à l'encadrer dans une structure quelconque.

Cette orientation politique dite «révolutionnaire» se manifestera principalement au sein de l'équipe du journal **Le Quartier latin** (particulièrement autour des numéros 54 et 55). Les étudiants-es qui reprendront ces analyses auront l'occasion de se faire valoir au moment des luttes importantes, entre autres, lors de la grève des employés-es de soutien à l'UdeM, en 1971, et lors de la grève des étudiants-es d'anthropologie, toujours à l'UdeM, mais cette fois en 1972.

Par ailleurs, outre le «mouvement des CAP», il existera à partir de l'hiver '72, un second pôle idéologique qui tentera de réintroduire dans le milieu étudiant l'idée du syndicalisme étudiant. Ce pôle idéologique, qui ce concrétisera par la création du Front des étudiants du Québec (FEQ), sera rapidement dénoncé par les militants-es de certains CAP qui le qualifient de «réformiste». Voyons comment le FEQ aura à vivre ces débats au sein du milieu étudiant, débats qui semblent, à première vue, assez durs et difficiles.

(12)- *Ces trois objectifs sont rapportés dans la thèse de maîtrise intitulée : Le mouvement étudiant, l'appareil scolaire et les luttes de classes au Québec de 1960 à 1974, tome II. pp. 6.30-6.31.*

(13)- *Tiré d'une publication éditée par le MREQ intitulée : Le PCC [ml] - une caricature du marxisme-léninisme, p. 1.*

Le FEQ : redonner sa place au syndicalisme étudiant

Après la mort tragique de l'UGEQ, au début de '69, le syndicalisme étudiant venait-il de planter les derniers clous à son cercueil? En fait, si on effectue un bilan un tant soit peu sérieux de l'action des CAP, on constatera rapidement que ces petits groupes d'étudiants-es politisés-es n'avaient, somme toute, eu que peu d'influence auprès de la masse étudiante et que maintenant la mobilisation étudiante ne se faisait qu'à une échelle bien réduite, soit presque toujours limitée au niveau local. Pourtant les tenants du syndicalisme étudiant n'avaient pas encore dit leur dernier mot. En ce sens, la création du Front des étudiants du Québec (FEQ), les 28, 29 et 30 janvier 1972, lors d'un congrès qui regroupait 150 étudiants-es d'une quarantaine de cégeps et d'universités, permettait de croire que le mouvement étudiant, tel que nous l'avions connu dans les années '60, allait revivre de bons moments.

Ce premier congrès du FEQ allait permettre de poser les bases à de nombreux débats concernant la nature même de ce nouveau «front commun étudiant». Cinq ateliers eurent lieu à cet effet et dans lesquels les militants-es étudiants-es avaient débattu longuement sur quels seraient les objectifs et les structures de cette nouvelle association étudiante nationale. Tenant compte des expériences passées du mouvement étudiant québécois, les interrogations des délégués-es étudiants-es à ces ateliers de discussion tournaient autour de quatre grandes questions : «est-ce qu'il nous faut un syndicat étudiant sur le modèle de l'UGEQ, comment éviter le contrôle bureaucratique?, est-ce qu'il faut prendre position sur des questions politiques et sociales?, est-ce qu'il nous faut un genre de groupe politique qui ne représenterait pas la masse des étudiants mais uniquement les «plus avancés»?» (14).

Bien que ces interrogations demeurèrent toujours sans réponses, il appert tout de même que, dans l'ensemble, les pratiques syndicales développées par les promoteurs du FEQ ressemblaient à celles qui avaient été développées dans les années '60 par les militants-es étudiants-es pro-UGEQ. D'ailleurs, il n'est pas étonnant de constater que les protagonistes de cette forme d'organisation sont d'abord et avant tout influents dans les institutions scolaires où avaient régné une longue tradition de syndicalisme étudiant - c'est-à-dire avec l'existence d'associations étudiantes générales fortes. Cherchant toujours à regrouper les étudiants-es dans le cadre des assemblées générales dont la souveraineté ne pouvait être contestée au nom d'une quelconque idéologie politique, les tenants de ce type de syndicalisme cherchaient à redonner, par une large mobilisation unitaire des étudiants-es de la base, une certaine crédibilité au mouvement étudiant et ce, tant au niveau local qu'à l'échelle nationale.

Pourtant, cette conception défendue par les promoteurs du FEQ ne réussit même pas à créer l'unanimité (compte tenu de ces bases trop imprécises), puisqu'en fait on retrouvait dans ce regroupement autant des associations générales étudiantes (AGE) que des CAP avec toutes les variantes que cela comportait. C'est donc dire que dès ses premiers balbutiements, le FEQ connaissait des divergences profondes, divergences qui ressemblaient étrangement à celles qui avaient à toutes fins pratiques tué l'UGEQ. Ainsi, «se voulant un front national organisé en vue de répondre aux attaques du gouvernement, son premier congrès vit se confronter deux tendances : l'une syndicale, l'autre politique. «Syndicale dans le sens de défense des droits des étudiants, «politique» dans le sens d'une organisation large des étudiants contre l'état capitaliste. Le Congrès (Trois-Rivières) ne permet guère d'éclaircir ces positions, chaque groupe restant sur les siennes, très dogmatiquement d'ailleurs». (15)

Suite à ce débat, qui avait pourtant marqué le mouvement étudiant dans le passé, certaines institutions préfèrent quitter le FEQ, entre autres celle du cégep Maisonneuve, parce qu'elles considéraient que les objectifs du FEQ ne permettaient pas de se concentrer «d'abord sur l'organisation au niveau des institutions, à savoir mettre sur pied, dans chaque institution, une association étudiante solide». (16)

D'autres congrès suivirent celui de Trois-Rivières, entre autres à Rimouski, à Sherbrooke et à Ste-Foy. Et à chaque occasion, le débat reprenait entre les tenants du syndicalisme étudiant et ceux qui défendaient l'idée d'une organisation politique de masse chez les étudiants-es. Mais c'est surtout dans la pratique que le fossé entre les deux tendances se fera sentir clairement et s'élargira au fur et à mesure des mobilisations étudiantes. «En effet, c'est la lutte contre les 82 jours (Front commun, printemps '72) et contre le NRP (automne '72, printemps '73), comme le note avec justesse une thèse de maîtrise déposée au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal, qui démontra l'impossibilité réelle de concilier ces deux tendances. Même si le FEQ put, tant bien que mal, canaliser la mobilisation sur ces luttes, l'argumentation des noyaux à la base n'était pas la même; lors de la lutte certains disaient : «il faudrait que le gouvernement définisse mieux la notion de crédit», d'autres affirmaient qu'il fallait obliger le gouvernement à retirer ce «document de travail»

(14)- «*Débat étudiant à Trois-Rivières*», *Libération [journal à tendance trotskyste], vol. 2, no 2, mars 1972, p. 8.*
(15)- *Le mouvement étudiant, l'appareil scolaire et les luttes de classes au Québec de 1960 à 1974, tome II, op. cit., p. 6.28.*
(16)- «*Maisonneuve au sein du FEQ*», *Le Trait d'Union, le 21 novembre 1972, vol. 33, no 8, p. 4.*

parce qu'il accentuait les répressions, la sélection et qu'il rationalisait encore plus l'école dans son rôle de «reproduction de l'exploitation». «Ainsi dans ses structures et dans son organisation, conclut-on, le FEQ n'a jamais pu résoudre à l'échelle nationale, le problème suivant : un exécutif national n'a pas sa raison d'être si localement et régionalement des noyaux politiques de militants, sur une base minimale, n'existent pas, car plus que des coordonnateurs nationaux, des poteaux régionaux et locaux, il fallait une organisation solide et encadrée à la base. Devant cette «incapacité objective» de l'organisation, le FEQ se dissout au mois de mai 1973, les militants les plus avancés poursuivant le travail d'organisation, de propagande et de mobilisation dans leur milieu respectif». (17)

La norme des 82 jours et le nouveau régime pédagogique

Bien que son existence fut courte (janvier 72 à mai 73), le FEQ était quand même intervenu publiquement pour dénoncer plusieurs politiques gouvernementales qui, selon cet organisme étudiant, allaient à l'encontre des intérêts des étudiants-es du Québec. Nous n'en retenons que deux : la norme des 82 jours et le nouveau régime pédagogique (NRP).

La norme des 82 jours : Avril 1972, il y a grève dans le secteur public au Québec et les institutions scolaires (primaire, secondaire et cégeps) sont paralysées pendant 11 jours. Le gouvernement Bourassa vote, le 21 avril, la loi 19 : une loi spéciale qui force les employés-es du secteur public à retourner au travail. Dans le secteur de l'éducation, le ministre de l'Education, M. François Cloutier, veut faire reprendre coûte que coûte aux enseignants-es et aux étudiants-es les 11 jours perdus et affirme qu'une session académique n'est pas valide si les étudiants-es n'ont pas effectué la norme des 82 jours, norme exigée par le ministère de l'Education. Certains-es militants-es étudiants-es voient dans l'application rigide de ce règlement une tentative pour diviser les étudiants-es des professeurs-es. Mais quoi qu'il en soit, le 2 mai 1972, plus de 1500 étudiants-es se réunissent au centre Paul-Sauvé pour s'opposer à la tentative du gouvernement de prolonger l'année scolaire à cause de la grève dans le secteur public. Ainsi, peu après les déclarations du ministre Cloutier à cet effet, les étudiants-es avaient formé des «unions de résistance»; il y avait des réunions générales, des affrontements avec les administrations, des occupations et même des grèves. Le FEQ avait invité les associations étudiantes du Québec à s'opposer à la norme des 82 jours. «C'est la première fois au Québec, rapporte le journal **Libération**, que les étudiants-es ont pu mener une telle lutte à la fin de l'année scolaire avec l'arrivée des examens. Et c'est justement une question brûlante pour les étudiants - avec l'extension de la session scolaire - qu'ils auront beaucoup moins d'opportunité de trouver un emploi d'été, sans lequel plusieurs d'entre eux ne pourront pas retourner au CEGEP. Mais le gouvernement, affirme-t-on dans la même édition, sait bien ce qu'il fait; il tente à la fois de renverser la solidarité étudiant / enseignant et de minimiser le nombre d'étudiants qui cherchent un travail d'été». (18)

Le nouveau régime pédagogique (NRP) : Le nouveau régime pédagogique, présenté par la Direction générale de l'enseignement collégial (DIGEC), en octobre 1972, avait soulevé de nombreuses protestations dans le secteur de l'éducation et ce, tant de la part des étudiants-es que des professeurs-es et des administrateurs-trices des collèges. Ainsi par exemple, plusieurs administrations locales avaient même appuyé les critiques des étudiants-es et des professeurs-es sur cette question, notamment aux cégeps Lionel-Groulx, Dawson et Edouard-Montpetit. Dans plusieurs institutions, les étudiants-es réunis-es en assemblée générale avait rejeté de façon quasi-unanime le nouveau régime pédagogique. A Alma, en opposition au NRP, le cégep avait été occupé par les étudiants-es et les professeurs-es. Lors d'un congrès du FEQ, tenu les 10, 11 et 12 novembre '72 au cégep Ste-Foy, les délégués-es étudiants-es avaient en grande majorité rejeté le nouveau régime pédagogique. «Pour ceux qui s'étaient prononcé contre, rapporte le journal étudiant **Le Trait d'union**, on s'appuyait sur les raisons suivantes : il n'y a pas eu de consultation entre la DIGEC, les professeurs et les étudiants (les premiers concernés), le danger que représentait un article aussi vague que l'article 10 qui donne les pleins pouvoirs à l'administration des CEGEPS, que le régime pédagogique favorise la reproduction des classes sociales actuelles par l'imposition de mesures répressives basées sur le principe capitaliste de la sélectivité, qu'il refuse à l'étudiant le droit de s'auto-évaluer et le plaque dans un régime basé sur la compétition plutôt que la mise en commun». (19)

A ce congrès, les délégués-es avaient décidé également de mettre en oeuvre certains moyens de pression. On avait décidé de faire circuler une pétition afin de dénoncer auprès de la communauté étudiante le nouveau régime pédagogique. Le congrès avait même projeté d'organiser, en décembre, une grève nationale d'une journée. Ce mot d'ordre de grève générale avancé par le FEQ resta lettre morte... D'autre part, le gouvernement et les technocrates de la DIGEC dûrent, suite à ce mouvement d'opposition généralisé, reporter l'application de ce nouveau régime pédagogique.

(17)- ***Le mouvement étudiant, l'appareil scolaire et les luttes de classes au Québec de 1960 à 1974, tome II, op. cit., pp. 6.28-6.29. Le NRP, c'est le Nouveau Régime Pédagogique.***

(18)- ***«La norme de 82 jours : débat sur une lutte étudiante», Libération, vol. 2, no 6, juin 1972, p. 7.***

(19)- ***«Le Congrès du FEQ : les faits», Le Trait d'Union, vol. 33, no 8, le 21 novembre 1972, p. 3.***

L'organisation politique de masse (OPM) : dans le milieu universitaire uniquement

L'idée de regrouper les étudiants-es sur la base de l'organisation politique de masse (OPM) réapparaît suite à la grève de 5 semaines des étudiants-es de l'UQAM et celle des étudiants-es de l'Université de Montréal; grèves qui avaient été occasionnées, au niveau universitaire, par les administrations qui avaient voulu établir de nouvelles modalités de perception des frais de scolarité. Ces nouvelles modalités permettaient à ces universités de désinscrire tout-e étudiant-e qui ne serait pas en mesure de payer l'ensemble de ses frais de scolarité. Cette nouvelle politique, qui avait été annoncée à la fin de '72, devait, en principe, être appliquée à partir de la session d'automne 1973. Mais déjà, à la session d'hiver '73, l'administration de l'UQAM avait manifesté le désir de réduire à zéro tous les comptes étudiants. Pour ce faire, elle fixait unilatéralement des dates limites pour les remboursements; elle s'accaparait même illégalement des prêts et bourses des étudiants-es et proposait à ces derniers-ères des arrangements qui nécessitaient tous de la part de ceux-ci qu'ils / elles soient financièrement solvables, selon ses propres critères, sinon elle menaçait de les expulser. Quant aux revendications étudiantes, elles se résumaient, grosso modo, à celles-ci : le droit de s'inscrire à une session universitaire en ne payant, pour le premier versement, que 7,50$ pour les frais d'inscription et le droit de payer ultérieurement les autres frais de scolarité, c'est-à-dire au moment où l'étudiant-e aura commencé à travailler.

Ce mouvement de grève, qui avait aussi affecté l'Université de Sherbrooke, mais dans une moindre mesure, avait concrètement posé le problème des frais de scolarité et de l'accessibilité pour tous et toutes à l'éducation universitaire et ce, sans pression financière.

A l'UQAM, la grève étudiante avait réussi à faire reculer le CREPUQ (Conférence des recteurs et principaux de l'Université du Québec) qui avait suspendu cette politique pour une période d'une année. Mais cette lutte, tant à l'UQAM que dans les autres universités, était loin d'être victorieuse, puisque en fait aucune garantie n'avait été donnée contre de possibles expulsions et les critères pour déterminer la solvabilité des étudiants-es demeuraient ceux de l'administration.

Cette lutte, qui avait débuté le 24 janvier 1973, s'était terminée le 4 mars par une assemblée générale où les étudiants-es de l'UQAM avaient voté la fin de la grève. Ainsi, «devant l'impossibilité de poursuivre la grève efficacement, à cause de l'injonction et la menace d'annulation des cours, les étudiants ont choisi majoritairement, soutiennent des militants-es étudiants-es liés-es au FRAP, de poursuivre la lutte à l'intérieur de l'Université avec la ferme intention de continuer le regroupement étudiant à l'UQAM et dans les autres universités sur la base d'une lutte quotidienne contre toutes les politiques du gouvernement et de l'administration universitaire qui, disent-ils-elles, vont à l'encontre des intérêts et des besoins des étudiants». (20)

Par ailleurs, de ce conflit où les étudiants-es avaient eu à se confronter à l'ensemble de l'appareil judiciaire (injonctions et répression policière), émanera l'idée d'impulser au sein du milieu étudiant, des organisations de type nouveau. Le nom de cette nouvelle forme d'organisation : l'organisation politique de masse (OPM). L'OPM était définie comme une structure large cherchant à rejoindre et à regrouper le plus possible les étudiants-es identifiés-es au courant dit «progressiste». La plate-forme d'analyse et d'action de l'OPM pouvait se résumer en fonction de deux principes qui, selon les défenseurs de cette tendance, sont intimement liés, soit être anti-capitaliste et pro-ouvrier. «On sait que cette définition de l'OPM, rappellent messieurs Dionne, Quirion et Lalonde, auteurs d'une thèse de maîtrise sur le mouvement étudiant, s'est concrétisée principalement en milieu universitaire, à l'UQAM dans le Comité d'Organisation Provisoire des Etudiants (COPE) et à l'U. de M. dans le Comité de lutte puis dans l'Organisation Politique des Etudiants de l'Université de Montréal (OPEUM). Une lutte contre les nouvelles modalités de perception des frais de scolarité (500.00 par année minimum) donna lieu à des affrontements violents avec la police privée de l'«U. de M. et des policiers municipaux qui chargèrent la ligne de piquetage dressée devant les pavillons de l'UQAM au cours d'une grève de cinq semaines des étudiants (...). Au cours de cette lutte, précisaient-ils, le COPE est le Comité de lutte regroupèrent des centaines de militants et assumèrent la direction idéologique et politique des étudiants; de nombreuses assemblées générales, regroupant parfois plusieurs milliers d'étudiants, des assemblée de solidarité, manifestations devant les bureaux du premier ministre et devant le Palais de justice et des débrayages de solidarité de quelques cégeps montréalais constituèrent une intense période de sensibilisation et de politisation pour bon nombre d'étudiants». (21)

Si le travail des OPM a été, selon les auteurs de cette thèse, assez positif, il est à noter que cette forme d'organisation ne dura pas plus d'une année (1973-74). Comment peut-on expliquer ce fait? La revue **Mobilisation**, qui était favorable à la multiplication des OPM au niveau des cégeps et des universités, expliquait les difficultés qu'avaient rencontrées les OPM de cette façon : «l'obstacle principal à l'unité du

(20)- «*La nécessité d'une organisation permanente des étudiants!*», ***Le journal du FRAP, février-mars 1973, p. 7.***

(21)- ***Le mouvement étudiant, l'appareil scolaire et les luttes ce classes au Québec de 1960 à 1974, tome II, op. cit., pp. 6.35-6.36.***

mouvement demeure le fouillis idéologique qui prévaut dans le milieu. D'une part, ce fouillis est savamment entretenu par la bourgeoisie qui répand diverses théories à la mode sur «l'extinction de la lutte des classes», «la libération individuelle», «la société de consommation et de loisirs» et autre balivernes du genre qui, affirment les auteurs de la revue, encouragent systématiquement l'apolitisme parmi la jeunesse». (22)

Ici, dans son analyse, la revue **Mobilisation** a tort d'évoquer l'«apolitisme» des étudiants-es pour expliquer les insuccès des OPM. En fait, ceux et celles qui défendaient l'existence des OPM dans le milieu étudiant étaient confrontés-es à une autre tendance : celle qui faisait la promotion du syndicalisme étudiant. Les militants-es étudiants-es pro-syndicat étudiant poseront objectivement les bases, à tout le moins à l'UQAM, de la création d'une association étudiante générale. Déjà, au début de 1973, ces militants-es, liés-es au FRAP, affirmaient que l'ensemble des étudiants-es pouvaient être «de plain-pied dans le combat contre toutes les manifestations de ce régime pourri qui tient lieu de système social, dans la mesure où, prenant appui sur la défense de leurs intérêts, ils se regroupent localement et nationalement, dans une organisation étudiante permanente». Ils-elles précisaient également que, sur le plan organisationnel, l'idéal serait de bâtir une «structure inter-modulaire, formée de délégués mandatés par chacune des assemblées modulaires; structure qui pourra jouer le rôle d'un conseil général décisionnel, entre les assemblées générales des étudiants. Ce conseil général pourra être chapeauté d'un exécutif élu par l'ensemble des étudiants de l'UQAM». Pour ces militants-es, ce «type d'organisation dont nous venons de parler correspond de fait à un syndicat étudiant.» (23)

La création d'associations étudiantes générales un peu partout à travers le Québec à partir de 1973-74 permettra de mettre définitivement un terme à un vieux débat qui avait débuté, somme toute, lors des occupations étudiantes de 1968, et qui opposait les tenants du syndicalisme étudiant aux promoteurs des organisations politiques étudiantes (CAP, OPM, etc.).

La renaissance d'un certain nombre d'associations étudiantes générales (mortes pour la plupart depuis 1969) dans les cégeps et les universités jouera un rôle important, à la fin de 1974, dans le déclenchement de deux grandes luttes étudiantes nationales. La première était contre l'imposition par le ministère de l'Education de tests sélectifs, test mieux connus sous le nom de TAEU (tests d'aptitudes aux études universitaires), et la seconde lutte, qui avait permis de mobiliser l'ensemble des CEGEPS de la province, fut celle contre le régime des prêts et bourses.

Automne 74 : mouvement de débrayage généralisé

Le 9 octobre 1974 est devenue sans aucun doute une date importante dans l'histoire du mouvement étudiant. Et pour cause! Les étudiants-es de 5 CEGEPS (Joliette, Rosemont, Rouyn-Noranda, St-Hyacinthe et St-Jean-sur-Richelieu) débrayèrent simultanément dans le but bien avoué de s'opposer aux «tests d'aptitudes aux études universitaires» (TAEU). Ce premier débrayage, considéré comme le fer de lance d'un mouvement qui allait se généraliser, un peu plus tard, à toute la province, venait également de poser publiquement les premières grandes critiques des TAEU.

Pensés et composés en 1966 par le service de psychologie et d'orientation de l'Université de Montréal pour un usage interne, les TAEU ont rapidement fait leur chemin et en 1972, considérant que ces tests étaient «valables», le ministère de l'Education les a tout simplement intégrés à son programme de mesure et d'évaluation. Ainsi, les étudiants-es qui désiraient faire «le grand saut» à l'université devaient, pour s'inscrire dans une des institutions de leur choix, passer obligatoirement ces «fameux» tests de sélection. Les TAEU consistaient en une batterie de tests dont l'objectif était, aux dires mêmes de M. Maurice Goulet, alors responsable au MEQ de l'application de ce programme, de «mesurer un ensemble d'aptitudes qui entrent en jeu dans les études universitaires de premier cycle. Ils permettent d'évaluer, précisait-il, différents aspects de l'habileté perceptuelle, de l'ingéniosité, de la mémoire, de la compréhension verbale et du raisonnement.» (24)

Au ministère de l'Education, les hauts fonctionnaires présentaient les TAEU «comme un «service incomparable» gratuit et accessible facilement à tout étudiant francophone.» (25) Précisons toutefois que les TAEU ne s'appliquaient pas aux étudiants-es anglophones. Au MEQ, on justifiait cette situation, que les étudiants-es francophones jugeaient comme discriminatoire, en soulignant que les anglophones ne pouvaient passer les TAEU parce qu'ils étaient «spécialement conçus pour la culture québécoise francophone, pour un mode de pensée francophone et en des mots que les anglophones ne comprendraient pas forcément.» (26) De cette appréciation des hauts fonctionnaires allaient naître trois critères, qui éliminaient de facto les anglophones, et que les francophones devaient posséder pour passer les tests : français langue maternelle ou d'enseignement; avoir étudié au moins sept ans au Québec (pour permettre une adaptation adéquate au milieu); et enfin, n'avoir jamais passé les TAEU auparavant.

Les étudiants-es francophones qui s'opposaient aux TAEU trouvaient donc ces critères injustes puisque en fait ils ne s'appliquaient qu'à eux-

(22)- ***Mobilisation, vol. 4, no 2, octobre 1974, op. cit., p. 34.***
(23)- ***«Vers un syndicat étudiant?», Journal du FRAP, février-mars 1973, p. 7.***
(24)- ***«Débrayage étudiant dans six CEGEPS demain», La Presse, le 8 octobre 1974, p. D-1.***
(25)- ***Ibid, p. D-1.***
(26)- ***Ibid, p. D-1.***

elles. Pire encore, même un-e étudiant-e anglophone qui aspirait à poursuivre des études dans une université de langue française en était, à cause de son statut linguistique, automatiquement exempté-e. Ce qui évidemment contribuait à ajouter de l'eau au moulin.

Comment alors expliquer ce fait? Pourrait-on qualifier cette politique du ministère de l'Education de discriminatoire? Selon les porte-parole étudiants-es de l'époque, cette politique s'expliquait du fait que le «vrai problème c'est que par rapport à la population francophone du Québec, il n'y a pas assez de places dans les universités francophones tandis que la population anglophone du Québec se trouve privilégiée à ce chapitre.» (27)

Outre la question linguistique, les TAEU étaient critiqués et remis en question également par les étudiants-es à cause de l'orientation idéologique que comportaient les tests. En somme, les étudiants-es s'inquiétaient davantage de la discrimination idéologique que de la discrimination linguistique même si à bien des égards les deux vont de pair.

«Service incomparable» pour aider les étudiants-es francophones ou tests sélectifs et discriminatoires? Quoi qu'il en soit, le débat était maintenant ouvert et les étudiants-es francophones en avaient rapidement jugé le sens et manifestaient, par leurs critiques, leur non confiance face aux propos tenus à cet effet par les hauts fonctionnaires du ministère de l'Education. Ils-elles affirmaient que «ces tests étaient sélectifs, malgré les tentatives répétées de M. Goulet, responsable du programme des TAEU, pour essayer de nous convaincre du bien-fondé de ces tests». Poursuivant sur cette même envolée, les étudiants-es «ont aussi fait ressortir clairement la subjectivité de certaines parties de ce dernier (ex : test de français, on doit posséder la culture de la bourgeoisie si on veut réussir ce test) et l'atmosphère d'insécurité qui se dégage lors de la passation de tels tests. Ces raisons justifiaient alors pleinement notre droit d'en demander, concluait-on, le retrait immédiat.» (28)

Moyens de pression contre les TAEU

Le 9 octobre, 5 associations étudiants-es de CEGEPS débraient pour s'opposer aux tests et tentaient, par la même occasion, de sensibiliser l'opinion étudiante sur cette question. Au CEGEP Rosemont, là ou l'association étudiante avait joué un rôle de premier plan dans la planification de ce mouvement, les étudiants-es avaient fermé le collège et avaient poussé l'audace jusqu'à organiser une tournée dans d'autres institutions de la région de Montréal pour distribuer des tracts et informer leurs confrères et consoeurs des raisons qui les motivaient à agir ainsi. Pour ce faire, ils-elles avaient même loué deux autobus! A Joliette, les étudiants-es avaient fermé le CEGEP. Il y eut une journée d'études et les étudiants-es avaient travaillé en atelier discutant ainsi de plusieurs sujets qui les concernaient dont les TAEU. A cette journée d'études, les étudiants-es avaient manifesté le désir de multiplier les moyens d'action pour s'opposer aux tests. Un des moyens d'action envisagé par les étudiants-es était, entre autres, l'organisation d'un boycottage général des tests, tests qui devaient avoir lieu le 16 novembre. Ce premier mouvement de débrayage avait porté fruit! Durant les semaines ultérieures au 9 octobre, des assemblées générales et des journées d'études eurent lieu dans la plupart des CEGEPS du Québec pour protester contre les tests. En fait, ces journées d'études avaient été planifiées dans le but de répandre le mouvement, bien sûr, mais surtout pour s'assurer que dans chaque institution des étudiants-es soient mandatés-es pour participer à un Congrès national contre les TAEU, Congrès qui devait se tenir le 7 novembre à Shawinigan.

Le 1er novembre, coup de théâtre! Le ministre de l'Education, M. François Cloutier, annonçait en conférence de presse qu'il retirait temporairement les TAEU. «Dans une déclaration remise à la presse hier, rapporte **Le Devoir**, M. François Cloutier a expliqué qu'il ne voulait pas que cette question des tests d'aptitudes aux études universitaires serve de prétexte à de futiles contestations.» (29) Plus intéressante encore est la déclaration que faisait le ministre Cloutier au journal **La Presse**. **La Presse** avait demandé au ministre de l'Education s'il avait retiré les TAEU par suite des pressions exercées par les étudiants-es. Le ministre avait répondu ce qui suit : «s'il y avait eu des principes importants en cause, je n'aurais pas lâché; mais le TAEU n'est pas important. Dans un contexte d'approche des négociations collectives, il faut éviter des sous-brossauts liés à des problèmes de cet ordre-là.» (30) Le ministre retira donc les tests et laissa le soin au Comité de liaison de l'enseignement supérieur et collégial d'en étudier la pertinence et, si besoin est, de les reviser en profondeur.

Toujours est-il que les étudiants-es, malgré ce premier gain immédiat, ne considéraient pas avoir gagné la guerre puisque le ministre n'abolissait les tests que de façon temporaire. Le Congrès prévu pour le 7 novembre, à Shawinigan, avait donc toujours sa raison d'être. Ainsi, lors de ce Congrès, plus de 27 associations y envoyèrent des délégués-es pour décider des mesures à prendre pour développer le mouvement d'opposition contre les TAEU.

---

(27)- *Ibid, p. D-1.*
(28)- *«Admission dans les universités [TAEU]», La Majorité, vol. 1, no 1, février, 1975, p. 3. Cette citation est tirée du premier numéro du journal La Majorité, journal qui faisait la promotion en «faveur de la création d'une association nationale des étudiants du Québec».*
(29)- *«Cloutier annulle une séance d'administration de tests d'aptitudes à l'université», Le Devoir, le 1er novembre, 1974, p. 3.*
(30)- *«Cloutier abolit les tests d'aptitude aux études universitaires et règlera le problème du budget de l'Université de Sherbrooke», La Presse, le 2 novembre, 1974, p. 3.*

Les militants-es étudiants-es convinrent, au cas où les tests seraient appliqués, de débrayer, à l'échelle de la province, si cela s'avèrait nécessaire.

Mais quel bilan peut-on faire de cette lutte étudiante contre les TAEU? Laissons le soin au journal étudiant **La Majorité** (journal pro-ANEQ) de tracer ce bilan pour nous. «Au sujet des TAEU, trois Congrès ont eu lieu. D'abord, à Joliette, 6 CEGEPS se réunissaient pour discuter plus à fond de la question, coordonner les actions déjà entreprises et unir leurs efforts pour entreprendre une vaste campagne de sensibilisation. Deux semaines plus tard s'est tenu, au CEGEP de St-Laurent, une deuxième réunion pour évaluer le travail accompli; treize CEGEPS y assistent et constatent que les efforts entrepris pour regrouper de nouveaux CEGEPS ont porté fruit. Une fois de plus, l'appel à la mobilisation et à l'unité dans la lutte est lancé, de telle façon que le 7 novembre à Shawinigan, 27 CEGEPS se retrouvent autour d'une même table. C'est à cet endroit, souligne-t-on avec insistance, que pour la première fois l'idée d'un regroupement étudiant au niveau national surgit. La nécessité pour les étudiants de s'unir dans la défense de leurs intérêts, démontrées de façon évidente par l'action entreprise sur les TAEU, a porté l'ANEQ comme le principal point à l'ordre du jour. Avec une écrasante majorité (22 contre 3), les CEGEPS présents votent en faveur du principe de la création de l'ANEQ et forment un comité qui aura comme mandat de rédiger un projet de constitution et de convoquer un Congrès de Fondation (comité de la Constitution).» (31)

Le conflit des prêts et bourses confirme la nécessité d'une association nationale

Le conflit entre les étudiants-es et le ministère de l'Education à propos des TAEU, qui avait duré à peu près trois semaines, pose donc les premiers grands jalons pour la création, au Québec, d'une association étudiante nationale. C'est là, certes, un des gains les plus importants du mouvement étudiant pour l'année 1974. Mais avant même que la question des TAEU soit complètement résolu et que l'on ait manifesté le désir de créer une association étudiante nationale, un deuxième problème, relié celui-là directement à la condition financière des étudiants-es, allait rapidement refaire surface.

Le ministère de l'Education avait annoncé, en 1973, que le système des prêts et bourses serait, pour la période couvrant 1974-1975, plus flexible et donc, en principe, plus accessible pour ceux et celles qui désiraient poursuivre des études au niveau post-secondaire. Un supplément de 7 millions de dollars avait été alloué par le MEQ au budget du régime des prêts et bourses, budget qui passait de 31 millions de dollars (1973) à 38 millions de dollars (1974-75). Cette augmentation au budget du régime de prêts et bourses allait-elle permettre de démocratiser l'accès à ce régime d'aide financière pour les étudiants-es. Il semble bien que ce ne sera pas le cas puisque le MEQ annonça, à la fin de 1974, que le nombre de demandes au régime de prêts et bourses avait diminué considérablement et était passé de 62,000 demandes en 1973 à 55,000 en 1974.

Est-ce logique, se demandait-on alors dans le mouvement étudiant, qu'il y ait une baisse de 7,000 demandes au moment même où le ministère affirmait ouvertement la nécessité d'améliorer le régime des prêts et bourses? Et comment pouvait-on expliquer cette situation?

En fait, si d'un côté le budget attribué au régime des prêts et bourses avait augmenté, il semble bien que le ministère de l'Education ait, de l'autre côté, pris des mesures pour restreindre l'accès au système d'aide financière en augmentant la régidité de certains critères, critères que les étudiants-es devaient nécessairement remplir pour obtenir un prêt et / ou une bourse. Ces critères que le gouvernement avait modifiés, en 1974, étaient ceux-ci :

1) Dans ses calculs, le gouvernement considérait les besoins financiers d'un étudiant vivant à la maison comme étant moindre en 1974-75 qu'en 1973-74.
2) La contribution minimum requise de l'étudiant était supérieure à celle des années précédentes : en 1973-74, elle était de $44; en 1974-75, le gouvernement requiert de l'étudiant une contribution minimum équivalent au salaire minimum ($76.65 par semaine) pour une période de 12 semaines. Ce qui totalisait $919.80. Dans le calcul de cette contribution, le gouvernement ne tenait absolument pas compte du fait qu'un grand nombre d'étudiants ne peuvent pas trouver un emploi durant l'été et que plusieurs n'obtiennent même pas le salaire minimum.
3) La contribution requise des parents avait été considérablement accrue, bien que la loi stipule qu'une personne atteint sa majorité à 18 ans. Pendant qu'en 1973-74, un chef de famille gagnant $6,000 par année devait alloué $90 pour l'éducation de ses enfants, en 1974-75, le gouvernement requiert des mêmes parents une contribution de $900, ce qui est dix fois plus élevé.(32)

Mais chez les étudiants-es, le malaise principal se fera sentir d'abord et avant tout autour des longs délais dans la distribution des prêts et / ou des bourses. Ces retards avaient été occasionnés parce que le ministère de l'Education avait modifié les formulaires des prêts et bourses. Ansi, selon le directeur du

(31)- «*Comment s'est développé l'ANEQ*», ***La Majorité**, op. cit., p. 2.*

(32)- *Cette analyse sur les trois critères que nous venons de mentionner ci-haut est rapportée par **Le Quotidien du Canada populaire**, dans un article intitulé «Chronologie des événements du premier semestre», vol. 4, no 84, le 19 décembre 1974, p. 2.*



Assemblée générale d'une association étudiante locale lors de la lutte des prêts et bourses de 1974. Il y avait, pour une des rares fois dans nos CEGEPS, de la démocratie dans l'air...

Service des prêts et bourses, M. Paul Boudreau, «les modifications (des formulaires de l'aide-financière aux étudiants-es) ont entraîné des difficultés momentanées tant pour les étudiants que pour le Service des prêts et bourses : les formulaires devenaient plus complexes donc à la fois plus difficiles à remplir et à analyser, d'où une augmentation importante des délais. Les difficultés administratives, soutient-il, ont été le moteur de la violente contestation étudiante de 1974.» (33)

Ceci dit, pendant tout le mois de novembre '74, un peu partout à travers la province, en particulier dans les CEGEPS du Bas du Fleuve (Rimouski, Lapocatière, Matane et Rivière-du-Loup) ainsi qu'à l'UQAM, des comités d'études avaient été formés pour analyser ce problème et forcer, si possible, le ministère de l'Education à agir plus rapidement pour le résoudre. La situation était à ce point grave que dans certains CEGEPS, compte tenu des longs délais d'attente, plusieurs étudiants-es avaient dû abandonner leurs études. Par exemple, au CEGEP de Rimouski seulement, on avait calculé que plus de 300 étudiants-es avaient été forcés-es, à cause de leurs difficultés financières, de quitter le CEGEP et ce, en plein milieu de la session. A l'UQAM, le comité prêts et bourses, qui avait fait une enquête à ce sujet, avait révélé en assemblée générale, comme le rapporte la journaliste Lise Bissonnette, que «sur les quelques 2,000 demandes de prêts faites cette année, seuls la moitié des candidats ont reçu des réponses dont une forte partie doivent être revisées, pour erreurs de calcul.» (34) Même chose pour les étudiants-es du CEGEP Rosemont où l'association étudiante avait révélé, suite à une compilation statistique minutieuse, que les prêts et bourses étaient beaucoup moins accessibles en 1974 qu'en 1973. Et à ce sujet, les chiffres sont éloquents : «en 1973-74, 410 demandes, 47 refus. En 1974-75, 350 demandes, dont on en connaît que 121 réponses, parmi lesquelles 59 refus.» (35)

Mais la solidarité étudiante n'en demandait pas plus! Le 18 novembre, réunis-es en assemblée générale, les étudiants-es du CEGEP de Rimouski votent la grève «jusqu'a ce que le problème soit résolu». Le baril de poudre venait donc de s'enflammer et le lendemain toute la plaine explosa! Ainsi, les étudiants-es des trois autres CEGEPS du Bas St-Laurent (Matane, LaPocatière et Rivière-du-Loup), suivant en cela l'exemple des étudiants-es du CEGEP de Rimouski, débrayaient à leur tour. Nous sommes le 19 novembre. Au ministère de l'Education, les hauts fonctionnaires et le ministre Cloutier commencent à s'inquiéter et annoncent dans les media d'information qu'ils-elles créeront, dans les collèges et les universités, des fonds de dépannage dont «l'objectif unique sera de venir en aide aux étudiants dans le besoin». De plus, on annonce que ce «programme d'urgence» comprendra «d'importants correctifs dans le calcul des prêts». «Ces mesures prises par le ministère de l'Education, y affirme-t-on, permettent maintenant d'atteindre les objectifs de la réforme du régime des prêts et bourses pour 1974-1975.» (36)

Pour les étudiants-es qui étaient déjà en grève, ces mesures ne suffisaient plus. Le 20 novembre, les représentants-es étudiants-es de 22 CEGEPS se rencontrèrent à Trois-Rivières et sur ce nombre, 6 sont déjà en débrayage. Les délégués-es des associations étudiantes locales font part des difficultés que connaissent les étudiants-es de leur institution à cause des coupures et des retards dans l'émission des prêts et bourses. Ils-elles profitèrent de cette occasion également pour dénoncer les propos du ministre Cloutier qui avait affirmé à la presse que «la situation n'était pas vraiment alarmante pour les étudiants». Les délégués-es, réunis-es à ce Congrès, clamaient tout haut leur volonté de défendre les intérêts des étudiants-es qui avaient des problèmes financiers et décidaient de faire un immense travail de mobilisation à travers toute la province sur la question des prêts et bourses. Ainsi, ils-elles invitèrent tous-tes les cégépiens-nes du Québec à débrayer le 25 novembre et

(33)- «*Le service des prêts et bourses : pas une panacée*», ***Informeq, no 28, juin-juillet 1978, p. 6. Informeq est le journal officiel du ministère de l'Education du Québec.***

(34)- «*UQAM : journée d'étude des étudiants demain*», ***Le Devoir, le 5 décembre 1974, p. 24.***

(35)- «*Amorce d'un mouvement de débrayages cégépiens*», ***Le Devoir, le 26 novembre 1974, p. 3.***

(36)- «*Les prêts et bourses aux étudiants -des solutions sont déjà apportées aux problèmes soulevés*» [*annonce payée par le ministère de l'Education*], ***Le Devoir, le 28 novembre 1974.***

ce, «jusqu'au moment où les problèmes seront réellement résolus.»

Ce mot d'ordre lancé par les délégués-es étudiants-es de Trois-Rivières sera rapidement repris au niveau local et entre la période du 20 au 25 novembre, des assemblées générales d'étudiants-es eurent lieu dans pratiquement tous les CEGEPS du Québec. Peu à peu, les débrayages s'étendaient.... et le 25 novembre, il y avait plus de 33 CEGEPS qui étaient paralysés par ce mouvement de grève générale. Le bilan de ce travail de mobilisation était donc largement positif! Le 26 novembre, 36 associations étudiantes se réunissaient en Congrès au CEGEP Limoilou à Québec. Ensemble, ces associations étudiantes élaborent une série de revendications et forment un comité de négociation. Ce comité de négociation, formé de 7 étudiants-es, avait été constitué pour représenter officiellement les étudiants-es et, dans un même souffle, il devait défendre les revendications étudiantes auprès des responsables du ministère de l'Education. D'autre part, les représentants-es des 36 CEGEPS avaient élaboré, à ce Congrès de Limoilou, les 3 points suivants :

1) L'inutilité des mesures apportées par le ministère parce qu'elles ne tiennent pas compte des besoins à long terme des étudiants-es.
2) La décentalisation du système de façon à tenir compte des disparités régionales dans l'attribution des prêts et bourses.
3) La réinscription des étudiants-es qui ont dû abandonner leurs cours à cause des retards apportés dans les prêts et bourses.

Les délégués-es étudiants-es réclamaient, d'autre part, un réajustement de $500 pour chaque demande de prêt ou de bourse et la révision immédiate des critères de sélection de tout le système. Mais, le critère le plus dénoncé était, sans conteste, celui qui concernait la dépendance vis-à-vis des parents.

Face aux revendications étudiantes, le ministre Cloutier avait réagi assez violemment, en qualifiant celles-ci d'irréalisables. «Pour sa part, rapporte le **Quartier Latin**, le ministre de l'Education, François Cloutier, trouve tout à fait injustifiable le débrayage massif dans les CEGEPS devant les mesures que son ministère a pris pour venir en aide aux «sinistrés des prêts et bourses» et trouve irréaliste et irréalisable la demande de refonte complète du système d'aide aux étudiants. Il a d'autre part, précise ce journal étudiant, réfusé de considérer la demande de réajustement de $500 faite par les étudiants. Pour ce qui est des critères de dépendance vis-à-vis des parents, Cloutier a dit qu'il n'était pas contre son abolition en principe mais que par contre, pratiquement, il l'était à cause de ce que cela impliquerait monétairement. En guise de conclusion, le ministre a gentiment conseillé aux étudiants-grévistes de retourner en classe parce qu'il serait dommage, a-t-il dit, de «perdre une session pour rien.»» (37)

Cette attitude paternaliste du ministre et les menaces qu'il proférait à l'endroit des étudiants-es n'avaient fait qu'attiser le feu de la contestation étudiante. En effet, «la masse des «grévistes des prêts et bourses», écrit le 29 novembre, la journaliste Lise Bissonnette, ne cesse de grossir et de s'étendre alors que les étudiants de plusieurs universités et d'écoles secondaires polyvalentes se sont joints hier au débrayage généralisé des cégépiens, qui touche une trentaine de collèges. Au total, c'est environ 100,000 étudiants, à tous les niveaux, qui ont déserté les salles de cours. On se met de la partie, précise la journaliste, jusqu'en Ontario. Les 11,000 étudiants de l'Université d'Ottawa, dont la moitié qui reçoivent leurs prêts et bourses du Québec boycottent en effet les cours et prévoient une journée d'étude lundi.» (38) Pour tenter d'apaiser cette flamme qu'il avait lui-même contribué à allumer par ses propos, le ministre Cloutier accepte, le 29 novembre, que des hauts fonctionnaires de son ministère rencontrent le comité étudiant de négociation. Cette première rencontre était uniquement «une réunion technique pour identifier les problèmes et pour déterminer si les propositions des étudiants correspondent aux orientations du ministère.» (39)

Cette rencontre entre le comité étudiant de négociation et le ministère de l'Education ne sera pas la dernière. A plusieurs reprises, les deux parties se sont rencontrées pour négocier, parfois de façon intensive, des changements au régime de prêts et bourses. Et à chaque fois que le ministère soumettaient de nouvelles propositions, le comité étudiant de négociation les ramenait lors de Congrès qui réunissaient toutes les associations étudiantes intéressées à suivre cette démarche. Ainsi, 3 autres Congrès allaient suivre; les 2, 8 et 15 décembre. Ces Congrès ont tous eu lieu au CEGEP de Limoilou à Québec. Le comité de négociation présentait, à chaque occasion, son rapport aux délégués-es étudiants-es qui participaient à ces Congrès et qui votaient de façon démocratique les orientations du comité de négociation. Cette démocratie était en fait un gage essentiel au bon fonctionnement de cette lutte étudiante et prouvait, somme toute, que ces Congrès étaient nécessaires pas seulement en temps de lutte mais également de façon permanente. C'est donc à la lueur des rapports soumis par le comité de négociation que les représentants-es étudiants-es votaient à savoir si oui ou non la lutte devait se poursuivre. A travers ces Congrès, les délégués-es étudiants-es élaboraient ensemble différentes tactiques ayant comme objectif d'intensifier le mouvement; ils-elles définissaient aussi certaines politiques d'information et étudiaient ce qui se passait à l'échelle nationale dans le but de présenter les propositions les plus appropriées tant au niveau des assemblées générales locales que lors des Congrès. Et après chaque Congrès, les délégués-es étudiants-es retournèrent dans leur institution pour faire connaître à l'ensemble des étudiants-es les résultats de ces Congrès.

Mais les négociations au «sommet» entre les leaders étudiants-es et

(37)- «*Prêts et bourses -débrayage et occupations*», ***Le Quartier Latin, vol. 57, no 13, le 4 décembre, 1974, p. 3.***
(38)- «*Les débrayages s'étendent aux universités et aux polyvalentes -100,000 grévistes des prêts et bourses*», ***Le Devoir, le 29 novembre 1974.***
(39)- *Ibid.*

le ministère de l'Education ne devaient pas empêcher la mobilisation étudiante de se développer, au contraire. Ainsi lors de la première rencontre à Québec, le 29 novembre, entre le comité étudiant de négociation et les hauts fonctionnaires, plus de 1,000 étudiants-es avaient été mobilisés-es devant l'édifice où se tenait cette rencontre pour appuyer les doléances de leurs représentants-es. A Montréal, le 12 décembre, au-delà de 3,000 étudiants-es avaient manifesté dans les rues de Montréal pour démontrer que les leaders étudiants-es étaient vraiment représentatifs-tives de l'ensemble des étudiants-es du Québec. Ca faisait longtemps que l'on n'avait pas vu pareille manifestation étudiante dans les rues de Montréal! Les dernières manifestations étudiantes de ce genre remontaient aux années '60.

Le Congrès du 2 décembre

Le 2 décembre, les représentants-es étudiants-es de 46 institutions -non seulement de CEGEPS mais aussi de polyvalentes et d'universités- se rencontrèrent pour faire un bilan de la situation. L'appel lancé lors du Congrès de Trois-Rivières, le 20 novembre, avait été largement suivi et jusqu'à ce jour, il y avait près de 40 institutions qui étaient, d'une façon ou d'une autre, paralysées par les grévistes étudiants-es. Ce Congrès arrivait à point puisque la veille, soit le 1er décembre, le ministre de l'Education faisait connaître, dans un document qu'il transmettait au comité étudiant de négociation, ses «dernières» offres. Le ministère proposait rien de bien nouveau si ce n'est que de reporter, pour étude en comité, les deux demandes principales des étudiants-es. Ces deux demandes étaient : l'abolition de la contribution des parents pour tous les étudiants-es âgés-es de 18 ans et plus et la diminution de la contribution de l'étudiant-e. Inutile de mentionner que les délégués-es votèrent massivement pour continuer la grève.

Précisons que, jusqu'à maintenant, si le ministère n'avait pas cédé sur l'essentiel des demandes étudiantes, il avait tout de même fait quelques concessions importantes. En effet, le ministère de l'Education avait accepté d'allonger exceptionnellement la période de demande des prêts et bourses et avait accordé le droit de réinscription sans frais aux étudiants-es qui auraient abandonné leurs études à la suite de difficultés financières. De plus, il avait consenti à recevoir des demandes de prêts complémentaires pour ceux et celles qui jugeraient insuffisant le premier montant accordé et permettait aux institutions scolaires de faire aux étudiants-es des avances immédiates de fonds.

Commentant le rejet de ces propositions par les congressistes étudiants-es, au Congrès du 2 décembre, le ministre Cloutier avait affirmé aux media d'information que selon lui il était «impossible d'effectuer des changement majeurs dans le régime de prêts et bourses pour cette année. Réduire le calcul de la contribution des parents ou du salaire d'été des étudiants pour déterminer les montants d'aide, avait-il dit, ce serait produire des «coûts financiers et sociaux considérables qu'il faudrait d'abord mesurer soigneusement.» (40) Le 6 décembre, le ministre Cloutier avait annoncé que le dossier des prêts et bourses était maintenant, pour son ministère, terminé et brisait les négociations avec les représentants-es étudiants-es.

Le Congrès du 8 décembre

Le 8 décembre, plus de 150 délégués-es se sont réunis-es à ce Congrès pour discuter de leurs revendications et des tactiques à employer pour faire reculer le ministre sur ce qu'il appelait lui-même «ses dernières offres». A ce Congrès, le comité de négociation, réfutant l'argument qui laissait sous-entendre que le ministre avait apporté des correctifs significatifs et des améliorations dans le cours des négociations, expliquait aux délégués-es que les rencontres s'étaient tenues «dans un climat d'opposition aigue et résulta dans un refus catégorique de la part du ministère à répondre aux principales demandes des étudiants.» (41) Si pour le ministre Cloutier ses «dernières offres» représentaient, pour lui, «le mot de la fin», les étudiants-es, selon ce que rapporte la presse, ne l'entendaient pas ainsi. En fait, suite à de longs débats qui avaient eu lieu à ce Congrès, les délégués-es avaient convenu de rejeter pour une xième fois les propositions du ministre et s'entendaient pour suggérer aux étudiants-es «de la base» de continuer le mouvement général de débrayages et d'occupations.

Les délégués-es réussiront-ils-elles à convaincre les étudiants-es «de la base» de poursuivre le mouvement? Quel bilan pouvait-on faire, jusqu'à présent, de cette mobilisation étudiante si mouvementée? La mobilisation étudiante s'était, depuis le début des premiers débrayages, assez bien comportée. Après trois semaines de grèves et d'occupations, qui avaient affecté, selon les journées, de 30 à 40 institutions dont des polyvalentes et des universités, après deux semaines de rencontres incessantes entre les négociateurs-trices étudiants-es et ceux-celles du gouvernement, on peut certainement affirmer que ce mouvement n'était pas près de s'éteindre. Loin de là! Entre la période du 9 au 13 décembre, le mouvement allait se poursuivre et même... nous assisterons à une recrudescence de la mobilisation étudiante puisqu'en fait d'autres institutions s'ajoutèrent au mouvement de grève; ce sera le cas notamment des étudiants-es du pavillon des arts qui, le 10 décembre, décidaient d'occuper cette composante de l'Université du Québec à Montréal. Puis vint la manifestation qui regroupait, à Montréal, plus de 3,000 étudiants-es pour soutenir leurs représentants-es et surtout

(40)- «*Les cégépiens ne rentrent guère mais le ton demeure conciliant au ministère*», ***Le Devoir, le 7 décembre 1974.***

(41)- «*Chronologie des événements du premier semestre*», ***Le Quotidien du Canada populaire [QCP], vol. 4, no 84, le 19 décembre 1974, p. 3.***

pour inviter «gentiment» le ministre à retourner à la table de négociation.

Depuis le début de cette grève étudiante nationale contre le régime des prêts et bourses, l'opposition officielle à l'Assemblée Nationale, représentée par le Parti québécois, était peu intervenue dans ce débat qui opposait les étudiants-es au ministère de l'Education. Cependant, le 12 décembre, le député de St-Jacques et porte-parole de l'opposition officielle en matière d'éducation, M. Claude Charron, qui affirmait avoir personnellement rencontré plusieurs groupes d'étudiants-es, exprimait publiquement la position de son parti en affirmant que le ministre de l'Education devait poser immédiatement, selon lui, deux gestes concrets s'il voulait éviter la poursuite de l'affrontement avec les cégépiens-nes. Ces deux propositions étaient celles-ci :

- Un engagement formel, du ministre, à réviser, en collaboration avec les étudiants, le critère de la contribution des parents dans l'octroi des prêts et bourses.
- La promesse ferme d'une augmentation substantielle, environ $9 millions ou 25% des crédits actuels de $37 millions du budget consacré aux prêts-bourses en 1975-76.

Par ailleurs, les discussions qu'avait eues M. Charron avec les groupes d'étudiants-es lui permettaient de croire que ces derniers avaient tiré quelques leçons pertinentes de la grève des prêts et bourses de 1968. «Lui-même leader étudiant à la belle époque de l'UGEQ, souligne le journaliste Gérald Leblanc, M. Charron rappelle que les étudiants ont alors appris que 'dialoguer, c'est de faire fourrer'. Les leaders étudiants actuels ont compris la leçon, selon lui, et ils réclament les engagements formels avant de retourner en classe et dans les comités bi-parties du ministère.» (42)

Soulignons, d'autre part que du 9 au 14 décembre, l'escouade anti-émeute était intervenu dans quelques CEGEPS pour mettre un terme aux occupations étudiantes. Le 9, c'est au CEGEP Maisonneuve qu'elle intervenait; le 10, à minuit précisément, c'est au tour des occupants-es du pavillon des Arts de l'UQAM de la rencontrer «personnellement» et finalement le 14, elle visite les CEGEPS de Granby et de Sherbrooke.

Enfin, le 13 décembre, à la stupéfaction générale, le ministre de l'Education, psychologue de son «vrai métier», annonce à l'Assemblée Nationale son intention de faire de nouvelles propositions aux étudiants-es-grévistes. C'est lors du Congrès, tenu le 15 décembre, que les représentants-es des associations étudiantes locales eurent l'occasion de se prononcer sur les «nouvelles propositions» du ministre.

Le Congrès du 15 décembre

C'est à ce Congrès que les nouvelles propositions du gouvernement fûrent soumises aux délégués-es. Ces propositions, qui s'ajoutent à celles déjà faites par le ministre, le 1er décembre, peuvent se résumer en 3 points. Ces 3 nouvelles propositions rejoignaient, en grande partie, les revendications étudiantes. Elles représentent donc une importante concession de la part du ministère de l'Education. Les voici :

- Accord de principe pour abolir la contribution des parents dans le calcul des prêts et ce, à partir de 1975. Pour atteindre cet objectif, le ministre propose la formation d'un comité quadripartite (gouvernement, étudiants-es, parents, administration) pour étudier les différents moyens pour y arriver;
- Diminution progressive sur une période de 4 ans de la contribution des parents dans le calcul des bourses;
- Diminution progressive de la contribution des étudiants selon une formule qui tiendra compte du gain réel des étudiants-es.

Après étude du rapport du comité de négociation et des nouvelles propositions du gouvernement, le Congrès vote en faveur d'une trêve. Le comité spécial (ou le comité quadripartite) sur les prêts et bourses était donc constitué et deux étudiants-es étaient choisis-es par le Congrès pour y siéger. Les deux membres étudiants, soit MM. Yves Mallette, du CEGEP de Saint-Jean et Denis Morin, du CEGEP de Rimouski, devaient soumettre leur rapport au retour de janvier. Ce rapport fut soumis au Congrès de Shawinigan le 18 janvier 1975. Les délégués-es avaient entériné ce rapport, considérant qu'il allait dans le sens des revendications étudiantes.

Toujours à ce Congrès du 15 décembre, les délégués-es étudiants-es votaient une résolution demandant au comité de la constitution (comité qui avait pour tâche d'élaborer la constitution de la future association nationale) de préparer pour la fin de semaine du 8 février 1975 un Congrès, au CEGEP de Jonquière, pour discuter le projet de constitution qu'il soumettra.

* * *

Mais quel effet aura la trêve du 15 décembre sur le développement du mouvement étudiant? Cette trêve allait-elle contribuer à diviser ou pire à dissimer les associations étudiantes ou plutôt allait-elle poser les bases pour son développement ultérieur? Selon le journal **UNITE!**, journal des étudiants-es de l'UQAM, «Cette trêve permet de consolider l'organisation. C'est à partir de ce moment que la charte de l'ANEQ sera discutée lors des trois sessions du Congrès National de Jonquière (8-9 février), Trois-Rivières (15-16 février) et Sherbrooke (1-2 mars). Pendant ce temps, explique-t-on, un groupe d'une quinzaine d'étudiants de différents CEGEPS ont effectué une tournée à travers la province à partir du 24 février pour mobiliser les étudiants sur la question de l'ANEQ, en montrer la nécessité. Ils ont publié un journal intitulé **Le journal de la Majorité**, dans lequel ils expliquent la nécessité de s'organiser et lancent le mot d'ordre «Etudiants du Québec, unissons-nous pour bâtir l'ANEQ.» (43)

(42)- *«Claude Charron propose deux gestes concrets qui pourraient hâter la rentrée des CEGEPS», Le Devoir, le 13 décembre 1974.*
(43)- *«Bâtissons l'ANEQ», UNITE, vol. 1, no 1, mars 1975, p. 3.*

BIBLIOGRAPHIE - 1ère PARTIE (UGEQ)

Les livres et les brochures

- BEDARD, Pierre et CHARRON, Claude, **Les étudiants québécois -la contestation permanente,** éditions spéciales de la revue Noir et Rouge, octobre 1969.
- GAGNON, Lysianne, **Bref historique du mouvement étudiant québécois : 1958-1971,** mai 1971 (document à tirage limité).
- **Historique du journalisme étudiant au Québec -1943-1979,** Presse étudiante du Québec, produit en 1980 (document à tirage limité).
- **Le milieu étudiant : ses origines sociales,** mars 1964, rédigé par M. Pierre Beausoleil pour le comité d'éducation de l'AGEUM.
- **La situation financière de l'étudiant,** 1964, rédigé par M. Michel Vaillancourt, pour le comité d'éducation de l'AGEUM.
- BROZEAU, Jacques, **Les résultats d'une enquête auprès des étudiants dans les universités de langue française au Québec,** département de sociologie, Université de Montréal, 1962.
- ROY, Jean-Louis, **Les programmes électoraux au Québec, 1931-1966,** Tome II, éditions Léméac.
- **Université ou fabrique des ronds de cuir,** édité à Montréal en 1968.
- **La hausse des prix, c'est du vol organisé,** publié par la FTQ, la CEQ et la CSN, 1974.
- BERGERON, Léandre, **Petit manuel d'histoire du Québec,** éditions québécoises, octobre 1974.
- FOURNIER, Louis, **FLQ -histoire d'un mouvement clandestin,** éditions Québec-Amérique, 1982.
- SIMARD, Francis, **Pour en finir avec octobre,** éditions Stanké, 1982.
- **Histoire du mouvement ouvrier au Québec (1825-1976),** produit par la CSN et la CEQ, 2ème édition, juin 1976.
- **Annuaire du Québec,** gouvernement du Québec, 54ème édition, 1974.
- **Les salariés au pouvoir!,** publié par le FRAP, éditions Les Presses Libres, 1970.
- **Pour l'organisation politique des travailleurs québécois,** rédigé par les militants-es du comité d'action politique de Saint-Jacques, décembre 1971.
- **Le PCC(ml) -une caricature du marxisme-léninisme,** brochure éditée par le Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec, 1975.
- **Le mouvement étudiant, l'appareil scolaire et les luttes de classes au Québec de 1960 à 1974,** Tome II, 1974. Thèse de maîtrise déposée au département de sciences politiques de l'UQAM.
- **Le mouvement étudiant,** publié par la revue Mobilisation (spécial), vol. 4, no 2, octobre 1974.
- **L'école au neutre,** document publié par l'ANEQ, le 1er avril 1981.

*****

Articles de revues

- BELANGER, Paul et Louis MAHEU, «Pratique politique étudiante au Québec», in **Recherches sociographiques,** département de sociologie, Université de Laval, vol. XIII, no 3, 1972.
- MC ANDREW, Machael, «Le syndicalisme étudiant québécois», in **Parti Pris,** vol. 2, no 6, février 1965.
- FALARDEAU, Louis, «Le pouvoir en France et au Québec», in **Socialisme '68,** no 5, octobre-novembre-décembre 1968.
- BRUNELLE, Richard et HAREL, Louise, «L'UGEQ après l'occupation des CEGEPS», publié dans la revue **Noir et Rouge,** vol. 1, été 1969.
- «A quoi sert le syndicalisme étudiant», in **Sept-Jours,** 2e année no 17, du 7 au 13 janvier 1968.
- «L'agitation étudiante au Québec», in **Sept-Jours,** 2e année, no 52, le 14 octobre 1968.
- «Pourquoi ce terrorisme?», in **Sept-Jours,** vol. 23, no 23, le 22 février 1969.

*****

Documents du ministère de l'Education du Québec.

- **Le mouvement étudiant au Québec,** bilan et prospective, ministère de l'Education, bulletin no 1, janvier 1969. Le thème de ce document est : «La contestation dans les CEGEP -relation chronologique».

- **Le mouvement étudiant au Québec,** bilan et prospective, ministère de l'Education, bulletin no 2, janvier 1969. Le thème de ce document est : «Le premier semestre dans les CEGEPS -journées d'études, d'occupation, de fermeture, d'assemblée, journées spéciales et journées de cours.»
- **Le mouvement étudiant au Québec,** bilan et prospective, ministère de l'Education, bulletin no 4, mars 1969.
- **Le mouvement étudiant au Québec,** bilan et prospective, ministère de l'Education, bulletin no 5, mai 1969. Le thème de ce document est : «Hypothèses sur les phases de l'action étudiante au Québec».
- **Le mouvement étudiant au Québec,** bilan et prospective, ministère de l'Education, bulletin no 6, juin 1969. Le thème de ce document est : «L'affirmation de l'étudiant '69».
- **Le mouvement étudiant au Québec,** bilan et prospective, ministère de l'Education, bulletin no 8, mars 1969.
- **Le mouvement étudiant au Québec,** bilan et prospective, ministère de l'Education, bulletin no 10, novembre 1969. Le thème de ce document est : «Contestation et engagement».
- **Le mouvement étudiant au Québec,** bilan et prospective, ministère de l'Education, bulletin no 12, février 1970. Le thème de ce document est : «Hypothèses sur l'avenir du mouvement étudiant».
- **Phénomène de la contestation étudiante au Québec,** texte présenté par l'inspecteur en chef, M. Henri-Paul Vignola du Service de la police de Montréal au Congrès annuelle de l'Association des chefs de police et de pompiers du Québec, tenu à Rouyn-Noranda du 28 juin au 2 juillet 1970. Il fut publié en 1970 par le ministère de l'Education à «l'intention des policiers du Québec».

*****

Documents de l'UGEQ et de la PEN

- Procès-verbal, 2ème Congrès de l'UGEQ, février 1967.
- Procès-verbal, 3ème Congrès de l'UGEQ, février 1968.
- **La semaine à l'UGEQ,** bulletin hebdomadaire, vol. 1, no 1, du 28 novembre au 4 décembre 1966.
- **La semaine à l'UGEQ,** bulletin hebdomadaire, vol. 2, no 20, du 2 au 20 mars 1968.
- **La semaine à l'UGEQ,** bulletin hebdomadaire, vol. 3, no 6, du 10 novembre au 16 novembre 1968.
- **La semaine à l'UGEQ,** bulletin hebdomadaire, vol. 3, no 9, du 10 au 17 décembre 1968.
- **La semaine à l'UGEQ,** bulletin hebdomadaire, vol. 3, no 10, du 18 au 24 décembre 1968.
- **La semaine à l'UGEQ,** bulletin hebdomadaire, vol. 3, no 11, du 20 au 25 janvier, 1969.
- **Bulletin du service de nouvelles de la PEN,** le 2 mars 1966.

*****

Articles de journaux

- «la FAECCQ», **Le Trait d'Union,** vol. 24, no 2, du 15 septembre au 2 octobre, 1963.
- «Oui à la marche à Québec», **Le Trait d'Union,** vol. 24, no 7, mars 1964.
- «Cartel syndical : CSN-FTQ-UCC-UGEQ», **Le Trait d'Union,** vol. 26, no 2, novembre 1965.
- «McGill dit non à l'UGEQ une seconde fois», **Le Trait d'Union,** vol. 26, no 5, février 1966.
- «L'UGEQ accepte temporairement le projet du gouvernement -'mais il faut améliorer le système le plus tôt possible', dit-elle», **Le Trait d'Union,** vol. 27, no 7, le 6 décembre.
- «L'UGEQ passe à l'attaque», **Le Trait d'Union,** vol. 26, no 6, le 18 mars 1966.
- «Communiqué de la PEN», reproduit dans **Le Trait d'Union,** vol. 28, no 2, le 24 octobre 1967.
- «Maisonneuve au sein du FEQ», **Le Trait d'Union,** vol. 33, no 8, le 21 novembre 1972.
- «Le Congrès du FEQ; les faits», **Le Trait d'Union,** vol. 33, no 8, le 21 novembre 1972.
- «UGEQ engage la lutte», **Désormais,** l'hebdomadaire du nouveau québécois, vol. 1, no 1, avril 1966.
- «Les normaliens appuient l'action des professeurs en grève», **Jeune Québec,** du 7 au 13 janvier 1967.
- «Les 12,000 étudiants de McGill reviendront-ils sur leur position», **Jeune Québec,** l'hebdomadaire du nouveau québécois, vol. 1, no 2, du 27 au 30 janvier 1967.
- «L'UGEQ : instrument essentiel pour la revendication étudiante», **Le Quartier Latin,** vol. 42, no 3, 1964.
- «Prêts et bourses -débrayage et occupations», **Le Quartier Latin,** vol. 57, no 13, le 4 décembre 1974.
- «Bâtissons l'ANEQ», **UNITE,** vol. 1, no 1, mars 1975.
- «Admission dans les universités (TAEU)», **Le journal de la Majorité,** vol. 1, no 1, février 1975
- «Comment s'est développé l'ANEQ», **Le journal de la Majorité,** vol. 1, no 1, février 1975.
- «La nécessité d'une organisation permanente des étudiants», **Le journal du FRAP,** février-mars 1973.

Bibliographie - 1ère partie (UGEQ)

- «Vers un syndicat étudiant», **Le journal du FRAP**, février-mars 1973.
- «Débat étudiant à Trois-Rivières», **Libération,** vol. 2, no 2, mars 1972.
- «La norme de 82 jours : débat sur une lutte étudiante», **Libération,** vol. 2, no 6, juin 1972.
- «Chronologie des événements du premier semestre», **Le Quotidien du Canada populaire**, vol. 4, no 84, le 18 décembre 1974.
- «Le service des prêts et bourses : pas une panacée, **Informeq,** no 28, juin-juillet 1978.
- «Débrayage étudiant dans six CEGEPS demain», **La Presse,** le 8 octobre 1974.
- «Cloutier abolit les tests d'aptitude aux études universitaires et règlera le problème du budget de l'Université de Sherbrooke», **La Presse**, le 2 novembre 1974.
- «Les prêts et bourses aux étudiants -des solutions sont déjà apportées aux problèmes soulevés», **Le Devoir,** le 28 novembre 1974.
- «Les débrayages s'étendent aux universités et aux polyvalentes -100,000 grévistes des prêts et bourses», **Le Devoir,** le 29 novembre 1974.
- «UQAM : journée d'étude des étudiants demain», **Le Devoir,** le 5 décembre 1974.
- «Les cégépiens ne rentrent guère mais le ton demeure conciliant au ministère», **Le Devoir,** le 7 décembre 1974.
- «Claude Charron propose deux gestes concrets qui pourraient hâter la rentrée des CEGEPS», **Le Devoir,** le 13 décembre 1974.

18 janvier 1975 - 22 mars 1976

1975

18 janvier : Réunion nationale à Shawinigan de 30 associations étudiantes des niveaux collégial et universitaire afin de dresser un bilan de la lutte des prêts et bourses de '74.

-8 février : Congrès national à Jonquière sur la charte de l'ANEQ. 46 collèges et universités y sont représentés (2e partie à Trois-Rivières, les 22 et 23 février).

-Fin février : Parution du premier numéro du Journal de «La Majorité» qui deviendra l'organe officiel de l'ANEQ et dont l'objectif est d'unir et d'impliquer l'ensemble des étudiants-es au processus de création de l'association nationale.

-1er - 2 mars : Première partie du Congrès de fondation de l'ANEQ à Sherbrooke. Adoption des statuts et règlements. Election d'un Conseil Central provisoire.

-22-23 mars : Deuxième partie du Congrès de fondation. Création officielle de l'ANEQ. 51 associations étudiantes y sont représentées et 29 d'entre elles adhèrent officiellement à ce nouveau regroupement national. Proclamation de la journée du 22 mars comme fête nationale des étudiants-es du Québec.

-3-4 mai : Deuxième Congrès de l'ANEQ sous forme de Conseils régionaux. Bilan des luttes étudiantes. Elaboration des grandes orientations pour le mouvement étudiant national.

-Eté 75 : Enquête, recherche et élaboration d'un «programme pratique d'action» pour l'ANEQ. Ce programme sera adopté au IIIe Congrès national.

-27-28 septembre : IIIe Congrès de l'ANEQ au CEGEP Limoilou à Québec. Le mot d'ordre de «communauté d'intérêts et unité d'action face à l'ennemi commun» est adopté.

-14 octobre : Adoption par le Fédéral de la loi C-73 (gel des salaires). Le gouvernement du Québec en adopte une copie conforme : la loi 64.

-23 octobre : Manifestation de 20 000 personnes à Montréal contre la hausse des tarifs à la CTCUM. L'ANEQ participe à la mobilisation.

-24 octobre : L'ANEQ donne son appui aux travailleurs-euses du Front Commun.

-1-2 novembre : Congrès de fondation de la nouvelle Presse étudiante nationale (PEN). Une trentaine de journaux y sont représentés (en '77, la PEN deviendra la Presse étudiante du Québec - PEQ).

-15 au 24 novembre : Plusieurs assemblées générales étudiantes de collèges et d'universités dénoncent les lois C-73 et 64.

-24 novembre : A Québec, une manifestation contre la loi C-73 et 64 regroupe 5 000 personnes. A cette occasion le secrétaire général de l'ANEQ, Pierre Laroche, prononce un discours.

-26 novembre : A Montréal, 40 000 personnes se mobilisent contre les mesures anti-ouvrières de Trudeau et Bourassa.

1976

-31 janvier - 1er février : IVe Congrès de l'ANEQ au CEGEP de La Pocatière.

-1er février : Manifestation des étudiants-es de l'UQAM et de l'UdeM contre les nouvelles normes de perception des frais de scolarité. A l'UdeM comme à l'UQAM, une injonction est émise pour contrer cette lutte étudiante.

-Printemps : Poursuite du programme d'action de l'ANEQ. Campagne pour unir les étudiants-es du secondaire au mouvement étudiant.

-22 mars : A Ottawa, 30 000 travailleurs-euses manifestent contre la loi C-73. L'ANEQ participe à cette manifestation. Débrayage de 24 heures du Front Commun; les écoles sont fermées.

«Notre idéal est de fonder l'ANEQ, pour mieux défendre nos intérêts»

•**Le Journal de la Majorité,** Vol. 1, no 1, fév. 1975.

L'Association Nationale des Etudiants du Québec (ANEQ) (1) est fondée officiellement le 22 mars 1975. Mais le processus de création de ce regroupement étudiant national, comme nous l'avons souligné dans les textes précédents, avait démarré en fait lors d'un Congrès qui avait eu lieu au CEGEP de Shawinigan, le 7 novembre 1974. Ce Congrès, qui avait été convoqué pour dénoncer les TAEU, avait alors donné l'occasion à 27 associations étudiantes locales qui y participaient de se prononcer, pour la première fois, en faveur de la formation d'un regroupement étudiant à l'échelle nationale. Rappelons quelques événements importants de cette démarche.

C'est au mois de septembre 1974 que nous avons vu s'organiser, au Québec, des nouveaux regroupements d'associations étudiantes de niveau local. Ces regroupements visaient essentiellement à s'opposer aux différentes mesures que le ministère de l'Education commençait à appliquer dans le secteur de l'éducation : coupures budgétaires, réorientation des programmes, imposition des TAEU (depuis 1972), etc. Les 28 et 29 septembre, au CEGEP de Joliette, 6 délégations étudiantes de CEGEPS (Joliette, Rosemont, Saint-Hyacinthe, Saint-Laurent, Valleyfield et Trois-Rivières) se concertent et élaborent une stratégie d'action pour boycotter les TAEU. La principale recommandation qui émana de cette réunion fut la tenue, pour le 9 octobre, d'une journée d'étude simultanée dans plusieurs CEGEPS. Les 14 et 15 octobre, une deuxième réunion fut organisée, cette fois au CEGEP de Saint-Laurent, pour tracer un bilan de la journée d'étude du 9 octobre. 13 délégations étudiantes participèrent à cette réunion où l'on s'entendit pour développer la mobilisation étudiante contre les TAEU. Pour ce faire, on décidait de mettre au point un réseau d'information sur le plan provincial, réseau qui devait permettre d'améliorer les liens entre l'ensemble des associations étudiantes du Québec. Ce réseau d'information donna de bons résultats puisque, le 7 novembre 1974, 27 délégations étudiantes se réunirent à Shawinigan. C'est au cours de ce Congrès que les délégués-es étudiants-es votèrent la création du «Comité de la constitution». Ce comité avait pour mandat d'élaborer un projet de constitution pour un éventuel regroupement national permanent. Cette constitution, une fois adoptée, allait devenir, comme nous le démontrent le préambule et la proposition, la base politique et organisationnelle sur laquelle on tenterait d'unir toutes les associations étudiantes du Québec. Le préambule et la proposition se lisaient comme suit :

> «Attendu que depuis les années 1970, le gouvernement du Québec pratique une politique de coupures de budgets, à l'éducation et au au social;
> Attendu que des coupures de budgets sont en subventions directes ou indirectes à l'entreprises privées! (sic)
> Attendu que pour résister à cette politique de coupures de budgets, présentement les TAEU (et les autres à venir), il est nécessaire que les étudiants s'organisent sur le plan provincial;
> Attendu que le Congrès provincial des CEGEPS peut constituer les bases d'une telle organisation;
> L'atelier de St-Hyacinthe propose la formation d'un Comité provisoire composé d'un représentant par région travaillant à la mise sur pied d'une Constitution et des détails techniques de son implantation.» (2)

Ainsi, à partir de cette proposition, le «Comité de la constitution» fut rapidement mis sur pied et, dès le 16 novembre, une première rencontre de deux jours eut lieu à Québec pour discuter des principes sur lesquels on allait élaborer le projet de constitution. «Dès ce moment, expliquent les membres de ce comité, se sont dégagés cinq principes qui nous sont apparus comme étant essentiels; l'adhésion volontaire et l'autonomie des associations affiliées, l'électivité, la responsabilité et la révocabilité des officiers. Nous nous sommes répartis le travail, précise-t-on, à savoir des documents à consulter et la composition d'un document (un pré-projet de charte) qui servirait à nos discussions ultérieures». (3)

Prévoyant avoir terminé le projet de Constitution pour la mi-décembre, le comité avait annoncé publiquement, par l'entremise de la «grande presse», que la tenue du Congrès de fondation de l'ANEQ se ferait les 15 et 16 décembre 1974. «L'ASSOCIATION NATIONALE DES ETUDIANTS DU QUEBEC VA NAITRE», titrait **Le Devoir**, du 26 novembre 1974. Cet article, signé par nulle autre que madame Lise Bissonnette, rapportait l'événement en ces termes : «Déterminés à éviter les erreurs des 'anciens', les étudiants des CEGEPS vont se donner, dans trois semaines, une Association

(1)- C'est seulement au 12e Congrès de l'ANEQ, en mai 1980, qu'on a ajouté l'appellation «et étudiantes» au nom de l'ANEQ.
*(2)- **Procès-verbal de l'assemblée inter-CEGEP du jeudi 7 novembre 1974, p. 2.***
*(3)- **Document présenté par le Comité de la constitution, au Congrès national de Sherbrooke, tenu les 1 et 2 mars 1975, p. 2.***

nationale des étudiants du Québec. Le Congrès de fondation aura lieu à Québec les 15 et 16 décembre prochain, de même que l'élection d'un premier exécutif national». (4)

Mais la grève étudiante nationale contre le régime des prêts et bourses, en novembre et en décembre, avait perturbé quelque peu le travail du comité. Bien que ce conflit eut pour effet de briser la régularité des réunions du comité et de reporter à plus tard la fondation de l'ANEQ, il n'en demeurait pas moins que cette lutte étudiante, dont l'organisation nécessite la tenue de nombreuses réunions nationales, a permis dans les faits d'inspirer, pour l'élaboration des structures de l'ANEQ, le Comité de la constitution.

A partir de janvier 1975, le Comité de la constitution s'est réuni à plusieurs reprises : les 3, 4 et 5 janvier à Rimouski; et à Jonquière, pendant cinq jours (deux sessions intensives), du 29 janvier au 2 février. C'est à ces deux réunions de Jonquière que le projet de constitution fut finalisé. Une autre rencontre eut lieu les 6 et 7 février, mais cette fois pour organiser la préparation du Congrès d'étude du projet de constitution.

Le projet de constitution fut présenté pour la première fois, le 8 février, à un Congrès qui regroupait, à Jonquière, les délégués-es étudiants-es de 46 institutions scolaires post-secondaires. La deuxième partie de ce Congrès eut lieu à Trois-Rivières les 22 et 23 février. Au cours de cette réunion, les délégués-es s'étaient entendus-es pour finaliser le travail autour de cette question lors d'un Congrès qui devait être convoqué à Sherbrooke les 1er, 2 et 3 mars.

Puis arrive le Congrès de Sherbrooke. Lors de cette réunion nationale, les délégués-es étudiants-es, après avoir discuté en détails du projet de constitution, élisent un conseil central provisoire (CCP) qui avait comme tâche «de mettre sur pied la structure de l'ANEQ et de faire appliquer la constitution dûment votées à l'issue du Congrès de Sherbrooke». (5) On profite également de l'occasion pour nommer le premier conseil exécutif de l'histoire de l'ANEQ. Il sera composé de Pierre Laroche, secrétaire général; Serge Lafortune, secrétaire-trésorier; Raymond Giguère, Marguerite Soulière et Daniel Dagenais, sans fonctions précises. Le conseil central provisoire avait pour tâche également de travailler à organiser l'ANEQ à ses échelons inférieurs (les associations étudiantes locales) et intermédiaires (les conseils régionaux) comme étant la condition préalable à la constitution de ses structures supérieures, soit au niveau du conseil central, du conseil exécutif et du Congrès national. Pour respecter ce mandat de Congrès, le conseil central provisoire, qui était composé de 21 membres, entreprit une tournée nationale d'information et de sensibilisation à travers tout le Québec. Cette tournée a permis aux membres du conseil central provisoire de rencontrer «les étudiants-es de la base» par le biais d'assemblées générales, d'assemblées d'information et de débats-midis. Le but de cette vaste campagne était d'informer et de sensibiliser les militants-es et les étudiants-es des associations locales à propos de l'ANEQ et, de ce fait, promouvoir son fonctionnement à tous les niveaux. Tout au long de cette tournée, l'appel avait été lancé aux étudiants-es, par les membres du conseil central provisoire, pour qu'ils-elles participent au Congrès officiel de fondation de l'ANEQ, Congrès qui était annoncé pour le 22 mars 1975.

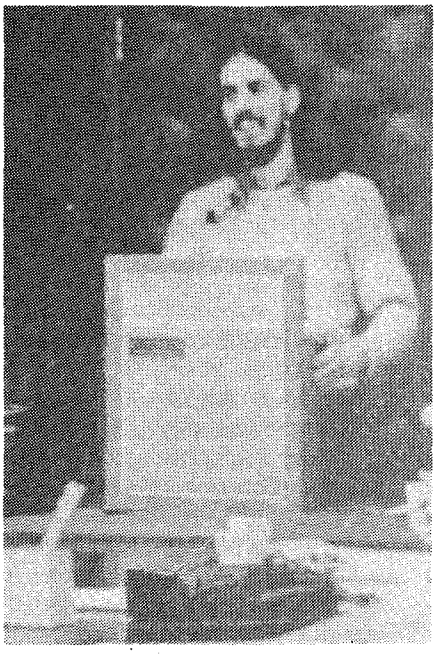
Le Congrès de fondation de l'ANEQ

Le Congrès de fondation de l'ANEQ eut donc lieu au pavillon Pollack de l'Université Laval à Québec, le 22 mars 1975. Les délégués-es étudiants-es de 51 CEGEPS, universités et collèges privés étaient venus de toutes les régions du Québec pour assister à ce Congrès que les protagonistes de l'ANEQ présentaient comme étant «historique». «Le Congrès de fondation s'est déroulé, rapporte **le journal de La Majorité**, dans une atmosphère militante. Marquant le pas de l'unité, 29 associations étudiantes ont adhéré officiellement à l'ANEQ et ont prononcé des discours qui démontrent notre désir d'unité et de consolider la force étudiante qui a marqué les luttes des TAEU et des prêts et bourses dans un mouvement d'organisation nationale. Les autres institutions scolaires du Québec adhéreront sous peu à l'ANEQ». (6)

Pourquoi, après 4 mois de travail acharné et passionné pour poser les bases de l'ANEQ, les autres associations étudiantes n'adhéraient-elles pas? Y avait-il des problèmes d'organisation au niveau local ou pire y avait-il des associations étudiantes qui entretenaient des réticences à s'impliquer dans cette nouvelle association étudiante nationale?

A la «lumière éclairante» des discussions et des débats qui marquèrent ce premier Congrès officiel de l'ANEQ, il apparaît que la difficulté principale qu'aient rencontrée les organisateurs-trices de l'ANEQ dans leur travail était le fait que bon nombre d'associations étudiantes étaient soit en voie de se constituer ou tout simplement en période de consultation auprès des étudiants-es «de la base». Ainsi, par exemple, si certaines universités

(4)- «*L'Association nationale des étudiants du Québec va naître*», ***Le Devoir*** , *le 26 novembre 1974, p. 3.*
(5)- «*Unissons-nous pour bâtir l'ANEQ*», ***le journal de La Majorité***, *vol. 1, no 2, mars 1975, p. 3.*
(6)-«*Congrès de fondation de l'ANEQ*», ***le journal de La Majorité***, *vol. 1, no 3, avril 1975, p. 1.*



Le premier Secrétaire Général de l'ANEQ, Pierre Laroche.

Associations étudiantes qui ont adhéré à l'ANEQ au Congrès de fondation le 22 mars 1975.

Au niveau collégial

Les 24 associations étudiantes de collèges qui ont adhéré à l'ANEQ, le 22 mars 1975, représentaient environ 40,000 étudiants-es. Elles provenaient des CEGEPS suivants : Rivière-du-Loup, Jonquière, Rimouski, Hull, Lionel-Groulx, Gaspé, Shawinigan, Montmorency, Joliette, Sherbrooke, Sorel-Tracy, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Hyacinthe, Trois-Rivières, Lévis-Lauzon, Victoriaville, Thetford, Sainte-Foy, Rosemont et les Campus de Saint-Félicien et de Mingan.

Trois collèges privés adhéraient également. Ce sont les collèges de Lévis, Marguerite-Bourgeois et le séminaire de Sherbrooke.

Au niveau universitaire

Les 5 universités qui ont adhéré à l'ANEQ à la fondation regroupaient, à elles seules, plus de 35,000 étudiants-es. Ces institutions sont celles-ci : l'Université du Québec à Montréal, le campus Loyola de l'Université Concordia, l'école des Hautes Etudes Commerciales, l'Ecole Polytechnique de l'Université de Montréal et l'Université Laval.

Dans l'ensemble, l'ANEQ rejoignait, par l'entremise de ses 29 associations étudiantes membres, au-delà de 75,000 étudiants-es.

avaient pu adhérer lors de ce Congrès, telle l'association étudiante de l'UQAM, il ne pouvait en être de même à l'Université de Montréal puisqu'il n'existait pas encore, dans cette institution, d'association locale structurée. Mais, comme le rapporte le journaliste Florent Plante, du journal **Le Soleil** de Québec, «la délégation de cette université (s'était) montrée très optimiste et ses représentants (croyaient) que ce n'(était) plus qu'une question de temps pour que les 17,500 étudiants soient membres de l'ANEQ». (7)

Autre fait important à noter : la participation des institutions anglophones à l'ANEQ. On se souviendra qu'au Québec, la participation des associations anglophones au mouvement national avait toujours rencontré certaines difficultés. L'ANEQ, à ce chapitre, allait connaître un bon départ. En effet, à l'instar de l'Université anglophone Loyola-Concordia, les délégués-es de l'Université McGill avaient annoncé à l'ensemble des congressistes qu'ils-elles demanderaient probablement pour septembre leur affiliation à l'ANEQ. Comment ces institutions anglophones expliquaient-elles leur adhésion à l'ANEQ? Les représentants-es de Loyola-Concordia avaient affirmé au Congrès «qu'en adhérant à l'ANEQ, ils voulaient démontrer qu'ils n'(étaient) pas intéressés à demeurer dans un ghetto anglophone coupé du reste des étudiants québécois. Les mêmes sentiments animeraient les universitaires de McGill, selon leurs représentants». (8)

Par ailleurs, certaines institutions, beaucoup moins optimistes, avaient manifesté plusieurs réticences quant aux orientations générales de l'ANEQ, quelques-unes s'opposant même, comme le rapporte le journal **La Presse**, à sa création : «Les représentants de Limoilou (avaient) en effet exprimé leur opposition au style de la nouvelle association et ceux de Rouyn-Noranda, d'orientation plus gauchiste, (reprochaient) à l'ANEQ son caractère 'corporatiste à destin capitaliste', ils l'(esti-

(7)- «*L'Association nationale des étudiants du Québec existe enfin*», ***Le Soleil***, *le 24 mars 1975, p. 12.*
(8)- *Ibid, p. 12.*

«L'ANEQ vit et vivra!»

(Extraits du discours prononcé par Pierre Laroche, premier Secrétaire Général de l'ANEQ), le 22 mars 1975.

Chers étudiants du Québec,

c'est après des heures, des jours, des mois et pour certains des années d'attente,

c'est après avoir combattu d'une façon très courageuse qui serait digne d'une mention honorifique,

c'est après avoir défié les prévisions les plus pessimistes et les critiques les plus négatives,

c'est après avoir vu tomber de nos plus valeureux confrères au cours de nos dernières luttes,

c'est enfin pour la libération de tous les étudiants du Québec et de la société québécoise toute entière, qu'aujourd'hui le mouvement étudiant est extraordinairement enthousiaste à l'idée de pouvoir fièrement affirmer en ce jour mémorable que sera le 22 mars 1975, que l'ANEQ est officiellement fondée.

Nous n'avons qu'à nous rappeler l'atmosphère inoubliable qui régnait dans chacune de nos institutions et du congrès national lors de la lutte des Prêts et Bourses qui nous permet aujourd'hui de mettre les plus grands et les plus beaux espoirs dans l'avenir.

Rappelons-nous combien notre courage fut grand lors de la lutte des Prêts et Bourses pour tenir des congrès qui ont duré parfois jusqu'à 19 heures consécutives afin d'avoir la perception la plus juste des gestes que nous avions à poser.

Rappelons-nous qu'après les victoires inespérées dans les conditions d'organisation où se trouvait alors le mouvement étudiant.

Rappelons-nous aussi qu'après cette dure lutte qui aurait pu nous laisser entrevoir quelques moments de répit, nous dûment lutter très fortement contre cette tendance à l'inorganisation, au spontanéisme, au refus de direction dont nous étions les héritiers et qui nous amena à délaisser de façon presque totale durant deux longs mois ceux pour qui nous nous devions d'organiser l'ANEQ.

Mais le plus gros de notre travail reste à faire, les luttes que nous avons dû mener ne sont rien à côté de celles que nous auront à mener contre les attaques qui seront sans cesse croissantes de la part du gouvernement, à la fois contre les étudiants et contre l'ANEQ elle-même.

C'est pour cette dernière raison, que dès à présent et dans l'avenir nous devrons faire de l'éducation la base de notre champs d'action ce qui nous permettra d'assurer une meilleure direction de toutes nos luttes locales, conditions essentielles à une véritable union de tous les étudiants du Québec qui est la seule raison d'être de l'ANEQ. (...)

Afin de faire en sorte que notre champs d'action s'ouvre sur notre société toute entière et sur toutes les autres sociétés du monde, condition essentielle pour être en mesure de saisir le vrai rôle que joue notre système d'éducation qui ne peut être déterminé que par le type de société dans laquelle nous vivons.

L'ANEQ est un défi mais aussi la réponse à un défi. Lancé au cours de récentes négociations au visage des négociateurs étudiants, il se voulait à l'époque, un affront à la représentativité du mouvement étudiant. Ce défi nous l'avons relevé, mais à notre manière. Eviter le piège du bureaucratisme, la fausse représentativité d'une élite pour s'appuyer sur les luttes concrètes et progressistes des masses étudiantes.

Celui qui nous lançait ce défi, nous a fait voir contre son gré, la route qu'il fallait emprunter. C'est devant tous ces délégués réunis ici en congrès, devant les observateurs et devant la population québécoise que je dis : «Merci! Monsieur Cloutier!» Sans vos propos, nous n'aurions pas compris la connerie de votre défi : celui que vous vous prépariez à relever. N'étiez-vous pas prêt à choisir vous-même les représentants des étudiants? Ne l'avez-vous pas déjà fait dans le passé?

C'est aux étudiants que je m'adresse maintenant.

Etudiants du Québec unissons-nous pour bâtir l'ANEQ.

Etudiants du Québec, ce n'est qu'un début continuons le combat.

C'est pour vous, avec vous et aux côtés des travailleurs...que **l'ANEQ VIT ET VIVRA!!!**

maient) liée à la classe sociale d'origine des étudiants' et ils l'(accusaient) de vouloir 'créer un ilôt de privilégiés sous l'aile paternaliste de la Centrale de l'enseignement du Québec». (9)

Malgré ces quelques associations étudiantes dissidentes, le discours inaugural du secrétaire général de l'ANEQ, M. Pierre Laroche, rappelait, en ce 22 mars 1975, comment la solidarité étudiante était essentielle pour relever les nouveaux défis et pour faire face aux problèmes quotidiens des étudiants-es. Il soulignait que l'ANEQ était le point de départ «d'un mouvement plus uni et plus fort, mouvement qui est né à travers les luttes contre les TAEU et les prêts et bourses et qui se concrétise dès maintenant dans les luttes des SAE à l'Univesité de Montréal, celle des étudiantes de technique diététique à Joliette et enfin à Thetford-Mines où les étudiants sont aux prises avec un problème de construction et appuient les mineurs en grève de la région». (10)

D'autres part, de nombreux syndicats et groupes populaires avaient fait parvenir à l'ANEQ des messages d'appui saluant ainsi la création de l'ANEQ. (11) Le président de la

*(9)- «Les étudiants se donnent leur 'centrale syndicale'», **La Presse**, le 24 mars 1975, p. A-3.*

*(10)- «Congrès de Fondation de l'ANEQ», **le journal de La Majorité**, vol. 1, no 3, avril 1975, p. 1.*

(11)- Voir en annexe I la liste des syndicats et autres mouvements qui ont fait parvenir des messages de solidarité.

Centrale de l'enseignement du Québec, M. Yvon Charbonneau, qui avait été invité à prendre la parole lors de ce Congrès, avait rappelé aux congressistes que «l'ANEQ était née à travers les luttes contre le gouvernement et que, selon lui, l'ANEQ entendait se situer de plein pied en appui au camp des travailleurs». (12) Soulignons, en passant, que la CEQ n'avait pas limité ses appuis qu'à des «beaux discours». Deux semaines avant la création de l'ANEQ, elle avait mis à la disposition des militants-es étudiants-es des services techniques : prêt d'un local dans les locaux de la CEQ à Québec, impression de documents, utilisation d'une ligne téléphonique et finalement prêt à long terme d'un montant de $10,000. (Ce prêt a été remboursé en totalité quelques années plus tard...). A propos de ces liens étroits entre les deux centrales syndicales (ANEQ / CEQ), l'ANEQ s'est toujours défendue d'avoir été «manipulée» d'une façon quelconque, comme l'affirmaient certaines personnes, par sa «grande soeur». Non! Le mouvement étudiant était bien assez «grand» pour se défendre tout seul et ce, sans qu'il y ait une «main protectrice» qui vienne s'immiscer dans les débats qui concernaient d'abord et avant tout les étudiants-es. Bien que les leaders étudiants-es aient manifesté à quelques reprises leur soutien face à certaines analyses faites par la CEQ, il n'en demeurait pas moins qu'ils-elles considéraient que «leur» association étudiante nationale n'était pas à vendre. L'ANEQ était beaucoup trop précieuse pour que le MEQ ou la CEQ soit en mesure de l'acheter! Et, à cet effet, le Congrès du 22 mars, qui regroupait près de 500 personnes, en était une preuve évidente!

Ceci dit, peu après les discours et les débats, concernant les orientations générales de l'ANEQ, les délégués-es étudiants-es s'entendirent pour proclamer le 22 mars, «Fête Nationale des étudiants du Québec» en l'honneur de la fondation de l'ANEQ. Cette date rappelle aussi les début du mouvement étudiant de Mai et Juin 1968 en France.

Pour s'assurer de l'élaboration des priorités de travail ainsi que pour analyser les problèmes vécus par les étudiants-es, les congressistes avaient appuyé l'idée d'organiser, pour les 3 et 4 mai, un Congrès d'orientation. En fait, la création de l'ANEQ n'était que le point de départ d'un mouvement permanent qui désirait faire ouvertement la promotion des «intérêts matériels, professionnels, culturels et sociaux des étudiants-es». La création de l'ANEQ n'était qu'une première étape dans cet objectif et les délégués-es des associations étudiantes locales le savaient pertinemment bien. Mais le 22 mars 1975 leur avait quand même permis de résoudre une autre incertitude : pour eux-elles, la fondation de l'ANEQ était, à partir de ce jour, définitivement un pas en avant pour tout le mouvement étudiant!

Les media et la création de l'ANEQ

La Fondation de l'ANEQ fut très bien reçue par la «grande presse». La couverture des luttes étudiantes et de la création de l'ANEQ le 22 mars, par les journalistes «professionnels-les», n'avait pas été trop entachée, comme en témoignent ces quelques titres, par des reportages diffamatoires et insidieux :

•«LES SLOGANS ETUDIANTS TEMOIGNENT D'UNE VOLONTE D'ELARGIR LA BATAILLE»
-**Le Devoir**, le 13 décembre 1974

•«L'ASSOCIATION NATIONALE DES ETUDIANTS DU QUEBEC EXISTE ENFIN»
-**Le Soleil**, le 24 mars 1975

•«LES ETUDIANTS SE DONNENT LEUR 'CENTRALE SYNDICALE'»
-**La Presse**, le 24 mars 1975

•«FONDEE SAMEDI - L'ANEQ REGROUPE DEJA QUELQUE 70,000 ETUDIANTS»
-**Le Devoir**, le 24 mars 1975

Par contre, dans les journaux dits «alternatifs» des groupes politiques de gauche, on n'avait pas reçu la création de l'ANEQ avec la même bienveillante unanimité. Si certains journaux comme le **Quotidien du Canada Populaire** (QCP -journal du PCCml). **Libération** (de la Ligue Socialiste Ouvrière), **Tribune Ouvrière** (du Groupe Socialiste des Travailleurs du Québec) ou **Combat** (du «vieux» Parti Communiste du Québec) avaient appuyé ouvertement la création de l'ANEQ, d'autres (**Le Partisan** du Mouvement Révolutionnaire des étudiants du Québec, **La Taupe Rouge** du Groupe Marxiste Révolutionnaire et **En Lutte**! du groupe du même nom) s'étaient carrément opposés à la venue de la nouvelle association étudiante nationale.

Ainsi, pour le journal **La Taupe Rouge**, «la création de l'ANEQ (s'inscrivait) parfaitement dans le projet bureaucratique péquiste. Non pas que le P.Q. l'ait lancée, mais le nationalisme que charrie le P.Q. sur l'unité de tous les québécois, sa négation de la lutte des classes cadre très bien avec les théories des Anéquistes sur leur conception d'homogénéité des intérêts étudiants». (13) Ce groupe politique, qui avait d'ailleur quelques militants-es impliqués-es dans certaines associations étudiantes (Maisonneuve et Rosemont, entre autres), poussa donc l'ironie jusqu'à affirmer que les associations étudiantes représentaient un cadre parfait pour le P.Q. et ses objectifs politiques, c'est-à-dire, à cette époque, prendre à court terme le pouvoir. Cette dernière analyse est en partie partagée par le journal **Le Partisan** (MREQ); nous disons «en partie»

(12)- «Congrès de Fondation de l'ANEQ», le journal de La Majorité, vol. 1, no 3, avril 1975, p. 1.
(13)- «L'ANEQ luttera ou ne vivra pas», La Taupe Rouge, no 19, avril 1975, p. 5.

puisqu'en fait, selon ce groupe, ce n'est pas seulement le P.Q. qui était fier de la création de l'ANEQ mais également le Parti libéral du Québec et son représentant au ministère de l'Education, M. François Cloutier. «Inutile de se surprendre, affime **Le Partisan**, que la bourgeoisie ait officiellement appuyé, par la bouche


Sur les cendres et les traces de l'UGEQ

La nouvelle association sera syndicale

par Lise Bissonnette

L'Association nationale des étudiants du Québec existe enfin

Fondée samedi

L'ANEQ regroupe déjà quelque 70,000

Les étudiants se donnent leur "centrale syndicale"

de Cloutier, la création de l'AN EQ». Selon ce journal, l'ANEQ était «corporatiste» parce qu'elle parlait de «défendre les intérêts des étudiants» et, poussant plus loin ce raisonnement, il prétendait que l'ANEQ était destinée «à combattre toute tendance, tout courant progressiste en milieu étudiant : la ligne qu'elle met de l'avant, en plus des actes de certains de ses bonzes dirigeants, sont déjà là pour le prouver. L'ANEQ, c'est aussi le plus pur fruit du corporatisme. C'est pourquoi la seule position progressiste à prendre face à l'ANEQ et au corporatisme, c'est de mener concrètement la lutte contre l'ANEQ». (14) Par ailleurs, le **Quotidien du Canada Populaire** (QCP), se démarquant clairement de ses opposants politiques, félicitait avec beaucoup de verve les militants-es étudiants-es qui avaient contribué à la création de l'ANEQ. «Le QCP félicite les étudiants québécois de leur importante entreprise de bâtir une organisation nationale, salue le grand progrès qu'ils ont déjà accompli dans ce travail, et attend avec le plus grand enthousiasme la fondation de l'Association nationale des étudiants du Québec». (15) Le QCP, l'organe central du PCC(ml), voyait l'ANEQ comme un instrument qui permettrait de diriger et de développer les luttes étudiantes. Ces luttes, selon ce journal, allaient dans le même sens que celles développées par le mouvement ouvrier. Cette analyse que le PCC(ml) avait élaborée, sur l'ANEQ, lui permettra de se rallier assez rapidement certains-es militants-es étudiants-es qui avaient joué un rôle de premier plan lors des grandes luttes d'automne '74. Ces militants-es, impliqués-es au sein même des structures de l'ANEQ, tenteront d'influencer les orientations du mouvement étudiant et ce, en fonction des intérêts particuliers de cette organisation politique (voir à cet effet la partie sur le 5e Congrès de l'ANEQ).

Le Congrès d'orientation de l'ANEQ : une occasion de structurer les sept Conseils régionaux

Pour se conformer aux résolutions du Congrès de fondation, le conseil central provisoire (CCP) prit sur lui la tâche d'organiser le Congrès d'orientation (16) de l'AN EQ pour les 3 et 4 mai 1975. Pour s'assurer de la bonne marche de ce 2e Congrès, le CCP forma un comité préparatoire pour planifier l'organisation des débats, et en même temps, tracer une ligne de procédure afin d'en garantir le bon fonctionnement. Mais étant donné la proximité de la date du Congrès d'orientation qui devait avoir lieu seulement 5 semaines après le 1er Congrès, le comité préparatoire en vint à la conclusion que le Congrès d'orientation avait peu de chances de se dérouler dans des conditions satisfaisantes. Le conseil central provisoire songea donc, puisqu'il ne voulait pas se déroger de cette décision votée par le 1er Congrès, à d'autres alternatives. On se souviendra qu'une des tâches que s'étaient fixés les leaders étudiants-es à la fin de 1974-75 était de bâtir des associations étudiantes là où il n'y en avait pas. Peu après le Congrès de fondation de l'ANEQ, le conseil central provisoire avait commencé à faire un travail d'enquête dans les diverses régions du Québec pour analyser quelle était la situation de l'organisation des associations étudiantes locales, les endroits où il n'en existait pas et enfin... de

*(14)- «L'ANEQ : retour au corporatisme», **Le Partisan**, vol. 4, no 5, mars 1975.*

*(15)- «De vrais pas en avant dans la consolidation de l'ANEQ», **le Quotidien du Canada Populaire**, vol. 5, no 48, le 25 février 1975, p. 2.*

(16)- Dans les archives de l'ANEQ, ce Congrès d'orientation est considéré comme le 2e Congrès. Le 1er Congrès étant celui de la fondation officielle de l'ANEQ, le 22 mars 1975.

voir à prendre les moyens pour en mettre sur pied.

Le bilan que faisait le CCP de son travail d'enquête l'avait amené à conclure que l'ANEQ avait intérêt à renforcer ses instances de base, en particulier au niveau de ses sept conseils régionaux. Le CCP décida donc, conformément à la volonté du Congrès de fondation, **d'organiser simultanément le Congrès d'orientation dans les 7 conseils régionaux de l'ANEQ.**

Le CCP détermina également les grandes lignes ou les grands axes de discussions autour desquels devaient s'effectuer l'ensemble des débats au niveau des 7 régions. En se basant sur les préoccupations des étudiants-es des associations locales, on avait établi que les débats se feraient à partir des trois points suivants : 1) les problèmes actuels des étudiants-es et ce, à tous les niveaux (difficultés économiques, rôle des étudiants-es dans l'institution et problèmes pédagogiques); 2) la structure de l'ANEQ et son organisation (fonctionnement des associations étudiantes, leur rôle et leurs liens avec le mouvement étudiant national); 3) les stratégies et les tactiques des luttes étudiantes (direction des luttes, liens avec les organisations syndicales et populaires, etc).

L'organisation du travail au niveau des structures régionales connaîtra de bons résultats. En effet, dans l'ensemble, les 7 régions avaient réussi à regrouper au-delà de 450 participants-es. Les objectifs de consolidation des structures, que l'on s'était fixé au départ, étaient donc largement atteints.

Le travail d'été : l'ANEQ met à jour ses principaux dossiers

Lors du 2e Congrès, les débats dans les conseils régionaux avaient permis de cerner certaines faiblesses importantes de l'ANEQ. La nouvelle association étudiante nationale, créée quelques mois auparavant, avait beaucoup de pain sur la planche et... de nombreux dossiers à préparer pour la rentrée scolaire de septembre. Les enquêtes restaient à faire et les sujets ne manquaient pas : prêts et bourses, rapport Nadeau, rapport Clesec (qui traite des structures d'accueil au niveau universitaire), chômage étudiant, etc.

Ainsi, pendant l'été, un grand travail de recherche et d'enquête fut réalisé et plusieurs militants-es se sont impliqués-es sans arrêt pour l'effectuer. Et pour preuve, soulignons seulement qu'une réunion élargie du conseil central s'est tenue à Rimouski, le 3 août, et plus de 150 militants-es y ont participé pour voir à la planification du travail à accomplir. «On a aussi profiter de la période estivale, rapporte **le journal de La Majorité**, pour consolider les conseils régionaux ainsi que le conseil central. Plusieurs militants n'ont pas ménagé leurs énergies afin de consolider, reconstruire ou tout simplement créer des associations de défense là où elles n'existaient pas (ex : Vieux-Montréal, Limoilou, Université de Montréal, etc.). Des relations inter-syndicales ont également été établies entre les étudiants (BCSF : British Columbia Student Federation) et les travailleurs.» (17)

Le 3ème Congrès

Le troisième Congrès national de l'ANEQ a eu lieu les 27 et 28 septembre au CEGEP de Limoilou à Québec. Quelques 52 associations étudiantes y ont assisté dont les 29 associations membres de l'ANEQ. Plus de 300 observateurs-trices étaient venus-es de toutes les régions du Québec pour y suivre la démarche des délégations étudiantes.

Ce Congrès était, disait-on à l'époque, d'une importance primordiale. En effet, les dirigeants-es de l'ANEQ affirmaient que le gouvernement se préparait à imposer une série de mesures qu'ils-elles qualifiaient d'«anti-étudiantes». «Il se prépare à 'frapper à grands coups de hache' dans la qualité de l'enseignement avec le Rapport Nadeau, il n'a pas bougé pour accéder aux revendications étudiantes sur les prêts et bourses, il coupe encore plus drastiquement les budgets à l'éducation, ce qui se traduit par un manque de matériel, de locaux, des classes surchargées, bref, une détérioration des conditions d'étude.» (18)

C'est dans le but de s'organiser contre l'application de ces mesures de crise dans le secteur de l'éducation que le 3e Congrès national fut convoqué. A ce moment-là, les associations étudiantes locales qui participaient à cette réunion avaient été invitées à faire un bilan général de la situation qui régnait dans l'éducation à partir de 3 objectifs bien précis :

1) Dresser le bilan des problèmes fondamentaux des étudiants pour cette période, problèmes qui étaient centrés sur l'application des restrictions budgétaires dans l'éducation : coupures budgétaires, rationalisation et centralisation.
2) Elaborer le programme de revendications de l'ANEQ pour l'année 1975-76 pour tenter d'empêcher l'empiètement du gouvernement sur les conditions d'étude et

(17)- «Eté de préparation -pour le gouvernement... et les étudiants», le journal de La Majorité, vol. 2, no 1, le 18 septembre 1975, p. 1.
(18)- «IIIe Congrès national», le journal de La Majorité, vol. 2, no 2, 14 octobre 1975, p. 1.

de vie des étudiants-es. (Voir le texte sur les revendications étudiantes).

3) Prendre les moyens concrets pour organiser, à partir des expériences précédentes, la «résistance» des étudiants-es face à ces mesures du gouvernement.

Après avoir dressé un bilan de la conjoncture économique et politique du Québec pour l'année 1975, le Congrès adopta plusieurs revendications qui, pour les congressistes, correspondaient aux intérêts généraux des étudiants-es : contrôle des services aux étudiants-es, dénonciation du régime des prêts et bourses et du Rapport Nadeau, etc.

Le 3e Congrès de l'ANEQ avait élu un nouveau conseil exécutif pour l'année 1975-76. Le nouveau conseil exécutif était formé de Pierre Laroche, secrétaire général, étudiant au collège de Saint-Hyacinthe; Daniel Dagenais, secrétaire à l'information, étudiant au collège de Rosemont; Yves Masse, secrétaire-trésorier, étudiant au collège de Joliette; Yves Malette, membre à l'exécutif, étudiant au collège de Saint-Jean-sur-Richelieu; James Demers, membre à l'exécutif, étudiant au collège de Limoilou.

Signalons également que le conseil exécutif et le conseil central de l'ANEQ n'étaient plus, à partir du 3e Congrès national, «provisoires», temporaires. On officialisa dans leurs fonctions ces deux composantes (CE et CC) de l'ANEQ.

Revendications adoptées par le 3ème Congrès.

Pour la première fois de son histoire, l'ANEQ est appelée à se pencher sur une série de revendications. Les enquêtes élaborées, pendant l'été, avaient permis d'ajouter un peu de chair à un «programme» qui était en fait très squelettique, voir même inexistant.

***Prêts et bourses** : Le Congrès rejette en bloc les principes qui régissaient le système d'aide financière et celui recommandé par le comité spécial (formé par le ministre Cloutier, le 15 décembre '74 -vous vous souvenez?). Le conseil central de l'ANEQ avait entrepris une campagne dans les CEGEPS et universités pour dénoncer le régime des prêts et bourses qui s'inscrivait, selon les congressistes, dans les plans du gouvernement pour détériorer les conditions de vie et d'études des étudiants-es.

***Services aux étudiants (SAE)** : Le 1er Congrès de l'ANEQ s'était penché sur cette question. Le 3e Congrès analysait les SAE comme étant un instrument dans les mains des administrateurs-trices de CEGEPS et d'universités pour tenter de contrôler l'ensemble des activités étudiantes. L'ANEQ revendique que les associations étudiantes prennent en main le contrôle des SAE.

***Le rapport Nadeau** : Le Congrès invite les associations étudiantes membres et non-membres de l'ANEQ à entreprendre un large mouvement d'étude et de critique de ce rapport.

***Les étudiants-es de polyvalentes** : L'ANEQ avait décidé aussi d'intensifier son travail au niveau des polyvalentes pour aider les étudiants-es du secondaire à s'organiser «sur la base de leurs problèmes concrets».

***Les associations étudiantes de soir** : Le Congrès adopte une résolution à l'effet que l'ANEQ «fasse campagne en faveur de la formation d'une organisation autonome des étudiants de soir par le biais des associations étudiantes de jour, membres ou non-membres de l'ANEQ, et invite les étudiants de soir à venir se mettre sous la bannière de l'ANEQ».

***Luttes ouvrières** : Au moment où avait lieu le 3e Congrès, les négociations débutent entre le gouvernement québécois et le Front Commun des travailleurs et travailleuses du secteur public. L'ANEQ avait appuyé les revendications du Front Commun (CSN, CEQ et FTQ), en particulier celles liées au secteur de l'éducation, sur la base de la «communauté d'intérêts et de l'unité d'action face à l'ennemi commun».

***Associations étudiantes au Canada-anglais** : L'ANEQ n'avait pas eu beaucoup de contacts avec les associations étudiantes au Canada-anglais depuis sa création. Le 3e Congrès manifeste le désir d'en établir avec la National Union of Students (NUS) ainsi qu'avec les autres associations étudiantes provinciales telles la Ontario Federation of Students (OFS), la Atlantic Federation of Students (AFS) et la British Colombia Student Federation (BCSF).

***Situation internationale** : Le 3e Congrès national propose que les «conseils régionaux organisent de larges discussions par le biais de réunions et de conférences dirigées par le conseil central sur la situation internationale». On vote d'établir des contacts avec les associations étudiantes des autres pays ainsi qu'avec l'Union Internationale des Etudiants (UIE).

La hausse des tarifs du transport en commun à Montréal

Encore une fois, les «inévitables» hausses des tarifs qui affectaient les usagers-ères du transport en commun retiennent, en septembre et octobre 1975, l'attention des montréalais-es. Le président de la CTCUM (19), M. Lawrence Hannigan, avait annoncé en septembre des hausses tarifaires importantes. D'un seul coup, on augmentait de $0.15 le prix de chaque billet d'autobus et ce, pour tout le monde sans exception, c'est-à-dire pour les étudiants-es comme pour les travailleurs-euses. Rapidement les militants-es étudiants-es de la région de Montréal réagirent pour construire un mouvement d'opposition à cette hausse que l'on jugeait inacceptable. On invitait même les étudiants-es à franchir des barrières du métro sans payer le tarif habituel. Cette action, que l'on appelait «La Désobéissance Civile», avait été pensée par Yves Mallette, alors un des cinq membres de l'exécutif de l'ANEQ. Puis, dès le début d'octobre, l'ANEQ avait fait circuler une pétition qui dénonçait la hausse et revendiquait «des tarifs à meilleur marché pour les étudiants». Cette pétition fut signée par au-delà de 20,000 étudiants-es; elle fut également le coup d'envoi de l'offensives des étudiants-es «contre les attaques de la CTCUM». «Depuis, rapporte **le journal de La Majorité**, les actions n'ont cessé de se multiplier. Manifestations, distribution de tracts, assemblées générales massives (2,000 personnes au CEGEP de Rosemont), passer sans payer, etc. L'esprit des étudiants c'(était) non seulement de protester contre la hausse, mais de la rendre inopérante en sautant les barrières.» (20)



«Non à la hausse», «Oui à la passe», «50¢ c'est trop» : tels étaient, à l'automne '75, les slogans que scandaient les étudiants-es qui s'opposaient à la hausse des tarifs du transport en commun à Montréal.

Mais le point culminant de toutes ces activités fut sans aucun doute la manifestation qui, le 23 octobre 1975, regroupait dans les rues de Montréal, plus de 20,000 personnes, dont principalement des étudiants-es. Cette importante manifestation (la plus importante dans toute l'histoire du mouvement étudiant québécois) est également l'occasion pour les étudiants-es de mettre de l'avant l'idée d'une «passe d'autobus à l'usage des étudiants-es». Voyons maintenant comment **le journal de La Majorité** décrivait le déroulement de cette manifestation : «A 17heures20. La manifestation se met en branle. Composée d'un fort détachement de l'ANEQ, des employés de soutien de la CTCUM, du groupe 'Sauvons Montréal', du RCM, du PQ et du Comité de lutte des usagers de la CTCUM la manifestation se dirige dans l'ordre vers son objectif : l'Hôtel de ville de Montréal. Les slogans mis de l'avant par les manifestants étaient principalement : 'Lutter toujours, négocier peut-être, capituler jamais'. Et aussi, 'Drapeau, Hannigan au poteau', 'On paye pas', 'Le métro c'est bien beau, mais 50¢ c'est trop', 'Ce n'est qu'un début, continuons le combat', etc.» (21)

Cet important mouvement de lutte n'avait pas réussi à faire reculer la CTCUM dans l'application des hausses. Au total, pour avoir sauté les barrières et refusé de payer 50¢, plus de 100 personnes avaient été arrêtées par les agents du métro. Mais cette lutte contre la hausse des tarifs à la CTCUM fut une occasion de plus pour unir le mouvement étudiant à d'autres secteurs de la population.

La Presse Etudiante Nationale renaît

Les 1er et 2 novembre 1975 avait lieu à Québec le premier Congrès de la nouvelle Presse Etudiante Nationale (PEN). L'idée de recréer un regroupement de journaux étudiants à l'échelle nationale (la «vieille» PEN avait été dissoute à la fin de 1968) était liée au désir de

(19)- Commission de Transport de la Communauté Urbaine de Montréal.
*(20)- «Non, non et non à la hausse des tarifs CTCUM», **le journal de La Majorité**, vol. 2, no 3, le 23 octobre 1975, p. 8.*
*(21)- «Manifestation CTCUM», **le journal de La Majorité** vol. 2, no 4, le 11 novembre 1975, p. 1.*

certains journaux étudiants d'améliorer les liens entre eux; désir qui s'était manifesté à plusieurs reprises notamment lors d'une première réunion de journaux étudiants dans la région de Québec (17 et 18 mai) (22) et lors d'un colloque national sur le journalisme étudiant (16 et 17 août).

Ce premier colloque nationale des journaux étudiants est un succès : 29 journaux étudiants, 5 associations étudiantes ainsi que la Canadian University Press (CUP) y sont représentés. Trois grands thèmes y sont abordés : la raison d'être des journaux étudiants, la politique d'information et finalement les relations entre les journaux. De ce colloque, sera dégagée l'idée que «le journal étudiant est un instrument de conscientisation, d'information et de mobilisation de la masse étudiante, et qu'il est le lien entre la base et les dirigeants étudiants.» (23) Mais ce qui ressortait avant tout, comme bilan de ce colloque national, c'était le fait que les journalistes étudiants-es étaient, un peu à l'image des associations étudiantes depuis 1969, complètement isolés-es depuis la liquidation de la PEN et de l'UGEQ. Le premier Congrès de la nouvelle PEN, qui avait été convoqué par des militants-es qui eux et elles étaient directement liés-es à l'ANEQ, visait donc à combler ce vide qui s'était fait sentir dans le mouvement étudiant entre la période de 1969 à 1975. Selon **le journal de La Majorité**, qui était un des principaux initiateurs du Congrès, «remettant sur pied la Presse Etudiante Nationale, les journalistes présents au Congrès ont clairement indiqué que le journal est un organisateur dans le mouvement et qu'en ce sens il promouvoit la formation d'associations étudiantes et la consolidation des associations étudiantes déjà existantes.» (24) En fonction de cette analyse, les journalistes étudiants-es présents-es à ce 1er Congrès de la PEN s'étaient fixés-es 4 grands objectifs de travail :

1) promouvoir la défense des intérêts des étudiants-es;
2) enrayer l'isolement en facilitant l'accessibilité à l'information;
3) sensibiliser les étudiants-es aux problèmes qui les confrontent et élever le niveau de conscience en établissant clairement les relations qui existent entre les différents sujets de mobilisation;
4) impliquer dans un effort commun, les journaux étudiants, de façon à rehausser la qualité de l'information diffusée.

A ce premier Congrès qui regroupait une trentaine de journaux étudiants, les délégués-es avaient également voté la mise sur pied de structures pour la PEN. Ces structures, qui était calquées sur celles de l'ANEQ, étaient composées d'un exécutif, d'un conseil central et d'un Congrès national; au niveau régional (7 régions), on avait voté qu'il y ait élection d'un exécutif par chaque assemblée régional qui, elles, devaient se réunir régulièrement. Un peu à partir de l'expérience de la création de l'ANEQ, les journalistes étudiants-es votèrent la mise sur pied d'un comité de la constitution. Ce comité avait pour mandat de rédiger, à partir de l'expérience concrète des journalistes étudiants-es des diverses régions, la constitution de la PEN. «La formation de la PEN s'insère, affirmait-on à ce 1er Congrès, dans le mouvement général de l'organisation étudiante. En effet, après le regroupement au niveau national des associations étudiantes qui a formé l'ANEQ, le mouvement étudiant s'organise aussi au niveau des journalistes. La formation de la PEN contribue donc à faire avancer le mouvement étudiant. Ce dernier a maintenant deux jambes pour marcher : l'ANEQ et la PEN.» (25)

Ainsi, des liens plus qu'étroits allaient donc s'établir entre l'ANEQ et la PEN. Les journalistes étudiants-es avaient même adopté une proposition à l'effet que la PEN appuyait inconditionnellement, «sur la base de la défense des intérêts étudiants», l'ANEQ et ses orientations générales. **Le journal de La Majorité** devenait, compte tenu de cette dernière position, le journal de la Presse Etudiante Nationale et de l'Association Nationale des étudiants et des étudiantes du Québec.

A la lumière de «l'expérience historique», on peut facilement s'apercevoir que, contrairement aux années '60 où les journaux étudiants avaient participé à la création et à la solidification des associations étudiantes, en 1975, dans bien des cas, c'est le phénomène inverse qui se produira. Cette fois, des associations étudiantes ont contribué à renforcer, et ce à tous les niveaux, l'organisation des journaux étudiants locaux ainsi que de la Presse Etudiante Nationale.

Le 4ème Congrès

Tenu au CEGEP de La Pocatière le 31 janvier et le 1er février 1976, le 4e Congrès de l'ANEQ en était un, disait-on, de «réalignement». Qu'est-ce à dire? Selon le conseil central de l'ANEQ, le 3e Congrès national avait permis de dresser «la ligne directrice pour notre travail, le programme pour le mouvement étudiant pour toute l'année en cours et même pour quelques années». (26) Le 4e Congrès, lui, devait permettre de dresser un bilan du travail accompli au cours de la première session; de voir à quel niveau en était le mouvement étudiant et enfin de répondre aux question soulevées par les étudiants-es sur le travail de l'ANEQ. Pour qualifier l'esprit que l'on voulait imprégner à la démarche du 4e Congrès, disons que le conseil central et le conseil exécutif de l'ANEQ le présentaient aux associations locales comme étant «le Congrès de la pratique». Donc, on voulait organiser ce Congrès pour élaborer concrètement des actions en fonction des revendications qui

(22)- C'est suite au Congrès d'orientation [sous la forme de Congrès régionaux] de l'ANEQ, tenu les 3 et 4 mai 1975, que des associations étudiantes, de la région de Québec, ont vu la nécessité de travailler à regrouper les journaux étudiants de niveau local.

*(23)- **Historique du journalisme étudiant au Québec : 1943-1979.** Presse Etudiante du Québec, p. 64.*

*(24)- «1er Congrès de la Presse Etudiante Nationale», **le journal de La Majorité**, vol. 2, no 4, le 11 novembre 1976, p. 3.*

(25)- Ibid p. 3.

*(26)- **Texte relatif au IVe Congrès national**, Association Nationale des Etudiants du Québec, janvier 1976, p. 1.*



Le 4ème Congrès de l'ANEQ, à La Pocatière.

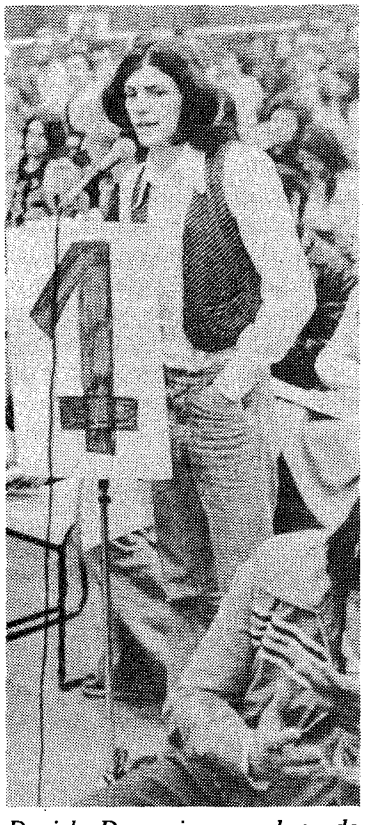
avaient été adoptées lors du 3e Congrès national. «Il ne s'agissait plus, expliquait-on, de proclamer un appui, mais d'organiser pratiquement les étudiants-es.» (27)

Le 4e Congrès a donc eu lieu comme prévu. Regroupant au-delà de 300 délégués-es et observateurs-trices, on y a fait le bilan du travail de l'ANEQ sur les points suivants :

- le rapport Nadeau (et comment il était appliqué dans les institutions de niveau collégial);
- les polyvalentes (où on a réaffirmé la nécessité de développer le travail de l'ANEQ à ce niveau);
- les regroupements de concentrations (l'ANEQ décidait donc d'encourager les regroupements étudiants au niveau des concentrations pour que ces derniers soient en mesure de régler les problèmes des étudiants-es secteur par secteur);
- le service des prêts et bourses (rien de bien nouveau à ce dossier sinon que de reconnaître que l'ANEQ manque de perspectives à long terme. Pour la première fois, le comité prêts et bourses de l'ANEQ parle de revendiquer à long terme la gratuité scolaire);
- les services aux étudiants (SAE) (on réaffirme les positions de principes adoptées au 3e Congrès et, cette fois, on établit un échéancier de travail qui comprend «la rédaction d'un livre blanc sur le sujet», l'ouverture de négociations avec le MEQ et, pour le 6e Congrès, l'adoption d'un programme pratique de prise en main des SAE).

Sur un plan un peu plus «pratique», le conseil central n'offre d'axer son travail général qu'en fonction des stratégies développées par le Front Commun des secteurs public et parapublic, toujours en négociation, à ce moment-là, avec le gouvernement du Québec. Cet appui se fait dans la mesure où le 3e Congrès de l'ANEQ avait affirmé son soutien au Front Commun sur la base que les étudiants-es et les travailleurs-euses avaient «des intérêts communs» et qu'ils-elles devaient s'unir ensemble face à «l'ennemi commun». Comment expliquait-on alors la stratégie d'action développée par le conseil exécutif et le conseil central de l'ANEQ? Cette stratégie, la direction de l'ANEQ la résumait à partir de cette argumentation : «La question «d'unité d'action» veut dire une chose, c'est que la véritable unité ne peut se réaliser que dans la pratique, que celle-ci ne s'obtient que sur la base de développer nos propres luttes, c'est-à-dire que chaque section organisée mette de l'avant ses propres revendications et que tous ensemble tentent de toute part de miner la forteresse qu'est l'Etat. Cette façon de développer la résistance aux attaques de la machine d'Etat, concluait-on, est la seule façon qui permettra de freiner la détérioration de la situation dans l'éducation.» (28)

Le 4e Congrès aura également été marqué par une série d'attaques menées par la direction de l'ANEQ contre les forces d'opposition qui avaient commencé à se manifester à l'intérieur de l'ANEQ. Le Rapport du conseil central présenté par le secrétaire général, Pierre Laroche, était consacré en bonne partie à une dénonciation virulente des «hitléro-troskystes» auxquels on identifiait toute forme d'opposition aux politiques du conseil central. C'était là, comme on le verra plus loin, le début d'une campagne qui devait prendre encore plus d'ampleur...



Daniel Dagenais, membre de l'exécutif de l'ANEQ, prenant la parole lors d'une assemblée syndicale sur le Front commun.

(27)- *Ibid, p. 2.*
(28)- *«Front Commun», **le journal de La Majorité**, vol 2, no 6, le 5 février 1976, p. 2. Ce texte était signé par M. James Demers, alors membre de l'exécutif de l'ANEQ.*

22 mars 1976 - 22 mars 1977

1976

-28 mars : Fondation d'un regroupement universitaire à l'intérieur de l'ANEQ : le Rassemblement des associations étudiantes universitaires (RAEU).

-27 avril : Magré la pluie, plus de 3,000 étudiants-es manifestent, dans les rues de Montréal, pour dénoncer la loi 23. Cette loi obligeait les travailleurs-euses de l'enseignement, alors en grève, à retourner au travail. Cette manifestation fut organisée par l'ANEQ.

-8 mai : Le Conseil central de l'ANEQ votait, de façon unilatérale, d'expulser de l'ANEQ l'Association Générale des Etudiants du Collège de Rosemont (AGECR).

-11 mai : Expulsion de la réunion du Conseil régional de Montréal des délégués-es du collège de Rosemont. Une semaine auparavant, le conseil régional de Québec faisait de même en expulsant l'Association étudiante du collège de Limoilou, une association non-membre de l'ANEQ.

-28 mai : L'association étudiante de polytechnique annonce qu'elle suspend son appui financier à l'ANEQ jusqu'à ce que l'ANEQ revise sa position sur les deux collèges expulsés.

-31 juillet - 1er août : 20e réunion du Conseil central de l'ANEQ. Daniel Dagenais devient secrétaire général par intérim de l'ANEQ.

-Eté 76 : Travail d'enquête et de bilan en vue de préparer le Ve congrès de l'ANEQ.

-20 septembre : Le McGill Daily lance un numéro français qui paraîtra toutes les semaines. C'est une première dans l'histoire de ce journal fondé en 1911.

-9-10 octobre : Ve Congrès de l'ANEQ à Hull (1er partie). Les délégués-es destituent le Conseil central et l'exécutif de l'ANEQ sur la base que ceux-ci étaient noyautés par le Parti communiste du Canada (Marxiste-léniniste).

-14 octobre : Grève générale de 24 heures à travers le Canada pour exiger le retrait de la loi C-73. L'ANEQ appuie ce mouvement. Dans plusieurs collèges et universités les étudiants-es participent au débrayage.

-18 octobre : Grève des professeurs de l'UQAM contre la réforme Despré (centralisation et rentabilité de l'université). Le Conseil central de l'ANEQ appuie cette lutte.

-19 octobre : Les étudiants-es de pré-scolaire-élémentaire de l'Université de Montréal votent la grève générale illimitée. Depuis 2 ans, les étudiants-es revendiquent l'amélioration de l'enseignement qu'ils-elles reçoivent et qui ne tient pas compte de la réalité ouvrière et populaire.

-31 octobre : Quelques associations étudiantes de facultés, de départements ou d'écoles affiliées unissent leurs efforts pour fonder la Fédération des associations étudiantes du Campus de l'Université de Montréal (FAECUM).

-15 novembre : Elections générales au Québec. Le PQ prend le pouvoir.

-20-21 novembre : Ve Congrès (2e partie) de l'ANEQ à Rivière-du-Loup. Réorganisation et élaboration du programme sont à l'ordre du jour.

-3 décembre : Plusieurs centaines d'étudiants-es manifestent devant la colline parlementaire à Québec. Ils-elles répondent à un appel de l'ANEQ afin de dénoncer les politiques du gouvernement en matière d'éducation et pour appuyer les étudiants-es et les professeurs de l'UQAM et de l'Université Laval.

1977

-12-13 mars : VIe Congrès de l'ANEQ au CEGEP de St-Jean-sur-Richelieu.

1976 : Une année décisive pour l'ANEQ

Le 28 mars 1976, l'ANEQ décide de renforcer ses instances internes en créant, en son sein, un regroupement universitaire. Le nom de ce regroupement : le Rassemblement des Associations Etudiantes Universitaires (RAEU). L'idée d'un tel regroupement avait été avancée par le Regroupement des étudiants-es de premier cycle (REP) de l'Université Laval, au début de février '76, dans un article publié par **le journal de La Majorité** et qui était intitulé : «Pour une ANEQ plus forte - une rencontre inter-Universitaire». (1)

Les protagonistes de la formation du RAEU se défendaient bien de vouloir, à l'époque, «défendre des intérêts corporatistes». Au contraire, affirmaient ils-elles, tout ce que l'on voulait, c'était de faire en sorte que les universités «ne soient plus à la remorque de l'élan cégépien au sein de l'ANEQ». Rappelant que la lutte des prêts et bourses avait pris racine dans les institutions collégiales et, qui plus est, en dehors des zones urbaines (c'est-à-dire, là où les universités ne sont pas principalement concentrées), les universitaires qui étaient liés-es à l'ANEQ espéraient donner aux associations étudiantes universitaires un nouvel élan - un peu comme celui qui avait permis de mobiliser les associations étudiantes des CEGEPS. C'est dans cette optique que le REP avait lancé l'idée de mettre sur pied le RAEU, que l'on présentait alors comme devant être uniquement un «groupe de travail». Ne modifiant en rien les structures de l'ANEQ, la création de ce regroupement devait permettre aux associations étudiantes universitaires de discuter plus à fond des problèmes que l'on disait «plus spécifiques» à ce milieu. Ces problèmes se résumaient, grosso modo, à ceux-ci : les frais de scolarité, la qualité de l'enseignement, les SAE, les pouvoirs administratifs et centralisateurs des directions universitaires et enfin l'organisation des associations étudiantes à ce niveau.

Par ailleurs, si le travail commence à s'intensifier au niveau des universités, il n'est pas pour autant laissé pour compte au niveau des polyvalentes. En ce sens, conformément aux résolutions qui avaient été adoptées lors des 3e et 4e Congrès pour développer le travail organisationnel au niveau des polyvalentes, l'ANEQ publiait à cet effet, le 6 mai 1976, un premier journal (et qui sera le dernier!) à l'intention des étudiants-es du secondaire... Le nom de ce journal : **La Solution**. Considérée comme le journal de l'Association Nationale des Etudiants-es du Québec (-«section secondaire»), **La Solution** est présentée aux étudiants-es comme étant «l'organe de ralliement et de promotion qui nous permettra de nous organiser»(2). Le journal **La Solution**, un peu à l'image du **journal de La Majorité**, est défini par les militants-es de l'ANEQ comme un moyen mis à la disposition des étudiants-es pour que ces derniers-ières puissent établir des liens entre les polyvalentes de toute la province. Egalement, **La Solution** annoncait que «prochainement» un Congrès national des associations étudiantes de polyvalentes serait convoqué pour «mettre sur pied l'association officielle des étudiants de niveau secondaire». (3) Evidemment, ce Congrès, compte tenu de la désorganisation totale de ce milieu, n'aura jamais lieu. Et, somme toute, dans les mois qui vont suivre, l'ANEQ aura d'autres «chats à fouetter».



Des étudiants-es du secondaire débraient, en mars 1976, pour soutenir les travailleurs-ses du Front Commun.

(1)- «*Pour une ANEQ plus forte - Une rencontre inter-universitaire*», *Le journal de La Majorité, vol. 2, no 6, le 9 février 1976, p. 8.*

(2)- «*Pourquoi ce journal*», ***La Solution, vol. 1, no 1, le 6 mai 1976, p. 1. Précisons toutefois qu'en décembre 1983, l'ANEQ a publié, et ce après 7 ans d'interruption, un second numéro de La Solution [vol. 2, no 1, décembre 1983).***

(3)- *Ibid, p. 4*

Le PCC(ml) commence à faire des siennes

A partir de mai 1976, une série d'événements vont s'additionner les uns aux autres pour enclencher, quelques mois plus tard, ce qui allait être la pire crise interne de toute l'histoire de l'ANEQ.

Ainsi, lors d'une réunion tenue les 8 et 9 mai, le conseil central de l'ANEQ votait, de façon unilatérale, d'expulser de l'ANEQ l'Association Générale des Etudiants du Collège de Rosemont (AGECR), une organisation étudiante membre de l'ANEQ et qui avait, par surcroît, participé à la fondation de l'ANEQ. L'affront était donc de taille! Mentionnons, par ailleurs, qu'une semaine auparavant, le conseil régional de Québec (CRQ) avait expulsé, lors d'une de ses réunions, l'Association Etudiante du Collège de Limoilou, une association observatrice (non-membre de l'ANEQ) et qui avait jusque-là, comme toutes les autres associations non-membres, le droit de parole dans les instances de l'ANEQ.

De plus, le conseil central avait décidé de «bannir» de l'ANEQ et de «déclarer illégal» en son sein le travail du Regroupement Démocratique. Ce regroupement (de tendance trotskyste) s'était manifesté, lors du 4e Congrès de l'ANEQ, par certaines critiques acerbes à l'endroit de la direction de l'ANEQ. Le regroupement accusait ouvertement les conseils exécutif et central d'être, à ce moment-là, «à la solde des intérêts du Parti Communiste du Canada (marxiste-léniniste (PCC (ml))».

Faisant fi de toutes les critiques développées par le Regroupement, le conseil central de l'ANEQ entamait à la place une véritable campagne de dénigrement politique contre ce qu'il appelait «les groupes opportunistes» qui, affirmait-on, s'étaient «portés volontaires pour accomplir le sale travail de la machine d'Etat. (...) ces individus, malgré leur grand verbiage de 'gauche', ont du 'miel sur les lèvres et un poignard dans la manches'; (ils) sont d'actifs collaborateurs de l'Etat». (4) Voilà en gros l'essence du discours qu'entretenait la direction de l'ANEQ contre toutes formes d'opposition qui pouvaient se manifester à son endroit. Après avoir analysé la situation «concrète» qui prévalait dans l'ensemble du mouvement étudiant, le conseil central avait, à sa réunion de Québec les 8 et 9 mai, résolu ce qui suit :

1) que l'Association Générale des Etudiants du Collège de Rosemont soit expulsée de l'ANEQ et du conseil régional de Montréal;
2) que le Regroupement Démocratique au sein de l'ANEQ soit banni de l'ANEQ et déclaré illégal au sein de l'ANEQ;
3) que toutes les mesures soient prises afin d'appliquer cette décision et les autres à venir ultérieument.

Le texte qui comprenait ces trois propositions se terminait par : «A bas l'Etat fasciste!, Ecrasons les activités sabotrices et liquidatrices des Trotskystes, ennemis du peuple!» (5)

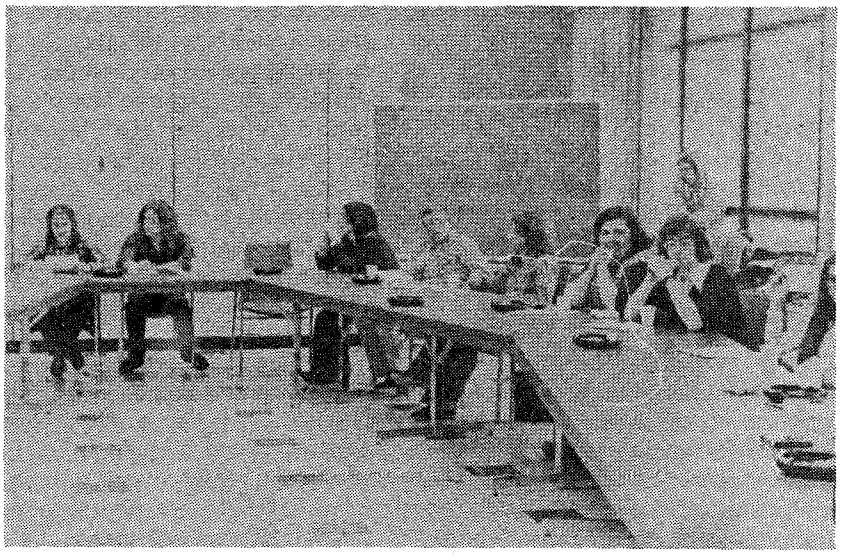
La guerre éclate entre le PCC(ml) et les trotskystes

L'exclusion des instances de l'ANEQ de deux associations étudiantes (Rosemont et Limoilou) qui, elles, étaient liées au Regroupement Démocratique, était indiscutablement un geste antidémocratique et très répressif. Mais la direction de l'ANEQ ne s'arrêtait pas là. A la réunion du conseil régional de Montréal, le 11 mai, on annonçait, comme il en avait été décidé quelques jours auparavant, la «ferme intention» du conseil central d'expulser la délégation étudiante du collège de Rosemont (AGECR). Cette expulsion ne s'était pas non plus déroulée, comme nous l'expliquent les «expulsés-es», dans les règles les plus élémentaires de la politesse : «La direction (ANEQ) avait sur place un fort 'service d'ordre' pour mettre en vigueur la décision. Il y avait des 'bouncers' équipés spécialement pour l'occasion (bâtons, matraques, protecteurs aux jambes, etc.). Les 'bouncers' ont remis deux balles de fusil de main à main à Serge Morin et Michel Taylor, militants de Rosemont et de la Ligue Socialiste Ouvrière (LSO). On les a informés que la prochaine fois ils les auraient 'dans la tête'». (6)

Cette guerre entre les militants-es trotskystes et ceux du PCC(ml) n'était pas nouvelle dans l'ANEQ. Par exemple, dès le 3e Congrès de l'ANEQ, en septembre 1975, le conseil central de l'ANEQ avait donné, au PCC(ml) **seulement**, la permission de monter une «table de littérature» pour que le «Parti» puisse vendre sa documentation propagandiste. Les autres groupes politiques n'y avaient pas droit. Le PCC(ml) avait-il quelque chose de particulier qui le différenciait de tous les autres groupes politiques?

Au 4e Congrès de l'ANEQ, le secrétaire général de l'ANEQ, M. Pierre Laroche, avait fait un dur plaidoyer contre le travail «de sabotage» des trotskystes dans le mouvement étudiant québécois. Ces attaques de la direction de l'ANEQ contre les militants-es trotskystes forcent ces derniers à se structurer

*(4)- **Décision du conseil central de l'ANEQ lors de sa réunion tenue à Québec les 8 et 9 mai 1976, p. 1.***
(5)- Ibid, p. 6
*(6)- **Le mouvement étudiant québécois, recueil de textes sur le mouvement étudiant et l'ANEQ, tirés des différents journaux trotskystes qui existaient à cette époque. Ce document fut publié le 5 juillet 1976, p. 36.***

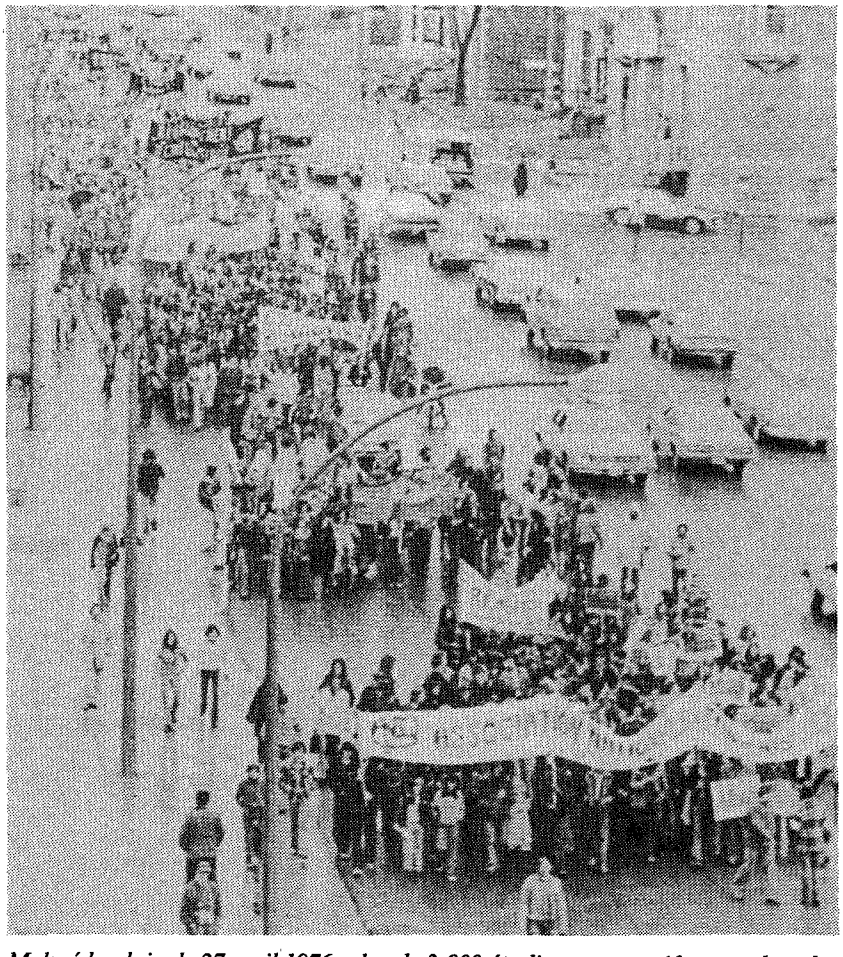


Serge Morin [à gauche] lit aux journalistes une déclaration contre l'expulsion de Rosemont par la direction de l'ANEQ.

en un véritable mouvement d'opposition organisée. De là naîtra le Regroupement Démocratique. Composé essentiellement de délégations d'associations étudiantes influencées soit par le Groupe Marxiste Révolutionnaire (GMR) ou par la Ligue Socialiste Ouvrière (LSO), le Regroupement compte dans ses rangs six associations étudiantes (pas plus!) : l'Association Générale des Etudiants-es du CEGEP de Rosemont (AGECR), l'Association des Etudiants-es du CEGEP de Saint-Laurent (AECSL), l'Association Générale des Etudiants-es de l'Université du Québec à Montréal (AGEUQAM), la Société Générale des Etudiants-es du CEGEP de Maisonneuve (SOGECOM), l'Association Générale des Etudiants-es du CEGEP Lionel-Groulx (AGECLG) et l'Association Générale des Etudiants-es du CEGEP de Limoilou (AGECL).

De façon générale, le Regroupement Démocratique reprochera à la direction de l'ANEQ son «inertie» et son «incapacité» à organiser les luttes étudiantes. «Depuis le Congrès de Fondation et en particulier pendant le 3e Congrès, peut-on lire dans une brochure produite par l'AGECR, les intérêts de la direction actuelle sont devenus flagrants. Au troisième Congrès de l'ANEQ, (...) on a discuté des prêts et bourses, le chômage étudiant, les services aux étudiants (SAE), les rapports gouvernementaux sur l'éducation (Nadeau et Clesec) et le front commun du secteur public et parapublic. Sur toutes ces questions, ajoute-t-on, la direction de l'ANEQ a proposé de faire uniquement des 'enquêtes', des 'rapports' et des 'études', en refusant de les combiner avec une perspective de lutte à partir des revendications précises. Le seul travail actif de la direction depuis la fondation de l'ANEQ a été la lutte très agressive contre les autres représentants étudiants qui n'ont pas la même idée sur la nature de l'ANEQ (...)». (7)

(7)- ***On va s'équiper pour se faire respecter par le pouvoir,*** *Document produit par l'AGECR, p. 2. Aucune date n'est indiquée pour situer, dans le temps, la production de cette brochure.*



Malgré la pluie, le 27 avril 1976, plus de 3 000 étudiants-es manifestent, dans les rues de Montréal, pour dénoncer la Loi 23. Cette manifestation fut organisée par l'ANEQ.



Le Regroupement Démocratique reprochera également à la direction de l'ANEQ le sectarisme dont elle a fait preuve lors de deux luttes importantes, soient celle contre la hausse des tarifs à Montréal et celle contre la loi 22 (votée en juillet '74 par le gouvernement Bourrassa et que l'on comparaît, à tort ou à raison, à la loi 63 qui reconnaissait, dans les faits, deux langues officielles pour le Québec.).

• **La hausse des tarifs à la CTCUM** : le Regroupement Démocratique accusait la direction de l'ANEQ et, par ricochet, le PCC (ml), d'avoir développé, lors de cette lutte, une orientation «très corporatiste» puisque l'ANEQ avait mis de l'avant quelques revendications plus spécifiquement étudiantes, telle celle sur la passe étudiante. Le Regroupement disait aussi que l'ANEQ avait tout mis en oeuvre pour tenter de diviser les étudiants-es des travailleurs-euses parce que la manifestation du 23 octobre 1975 avait été appelée pour 17:00 heures - c'est-à-dire à un moment peu accessible pour l'ensemble des travailleurs-euses. Le comité de lutte des usagers de la CTCUM (sous l'influence des trotskystes) proposait, quant à lui, d'étendre cette lutte à l'ensemble des citoyens-nes de Montréal. Ce comité, faisant le bilan de cette lutte, affirmait que s'il y avait eu une défaite au niveau des revendications «la responsabilité en (revenait) à la direction de l'ANEQ parce qu'elle (avait) divisé le mouvement contre la hausse des tarifs». (8) Le comité de lutte et les trotskystes venaient de trouver en l'ANEQ un bouc-émissaire idéal. Les groupes trotskystes tenteront d'exploiter ce «bilan» du comité de lutte pour discréditer, au sein de l'ANEQ, le travail du PCC(ml).

• **La loi 22** : En octobre 1975, l'association étudiante de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (HEC) (membre de l'ANEQ) appelle les associations étudiantes à participer à une manifestation contre la loi 22. La direction de l'ANEQ avait refusé d'appuyer cette manifestation, prétextant qu'elle était un bel exemple de «spontanéisme» et n'ayant comme seul effet que de diviser les étudiants-es en deux clans : les anglophones contre les francophones et vice et versa. Cette analyse effectuée par la direction de l'AN EQ a suscité beaucoup de remous dans le milieu étudiant. Le Regroupement Démocratique, quant à lui, criait au scandale et affirmait, une fois de plus, que cela démontrait les «liens intimes» qui existaient entre la direction de l'ANEQ et le PCC(ml).

Ceci dit, près de 5,000 étudiants-es participèrent à cette manifestation organisée principalement par des associations étudiantes locales. Signalons que dans cette affaire, les dirigeants-es de l'ANEQ avaient réussi... à perdre, somme toute, un peu plus de leur crédibilité. Le vent commençait tranquillement à tourner...

(8)- *Le mouvement étudiant québécois, op. cit., p. 2.*

«Quelle est la question ?»

La présence du PCC(ml) dans les instances de l'ANEQ ne s'affirmera véritablement qu'au début de mai 1976. Certes, ici et là, des militants-es étudiants-es pouvaient noter certaines similitudes entre le discours des dirigeants-es de l'ANEQ et les écrits de ce groupe politique mais, en général, ça n'allait pas beaucoup plus loin. L'expulsion des deux associations étudiantes (Rosemont et Limoilou) au début de mai devenait un geste marquant, imprégné d'une intolérance politique qui, jusque là, n'avait jamais eu sa place dans l'ANEQ. Le PCC(ml), sans s'en rendre compte, venait d'arracher les premières planches à son navire qui commençait à peine à couler. Le naufrage sera difficile! En fait, le débat entourant toute cette affaire ne pouvait plus laisser les associations étudiantes locales dans l'indifférence. Ce n'était plus une bataille entre deux tendances, c'est-à-dire les trotskystes d'un côté et le PCC(ml) de l'autre mais maintenant le débat concernait directement l'ensemble des associations étudiantes membres de l'ANEQ.

Pourtant, le vrai changement («le bond qualificatif») dans les interventions du PCC(ml) au sein de l'ANEQ s'effectuera réellement à partir des 15 et 16 mai, soit lors de la quatrième «conférence consultative» du PCC(ml).

A cette conférence, le président de ce parti, M. Hardial Bains, s'adressant à «ses» militants-es étudiants-es, tenta de leur expliquer, avec force et détails, dans un discours qui dura quelques heures, «quelle était la voie (la seule juste!) que le mouvement étudiant québécois devait suivre pour aller de l'avant». L'allocution de M. Bains, à cet effet, était très claire : «Ce qui était décisif dans le mouvement étudiant en 1974 est le même facteur qui était décisif dans le mouvement ouvrier et ce facteur décisif n'a pas changé aujourd'hui. Le facteur décisif est la lutte de classe et son instrument, le PCC(ml). En d'autre mots, ce qui est décisif, c'est que le PCC(ml), concluait Bains, fournisse une direction politique, idéologique et organisationnelle à l'ANEQ. C'est le PCC(ml) qui a été le facteur décisif en dirigeant les étudiants pour qu'ils fondent leur 'organisation de défense de masse', l'ANEQ, et c'est le PCC(ml) qui a fourni à cette organisation de défense le slogan **Que les riches payent !** en 1975-76». (9)

Voilà, le chat sortait enfin du sac! Pour la première fois depuis la création de l'ANEQ, le PCC(ml) affirmait ouvertement détenir une certaine influence, un certain contrôle au niveau des structures de l'ANEQ. C'était cela «la question» et il y en avait bien d'autres telle celle dont la réponse se résumait en gros par le désir de transformer l'ANEQ en une «organisation de masse», dite «anti-impérialiste» «anti-fasciste», «anti-révisioniste» et «anti-trotskyste».

Quel impact aura cette «nouvelle» approche du PCC(ml) sur le mouvement étudiant? D'abord mentionnons que peu après cette activité du PCC(ml), le secrétaire général de l'ANEQ, M. Pierre Laroche, qui était aussi un sympathisant de ce groupe politique, quittera son poste de secrétaire général et le milieu étudiant; il prendra également graduellement ses distances envers ce «parti» puisqu'il ne partageait pas tout-à-fait cette analyse de M. Bains. Pour lui, le PCC(ml) condensait l'ensemble des revendications de l'ANEQ, élaborées surtout lors du 3e Congrès, en un seul slogan : «Faire payer les riches!». Puis, selon M. Laroche, l'ANEQ perdait toute son autonomie. Il trouva cela inacceptable!

A la 20e réunion du conseil central de l'ANEQ tenue les 31 juillet et 1er août, M. Daniel Dagenais, considéré alors comme un «poteau» solide pour le PCC(ml) est élu au poste de secrétaire général. Pendant

*(9)- «**Quelle est la question ?**» Ce texte fut publié par le PCC[ml] en 1976. C'est en fait le condensé du discours de M. Bains prononcé lors de cette quatrième conférence consultative du PCC[ml]. Soulignons que «Quelle est la question ?» est la réponse que donnait ce «grand dirigeant du prolétariat» à un mémoire qui avait été présenté par des militants-es de l'ANEQ sympathisants-es du PCC[ml]. Ce mémoire posait, au président du «Parti», 32 questions bien précises. Sa réponse n'en comprenait, toutefois, qu'une seule : «Faisons payer les riches!», p. 15.*



On voit sur la photo le «camarade» Hardial Bains prenant la parole devant plus de «huit cents délégués» et observateurs qui assistent à la Quatrième Conférence consultative du Parti communiste du Canada [marxiste-léniniste]. Le «camarade» Bains commente les questions soulevées par les «camarades» travaillant dans l'ANEQ, assis sur la tribune.

toute la période estivale, la direction de l'ANEQ effectuera des enquêtes à partir des analyses «scientifiques» du «Parti» et tentera de faire un peu le point sur la situation qui prévalait dans le mouvement étudiant. Le tout se faisait en vue de préparer le 5e Congrès de l'ANEQ qui devait avoir lieu pendant l'automne.

Au niveau du **journal de La Majorité**, des changements notables apparaîtront dans les numéros qui seront publiés à partir de septembre 1976. Rappelez-vous que la conférence du PCC(ml) avait eu lieu, elle, en mai - c'est-à-dire au moment où les activités scolaires dans les CEGEPS et les universités étaient terminées. Donc aucun journal de l'ANEQ n'est publié entre mai et septembre. Ce sont les vacances! Or, arrive septembre, **le journal de La Majorité** paraît et est distribué dans l'ensemble des institutions scolaires du Québec, du moins là où on a accepté de le diffuser et là où des militants-es du PCC(ml) vont le faire. Un étudiant qui le reçoit, par l'entremise de son association étudiante, sera à même de constater dans **chaque** article, et nous disons bien dans **chaque** article, que l'ANEQ maintenant a décidé, elle, de «faire payer les riches». Voici quelques exemples de ce que nous avançons (et nous nous limiterons seulement aux grands titres des deux numéros qui étaient parus avant le 5e Congrès de l'ANEQ) :

- «L'ANEQ vit et vivra! Faisons payer les riches!» Vol. 3, no 1, le 24 septembre 1976, p. 3, (Ce titre apparaît mais en plus gros aux pages 4 et 5 du même journal).
- «Un programme pour l'unité et la lutte : faisons payer les riches!» Vol. 3, no 2, le 4 octobre 1976, p. 1.
- «Défendons nos intérêts fondamentaux : faisons payer les riches!» Vol 3, no 2, p. 3.
- «Participons au 14 octobre sous le mot d'ordre : que les riches payent!» Vol. 3, no 2, p. 6.

Une nouvelle opposition s'organise au sein de l'ANEQ

Outre le Regroupement Démocratique, une autre forme d'opposition commençait tranquillement à se constituer autour de Yves Mallette, le seul membre de l'exécutif de l'ANEQ qui n'entretenait pas de sympathies particulières pour le PCC(ml). Bien au contraire! Yves Mallette et quelques membres du conseil central prendront rapidement conscience que l'ANEQ était devenue, en fait, un tremplin politique pour le PCC(ml) et que ses principales instances étaient noyautées par ce groupe politique. Il fallait donc corriger cette situation et faire en sorte que l'ANEQ appartienne véritablement aux étudiants-es. Le défi était de taille mais, comme le prouvera par la suite M. Mallette, il n'était pas insurmontable.

En fait, c'est peu après le 3e Congrès de l'ANEQ qu'Yves Mallette s'apercevra qu'il n'y a pas vraiment beaucoup de choses qui fonctionnent bien à l'ANEQ. D'abord, sur le plan de la démocratie interne, il notera plusieurs anomalies importantes. Selon lui, les associations locales n'étaient jamais consultées et tout était décidé à l'avance par le haut, c'est-à-dire par le conseil central de l'ANEQ. «Jamais, dira-t-il, une consultation n'a engendré un point du programme sauf une fois au niveau de la pédagogie, et encore, ce fut au niveau d'un conseil central élargi. On se souvient que ce point intitulé plus précisément 'les conditions d'étude et de vie des étudiants' était issu d'un conseil central élargi auquel participaient plusieurs associations locales. Ce point provenait de ces dernières, mais fut ensuite liquidé par le conseil central». (10) En second lieu, il critiquera le fait qu'à l'exécutif de l'ANEQ sur 5 postes, seulement 2 ont des fonctions clairement définies : le secrétaire trésorier et le secrétaire à l'information; dans la pratique, dira Mallette, cela pose beaucoup de problèmes. En troisième lieu, il constatera que le travail au niveau du programme était «rempli de lacunes» et surtout qu'il était toujours liquidé. Mallette, dans son analyse de la situation, se demandera si les difficultés de l'ANEQ étaient dues à «l'incompétence de la majorité des membres du conseil central ou (au) 'buzz' continuel des 4/5 de l'exécutif?». La réponse qu'il donnera à sa propre question sera suffisamment explicite : «Cela dépend à mon avis de deux choses. Il est évident que plusieurs membres du conseil central n'avaient pas d'affaire là. La seule raison pour laquelle ils siégeaient sur le conseil central, c'est qu'ils étaient, pour certains, des poteaux du Parti Communiste Canadien Marxiste-Léniniste (PCCML). Certains ne faisaient même pas partie d'associations membres. Leur incompétence pour certains a été démontrée à trois niveaux :

1) Incapacité de remplir leurs responsabilités au niveau d'un point du programme.
2) Leur incapacité de faire respecter un mot d'ordre dans leur propre institution.
3) Leur incapacité de faire un travail de propagande dans leur propre institution pour faire adhérer leur association à l'ANEQ». (11).

Ces constats de M. Mallette forcent celui-ci à promouvoir, auprès des associations étudiantes locales, la nécessité de changements radicaux au sein de l'ANEQ. Dans

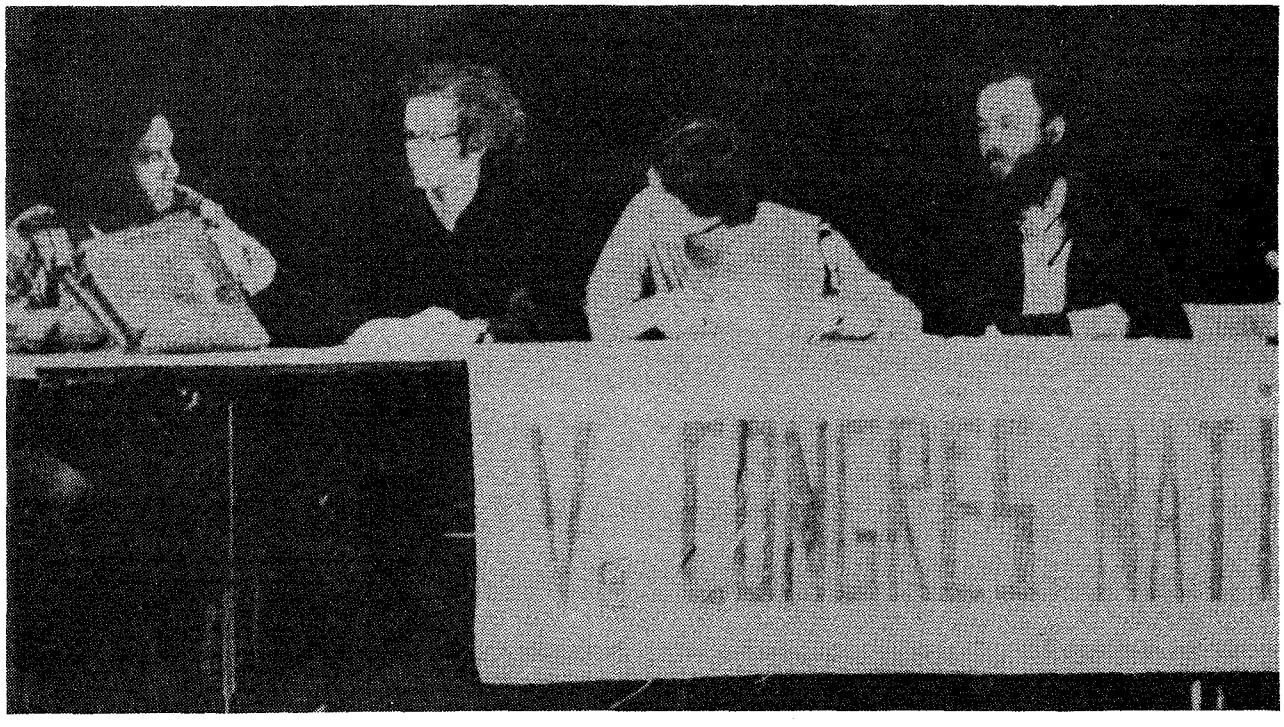
(10)- Tiré d'un document écrit par Yves Mallette à l'été 1976 et qui était intitulé «Réorganisation de l'ANEQ», p. 2. Signalons, soit dit en passant, qu'à cette période l'ANEQ avait fait un très gros travail d'enquête sur les problèmes que connaissaient les étudiants-es des Techniques de Laboratoire Médical [TLM] et que ses interventions à ce niveau avait permis à l'ANEQ de développer son programme sur des questions d'ordre pédagogiques.
(11)- Ibid. p. 7.

un premier temps, il choisira de se réfugier, pendant quelques mois, dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean... Là où il était difficile de le rejoindre. Sans quitter officiellement son poste à l'exécutif, il attendra patiemment que la direction de l'ANEQ appelle les associations étudiantes locales à participer au 5e Congrès de l'ANEQ. Entretemps, Mallette multipliait, en catimini, les rencontres avec certains de ses «lieutenants» pour préparer la destitution de l'exécutif restant et du conseil central, tous deux inféodés au PCC(ml). Précisons que Mallette était soutenu dans ses démarches par quelques membres du conseil central de l'ANEQ qui, bien sûr, partageaient, en gros, le sens de ses critiques.

Pendant une bonne partie de l'été, les associations étudiantes locales furent visitées par plusieurs ami-e-s de Mallette. Ces visites servaient à organiser le 5e Congrès de l'ANEQ et, qui plus est, à préparer une «belle surprise» au PCC(ml). De son côté, la direction de l'ANEQ, sans trop savoir ce qui se passait, cherchait Mallette qui était «introuvable». Que faisait-il? Que préparait-il? Impossible de le savoir! Puis arrivent les 9 et 10 octobre, dates à laquelle se tenait le 5e Congrès de l'ANEQ. Quelle sera cette surprise que tous et toutes attendaient avec impatience? En fait, dans le mouvement étudiant, il y a seulement quelques personnes (les intimes d'Yves Mallette!) qui savaient vraiment ce qui allait s'y passer. Et la surprise, ils-elles ne la dévoileront publiquement qu'à cette occasion.

Le 5ème Congrès

Après avoir été reporté à deux reprises par la direction de l'ANEQ, le 5e Congrès a donc lieu les 9 et 10 octobre 1976 au CEGEP de Hull. Plus de 225 personnes y assistent et, de ce nombre, il y a 78 délégués-es officiels-les représentant 26 associations étudiantes. Dans la salle où avait lieu le Congrès, une immense bannière indiquait déjà les «couleurs» de la direction de l'ANEQ; on pouvait lire distinctement quatre mots : «Faisons payer les riches!». Le Congrès n'était pas encore commencé et déjà il était visible que plusieurs délégations allaient faire tout en leur pouvoir pour précéder au «grand ménage». La tension était extrême! Le Congrès débuta avec cinq heures et demie de retard ce qui, on en conviendra, ne permettait guère de calmer les esprits. Mais, en fait, si le Congrès a pu débuter, c'est justement grâce aux «esprits surchauffés». En effet, le tout a commencé lorsque plusieurs délégations pénétrèrent dans la salle et que 3 d'entre elles (Alma, Saint-Jean et Polytechnique) tentèrent de prendre leurs sièges au niveau de la première rangée, soit celle la plus près de l'estrade d'honneur. Prétextant qu'elle voulait procéder selon «l'ordre établi», la direction de l'ANEQ envoya deux militants-es du PCC(ml) pour les en déloger... mais en vain! Mais quel était cet «ordre établi»? Selon Louis Tremblay, un des trois membres de la délégation du CEGEP d'Alma, il avait carrément pour but «de placer toutes les délégations sympathisantes à la



L'exécutif avant le «putsch». Yves Mallette, c'est... l'homme à la valise.

cause du PCC(ml) dans un ordre leur permettant d'influencer toutes les délégations indécises». (12)

Or, au même moment où ces «tiraillements» avaient cours, une étudiante, membre de la délégation de l'Université de Sherbrooke (AFEUS), a pris en charge, et ce, sans même le consentement de la direction de l'ANEQ, de faire l'appel des délégations, manifestant ainsi clairement le désir des congressistes de débuter le Congrès au plus tôt! La soupe commençait à peine à bouillir et déjà les militants-es du PCC(ml) la sentaient bien chaude! Ils-elles avaient le sentiment qu'il se passerait quelque chose...

Une fois l'appel des délégations terminé, le Congrès pouvait commencer. Sur toutes les questions, il y eut des accrocs importants entre la direction de l'ANEQ et certaines associations locales : difficultés pour adopter l'ordre du jour, rivalités (ce qui est assez rare!) pour l'élection du président d'assemblée, etc. Le tout avait lieu dans un cadre très tendu où chaque partie tenta, à chaque occasion, de tirer la «couverture» de son côté.

Mais le véritable point tournant de ce Congrès eut lieu lors du débat concernant la réintégration de l'association étudiante du CEGEP de Rosemont (AGECR). On se souviendra qu'en mai '76, le conseil central de l'ANEQ (composé majoritairement de PCC(ml)) avait procédé manu militari à l'expulsion de cette association étudiante des instances de l'ANEQ. Or, il appert que selon les statuts et règlements de l'ANEQ **seul** le Congrès national (qui est l'instance suprême de décision) avait le pouvoir d'agir de la sorte et de procéder à une expulsion d'une association membre de l'ANEQ. Cette entorse faite aux statuts et règlements sera vite résolue par le Congrès... mais pas dans le même sens que le désirait le conseil central. En effet, peu après les exposés résumant la position du conseil central et celle de Rosemont, une proposition fut amenée par l'Association Générale des Etudiants-es de l'Université du Québec à Montréal (AGEUQAM) pour «que le Congrès reconnaisse Rosemont comme étant membre officiel de l'ANEQ et invite sa délégation officielle à participer au Congrès». (13)

Le résultat de ce vote représentait une véritable gifle au PCC(ml) puisqu'en fait 17 associations étudiantes avaient voté en faveur de cette proposition contre seulement 4. Et ce n'était qu'un début! Car, somme toute, le point culminant de cette rencontre n'aura lieu que lorsque Daniel Dagenais, secrétaire général par intérim, lira le rapport moral du conseil central. Le rapport d'une douzaine de pages, largement influencé par les analyses du PCC(ml), se résumait en gros par le slogan «Faisons payer les riches». Soulignons qu'au moment même où Daniel Dagenais lisait son rapport, un individu, mieux connu sous le nom d'Yves Mallette, entra dans la salle et monta sur l'estrade; il prit place au côté des autres membres de l'exécutif... mais pas pour les appuyer. Au contraire! Son but : lire un rapport qu'il avait préparé en sourdine et qui reflétait une toute autre version des faits. Quand Daniel Dagenais (14) eut terminé sa présentation, il y eut très peu d'applaudissements. Les seuls applaudissements que l'on pouvait entendre furent ceux des militants-es du PCC(ml). Ensuite, le Collège Loyola demanda que l'on accorde le droit à Yves Mallette de lire son «contre-discours». 22 associations étudiantes appuyèrent cette proposition. Mallette, ce membre dissident de l'exécutif, expliqua point par point toutes les critiques (nous les avons déjà indiquées dans ce texte précédemment) qu'il avait à adresser à la direction de l'ANEQ et que l'on peut résumer en 3 points :

- Paralysie totale du travail de l'ANEQ :
- Faible niveau de démocratie en son sein :
- Dénonciation du contrôle politique et organisationnelle de l'ANEQ par le PCC(ml).

La fin du discours d'Yves Mallette se terminait par une vive «détermination à mettre sur pied, comme le rapporte Louis Tremblay, un véritable programme correspondant aux aspirations et aux besoins réels des étudiants. Il désire relancer le travail au niveau des prêts et bourses, des SAE, des conditions d'étude et de vie des étudiants, du regroupement des concentrations...». (15) Sa présentation fut longuement ovationnée par les délégués-es du 5e Congrès. Les délégués-es étaient maintenant en mesure de mieux juger quelle était la situation



L'exécutif après le «putsch». De gauche à droite, on reconnaît : Colin Danylo, Yves Mallette. François Couture et le président d'assemblée, Bruno Pilote.

(12)- Coup d'Etat à l'ANEQ, texte de Louis Tremblay, délégué officiel au 5e Congrès de l'ANEQ, p. 2.

(13)- Procès-verbal du 5e Congrès de l'ANEQ, tenu les 9 et 10 octobre 1976, p. 2.

(14)- Soulignons que M. Dagenais n'est aujourd'hui plus lié au PCC[ml]. Récemment, en faisant un peu le point sur ces événements, il nous confia que, selon lui, le «putsch» orchestré de «main de maître» par Yves Mallette était pleinement justifié.

(15)- Coup d'Etat à l'ANEQ, op. cit., p. 4.

réelle qui prévalait dans le mouvement étudiant depuis le 4e Congrès de l'ANEQ. Une fois le calme retrouvé, l'association étudiante de Rosemont proposait de rejeter le rapport du conseil central. Seize associations étudiantes votèrent en faveur de cette proposition. Par la suite, André Rémillard, délégué de l'Association fédérative des étudiants-es de l'Université de Sherbrooke (AFEUS) proposait «que le Congrès national démette de ses fonctions les membres du conseil central et tous les membres de l'exécutif de l'ANEQ». (16) Cette proposition fut adoptée par 20 associations étudiantes tandis que 2 seulement la rejetèrent. C'était l'euphorie dans la salle! A ce moment, quelques militants-es étudiants-es favorables à la tendance d'Yves Mallette, que l'on appelait la «ligne verte», grimpèrent rapidement sur l'estrade «d'honneur» et arrachèrent avec soulagement la banderolle sur laquelle le PCC(ml) avait inscrit en grosses lettres «Faisons payer les riches!». L'atmosphère qui régnait dans cette salle correspondait exactement à un «véritable soulèvement de masse». L'ANEQ venait de connaître sa première grande «révolution» interne!

Après la destitution du conseil exécutif et du conseil central, un nouvel exécutif fut élu directement cette fois par le Congrès national. Ce nouvel exécutif était composé de Yves Mallette, secrétaire général; Colin Danylo, secrétaire trésorier; et de trois officiers spéciaux : Yves Allard, André Rémillard et Richard Bousquet.

De plus, le 5e Congrès fut l'occasion d'apporter à la constitution de l'ANEQ des changements importants. Ainsi, lors du 4e Congrès national, l'AGEUQAM avait proposé une série d'amendements aux statuts et règlements de l'ANEQ. Conformément aux procédures, ces amendements furent discutés lors du 5e Congrès. «L'expérience historique» aidant, les congressistes adoptèrent majoritairement les cinq amendements suivants :

- que les membres du conseil central proviennent obligatoirement d'associations membres de l'ANEQ et aient été entérinés par leur association avant d'être élus :
- que l'exécutif soit élu par le Congrès pour une période limitée d'un an;
- que les documents intégraux d'un Congrès national statutaire soient distribués avec l'ordre du jours au moins 15 jours avant le début du Congrès et qu'en cas d'impossibilité le Congrès soit retardé d'autant de jours que nécessaire;
- que la date des réunions élargies du conseil central et leur ordre du jour soient connus au moins une semaine à l'avance;
- que les procès-verbaux des réunions du conseil central et du Congrès national soient envoyés aux délégations de chaque associations membre et non-membre, dans un délai de 4 semaines après la tenue de chaque réunion.

Une «alliance » bien objective

La destitution du PCC(ml) des principales instances de l'ANEQ résultait en fait d'une alliance, bien objective, de deux forces politiques importantes au sein de l'ANEQ : le Regroupement Démocratique et la «ligne verte». La «ligne verte», identifiée au courant dit «réformiste» ou, si vous aimez mieux, proche du Parti québécois, était de loin la force politique la plus importante au sein de l'ANEQ. Cette «sainte-alliance», comme l'appelait le PCC (ml), n'avait jamais été planifiée ni même préparée consciemment. Elle fut, tout au plus, la résultante d'un mouvement qui, lui, s'était affirmé lors du 5e Congrès de l'ANEQ.

D'ailleurs, peu après le 5e Congrés de l'ANEQ, la «ligne verte» s'époumonnera à attaquer le Regroupement Démocratique et les groupes trotskystes qui en faisaient partie. Ainsi, dans un éditorial portant le titre «L'ANEQ pour les étudiants», Yves Mallette dénonçait, dans un langage très tranchant, les trotskystes. Il le faisait en ces termes : «Dans le coin opposé de l'arène, nous retrouvons, dit-il, les Trotskystes dont les desseins sont aussi clairs : ils veulent le contrôle. Mais eux, ils n'ont jamais été capable de rien, sauf de semer la division parmi les masses lors de certaines manifestations ou assemblées générales. (...). Les activités de ces individus (M.L. ou Trots) ont occasionné la liquidation du programme de l'ANEQ défini lors des 3e et 4e Congrès Nationaux. De plus, pour eux, l'existence même de l'ANEQ était un danger. (...). Au lieu de capituler et de se retirer de l'ANEQ, concluait-il, la majorité des représentants (étudiants) ont travaillé au redressement de leur association (nationale)». (17).

En guise de conclusion, on peut certes affirmer que le 5e Congrès de l'ANEQ a marqué une étape nouvelle dans son histoire. Cette étape, peut-être la plus importante qu'elle ait connue, a permis aux associations étudiantes locales de reprendre en main l'association étudiante nationale qu'elles avaient bâtie, en 1975, par un dur labeur. Oui! L'ANEQ reprenait une seconde envolée, un second souffle; elle redevenait véritablement l'Association Nationale des étudiantes et étudiants du Québec.

D'autre part, les délégués-es n'eurent pas beaucoup de temps pour rediscuter les différents points qui constituaient le programme de l'ANEQ. Certaines revendications furent abordées telles les prêts et bourses et les services aux étudiants mais c'était tout. Dans l'ensemble, les délégués-es considéraient qu'ils-elles manquaient de temps pour approfondir ces différentes parties du programme de l'ANEQ. On préférait à la place appeler à court

(16)- Procès-verbal du 5e Congrès de l'ANEQ, tenu les 9 et 10 octobre 1976, p. 13.
(17)- «L'ANEQ pour les étudiants», Le journal de La Majorité, vol. 3, no 3, le 17 novembre 1976, p. 2.

Le PQ prend le pouvoir

Le 15 novembre 1976, le Québec connaît, sur le plan politique, un vent de renouveau! On se souviendra que lors des élections du 29 octobre 1973, le Parti libéral du Québec, dirigé par M. Robert Bourassa, balayait les élections en faisant élire, à l'Assemblée Nationale, 102 députés-es. Le Parti québécois, qui en était à sa 2ème élection, obtenait 30% des suffrages exprimés, soit 6% de plus qu'en avril '70, mais ne faisait élire que 6 députés-es. En avril '70, le PQ avait réussi à en faire élire 7. En 1976, la situation change. Promettant la tenue d'un référendum sur la souveraineté politique du Québec assortie d'une association économique avec le reste du Canada, le PQ réussit à faire taire ses détracteurs et gagne, avec 41% des voix, l'élection. Devant sa déconfiture électorale, Robert Bourassa doit démissionner.

Dans les mouvements syndical, populaire et étudiant, l'élection du PQ est accueillie avec soulagement. Dans l'ensemble, le mouvement étudiant avait largement souhaité l'élection du PQ. Trompés-es à maintes occasions par les promesses libérales (gratuité scolaire, prêts et bourses, etc.), certains-es leaders étudiants-es avaient même contribué, comme le rapporte le journaliste Louis Fournier, à la victoire électorale de ce parti du «renouveau». «Bien que la plupart des nouveaux leaders de l'association aient voté (et même travaillé) pour le Parti québécois aux dernières élections, ils se disent, mentionne Fournier, très critiques à l'endroit du pouvoir et méfiants face à ses politiques éventuelles. 'Quel que soit le gouvernement, affirme Mallette, l'ANEQ est d'abord là pour défendre les revendications des étudiants. Nous continuerons comme si le gouvernement n'avait pas changé! Et puis, même si le P.Q. est au pouvoir, la nature de l'Etat n'est pas modifiée'».(1)

(1)- «Où va le mouvement étudiant au Québec», Le Jour, le vendredi le 4 mars 1977, p. 12.

terme, à la tenue d'une 2e partie du Congrès, complémentaire à la première, pour discuter plus à fond de la réorganisation de l'ANEQ et travailler sérieusement, cette fois, à élaborer d'un vrai programme de revendications. On attendait donc avec impatience la tenue de la 2e partie du 5e Congrès de l'ANEQ.

La 2ème partie du 5ème Congrès

C'est au CEGEP de Rivière-du-Loup qu'eut lieu, les 20 et 21 novembre, la 2e partie du 5e Congrès de l'ANEQ. Cette deuxième partie avait été convoquée dans le but de mettre à jour les différents dossiers de l'ANEQ. Ce Congrès s'est penché essentiellement sur 5 points très précis du programme : conditions d'étude, services aux étudiants, prêts et bourses, réorganisation de l'ANEQ et regroupement des concentrations.

Tout au long de ce Congrès, des débats intenses eurent lieu entre les trotskystes et la direction de l'ANEQ. Les trotskystes accusèrent le nouvel exécutif, élu lors de la 1ère partie de ce Congrès, de «corporatisme». «La 1ère session du mois d'octobre avait été un point tournant avec la destitution de l'exécutif noyauté par le PCC(ml) et l'élection d'un exécutif ayant à sa tête Yves Mallette. Ce qui allait caractériser cet exécutif, affirmaient les trotskytes, c'était le corporatisme étudiant d'appareil; cela l'AGEUQAM et quelques autres institutions le savaient très bien. La 2e session du 5e Congrès nous a permis de vérifier nos appréhensions». (18)

En fait, entre certaines délégations étudiantes, plusieurs divergences apparurent non pas au niveau de revendications à défendre mais plutôt sur la question des moyens d'action à utiliser pour gagner «des batailles». Pour certaines associations étudiantes, identifiées à la tendance trotskyste, il apparaissait que le nouvel exécutif de l'ANEQ refusait de travailler à mobiliser les étudiants-es. L'analyse que les trotskystes faisaient de la situation, c'était que l'ANEQ devait tout faire pour soutenir les luttes déjà en cours au niveau universitaire (UQAM et Université Laval) qui s'opposaient à la rentabilisation de l'éducation. En ce sens, le Congrès de Rivière-du-Loup avait voté de participer à une manifestation, le 3 décembre à Québec, pour appuyer les grèves des professeurs de Laval et de l'UQAM. Ces grèves avaient été activement soutenues par les associations étudiantes de ces deux institutions. L'ANEQ allait, le 3 décembre, emboîter le pas.

(18)- «Rapport des délégués de l'AGEUQAM à l'ANEQ», Unité, vol. 3, no 5, décembre 1976, p. 8.

La manifestation du 3 décembre

Malgré un «froid sibérien», plusieurs centaines d'étudiants-es ont répondu à l'appel de l'ANEQ afin de manifester, devant la colline parlementaire à Québec, leur opposition aux politiques du ministère de l'Education. Les objectifs de cette manifestation étaient très claires : appuyer concrètement les étudiants-es et les professeurs-es de l'Université du Québec à Montréal et de l'Université Laval et demander au nouveau gouvernement du PQ (élu depuis le 15 novembre 1976) de prendre position contre la réforme Desprès et de s'opposer ouvertement au niveau collégial, à l'application du rapport Nadeau.

Pour l'ANEQ, la réforme Desprès et le rapport Nadeau reflètaient, dans la pratique, l'orientation générale que voulait impulser, dans les CEGEPS et les universités, le ministère de l'Education. Cette orientation générale se résumait, selon l'ANEQ, à trois grands points : la rationalisation, la rentabilisation, et la centralisation.

Que représentaient la rationalisation, la rentabilisation et la centralisation pour le mouvement étudiant? Quelle analyse faisait-on de ces trois aspects d'une même politique? Prenons-les point par point.

•**La rationalisation** : Basée sur ce qu'on appelle «l'organisation des ressources», la rationalisation de l'éducation signifiait concrètement une «meilleure utilisation de nos investissements» afin, disait-on, «d'éviter le gaspillage» dans nos écoles. Pour assurer cette «bonne gestion», certains rapports gouvernementaux proposaient alors de faire disparaître les départements pour les remplacer par des modules où siègeraient, entre autres, des représentants-es des milieux socio-économiques (des «boss» de compagnies!). Cette politique développée par ces différents organismes officiels enlevaient en pratique, aux étudiants-es et aux professeurs-es, la possibilité de contrôler, du moins partiellement, le contenu des cours et l'orientation des programmes. «Si cette politique continue de prendre de l'ampleur, affirmait Yves Mallette, le secrétaire général de l'ANEQ, l'éducation ira entre les mains du patronat qui contrôlerait les instances décisionnelles». (19)

•**La rentabilisation** : Elle se manifestait concrètement par les compressions budgétaires effectuées par le ministère de l'Education. Ces coupures étaient la principale cause de la détérioration des conditions d'étude des étudiants-es et de la régression drastique des conditions de travail des salariés-es de l'enseignement. «L'ANEQ insiste sur le fait qu'à ce niveau, écrivait Mallette, ce n'est pas de l'argent pour se mettre dans les poches que veulent les étudiants et les travailleurs de l'enseignement, mais bien des budgets adéquats pour les départements, les modules, les facultés, les services, etc., pour améliorer les conditions d'étude et de travail qui prévalent dans les différentes institutions». (20) Les conséquences néfastes de cette politique du ministère de l'Education se faisaient déjà sentir, en 1976, à plusieurs niveaux : manque de locaux, manque de matériel, manque de budgets pour la recherche, manque de livres dans les bibliothèques, etc.

•**La centralisation** : Elle représentait le **moyen** que s'étaient donnés-es les administrateurs-trices et le gouvernement pour réussir à appliquer, sans aucune entrave, la rationalisation et la rentabilisation de l'éducation. Par exemple, selon le rapport Nadeau, les conseils d'administration des collèges se devaient d'être redevables seulement devant le ministère de l'Education. Quant aux autres intervenants vivant quotidiennement dans ce milieu et bien... c'est comme s'ils n'existaient pas. La centralisation de façon excessive des pouvoir dans les CEGEPS et les universités enlevait donc aux étudiants-es et aux professeurs-es la possibilité de participer directement à la planification des ressources scolaires. Les administrations avaient, à ce chapitre, les pleins pouvoirs!

L'ANEQ voyait, dans la manifestation du 3 décembre, le point de départ d'une vaste campagne de sensibilisation en milieu étudiant afin de «résister» à l'application de ces politiques. Elle considérait que les luttes qui s'étaient déjà engagées à l'UQAM et à l'Université Laval allaient dans ce sens. Ces conflits, affirmait Yves Mallette, ne sont pas étrangers aux politiques actuelles à l'éducation. La situation qui prévaut (...) à l'université Laval va beaucoup plus loin que la simple négociation d'une nouvelle convention collective, c'est aussi une lutte contre la détérioration des conditions de travail et d'étude». (21).

Le 6ème Congrès

Le 6e Congrès national de l'ANEQ s'est déroulé, les 12 et 13 mars 1977, au CEGEP de Saint-Jean-sur-Richelieu. Plusieurs points reliés directement au programme de l'ANEQ y furent discutés : prêts et bourses, SAE, Regroupements de concentrations, placement étudiant, détérioration des conditions d'étude. Mais le gros débat qui avait retenu l'attention des délégués-es présents-es à ce Congrès concernait les relations entre la Presse Etudiante Nationale (PEN) et l'ANEQ. Depuis le «putsch», qui avait permis au 5e Congrès de faire le «grand nettoyage» au niveau des structures de l'ANEQ, les relations entre cette dernière et la PEN étaient devenues plus tendues et plus difficiles. Pourquoi cette tension existait-elle

(19)- *«La manifestation du 3 décembre», article publié par Yves Mallette, secrétaire général de l'ANEQ, dans le journal Le Lac Saint-Jean, le 8 décembre 1976, p. 35.*
(20)- *Ibid. p. 35.*
(21)- *Ibid, p. 35.*



Le 6ème Congrès de l'ANEQ à Saint-Jean-sur-Richelieu.

entre deux organismes étudiants qui pourtant, dans le passé, s'entendaient si bien? Rappelons brièvement les faits. La PEN, elle, contrairement à l'ANEQ, était toujours sous le contrôle du PCC(ml). Le secrétaire général de la PEN et membre actif du PCC(ml), M. Jean-Paul Bédard, avait volé les plaques d'impression du journal **Le Percolateur** des étudiants-es de Sciences et Génie de l'Université Laval, parce que les textes, prétendait-il, «(attaquaient) et (allaient) à l'encontre des intérêts fondamentaux (des étudiants)». (22). Ce geste de M. Bédard avait contribué à aggraver les tensions entre l'ANEQ et la PEN et à renforcer le sentiment d'impossibilité à faire un travail en commun. Cette situation compromettait même sérieusement les activités normales de l'ANEQ, notamment la publication du **journal de La Majorité**. Mais le secrétaire général de la PEN avait oublié que lors du Congrès de fondation de la PEN, les journalistes étudiants-es avaient accordé à l'ANEQ un «droit de veto» (23) sur toutes les activités de la PEN, y compris pour l'élection des membres de l'exécutif. L'ANEQ n'avait jamais utilisé ce pouvoir, mais l'occasion était trop belle! Ainsi, le 5 février 1977, le conseil central de l'ANEQ prenait la «pénible» décision de mettre en tutelle la PEN. Les raisons invoquées par l'ANEQ se situaient à 4 niveaux :

- Non-respect du mandat de convoquer un congrès durant la période de noël;
- Refus de la PEN de photocomposer le **journal de La Majorité**;
- Mutation de l'organe de service qu'était la PEN en une organisation de propagande;
- Vol de plaques du journal étudiant **le Percolateur** de la faculté des sciences et génie de l'Université de Laval par Jean-Paul Bédard. (24)

Jean-Paul Bédard révèlera que le vol des plaques du journal **Le Percolateur** était lié à «des raisons idéologiques». Le moins que l'on puisse dire c'est que M. Bédard n'était pas très enclin à accepter les critiques!

Suite à cet événement regrettable, le conseil central de l'ANEQ destitua M. Bédard et démis temporairement deux autres membres de l'exécutif de leur fonction et nomma, par intérim, un exécutif de trois personnes : Daniel Pauquet, secrétaire général et deux officiers : Marc Berthiaume et Richard Bousquet. M. Pauquet était permanent à l'ANEQ et Richard Bousquet occupait, à l'exécutif de l'ANEQ, le poste de secrétaire à l'information. Leur mandat devait prendre fin en avril '77, soit lors de la tenue du 4e Congrès de la PEN. Le 6e Congrès de l'ANEQ approuva, dans cette affaire, la démarche du conseil central et ce, malgré les «explications» de Jean-Paul Bédard.

Cependant, au-delà de cette malencontreuse histoire, le gros du travail du Congrès porta essentiellement sur des questions se rapportant plus directement au programme de l'ANEQ. Plusieurs institutions réussirent à faire adopter une proposition pour qu'ait lieu, le 22 mars 1977, dans l'ensemble des institutions membres de l'ANEQ, une journée d'étude sur la rentabilisation dans l'éducation. Le Congrès adopta également l'idée que le conseil central de l'ANEQ ait la responsabilité d'élaborer un cahier de revendications réunissant la totalité des demandes étudiantes, aussi bien sur les prêts et bourses, les SAE que sur les questions pédagogiques; à savoir : Desprès, Nadeau, GTX, etc.

Le Congrès a pris fin par l'élection de trois personnes à l'exécutif de l'ANEQ : André Rémillard de l'Association Fédérative des étudiants-es de l'Université de Sherbrooke (AFEUS) fut élu secrétaire général; François Couture, du collège de Alma et François Mallette, du Collège de Saint-Jean-sur-Richelieu, furent élus aux postes d'officiers. Ils se joignent ainsi à Colin Danylo et Richard Bousquet qui demeurent à leur poste. Quant à Yves Mallette, il dut démissionner de son poste à l'exécutif de l'ANEQ en cours de mandat à la suite de son renvoi du CEGEP d'Alma. Ne pouvant plus s'inscrire dans une autre institution et ne jouissant plus du statut d'étudiant, il n'avait plus d'autres choix.

*(22)- «6e Congrès de l'ANEQ», **Unité**, vol. 3, no 7, avril 1977, p. 3.*

(23)- Le 3e Congrès de la PEN allait plus loin encore. Une déclaration de principe, proposé par des militants-es du PCC[ml], y fut adopté et dans laquelle on pouvait lire ceci : «L'ANEQ a créé la PEN, la PEN est l'instrument de l'ANEQ».

*(24)- **Historique du journalisme étudiant au Québec : 1943-1979**, produit par la Presse Etudiante du Québec, p. 71.*

22 mars 1977 - 22 mars 1978

1977

-Avril : Au CEGEP Ste-Foy, les étudiants-es gagnent la construction d'un nouveau pavillon devant accueillir 324 personnes nouvellement inscrites.

-10 au 15 mai : L'ANEQ et la PEN participent, au Yemen, à un colloque international sur la presse étudiante. 23 associations étudiantes nationales y participent.

-Printemps : A l'Université de Montréal, les étudiants-es de sciences sociales font circuler une pétition (2 037 signatures recueillies) qui dénonce la direction qui exige le paiement, dans de brefs délais, des frais de scolarité.

-Juin-juillet : Selon Statistique Canada, le chômage étudiant pour la période estivale est de 19,5%.

-2-3 juillet : VIIe Congrès de l'ANEQ à l'Université de Sherbrooke. Adoption par les délégués-es d'une déclaration de principes pour le droit à l'éducation. 24 associations étudiantes y étaient représentées.

-6 septembre : Parution du premier numéro du Québec-Etudiant (50 000 exemplaires). Ce nouveau journal remplace le défunt journal de «La Majorité». L'ANEQ entreprend, jusqu'au 6 octobre, une tournée nationale.

-29 septembre : L'ANEQ remet au ministre Morin un mémoire intitulé «La situation financière des étudiants».

-26 octobre au 1er novembre : A Montmorency, les étudiants-es occupent les cafétérias et les locaux administratifs. Leurs revendications : la liberté d'expression, la baisse des prix à la cafétéria et l'accessibilité du matériel audio-visuel.

-29-30 octobre : VIIIe Congrès de l'ANEQ à Trois-Rivières.

-Novembre : A Lionel Groulx, les étudiants-es occupent le CEGEP pour empêcher une hausse des prix de 25% des résidences. Ils-elles obtiennent gain de cause. A l'UQAM, c'est la bataille pour la reconnaissance qui retient notre attention.

-1er décembre : Journée d'occupation nationale de l'ANEQ sur la gratuité scolaire. 14 collèges et universités participent au mouvement.

-3 décembre : «Célébration» du 10e anniversaire des CEGEPS au Complexe Desjardins. Plusieurs centaines d'étudiants-es profitent de l'occasion pour dénoncer le ministre Morin et ses politiques.

1978

-17 février : Occupation par l'ANEQ des bureaux du ministère de l'Education à Montréal. Le but : appuyer les étudiants-es d'André-Laurendeau qui revendiquent la construction d'un complexe sportif.

-Février : Le gouvernement du Québec hausse les frais de scolarité pour les étudiants-es internationaux-nales. Cette hausse sera effective en septembre. L'ANEQ s'y oppose.

-3 mars : Le Conseil régional de Montréal (ANEQ) organise une manifestation contre les mesures répressives qui s'abattent sur les associations étudiantes. 700 participants-es.

-9 mars : L'ANEQ participe, à Thetford Mines, à une manifestation de soutien à un syndicaliste, M. Gervais Lessard, faussement accusé d'avoir mis le feu à l'usine où il travaillait.

Une nouvelle étape

1977 est l'année de la «réorganisation» et de la réorientation générale du travail de l'ANEQ. Le nouvel exécutif, élu au 6e Congrès, entend bien redorer le blason de l'ANEQ. Déjà, lors d'une réunion élargie du conseil central tenue les 16 et 17 avril, les délégués-es adoptent une série de revendications (il y en a plus de 50!) qui constituent le «carnet de revendications» de l'ANEQ. Le conseil central a la responsabilité de concentrer ces revendications et de les présenter aux étudiants-es ainsi qu'à M. Jacques-Yvan Morin, le nouveau ministre de l'Education. L'idée de l'élaboration de ce «carnet de revendications» avait été votée lors du 6e Congrès. Le conseil central respectait donc son mandat. Sur la question des emplois d'été pour les étudiants-es, le conseil central avait adopté plusieurs revendications à ce chapitre dont certaines invitaient les gouvernements à penser les projets en fonction de leur utilité collective : construction de routes, travail d'assainissement du milieu, etc.

Au niveau des associations étudiantes locales, les luttes se multiplient. Au CEGEP de Ste-Foy, au début d'avril, l'association étudiante engage une bataille pour forcer l'administration à dégager les fonds nécessaires afin de permettre la construction d'un nouveau pavillon. Ce pavillon devait accueillir au-delà de 300 nouveaux-elles étudiants-es. La lutte dura un mois et les étudiants-es eurent gain de cause. Les étudiants-es, par une mobilisation assez spectaculaire, sous l'influence d'une association étudiante sérieuse et déterminée, réussirent à imposer à l'administration ce projet. Ce gain était fort important et démontra aux autres associations étudiantes locales qu'il était possible, si l'on désirait réellement améliorer les conditions de vie et d'étude des étudiants-es, de gagner de telles revendications. En ce sens, les étudiants-es du CEGEP de Ste-Foy avaient tracé la voie à suivre...

Mais à la rentrée d'automne '77, les travaux pour la construction de ce nouveau pavillon n'étaient même pas encore commencés. L'administration du CEGEP de Ste-Foy était-elle revenue sur sa promesse? Quoi qu'il en soit, les étudiants-es de cette institution ne tardèrent pas à réagir et organisèrent, à nouveau, des occupations administratives qui durèrent au-delà de deux semaines. Outre la question de la construction du nouveau pavillon, les étudiants-es demandèrent, puisqu'ils-elles avaient été dupés-es par le directeur général lors de la session précédente, que ce dernier démissionne de ses fonctions. Suite à cette deuxième mobilisation étudiante, le gouvernement du Québec accepta de dégager plus de $1 million pour la construction de la nouvelle aile et... le directeur général accéda à la demande étudiante et démissionna de son poste.

Au CEGEP de Rosemont, une trentaine d'étudiants-es envahissent, le 8 avril, les locaux administratifs du CEGEP. Ces étudiants-es veulent, par cette occupation, dénoncer l'administration du collège qui avait enlevé arbitrairement à l'association étudiante, en mars, le contrôle sur les services aux étudiants (SAE). L'enjeu était de taille puisque l'administration venait, par ce geste, empêcher littéralement l'AGECR de continuer à offrir à la communauté étudiante un certain nombre de services. Mais l'AGECR ne l'entendait pas ainsi et le 8 avril, c'est l'occupation! Le directeur du Collège, M. Guy Gaudreau, qui refuse les demandes étudiantes, fait intervenir à la place l'escouade anti-émeute -ils sont plus de 50 policiers pour expulser une trentaine d'étudiants-es!

Après cette occupation étudiante, le directeur Gaudreau accepta de négocier avec l'association étudiante la gestion des SAE. Après entente entre les deux parties, l'AGECR gagna le prolongement, jusqu'en mai 1977, de l'ancien protocole d'entente. Pendant tout l'été, des négociations eurent lieu sur cette question. Le 2 septembre, l'AGECR signa un nouveau protocole d'entente qui accorda à l'administration une partie de la gestion des SAE. C'était, ce que l'on appelait alors, la «cogestion»! Enfin, le dénouement de toute cette affaire aura lieu en avril 1978. L'administration, mécontente de son expérience «cogestionnaire», enleva à l'AGECR son droit de gérance sur les SAE. A partir de ce jour, l'administration contrôla les SAE en totalité, ce qui représenta une perte importante pour l'association étudiante.

A l'Université Laval, l'administration avait imposé aux étudiants-es, suite à une grève de 4 mois des professeurs-es pour le renouvellement de leur convention collective, une prolongation de session qui s'étendait jusqu'au 8 juillet. Financièrement parlant, peu d'étudiants-es pouvaient se permettre, compte tenu de leurs faibles revenus (prêts et bourses inadéquats, etc.) et de la quasi impossibilité de trouver un emploi en plein milieu de l'été, de poursuivre et de terminer leur année académique. Analysant, de façon bien objective, la situation déliquate dans laquelle était placée les étudiants-es, le REP (Regroupement des étudiants-es de premier cycle) décida donc d'établir un certain nombre de revendications. Ces revendications s'adressaient autant au gouvernement qu'à l'administration de l'Université Laval. Au gouvernement, le REPdemanda cinq revendications dont quelques-unes concernaient directement le régime des prêts et bourses; il en gagna deux. Tout d'abord, un prêt sans intérêt et équivalent aux frais de scolarité fut accordé à tout étudiant qui en ferait la demande. Ce prêt devait être remboursé 6 mois après la fin des études ou au plus tard le 1er novembre 1979. Puis, le gouvernement accepta d'indemniser les étudiants-es en leur octroyant un montant d'argent supplémentaire au niveau des bourses d'étude. Le gouvernement refusa les trois autres revendications; elles consistaient en ceci : gratuité scolaire pour tous-tes les étudiants-es pour la deuxième session, indemnisation adéquate pour les pertes encourues par les

étudiants-es lors de la 1ère session et ne retenir, dans le calcul des prêts et bourses pour 1977-78, aucun revenu d'été puisque la deuxième session scolaire se terminait le 8 juillet. A l'administration, le REP demanda d'être plus souple dans l'application de la prolongation et de comprendre quelle était la véritable situation financière des étudiants-es de cette université. Mais les dirigeants-es de Laval utilisèrent la politique du «gros bâton»; ils-elles firent appel à plusieurs reprises à la force constabulaire pour faire évacuer certains lieux qui étaient occupés par les étudiants-es et réussirent à obtenir une injonction permanente pour empêcher ces derniers-ères de récidiver. De plus, afin de briser le boycottage des frais de scolarité, l'administration enjoigna les étudiants-es à s'inscrire par la poste, ce qui rendit plus difficile l'application de ce principal moyen d'action.

Quand à la mobilisation étudiante, en moins de 6 semaines, soit entre la période du 12 avril et du 1er juin, il y eut près de 30 assemblées départementales, ainsi que 4 assemblées générales qui regroupèrent en moyenne entre 1,500 et 2,000 personnes. Le 19 mai, le REP demanda aux étudiants-es de respecter l'injonction (que l'administration avait obtenue le 12) et invita ses membres à se plier aux exigences administratives. Dans cette lutte, les gains n'étaient pas nombreux mais permettaient au REP d'affirmer tout haut ce message : «Cet automne '77, les étudiants de Laval auront rendez-vous avec l'ensemble des étudiants de la province pour lutter contre l'endettement, le régime inadéquat des prêts et bourses, le sous-emploi des étudiants et le chômage pour les finissants. Espérons que les étudiants de Laval seront au rendez-vous fort d'une expérience acquise durement.» (1)

En appui à ces luttes locales et pour mieux faire valoir ses revendications élaborées par la réunion élargie du conseil central (16 et 17 avril), l'ANEQ avait organisé à Montréal, le 20 avril, une manifestation. Environ 400 étudiants-es y participèrent; ce qui était bien peu! Cette faible mobilisation pouvait s'expliquer du fait que l'ANEQ était, elle-même, assez détachée des luttes locales et que les associations étudiantes n'avaient à peu près pas été impliquées dans l'organisation de cette manifestation.

L'ANEQ s'ouvre au niveau mondial

C'est depuis le 3e Congrès de l'ANEQ, tenu les 27 et 28 septembre 1975, que le conseil central a comme mandat du Congrès de développer, à l'échelle internationale, des relations avec l'UIE (Union Internationale des Etudiants) ainsi qu'avec d'autres associations étudiantes nationales. Cependant, comme on a pu le constater, les préoccupations des militants-es de l'ANEQ avaient été quelque peu modifiées ce qui, depuis ce temps, avaient empêché l'établissement de tels contacts. Toutefois, en janvier 1977, l'ANEQ avait répondu positivement à plusieurs invitations lors d'événements internationaux, notamment en Lybie, au Yémen et en Allemagne de l'Ouest. Le conseil central de l'ANEQ avait décidé également de développer des relations d'échange et de travail avec l'UIE (fondée en 1946, cette association étudiante internationale avait le mérite de regrouper les associations étudiantes nationales de 92 pays.). «Toutefois le conseil central, comme le rapporte le **québec-ETUDIANT**, n'a pas jugé opportun d'envisager une affiliation, considérant qu'un tel geste obligerait l'ANEQ à prendre des positions au niveau international, ce qui est loin de rencontrer ses priorités.» (2)

Soulignons, par ailleurs, que l'ANEQ ne voyait pas de contradiction fondamentale entre son travail au niveau local et les liens qu'elle développait avec les étudiants-es des autres pays. Au contraire, dans ses relations internationales, l'ANEQ espérait bien utiliser les expériences des associations étudiantes étrangères pour faire avancer ses propres dossiers : chômage étudiant, accessibilité à l'éducation, échanges de documentation, etc.

La multiplication de ces relations permettait également à l'ANEQ de mieux alimenter, en nouvelles internationales de toutes sortes, son nouveau journal : **Le québec-ETUDIANT**. Cependant, et là-dessus il faut être très clair, les activités de l'ANEQ, au niveau international, étaient extrêmement limitées. Ceci était dû en grande partie aux faibles ressources financières et humaines que possédait l'ANEQ. «C'est pourquoi, jusqu'ici, pouvait-on lire dans **Le québec-ETUDIANT**, seules les invitations qui n'occasionnaient aucun frais ont été acceptées; le déplacement des délégués a été assuré grâce aux bons soins des organisations hôtes.» (3)

Le 7ème Congrès

Le 7e Congrès de l'ANEQ a eu lieu, à l'Université de Sherbrooke, les 2 et 3 juillet. Essentiellement, ce Congrès est appelé à élaborer une série de revendications se rapportant à «l'accessibilité générale à l'éducation». Ce thème n'avait pas été, jusqu'à maintenant, très exploité par l'ANEQ dans son travail. Pourtant dans les années '60, les revendications défendues par l'UGEQ autour de l'accessibilité à l'éducation constituaient l'axe central de son travail et de la mobilisation étudiante. L'ANEQ, elle, après plus de deux ans d'existence ne s'était pas suffisamment préoccupé de cette question. Le 7e Congrès allait permettre de rattraper le temps perdu.

Ainsi, analysant les objectifs exprimés par la Commission Parent et

(1)- «Université Laval; La lutte est loin d'être finie», Le québec-ETUDIANT, vol. 1 no 1, le 6 septembre 1977, p. 11.
(2)- «Ouverture de l'ANEQ au niveau mondial», Le québec-ETUDIANT, vol. 1, no 1, le 6 septembre 1977, p. 13.
(3)- Ibid, p. 13.

Principales revendications adoptées au 7ème Congrès

PRETS ET BOURSES : Le 7e Congrès avait adopté de rompre la trève de 1975 et manifestait le désir de relancer une lutte nationale sur la condition financière des étudiants-es et dont le thème majeur devait être celui-ci : «la gratuité scolaire pour tous et un régime d'aide financière adopté aux besoins réels des étudiants». Les revendications étudiantes devaient inclure :

1) L'abolition des frais de scolarité;
2) Que le statut de non-résident soit reconnu dès le départ de la maison familiale;
3) Que le régime d'aide financière soit indexé au coût de la vie;
4) Le remboursement des prêts actuels ne sera obligatoire que si le finissant travaille et on abolira les intérêts sur le remboursement des prêts actuels;
5) La gratuité des notes de cours, des outils de base nécessaires aux cours techniques, et ce, à tous les niveaux.

CHOMAGE : Une proposition fut adoptée par la grande majorité des associations étudiantes locales à l'effet «que l'ANEQ considère la question de l'emploi comme une priorité pour la défense des droits et intérêts des étudiants dans le sillage de la question de l'accessibilité aux études» et «que le conseil central reçoive le mandat de continuer son travail de concertation en vue de l'unité avec le mouvement syndical sur la question du chômage.» De plus, la proposition invitait l'ANEQ a dénoncé «auprès de tous les étudiants et du public en général le chômage et ses causes».

SERVICES AUX ETUDIANTS-ES (SAE) : Le Congrès réaffirmait la nécessité pour les associations étudiantes de prendre en mains les services aux étudiants et appuyait une proposition de l'AGEUQAM afin «qu'un soutient soit donné aux associations où l'administration locale voudrait prendre le contrôle des SAE».

CAFETERIAS : Dénonçant les hausses de prix dans les cafétérias des institutions scolaires, le 7e Congrès revendiquait le maintien des services des cafétérias mais demandait au gouvernement «l'abolition du régime de concession à l'entreprise privée de l'opération et de l'exploitation des cafétérias des CEGEPS et des universités».

REORGANISATION : Le Congrès réaffirmait, comme position de principe, son autonomie par rapport à tout parti, mouvement ou groupe politique. «Les membres et militants des associations étudiantes, était-il spécifié dans la résolution, ne doivent pas utiliser l'ANEQ ni la subordonner aux fins de leur parti, de leur mouvement, de leur groupe politique ou de leurs intérêts personnels». Plusieurs propositions furent adoptées également pour modifier les statuts et règlements de l'ANEQ.

après un examen détaillé du système scolaire québécois, les congressistes avaient pu constater, un peu comme les militants-es ugéquiens-nes dans les années '60, plusieurs choses : «premièrement, l'Education demeure toujours un privilège et non pas un droit réel et ce, que ce soit par le jeu des options générales et professionnelles, par les contraintes financières, l'évaluation, la sélection et par la pédagogie elle-même ou encore par la division par le sexe régnant encore dans certaines options 'perpétuant ainsi une division arbitraire du travail entre les hommes et les femmes'. Deuxièmement, les structures de cogestion instituées n'ont pas donné de pouvoirs réels aux parents, étudiants, professeurs et personnel de soutien.» (4)

Cette analyse développée sur le rôle du système scolaire québécois allait tracer la voie à l'élaboration d'un certain nombre de revendications et de moyens d'action qui avait pour but d'accroître l'accessibilité à l'éducation.

Déjà, dans son rapport moral, le secrétaire général sortant de l'ANEQ, M. André Rémillard, avait expliqué aux congressistes quelle était, sur cette question, l'approche du conseil central : «Nous croyons que la priorité la plus immédiate d'actions et de revendications est la lutte pour des conditions économiques permettant l'accès aux études et une subsistance convenable tout au long des études. Cette lutte, soulignait M. Rémillard, se résume autour de trois grands points :

- la gratuité des études;
- des services auxiliaires abordables subventionnées par l'Etat;
- Une aide financière aux étudiants qui n'implique pas l'endettement.» (5)

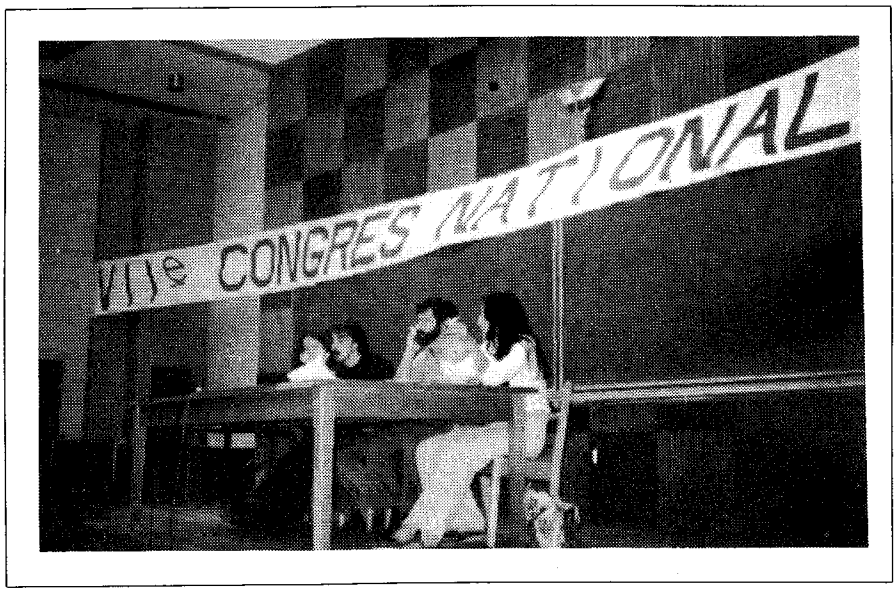
De plus, le Congrès adopta, de façon majoritaire, un document présenté par le conseil central de l'ANEQ et qui était intitulé «Déclaration du VIIième Congrès National sur la réforme de l'Education et sur les droits des québécois en Education».

Par l'adoption de ce document, l'ANEQ invitait le gouvernement à investir davantage dans le développement des ressources éducation-

(4)- «*VIIième Congrès de l'ANEQ -qui doit payer?*», ***Le québec-ETUDIANT, vol. 1, no 1, le 6 septembre 1977, p. 26.***

(5)- ***Rapport moral présenté par le secrétaire général sortant, M. André Rémillard, au 7e Congrès National, juillet 1977, p. c.***

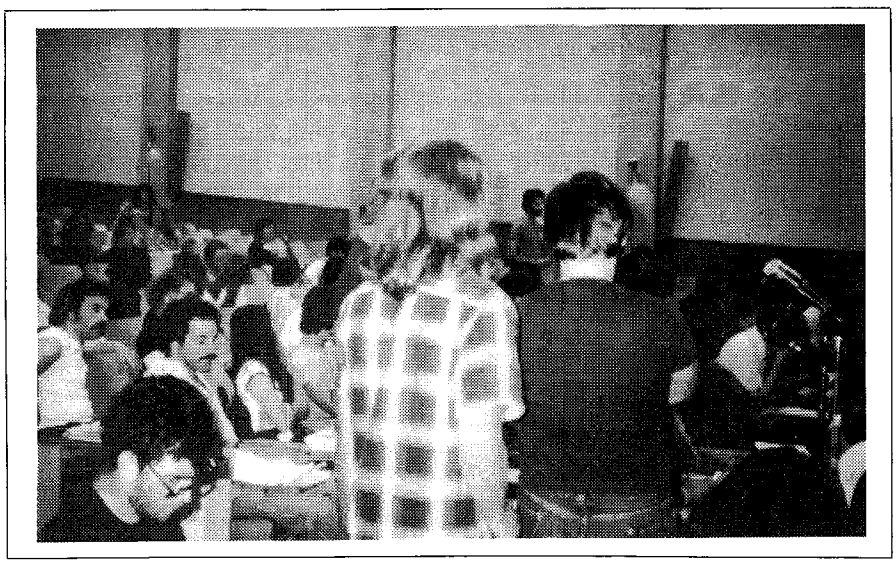
PDFaid.com
#1 pdf solutions online



nelles. Comment? Selon l'ANEQ, l'éducation devait être assurée «par une taxation des revenus de la grande entreprise, revenus qu'elle réalise à même les ressources et la force de travail au Québec». (6)

Le nouvel exécutif, élu à ce Congrès, était constitué de : François Couture, secrétaire général; François Desbiens, secrétaire trésorier; Daniel Pauquet, secrétaire à l'information; et François Mallette, officier spécial.

Pour la session d'automne 1977, le nouvel exécutif avait l'intention d'orchestrer une véritable campagne autour de la lutte pour l'accessibilité de tous et toutes à l'éducation (gratuité scolaire). Ce thème devait être lié aux revendications qu'avait développées l'ANEQ contre le chômage étudiant et pour le droit au travail. Cette campagne, le conseil central de l'ANEQ voulait la concrétiser dans le cadre d'une tournée nationale qui devait avoir lieu du 6 septembre au 7 octobre 1977.



(6)- *Le québec-ETUDIANT, vol. 1, no 1, le 6 septembre 1977, op. cit., p. 26.*

Déclaration

Le gouvernement du Québec entreprenait au cours des années '60, une vaste réforme du système d'enseignement québécois, accompagnée par la construction massive des polyvalentes, des Cegeps, et des universités du Québec.

L'esprit de cette réforme se conformait, disait-on, à cinq objectifs qu'exprimait le rapport Parent, à savoir :

1- La démocratisation de l'enseignement
2- La polyvalence
3- L'éducation permanente
4- Une idéologie scolaire centrée sur l'étudiant
5- Une contribution au développement économique du Québec.

Aujourd'hui, après examen du système scolaire, nous faisons les constatations suivantes :

1- Malgré certains progrès quantitatifs, l'éducation reste un privilège et non pas un droit réel. Cette affirmation est d'autant plus vrai lorsqu'on s'élève vers les niveaux d'enseignement supérieurs. A mesure que le niveau s'élève, les étudiants des classes moins nanties deviennent sous-représentés en proportion. Cette élimination se fait par le jeu des options générales et professionnelles, par les contraintes financières, l'évaluation, la sélection, et enfin, par la pédagogie elle-même. D'autre part, la représentation des étudiants varie encore d'une option à l'autre selon le sexe, perpétuant ainsi une division arbitraire du travail entre les hommes et les femmes.

2- Les structures de cogestion instituées n'ont pas donné de pouvoirs réels aux parents, étudiants, professeurs et employés

du 7ème Congrès

scolaires. Ceux-ci n'ont qu'une sous représentation au sein des instances de décision, et encore, cette représentation est-elle limitée au niveau local et régional.

3- Contrairement à l'objectif invoqué de polyvalence, le système scolaire procède à une spécialisation hâtive des élèves dès le secondaire, exigeant des choix prématurés et ce, au détriment d'une formation générale suffisante et de qualité.

4- Dans un tel cadre de spécialisation, l'éducation permanente se destine davantage à un rôle complémentaire, servant à combler les carences de la formation plutôt que de contribuer à l'épanouissement des individus. Il s'agit alors de répondre aux besoins techniques de l'entreprise. Ce replâtrage est financé à même les poches des travailleurs qui doivent encourir des frais scolaires, en plus des frais connexes de transport, garderie, etc.

5- On ne peut sérieusement croire que l'idéologie scolaire actuelle est centrée sur l'étudiant alors que nos écoles donnent lieu à des rassemblements monstrueux d'élèves pour lequel le nombre d'enseignants est insuffisant en proportion. L'augmentation de la tâche de chaque enseignant et la déshumanisation de nos écoles entrainent un relâchement inévitable.

Pour nous, la mauvaise situation dans l'éducation a une explication :

Le développement du système scolaire, dans la politique du gouvernement, est subordonné aux grands intérêts financiers qui dirigent le pays. Ces intérêts représentent, pour la plus grande part, les monopoles étrangers et nationaux qui accaparent toujours davantage les ressources naturelles, de même que la force de travail des québécois.

Ainsi, par exemple, la création des polyvalentes correspondait à un besoin soudain, de la part du patronat, d'un grand nombre de cadres, de techniciens etc.

Dans le cadre actuel de crise économique, le patronat préfère réduire l'embauche, créant le chômage. Il exige cependant plus de subventions, plus de services et de contrats de la part du gouvernement, de même qu'une réduction des taxes et impôts qu'il doit verser. C'est pourquoi le gouvernement restreint ses dépenses de santé et d'éducation tout en laissant s'élever la part de taxes et d'impôts des particuliers. Cela permet au gouvernement de disposer de sommes plus considérables servant à satisfaire les exigences du patronat.

Le VIIe congrès national de l'ANEQ réclame, pour tous les québécois :

1- Le droit à une éducation gratuite, sans égard au sexe, au revenu, à la race, à la religion ou aux convictions;

2- Le droit à une formation générale de qualité, portant notamment sur la culture, la langue et l'histoire nationales, l'éducation physique, les arts et les sciences, en plus d'une formation particulière permettant l'exercice d'un métier ou d'une profession librement consentis;

3- Le droit à des conditions d'étude et de vie adéquates, comprenant un encadrement matériel et humain suffisants, favorisant l'épanouissement et l'acquisition des connaissances;

4- Le droit à un support financier de l'état, suffisant pour assurer la subsistance, la santé, l'habillement et les loisirs, de même que les frais rattachés à la formation et ce, pour la durée des études;

5- Le droit à un travail pendant la période estivale, de même qu'au sortir des études, en respectant les compétences acquises par l'étudiant et dans des conditions acceptables par lui;

6- Le droit de former des associations aux fins syndicales, politiques, économiques, culturelles, scientifiques, récréatives, sportives ou autres;

7- Le droit d'administrer eux-même les services aux étudiants dans leur institution;

8- Le droit des associations générales d'étudiants à des services techniques de perception à la source des cotisations, d'installation matérielle et de locaux nécessaires à la poursuite de leurs activités;

9- Le droit de participer aux consultations et aux décisions qui touchent l'éducation, tant au niveau local que national.

Afin de permettre la réalisation de ces objectifs, l'ANEQ déclare :

qu'une réforme du système d'enseignement doit respecter les principes ci-mentionnés, de même que les revendications exprimées par la population, en particulier les étudiants, professeurs, employés scolaires, parents, travailleurs et agriculteurs, par le biais de leurs organisations respectives;

que le financement de l'éducation doit être assuré par une taxation des revenus de la grande entreprise, revenus qu'elle réalise à même les ressources et la force de travail du Québec.

Le chômage étudiant : l'ANEQ analyse la situation

Au début de la période estivale de 1977, l'ANEQ avait fait connaître publiquement ses appréhensions et ses vives inquiétudes quant à l'impossibilité pour des milliers de jeunes étudiants-es de décrocher un emploi d'été. Ainsi, lors de la parution d'un sondage effectué auprès des étudiants-es du niveau collégial, «le secrétaire général d'alors, André Rémillard, rapporte le **québec-ETUDIANT**, avait déclaré à la presse que 'l'école (préparait) actuellement la venue d'une génération déçue, désoeuvrée et instruite à rabais'». (7)

L'ANEQ avait participé également, en République Fédérale Allemande (RFA), à un symposium internationale sur la situation du chômage. Ce symposium, organisé par l'UIE, avait permis aux délégués-es étudiants-es de différents pays de s'interroger sur la situation de l'emploi chez les jeunes. «Les pays riches, se demandait-on, peuvent-ils réussir à créer de l'emploi pour tout le monde?». «Ont-ils satisfait les besoins essentiels de leur collectivité?» A ces questions, le nouveau secrétaire général de l'ANEQ, M. François Couture avait répondu qu'il existait «encore des besoins criants dans notre société qui sont pourtant délaissés par le gouvernement et les monopoles, en prenant par exemple la pénurie des logements, les services de santé lamentables et la dégradation de notre système d'éducation.» (8)

Mais, le travail de l'ANEQ ne se limitait pas qu'à une simple participation à un symposium en Allemagne de l'Ouest (RFA). Déjà, au lendemain du 7e Congrès, qui avait adopté une résolution faisant du chômage une de ses priorités de travail, le conseil exécutif entamait une série de démarches pour organiser des actions concertées contre ce véritable fléau social. Ainsi, l'ANEQ invitait les trois centrales syndicales du Québec (CSN, CEQ et FTQ) à une rencontre inter-syndicale afin de discuter, avec elle, des avenues possibles d'une action concertée.

Pour l'ANEQ, le chômage n'était pas un phénomène exclusivement étudiant. C'est pour cette raison que l'ANEQ tenta, par tous les moyens, de développer des contacts avec d'autres organisations qui étaient sensibilisés par le chômage et qui mettaient de l'avant, tout comme elle, le droit pour tous et toutes à un travail décent. Dans un document que publia l'ANEQ à l'été 1977, il était dit qu'«il n'y avait pas de solution exclusivement étudiante au problème du chômage, comme il n'existe pas de problème distinct du chômage chez les étudiants. La lutte doit donc être menée par toute la population pour affirmer le droit au travail et pour une politique du développement qui en permette l'obtention.» (9)

Tournée nationale de l'ANEQ

Du 6 septembre au 7 octobre, des membres du conseil exécutif, du conseil central et de la commission «gratuité» visitèrent environ une soixantaine de collèges et d'universités. Cette tournée permettait aux militants-es de l'ANEQ de rencontrer directement les étudiants-es lors d'assemblées générales et débats-midis. Le but de cette tournée était de faire connaître l'ANEQ et d'échanger avec les associations locales de l'information sur le travail général qu'elle entendait bien développer sur la situation financière des étudiants-es.

Le début de cette tournée fut marqué par la publication, par l'ANEQ, d'une nouvelle publication éditée sous la forme d'un magazine, **le québec-ETUDIANT**. Ce nouveau magazine se voulait beaucoup plus accessible que le défunt **journal de La Majorité**. «Défunt» pas tout-à-fait puisque le PCC(ml) avait entrepris (histoire de semer un peu de confusion!) de publier un journal portant le même nom que celui de l'ANEQ. En fait, le PCC(ml) ne reconnaissait pas qu'il avait été limogé démocratiquement par les délégués-es du 5e Congrès. De là le qualificatif de «PUTSCH» (i.e. un «coup d'Etat» organisé par une minorité) qu'il donna pour interpréter les événements qui avaient entouré l'expulsion des militants-es de ce groupe politique des instances de l'ANEQ. **Le journal de La Majorité**, que le PCC(ml) produisait, était sous la responsabilité, disait-on, du «conseil central destitué de l'ANEQ». Le «conseil central destitué» était, en réalité, un «front» de ce groupe politique. A partir de la fin 1977, le PCC(ml) publia à au moins deux reprises **le journal de La Majorité**,(format tabloïd- on ne sait trop avec quel argent!) qu'il faisait diffuser par ses militants-es dans les CEGEPS et les universités. Objectivement, la publication de ce faux journal de l'ANEQ causa beaucoup de préjudices à l'association nationale et donna l'impression, aux étudiants-es qui le recevaient, qu'elle n'était qu'une structure vide où s'entredéchiraient les groupes politiques dits «d'extrême-gauche». Le nouveau journal de l'ANEQ devait permettre de résoudre ce problème et de projeter une image nouvelle d'une association qui désirait représenter réellement l'ensemble des étudiants-es du Québec. La tournée nationale de l'ANEQ, en début septembre, correspondait également à cet objectif.

(7)- «*Chômage : avez-vous travaillé cet été?*», ***Le québec-ETUDIANT***, *vol. 1, no 1, le 6 septembre 1977, p. 19.*
(8)- *Ibid, p. 19.*
(9)- *Ibid, p. 19.*

Un mémoire sur la situation financière des étudiants-es

Le 29 septembre, l'ANEQ remettait, en main propre, au ministre de l'Education, M. Jacques-Yvan Morin, un mémoire intitulé **La situation financière des étudiants**. Ce mémoire, qui contenait une description assez détaillée des problèmes financiers des étudiants-es, demandait au ministre de l'Education de se prononcer sur le principe des demandes telles que votées par le 7e Congrès de l'ANEQ. Ces demandes étaient celles-ci :

1) l'abolition des frais de scolarité;
2) l'abolition des frais de matériel scolaire;
   et au niveau des prêts et bourses, on revendiquait :
3) l'abolition de l'endettement;
4) l'abolition des contributions des parents et du conjoint;
5) que l'on tienne compte des besoins réels de l'étudiant et de l'inflation;
6) que le statut de non-résident soit reconnu dès le départ de la maison familiale.

Dans sa lettre de présentation, qui accompagnait le mémoire, l'ANEQ expliquait au ministre qu'elle ne pouvait «rester muette face à la détérioration actuelle des conditions économiques d'accès aux études supérieures. Il est grandement temps, au Québec, affirmait-elle, que l'on réalise les objectifs tant invoqués du droit à l'éducation et d'égalité des chances, sans égard à la classe sociale, au revenu, ou la région d'origine». (10) L'ANEQ demandait au minitre Morin de se prononcer sur ces revendications pour la mi-octobre. «Cela nous permettra, disait-on, de connaître la position du gouvernement pour notre huitième Congrès National, qui aura lieu les 29 et 30 octobre prochain.» (11)

Par ailleurs, mentionnons que c'est à l'unanimité que le conseil général de la CEQ avait approuvé, à la fin d'octobre, une résolution d'appui à l'ANEQ dans sa lutte pour la gratuité scolaire, l'aide financière et le droit à l'éducation. De plus, le conseil général de la CEQ, qui regroupait au-delà de 200 délégués-es, avait en outre dénoncé le ministre Morin pour avoir laissé toujours sans réponse le mémoire de l'ANEQ. Soutenant ainsi la démarche générale de l'ANEQ, le président de cette centrale syndicale, M. Yvon Charbonneau, avait fait connaître publiquement, par l'entremise des media d'information, cette position de solidarité des professeurs-es avec les étudiants-es. L'ANEQ était heureuse de ce soutien et espérait se gagner, dans ses efforts pour améliorer la condition financière des étudiants-es du Québec, d'autres appuis de cette importance.

Le 8ème Congrès

Le 8e Congrès de l'ANEQ a eu lieu, au CEGEP de Trois-Rivières, les 28, 29 et 30 octobre 1977. L'ordre du jour était chargé : tour d'horizon des luttes locales, gratuité scolaire et plan d'action de l'ANEQ sur ce point, question nationale, enseignement privé, condition féminine, etc.

Dès le début du Congrès, un point «chaud» a placé les délégations dans le feu de l'action. Le conseil central de l'ANEQ, par la voix du secrétaire général François Couture, a présenté une motion spéciale visant à suspendre de l'ANEQ (ce qui allait se traduire par la perte de son droit de vote dans toutes les instances nationales) la Corporation des affaires étudiantes du CEGEP de Hull. Pour clarifier un peu les raisons qui avaient motivé le conseil central à agir ainsi, mentionnons que cette association étudiante (la CAE) -qui était contrôlée par le PCC(ml)-, avait amené ses militants-es à intimider physiquement les représentants de l'ANEQ qui s'étaient présentées au CEGEP, à l'invitation de la CAE, dans le cadre de la tournée natonale de l'ANEQ. Après explication des deux points de vue, le Congrès vota l'expulsion de cette association étudiante par un vote de 19 pour et 1 contre. «A noter que l'expulsion définitive de cette dernière, pouvait-on lire dans la proposition, aura lieu au prochain Congrès». Tout de suite après l'annonce du résultat du vote, le Congrès a dû être interrompu pendant plusieurs minutes, le temps que le service d'ordre prenne les mesures nécessaires pour faire cesser le chahut que faisaient les militants-es du PCC(ml) dans la salle.

Dans la salle où se déroule le Congrès, on note la présence de près de 300 personnes (observateurs-trices et délégués-es). Après quelques heures de discussions et de débats, les délégués-es qui représentent 31 associations étudiantes locales, adoptent de faire de la «lutte pour le droit à l'éducation» leur grande priorité de travail. L'exécutif de l'ANEQ avait préparé le terrain à l'adoption d'une telle proposition. Ainsi lors de la présentation de son rapport moral, le secrétaire général, François Couture, avait souligné que «la lutte pour le droit à l'éducation est sans doute l'héritage le plus ancien du mouvement étudiant, une lutte pour des principes de justice et d'égalité auxquels aspire le peuple depuis des centaines d'années.» (12) Dans son allocution, M. Couture avait rappelé que tous les gouvernements au Québec et ce, sans exception, avaient promis la gratuité scolaire et que ces derniers ne l'avaient jamais

*(10)- **La situation financière des étudiants**, mémoire de l'ANEQ présenté au ministre de l'Education, M. Jacques-Yvan Morin, le 29 septembre 1977, p. 2.*
(11)- Ibid, p. 2.
*(12)- **Rapport moral du conseil central** présenté par Mr. François Couture au 8e Congrès de l'ANEQ, octobre 1977, p. 2.*

appliquée. L'ANEQ avait pour rôle, selon M. Couture, de voir à ce que les gouvernements tiennent leur promesse.

Afin de réaffirmer la démarche de l'ANEQ sur cette question, le conseil régional de Québec fit adopter, par le Congrès, une proposition exigeant «une éducation accessible pour tous». Le préambule de cette résolution faisait ressortir clairement les multiples inégalités auxquelles sont confrontés-es continuellement les étudiants-es, soit : la sélection financière, la reproduction des classes sociales, la sélection-élimination idéologique qui se fait par les manuels scolaires et les programmes de cours. De plus, le conseil régional de Québec avait fait adopter également, après une violente dénonciation de la rentabilisation de l'éducation et des coupures budgétaires, les propositions suivantes : 1er) le respect du ratio professeurs-es / étudiants-es, 2e) le respect des normes acceptables aux niveaux de la superficie des locaux d'enseignements et autres et 3e) l'accès à des expériences pédagogiques nouvelles (multidisciplinarité, interdisciplinarité, accréditation des activités parascolaires, etc.).

Toujours en lien avec les propositions précédentes, le Congrès approuva le plan d'action que lui avait soumis le conseil central. Le plan d'action permettait, en gros, au conseil central d'organiser, si celui-ci le jugeait nécessaire, jusqu'à 4 journées de débrayage. Autre question importante et discutée à ce Congrès : la question nationale québécoise. Le PQ, au pouvoir depuis le 15 novembre 1976, avait promis de tenir un référendum sur l'indépendance du Québec. Les étudiants-es n'étaient pas à l'extérieur de ce débat et le 8e Congrès avait été appelé à en discuter. Ainsi, reconnaissant le droit de la nation québécoise à disposer d'elle-même par la création d'un Etat souverain, les délégués-es de ce Congrès votaient la résolution suivante : «que l'ANEQ s'oppose à toute campagne du gouvernement fédéral ou autre visant à nier le droit à l'autodétermination du Québec». Soulignons, par ailleurs, que l'ANEQ n'entendait pas, à cette époque, proposer à ses membres une quelconque option dans ce débat politique, puisqu'elle se définissait comme une centrale étudiante regroupant les étudiants-es du Québec sur une base syndicale et non politique et comptant en ses rangs des partisants comme des opposants-es à l'indépendance.

Un autre fait saillant avait retenu également l'attention des délégués-es réunis-es à ce Congrès national : la condition féminine. Bien que le texte, présenté par 3 comités-femmes (UQAM, Rosemont et Maisonneuve), fut mit en dépôt, Julia Campofredano, une militante étudiante du CEGEP de Maisonneuve, eut tout de même l'occasion de lire et de soulever ainsi, pour une des rares fois dans le mouvement étudiant, la problématique féministe. Le document des comités-femmes faisait ressortir que «les femmes sont moins poussées à des études supérieures ou sont dirigées dans des emplois non-valorisés par la société, mais les femmes ont à s'insérer dans des divisions de concentration toutes 'tracées d'avance pour elles' (TIN, TOI, Travail social, éducatrice en enfance inadaptée, etc.). Ces divisions de concentration, ainsi que la même éducation sexiste du primaire jusqu'à l'université, sont encore en vigueur en 1977 et l'ANEQ, expliquait-on, en subit les manifestations. Le point femme est constamment relégué aux oubliettes (ou reporté de Congrès en Congrès ce qui revient au même) et on fait comme si on était tous et toutes conscients-es de l'oppression des femmes, sans assurer de travail dans ce sens.» (13)

La critique était donc lancée. Quoi qu'il en soit, ce texte a le mérite de poser de façon franche et précise quels sont les problèmes des étudiantes au sein des institutions scolaires et, qui plus est, de soulever les difficultés que rencontraient dans leur travail les militantes étudiantes au sein même de l'ANEQ. Oui! La «question femmes» devait être soulignée de cette façon. Grâce à ce document, l'idée d'impulser des comités-femmes locaux, unis nationalement, tout en favorisant des débats sur la condition des femmes, fit graduellement son chemin dans les instances de l'ANEQ.

Par ailleurs, mentionnons qu'à ce Congrès, le président de la CEQ, M. Yvon Charbonneau, eut l'occasion de s'adresser aux congressistes. M. Charbonneau avait déclaré, devant un auditoire qui l'écoutait attentivement, que selon lui «l'ANEQ a parfaitement le droit de cité au côté des autres organisations syndicales du Québec». (14) M. Charbonneau avait également souligné la force que possédait l'ANEQ à repousser les avances des groupuscules politiques. (15)

CEGEPDIX : Les étudiants-es «rencontrent» le ministre de l'Education

Le 3 novembre, plus de 300 étudiants-es envahissaient les lieux où se déroulaient un important symposium (au Complexe Desjardins à Montréal) à l'occasion du 10e anniversaire de la création des CEGEPS. Le principal orateur, à cette activité, est nul autre que le ministre de l'Education, M. Jacques-Yvan Morin.

La manifestation, organisée par l'ANEQ, donne l'occasion aux porte-parole étudiants-es de se confronter publiquement avec le ministre de l'Education. «La présence des étudiants ici, explique François Mal-

(13)- ***Condition féminine**, texte soumis au VIIIe Congrès de l'ANEQ. Trois-Rivières, les 29 et 30 octobre 1977, p. 1.*

(14)- «*Les 28, 29 et 30 octobre - Une fin de semaine chez les Anéquistes*», ***Le québec-ETUDIANT**, vol. 1, no 4, décembre 1977, p. 9.*

(15)- *Procès-verbal du VIIIe Congrès National, p. 12.*



Célébration du 10ème anniversaire des CEGEPS au Complexe Desjardins à Montréal. Plusieurs centaines d'étudiants-es profitent de l'occasion pour dénoncer le ministre Morin et ses politiques.

lette, un des membres de l'exécutif de l'ANEQ, devant un public un peu surpris, n'est pas une réponse à une invitation des organisateurs du symposium; l'ANEQ n'a pas été invitée. Notre présence ici, dit le leader étudiant, en s'adressant au ministre, est pour démontrer notre solidarité envers le programme de l'ANEQ et envers les luttes locales. Notre présence sert aussi à dire ce qu'on veut et à se faire entendre». (16)

Dans son discours, le représentant étudiant avait expliqué à la foule que l'ANEQ désirait relancer la lutte contre le système des prêts et bourses. «Le contexte dans lequel se fait valoir le programme de l'ANEQ, c'est-à-dire la gratuité scolaire, est bel et bien le manque d'argent des étudiants, le manque d'emploi estival, la hausse du coût de la vie, bref la crise économique actuelle.» (17)

Le ministre, insensible devant les reproches des étudiants-es, affirme démagogiquement que la priorité de son gouvernement est la lutte contre le chômage. «Puis, ajoutait-il, vous n'êtes qu'une gang de privilégiés-es». C'était le comble! Les leaders étudiants-es n'en croyaient pas leurs oreilles! Jamais auraient-ils-elles cru que le ministre de l'Education irait si loin dans ses propos. Pourtant, même le programme électoral du PQ allait dans le sens des revendications étudiantes. Mais une fois le pouvoir politique acquis, dit-on, les promesses électorales, elles, demeurent bien loin. Cette boutade, contre le comportement de nos politiciens-nes, les étudiants-es eurent l'occasion de la vérifier concrètement une Xième fois, lors de ce symposium qui célébrait le 10e anniversaire des CEGEPS. A CEGEPDIX, en ce 3 novembre, le mouvement étudiant québécois venait de subir une dure gifle. Plusieurs militants-es étudiants-es, qui étaient alors sympathisants-es au PQ, allaient rapidement changer leurs fusils d'épaule. Ce changement aura, à court terme, des influences sur les pratiques syndicales de l'ANEQ. A partir de ce jour, l'approche «concertationniste» (mémoire, rencontre avec le ministre, etc.) que pratiquait la direction de l'ANEQ va être secondarisée au profit d'une approche plus combative qui, elle, s'appuiera davantage sur la mobilisation étudiante. Par les déclarations du ministre Morin, le Parti québécois venait, une fois de plus, de ternir son image auprès de l'électorat étudiant.

Le 1er décembre, 14 CEGEPS sont occupés

Le 1er décembre, l'ANEQ invite, dans le cadre d'une journée de «mobilisation nationale», l'ensemble des associations étudiantes locales à organiser des occupations administratives. Loin d'être un succès, cette manifestation à l'échelle provinciale, à laquelle participaient seulement 14 CEGEPS, avait pour objectif de dénoncer, selon le secrétaire général de l'ANEQ, M. François Couture, «l'attitude intransigeante du gouvernement québécois face aux demandes qu'ils (avaient) formulées et décrites dans un mémoire au ministre de l'Education sur la situation financière des étudiants. (18)

Les étudiants-es, qui participaient à ces occupations administratives, soutenaient par la même occasion les revendications qu'avait élaborées l'ANEQ dans son mémoire. Les étudiants-es, qui revendiquaient la gratuité scolaire, un nouveau régime d'allocation financière, la fin de l'endettement et donc du système de prêts qui était en vigueur, la reconnaissance du statut d'indépendant dès le départ de la maison familiale et l'indexation du régime d'aide financière au coût de la vie, souhaitaient que le ministre de l'Education, M. Morin, accède, à tout le moins sur le plan des principes, aux demandes étudiantes.

«Si la plus grande accessibilité aux études post-secondaires est une réalité, il n'en demeure pas moins que les moins bien nantis ne peuvent se permettre le CEGEP,» avait déclaré, aux media d'information le secrétaire général de l'ANEQ. Fran-

(16)- Discours prononcé par François Mallette lors de la clôture de CEGEPDIX, annexé au procès-verbal du conseil central, le 5 novembre 1977, p. 26.
(17)- Ibid, p. 26.
*(18)- **Déclaration de l'ANEQ face à l'attitude du gouvernement devant les revendications déposées au début octobre '77 à propos de la situation financière des étudiants,** communiqué de presse de l'ANEQ, le 1er décembre 1977, p. 2.*

çois Couture avait accusé le ministre Morin de faire de la démagogie sur le dos des étudiants-es. «C'est la même chose qu'avec le gouvernement précédent; on vous répond que la priorité est au chômage mais on ne nous apporte aucune preuve que les coupures de budget servent vraiment à alléger le fardeau des sans-travail; nous n'y croyons pas.» (19)

Le secrétaire général de l'ANEQ avait souhaité que les occupations administratives du 1er décembre soient suffisantes pour susciter, du côté de l'entourage du ministre de l'Education, des réactions positives face aux revendications mises de l'avant par l'ANEQ. Mais M. Couture avait indiqué, dans son communiqué de presse, que d'autres manifestations suivraient si le gouvernement demeurait silencieux. «Nous sommes 14 CEGEPS aujourd'hui, nous reviendrons, disait-il, encore plus nombreux demain; car peu à peu, mais sûrement, les illusions s'envolent, la déception reste, et la colère gronde chez les étudiants du Québec.» (20)

La session d'automne : les luttes locales donnent le rythme

La session d'automne de 1977 est, au niveau des luttes locales, très mouvementée. A l'Ecole Polytechnique et à l'Université de Sherbrooke, les étudiants-es entreprennent des actions pour empêcher des hausses importantes que les administrations veulent imposer au niveau des services aux étudiants-es (SAE). A l'UQAM, au CEGEP Montmorency, au CEGEP de Limoilou et au CEGEP de Bois-de-Boulogne, les étudiants-es se mobilisent contre des hausses substantielles des prix de la nourriture dans les cafétérias. A Lionel-Groulx, les étudiants-es font une grève contre une hausse de 25% des loyers des résidences. A l'Université de Montréal, des manifestations, qui regroupent des étudiants-es et des travailleurs-ses de cette institution, sont organisés-es contre le paiement, dans de brefs délais, des frais de scolarité et pour appuyer la grève des étudiants-es de préscolaire-élémentaire qui remettent en question le contenu des programmes scolaires et qui demandent le réengagement de 3 professeurs congédiés-es.



Manifestation de l'ANEQ contre la répression dans les CEGEPS, le 2 mars 1978.

L'ANEQ, pour sa part, avait soutenu activement l'ensemble de ces luttes locales. C'était, en fait, une bonne façon, pour elle, de décentraliser le programme de revendications et d'actions qu'avaient adopté, lors de ces 7e et 8e Congrès, les délégués-es des associations étudiantes locales. Ce programme, il ne restait plus maintenant qu'à le mettre en pratique et ce, tant au niveau local que national. Les luttes locales, qui s'accentuaient à ce moment-là, contribuaient largement à cette lutte que l'ANEQ voulait impulser pour le droit à l'éducation.

L'ANEQ rencontre à nouveau le ministre de l'Education

Le 25 janvier 1978, l'ANEQ rencontrait le ministre de l'Education, M. Jacques-Yvan Morin, pour discuter avec lui de 3 points bien précis :

1) le financement des associations étudiantes et la libération syndicale;
2) une demande de subvention que l'ANEQ avait présentée au ministère de l'Education, le 14 juillet 1977;
3) le mémoire sur la condition financière des étudiants-es que l'ANEQ avait déposé, le 29 septembre 1977.

Sur la questions du financement des associations étudiantes et les libérations syndicales, le ministre Mo-

(19)- «Des «sit-in» dans 13 CEGEPS pour protester contre Morin», Le Devoir, le 2 décembre 1977.
(20)- Op. cit., communiqué de Presse de l'ANEQ, le 1er décembre 1977, p. 3.

rin avait affirmé qu'il comprenait la demande de l'ANEQ «puisque, selon lui, les associations étudiantes ne sont pas des syndicats au même titre que les centrales, par exemple». (21) M. Morin voulait consulter son ministère sur ce point et affirmait son intention d'apporter une aide particulière pour les militants-es qui sont impliqués-es dans le mouvement étudiant.

Quant à la demande de subvention de l'ANEQ, le ministre avait répondu, lors de cette rencontre, «qu'effectivement l'ANEQ recevra une aide du gouvernement du Québec et ce sera, avait-il dit, à tout le moins un montant substantiel.» (22) Mais le gros de cette rencontre porta essentiellement sur le mémoire de l'ANEQ. Le ministre Morin avait expliqué que la priorité gouvernementale au niveau de l'aide financière pour les étudiants-es allait être d'améliorer les prêts et bourses. Toutefois, le ministre avait affirmé, aux leaders étudiants-es qui le rencontraient, que le gouvernement du Parti québécois pensait qu'il n'était pas impossible qu'il réalise la gratuité scolaire durant son premier mandat.

Le bilan que fera l'exécutif de l'ANEQ de cette rencontre sera entièrement négatif. Pour l'ANEQ, le ministre Morin justifiait son refus d'accéder aux demandes étudiantes parce que son gouvernement, disait-il, voulait lutter contre le chômage. «Mais en fait, rappelle l'ANEQ, on a vu cet été quels (étaient) les résultats : les étudiants du Québec ont connu leur pire été de chômage depuis bien des années (22.6 pour cent des étudiants actifs en juin). C'est le taux provincial le plus élevé au Canada après celui de Terre-Neuve. En conclusion, soutenait l'ANEQ, on peut dire que si plusieurs étudiants ont aidé le P.Q., l'inverse n'est pas prêt d'arriver.» (23)

Au début de 1978, l'ANEQ tentera de tirer quelques leçons de son travail pour l'année 1977. Faisant un bilan assez négatif de certaines parties de ses interventions, l'ANEQ s'autocritiquera et essayera de corriger son style de travail. «Ce style, expliquera le secrétaire général, François Couture, est parti d'un modèle encore trop 'élitiste' pour faire maintenant plus de place à l'initiative des étudiants.» (24)

Selon l'exécutif de l'ANEQ, toutes les actions et les revendications sont parties, en 1977, des instances dirigeantes; les délégués-es étudiants-es des associations étudiantes locales n'avaient pas eu, dans ce travail, beaucoup l'occasion d'intervenir et de participer plus directement à la mobilisation étudiante. Cette conception «bureaucratique» avait affaibli considérablement le fonctionnement de l'ANEQ. Un bon exemple de ce travail «bureaucratique» : la journée de «mobilisation nationale» du 1er décembre. En effet, le 1er décembre, seulement 14 institutions collégiales avaient participé de près ou de loin à cette journée de pression. Mais, malheureusement ce mouvement retomba aussitôt car la base demeurait en attente devant les mots d'ordre des instances nationales. «On ne sentait pas, écrira François Couture, un réel mouvement insufflé par la base. On avait plutôt l'impression que quelque officiers bien en haut tiraient toutes les ficelles de l'affaire. Les actions ont cessé. C'est alors, soulignera-t-il, qu'a débuté la campagne de critique qui nous mène cette année à un nouveau programme.» (25)

Ce nouveau programme, avec lequel on désirait stimuler les initiatives de la base, était divisé en 3 grands points :

1) Intervention, au niveau de chaque cours, pour que les étudiants-es donnent leurs opinions sur l'enseignement qu'ils-elles reçoivent;
2) Défendre, par le biais cette fois des associations étudiantes locales, les conditions financières des étudiants-es en partant du principe que «les étudiants-es sont les seuls-es à pouvoir décider»;
3) Impulser des luttes pour défendre les droits généraux des étudiants qui vont dans le sens d'améliorer leurs droits démocratiques (droit d'association, liberté de presse, etc.).

(21)- ***Rapport de rencontre entre le ministère de l'Education et l'Association Nationale des étudiants du Québec, le 25 janvier 1978, p. 1.***
(22)- *Ibid, p. 2.*
(23)- *«Ce que l'on retient de l'an passé», texte du secrétaire général, M. François Couture, le québec-ETUDIANT, vol. 2, no 1, août 1978, p. 14.*
(24)- *Ibid, p. 14.*
(25)- *Ibid, p. 14.*

22 mars 1978 - 22 mars 1979

1978

-15-16 avril : IXe Congrès (1e partie) de l'ANEQ à Jonquière.
-7 juin : L'administration du collège de Maisonneuve vote en C.A. des règlements répressifs contre l'association étudiante.
-Juin : Selon Statistique Canada, le chômage étudiant pour cette période est de 22,6%.
-8-9 juillet : IXe Congrès (2e partie) de l'ANEQ au Campus Loyola à Montréal. Adoption du programme de l'ANEQ en 3 points : répression, pédagogie et conditions économiques.
-Septembre : A Sorel-Tracy, la population et les étudiants-es se mobilisent pour la construction d'un nouveau CEGEP.
-2 octobre : Manifestation de 800 étudiants-es de l'Université de Sherbrooke pour la réintégration d'un professeur et pour le droit de regard des étudiants-es sur leur formation.
-5 octobre : Le ministre de l'Education, M. Jacques Yvan Morin, lance officiellement le Livre blanc sur l'enseignement collégial. On parle maintenant d'une «nouvelle étape pour les collèges», une nouvelle étape également pour la mobilisation étudiante.
-19 octobre : Plus de 1 000 étudiants-es réunis-es en A.G. à Maisonneuve décident d'occuper les bureaux de l'administration. Ils / elles revendiquent le retrait de règlements répressifs et la baisse des prix à la cafétéria.
-26 octobre : Près de 600 étudiants-es de plusieurs CEGEPS de la région de Montréal, à l'appel de leur association étudiante, vont briser «l'intimité» des DG qui participent à une réunion de la Fédération des CEGEPS. Ils / elles désirent ainsi protester contre l'adoption des règlements étudiants au CEGEP Maisonneuve.
-4-5 novembre : Un Conseil Central élargi de l'ANEQ rejette le livre blanc sur l'enseignement collégial. Un nouvel exécutif, dans le cadre d'élections chaudement disputées, y est élu.
-7 novembre : Les étudiants-es du CEGEP de Rimouski votent la grève générale illimitée contre le régime des prêts et bourses. A la demande de l'association étudiante du CEGEP de Rimouski, le Conseil Central de l'ANEQ lance, quelques jours plus tard, un appel à la grève générale. Suite à ce mot d'ordre, un mouvement de lutte déferlera à travers tout le Québec.
-20 novembre : Au CEGEP de Sherbrooke, les étudiants-es occupent la cafétéria. Leurs revendications : contrôle de la cafétéria et baisse des prix.
-24-25 et 26 novembre : Congrès spécial de l'ANEQ, au CEGEP Ste-Foy, sur les prêts et bourses. 49 associations étudiantes y sont représentées. Les délégations décident de poursuivre le mouvement de lutte.
-5 décembre : Selon les estimations des organisateurs-trices de l'ANEQ, plus de 8 000 étudiants-es manifestent devant le parlement à Québec. On y dénonce «le régime pourri des prêts et bourses».

1979

-10-11 février : Xe Congrès (1ere partie) de l'ANEQ au CEGEP de Rimouski.

La mobilisation étudiante reprend de plus belle !

L'année 1978 commence mal pour l'ANEQ. Le bilan que traçaient les membres de l'exécutif et du conseil central de la session d'automne 1977 n'était pas très reluisant et se résumait, somme toute, par une simple phrase : «C'était, disait-on, l'échec sur toute la ligne!». La déception était grande chez les militants-es de l'ANEQ; il fallait repenser à nouveau le «programme» et les moyens d'action. En perspective, il y avait beaucoup de «pain sur la planche» et les militants-es devaient à nouveau retrousser leurs manches de chemises pour effectuer, dans le travail, les correctifs qui s'imposaient. Mais avant d'aborder les nouvelles tâches que l'ANEQ s'était fixée pour l'année '78, revenons quelque peu en arrière, soit à la session d'automne '77, et regardons ensemble quel était ce bilan négatif.

L'ANEQ était détachée des étudiants-es

Dans ce bilan négatif tracé par l'ANEQ, pour la session d'automne '77, il était possible de constater deux choses : premièrement, que l'ANEQ avait placé au niveau de son programme, tous ses oeufs dans le même panier; panier que l'on appelait «gratuité scolaire» et, deuxièmement, que le plan d'action adopté par le 8e Congrès ne collait pas du tout à l'état réel de la mobilisation étudiante dans les CEGEPS et les universités.

Ainsi, à la session d'automne '77, l'ANEQ fit pendant un mois une tournée nationale et dont le thème majeur portait sur l'accessibilité à l'éducation pour tous et toutes. De cette campagne nationale d'information, la direction de l'ANEQ avait espéré en retirer, à partir de ses rencontres avec les étudiants-es de la base, un certain «feadback» pour élaborer une stratégie d'action qu'elle entendait bien proposer lors de son 8e Congrès. Ce «feadback», les membres de l'exécutif et du conseil central de l'ANEQ ne l'ont jamais senti. Les étudiants-es réunis-es dans les assemblées générales locales n'ont, tout au plus, qu'appuyé les revendications de l'ANEQ. Quant à la mobilisation étudiante sur ces mêmes revendications... c'était pas, comme on dit dans le langage courant, «les gros chars». Malgré cette situation, les délégués-es des associations étudiantes ont lancé un plan d'action assez ambitieux qui donnait, à la direction de l'ANEQ, la possibilité d'organiser jusqu'à 4 journées de débrayages et ce, pour l'ensemble du Québec. Ce plan d'action, une fois décentralisée au niveau des associations étudiantes locales, fut rejeté majoritairement par les étudiants-es. Il ne correspondait pas, semble-t-il, à leur état de mobilisation.

Lors de la journée nationale de mobilisation, le 1er décembre '77, l'ANEQ subit une seconde rebuffade. Seulement 14 associations étudiantes avaient participé au mouvement et sur 6 régions que comprenait l'ANEQ uniquement 3 étaient au rendez-vous. La pilule était donc dure à avaler et le conseil central de l'ANEQ aurait été prétentieux de relancer, à nouveau, d'autres plans d'action. «Il fallait donc réfléchir et préparer un programme de relance, affirmera François Couture, dans son rapport moral présenté au 9e Congrès. Il a fallu plus de temps que nous le pensions à cette réflexion, et l'ANEQ a fonctionné à la petite semaine, suivant les événements, pendant toutes la session. On avait plus de programme puisque la gratuité scolaire, notre cheval de bataille, soulignera-t-il, était au repos...» (1)

Le 9e Congrès, prévu pour les 15 et 16 avril 1977, avait été préparé, par l'exécutif sortant dans le but d'éviter les erreurs des Congrès précédents. On visait à définir, pour ce Congrès, des objectifs de travail «réalisables» et qui seraient, disait-on, «mobilisateurs» pour le mouvement étudiant. Le 9e Congrès de l'ANEQ allait-il, comme se le demandaient les dirigeants-es de l'ANEQ, impulser une orientation nouvelle, plus terre à terre, pour le mouvement étudiant? Pour obtenir une réponse à cette question, l'exécutif de l'ANEQ devra attendre que ce Congrès ait lieu avant de pouvoir se «brancher» sur les nouvelles orientations à suivre.

Le 9ème Congrès

Le 9e Congrès de l'ANEQ a lieu comme prévu au CEGEP de Jonquière les 15 et 16 avril. Plus de 40 associations étudiantes y sont représentées et, de ce nombre, 30 d'entre elles sont officiellement membres de l'ANEQ. A l'ordre du jour, les points sont, comme à l'habitude, nombreux : nouvelles adhésions à

(1)- Rapport moral du conseil central sortant, présenté au 9e Congrès de l'ANEQ, à Jonquière, le 14 avril 1978, p. 1. Ce rapport est intitulé ***Pour un programme de tout le mouvement étudiant.***

l'ANEQ, discours des invités-es, lecture du rapport moral, organisation d'ateliers de discussions tenus simultanément abordant chacun des thèmes différents (condition féminine et enseignement privé, conditions d'étude, chômage et gratuité scolaire, financement des associations locales et réorganisation, Front commun du secteur public et relations extérieures) et, bien sûr, le tout devait être coiffé par des plénières de discussions qui permettraient aux délégués-es d'adopter des propositions mieux débattues par les ateliers. En bref, un horaire chargé pour une si courte fin de semaine mais les délégués-es se promettaient bien, avec un peu de bonne volonté, de se sortir de cette «impasse». Mais l'impasse restera sans issue!

La journée du samedi (1er avril) fut, en fait, un «flop» monumental. La confusion avait régné à tous les niveaux. Les ateliers avaient été très peu productifs et les débats n'avaient apporté rien de neuf. «Toute la journée, les débats en atelier tournent en ridicule, affirmera François Couture, quand on sait que les meilleures résolutions ne dépassent jamais le stade du papier. Visiblement, constatera-t-il, les délégués (étaient) déçus : ils ne (trouvaient) là aucune réponse à leurs besoins quotidiens d'étudiants combatifs». (2)

Du samedi soir jusqu'aux petites heures du matin, des militants-es critiquent, en coulisses, le fonctionnement du Congrès. Le lendemain, les délégués-es des associations étudiantes du Bas du Fleuve (Gaspé, Rivière-du-Loup, Rimouski) menacent de quitter en bloc le 9e Congrès. Afin de corriger la situation, et avant que le pire arrive, les conseils régionaux de l'Estrie et du Saguenay rédigent ensemble une déclaration qui dénonce le déroulement du Congrès. «Nous constatons en premier lieu que notre IXe Congrès, affirmait-on dans cette déclaration, est laissé à lui-même, sans direction précise. Cette absence de direction entraîne plusieurs malaises. La tenue incohérente des ateliers, les discussions interminables sur des principes dont la perspective est incertaine.»

«Bref, il apparait clair que face à ce manque de direction, concluait-on, le présent Congrès ne peut se pencher efficacement sur les problèmes vécus quotidiennement par les étudiants du Québec.» (3)

Le 9e Congrès prend donc, dès le dimanche matin, une nouvelle tournure. Après quelques critiques importantes de plusieurs associations étudiantes locales, la déclaration de l'Estrie / Saguenay a créé, parmi les associations étudiantes, un certain consensus. Les congressistes décidèrent de suspendre l'ordre du jour et de se réunir, à la place, en conseils régionaux dans le but de reprendre à nouveau les discussions sur le mouvement étudiant mais cette fois à partir de 3 questions qu'avaient suggérées les conseils régionaux de l'Estrie et du Saguenay. Ces questions étaient les suivantes :

- quels sont les problèmes vécus quotidiennement par les étudiants-es du Québec?
- quelle est la cause de ces problèmes?
- de quels outils les étudiants-es ont-ils besoin pour résister?

Les résultats de cette démarche, proposée par les conseils régionaux de l'Estrie et du Saguenay, seront divulgués lors de la tenue de la 2e partie de ce 9e Congrès qui aura lieu, les 8 et 9 juillet, au campus Loyola de l'Université Concordia de Montréal. Les trois questions avaient permis aux délégués-es étudiants-es de tracer un tableau assez précis de leurs difficultés. Les principaux problèmes qu'ils-elles avaient identifiés étaient de 3 ordres; il y avait les problèmes qui étaient reliés à la pédagogie, d'autres à la condition économique des étudiants-es et finalement à la répression tout court. La 2e partie du 9e Congrès travaillera à élaborer le programme de l'ANEQ en fonction de ces trois principaux problèmes qui avaient été soulevés par les délégués-es lors du Congrès d'avril.

Par ailleurs, soulignons qu'au 9e Congrès (1ère partie) un nouvel exécutif est choisi par les congressistes pour diriger les destinées de l'ANEQ pour l'année 1978-79. Il s'agit de : François Couture, secrétaire général; Jean Latraverse, secrétaire trésorier; ainsi que de deux officiers spéciaux : Elaine Zakaïb et Jean Chevrette.

Fait important à noter lors de cette élection : la défaite de messieurs Daniel Pauquet et de Michel Forget, deux membres de l'exécutif sortant. D'abord, mentionnons que M. Forget s'était présenté au poste de secrétaire général contre son ancien collègue de l'exécutif, soit M. François Couture. Ce dernier avait battu M. Forget pas une assez forte majorité. M. Pauquet, lui, demandait au Congrès de le réélire, pour une seconde fois, au poste de secrétaire à l'information. M. Pauquet n'obtint pas ce nouveau mandat.

En fait, ces deux messieurs avaient été défaits à l'exécutif parce qu'ils étaient identifiés à l'ancien «courant» qui, depuis le 7e Congrès, avait dominé la direction de l'ANEQ. Ce «courant politique», si l'on peut dire, avait été durement critiqué par de nombreux-ses militants-es étudiants-es qui l'avaient, à maintes occasions, qualifié de «bureaucratique» et «d'être complètement détaché des étudiants-es de la base». Seul M. François Couture, qui sera d'ailleurs réélu à son poste de secrétaire général, s'en était démarqué et avait même, personnellement, pris part au développement de ces critiques contre la direction de l'ANEQ.

Les groupes politiques de gauche (trotskystes et maoïstes), quant à eux, n'avaient pas non plus ménagé leurs commentaires négatifs envers ce «courant politique». Ces groupes politiques (et là-dessus ils étaient unanimes) avaient depuis le 7e Congrès de l'ANEQ dénoncé à plusieurs reprises Daniel Pauquet parce qu'il était un membre actif du Parti Communiste du Québec (PCQ) -un parti politique pro-soviétique. Dans ce cas-ci, ce qui était grave ce n'était pas que M. Pauquet soit membre d'une organisation politique mais plutôt qu'il ait toujours tenté de taire son allégence politique alors qu'il occupait un poste important à l'exécutif de l'ANEQ. Cette attitude de M. Pauquet, bien qu'elle soit secondaire, a quand même contribué à le faire battre lors de ces élections.

(2)- Lettre d'introduction au procès-verbal au 9e Congrès [1ère partie], écrite par François Couture, secrétaire général de l'ANEQ, p. 1.
(3)- Cette déclaration a été annexée au procès-verbal du 9e Congrès [1ère partie], les 15 et 16 avril 1978.

A Maisonneuve, l'administration adopte des règlements répressifs

Le conseil d'administration du CEGEP de Maisonneuve adoptait, le 7 juin 1977, de nouveaux «règlements étudiants» afin, disait-on, de régir le bon fonctionnement du CEGEP. A Maisonneuve, l'association étudiante (SOGECOM) considérait ces règlements administratifs comme une atteinte aux droits démocratiques des étudiants-es, en particulier au niveau de la liberté d'expression. Voyons ce que disaient ces «règlements étudiants».

Selon ces règlements, tout étudiant responsable «d'immoralité, d'atteinte aux bonnes moeurs» étaient passible de «sanction pouvant aller jusqu'au renvoi du CEGEP» (article 1, règlements généraux). Mais bien sûr, l'administration s'abstenait bien de définir ce qu'elle entendait par l'«immoralité» et les «bonnes moeurs». Par ailleurs, l'article 3 de ces mêmes règlements précisait «qu'il était interdit à tout-e étudiant-e d'empêcher d'autres personnes «de vaquer à leurs activités en exerçant sur eux des pressions morales ou des contraintes physiques». Derrière ces formulations vagues et sans nuances, l'administration se préparait à expulser, pensait l'association étudiante, tout-e étudiant-e qui aspirerait à lutter pour défendre ses droits. «Par exemple, disait-elle, si tu interviens en assemblée générale pour dire que tu trouves inacceptable la nouvelle hausse des prix à la cafétéria (ce qui était le cas à Maisonneuve), et qu'il faudrait prendre les moyens d'action pour revendiquer le retour aux anciens prix, alors tu es certainement en train d'exercer des «pressions morales» sur les étudiants pour les empêcher de vaquer à leurs activités «normales».» (4) Mais pire encore! L'article 5 de ces règlements indiquait que si un-e étudiant-e (ou un groupe d'étudiants-es!) était «complice» d'une infraction de cet ordre, alors il-elle était susceptible de subir les mêmes sanctions. L'administration voulait-elle, par l'article 5, empêcher tout regroupement étudiant de se faire entendre dans ce CEGEP? Ou pire, désirait-elle casser tout simplement l'association étudiante? D'autre part, dans le but de resserrer son contrôle sur les étudiants-es, l'administration permettait aux surveillants-es du collège d'expulser tout-e étudiant-e qui n'était pas en mesure de présenter sa carte étudiante. Cette carte étudiante était, il va sans dire, devenue obligatoire! Et, pour couronner le tout, l'administration voulait empêcher la diffusion de «toute publication contraire aux bonnes moeurs et à l'ordre public» (article 9, règlements particuliers). Donc, la diffusion d'un tract ou d'un journal étudiant était, depuis l'adoption de ces règlements, une entreprise assez délicate voire même périlleuse.

«On ne peut pas laisser passer ça, il faut voir que ces mêmes règlements vont sûrement être adopté dans les autres CEGEPS, écrivait, au nom de l'association étudiante, M. André Querry. On doit donc s'organiser pour défendre nos droits et coordonner nos actions avec les autres CEGEPS (comme à Rosemont où ils ont eux aussi à faire face à des mesures répressives). Face à une offensive nationale, «il faut organiser la riposte, concluait-il, premièrement dans nos régions, deuxièmement à travers le Québec». (5)

En fait, ces règlements répressifs contre les étudiants-es n'avaient pas été pensés uniquement par un conseil d'administration un peu plus conservateur que tous les autres. Non! Ces règlements étaient une politique que le gouvernement espérait institutionnaliser pour l'ensemble des CEGEPS de la province. Ainsi, au début de mars 1977, le directeur des services aux étudiants à la Direction Générale de l'Enseignement Collégial (DIGEC), M. Valère Gagnon, faisait parvenir à tous les directeurs généraux une directive (03-03-07) qui donnait le pouvoir aux collèges d'expulser des étudiants-es «pour des raisons autres que pédagogiques». La directive 03-03-07 était très claire quant aux intentions politiques qu'elle véhiculait : «Les administrateurs sont très souvent confrontés soit à des mouvements de masse, soit à des actions plus circonscrites et-ou même à des actions dirigées de l'extérieur. Ces actions soutenait la directive de la DIGEC, sont menées à l'intérieur bien souvent par quelques leaders qui ont atteint le statut de 'permanents' au collège. Leurs activités sont dans la plupart des cas une entrave sérieuse au cheminement pédagogique normal pour l'ensemble des étudiants. Encore là, les administrateurs et les éducateurs devant l'absence d'un cadre précis, concluait-on, doivent composer à la pièce... ce qui se traduit par un investissement considérable de ressources qui génèrent des résultats plutôt mitigés». (6)

On voit par cette directive que le gouvernement, via la DIGEC, préparait une vaste offensive contre le mouvement étudiant. Un peu partout dans les institutions scolaires, les associations étudiantes seront aux prises avec des problèmes de toutes sortes. En voici quelques exemples :

- Au CEGEP de Chicoutimi, l'administration refusait à l'association étudiante le droit d'afficher et de tenir des assemblées générales sur les heures de cours.
- Au CEGEP de Rosemont, la direction du collège avait enlevé à l'association étudiante le contrôle des SAE. A la place, l'administration voulait imposer un contrat de service qui limitait (au niveau de l'affichage, de la diffusion de do-

(4)- «A Maisonneuve; le retour des curés», le québec-ETUDIANT, vol. 2, no 2, septembre 1978, p. 13.

(5)- Ibid, p. 13.

(6)- Lettre de M. Valère Gagnon, directeur du Service des affaires étudiantes de la DIGEC, adressée aux directeurs généraux des collèges et aux directeurs des campus, le 4 mars 1977, connue sous le nom de la «Directive 03-03-07».

cuments et des réunions) de beaucoup les activités de l'association étudiante.

• Au CEGEP du Vieux-Montréal, les administrateurs-trices refusaient (et c'est toujours le cas aujourd'hui) de reconnaître les deux associations étudiantes (l'une de jour et l'autre de soir) qui sont légalement constituées.

• Au CEGEP de Sherbrooke, la direction du collège avait manifesté le désir d'imposer aux étudiants-es des règlements afin d'assurer, affirmait-elle, le «bon ordre». Ce «bon ordre» allait-il permettre à l'administration de rendre illégales toutes les activités qui iraient à l'encontre de ses politiques? Ces règlements allaient-ils s'inspirer de ceux qu'avait fait voter le directeur général du CEGEP de Maisonneuve, M. Benoit Lauzière? Oh! Rappelons que M. Lauzière était également le président de la Fédération des CEGEPS. En d'autres mots, M. Lauzière était le représentant ou le porte-parole de tous les directeurs généraux des collèges du Québec. A ce titre, disaient les «mauvaises langues», M. Lauzière se devait de donner l'exemple!

Au niveau universitaire, les associations étudiantes connaissaient des problèmes qui ressemblaient de beaucoup à ceux que vivaient les étudiants-es du collégial. Ainsi, à l'Université du Québec à Montréal, l'administration, dont monsieur Lauzière faisait partie, refusait systématiquement de reconnaître l'association étudiante et ce, même si depuis 1975 d'importantes mobilisations étudiantes eurent lieu pour en démontrer la représentativité.

Le milieu étudiant n'était donc pas épargné par la répression. A maintes occasions, les administrations locales tentèrent de déstabiliser les associations étudiantes; elles bafouaient les droits acquis de ces dernières et utilisaient fréquemment le recours à la police (anti-émeute) pour réussir à imposer «son dialogue».

Pour l'ANEQ, il était clair à ce moment-là que la répression politique ne touchait pas seulement le milieu étudiant. Les groupes politiques dits «de gauche» et les groupes populaires ainsi que les syndicats constituaient une clientèle cible pour les «autorités en place». C'est donc dire qu'aucun-e citoyen-ne n'était réellement protégé-e contre la répression et ce, qu'elle qu'en soit la forme.

Sensibilisée à cet état de chose, la Ligue des Droits de l'Homme organisa, les 27 et 28 mai 1978, un important colloque et dont le thème était «police et liberté». Suite à ce colloque, une coalition avait été constituée afin de sensibiliser l'opinion publique quant à la détérioration des droits démocratiques de tous-tes les citoyens-nes. Cette coalition avait comme nom «Opération-liberté». L'ANEQ, faisant le point entre la répression qui touchait les étudiants-es et les autres citoyens-nes, avait décidé de participer activement à cette coalition. Elle entendait faire publiquement de la promotion pour soutenir, auprès des associations étudiantes et de leurs membres, la coalition «Opération-liberté». Une campagne d'information allait être organisée en ce sens par l'ANEQ dans le but de faire connaître la coalition tout en faisant le lien entre les différentes formes de répression que subissait le milieu étudiant. C'était, pour l'ANEQ, une bonne façon de faire valoir nos droits démocratiques en ce qui concernaient le droit d'association, de réunions et de diffusions (tracts, journaux, etc.), en particulier là où ces droits étaient brimés. Dans le milieu étudiant, la pente était longue à remonter!



Occupation étudiante, à l'automne '78, au CEGEP de Maisonneuve. Les étudiants-es luttaient contre la hausse des prix à la cafétéria et contre l'imposition de règlements répressifs.

Le 9ème Congrès (2ème partie)

Le 9e Congrès (2e partie) avait eu lieu au Campus de Loyola de l'Université Concordia, les 8 et 9 juillet 1978. Regroupant 35 associations étudiantes dont 26 étaient membres de l'ANEQ, ce Congrès national devait, selon les objectifs qu'avait fixés le conseil central, permettre de clarifier plusieurs choses :

1) De discuter le programme et les analyses qui sont proposés par le conseil central sur les orientations générales du mouvement étudiant. Le conseil central de l'ANEQ veut, par cette démarche, créer l'unanimité entre les associations locales sur le travail à accomplir pour la rentrée de septembre.
2) D'adopter les résolutions généra-

Principales revendications adoptées par le 9ème Congrès (2ème partie)

PEDAGOGIE : Une proposition est adoptée par le Congrès à l'effet que l'ANEQ «lance une lutte constante pour l'application de nos solutions et points de vue dans notre enseignement. Ceci afin que nous nous donnions, à même les ressources éducatives fournies par l'Etat, une formation qui serve la classe ouvrière et la nation au lieu 'de nous asservir'». Un groupe de travail sur la pédagogie est, à la demande du conseil central de l'ANEQ, formé pour permettre l'élaboration d'une étude plus approfondie sur les questions pédagogiques.

CONDITIONS ECONOMIQUES : Plusieurs propositions sont adoptées par le Congrès contre la détérioration des conditions économiques des étudiants-es. Le Congrès est appelé à élaborer une stratégie nationale de lutte contre les «frais différentiels» que le gouvernement du Québec veut imposer, pour la rentrée scolaire de septembre '78, aux étudiants-es étrangers-ères. De plus, le Congrès réclamait, un peu comme dans les années passées, des changements importants au niveau des prêts et bourses, de même que l'abolition des frais de scolarité promise par les politiciens-nes depuis 1960. Le chômage étudiant et les hausses de prix dans les cafétérias ont également retenu l'attention des délégués-es étudiants-es.

REPRESSION : Pour contrer toute forme de répression politique, plusieurs propositions ont été adoptées pour que l'ANEQ participe à la coalition «Opération-liberté» et qu'elle fasse une campagne d'information sur ce thème.

REORGANISATION : Une proposition est présentée par le conseil central afin que l'ANEQ prépare un colloque (pour la fin août '78) sous le thème de la «réorganisation». Par ce colloque, l'ANEQ désirait permettre aux associations étudiantes locales de réanalyser les structures de l'ANEQ et, si cela s'avérait nécessaire, de voir à les redéfinir.

RELATIONS EXTERIEURES : Depuis janvier 1977, l'ANEQ avait été impliquée, au Canada, dans l'organisation du 11ème Festival mondial de la jeunesse des étudiants qui devait avoir lieu à Cuba entre la période du 28 juillet au 5 août 1978. Organisé par l'UIE (une organisation prosoviétique), le 11ième Festival de la jeunesse ne faisait plus au sein de l'ANEQ, comme par le passé, l'unanimité. Plusieurs militants-es étudiants-es avaient remis en question les orientations pro-soviétiques de l'UIE et n'appuyaient pas les démarches que les exécutifs précédents avaient effectuées à ce propos. Le conseil central remettait donc, lui-même, en question les engagements de l'ANEQ dans l'organisation de ce festival et présentait au Congrès une proposition afin que l'ANEQ ne participe pas à cette activité de l'UIE. Cette proposition reçue l'assentiment de la majorité des associations étudiantes locales qui étaient représentées à ce Congrès.

QUESTION NATIONALE : Une proposition en 5 volets fut présentée par le conseil central concernant, en milieu étudiant, le débat sur la question nationale. cette proposition visait seulement à assurer que les associations étudiantes locales organisent des débats sur ce thème et que l'on consulte les étudiants-es au niveau local «pour savoir s'ils désirent que l'ANEQ prenne position au niveau national sur cette question». Le conseil central devait voir également à préparer des articles et des dossiers dans **le québec-ETUDIANT** afin d'alimenter le débat sur ce point.

les qui formeront la base du programme de l'ANEQ et de former des comités de travail afin de voir à l'application de ce programme.

3) De voir à impliquer davantage de militants-es étudiants-es pour aider le conseil exécutif et le conseil central dans son travail d'été.
4) De préparer les associations étudiantes locales à appliquer les mots d'ordre votés par le 9e Congrès et ce, dès la rentrée scolaire de septembre.

Dans son discours d'ouverture, le secrétaire général de l'ANEQ, M. François Couture, avait présenté aux congressistes l'analyse que faisait le conseil central des différents problèmes vécus par les étudiants-es. En fait, lors de la première partie de ce 9e Congrès, rappelait M. Couture, on en avait identifié trois; il y avait :

- les problèmes reliés à la pédagogie;
- les problèmes reliés aux conditions économiques;
- les problèmes de répression.

Selon le conseil central de l'ANEQ, ces problèmes engendraient inévitablement des conflits entre les étudiants-es et les administrations locales et-ou le gouvernement. L'ANEQ devait voir à défendre adéquatement les étudiants-es sur toutes ces questions. «Le neuvième Congrès national (1ère partie), après avoir posé la question des problèmes et de leurs causes, soulignait M. Couture, a posé une troisième question qui nous mène directement à l'adoption d'un program-

me. Cette question c'est : «quels outils allons-nous offrir aux étudiants pour qu'ils s'organisent»». (7)

Le conseil central de l'ANEQ considérait que sa tâche consistait à insérer, dans un plan commun de mobilisation, toutes les luttes étudiantes locales qui s'opposaient à ses problèmes. «Ce plan doit comporter, pouvait-on lire dans le rapport moral, des mots d'ordre généraux que chaque association, chaque groupe d'étudiants et que chaque étudiant peuvent mettre en application dans leur propre milieu. Ce plan doit comporter une phase de préparation, l'été, et une phase d'application qui est l'année scolaire elle-même. (...) Ce plan doit donner à chacun de ces étudiants un rôle actif, créatif, tout en respectant les intérêts que l'étudiant manifeste de même que ses disponibilités réelles. Enfin, concluait-on, le plan doit mener les étudiants vers des gains immédiats, ce qui lui donnera d'autant plus de force pour les luttes qui suivront. L'ANEQ fournit des moyens, un bagage d'expérience où chaque association locales peut puiser et se donner un programme local qui s'inspire du programme national défini en Congrès.» (8)

Outre le rapport moral du conseil central, les délégués-es des associations étudiantes locales eurent l'occasion d'entendre également, au point «frais différentiels», un membre du comité de l'AGEUQAM contre les frais différentiels, M. Noël St-Pierre et M. John Tusik, membre de la National Union of Students (NUS). Ce dernier parla du travail de la NUS (au Canada-anglais) contre les frais différentiels qu'ont imposés aux étudiants-es étrangers-ères les gouvernements provinciaux de l'Alberta et de l'Ontario. Rappelons brièvement ce que signifiait, pour les étudiants-es étrangers-ères, cette politique.

Le 24 février 1978, le ministère de l'Education du Québec annonçait, un peu comme les gouvernements de l'Ontario et de l'Alberta l'avaient fait l'année précédente, des hausses substantielles dans les frais de scolarité pour les étudiants-es étrangers-ères. Ces frais différentiels avaient été adoptés par le gouvernement du Québec et devaient être effectifs à compter de septembre 1978. Concrètement, les frais de scolarité pour un-e étudiant-e étranger-ère seraient à partir de cette période, selon la directive du ministère de l'Education, de $1,500.00 à l'université et de $750.00 au CEGEP.

Depuis l'annonce de cette mesure, plusieurs groupes l'avaient dénoncée :

- le Bureau Canadien des Etudes Internationales
- les associations d'étudiants-es universitaires et l'ANEQ
- la Ligue des droits de l'Homme
- l'Union des Travailleurs Immigrés du Québec
- les diverses organisations d'immigrants-es
- les différents syndicats

Dans son allocution, M. Noël St-Pierre expliquait aux congressistes que, selon lui, cette mesure aurait de nombreuses conséquences pour le Québec. «Les échanges intellectuels entre le Québec et le reste du monde seront, disait-il, de plus en plus limités. Nous aurons dans l'avenir que les enfants de riches et ceux qui font parti d'un projet gouvernemental d'échange et qui sont donc soumis au contrôle politique de leurs gouvernements respectifs. Vous vous souvenez, rappelait-il, du slogan péquiste des jeux Olympiques : 'Pour un Québec ouvert sur le monde' (!!?)» (9)

Au nom du conseil central de l'ANEQ, M. Jean Latraverse soulignait que la direction de l'ANEQ espérait inscrire cette lutte contre les frais différentiels dans un cadre plus général, soit celui de la lutte pour la gratuité scolaire et le droit à l'éducation.

Quant au programme général de l'ANEQ, les délégués-es des associations étudiantes locales eurent l'occasion de le rediscuter et de le fignoler à nouveau et ce, sur de nombreuses questions : pédagogie, conditions économiques, répression, réorganisation, relations extérieures, question nationale, etc.

Pour assurer, cette fois, que le travail au niveau du programme soit bien effectué dans les associations étudiantes locales, le conseil central de l'ANEQ fit adopté par les congressistes une proposition qui, à cet effet, comportaient 5 volets :

1) La formation d'un comité programme local qui serait composé d'un-e responsable pour chaque point au programme.
2) L'association locale (avec l'aide d'un sous-comité) verrait à regrouper les étudiants-es qui ont des difficultés avec le régime des prêts et bourses, à faire une enquête sur la situation financière des étudiants-es, à promouvoir les initiatives des étudiants-es pour lutter contre les hausses de toutes sortes.
3) La tenue de semaines (1, 2 ou 3) d'information dans les groupes cours, les réunions de concentration et de module, les assemblées générales et lors de débat-midi, sur les problèmes économiques. Pour la gratuité scolaire, l'information devait porter sur les ressources de financement de nos demandes, en plus d'un bilan du mouvement et les perspectives que l'on peut établir.
4) La tenue d'une semaine de consultation sur le programme dans les réunions de concentration et de module, les assemblées générales ou par voie de référendum.
5) L'adoption d'un programme unifié au niveau national avec un plan d'action sur les conditions économiques.

La rentrée scolaire d'automne '78 s'annonçait donc fastidieuse mais, cette fois, les militants-es étudiants-es étaient impliqués-es de A à Z dans le travail de l'ANEQ. Par cette proposition, il était maintenant très clair que la direction de l'ANEQ désirait lutter contre toutes les formes de bureaucratisme qui pouvaient se manifester dans le milieu étudiant tout en cherchant à impliquer davantage les associations étu-

(7)- Rapport moral du conseil central, présenté le 8 juillet 1978 au 9e Congrès [2e partie]. Le document, tout comme celui qui avait été soumis aux délégués-es lors de la 1ère partie de ce Congrès, s'intitulait ***Un programme pour tout le mouvement étudiant.*** *Après modifications de ce document, le conseil central en adoptait, le 18 juin 1978, la version finale, p. 8.*

(8)- Ibid, p. 8.

(9)- Procès-verbal du 9e Congrès [2e partie], les 8 et 9 juillet 1978. Intervention de Noël St-Pierre, annexe 2, p. 2.

diantes locales dans le travail de mobilisation. Ainsi, «dès le début de la session, écrira François Couture, le secrétaire général de l'ANEQ, le conseil central a mis de l'avant la seconde option afin qu'elle soit reprise par les associations générales d'étudiants. 'Mettre les étudiants dans le coup par un travail de personne à personne'. Voilà les termes qui étaient employés. Il est certain que l'association étudiante est animée au départ par un petit groupe de 'militants' étudiants. Mais on suggérait à ce groupe, comme première tâche, de s'élargir sans cesse en gagnant un à un de nouveaux participants. Pour impliquer ces participants, il fallait une ligne d'action. Cette ligne, précisait M. Couture, c'est : 's'organiser dans chaque classe pour défendre notre point de vue sur l'enseignement; refuser de payer les hausses de frais dans les résidences, cafétérias, logements, etc; refuser de respecter les règlements répressifs'. S'ajoutant à celà, concluait-il, des tâches pratiques telles que la formation d'un comité sur les problèmes financiers des étudiants et d'un second sur les problèmes d'enseignement afin d'animer ces mouvements dans l'école.» (10)

Le Livre Blanc : «c'est la continuité dans le changement», dit l'ANEQ

Le 5 octobre 1978, le ministre de l'Education, M. Jacques Yvan Morin procédait au lancement officiel de son livre blanc intitulé : **LES COLLEGES DU QUEBEC - UNE NOUVELLE ETAPE.** Avec le livre blanc, «le gouvernement entend-il non seulement procéder au bilan de l'enseignement collégial, mais, écrivait le ministre Morin dans la présentation de «son» document, s'appuyant sur les nombreux ouvrages ou rapports qui ont trait à cet enseignement, de même que sur son propre jugement de la situation, proposer, ajoutait-il, un nouveau départ et des défis renouvelés à une institution qui en a déjà relevé plus d'un.» (11)

Mais que représenteraient pour les étudiants-es du Québec ces «défis renouvelés» et ce «nouveau départ»?

Dans les jours qui suivirent le lancement du livre blanc, plusieurs militants-es étudiants-es l'avaient étudié pour mieux connaître cette nouvelle orientation que le gouvernement souhaitait impulser au niveau de l'enseignement collégial. Après l'avoir scruté à la loupe, les militants-es étudiants-es de l'ANEQ constataient que le livre blanc n'était pas, comme l'affirmait le ministre Morin, une «réforme en profondeur de l'enseignement collégial», mais plutôt un «changement dans la continuité». «Effectivement le gouvernement, analysaient-ils-elles, ne bouleverse pas les effets de la crise dans l'enseignement. Le P.Q. les fait plutôt siennes.» (12)

LA CONTINUITE : On se souviendra qu'au tournant des années '70, les gouvernements occidentaux s'étaient engagés, suite aux recommandations de l'OCDE, à compresser les budgets dans les services sociaux et l'éducation ainsi qu'à réorienter l'ensemble des programmes éducationnels. Les gouvernements de messieurs Bourrassa et Lévesque n'avaient pas, jusque-là, fait exception à la règle. Le livre blanc du ministre Morin allait officialiser ces politiques gouvernementales en matière d'éducation. Ainsi, après avoir promis aux étudiants-es mer et monde, le gouvernement du Parti québécois affirmait dans son livre blanc que désormais «l'enseignement collégial, au même titre que les autres niveaux d'enseignement ne pourra plus évoluer sous le signe de l'abondance qui a marqué les dernières années. Les fonds publics seront administrés avec plus d'économie et leur utilisation sera scruté avec plus d'attention. Ce sont là, concluait-on, autant de raisons de miser désormais sur l'excellence, plutôt que sur l'expansion» (p. 34).

Pourtant depuis quelques années, le mouvement étudiant se battait pour que le gouvernement du Québec injecte de nouveaux investissements dans le secteur de l'éducation. Oui! Depuis les années '60, nous avions fait collectivement des efforts pour améliorer l'accès à l'éducation, en particulier pour les classes défavorisées de la société. Mais avions-nous déjà atteint, de ce côté, des objectifs satisfaisants? A la lumière de nombreux rapports gouvernementaux, syndicaux et même d'experts-es, le mouvement étudiant du Québec pouvait affirmer ouvertement, au ministre Morin, un non catégorique! Même le livre blanc confirmait cette analyse étudiante. Etablissant une comparaison statistique sur l'accès à l'éducation entre les communautés francophone et anglophone du Québec, le document du gouvernement affirmait ce qui suit : «Si les taux de scolarisation envisagés globalement se comparent favorablement à ceux des statistiques de l'Occident, tout semble indiquer que, sans les taux atteints par la minorité anglophone au Québec, taux qui sont supérieurs à ceux de la majorité francophone, le taux moyen serait notablement, voire anormalement réduit...» (p. 21).

Le Parti québécois n'avait-il pas réussi depuis 1968 à consolider les énergies de ceux et celles qui désiraient justement lutter contre cette forme d'inégalité? La lutte contre l'oppression nationale du peuple québécois avait-elle perdu, maintenant que le Parti québécois était au pouvoir, tout son sens? Avec la parution du livre blanc, en octobre 1978, force nous est de le constater!

D'autre part, le livre blanc invitait les administrations collégiales à faire preuve «d'initiatives intéressantes»

(10)- «Bureaucratie étudiante vs mouvement étudiant», le québec-ETUDIANT, vol. 2, no 3, octobre 1978, p. 20.

(11)- Les collèges du Québec -nouvelle étape, projet du gouvernement du Québec à l'endroit des CEGEPS, Gouvernement du Québec, octobre 1978, p. 5.

(12)- «Le livre blanc-la continuité dans le changement?», le québec-ETUDIANT, vol. 2, no 4, novembre 1978, p. 7.



Manifestation étudiante, en 1978, contre les frais différentiels imposés aux étudiants-es internationaux-les.



Le 5 octobre 1978, le ministre de l'Education, M. Jacques-Yvan Morin, lançait publiquement le Livre Blanc sur l'enseignement collégial.

et demandait à celles-ci de «mieux définir les conditions de vie des étudiants et notamment les règles relatives à l'admission et au renvoir» (p. 60). Au CEGEP Maisonneuve, les étudiants-es savaient bien ce que le gouvernement entendait par ces «initiatives intéressantes» (voir à ce propos la partie intitulée : «Au CEGEP MAISONNEUVE, L'ADMINISTRATION ADOPTE DES REGLEMENTS REPRESSIFS»). Mais il n'y avait pas seulement que le CEGEP Maisonneuve qui était affecté par de tels règlements et l'ANEQ avait bien l'intention de s'y opposer.

LE CHANGEMENT : Pour l'ANEQ, le livre blanc définissait, pour l'enseignement collégial, deux objectifs :

1) Appliquer les mesures de crise dans le secteur de l'éducation (coupures budgétaires)
2) Renforcer le nationalisme québécois en ajoutant deux nouveaux cours obligatoires, soient les cours de «civilisations québécoises» et «d'économie québécoise».

Mais quels étaient les objectifs visés par l'imposition de ces deux nouveaux cours obligatoires? «Au plan collectif, est-il écrit dans le livre blanc, cultiver chez l'étudiant, grâce à l'intelligence des institutions qui encadrent et orientent la société, un sentiment d'appartenance de nature à éclairer et à enrichir sa participation à la vie nationale» (p. 50). Pourtant, l'ANEQ n'était pas, en soi, opposée à ce que les étudiants-es reçoivent des cours sur leur histoire nationale. L'ANEQ était plutôt inquiète du fait que le gouvernement péquiste tentait d'imposer des cours obligatoires qui eux, étaient directement reliés à son projet politique. Et là-dessus le livre blanc était très clair : «On ne saurait définir l'éducation uniquement par rapport à elle-même. Elle prend tout son sens qu'en fonction du projet collectif global d'une société au Québec, comme dans tout pays, pouvait-on y lire, aucun projet National durable ne saurait s'édifier sans une éducation de qualité». (p. 8)

En somme, pour l'ANEQ, le livre blanc du ministre Morin n'apportait pas de réels correctifs au niveau de l'enseignement collégial et correspondait davantage à l'asservissement de l'éducation aux besoins des entreprises et de l'objectif nationaliste du gouvernement péquiste.

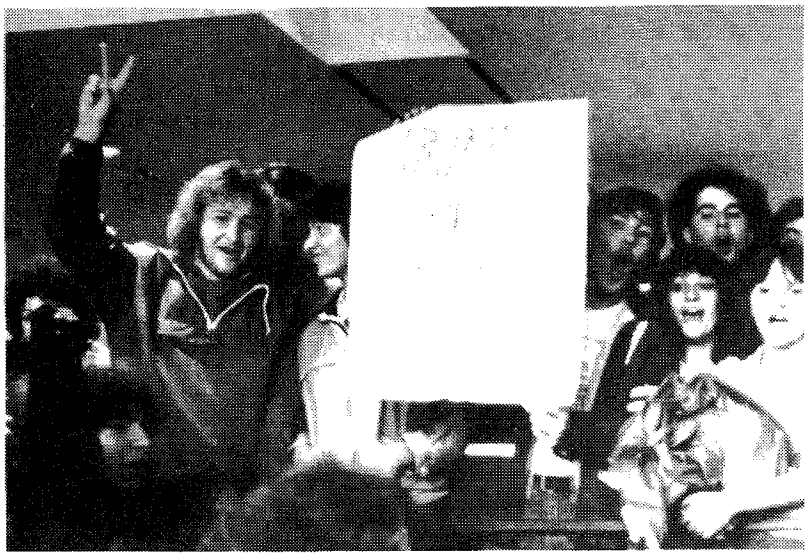
Un pas de plus dans la dénonciation du Livre Blanc

C'est au CEGEP de Limoilou, à Québec, qu'avait lieu les 4 et 5 novembre, un conseil central élargi de l'ANEQ. Au total, 32 associations étudiantes y avaient participé et, de ce nombre, 25 d'entre elles étaient officiellement membres de l'ANEQ.

Lors de cette fin de semaine, les délégués-es étudiants-es eurent l'occasion de tracer un bilan des luttes locales et d'approfondir leur analyse sur le livre blanc. Le tout se terminant par l'élection d'un nouvel exécutif à la tête de l'ANEQ.

LES LUTTES LOCALES : Tour à tour, les représentants-es étudiants-es viennent expliquer au micro les problèmes qu'ils-elles vivent dans leur institution. Au CEGEP Maisonneuve, les nouvelles sont bonnes. L'association étudiante avait reçu, le 2 novembre (par référendum), un mandat clair de la part des étudiants-es pour poursuivre la lutte contre les règlements étudiants que l'administration avait adoptés en juin '78. Cette lutte s'inscrivait, selon l'ANEQ, dans une lutte plus globale contre l'application du livre blanc. Rappelons que le 26 octobre, les associations étudiantes des CEGEPS Rosemont et Maisonneuve avaient organisé, conjointement, l'occupation d'une réunion de la Fédération des CEGEPS. Cette occupation, qui regroupait au-delà de 600 étudiants-es avait pour but de dénoncer les règlements étudiants à Maisonneuve et certaines politiques mises de l'avant par plusieurs directeurs de CEGEPS. Peu après cet événement, l'association étudiante du CEGEP Rosemont gagna la reconnaissance syndicale et accepta de signer un nouveau contrat de service. A Maisonneuve, la victoire référendaire força, peu de temps après, le directeur général, M. Benoît Lauzière, a retiré ses règlements étudiants.

On note, suite aux interventions des délégués-es étudiants-es, qu'il y a des luttes locales importantes dans plus d'une dizaine d'institutions scolaires : Maisonneuve, Rosemont, Lionel-Groulx, Vieux-Montréal (jour et soir), St-Laurent, Sherbrooke (université). Dans l'ensemble, les intervenants-es relient leurs difficultés aux orientations politiques que défend le gouvernement du Parti québécois en matière d'éducation. La publication du livre blanc, en octobre, par le ministre de l'Education ne faisait, à cet effet, que confirmer les analyses étudiantes.



Le 25 octobre 1978, des étudiants-es de plusieurs CEGEPS vont investir une rencontre de la Fédération des CEGEPS.

LE LIVRE BLANC : Sur cette question, l'ANEQ avait invité des représentants-es de la Centrale de l'Enseignement du Québec (CEQ) et la Fédération des Enseignants-es de CEGEP (FEC) à venir expliquer quelle était la position de leur organisation au sujet du livre blanc.

Par la suite, le conseil central élargi appuyait une proposition afin «que des comités régionaux regroupant les comités locaux soient formés dans le but de préparer l'information et d'amener des positions dans les conseils régionaux pour organiser la riposte» (13) contre le livre blanc. Les délégués-es étudiants-es manifestaient le désir également de produire, dans les plus brefs délais, disaient-ils-elles, un document de travail sur le livre blanc et ce, à partir des dossiers que l'ANEQ avait déjà élaborés sur ce sujet. Le tout, précisait-on, devait se faire «en soulignant la spécificité des revendications étudiantes, mais aussi du potentiel d'unité de tous les étudiants et ce, avec les travailleurs de l'éducation». (14)

Le conseil central élargi se termina par la tenue d'élections au conseil exécutif de l'ANEQ. En lice, deux équipes se font la lutte; les approches qu'elles défendent sont assez différentes et divisent le conseil central élargi en deux parties. Ainsi l'une des équipes, qui est composée de Normand Lapointe, Serge Roy, Jean Baillargeon, Jacques Thériault et de Michel Forget, affirme que l'ANEQ doit entamer une large campagne d'étude sur le livre blanc du ministre Morin, mais sans travailler, dans l'immédiat, à développer la mobilisation étudiante. L'autre équipe, qui compte dans ses rangs Jean Latraverse, Elaine Zakaib et Marc Gagné, soutient que l'ANEQ doit, sans plus tarder, développer son opposition au livre blanc. Selon cette équipe, le livre blanc était, en fait, le condensé des mesures de crise du gouvernement dans le secteur de l'éducation et contre lesquelles déjà plusieurs associations étudiantes locales s'étaient mobilisées.

*(13)- **Procès-verbal du conseil central élargi, qui avait lieu les 4 et 5 novembre 1978, au CEGEP de Limoilou, p. 5.***
(14)- Ibid, p. 6.

En somme, lors de ces élections, les associations étudiantes locales étaient appelées à déterminer quelles seraient, pour les mois à venir, leurs attitudes vis-à-vis les politiques du gouvernement péquiste en matière d'éducation. En d'autres mots, allait-on attendre à plus tard pour mobiliser des étudiants-es ou, à la place, allait-on amorcer, tout en s'appuyant sur les luttes locales, une campagne de sensibilisation et de mobilisation contre le livre blanc. La question était clairement posée et les associations étudiantes locales devaient choisir entre l'une ou l'autre de ces orientations.

Dilemme difficile, n'est-ce pas? Sans doute puisque les résultats électoraux obtenus par les deux équipes révéleront que les associations étudiantes locales étaient assez divisées dans ce débat et qu'il était bien difficile de choisir l'équipe qui représenterait le mieux les intérêts de l'ensemble du mouvement étudiant.

Voyons quels étaient ces résultats :

1er tour de scrutin
Secrétaire général
Normand Lapointe
12 pour 11 contre 2 abstentions
Jean Latraverse
11 pour 8 contre 2 abstentions

Secrétaire trésorier
Serge Roy
12 pour 8 contre 5 abstentions

Secrétaire à l'information
Jean Baillargeon
11 pour 10 contre 4 abstentions
Elaine Zakaib
10 pour 11 contre 4 abstentions

Officier au programme
Jacques Thériault
10 pour 13 contre 2 abstentions
Marc Gagné
13 pour 10 contre 2 abstentions

Officier aux relations extérieures
Michel Forget
11 pour 10 contre 4 abstentions

Messieurs Michel Forget et Serge Roy ne sont donc pas élus puisqu'ils n'ont pas obtenu la majorité simple des voix. M. Marc Gagné, quant à lui, est élu au poste d'officier au programme.

Mais compte tenu que messieurs Baillargeon et Lapointe n'ont pas obtenu la majorité simple de voix, on doit donc procéder à un deuxième tour de scrutin pour les deux candidatures. Considérant que cette élection ne leur donnerait pas «un mandat clair», messieurs Lapointe et Baillargeon se désistèrent et invitèrent le conseil central élargi a effectué ce deuxième tour pour les deux candidatures qu'ils avaient battues au premier tour. Cette suggestion fut acceptée par l'assemblée et on reprit à nouveau le vote pour monsieur Latraverse et pour madame Zakaib.

2e tour de scrutin
Jean Latraverse
15 pour 5 contre 2 abstentions
Elaine Zakaib
12 pour 7 contre 3 abstentions

Chaudement disputés par 8 candidats-e, seulement trois des cinq postes qui étaient ouverts ont pu être comblés. Les élus-e étaient : Jean Latraverse, secrétaire général; Elaine Zakaib, secrétaire à l'information et Marc Gagné, officier au programme.

Rappelons que nous sommes à quelques jours du déclenchement de la lutte des prêts et bourses de novembre et décembre 1978. Peu après ces événements, la tendance Lapointe-Baillargeon, qui était principalement liée au milieu universitaire, travaillera activement à scissionner le mouvement étudiant en faisant en sorte que le Regroupement des Associations Etudiantes Universitaires (RAEU) qui, jusque-là était considéré comme un groupe de travail au sein de l'ANEQ, se dissocie complètement de l'ANEQ pour devenir une association étudiante dite «nationale» regroupant uniquement des universités.

Ces deux personnes reprocheront à l'ANEQ de trop axer son travail autour de la mobilisation étudiante plutôt que d'améliorer sa crédibilité auprès des autres intervenants-es du milieu. Ils auraient souhaité que l'ANEQ ait une meilleure image, sur le plan national, en participant aux différentes instances institutionnelles (conseil d'administration de CEGEPS et d'universités, etc.) et en collaborant davantage avec le gouvernement péquiste. Et pourtant...

Un peu plus tard, il nous sera plus facile de comprendre les raisons qui motivaient messieurs Lapointe et Baillargeon à proposer une telle conception du syndicalisme étudiant. En fait, ces individus étaient des militants péquistes actifs qui, dans le milieu étudiant, faisaient occasionnellement des grandes cabales contre les groupes politiques dits «d'extrême-gauche». Mais ce qui était pire dans leur cas, c'est qu'ils tentèrent de cacher leur option politique pour mieux dénigrer celle des autres. Et comme vous avez pu le remarquer, la «crédibilité» qu'ils désiraient donner à l'ANEQ correspondait davantage à un discours qui refusait de mobiliser les étudiants-es. Pourquoi ce refus de la mobilisation étudiante? Tout simplement parce que cela pourrait faire perdre de la crédibilité politique et des votes à un parti qu'ils chérissaient par dessus tout : le Parti québécois.

Mais les étudiants-es du Québec n'allaient pas tomber dans ce panneau. Quelques jours seulement après ce conseil central élargi, le mouvement étudiant québécois entamait, pour la troisième fois de son histoire, une autre grève nationale contre le régime des prêts et bourses. Le Parti québécois et ses quelques porte-parole dans le mouvement étudiant n'y purent rien et... une autre tempête s'apprêta à déferler sur l'ensemble du territoire québécois.

Prêts et bourses : un mouvement de mécontentement voit le jour dans l'Est du Québec...

Rimouski, le 7 novembre 1978. Réunis-es en assemblée générale les étudiants-es du CEGEP de Rimouski votent de faire la grève générale illimitée pour appuyer leurs revendications quant à la gratuité scolaire et aux prêts et bourses.

Souhaitant ainsi briser la «trève» que le mouvement étudiant avait votée à la fin de 1974, les étudiants-es du CEGEP de Rimouski ont lancé l'appel à toutes les autres associations étudiantes de CEGEPS et d'universités pour qu'elles organisent, à l'échelle nationale, la grève générale illimitée. La mobilisation générale devait s'effectuer, selon les étudiants-es de Rimouski, à partir des six revendications suivantes :

- Abolition de la contribution minimale de l'étudiant (si il-elle n'a pas travaillé pendant la période estivale);
- Abolition de la contribution des parents dans le calcul de la bourse;
- Abolition du prêt pour ne retenir que la bourse;
- Abolition de toutes formes de frais de scolarité tant dans les CEGEPS que dans les universités;
- Reconnaissance de l'indépendance financière de l'étudiant-e et ce, dès le départ de la maison familiale;
- Ajuster l'aide financière aux besoins réels des étudiants-es (nourriture, logements, déplacements, etc.).

Dans l'est du Québec, le mouvement fait rapidement boule de neige. Le 9 novembre, les étudiants-es des CEGEPS de Chicoutimi et de La Pocatière emboîtent le pas tandis que dans plusieurs autres institutions collégiales des assemblées générales sont convoquées par les associations étudiantes pour discuter des revendications mises de l'avant par l'association étudiante de Rimouski. Le 15 novembre, soit une semaine après l'appel lancé par les étudiants-es de Rimouski, 4 nouvelles institutions s'ajoutent au mouvement de grèves; il s'agit des CEGEPS de Limoilou, Alma, Hull et Rouyn. Déjà, on évalue qu'il y a plus de 15,000 étudiants-es qui sont directement touchés-es par cette première vague de débrayages.

Pour manifester leur désappointement à l'endroit du gouvernement Lévesque, les étudiants-es du CEGEP de Rimouski invitaient, à l'occasion du 2e anniversaire de l'élection du Parti québécois (élu le 15 novembre 1976), la population à venir assister à un enterrement de première classe du programme du P.Q. dont une partie traite précisément de l'accès à l'éducation et de la gratuité scolaire. Pour les étudiants-es du CEGEP de Rimouski, cet «accès» à l'éducation ça signifiait concrètement deux choses bien précises : l'endettement avec le régime des prêts et bourses et l'incapacité chronique de trouver de l'emploi.

En fait, ce n'est pas dû à l'effet du hasard si les débrayages et les occupations dans les CEGEPS ont été amorcés, en premier lieu, au CEGEP de Rimouski. La situation économique dans cette région était catastrophique tant et si bien qu'au CEGEP de Rimouski, la majorité des étudiants-es ne vivait que par l'aide financière du gouvernement. Ainsi, selon le directeur des services pédagogiques de cette institution, M. Gaston Guy, «le CEGEP de Rimouski se (classait) au premier rang, affirmait-il à cette époque à la presse, quant au nombre d'étudiants assujettis au régime des prêts et bourses, avec, concluait-il, 69 pour cent de sa clientèle étudiante». (15)

M. Guy avait déclaré aux media d'information que le conseil d'administration du CEGEP de Rimouski était prêt à reconnaître le bien fondé de certaines revendications étudiantes mais déplorait les moyens d'action adoptés par ces derniers-ères.

Rappelons également que c'est au CEGEP de Rimouski qu'avait débuté, en novembre 1974, la deuxième grève nationale étudiante contre le régime des prêts et bourses. A ce moment-là, on avait assisté à de nombreux débrayages étudiants avec, au collège de Rimouski, une occupation qui avait duré cinq semaines. Mais quoi qu'il en soit, le 7 novembre 1978, les étudiants-es du CEGEP de Rimouski venaient d'allumer qu'une simple mèche... et quelques jours plus tard, le baril de poudre n'avait plus qu'à exploser!

...Et finalement dans toute la province

Bien que le 13 novembre les étudiants-es du CEGEP de La Pocatière aient voté de retourner en classe, le mouvement de grèves, lui, se poursuivait de plus bel! Le 16 novembre, les CEGEPS de Jonquière, Rivière-du-Loup et Drummondville venaient grossir les rangs des six établissements déjà frappés par le mouvement de débrayages. On estimait alors qu'il y avait plus de 20,000 étudiants-es qui étaient impliqués-es dans ce conflit. Et ce n'était qu'un début! Car, selon M. François Mallette, porte-parole de l'ANEQ, les informations qu'il avait reçues des associations étudiantes locales lui permettait d'affirmer «que la grève générale (était) maintenant inévitable dans l'ensemble du Québec». (16)

Mentionnons que les 11 et 12 novembre, le conseil central de l'ANEQ, qui se réunissait au CEGEP de Rimouski, avait invité

(15)- «Dès lundi à Rimouski, on invitera les élèves à reprendre les cours», Le Soleil, le 17 novembre 1978.
(16)- «Près de 20,000 étudiants de CEGEP ont débrayé», Le Soleil, le 17 novembre 1978.

toutes les associations étudiantes du Québec à prendre position contre le régime des prêts et bourses et à participer au mouvement de débrayages que les étudiants-es du CEGEP de Rimouski avait amorcé 5 jours plus tôt.

Après cet appel lancé par l'ANEQ et l'association étudiante du CEGEP de Rimouski, ce fut l'escalade. Le 17 novembre, sur la quarantaine de CEGEPS répartis à travers le Québec, on en comptait 9 qui étaient paralysés par les débrayages : Rimouski, Alma, Rivière-du-Loup, Rouyn-Noranda, Hull, Chicoutimi, Jonquière, Limoilou et Drummondville. Et dans plusieurs autres institutions scolaires, des assemblées générales avaient été appelées, par les associations étudiantes, pour discuter de la possibilité de suivre ce mouvement de grèves.

Au MEQ, on est dépassé par les événements

Jusqu'à ce jour, le gouvernement n'avait pas réagi aux demandes étudiantes. En fait, le mouvement de grèves s'était déroulé tellement rapidement que même le ministère de l'Education n'avait pas eu le temps de le suivre. «Selon un porte-parole du ministère de l'Education, rapporte le journal **Le Soleil**, personne ne croyait que quelques débrayages locaux allaient générer un mouvement à la grandeur du Québec». (17)

Par ailleurs, le ministre de l'Education, M. Jacques Yvan Morin, était quand même intervenu à l'Assemblée Nationale, le 15 novembre, pour dénoncer les demandes de l'ANEQ et affirmer qu'elles «signifieraient, si elles étaient retenues, la hausse à 240 millions du programme de prêts et bourses». (18) Soulignons, d'autre part, que le ministre Morin avait refusé de créer comme l'avaient demandé certains groupes dans le secteur de l'éducation une commission parlementaire chargée de se pencher sur les défaillances du régime des prêts et bourses.

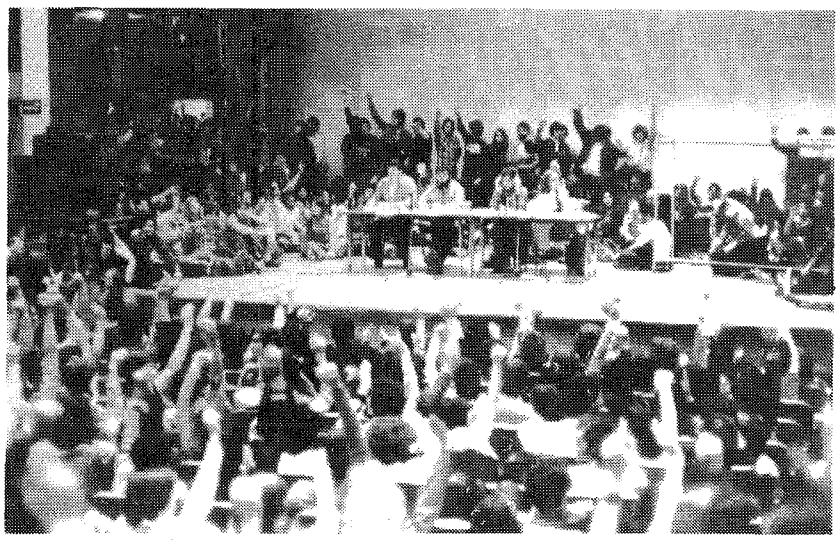
Mais les affirmations du ministre Morin ne réussirent pas à désamorcer la contestation étudiante, bien au contraire! Réunis-es en conseil central, les 18 et 19 novembre, au CEGEP de Limoilou, les dirigeants-es de l'ANEQ s'étaient déclarés-es insatisfaits-es de la «réponse toute faite» du ministre de l'Education et exigeaient qu'il y ait, entre la partie étudiante et le MEQ, une véritable «négociation directe». Et pourtant la «négociation directe» commençait déjà à s'imposer puisque, pendant cette fin de semaine, la police vidait le CEGEP de Shawinigan (qui avait débrayé le 16) et la police de Chicoutimi, appuyée par la Sûreté du Québec et la Gendarmerie Royale du Canada, effectuait une opération similaire au CEGEP de Chicoutimi. Inutile de dire que ces interventions policières avaient été dénoncées par les représentants-es de l'ANEQ qui craignaient que d'autres CEGEPS soient éventuellement visités par les forces policières.

Le 20 novembre, il y avait 14 institutions qui étaient complètement paralysées par les grèves générales illimitées des étudiants-es. A ce jour, on estimait à au moins 35,000 le nombre d'étudiants-es touchés par ces débrayages massifs. Et rien ne laissait présager à l'horizon que ce mouvement allait s'arrêter, loin de là!

Un peut plus tard dans la journée, l'ANEQ organisa une conférence de presse afin d'expliquer plus en détails, aux journalistes, l'analyse que faisait l'ANEQ des revendications étudiantes.

Rappelant que plus de 40,000 étudiants-es n'avaient pu trouver de l'emploi pendant la période estivale et que seulement 25% des finissants-es du secondaire accédaient au niveau collégial, le secrétaire générale de l'ANEQ, M. Jean Latraverse, a soutenu que la contestation étudiante «n'avait pas pour objet de faire des élèves une classe privilégiée, aux dépens des autres groupes sociaux, tels que les ouvriers, mais plutôt de procurer à tous l'accès à l'enseignement post-secondaire».

Réfutant les chiffres qu'avait avancés le ministre Morin quant aux coûts énormes qu'entrainerait une réforme en profondeur du régime des prêts et bourses, M. Latraverse a conclu que «si le gouvernement arrêtait de subventionner les industries à gauche et à droite, telles que la Noranda Mines et la Cadbury, il pourrait sans trop de problèmes



Assemblée générale au CEGEP de Trois-Rivières pour discuter de la poursuite de la grève des prêts et bourses [1978].

(17)- Ibid, Le Soleil, le 17 novembre 1978.
(18)-«Les étudiants de Jonquière se joignent au mouvement de débrayage», Le Quotidien, le 17 novembre 1978.

accéder aux demandes des élèves». (19)

Au CEGEP de Limoilou, l'association étudiante use d'initiative et organise, le 21 novembre, une assemblée qui s'adresse spécifiquement aux parents et citoyens-nes qui sont intéressés-es à mieux connaître le sens des revendications étudiantes. «Le but de cette rencontre, souligne Daniel Robitaille, porte-parole de l'Association générale des étudiants-es de Limoilou, est d'apporter des réponses aux questions que les parents se posent, de les informer et de les sensibiliser aux revendications des étudiants-es» (20) (le 21, de 100 à 150 personnes participèrent à cette rencontre).

Changeant de chiffres comme il change de chemise, le ministre Morin, rapportent les media d'information, évalue maintenant que la refonte complète du système des prêts et bourses ne coûterait pas $240 millions, comme il l'avait affirmé auparavant, mais plutôt $204 millions.

Afin d'assurer une plus grande cohésion dans le mouvement de débrayages, le conseil central de l'ANEQ avait décidé, lors de sa réunion au CEGEP Sainte-Foy, d'organiser un Congrès spécial pour les 24, 25 et 26 novembre, à l'issue duquel les dirigeants-es de l'ANEQ avaient l'intention de faire adopter un cahier de revendications communes et la mise sur pied d'un comité de négociation qui serait, par ce Congrès, dûment mandaté.

Le 22 novembre à l'Assemblée Nationale, les libéraux interviennent et demandent des comptes au gouvernement péquiste. Le porte-parole libéral en matière d'éducation, le député de Jean-Talon, M. Raymond Garneau, a rappelé au ministre Morin «que l'article 14 du programme électoral du PQ promettait la gratuité scolaire à tous les niveaux, ce que réclament les cégépiens». (21). A cette intervention, le ministre de l'Education a rétorqué «que la gratuité scolaire (était) un objectif vers lequel se (dirigeait) le gouvernement en apportant constamment des améliorations aux services des prêts et bourses». (22)

Dans le but évident de freiner le mouvement de contestation, le ministre Morin s'est dit prêt à rencontrer les leaders étudiants-es et à suggérer, au conseil des ministres, quelques modifications mineures au régime des prêts et bourses. Les interventions du ministre de l'Education ne firent qu'ajouter de l'eau au moulin! En effet, depuis les derniers jours, le mouvement de grèves avait connu une expansion fulgurante tant et si bien qu'il y avait, le 23 novembre, au-delà de 30 CEGEPS qui étaient paralysés par les étudiants-es.



Autre fait intéressant à noter : le 22 novembre, le gouvernement péquiste avait reçu l'appui de la Fédération des associations de parents des CEGEPS du Québec (FAPCQ). Cette fédération, qui disait représenter les parents des étudiants-es de CEGEPS, avait dénoncé, en conférence de presse, les revendications étudiantes. La FAPCQ estimait «qu'il était inutile d'accorder le statut d'indépendant et de non-résident aux élèves du CEGEP parce qu'un fort pourcentage d'entre-eux, affirmait ce groupe, (étaient) agés de moins de dix-huit ans et sont en conséquence sous la tutelle de leurs parents en vertu du Code Civil. (23)

Cette association de parents avait suggéré au ministre de créer un comité tripartite composé de représentants-es des parents, des étudiants-es et du ministre afin d'étudier les revendications étudiantes.

Dans la région de Montréal, les activités pédagogiques habituelles étaient complètement arrêtées dans 10 CEGEPS : Edouard-Montpetit, Maisonneuve, Lionel-Groulx, André-Grasset, Brébeuf, Saint-Laurent, Montmorency, Rosemont, Saint-Hyacinthe et Saint-Jean. Au CEGEP Ahuntsic, les étudiants-es avaient voté, en assemblée générale, de reprendre leurs activités normales.

A l'extérieur de Montréal, le mouvement de grèves avait atteint 20 CEGEPS : Rimouski, Chicoutimi, La Pocatière, Alma, Hull, Rouyn, Limoilou, Rivière-du-Loup, Drummondville, Jonquière, Haute-Rive, Sainte-Foy, Sept-Iles, F-X Garneau, Lévis-Lauzon, Sherbrooke, Granby, Trois-Rivières, Thetford Mines et le Séminaire de Saint-Augustin. Rappelons que la durée des débrayages était différente d'une institution à l'autre et, normalement, elle variait entre 1 à 5 jours. C'était l'assemblée générale, qui regroupait l'ensemble des étudiants-es d'une institution, qui décidait de poursuivre la grève ou de l'arrêter. En suivant ainsi pas à pas le mouvement de grèves à l'échelle nationale, les étudiants-es d'un CEGEP ou d'une université étaient mieux en mesure d'apprécier l'évolution du conflit tout en portant un jugement

(19)- «Grève dans 14 CEGEPS» Le Montréal-Matin, le 21 novembre 1978.
(20)- «La contestation dans les CEGEPS, Le Soleil, le 20 novembre 1978.
(21)- «Le cabinet révisera le système des prêts et bourses», Le Soleil, le 22 novembre 1978.
(22)- Ibid, Le Soleil, le 22 novembre 1978.
(23)- «Morin attend une invitation», Le Montréal-Matin, le 23 novembre 1978.

plus clairvoyant sur les faits et gestes de leurs représentants-es. L'ANEQ n'échappait pas à cette démarche et même, au contraire, elle l'encourageait !

Ceci dit, le 23 novembre, le ministre Morin est appelé à redonner son appréciation sur le conflit qui l'oppose aux étudiants-es. «J'admets, dit-il, que la situation est préoccupante mais de là à perdre les pédales, il y a un boutte». Selon le ministre, le système des prêts et bourses qui prévaut au Québec «a pour objectif de 'responsabiliser' l'étudiant devant les coûts de l'éducation et il est bon qu'il continue d'en être ainsi». (24)

A l'Université Laval, devant un auditoire de plus de 3,000 étudiants-es, le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, a souligné «que ceux qui fréquentent actuellement les CEGEPS et les universités ne constituent que 18% de tous les jeunes québécois de 18 à 24 ans». Il a de plus affirmé «qu'il les considèrait comme des privilégiés et (...) qu'ils devraient se rendre compte des énormes sacrifices consentis par toute la société pour leur offrir cette éducation supérieure». (25)

Après l'intervention du premier ministre, une période de questions eut lieu. Un étudiant en droit, M. François Desbiens, qui avait participé à la contestation étudiante des cégépiens-nes en 1974, a rappelé au premier ministre quel était le comportement politique de son parti lorsque celui-ci était dans l'opposition. M. Desbiens a mentionné «qu'à cette époque, M. Jacques Yvan Morin, chef de l'opposition, actuellement ministre de l'Education, disait, vos demandes nous sommes en mesure de les réaliser. La gratuité scolaire et le pré-salaire font partie de notre programme. Aujourd'hui, concluait M. Desbiens, il se comporte comme François Cloutier, ministre de l'Education de l'époque». (26)

Pendant ce temps à Montréal, plus de 1,500 étudiants-es participaient à une manifestation que l'ANEQ avait organisée pour sensibiliser la population à ses revendications et démontrer, par la même occation, qu'elle était représentative de l'ensemble de la communauté étudiante. La manifestation s'était rendue jusque devant les bureaux du ministère de l'Education. Une fois là, plusieurs étudiants-es réussirent à pénétrer à l'intérieur et à occuper, pendant quelques heures, les bureaux administratifs du MEQ. Les étudiants-es demandaient de rencontrer le ministre pour négocier avec lui. Mais en vain ! Ils-elles durent rebrousser chemin et attendre qu'une autre occasion se présente !

Par ailleurs, le 25 novembre, la Chambre de Commerce de Montréal, un peu comme l'avait fait la Fédération des associations de parents des CEGEPS du Québec, accordait son plein appui au gouvernement Lévesque et invitait celui-ci à «ne pas tomber dans le piège étudiant». Pour la Chambre de Commerce de Montréal «si quelques correctifs doivent et peuvent être apportés au régime de prêts et bourses, qu'on y procède à la suite, indiquait cet organisme patronal, d'une réallocation à l'intérieur des crédits alloués à l'éducation». (27)



1 500 étudiants-es manifestaient à Montréal, le 23 novembre 1978, pour dénoncer le régime des prêts et bourses.

Le Congrès spécial de l'ANEQ

C'est au CEGEP de Sainte-Foy qu'avait lieu, les 24, 25 et 26 novembre, le Congrès spécial de l'ANEQ sur les prêts et bourses. Plus de 200 délégués-es représentant les étudiants-es de 49 institutions scolaires post-secondaires du Québec participaient à ce Congrès spécial et, de ce nombre, 27 d'entre elles étaient officiellement membres de l'ANEQ. Ce Congrès avait été convoqué par l'ANEQ dans le but de discuter plus spécifiquement de la question des prêts et bourses. A l'ordre du jour donc, on retrouvait les points suivants : analyse, par l'ANEQ, de la lutte et des revendications étudiantes sur les prêts et bourses; adoption et ordre de priorités des revendications; formation d'un comité de négociation et élections de négociateurs-trices étudiants-es et, finalement, perspectives de lutte.

Le Congrès spécial débuta par la présentation d'une proposition privilégiée du conseil central de l'AN EQ à l'effet d'accorder aux associations étudiantes non-membres le droit de vote pour ce Congrès et les conseils centraux élargis (CCE) qui auraient lieu seulement qu'en fonc-

*(24)- «Lévesque est prêt à discuter avec les cégépiens mais il n'a rien à offrir», **Le Devoir**, le 24 novembre 1978.*
*(25)- Ibid, **Le Devoir**, le 24 novembre 1978.*
*(26)- «Lévesque et les CEGEP -Les débrayages ne changeront rien», **Le Soleil**, le 24 novembre 1978.*
*(27)- «La contestation dans les CEGEPS -La chambre de commerce accorde son appui au gouvernement», **Le Devoir**, le 25 novembre 1978.*

Revendications adoptées au Congrès spécial de l'ANEQ

1) Abolition des frais de scolarité, d'admission, des frais afférents et des frais différentiels;
2) Matériel didactique nécessaire à l'apprentissage gratuit, de qualité et en quantité suffisante;
3) Abolition des prêts;
4) a) Abolition des intérêts sur les prêts déjà contractés;
   b) Début du remboursement des prêts déjà contractés 6 mois après l'obtention d'un emploi permanent;
5) Que le statut d'indépendance soit reconnu dès le niveau post-secondaire;
6) Que le statut de non-résident soit accordé dès le départ de la maison familiale;
7) Tenir compte des besoins réels de l'étudiant (indexation de l'allocation de subsistance et tenir compte des disparités régionales);
8) Abolition de la contribution minimale de l'étudiant-e et que la contribution de l'étudiant-e soit calculée à partir d'un pourcentage de ses gains estivaux réels.
9) Que le montant alloué pour l'allocation de subsistance soit le même pour l'étudiant-e du niveau collégial que pour l'étudiant-e du niveau universitaire;
10) Vulgarisation et simplification de la brochure de l'aide-financière;
11) Que tous-tes les étudiants-es soient éligibles au régime d'aide-financière tout au long de leurs études et ce, quelque soit la durée de celles-ci;
12) Accélérer le processus d'obtention de l'aide financière.

tion de la lutte des prêts et bourses. Après maints débats sur cette question, cette proposition fut adoptée par la grande majorité des associations étudiantes membres de l'AN EQ (21 pour, 4 contre, 2 abstentions). Peu après cette importante discussion, qui avait d'ailleurs duré plus de 2 heures, les délégués-es appuyèrent une proposition, présentée par l'association étudiante du Vieux-Montréal (soir), afin d'expulser les journalistes de la salle du Congrès. Cette proposition avait été amené pour dénoncer la mauvaise couverture des media d'information dont les associations étudiantes avaient été victimes, et pour s'assurer que la stratégie du mouvement étudiant, surtout en ce qui concernait les moyens de pression, ne soit pas divulguée publiquement. Mais cette résolution précisait que l'exécutif de l'ANEQ avait toutefois la responsabilité de publier un communiqué de presse dans lequel on devait retrouver un résumé du déroulement du Congrès et des principales propositions adoptées.

Par la suite, le secrétaire général de l'ANEQ, M. Jean Latraverse, présenta un historique qui rappela les difficiles parcours des luttes étudiantes passées à propos de l'accessibilité à l'éducation et de son corollaire, soit la gratuité scolaire. Dans la première partie de son exposé, le secrétaire général de l'ANEQ a soutenu que les revendications étudiantes étaient toujours restées sans réponse concrète et ce, tant à l'époque de Bourrassa et Cloutier en 1974 qu'aujourd'hui avec Lévesque et Morin. «Pour ne pas chambarder l'ordre économique établi, c'est un changement dans la continuité, un changement de paroles, une même politique», disait-il. (28)

Dans son exposé, M. Latraverse a souligné également «que la question des prêts et bourses n'est qu'un des fronts sur lesquels les étudiants doivent intensifier leur lutte, et qu'il faut élargir cette lutte à toute la politique d'éducation du gouvernement exposée, précisait-il, dans le récent livre blanc du ministre de l'Education.» (29)

La conclusion de M. Latraverse ne laissa aucune ambiguité quant aux objectifs ultérieurs de l'ANEQ : «Ce n'est que l'unité dans la mobilisation qui nous permettra d'en arriver à nos objectifs qui sont, dans cette lutte, l'accessibilité à l'éducation sans barrières financières. Une lutte, concluait-il, qui va profiter à tout le peuple.» (30)

Après cette exposé de M. Latraverse, les délégués-es étudiants-es fûrent appelés-es à discuter et à statuer sur les 12 revendications mises de l'avant par l'ANEQ dans le cadre de cette lutte étudiante nationale. Ces 12 revendications constituaient, de fait, la plate-forme sur laquelle l'ANEQ souhaitait bâtir l'unité la plus large possible de l'ensemble des associations étudiantes locales du Québec. Pour l'essentiel, ces revendications n'étaient pas nouvelles pour le mouvement étudiant. En ce sens, le Congrès spécial de l'ANEQ les rediscutait, les revotait et en élaborait de nouvelles qui permirent d'améliorer de beaucoup le programme de l'ANEQ sur la question des prêts et bourses. (voir à cet effet notre encadré sur les 12 revendications adoptées par le Congrès spécial).

De plus, c'est à ce Congrès spécial que les quelque 200 délégués-es étudiants-es nommaient officiellement, pour la première fois, les 7 membres qui formeraient le comité étudiant de négociation. Ce comité de négo-

(28)- «La contestation étudiante s'étend à toute la politique d'éducation au Québec», Le Soleil, le 27 novembre 1978.
(29)- Ibid, Le Soleil, le 27 novembre 1978.
*(30)- **Rapport du Congrès spécial de l'ANEQ sur les prêts et bourses, les 25 et 26 novembre, au Collège de Ste-Foy.** Ce rapport avait été fait par la délégation étudiante du CEGEP Maisonneuve, pp 4 et 5.*

ciation avait la responsabilité de transmettre les revendications étudiantes au ministre de l'Education et de négocier, avec lui, comment ces revendications pourraient éventuellement s'appliquer. Formé de 1 membre de l'exécutif de l'ANEQ et de 1 représentant-e par région (6 régions), le comité était composé des 7 personnes suivantes : Jean Latraverse, secrétaire général de l'ANEQ et étudiant à l'Université de Sherbrooke; Jean Chevrette, CEGEP de Joliette; André Querry, CEGEP de Maisonneuve; André Rémillard, Université de Sherbrooke; Renaud Bouchard, CEGEP de Rimouski; André Chabot, CEGEP de Chicoutimi et Pierre Maheux, CEGEP de Limoilou.

Le comité de négociation avait également pour tâche d'élaborer un bilan de négociations et des propositions gouvernementales et de soumettre le tout lors de la tenue des conseils centraux élargis de l'ANEQ. Il ne revenait pas à ce comité d'accepter les offres gouvernementales et de décider tout seul de la bonne marche des opérations. A ce chapitre, les associations étudiantes locales avaient le plein contrôle sur le déroulement des négociations (s'il y en avait!) et pouvaient ainsi s'assurer que rien ne dérogerait des propositions adoptées lors des Congrès ou Conseils centraux élargis précédents.

Par ailleurs, à noter que lors de ce Congrès, l'ANEQ avait reçu l'appui de plusieurs organisations syndicales importantes (CEQ, FEC, Syndicat des professionnels du Gouvernement du Québec et de quelques syndicats de la CSN) et de l'association étudiante de l'Université de Moncton.

Avec ce Congrès de 3 jours, on pouvait maintenant affirmer que l'ANEQ était vraiment prête à négocier et à répondre à toutes les propositions sérieuses que ferait le gouvernement à l'ensemble du mouvement étudiant. Mais pour les dirigeants-es de l'ANEQ, la mobilisation étudiante était une condition essentielle, voire indispensable, au développement de négociations réelles avec le gouvernement. Il fallait donc travailler à bâtir un puissant rapport de force (le plus solide possible) qui permettrait aux négociateurs étudiants de se faire entendre. En d'autres mots, le gouvernement ne nous donnait pas le choix des moyens! Que pouvions-nous faire de plus? Le gouvernement allait-il nous écouter et répondre positivement à nos demandes si nous restions bien tranquilles, isolés et chacun dans notre coin? Comme nous l'avons vu précédemment, les seules fois où le gouvernement a tendu quelque peu l'oreille, c'est quand le mouvement étudiant était chauffé à blanc et qu'il était en mesure de mobiliser, dans les rues comme dans les institutions scolaires, des milliers d'étudiants-es. A cet effet, les associations étudiantes votèrent d'organiser, pour les jours à venir, une immense manifestation nationale qui regrouperait, devant le parlement québécois, l'ensemble des associations étudiantes du Québec.

Nos luttes passées nous démontrèrent, à maintes occasions, qu'il était bien difficile de faire autrement! Le mouvement étudiant se devait donc de combiner la mobilisation et la négociation; ces deux aspects allaient, selon les négociateurs étudiants, de pair.

Le comité de négociation rencontre le ministre Morin

Le 28 novembre, le comité étudiant de négociation et la Fédération des associations de parents des CEGEPS du Québec (FAPCQ) sont invités à rencontrer le minitre de l'Education, M. Jacques Yvan Morin. Cette première rencontre des étudiants-es et des parents avec le ministre Morin, depuis le début du conflit, survient au moment où le nombre d'institutions scolaires perturbé a légèrement diminué. A ce jour, l'ANEQ évaluait à 29 le nombre de CEGEPS qui étaient paralysés, alors que quelques jours plus tôt, soit le 24 novembre, on en comptait 33.

Le secrétaire général de l'ANEQ, M. Jean Latraverse, espérait que ce premier contact entre les deux parties puissent permettre d'établir un calendrier de rencontres. «Nous voulons négocier» avait-il déclaré aux media d'information. Rappelons que la Fédération des associations de parents de CEGEPS du Québec avait invité, le 22 novembre, le ministre Morin à mettre sur pied un comité spécial composé d'étudiants-es, de parents et de représentants-es du ministère de l'Education pour analyser les différentes demandes de l'ANEQ.

Interrogé à ce sujet par la «grande presse», M. Latraverse s'était dit réticent à la formation d'un tel comité compte tenu «du peu de représentativité de la Fédération qui ne regroupait qu'une douzaine d'associations de parents.» «De plus, affirmait-il, des associations de parents de CEGEP nous ont déjà donné leur appui.» (31)

Mais en ce 28 novembre, il n'y avait pas seulement l'ANEQ qui était active. Dans le cadre de la contestation étudiante, le secrétaire général du Parti Libéral du Québec, M. Michel Giroux et deux membres de la Commission-jeunesse du PLQ, messieurs Alain Samson et Michel Lemay, avaient rencontré les gens de la presse pour dénigrer les revendications étudiantes et affirmer «que les demandes de l'ANEQ étaient excessives et qu'elles mettaient en danger la liberté des étudiants». (32) Sans doute, ces personnes, membres d'un «éminent» parti politique, voulaient-ils contribuer, un peu comme l'avait fait auparavant le ministre Morin, à «responsabiliser» les étudiants-es face à leurs études et devant le «brillant avenir» qui les attendait.

Le 28 novembre, la rencontre

(31)- «Cégépiens et parents rencontrent Morin aujourd'hui», Le Soleil, le 28 novembre 1978.

(32)- «La crise des CEGEPS en voie d'être désamorcée», Le Journal de Québec, le 29 novembre 1978.

prévue entre le ministre et les étudiants-es a donc lieu. Cette rencontre, qui avait duré près de 2 heures, avait donné bien peu de résultats, chacune des parties impliquées ayant choisi de rester sur leurs positions. Lors de cette rencontre, le comité de négociation expliqua au ministre le sens des 12 revendications que le Congrès spécial avait voté. Le ministre, quant à lui, avait répliqué «que son gouvernement avait déjà beaucoup fait depuis deux ans pour améliorer le régime d'aide aux étudiants et qu'il ne pouvait faire plus que quelques retouches compte tenu, disait-il, de la situation économique difficile.» (33)

Cependant, le ministre Morin avait déclaré aux membres du comité de négociation qu'il était prêt à soumettre au Conseil des ministres, trois modifications possibles au régime des prêts et bourses. Les modifications qu'il entendait proposer à ses collègues étaient les suivantes :

- Diminution, mais sans l'abolir en totalité, de la contribution des parents;
- Abolition des différences entre les étudiants-es des niveaux universitaire et collégial dans le calcul de l'attribution des allocations de subsistance;
- Tenir davantage compte des disparités régionales dans l'étude, cas par cas, des dossiers en particulier des personnes qui désirent retourner aux études et qui ont un enfant dont ils sont seuls à subvenir aux besoins.

Il était évident que ces concessions mineures avancées par le ministre Morin étaient loin de répondre aux attentes du comité de négociation. Quand les étudiants-es lui rappellent que leurs revendications allaient dans le sens du programme électoral de son parti, le ministre se contentait de répondre tout simplement ceci : «l'article premier de ce document (du programme du PQ) prévoit la récupération de tous les impôts...» (34)

Si le ministre, dans toute cette histoire, comptait essentiellement sur l'essouflement du mouvement de grèves, il va sans dire que le comité de négociation, quant à lui, dont l'insatisfaction était grande envers les propositions de son «interlocuteur», entendait bien inviter les associations étudiantes à poursuivre leurs moyens de pression.

Le 30 novembre, le mouvement, qui jusque-là s'était limité qu'aux CEGEPS, compte maintenant dans ses rangs sa première université, soit l'Université du Québec à Montréal. En effet, le mouvement de grèves avait reçu une forte impulsion, le 29 novembre au soir, lorsque réunis-es en assemblée générale, les étudiants-es de l'UQAM votèrent de faire la grève jusqu'au 4 décembre afin de revendiquer, à l'instar des étudiants-es de CEGEPS, la gratuité scolaire et la refonte complète du régime des prêts et bourses. Les étudiants-es de l'UQAM rejoignaient ainsi quelques 75,000 cégépiens-nes. Dans les autres universités, quelques facultés participèrent au mouvement. Par exemple, à l'Université Laval, les facultés d'Anthropologie, d'Histoire et de Sciences Sociales avaient décidé d'emboîter le pas et de suivre le déroulement du conflit. A l'Université de Montréal, les cours en sciences humaines étaient complètement arrêtés.

Selon l'ANEQ, en ce 30 novembre 1978, il y avait au moins **29 CEGEPS** qui étaient toujours dans le mouvement. Les institutions paralysées étaient celles-ci : Rimouski, Chicoutimi, Alma, Rouyn, Limoilou, Rivière-du-Loup, Drummondville, Jonquière, Rosemont, Lévis-Lauzon, F-X Garneau, Sherbrooke, Haute-Rive, Montmorency, Saint-Laurent, Granby, Saint-Jean, Trois-Rivières, Thetford-Mines, Maisonneuve, Saint-Félicien, Hull, Ahuntsic, Lionel-Groulx, Saint-Hyacinthe, Loyola Joliette, Champlain, André-Laurendeau.

Au total, il y avait au-delà de 100,000 étudiants-es qui étaient directement impliqués-es dans ce mouvement de débrayages. La mobilisation étudiante atteignait donc son apogée!

Le conseil central élargi des 2 et 3 décembre

Le conseil central élargi des 2 et 3 décembre, qui se tenait au CEGEP Maisonneuve, n'avait pas comme objectif de réévaluer les 12 revendications de l'ANEQ mais plutôt de discuter des nouveaux moyens d'action à utiliser pour faire valoir le point de vue étudiant dans ce conflit. Essentiellement, les délégués-es de 44 associations étudiantes (34 membres de l'ANEQ) vont s'entendre pour effectuer, à l'échelle nationale, une campagne d'information dans le but «de contrer la propagande anti-étudiante que diffusent le ministre de l'Education, Jacques Yvan Morin, et, rapporte le journal Le Montréal-Matin, au dire de l'ANEQ, la presse.» (35)

Cette campagne nationale d'information sur les revendications étudiantes visait, en somme, à rétablir les faits quand ceux-ci étaient complètement déformés par la presse dite «professionnelle». Trois moyens avaient été prévus par les délégués-es étudiants-es pour tenter d'améliorer, auprès de la population, l'image de l'ANEQ. Car, il ne faut pas se le cacher la population en général était mal informée du pourquoi de cette lutte étudiante et, souvent, elle reprenait même à son compte les propos du ministre de l'Education qui, lui, affirmait que les étudiants-es étaient des «privilégiés-es». Les trois moyens que l'on avait mis de l'avant pour contrer cette campagne de dénigrement étaient les suivants :

- Répondre du tac au tac aux media écrits et parlés quand ces derniers affirment des faussetés ou tiennent des propos diffamatoires envers le mouvement étudiant;
- Participer systématiquement à des tribunes libres et des lignes ouvertes et ce, à tous les niveaux : local, régional et national;

(33)- «Morin et l'ANEQ : match nul», La Presse, le 29 novembre 1978.
(34)- Ibid
(35)- «Les cégépiens n'entendent pas lâcher!», Le Montréal-Matin, le 4 décembre 1978.

- Assurer une distribution massive de tracts d'information pour mieux faire comprendre, à la population en général, le sens des revendications étudiantes.

De plus, les délégués-es étudiants-es avaient décidé d'inviter les associations étudiantes à intensifier leurs moyens de pression (poursuite des occupations et-ou débrayages, participation aux manifestations régionales et nationales, visites touristiques chez les députés-es de chaque comté du Québec, etc.) et à améliorer leurs appuis aux niveaux des centrales syndicales, des comités de parents et des autres associations étudiantes au Canada anglais.

Par ailleurs, les comités de négociation et de coordination firent chacun un bilan de leurs activités. Soulignons que ces deux comités avaient été officiellement constitués lors du Congrès spécial de l'ANEQ.

Dans son bilan le comité de négociation avait souligné que le ministre Morin ne reconnaissait pas le comité «comme le seul porte-parole des étudiants». Tout au plus, pour lui, le comité étudiant de négociation n'était seulement que le «mandataire» du Congrès de l'ANEQ. A ce titre, il ne voulait pas négocier avec les étudiants-es mais il se disait toutefois prêt à les «écouter». Le bilan que traçait le comité de négociation au conseil central élargi était donc négatif sur toute la ligne! Le ministre Morin avait refusé de reconnaître le comité de négociation comme le seul «interlocuteur valable» et, sur le plan des revendications, il n'avait offert que des miettes. Tout cela justifiait pleinement, selon le comité de négociation, la poursuite de la lutte!

Le comité de coordination, quant à lui, formé de 1 membre par région et de 1 membre de l'exécutif, avait comme mandat de recueillir le plus d'information possible sur la grève, d'analyser le déroulement du conflit et, par la publication d'un rapport hebdomadaire, de coordonner les actions étudiantes aux niveaux régional et national.

Dans son rapport, le comité de coordination avait recommandé aux délégués-es du conseil central élargi d'effectuer pour, disait-on, la «semaine à venir», 10 choses bien précises :

1) Nous réitérons l'invitation aux régions de désigner des personnes ressources et demandons aux associations locales de stimuler l'étude du livre blanc en lien avec la lutte des prêts et bourses;
2) Nous recommandons de lier la lutte des prêts et bourses avec la lutte pour le droit à l'éducation et la démocratisation de l'enseignement;
3) Nous recommandons d'accentuer la lutte des prêts et bourses dans le sens que les étudiants-es ne se battent pas pour des privilèges, mais pour des conditions normales de vie;
4) Nous recommandons que l'ANEQ démystifie l'argumentation du gouvernement lorsqu'il dit qu'il n'a pas d'argent, ou que les demandes des étudiants-es sont utopiques;
5) Nous recommandons que toute forme de répression (lock-out, répression policière, récupérations, intimidations, etc.) soit dénoncée publiquement;
6) Qu'un pacte de solidarité soit établi à cet effet pour qu'à chaque intervention policière ou lock-out cautionné par le gouvernement soit puni par l'occupation des bureaux des députés des comtés dans lesquels se trouvent des institutions post-secondaires du Québec;
7) Nous recommandons de clarifier avec les étudiants-es des différentes institutions qu'il faut raffermir la mobilisation étudiante pour faire avancer les négociations (grève, occupation, etc.);
8) Nous recommandons de participer massivement à la manifestation nationale de mardi le 5 décembre 1978;
9) Nous recommandons de développer les relations intersyndicales locales durant la lutte afin d'étudier les possibilités de rattrapages ou de non-rattrapages pour la fin de la lutte;
10) Nous recommandons d'étendre de plus en plus les appuis de la population pour la lutte des prêts et bourses. (36)

Après quelques modifications mineures, ces 10 recommandations furent adoptées par la grande majorité des associations étudiantes locales. Les participants-es au conseil central élargi avaient pris position contre la prolongation éventuelle de la session (d'automne '78) et avaient également dénoncé certains propos contradictoires que le ministre de l'Education avait tenus, pendant cette fin de semaine, à l'endroit des revendications étudiantes.

Le ministre Morin affirme faire cinq concessions

Les délégués-es étudiants-es réunis-es en conseil central élargi apprirent, le 2 décembre, par la voix des media d'information, que le ministre Morin était disposé à soumettre au conseil des ministre cinq changements au régime des prêts et bourses. Pourtant, lors de sa rencontre avec le comité de négociation, le 29 novembre, le ministre n'en avait mentionné que trois. Il y avait donc de la part du ministre, une certaine évolution dans ses propositions. Les deux nouvelles suggestions qu'il entendait présenter à ses collègues ministres étaient celles-ci :

- Voir à ce que la contribution de l'Etat soit, au niveau de la bourse, plus généreuse et en constante progression. Cette amélioration au régime des prêts et bourses devra se faire seulement qu'en fonction des disponibilités financières et des priorités socio-économiques du gouvernement du Québec;
- Réduire progressivement l'endettement des étudiants-es en diminuant les prêts et en augmentant les bourses.

Quant aux trois autres revendications, vous vous souviendrez que M. Morin s'était dit d'accord pour :

- Diminuer la contribution des parents;
- Abolir les différences entre les étudiants-es des niveaux univer-

(36)- Voir le rapport du comité de coordination annexé au procès-verbal du conseil central élargi des 2 et 3 novembre 1978.

sitaire et collégial;
- Tenir davantage compte des disparités régionales dans l'octroi d'un prêt et-ou d'une bourse.

Le ministre avait, par ailleurs, dénoncé clairement, en tenant des propos assez ironiques, 2 des 12 revendications de l'ANEQ. D'abord, sur la question de la contribution des parents, bien que M. Morin ait affirmé qu'il était favorable pour la diminuer, il a toutefois préciser que, sur le plan philosophique, «l'Etat n'(avait) pas pour mission de favoriser la dislocation des familles, qui d'autre part doivent, selon lui, contribuer à l'éducation de leur progéniture». (37) En second lieu, le ministre Morin dénonçait l'idée d'abolir la contribution de l'étudiant parce que, disait-il, il faut nécessairement conserver le «principe de l'incitation au Travail». (38) Comme si les étudiants-es pendant l'été chômaient par plaisir! Le ministre avait vraiment le sens de l'humour! Pourtant, les militants-es étudiants-es avaient plutôt trouvé cette «blague» amère et avaient bien l'intention de lui rendre la politesse.

Le 5 décembre, l'ANEQ avait convié l'ensemble des associations étudiantes locales à manifester, à Québec, contre les politiques anti-étudiantes de ce gouvernement. Par ces propos ridicules, le ministre, sans s'en rendre compte, aida grandement l'ANEQ à mobiliser des milliers d'étudiants-es. Plus les grossièretés du ministre Morin étaient immenses et... plus la manifestation s'annonçait belle! Pour les militants-es étudiants-es, c'était évidemment un rendez-vous à ne pas manquer!

8 000 étudiants-es devant l'Assemblée Nationale

Plus de 8,000 étudiants-es, venus de tous les coins du Québec, avaient répondu à l'appel de l'ANEQ afin que, collectivement, les étudiants-es s'unissent, le 5 décembre, dans le cadre d'une manifestation d'envergure nationale. Déambulant dans les rues de Québec, les manifestants-es, qui scandaient «SYSTEME PRETS-BOURSES, SYSTEME AMAIGRISSANT», «MORIN, SALAUD, LE PEUPLE AURA TA PEAU», «PARTI QUEBECOIS, PARTI BOURGEOIS» ou encore «CE N'EST QU'UN DEBUT, CONTINUONS LE COMBAT», ont démontré qu'ils-elles ne portaient ni le ministre Morin ni «son», gouvernement dans leur coeur.

Regroupés-es derrière deux immenses bannières de l'ANEQ, les étudiants-es qui étaient partis-es du parc Victoria, dans la basse-ville de Québec, sont arrivés-es devant l'Assemblée Nationale, vers 21 heures, fiers-ères d'être aussi nombreux-ses.

Une fois arrivés devant le parlement québécois, les manifestants-es ont alors entendu un bref discours du secrétaire général de l'ANEQ, M. Jean Latraverse qui, après avoir dénoncé le ministre Morin qui refusait systématiquement de rencontrer le comité de négociation, «leur a dit que ce n'(était) qu'en maintenant leurs moyens de pression qu'ils pourraient faire plier le gouvernement». (39)

Après cette manifestation, que les représentants-es de l'ANEQ évaluaient comme «un véritable succès», une grande fête de solidarité eut lieu au CEGEP de Limoilou pour célébrer cette période intensive de luttes étudiantes.



Manifestation de l'ANEQ à Québec, le 5 décembre 1978.

Mentionnons également, qu'au moment où les manifestants-es commençaient à se disperser, un incident regrettable eut lieu. Une rumeur avait circulée à l'effet que le ministre Morin était disposé à rencontrer, «dans l'immédiat», les représentants-es étudiants-es mais sans plus de détails. Le comité de négociation pensait alors que cette invitation leur avait été «officieusement» adressée. Donc, pour s'assurer de la véracité de cette information, plusieurs membres du comité de négociation se présentèrent devant la porte centrale du parlement et demandèrent aux policiers de pouvoir rencontrer, comme «prévu», le ministre Morin. Un des policiers (et ils étaient nombreux!) invita cinq étudiants à entrer dans l'enceinte du parlement; puis il partit vérifier si le ministre Morin était disponible à rencontrer officiellement le comité

(37)- «Morin fait cinq concessions aux étudiants», La Presse, le 2 décembre 1978.
(38)- Ibid, La Presse, le 2 décembre 1978.
(39)- «Quelques 4,000 étudiants ont marché calmement sur le Parlement», La Presse, le 6 décembre 1978. Ici, il est à noter que l'ANEQ évaluait que cette manifestation avait permis de mobiliser plus de 8,000 étudiants-es. En général, les journaux mentionnèrent que cette activité n'avait premis de mobiliser que 2,000 à 5,000 étudiants-es. Une estimation que l'ANEQ évaluait trop conservatrice!

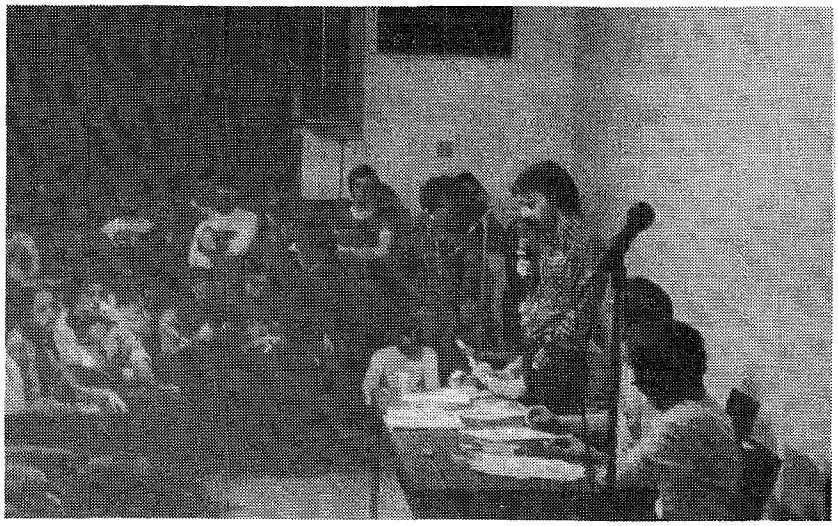
de négociation. A son retour, le policier affirma ceci : «Morin n'est pas là». Devant l'absence du ministre, les leaders étudiants réclamèrent un «autre ministre». Entre-temps, certains d'entre eux avaient déjà quitté les lieux. Alors qu'ils ne restèrent plus que messieurs André Chabot, André Querry et André Rémillard (3 membres du comité de négociation) et devant leur refus de sortir, les policiers, qui leur disaient «allez-vous coucher les enfants», les expulsèrent violemment (bousculade, coups de pied et coups de poing) de l'entrée centrale vers... la sortie. Les 3 membres du comité de négociation venaient de comprendre, à leur dépens, qu'ils avaient été victimes d'un quiproquo !

Le mouvement de grèves commence tranquillement à s'essoufler

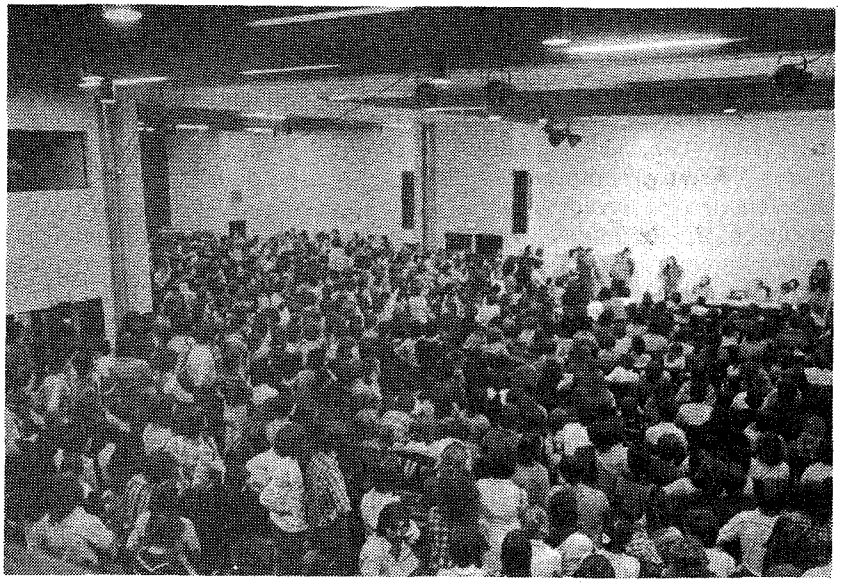
Malgré cette impressionnante manifestation étudiante devant l'Assemblée Nationale, le 5 décembre, le mouvement de grèves commençait déjà à s'essoufler. Après une assemblée tumultueuse au centre Paul-Sauvé, le 4 décembre, les étudiants-es de l'UQAM votèrent de mettre un terme à leur débrayage d'une semaine. Le mouvement de grèves venait de perdre un gros morceau ! Mais ce n'est qu'à compter du 8 décembre, que l'on sentira réellement, au niveau des CEGEPS, une baisse évidente dans le nombre des institutions scolaires encore paralysées par le conflit. Des 29 CEGEPS en grève, le 30 novembre, on en compte, le 11 décembre, seulement 14.

A l'ANEQ, on interprétait ce retour à la normale «comme une conséquence des menaces des directeurs de CEGEP de la perte éventuelle de la session et, rapporte le journal **La Presse**, on n'(écartait) pas la possibilité de poursuivre les pressions en janvier». (40) De son côté, la Fédération des CEGEPS, qui avait jusque-là conservé un mutisme complet sur le déroulement du conflit, demanda au gouvernement, afin que cesse ces débrayages, «de donner une réponse claire et définitive aux revendications des étudiants-es.» (41)

Au niveau de la négociation de la récupération, chaque partie provinciale impliquée (ANEQ, gouvernement, Fédération des CEGEPS et syndicats) a donné à ses membres l'entière liberté de négocier la forme de récupération qui leur convenait le mieux, compte tenu du type de pro-



André Rémillard, porte-parole de l'ANEQ, explique, lors d'une assemblée générale, les enjeux de la lutte des prêts et bourses.



Assemblée générale en décembre 1978 au CEGEP du Nord-Ouest [à Rouyn]. La discussion porte principalement sur le régime des prêts et bourses.

(40)- «Retour à la normale dans 50% des CEGEPS», La Presse, le 8 décembre 1978.
(41)- «La vague de débrayages étudiants se résorbe», Le Soleil, le 12 décembre 1978.

grammes perturbés et du nombre de jours perdus.

Par ailleurs, il est important de souligner que le mouvement de grèves n'était pas pour certains-es définitivement arrêté. Dans quelques institutions scolaires, entre autres aux CEGEPS de Alma et de Jonquière, les étudiants-es décidèrent de poursuivre la grève jusqu'au 12 janvier. Dans d'autres CEGEPS, les associations étudiantes attendirent des réponses concrètes du ministre Morin à leurs revendications avant de se prononcer sur un éventuel retour en classe. A l'Université Laval, les étudiants-es des programmes d'histoire et de sociologie votèrent, le 11 décembre, la grève générale illimitée pour appuyer, jusqu'au bout leurs revendications sur les prêts et bourses. Dans certaines institutions, les cours n'avaient pu reprendre puisque les étudiants-es n'acceptèrent pas les modifications proposées par l'administration au calendrier scolaire. C'était le cas notamment au CEGEP de Rimouski. Il était devenu évident qu'il y aurait, compte tenu du nombre de jours perdus par cette grève étudiante, des modifications importantes à apporter au calendrier scolaire. Citons seulement les cas des CEGEPS de Limoilou, Chicoutimi, Alma et Jonquière. Ici, il est important de mentionner que la question de la récupération (des cours perdus) avait été utilisée à maintes occasions par le gouvernement et les administrations locales dans le but évident d'apeurer la population étudiante. Cette tactique, surtout avec la venue des dernières semaines de la session, fonctionna quelque peu et l'ANEQ semblait totalement dépourvue devant cette menace. C'était donc, du côté étudiant, une faiblesse importante et l'ANEQ sera appelée, lors d'activités ultérieures, à en discuter.

Le conseil central élargi des 9 et 10 décembre

Malgré le retour à la normale, les représentants-es des associations étudiantes locales, membres et non-membres de l'ANEQ, entendaient bien poursuivre, voire même intensifier leur lutte contre le régime des prêts et bourses. C'est du moins ce qui ressortait des propositions adoptées lors du conseil central élargi qui réunissait, les 9 et 10 décembre, au CEGEP de Limoilou, au-delà de 150 étudiants-es, délégués-es de quelque 25 associations étudiantes du Québec.

Cette rencontre visait à tracer un bilan des opérations entreprises dans le cadre de la lutte des prêts et bourses et à élaborer, en suivant étape par étape tous les événements, une nouvelle stratégie pour poursuivre la lutte.

Les échanges entre les délégués-es débutaient alors que les différents comités de l'ANEQ (négociation, coordination et information) effectuaient, tour à tour, un bilan de leurs activités. Par la suite, les délégués-es se regroupèrent en conseils régionaux afin d'analyser plus en détails quelle était la situation qui prévalait, aux niveaux local et régional, dans le mouvement étudiant. Les propositions qui étaient retenues par les délégués-es, dans les conseils régionaux, étaient ramenées ensuite en plénière.

Dans les perspectives de lutte tracées par le comité de coordination, on affirmait qu'il y avait seulement la mobilisation des étudiants-es qui pouvait apporter des victoires. «Les propositions concrètes pour soutenir la lutte, expliquait le comité de coordination dans son rapport, nous les avons déjà adoptées. Il faut continuer à les appliquer et les intensifier. Il faut aussi faire part de cette analyse à tous les étudiants afin qu'ils en discutent et la précisent. Il nous faut aussi se pencher localement et nationalement pour envisager, concluait le rapport, d'autres moyens de pression en plus de ceux déjà en application pour forcer le gouvernement à reculer et à respecter nos «**droits**».» (42)

Mais cette détermination des membres du comité de coordination n'était pas partagée par tous et toutes. Dans l'ensemble, les résolutions qui se rapportaient aux moyens d'action ont été adoptées, par les délégués-es, de façon bien mitigée.

Invité, par les media d'information, à décrire l'atmosphère qui régnait au moment de la plénière, le nouveau responsable du comité d'information de l'ANEQ, M. Alain Carrier, avait déclaré que les résolutions avaient été adoptées «dans une atmosphère surchauffée. Les étudiants sont fatigués, ils ont hâte d'en finir», (43) avait-il reconnu.

Outre la poursuite de la grève, l'autre moyen de pression qui sera développé par les leaders étudiants-es était l'occupation systématique des bureaux de députés afin que ces «heureux élus» se prononcent publiquement sur le bien fondé des revendications étudiantes et invitent le ministre de l'Education, M. Jacques Yvan Morin, à reconnaître le comité étudiant de négociation, comme le seul porte-parole des étudiants-es du Québec. Déjà le 7 décembre, des étudiants-es avaient commencé à occuper les bureaux de quelques députés péquistes, dont celui du ministre de la justice, M. Marc André Bédard, celui du ministre d'Etat à la réforme parlementaire, M. Robert Burns et ceux de messieurs Guy Chevrette et Gilbert Paquette, respectivement député de Joliette et de Rosemont. Après le conseil central élargi des 9 et 10 décembre, ce moyen de pression sera davantage utilisé. Ainsi, le 14 décembre, l'ANEQ annonçait aux journalistes qu'il y avait dans les différentes régions du Québec pas moins de 6 bureaux de députés qui étaient occupés par les étudiants-es.

*(42)- **Rapport du comité de coordination**, présenté au conseil central élargi, le 9 décembre 1978.*

*(43)- «**Les étudiants en ont assez!**», **Le Montréal-Matin**, le 10 décembre 1978.*

Le conseil central élargi des 16 et 17 décembre

Près de 150 délégués-es étudiants-es se sont réunis-es, les 16 et 17 décembre, au CEGEP de Trois-Rivières, en conseil central élargi, pour faire le point sur leur lutte et évaluer l'état de la mobilisation étudiante.

Le conseil central élargi de l'ANEQ avait résolu d'intensifier sa lutte après les vacances des fêtes et de repenser quelque peu ses méthodes d'information. Le responsable du comité d'information, M. Alain Carrier, avait confié aux journalistes que les militants-es étudiants-es allaient profiter de la période des fêtes pour resituer les véritables enjeux de cette lutte étudiante. «Alors que la population croit que le conflit est terminé, expliquait M. Carrier, nous allons profiter de la période des fêtes pour convaincre nos familles du bien fondé de nos revendications.» (44)

Pendant cette fin de semaine, les représentants-es étudiants-es avaient analysé l'information véhiculée par les media au cours du déroulement de la lutte des prêts et bourses et avaient dénoncé la mauvaise couverture dont ils-elles furent victimes, en particulier de la part de la station radiophonique CJMS. En effet, le 12 décembre, le poste de radio montréalais CJMS avait attaqué, dans le cadre d'une émission intitulée «Dossier-Choc», les associations étudiantes locales et l'ANEQ qu'il accusait d'être infiltrées par les groupes «d'extrême-gauche» qui, eux, bien sûr, étaient financés par des pays étrangers. Vous voyez le genre!

Animée par le directeur de l'information du réseau Radio-mutuel, M. Roger Delorme, cette émission, qui initialement devait porter strictement sur les revendications étudiantes, dévia rapidement de son objectif. M. Delorme commença par donner les noms d'anciens membres de l'exécutif de l'ANEQ qui, du simple fait qu'ils aient représenté l'ANEQ à l'étranger, étaient devenus tout bonnement des agents secrets manipulés par les «forces occultes». Et devinez bien lesquelles : Cuba, URSS, Chine, Libye, etc.

Pourtant, Roger Delorme n'était pas seul dans son studio. Pour l'occasion, il avait personnellement invité 3 membres de l'exécutif de l'ANEQ. Devant cette flambée d'accusations sans fondement, les 3 membres de l'exécutif de l'ANEQ quittèrent M. Delorme au beau milieu de son émission, le laissant ainsi... divaguer tout seul!

Cette attitude de CJMS, qui allait à l'encontre de toute éthique professionnelle, fut durement dénoncée par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ). Dans une lettre qu'elle adressa à M. Delorme, la FPJQ s'inquiétait «de l'attitude négative et agressive que manifestait la direction de Radio-mutuel au lendemain d'une longue grève...» (45)

Le conseil central élargi des 16 et 17 décembre avait conclu que cette campagne de monsieur Delorme contre les associations étudiantes n'était, en fait, que la pointe du iceberg. Cette «pointe» était la plus piquante mais pas la plus importante. Des journalistes, considérés-es comme plus sérieux-ses, avaient dit, somme toute, la même chose mais dans un vocabulaire beaucoup moins grossier et, évidemment, plus subtil. En voici quelques exemples :

- «Mais, au fur et à mesure que les cégépiens étalent leurs griefs, surgit une inquiétude qui devra retenir l'attention. On a beau tourner et retourner en tout sens ces tracts bourrés de fautes qui réclament péniblement la 'gratuité' scolaire, on y trouve guère autre chose qu'un abîme insondable d'ignorance sur la situation même qu'on dénonce, une conscience sociale détriquée jusqu'à l'inexistence, une mentalité de dépendance à deux doigts et peut-être moins du parasitisme. Quand une société qu'on se plaît à croire dynamique est contrainte de constater que seules les questions de gros sous dans ses poches réussissent à mobiliser sa jeunesse normalement la plus active, elle a quelques questions de civilisation à se poser.»
  -extrait d'un éditorial de Lise Bissonnette intitulé «Les grèves étudiantes», **Le Devoir**, le 22 novembre 1978.
- «On sait que tous les milieux en ébullition sont infiltrés par nos gauchistes de tout acabit. Pour eux, tous les conflits sont bons pour prouver la faiblesse de la société capitaliste. Ils en vivent assez bien pour se payer les moyens de la combattre. Pour propager les idées les plus excessives, rien de mieux qu'un CEGEP québécois, avec des professeurs conciliants et des étudiants en recherche. On peut leur faire croire qu'ils sont plus pauvres, les plus défavorisés de la société. On peut influencer les influençables.»
  -extrait d'un éditorial de Jean-Guy Dubuc intitulé «Etudiants et démocratie», **La Presse**, le 7 décembre 1978.
- «Pourquoi serait-il interdit de dire que le mouvement de débrayage dans les CEGEPS est inspiré par les marxistes et soutenu par les communistes, sinon dirigé par eux, quand on a de très bonnes raisons de pensé que les choses se sont déroulés de cette façon?»
  «Les infiltrations sous l'égide du divin Marx sont d'autant plus aisées que la population n'a pas une perception très claire du marxisme et que, pour toute une génération de nos contemporains, le communisme, c'est l'homme au couteau entre les dents et son domaine, l'enfer des Sans-Dieu.»
  «Or, nos sociolo-communistes n'ont pas la machoire refermée sur une lame et ne vivent pas en enfer. Si de surcroît, ils appartiennent à la classe intellectuelle, ce qui arrive fréquemment, ils se montrent aussi habiles à attiser les incendies qu'à protéger leurs petites mains blanches.»

---

(44)- «Les étudiants intensifieront leur lutte après les fêtes», La Presse, le 18 décembre 1978.

(45)- «Selon la FPJQ -'Une attitude agressive'», La Presse, le 13 décembre 1978.

Appuis officiels qu'a reçus l'ANEQ

Les revendications de l'ANEQ n'allaient pas, comme l'affirmaient le ministre de l'Education et parfois la presse dite «professionnelle», à l'encontre des intérêts de l'ensemble de la population. Par ses 12 revendications, l'ANEQ ne visait pas simplement à améliorer les intérêts spécifiques de ses membres. Bien au contraire! Loin d'être corporatiste dans sa démarche, l'ANEQ considérait que son combat devait permettre d'élargir de plus en plus l'accès à l'éducation, en particulier pour les jeunes d'origine modeste qui avaient peu de chance d'accéder aux études post-secondaires. Oui! L'ANEQ luttait pour le droit à l'éducation pour tous et toutes et cette orientation lui avait permis de se gagner de nombreux appuis. En voici quelques-uns :

1) Le Syndicat des Professionnels du Gouvernement du Québec (SPGQ) fut un des premiers a donné officiellement son appui à l'ANEQ. Cet appui s'était concrétisé par un don financier de $1,500 à l'ANEQ.
2) La Fédération des Enseignants-es de CEGEPS (FEC), lors de son conseil général, tenu les 25 et 26 novembre 1978, a adopté une résolution appuyant les revendications de l'ANEQ. Le conseil général de la FEC invita aussi ses syndicats affiliés à rencontrer les associations étudiantes locales pour négocier avec elles d'éventuelles ententes sur la récupération.
3) La Fédération Nationale des Enseignants-es du Québec (FNEQ), lors de son bureau fédéral du 30 novembre 1978, a appuyé les revendications de l'ANEQ. La FNEQ a accordé à l'ANEQ un soutien financier de $500.
4) Le bureau national de la Centrale de l'Enseignement du Québec (CEQ) a appuyé les revendications de l'ANEQ. Cette résolution a été votée par le conseil général de la CEQ qui avait lieu les 8 et 9 décembre 1978.
5) La section du personnel de soutien de la CEQ a fait parvenir à l'ANEQ un message de solidarité appuyant ainsi les 12 revendications étudiantes.
6) L'exécutif de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) a envoyé à l'ANEQ un message d'appui à la grève nationale des étudiants-es du Québec contre le régime des prêts et bourses.
7) L'Union Nationale des Etudiants (UNE / NUS) a appuyé les revendications de l'ANEQ. Ce soutien s'est concrétisé, dans le Canada-anglais, par une campagne de sensibilisation dans le milieu étudiant.
8) Le Comité d'Information des Prisonniers Politiques (CIPP) a envoyé un télégramme d'appui aux revendications et à la lutte des étudiants-es du Québec.
9) Les étudiants-es de l'Université de Moncton avaient fait parvenir à l'ANEQ un message d'appui aux revendications étudiantes.
10) Le Rassemblement des militants syndicaux (RMS) a appuyé les revendications de l'ANEQ sur la base de la «libre accès à l'éducation et de la gratuité scolaire».
11) L'Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) a envoyé un télégramme d'appui aux revendications de l'ANEQ.
12) Les conseils centraux des syndicats nationaux (CSN) de la région de Montréal et du Saguenay-Lac-Saint-Jean appuyaient les revendications étudiantes.
13) Le syndicat des professeurs du CEGEP Montmorency (en assemblée générale) avait voté un appui aux revendications étudiantes. De plus, un soutien financier de $200 a été accordé à l'association étudiante du CEGEP Montmorency.
14) Le syndicat des professeurs du CEGEP Maisonneuve a appuyé quelques-unes des revendications étudiantes. Un soutien financier de $200 a été octroyé à l'ANEQ.
15) Le comité de lutte contre les frais supplémentaires a appuyé les étudiants-es du Québec dans leurs revendications considérant que cette lutte pour l'abolition des frais supplémentaires était liée à celle des prêts et bourses.
16) La Ligue Communiste (Marxiste-léniniste) du Canada a appuyé les étudiants-es du Québec dans leurs revendications.
17) Le Conseil National du Parti Québécois a appuyé les revendications mises de l'avant par l'ANEQ.

-extrait d'un éditorial de Guy Cormier intitulé «Appeler un chat un chat» **La Presse**, le 19 décembre 1978.

Par ailleurs, mentionnons que le 15 décembre, le ministre de l'Education faisait connaître publiquement les modifications officielles qu'il avait l'intention d'apporter au régime des prêts et bourses pour l'année 1979-1980. Ces mesures, au nombre de cinq, qui avaient dû être ratifiées par le Conseil des ministres, représentaient une hausse de $8,7 millions au système de l'aide financière pour les étudiants-es. Rappelons-les :

- L'aide aux étudiants-es était supposée, à l'avenir, tenir davantage compte du chômage d'été et de la disponibilité des étudiants-es au marché du travail;

- Le mode de remboursement des prêts sera modifié. L'étudiant-e devra commencer à rembourser son prêt 6 mois après l'obtention d'un travail et non plus, comme cela se faisait auparavant, c'est-à-dire 6 mois après les études;
- Le ministère soutiendra le rythme de progrès du système des bourses sur celui des prêts;
- La contribution requise des parents sera diminuée et il y aura augmentation des allocations de subsistance pour tous-tes les étudiants-es;
- Le ministère prévoit augmenter au maximum la bourse pour les étudiants-es ayant à charge un ou plusieurs enfants (famille monoparentale).

Le conseil central élargi de l'ANEQ, des 16 et 17 décembre, s'était montré très peu impressionné par ces modifications annoncées quelques jours plus tôt, par le ministre Morin, au régime des prêts et bourses. Les représentants-es étudiants-es réunis-es à ce conseil central élargi entendaient bien, à la session d'hiver '79, poursuivre cette lutte... les gains étant trop minimes. Le 19 décembre, les membres du comité de négociation rencontrèrent, pour une deuxième fois, le ministre Morin. A cette occasion, les 7 membres de ce comité firent part au ministre de leur déception... et le ministre invoqua, comme à l'habitude, les motifs d'ordre financier pour justifier ces maigres améliorations au régime des prêts et bourses. Mais le ministre avait maintenant compris qu'il ne devait plus s'amuser à provoquer les étudiants-es, comme il l'avait fait en 1977, en affirmant que ceux-celles-ci sont «des privilégiés-es». Le ministre venait d'avoir une bonne leçon! Et le mouvement étudiant venait de prouver, à nouveau, qu'il était une force avec laquelle les autres intervenants-es, dans le secteur de l'éducation, devaient nécessairement compter. Sinon... rien ne pouvait fonctionner normalement dans ce milieu. De ce côté, la grève des prêts et bourses, qui dura plus d'un mois et qui paralysa à son plus fort au-delà de 30 institutions, était riche en leçons.

Mais les leçons que l'on tira de cette lutte n'étaient pas toutes positives. Bien au contraire! Elles révélaient, d'abord, que l'ANEQ avait été prise un peu par surprise par l'ampleur de ce mouvement et qu'elle était, en pratique, pas très préparée à affronter une «machine» aussi bien expérimentée que celle du ministère de l'Education. D'autre part, pour s'assurer de la bonne marche de cette lutte et pour corriger ce manque de préparation, l'ANEQ, lors de son Congrès spécial sur les prêts et bourses, vota la mise sur pied de 3 comités (négociation, information et coordination) qui, en principe, avaient des tâches bien définies. Mais, au fur et à mesure que ce développait le mouvement de lutte, on s'aperçut que le travail de ces comités se chevauchait et que l'on ne savait plus très bien qui dirigeait réellement le mouvement. Cette situation provoqua parfois, au niveau des mots d'ordre par exemple, une énorme confusion et porta beaucoup de préjudices au travail général de l'ANEQ.

Par la suite, les opposants-es à la direction de l'ANEQ capitaliseront sur ces difficultés pour multiplier, lors de Congrès ou autres activités de l'ANEQ, les motions de blâmes et les motions de non-confiance à l'endroit de certaines personnes de l'exécutif ou du conseil central de l'ANEQ. L'«ère» de la mobilisation étudiante sera rapidement remplacée par celle des débats internes et des divisions qui auront, pour le mouvement étudiant, des incidences énormes qui contribueront à affaiblir grandement l'ANEQ.

Le conseil central élargi des 6 et 7 janvier

Peu après la période des Fêtes, une trentaine d'associations étudiantes se rencontrèrent au CEGEP de Limoilou, à Québec, afin d'évaluer la possibilité de relancer la grève des prêts et bourses. Traçant un bilan essentiellement négatif des gains obtenus lors de la mobilisation étudiante d'automne, les délégués-es adoptèrent, à l'initiative du Regroupement des étudiants de premier cycle de l'Université Laval, un plan d'action qui devait s'appuyer sur les principes suivants :

1- qu'une période de réorganisation soit entreprise par l'ANEQ à l'échelle nationale pour entamer, si nécessaire, des nouveaux moyens de pression;
2- que les moyens de pression devraient recommencer à une même date dans toutes les institutions d'enseignement post-secondaire du Québec;
3- qu'un ultimatum soit donné au gouvernement et qu'en l'absence de propositions jugées satisfaisantes par le Congrès, les étudiants-es reprendront les moyens de pression. (46)

Après l'adoption de ces trois principes, les congressistes avaient établi un échéancier très serré dans le but de donner à l'ANEQ et aux associations étudiantes locales une base commune à leurs activités. De plus, les délégués-es confièrent aux 3 comités (négociation, coordination et information) des mandats très précis afin que ceux-ci soient en mesure de répondre aux nouvelles exigences de la mobilisation étudiante.

Tirant quelques acquis de la grève d'automne, les délégués-es, qui considéraient la récupération comme un frein important aux luttes étudiantes, convinrent de s'opposer à toutes formes de récupération imposée soient par le gouvernement et-ou les administrations locales.

Le conseil central élargi espérait donc, par un travail intensif à la base, relancer la grève des prêts et bourses. Mais les étudiants-es du Québec allaient-ils-elles, avec autant de vigueur que lors de la session d'automne, se remobiliser à nouveau? La question était maintenant posée et seules les assemblées générales locales seraient en mesure d'y répondre.

(46)- Voir à cet effet le procès-verbal du conseil central élargi de l'ANEQ, tenu les 6 et 7 janvier 1979, au CEGEP de Limoilou, p. 10.

Dans son échéancier, le conseil central élargi avait prévu organiser, pour les 10 et 11 février, un Congrès spécial pour discuter des résultats de ce plan d'action. Ce Congrès eut lieu, au CEGEP de Rimouski, mais le bilan que traçaient les associations étudiantes locales n'étaient pas très réjouissant pour l'avenir...

Le 10ème Congrès

Le 10e Congrès de l'ANEQ est convoqué par le conseil central, les 10 et 11 février 1979, au CEGEP de Rimouski. A l'ordre du jour apparaissent des thèmes déjà forts abordés par l'ANEQ lors d'activités précédentes : prêts et bourses (bilan et perspectives), chômage étudiant, frais différentiels, conditions pédagogiques, répression, réorganisation, question nationale, etc. En d'autres mots, il y a beaucoup de travail à effectuer pour les 41 associations étudiantes (30 membres de l'ANEQ) qui sont venues, de tous les coins du Québec, pour y assister. Et le Congrès est prévu seulement que pour deux jours!

Initialement, ce Congrès, qui avait été convoqué sur décision d'un conseil central élargi (6 et 7 janvier 1979), faisait partie d'un plan de travail très complexe et fastidieux qui avait pour objectif de relancer la lutte des prêts et bourses. Loin d'être en mesure de relancer cette mobilisation étudiante sur ce point, le Congrès constata plutôt que les assocations étudiantes locales n'étaient plus disposées à impulser, une seconde fois, un nouveau mouvement national de grèves contre les déficiences du régime des prêts et bourses. De ce côté, c'était l'échec! Mais l'ANEQ avait bien l'intention de poursuivre activement son travail sur ce dossier. Dans un texte que le conseil central faisait circuler à ce Congrès, on pouvait y lire ce qui suit : «Nous devons donc avouer que la mobilisation sur les prêts et bourses est terminée pour cette année, ce qui implique qu'il n'y aura pas d'autres moyens d'actions (débrayage, manifestation...) entrepris pendant la présente session (hiver '79).»

«Ceci n'implique pas pour autant que tout le travail est terminé. Au contraire, ajoutait-on, nous devrons par une certaine structure (ex : comités locaux, régionaux ou autres...) maintenir un travail d'étude sur le sujet dans l'optique d'une reprise de la lutte en septembre prochain et ce, sur des bases solides.» (47)

Par ailleurs, il est important de mentionner que déjà des dissensions internes commencent à apparaître au sein de l'ANEQ. Plusieurs délégations étudiantes accusent la direction de l'ANEQ d'avoir mal manoeuvré lors de la lutte des prêts et bourses et la rendent même responsable des faibles gains obtenus. Pour concrétiser leurs critiques, certaines associations étudiantes présentèrent même une motion de blâme au conseil central et à l'exécutif de l'ANEQ «pour leur attitude durant le conflit des prêts et bourses». (48) Cette motion blâme fut rejetée par 14 institutions tandis que 10 votèrent pour.

Mais, avec la crise économique et les compressions budgétaires dans les secteurs de l'éducation et des affaires sociales, le mouvement étudiant aurait-il pu arracher davantage? Difficile à dire! Cela dit, la lutte des prêts et bourses avait tout de même apporté certains gains.

Dans son discours d'ouverture, le secrétaire général de l'ANEQ, M. Jean Latraverse, en avait relevé quelques uns. «La lutte des prêts et bourses nous a apporté des gains minimes il est vrai. Cependant, affirmait M. Latraverse, ces gains nous ont démontré que le gouvernement a plié devant la mobilisation des étudiants, ça nous montre que seule la lutte, la mobilisation nous amène des gains.» (...)

«En terme d'acquis, précisait-il, elle a permis à l'ANEQ de se faire connaître parmi les étudiants. La lutte des prêts et bourses a permis aussi à bien des associations de s'organiser et de recruter bon nombre de militants. (...) Enfin, concluait-il, je crois qu'il est important de souligner le fait que la lutte des prêts et bourses a permis de démasquer le gouvernement péquiste; ce gouvernement, sous le couvert d'un projet national adulte, continue pratiquement le travail des gouvernements précédents.» (49)

D'autre part, il n'y avait pas seulement la direction de l'ANEQ qui avait eu droit à certaines critiques. Le Regroupement des associations étudiantes universitaires (RAEU), fut, lui aussi, mais pour des motifs forts différents, dénoncé par quelques délégations étudiantes. Accusée d'être «bureaucratique», la direction du RAEU, qui fonctionnait comme un groupe de travail au sein de l'ANEQ, avait manifesté l'intention d'imposer à l'ANEQ une représentation proportionnelle au nombre d'étudiants-es dans les institutions. Objectivement, la proportionnelle, pensaient plusieurs militants-es étudiants-es, allait amener à coup sûr, au sein de l'ANEQ, un certain déséquilibre entre les institutions collégiales et celles du niveau universitaire. Mais, dans ce débat, ce qui était beaucoup plus grave c'était, somme toute, l'attitude de la direction du RAEU. Le RAEU, fomentant la scission par le chantage, avait affirmé que si les associations étudiantes n'adhéraient pas aux principes de la proportionnelle, alors il se dissocierait tout bonnement de l'ANEQ pour former une nouvelle association étudiante nationale. Pourtant, souvenez-vous que lors de sa formation, en mars

*(47)- Ce texte avait été soumis par la région de l'Est du Québec au conseil central. Le conseil central de l'ANEQ l'avait adopté et l'avait fait distribuer au Xe Congrès. Ce document était intitulé ainsi : **Document sur les prêts et bourses présenté par la région de l'Est du Québec et entériné par le conseil central le 9 février 1979, p. 3.***

*(48)- **Procès-verbal, Xe Congrès de l'ANEQ, tenu au CEGEP de Rimouski, les 10 et 11 février 1979, p. 20.***

*(49)- **Discours du secrétaire général présenté au Xe Congrès de l'ANEQ, le 10 février 1979, p. 6.***

1976, le RAEU avait comme objectif de regrouper les universités membres de l'ANEQ pour discuter des problèmes spécifiques des étudiants-es universitaires et de promouvoir l'adhésion à l'ANEQ des universités réticentes à en faire partie. A cette époque, ces objectifs ne pouvaient qu'être bénéfiques pour l'ensemble du mouvement étudiant. Malheureusement le RAEU devait considérablement modifié ces objectifs et allait, de façon graduelle, poser les bases à la division du mouvement étudiant québécois.

Dieu merci! Les universitaires n'étaient pas tous-tes dans le même bateau. Plusieurs militants-es étudiants-es du niveau universitaire s'opposaient à ce changement de cap des dirigeants-es du RAEU. En réponse à cette position sectaire développée par le RAEU, des militants-es étudiants-es du journal **Pour l'organisation,** de la faculté des sciences sociales de l'Université Laval, avaient répliqué ce qui suit : «Les associations étudiantes d'universités seront respectées au niveau national proportionnellement à la contribution qu'elles apporteront au mouvement national. Il n'est pas nécessaire d'avoir 15 droits de vote à un Congrès pour être respectés, il s'agit d'avancer des positions correctes qui défendent et promouvoient les intérêts des étudiants». (50)

Egalement à ce 10e Congrès, des élections générales eurent lieu au niveau de l'exécutif et du conseil central de l'ANEQ. A l'exécutif, sur cinq postes disponibles, une seule personne fut élue. M. Jean Latraverse, qui ne renouvelait pas son mandat au poste de secrétaire général, fut à nouveau élu mais cette fois au poste de secrétaire-trésorier. (Une fonction qu'il avait déjà occupée auparavant).

---

*(50)- **Contribution de Pour L'Organisation au Xe Congrès National de l'ANEQ.** Tract distribué par des militants-es étudiants-es du département des sciences sociales de l'Université Laval.*

22 mars 1979 - 22 mars 1980

1979

-24-25 mars : Xe Congrès (2e partie) de l'ANEQ au collège de St-Jean sur Richelieu. Le Congrès adopte trois priorités : livre blanc, chômage étudiant et contrats de service.

-6 avril : Manifestation conjointe de syndicats, de groupes populaires et de l'ANEQ contre la loi C-14 (coupures fédérales dans les programmes d'assurance-chômage). 300 étudiants-es se mobilisent.

-Mai : La Commission d'étude sur les Universités (Angers) produit son rapport. Les Commissaires demandent l'arrêt des coupures budgétaires au niveau universitaire.

-31 mai : L'ANEQ impulse, dans la région de Montréal, un comité étudiant de lutte contre le chômage estival. 140 étudiants-es participent à la première assemblée publique.

-5 juin : L'ANEQ présente un mémoire au gouvernement du Québec contre les projets de loi 24-25 (deux lois qui découlent directement du livre blanc).

-16-17 juin : Colloque de l'ANEQ à Lévis-Lauzon sur la pédagogie. 26 délégations étudiantes participent. Un thème central : pour le droit de regard sur notre formation.

-18 juin : Le Comité de lutte contre le chômage étudiant organise l'occupation des bureaux du ministre J.Y. Morin.

-13 juillet : Soirée de solidarité à Montréal pour les étudiants-es chômeurs-euses. 250 participants-es. Bilan du Comité de lutte.

-16 au 19 août : L'ANEQ participe à un Forum européen sur le droit à l'éducation à Helsinki en Finlande. Ce Forum était organisé par l'Union internationale des étudiants (UIE).

-Ete 79 : 60 000 étudiants-es sont en chômage pour la période estivale.

-13-14 octobre : XIe Congrès national de l'ANEQ (1e partie) au CEGEP de Chicoutimi. Une proposition de destitution du Conseil Central est rejetée par le Congrès. Les délégués-es votent l'idée de relancer la lutte des prêts et bourses.

-Octobre : A l'Université McGill, création d'un comité de solidarité contre l'apartheid. On dénonce les investissements de cette université en Afrique du Sud.

-17-18 novembre : Congrès spécial de l'ANEQ sur les prêts et bourses à Thetford Mines. On remet en question les capacités de l'ANEQ de relancer la lutte des prêts et bourses.

1980

-1er et 2 décembre : Le XIe Congrès (deuxième partie) de l'ANEQ a lieu au CEGEP de Lionel-Groulx. Les délégués-es votent d'intensifier le travail sur la question des prêts et bourses mais ne parlent plus de relancer la lutte à ce niveau. Pour la prochaine année, les congressistes manifestent l'intention d'organiser de larges consultations à la base afin d'améliorer le programme général de l'ANEQ et prévoient, dans leur travail, organiser, pour les 1er et 2 mars 1980, un Congrès spécial sur la question nationale.

-12 au 16 janvier : L'ANEQ participe, en Allemagne de l'Est, à un Forum mondial sur l'éducation. Cette activité est organisée par l'UIE.

-16 au 19 janvier : Réunion très importante du Conseil Central de l'ANEQ : des divisions importantes se font sentir sur le bilan que l'ANEQ a tracé de son action depuis la dernière lutte des prêts et bourses.

-6 février : Dans le cadre du 3e Front Commun des travailleurs-euses du secteur public, une manifestation à Québec regroupe près de 23 000 enseignants-es pour faire valoir, dans les négociations avec l'Etat-patron, leurs revendications. L'ANEQ appuie ce mouvement.

-25 février : Début de la grève des étudiants-es de sociologie et de psychologie de l'Université de Montréal. Ils / elles luttent contre les contingentements au niveau de la maîtrise.

-26 février : Manifestation des étudiants-es de Ste-Foy, Limoilou et Lévis-Lauzon devant le parlement québécois sous le thème : «pour le retour aux cours, un règlement favorable aux syndiqués-es!» Près de 300 étudiants-es y participent.

-9 mars : La 6e réunion du Conseil Central de l'ANEQ entérine une motion de non-confiance envers 3 des 4 membres de l'exécutif, après une

22 mars 1979 - 22 mars 1980

période de consultations et de débats intenses; les 3 personnes démissionnent de leurs postes.
-Mars-avril : Grève des étudiants-es en animation recherche culturelle (ARC à l'UQAM) contre le gel des admissions et la tutelle administrative de ce module. Au même moment, l'AGEUQAM organise la grève générale pour sa reconnaissance, contre une nouvelle politique d'inscription et pour appuyer ARC.
-22 mars : L'ANEQ fête son cinquième anniversaire. On reprend une tradition : celle de célébrer la fête nationale des étudiants-es du Québec... 5 000 personnes fêtent à Montréal, Sherbrooke et Chicoutimi.

1979: Campagne contre le chômage et relance de la lutte des prêts et bourses

Les premiers mois de l'année '79 avaient été marqués, dans le mouvement étudiant, par une certaine accalmie. Après la grève des prêts et bourses de novembre et décembre '78, les activités de l'ANEQ connaissaient une phase nouvelle où la mobilisation étudiante cédait temporairement le pas à une réflexion collective sur les événements précédents. C'était le temps, pensait-on, de tracer les bilans, de faire le point sur la situation qui prévalait dans les institutions scolaires, de remettre à jour les différents dossiers de l'ANEQ et de voir s'il serait possible, ultérieurement, de relancer la lutte des prêts et bourses.

C'est à la première partie du 10e Congrès de l'ANEQ que les associations étudiantes locales optèrent, considérant leur incapacité à enclencher une nouvelle mobilisation étudiante, de mettre un terme à l'idée de poursuivre, par la grève générale, la lutte des prêts et bourses. Mais, compte tenu des nombreux points à l'ordre du jour, il fallu ajourner le Congrès et convoquer une deuxième partie.

La deuxième partie du 10ème Congrès

La deuxième partie du 10e Congrès de l'ANEQ fut convoquée par le conseil central pour les 24 et 25 mars 1979. Ce Congrès, qui regroupait 39 associations étudiantes (dont 9 non-membres), s'est déroulé au CEGEP de Saint-Jean-Sur-Richelieu.

Après avoir élu une présidente et une secrétaire d'assemblée et adopté l'ordre du jour, les délégués-es eurent l'occasion de rediscuter de la position de l'ANEQ concernant les collèges privés. En effet, dans un Congrès antérieur, soit au 9e Congrès (1ère partie), l'ANEQ s'était prononcée pour un système d'enseignement unique et public. Cette position, qui signifiait indirectement que l'ANEQ était contre l'existence des collèges privés, ne faisait pas chez les congressistes l'unanimité. Les délégués-es du collège André-Grasset (une institution privée) invitèrent le Congrès à modifier sa position sur cette question et proposèrent de «remplacer un système d'enseignant unique et public par le libre choix pour tout étudiant de s'éduquer au secteur public ou au secteur privé». (1). Cet amendement apporté par les délégués-es du collège André-Grasset fut appuyé par seulement 4 associations étudiantes tandis que 18 le rejetèrent. La position de l'ANEQ sur les collèges privés demeurait donc la même. Mais le fait que l'ANEQ se soit prononcée contre l'existence des collèges privés n'empêchait nullement les associations étudiantes de ces institutions de s'impliquer activement au sein du mouvement étudiant national afin de faire valoir, au même titre que tous-tes les autres étudiants-es, leurs droits. Les étudiants-es des collèges privés vivaient des problèmes qui ressem-

(1)- Procès-verbal du 10e Congrès [2e partie] de l'ANEQ, les 24 et 25 mars 1979, p. 3.

blaient, à maints égards, aux problèmes vécus par les étudiants-es des institutions publiques. Mentionnons-en quelques-uns : prêts et bourses, droits pédagogiques (négociation des plans de cours, etc.), reconnaissance des associations étudiantes, etc. Et l'ANEQ considérait que la présence en son sein des associations étudiantes des collèges privés était une excellente chose! Par contre, les délégués-es des collèges privés seront amèrement déçus du fait que le Congrès de l'ANEQ ait rejeté leur amendement tout en conservant sa position initiale. A partir de là, les associations étudiantes des collèges privés commenceront à se sentir mal à l'aise au sein de l'ANEQ et certaines d'entre elles préfèreront délaisser leur participation aux activités du mouvement étudiant national.

Mais le débat sur les collèges privés n'était pas le seul point prévu à l'ordre du jour. Les délégués-es discutèrent plus à fond des grandes orientations de l'ANEQ à propos de la pédagogie, du Livre blanc ainsi que sur le chômage étudiant.

LA PEDAGOGIE : Le Congrès revendiqua, comme principe général, que les étudiants-es aient le droit de regard sur leur formation. Considérant que l'ANEQ devait approfondir son travail sur les questions pédagogiques, les délégués-es soutenèrent l'idée d'organiser un colloque sur ce thème afin de définir, à partir des discussions dans les associations étudiantes locales, des revendications communes à l'ensemble du mouvement étudiant.

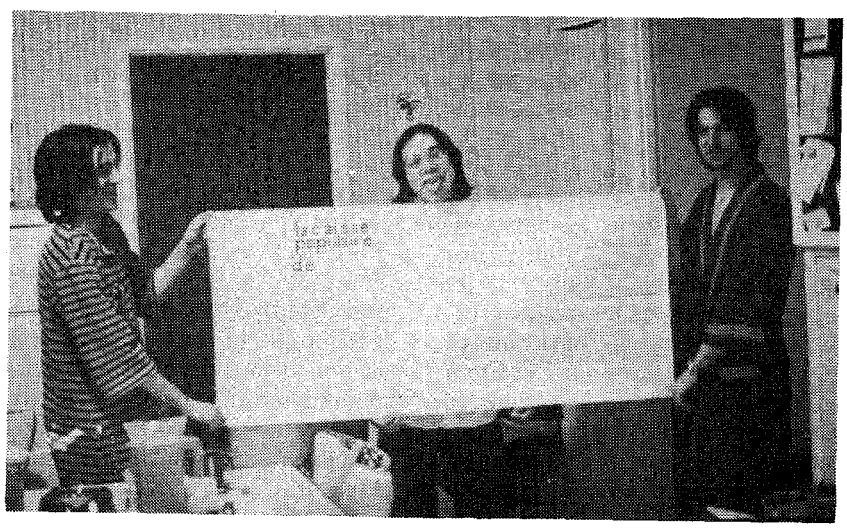
LE LIVRE BLANC : Dans le cadre de la campagne amorcée par l'ANEQ, depuis novembre '78, les congressistes invitèrent les associations étudiantes locales à demander aux différents syndicats locaux de dénoncer, par de multiples moyens, les mesures proposées dans le livre blanc du PQ et d'en exiger le retrait.

LE CHOMAGE ETUDIANT : L'ANEQ avait bien l'intention d'intensifier, pour la période estivale, son travail concernant le chômage étudiant. Depuis 1977, l'ANEQ avait produit des enquêtes (sondages, etc) et des analyses assez sérieuses sur cette question. Mais, en général, il n'y avait pas eu de gestes très concrets pour dénoncer cette situation qui empirait constamment. Les étudiants-es aussi, à l'instar de milliers de travailleurs-euses, étaient victimes des fermetures d'usines et, par ricochet, de la crise économique. Et comme l'été venait à grands pas... le Congrès vota qu'il y ait formation, dans chaque région, d'un comité régional pour lutter contre le chômage étudiant et de revendiquer, pour les étudiants-es, des emplois convenables qui servent les intérêts de la collectivité québécoise. Les objectifs visés par la formation de ces comités régionaux étaient simples :

1) Etablir, dans la lutte contre le chômage étudiant, une permanence d'été;
2) Mobiliser les étudiants-es chômeurs-euses afin de faire connaître à l'ensemble de la population les revendications étudiantes sur les prêts et bourses et le chômage étudiant;
3) Tendre à regrouper les étudiants-es du secondaire V avec ceux et celles des niveaux post-secondaires qui désiraient lutter pour des emplois d'été.

Le Congrès statuait, à la demande des délégués-es du CEGEP de Chicoutimi, sur le fait d'établir comme priorité de travail, et ce jusqu'au 11e Congrès, trois points bien précis : la lutte contre le livre blanc, la lutte contre le chômage étudiant et la question des contrats de service.

Par ailleurs, il faut se souvenir que lors de la première partie du 10e Congrès, seulement 1 des 5 postes à l'exécutif de l'ANEQ avait été comblé, soit celui de secrétaire-trésorier. Au 10e Congrès (deuxième partie) des élections eurent donc lieu afin de combler les 4 postes demeurés vacants. Les délégués-es étudiants-es acceptèrent d'élire les 4 candidatures proposées qui, préalablement, avaient obtenu l'assentiment de leur association étudiante et de leur Conseil régional. Outre M. Jean Latraverse qui lui avait été élu, du Congrès précédent, au poste de secrétaire trésorier, les 4 nouveaux membres de l'exécutif étaient : André Chabot, secrétaire à l'information; André Rémillard, officier spécial aux relations extérieures; Jean Perron, officier au programme; et Bernard Crustin, secrétaire général. Soulignons ici que deux semaines seulement après son élection, le nouveau secrétaire général de l'ANEQ, Bernard Crustin, démissionna de son poste pour des raisons personnelles.



Deux membres de l'exécutif de l'ANEQ, André Chabot [à gauche] et Jean Latraverse [au centre], reçoivent un chèque des mains de François Plourde, un militant de l'association étudiante du CEGEP de Chicoutimi, qui payait ainsi sa cotisation à l'ANEQ.

La commission Angers publie son rapport

C'est à la suite d'une décision du Conseil des ministres, le 29 juin '78, que fut créée officiellement, le 20 juillet, une commission d'étude sur les universités. Cette commission avait comme mandat d'étudier les différents problèmes que connaissaient les universités québécoises et de proposer au gouvernement, si cela s'avérait nécessaire, de modifier quelque peu son approche par rapport à ces institutions de «haut savoir».

Le rapport de la commission Angers (du nom de son président) comprenait, en tout, 7 volumes. Les commissaires avaient étudié le réseau universitaire sous tous ces angles : orientation des programmes, choix budgétaires du gouvernement quant au développement du réseau universitaire, rôle des universités vis-à-vis leur milieu, enquêtes statistiques détaillées sur l'accessibilité aux études post-secondaires, etc.

La Commission Angers faisait connaître publiquement, en mai 1979, les conclusions de ses recherches. Plusieurs d'entre elles correspondaient exactement aux revendications qu'avait mises de l'avant le mouvement étudiant québécois depuis presqu'au delà de vingt ans. Dans certains cas, les constats de cette commission d'étude étaient assez troublants. Voyons un peu...

ACCESSIBILITE A L'EDUCATION POST-SECONDAIRE : Dans le but de justifier les compressions budgétaires draconniennes dans le secteur de l'Education, les politiciens-ennes québécois-es (surtout les ministres) avaient amorcé une campagne afin de faire croire à la population qu'il y avait, dans ce secteur, du «gras» à couper. Rappelez-vous que le ministre Jacques-Yvan Morin avait affirmé, dans son Livre blanc, publié en novembre 1978, que le Québec avait un des meilleurs systèmes d'éducation en Occident et que désormais... il fallait miser sur l'excellence et non plus sur l'expansion. A en croire le ministre, nos efforts collectifs, en ce domaine, ne devaient plus porter sur l'accessibilité à l'éducation mais plutôt dans l'amélioration des programmes offerts. Il faut l'avouer... cette nouvelle orientation du gouvernement du Québec en matière d'éducation allait permettre, financièrement parlant, de réaliser d'importantes économies. Pourtant cette nouvelle approche n'était pas partagée par tous et toutes. Quelques mois plus tard, la Commission Angers tirait, elle, des conclusions qui étaient diamétralement opposées à celles du ministre Morin. Dénonçant les compressions qui avaient pour effet de réduire la croissance des effectifs étudiants, la Commission révélait dans son rapport «qu'environ 63% des étudiants francophones du secondaire V interrogés en 1972 (avaient) abandonné leurs études avant d'atteindre l'université ou le CEGEP III au cours de cette période». (2) Mais pire encore! La Commission constatait que notre système d'éducation contribuait à reproduire les inégalités sociales. Ainsi «pour les étudiants issus de milieu de professions libérales et de haute administration, cette probabilité (de poursuivre des études universitaires) est de 4 fois supérieure à celle des fils et filles d'ouvriers et de fermiers. Quant aux enfants des semi-professionnels et des cadres moyens, leurs chances d'accéder à l'université se révèlent deux fois plus élevées que celle des fils et filles d'ouvriers et de fermiers». (3) Pourtant, la classe ouvrière aussi paie des impôts! Donc, comme nous le démontre la Commission Angers, le choix de nos études n'est pratiquement déterminé que par le statut social de nos parents. Avec de telles conclusions, le ministre de l'Education aurait peut-être pu penser que la Commission avait été «manipulée» par les groupes «d'extrême-gauche»!

LA RECONNAISSANCE DES ASSOCIATIONS ETUDIANTES UNIVERSITAIRES : Analysant les difficultés que rencontraient les différentes associations étudiantes universitaires dans leur combat quotidien pour se faire reconnaître officiellement par les autorités administratives, la Commission Angers évaluait que l'on n'accordait pas beaucoup de place, dans le milieu universitaire, aux associations étudiantes. De ce côté, la Commission Angers soutenait que les associations étudiantes, surtout si elles possédaient des moyens financiers et techniques intéressantes, apporteraient assurément des contributions positives à leur milieu. «Dans un contexte social où le niveau de participation et de politisation des citoyens est déjà faible, explique la Commission Angers, comme c'est le cas au Québec actuellement, il apparaît d'autant plus important d'insister pour que l'organisation étudiante devienne un lieu de formation et d'initiation à la vie du citoyen». Puis, la Commission faisait remarquer que le simple fait «de donner plus de pouvoir aux organisations étudiantes devrait favoriser leur dynamisme, leur implication dans les affaires universitaires et dans celles de la collectivité toute entière, pour contribuer ainsi à former des étudiants plus engagés socialement». (4)

Par ailleurs, critiquant les orientations générales que les gouvernements cherchent à imposer dans le développement de l'éducation (c'est-à-dire : assurer une meilleure spécialisation des étudiants-es et ce, au détriment de leur formation générale), la Commission Angers, qui désirait mettre en garde nos «élus-es», constatait «l'échec notoire des pays qui ont favorisé l'industrialisation et le développement économique de leurs ressources matérielles sans assurer parallèllement le développement et les instruments de conscience de leurs populations». (5)

(2)- ***Commission d'étude sur les universités, Rapport Angers, [organisation du système universitaire], tome III, p. 11.***
(3)- *Ibid, p. 13.*
(4)- *Ibid, p. 156.*
(5)- ***Commission d'étude sur les universités, Rapport Angers, [comité de coordination], mai 1979, p. 33.***

Voilà, en gros, quelques conclusions que l'ANEQ pouvait assurément partager avec la Commission Angers. Sur l'essentiel, le gouvernement ne suivit en rien les recommandations de ce comité d'étude. Depuis sa publication, en mai 1979, ce rapport traîne... sur les tablettes.

Un mémoire contre les lois 24 et 25

En mai 1979, le gouvernement du Parti québécois avait annoncé son intention de procéder à l'adoption des projets de loi 24 et 25 qui allaient avoir comme conséquence de créer le Conseil des collèges (loi 24) et d'amender la loi des Collèges (loi 25) en vigueur depuis le 29 juin 1967.

Invitée à participer, les 4 et 5 juin, à une commission parlementaire, l'ANEQ, qui avait reçu tardivement cette invitation (soit le 18 mai), accepte tout de même d'y présenter un mémoire.

Dans son mémoire, l'ANEQ demanda, en premier lieu, au gouvernement de reporter à l'automne l'adoption de ces deux projets de loi. «Pourquoi, à cette période de l'année, alors que les étudiants ne sont plus dans les collèges, le gouvernement, pouvait-on lire dans le mémoire, veut-il précipiter la création du Conseil des collèges?» (6)

«En ce qui nous concerne, affirmera l'ANEQ, la réponse est simple : le gouvernement sent les désaccords de plus en plus nombreux envers ses politiques autant chez les étudiants, chez les professeurs que chez ses propres administrateurs. C'est pourquoi, soutenait l'ANEQ, le gouvernement veut passer ses projets aussi vite que possible afin de baîllonner toute opposition». (7)

Mais l'ANEQ accepta quand même de participer à cette commission parlementaire qu'elle qualifia par ailleurs de «fantoche», parce qu'elle espérait que les media d'information, normalement présents lors de telles réunions, informeraient les étudiants-es et la population de son opposition à ces deux projets de loi.

Ceci dit, l'ANEQ fit connaître sa position quant à la création, avec l'adoption de la loi 24, du Conseil des Collèges. Pour elle, la création de cet organisme allait tout simplement permettre «d'appliquer et de développer les politiques de crise contenues dans le Livre blanc». (8) En ce qui concerne le projet de loi 25, l'ANEQ, qui ne l'avait pas analysé en détails, critiquait plutôt l'orientation générale de certains amendements que le gouvernement désirait faire adopter au niveau de la loi des collèges. On y dénonçait, entre autres, le fait que le ministre de l'Education acquérait le pouvoir de déterminer et d'établir, de son propre cru, un programme scolaire dit «d'intérêt national». L'ANEQ voyait poindre à l'horizon l'imposition de certains cours obligatoires que le ministre Morin avait déjà annoncés dans son Livre blanc : un cours sur la civilisation québécoise et un autre portant sur l'économie du Québec.

Mais ce nouveau pouvoir ne donnait pas seulement au ministre de l'Education la possibilité d'imposer de nouveaux cours obligatoires. Avec l'adoption de la loi 25, le ministre obtenait les pleins pouvoirs qui lui manquaient pour faire adopter, par le Conseil des ministres, un règlement régissant le fonctionnement des études collégiales, en remplacement de l'ancien régime pédagogique.

Ainsi, lors de cette commission parlementaire, l'ANEQ dénonça ces deux projets de loi qui, somme toute, furent adoptés à la fin de juin 1979. Peu étoffé, le mémoire de l'ANEQ, qui n'avait que 7 pages, avait le défaut d'être beaucoup trop général et rempli de clichés.

Un programme sur la pédagogie

Conformément à une résolution adoptée lors de la deuxième partie de son 10e Congrès, l'ANEQ organisa, les 16 et 17 juin, un colloque sur la pédagogie. Plus de 26 délégations étudiantes participèrent à ce colloque dont les assises avaient lieu au CEGEP de Lévis-Lauzon.

De façon assez régulière, l'ANEQ avait été appelée, dans le passé, à se pencher sur des questions se rapportant directement à la pédagogie ou encore à appuyer des luttes étudiantes qui, parfois, remettaient en cause les horaires de cours, les surcharges de travail, les contingentements et les fermetures de concentrations, l'évaluation des travaux, les rapports professeurs-es / étudiants-es, etc. Même sans se mobiliser sur un de ces points, la plupart des étudiants-es avaient déjà vécu des difficultés de ce côté et, bien souvent, ils-elles ne savaient pas quoi faire pour les résoudre. Le colloque de l'ANEQ visait donc justement à déblayer le terrain et à établir les revendications des étudiants-es sur les grandes questions pédagogiques. Ainsi, l'ANEQ, avec cette activité, entreprenait d'approfondir ses analyses sur ce point et souhaitait que cette réflexion puisse contribuer à alimenter son programme sur la pédagogie.

Pour fin de discussion, le conseil central de l'ANEQ avait préparé un document intitulé «RAPPORT SUR LA PEDAGOGIE» et qui faisait ressortir, à partir d'une dizaine de points, quels pouvaient être les problèmes que rencontraient les étudiants-es dans le cadre de leurs cours. Les 10 points qu'abordait le texte «RAPPORT SUR LA PEDAGOGIE» étaient les suivants :

1) les forces en présence à l'école
2) le droit de regard sur la formation
3) l'évaluation
4) les contenus de cours
5) la surcharge
6) l'orientation
7) les horaires
8) le personnel
9) le contingentement et les fermetures
10) le matériel et locaux

Maintenant regardons de plus près quelle était l'analyse de

(6)- *Mémoire présenté à la commission parlementaire sur les projets de loi 24 et 25, reproduit dans l'aneq-INFORME, vol. 4, no 2, le 26 novembre 1979, p. 23.*
(7)- *Ibid, p. 23.*
(8)- *Ibid, p. 24.*

l'ANEQ sur, précisément, deux de ces questions (les plus importantes dans cette démarche !), soient les forces en présence à l'école et le principe du droit de regard sur notre formation.

1) Les forces en présence : Pour l'ANEQ, les CEGEPS ne sont évidemment pas constitués seulement d'étudiants-es. On y retrouve également des employés-es de soutien, des professionnels-les non enseignants, des professeurs-es et des administrateurs-trices. Les étudiants-es ne peuvent donc, dans ce milieu, vivre en vase clos. Mais ici la question que pose ouvertement l'ANEQ dans sa lutte pour la défense des droits pédagogiques des étudiants-es c'est : «avec qui s'allier?». D'abord, pour l'ANEQ, pas question de s'allier avec les administrations locales puisque ces dernières constituent, en fait, les courroies de transmission par excellence pour le gouvernement dans l'application de ses politiques : coupures budgétaires, rentabilisation de l'enseignement, sélection idéologique et économique effectuées au détriment des étudiants-es, etc. Les professeurs-es et les employés-es de soutien constitueraient, selon l'ANEQ, des alliés-es bien plus sûrs. Et d'ailleurs, historiquement, les professeurs-es ont déjà mené des luttes sur des questions pédagogiques, gagnant même la mise sur pied, dans l'ensemble des institutions scolaires de niveau collégial, des commissions pédagogiques. Bien qu'il y ait, occasionnellement, certaines frictions avec les enseignants-es (comme par exemple dans la négociation des plans de cours), il n'en demeure pas moins que les étudiants-es ont tout intérêt à s'assurer la coopération de leurs professeurs-es dans cette lutte pour une pédagogie plus ouverte et plus progressiste.

2) Le droit de regard sur notre formation : Constatant que les étudiants-es n'avaient pratiquement aucun contrôle sur leur formation académique et que le gouvernement tendait de plus en plus à ne réajuster les programmes scolaires uniquement qu'en fonction des besoins de l'entreprise, l'ANEQ considérait que la formation académique qu'acquéraient les étudiants-es devait être plus polyvalente. C'est pourquoi elle mettait de l'avant les 2 revendications suivantes :

1) La formation de comités paritaires profs-étudiants-es au niveau départemental ayant pour but de définir les contenus de cours et les différentes méthodes pédagogiques à utiliser. Ces comités paritaires auraient la tâche également d'étudier les programmes de cours et au besoin d'organiser des luttes pour les faire modifier;
2) La liberté de choisir les cours facultatifs.

Dans l'ensemble, l'élaboration de nouvelles revendications sur les questions pédagogiques, par le colloque de l'ANEQ, visait essentiellement à lutter contre une éducation qui, à bien des égards, apparaissait comme étant sexiste, discriminatoire et qui, bien souvent, ne collait aucunement à la réalité quotidienne. Trop souvent, les programmes scolaires qui sont offerts aux étudiants-es contribuent à les décourager et, parfois même, en arrivent à leur faire remettre en question leur orientation académique ou pire encore... la poursuite de leurs études.

En ce sens, le colloque de l'ANEQ sur la pédagogie avait rappelé que cette question était intimement liée à la lutte pour l'amélioration générale des conditions de vie des étudiants-es. La lutte pour le droit à l'éducation ne passait pas seulement par l'amélioration du régime des prêts et bourses ou encore par l'obtention de la gratuité scolaire; ça signifiait aussi, dans les faits, de lutter pour augmenter la qualité de notre éducation. Telle était, d'ailleurs, une des grandes conclusions qu'avaient retenues les délégués-es étudiants-es qui participaient à ce colloque de l'ANEQ, en juin 1979.

Chômage étudiant : on organise des moyens de pression...

Comme on a pu le remarquer dans les textes précédents, depuis quelques années, l'ANEQ avait amorcé un travail sur le chômage étudiant. Mais, en général, ce travail n'avait pas dépassé le stade des enquêtes ou de la simple conférence de presse que tenait annuellement l'ANEQ pour dénoncer ce fléau qui frappait de plus en plus d'étudiants-es.

Tirant les acquis de ces expériences passées, les délégués-es présents-es à la deuxième partie du 10e Congrès, dans l'espoir d'accentuer le travail de l'ANEQ de ce côté, avaient appuyé une proposition afin que les conseils régionaux impulsent, dans leurs régions respectives des comités de lutte contre le chômage étudiant. A la fin de l'été, le bilan que fera l'ANEQ de son travail sur cette question sera relativement simple à dresser : en fait, il y avait seulement le conseil régional de Montréal qui avait réellement répondu à cet appel lancé par le 10e Congrès (deuxième partie).

En effet, le 31 mai, le conseil régional de Montréal, en collaboration étroite avec le conseil central de l'ANEQ, mettait sur pied, lors d'une assemblée publique qui regroupait environ 140 personnes, le Comité Chômage Etudiant. Deux organisations populaires, qui soutenaient cette initiative, participaient à la rencontre, soit le comité de lutte pour le droit à la santé à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont et le mouvement S.O.S. - Garderies (un regroupement d'une douzaine de garderies populaires).

Avant la création officielle de ce comité, le conseil central de l'ANEQ avait, à partir de la fin mars, entamé une campagne contre la loi C-14 qui visait essentiellement à rendre plus difficile l'accès aux prestations d'assurance-chômage. On avait ainsi organisé une tournée (kiosques d'information, pétitions, etc.) pour sensibiliser les étudiants-es face au chômage qui les frappe de plus en plus. Puis au début d'avril, dans le cadre d'une importante manifestation organisée principalement par

des groupes populaires contre la loi C-14, l'ANEQ réussissait à mobiliser sous sa bannière plus de 300 étudiants-es.

La mise sur pied, le 31 mai, du Comité Chômage Etudiant correspondait donc, pour l'ANEQ, à une nouvelle étape, soit celle de consolider, pour la période estivale, sa lutte contre le chômage étudiant.

Le Comité Chômage Etudiant s'acharnait, pendant tout l'été, à exercer des pressions soit contre certains ministères (Education, Affaires Sociales) ou contre le Service de Placement Etudiant du Québec qui, à cette époque, n'avait réussi à trouver que 15,000 emplois pour les 100,000 étudiants-es inscrits-es à ce service gouvernemental.

Ainsi, le 1er juin, le Comité Chômage Etudiant participe, à l'invitation du mouvement S.O.S. -Garderies, à une rencontre avec des hauts fonctionnaires du ministère des Affaires Sociales pour défendre des projets au niveau des garderies populaires. Ces projets s'adressaient principalement aux étudiants-es qui étaient à la recherche d'un emploi. Le 4 juin, le Comité Chômage Etudiant, qui tient sa première assemblée générale, adopte un programme de revendications et les statuts du comité. A cette assemblée générale, on annonce également que la garderie Maman-Travaille a obtenu, suite aux pressions exercées contre le ministère des Affaires Sociales, un projet qui permettra de créer 7 emplois pour les étudiants-es. Le 12 juin, le Comité soumet aux responsables du Service De Placement Etudiant, deux nouveaux projets; un des responsables de ce Service de Placement confie aux étudiants-es que leur objectif est de maintenir le taux de chômage au niveau de l'année précédente. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les responsables de ce service n'étaient pas très ambitieux! Quant aux deux projets soumis par le Comité, les responsables du Service de Placement n'y donneront aucune suite. Par ailleurs, le 18 juin, le Comité Chômage Etudiant organise l'occupation des bureaux du ministre de l'Education, M. Jacques Yvan Morin, pour que celui-ci abolisse, au niveau du régime des prêts et bourses, la contribution minimale de l'étudiant-e. De plus, les occupants-es demandent à rencontrer le ministre pour discuter, avec lui, de la situation financière des étudiants-es. Le 21, une rencontre a lieu, avec des hauts fonctionnaires travaillant au ministère de l'Education, afin de discuter des doléances étudiantes contre le régime des prêts et bourses. Le Comité tracera un bilan assez négatif de cette rencontre.

Le 24 juin, à l'occasion de la fête nationale des Québécois-es, le Comité publie, dans le but d'élargir ses appuis, un journal dont le nom est : **LE MODE D'EMPLOI.**

Le 27 juin, le Comité organise une troisième assemblée publique pour tracer un bilan de ses activités et pour tenter d'intensifier les moyens de pression. Seulement 75 personnes assistent à cette réunion.

Enfin, le Comité Chômage Etudiant mettra un terme à ses activités, le 13 juillet, par la tenue d'une soirée de solidarité à laquelle participaient près de 250 personnes. Précisons ici que si le Comité Chômage Etudiant mettait un terme à ses activités, ce n'était pas parce qu'il n'était plus capable de mobiliser les étudiants-es; cela était principalement dû au fait que la saison estivale était assez avancée et que les militants-es du Comité souhaitaient également se dénicher un emploi comme tous-tes les autres étudiants-es.

Dans son bilan, le Comité affirmera que cette expérience lui fut très enrichissante. «De cette existence, nous ne pouvons en tirer qu'une bonne expérience de lutte, en plus des quelques emplois que nous avons gagnés. Le travail du Comité a permis de développer nos moyens de lutte, d'approfondir notre recherche sur le problème de chômage étudiant, d'informer minimalement la population, de concrétiser nos liens avec des organisations populaires et syndicales (syndicat des cols bleus, S.O.S. -Garderies, comités de locataires, etc.)». (9)

Par ailleurs, mentionnons que pour l'ANEQ l'existence d'un tel comité avait représenté, pour elle, une grande première dans son histoire. Grâce au travail d'enquête et aux activités de ce comité, l'ANEQ put, par la suite, étoffer ses principaux dossiers sur la situation financière des étudiants-es et travailler à remobiliser les étudiants-es contre les déficiences du régime des prêts et bourses. Malgré tout, dans les années à venir, le chômage étudiant continuera à s'aggraver et à représenter une plaie toujours plus grande pour l'ensemble des étudiants-es du Québec.

Le Conseil Central élargi des 22 et 23 septembre

Les délégués-es de plus d'une vingtaine d'associations étudiantes se sont rencontrés, dans le cadre d'un conseil central élargi, pour discuter des objectifs de travail pour la session d'automne '79 et pour établir les grands axes à suivre d'ici la tenue du 11e Congrès de l'ANEQ.

Considérant que la principale tâche des associations étudiantes était de briser les barrières financières pour améliorer l'accès à l'éducation, les délégués-es avaient convenu que leur principale priorité de travail devait porter sur la question des prêts et bourses. Cette analyse des délégués-es présents-es à cette activité fera en sorte que l'ANEQ délaissera temporairement son travail sur les autres revendications étudiantes. Un peu plus tard, plusieurs associations locales lui reprocheront ce fait et utiliseront cette erreur pour discréditer le travail général du conseil central de l'ANEQ.

Par ailleurs, soulignons que le plan de travail qui a été conçu lors de ce conseil central élargi avait été élaboré en fonction des acquis de la lutte des prêts et bourses de 1978. Il était divisé, comme l'avait rapporté **le québec-ETUDIANT**, en deux parties : «la première consistait en un travail d'information sur la

(9)- «Bilan du comité chômage-étudiant de la région de Montréal», le québec-ETUDIANT, vol. 3, no 1, septembre 1981, pp. 4 et 5.

condition financière de l'étudiant. Le travail (pouvait) prendre la forme de tracts, de journaux, d'assemblées d'information ou de débats-midis. (...) La deuxième partie du plan de travail (voulait) faire en sorte que les associations locales aient des mandats par rapport à la question des prêts et bourses. Cette partie du plan de travail (venait), concluait-on, chapeauter tout le travail d'information. Avant d'en arriver à cette phase, il est nécessaire que les débats se soient menés suffisamment». (10)

Le conseil central élargi accorda également une très grande place à la lutte des travailleurs-euses du secteur public (le 3ème Front Commun depuis 1972) contre les politiques gouvernementales dans les secteurs de l'éducation et des affaires sociales. Les délégués-es évaluaient que cette lutte allait dans le sens de la défense des intérêts de l'ensemble de la communauté québécoise contre un Etat qui, depuis le tournant des années '70, s'afférait à détériorer les conditions de vie de tous et toutes. Et les étudiants-es, comme l'indiquaient les délégués-es à cette réunion, ne pouvaient être à l'extérieur de ce débat.

De plus, avec la mobilisation de plus de 200,000 travailleurs-euses dans le secteur public, l'ANEQ analysait que la conjoncture lui était maintenant plus que favorable pour relancer la lutte des prêts et bourses et obtenir ainsi des gains supérieurs à ceux qu'elle avait arrachés lors de la grève de novembre 1978. L'ANEQ travaillera donc à axer sa stratégie de mobilisation en fonction de celle que développera le Front Commun des 3 centrales syndicales. Pour l'ANEQ, le déroulement de ces événements était à suivre... avec une grande attention!

Pour le mouvement étudiant, le prochain rendez-vous prévu à son «horaire» était le 11e Congrès de l'ANEQ qui devait avoir lieu les 13 et 14 octobre. D'ici là, les associations locales avaient beaucoup de travail à effectuer pour enraciner, au sein de la population étudiante, leurs revendications et dresser, par la même occasion, des perspectives claires de travail afin de faire avancer la cause étudiante. Le prochain Congrès s'en venait à grands pas...

Le 11ème Congrès de l'ANEQ

Le 11e Congrès de l'ANEQ avait lieu au CEGEP de Chicoutimi les 13 et 14 octobre 1979. Près de 200 personnes participaient à ce Congrès dont à peu près une centaine de délégués-es représentant officiellement 40 associations étudiantes (26 membres de l'ANEQ). L'ordre du jour se composait, en gros, des questions suivantes : prêts et bourses, Front Commun, finances, question nationale, pédagogie et répression. Essentiellement, le Congrès porta sur la nécessité de relancer la lutte des prêts et bourses et des moyens de pression à utiliser pour y parvenir.

Le Congrès débuta par le discours d'ouverture du conseil central qui était, en fait, un bilan des principales activités que l'ANEQ avait effectuées depuis le 10e Congrès. Lu par M. André Rémillard, membre de l'exécutif, le bilan rappelait qu'à la suite de la lutte des prêts et bourses, «le mouvement étudiant (était) entré dans une période de démobilisation qui s'(était) manifestée particulièrement par le défaitisme dans nos rangs. Le courant n'a pas épargné les militants et c'est seulement au 10e Congrès, les 23 et 24 mars, que l'organisation du mouvement étudiant a secoué cette torpeur et marqué des pas en avant contre le défaitisme». (11) De cette analyse, le conseil central concluera que le mouvement étudiant québécois était fin prêt à se remobiliser contre le régime des prêts et bourses.

«Faire le point, s'organiser et se préparer à la lutte des prêts et bourses : voilà donc la tâche principale que le c.c. propose au Congrès. Et pour ce, il faudra tirer profit au maximum, disait-on, des leçons de la lutte de l'an passé.» (12)

Après la lecture du rapport du conseil central, un débat assez houleux s'engagea car plusieurs associations étudiantes ne partageaient pas le point de vue de la direction de l'ANEQ sur un certain nombre de questions. Le rapport fut adopté par une faible majorité (10 pour, 8 contre et 7 abstentions), ce qui démontre assez bien qu'à ce moment là, les consensus étaient de plus en plus difficiles à obtenir au sein de l'ANEQ. La division entre les associations étudiantes, qui était apparue peu après la lutte des prêts et bourses, commençait réellement à prendre corps et à se manifester plus ouvertement.

Déjà, pendant la période estivale, le RAEU avait manifesté le désir de se retirer officiellement de l'ANEQ (comme comité de travail) et de s'incorporer pour créer une association étudiante nationale de niveau universitaire seulement. Ne partageant plus les grandes orientations générales qui guidèrent les revendications et les actions de l'ANEQ, le RAEU, plutôt que de mener le débat à l'intérieur des instances de l'ANEQ, préférait choisir le chemin le plus facile, soit celui de la division. Le conseil central de l'ANEQ évaluait, quant à lui, que cette position du RAEU «ne fera que réjouir le gouvernement puisque cela accentuerait la division alors que ce que le gouvernement redoute c'est une lutte unifiée». (13)

Par ailleurs, le RAEU reprochait à l'ANEQ, ou à tout le moins, à sa direction, d'être noyautée par des «marxistes-léninistes». Et l'ANEQ, elle, accusait la direction du RAEU d'être à la solde du Parti québécois... et ainsi de suite. Bien qu'il y ait certains fondements à ces accusations, le problème s'avérait beaucoup plus complexe que cela. En fait, ce qui motivait les dirigeants-es du RAEU à agir ainsi, c'était qu'à l'intérieur de l'ANEQ ils-elles étaient en minorité parce que les CEGEPS étaient, uniquement sur le plan quantitatif, plus nombreux que les universités. Les dirigeants-es du

(10)- «Les 22 et 23 septembre derniers...», le québec-ETUDIANT, vol. 3, no 2, octobre 1979, p. 5.
(11)- Discours d'ouverture du conseil central, annexé au procès-verbal du 11e Congrès national [1ère partie], p. 1.
(12)- Ibid, p. 4.
(13)- Ibid, p. 6.

RAEU ne pouvaient donc pas faire passer n'importe quoi à l'ANEQ. Méprisant les associations étudiantes du niveau collégial et refusant de se plier à la loi de la majorité, le RAEU choisit de travailler à isoler, à un moment où l'unité du mouvement étudiant était plus qu'essentielle, les associations étudiantes universitaires de celles du niveau collégial.

D'autre part, certaines associations étudiantes, influencées par des militants-es du Groupe Socialiste des Travailleurs (GST), avaient commencé à intervenir, au sein de l'ANEQ, de façon plus structurée. Ainsi, les délégués-es de l'AGEU QAM à l'ANEQ (pro-GST) avaient, le 20 septembre, soit 3 semaines avant le 11e Congrès, publié un journal de 4 pages et qui était intitulé «Manifeste pour l'ANEQ». Dans ce manifeste, les militants-es de l'AGEUQAM, qui dénonçait les membres de l'exécutif et du conseil central en les qualifiant «d'apprentis-bureaucrates», affirmaient que l'ANEQ était dépassée par le mouvement étudiant et qu'elle ne savait plus où donner de la tête. «Les positions de l'exécutif et du c.c. sont battues en brèche. L'incompétence de l'équipe en place devient sujet de plaisanteries. Les Congrès spéciaux et conseils centraux élargis se transforment, soutenaient les représentants-es de l'AGEUQAM, en un terrain d'affrontements violents entre ceux qui exigent que l'ANEQ définisse des perspectives de lutte et l'exécutif qui tente de récupérer le mouvement.» (14)

Cette version des faits, décrite par la délégation de l'AGEUQAM, ne correspondait pas tout à fait à la réalité et était considérée par plusieurs comme étant assez démagogique. Le conseil central de l'ANEQ y répondra, dans son rapport, en rétorquant ce qui suit : «Le manifeste accuse la direction de l'ANEQ d'être la cause de 'l'échec' de la lutte des prêts et bourses. Si on suit cette 'logique', doit-on conclure que la direction de l'AGEUQAM est responsable de la non-reconnaissance de l'association alors qu'en réalité c'est l'adminstration de l'UQAM qui est responsable?». (15)

Après l'adoption du rapport du conseil central, les délégués-es discutèrent à nouveau du régime des prêts et bourses. Le conseil central proposa, par la suite, de faire de la lutte des prêts et bourses la grande priorité de travail pour l'année à venir. L'association étudiante du CEGEP de Rimouski apporta un amendement à cette proposition. L'amendement, qui fut adopté par la grande majorité des associations étudiantes précisait «que les deux priorités de l'ANEQ pour la prochaine période (seraient) la lutte des prêts et bourses et la réorganisation».

Un plan de travail fut adopté pour relancer la lutte des prêts et bourses et prévoyait la tenue, pour les 18 et 19 novembre, d'un Congrès spécial pour réévaluer cette démarche. Entretemps, les associations locales, conjointement avec les différentes instances de l'ANEQ, avaient la tâche d'entreprendre une campagne d'information et de tenir des assemblées générales pour tâter le pouls de leurs membres sur cette question et pour appuyer également la lutte du Front Commun. En effet, le 11e Congrès avait appuyé les revendications des syndicats du secteur public (Front Commun), alors en négociation avec le gouvernement.

Mais la proposition qui fut certainement la plus débattue fut, sans aucun doute, celle qui demanda la destitution du conseil central de l'ANEQ. Cette résolution occasionna un débat qui dura plusieurs heures et au cours duquel les tensions et l'amertume prirent, à maintes reprises, le dessus. Finalement, cette proposition fut rejetée par une assez mince majorité (9 pour, 12 contre et 4 abstentions). Le Congrès se termina ainsi.

Les délégués-es convoquèrent, pour s'assurer que les discussions aient lieu sur les autres points non abordés à l'ordre du jour, une deuxième partie à ce Congrès. C'est le conseil central de l'ANEQ qui avait la responsabilité de fixer ce prochain rendez-vous. Mais d'ici-là, d'autres activités allaient accaparées les énergies des militants-es étudiants-es; la relance de la lutte des prêts et bourses n'allait pas se faire toute seule!

Le Congrès spécial sur les prêts et bourses

Le Congrès spécial de l'ANEQ avait lieu au CEGEP de Thetford Mines, les 17 et 18 novembre 1979. Convoqué par les délégués-es du 11e Congrès (première partie) pour tracer le bilan de la relance de la lutte des prêts et bourses, le Congrès spécial de l'ANEQ, qui regroupait 37 associations étudiantes (24 membres de l'ANEQ), constatait plutôt que, dans son ensemble, le mouvement étudiant n'était plus en mesure de remobiliser les étudiants-es sur cette question. La déception et le défaitisme étaient... de plus en plus évident.

Le conseil central de l'ANEQ proposa aux délégués-es étudiants-es un plan de travail qui évacuait littéralement la possibilité de faire, dans l'immédiat, la grève générale. Comment expliquer ce fait? Selon le conseil central, cette situation s'expliquait parce que, à la base, «l'information n'a pas été faite partout, et là où elle l'a été, elle le fut inégalement. Cette inégalité de la quantité et de la qualité de l'information explique, en partie, que seulement 14 AGE se sont prononcées sur les prêts et bourses». (16)

Le plan d'action soumis par le conseil central suscita, sur le plancher du Congrès, de vives réactions. En fait, chez les associations étudiantes, outre les courants idéologiques qui apparaissaient occasionnellement, on pouvait percevoir deux grandes tendances : il y avait d'une part, les associations étudiantes «mandatées» pour faire la grève et qui étaient prêtes à l'action et celles

*(14)- **Manifeste pour l'ANEQ**, produit par la délégation de l'AGEUQAM à l'ANEQ, le 20 septembre 1979, p. 2.*
*(15)- **Discours d'ouverture du conseil central**, op. cit. p. 6. Cette association étudiante non reconnue, c'est évidemment l'AGEUQAM.*
(16)- Procès-verbal du Congrès spécial sur les prêts et bourses, voir le bilan du conseil central [annexe 2].

qui étaient sans mandat donc dans l'impossibilité de s'engager dans un quelconque mouvement de grèves. Le fossé entre ces deux tendances était relativement grand!

Les délégués-es convinrent tout de même de continuer le travail sur cette question mais sans voter le déclenchement de la grève générale. Dans son plan de travail, le conseil central proposa d'accentuer le travail à la base pour que les étudiants-es, dans les assemblées générales locales, aient la possibilité de se prononcer, à nouveau, sur les revendications et les moyens d'action proposés par l'ANEQ. Le plan de travail de l'ANEQ invitait également les associations étudiantes locales à entreprendre si elles considéraient qu'elles étaient en mesure de le faire, des moyens d'action mais, cette fois, sur une base locale et-ou régionale. Les objectifs de ces actions devaient être, selon le conseil central, de renforcer la campagne d'information parmi les étudiants-es, d'aller chercher l'appui de la population, d'appuyer concrètement le Front Commun et de demander une rencontre avec le ministère de l'Education.

Un conseil central élargi était prévu, par le conseil central de l'ANEQ, pour les 1er et 2 décembre, afin que les associations étudiantes locales puissent juger, à ce moment-là, de l'état du mouvement étudiant. C'était un rendez-vous à ne pas manquer!

Le 11ème Congrès (deuxième partie)

Regroupant quelque 31 associations étudiantes (23 membres de l'ANEQ), le Congrès de l'ANEQ, qui avait lieu au CEGEP Lionel-Groulx, les 1er et 2 décembre '79, décida, comme priorités de travail pour l'année à venir, de poursuivre voir même d'intensifier ses interventions à deux grands niveaux : les prêts et bourses et la réorganisation. Le plan de travail adopté par les délégués-es présents-es à cette activité était fidèle à cet esprit.

Mais depuis quelques mois, en fait depuis la fin de la lutte des prêts et bourses, le mouvement étudiant était confronté à de nouvelles difficultés : la mobilisation étudiante était à son plus bas niveau (on était dans le creux de la vague) et le défaitisme régnait chez les militants-es étudiants-es. En somme, il y avait de gros problèmes à surmonter et la direction de l'ANEQ en était bien consciente.

Ainsi, dans son rapport moral, le conseil central avait invité les associations étudiantes à combattre ce défaitisme et considérait qu'il n'y avait qu'un seul moyen pour y arriver : **l'unité du mouvement étudiant.**

«Pour contrer le défaitisme, disait-on, nous devons continuer le travail déjà amorcé, ramener aux étudiants l'expérience du mouvement qui nous montre que la seule façon d'obtenir des gains c'est par la lutte, continuer à renforcer nos organisations.» (...)

«Construire l'unité du mouvement, c'est faire tout le travail possible pour que le débat se mène largement autour des orientations proposées. La campagne sur le programme de l'ANEQ, soutenait-on, permettra de renforcer l'unité des étudiants, (...) autour du programme de l'ANEQ.»

Puis le conseil central de l'ANEQ proposa au Congrès ce qui suit :

- continuer le travail amorcé sur les prêts et bourses
- débattre des revendications immédiates sur la pédagogie afin de les incorporer aux autres revendications
- préparer la campagne sur le programme (17)

Avec cette campagne, on voulait créer une dynamique nouvelle dans le mouvement étudiant : faire en sorte que les étudiants-es de la base soient plus directement impliqués-es dans le choix des orientations générales avancées par leur association étudiante et aient, par la même occasion, un meilleur contrôle sur leur association étudiante nationale.

Le Congrès manifestait le désir également d'entreprendre au niveau local, pour la session d'hiver '80, une période de discussions et de débats sur le programme de l'ANEQ. Pour s'assurer que cette campagne de consultation soit bien entamée, les délégués-es étudiants-es avaient indiqué que les priorités qu'ils-elles avaient choisies à ce Congrès n'étaient pas quelque chose de figé dans le béton et pouvaient être facilement modifiables. C'était, pensait-on, aux étudiants-es d'en décider!

De plus, à ce Congrès, les délégués-es élirent M. Jacques Beaupré au poste de secrétaire général de l'ANEQ. Rappelons que ce poste avait été laissé vacant par l'ancien secrétaire général, M. Bernard Crustin.

Peu après son élection, le nouveau secrétaire général, M. Jacques Beaupré, déclara, dans un interview qu'il accordait au journal de l'ANEQ **le québec-ETUDIANT**, que sa tâche principale allait être d'appliquer le plan de travail voté par le 11e Congrès (deuxième partie). «Le Congrès a décidé de faire tout un travail sur le programme de l'ANEQ et sur la priorité. On va travailler là-dessus, affirmait-il. Ca veut dire que d'ici au 21 janvier on va préparer des textes, des dossiers sur les 5 grands points au programme et on va les faire parvenir à tous les étudiants. Après, jusqu'au 15 février, il y aura la campagne sur la priorité et beaucoup d'assemblées générales à couvrir. Puis, ajoutait-il, il va falloir ajuster notre travail aux décisions des A.G.E. Après c'est le débat sur les points du programme de l'ANEQ jusqu'au 29 mars où le Congrès va modifier le programme avec la décision des A.G.E. Il y aura beaucoup d'information sur la question nationale et un Congrès spécial les 1er et 2 mars.» (18)

En somme, le 11e Congrès (deuxième partie) de l'ANEQ avait voté un plan de travail assez ambitieux dont l'objectif premier était de permettre à l'ensemble des étudiants-es de participer à l'élaboration du pro-

*(17)- **Rapport du conseil central à l'occasion de la deuxième partie du onzième Congrès de l'ANEQ tenue à Ste-Thérèse** [CEGEP Lionel-Groulx] le 1er décembre 1979, p. 6.*

(18)- «Interview avec le nouveau secrétaire général de l'ANEQ», le québec-ETUDIANT, vol. 3, no 4, décembre 1979, pp. 4 et 5.

gramme de l'ANEQ et de définir la ou les grandes priorités de travail de **leur** association nationale. Allait-on réussir à accomplir cet ambitieux plan de travail? Les étudiants-es des associations étudiantes locales répondront-ils-elles positivement à cette démarche de l'ANEQ? Seul l'avenir nous le dira...

Trois membres de l'exécutif doivent démissionner

Le 9 mars 1980, le conseil central de l'ANEQ votait à l'intention de 3 des 4 membres de l'exécutif une motion de non-confiance.

Déposée au conseil central qui avait eu lieu précédemment, soit le 23 février, la motion de non-confiance visait à forcer messieurs Jean Latraverse, André Chabot et André Rémillard à démissionner de leur fonction. Le libellé de la proposition, qui résume l'essentiel des griefs qu'entretenaient certaines associations étudiantes envers ces personnes, se lisait comme suit :

- Attendu que l'exécutif élabore ses propres positions et les publicise comme étant les positions des étudiants du Québec, sans consultation préalable des associations locales;
- Attendu que l'exécutif ne tient pas compte des positions prises par les associations locales ou des conseils régionaux quand ces positions sont dissidentes des siennes;
- Attendu que cet exécutif ne réussit pas à jouer son rôle de conciliateur entre les différents courants présents au sein du mouvement étudiant, alimentant même les dissensions à l'intérieur de celui-ci par une attitude de dénigrements face aux positions dissidentes de celle du conseil exécutif;
- Attendu que cet exécutif fait de vaines tentatives de rapprochement avec le RAEU;
- Attendu que **le québec-ETUDIANT** ne reflète pas les opinions et les préoccupations des étudiants, que ce journal est axé sur les attaques contre le «PQ-parti bourgeois», que ce journal n'est pas ouvert à la dissidence;
- Attendu qu'on ne peut associer Jacques Beaupré, le secrétaire-général de l'ANEQ aux faits précités puisqu'il affirme ouvertement sa dissidence face aux positions de la majorité de l'exécutif de l'ANEQ :
  - Conséquemment, nous proposons que le conseil central retire sa confiance dans l'exécutif (c.e.), à l'exclusion de Jacques Beaupré, secrétaire général de l'ANEQ. (19)

Comme on a pu le remarquer, ce n'était pas les critiques qui manquaient! Etaient-elles justifiées? Quoi qu'il en soit le débat autour de cette proposition ne devait pas se limiter seulement qu'aux membres du conseil central; les associations étudiantes aussi, par l'entremise des conseils régionaux, étaient appelées à y intervenir directement afin de mettre un terme aux divisions qui régnaient, depuis quelques mois, au sein de l'exécutif et du conseil central.

D'ailleurs, la décentralisation de ce débat avait été quelque peu imposée par ceux-là même qui étaient visés par la motion de non-confiance. Ainsi, au moment où la proposition fut déposée sur la «table» par André Careau (délégué du conseil régional de Québec) et appuyée par Yanik Crépeau (délégué du conseil régional du Centre Ouest du Québec), plusieurs membres du conseil central avaient indiqué leur intention d'en disposer immédiatement puisque, selon eux-elles, cette motion de non-confiance s'imposait depuis longtemps. Pour d'autres, il importait que les conseils régionaux en soient saisies avant que le conseil central ait à trancher sur la question. Finalement, les tenants-es de la deuxième option, qui étaient minoritaires, préférèrent se retirer du conseil central, ce qui eut pour résultat de faire perdre le quorum et amena automatiquement la levée de la réunion. Cette tactique força donc les délégués-es du conseil central à décentraliser le débat puisque maintenant ils-elles se devaient de l'amener, malgré eux-elles, dans les instances inférieures. Les conseils régionaux de l'ANEQ allaient donc se pencher sur cette motion de non-confiance et mandater officiellement leurs représentants-es sur cette question.

Rappelons que ce débat n'était pas arrivé de façon spontané; il avait cours dans l'ANEQ depuis déjà quelques mois. Peu après la lutte des prêts et bourses, des divisions intestines importantes apparurent au sein de l'ANEQ. En gros, les critiques contre la direction de l'ANEQ, adressées en particulier au conseil exécutif, se résumaient au fait que la lutte des prêts et bourses avait été un échec pratiquement sur toute la ligne et on reprochait au conseil central d'avoir été incapable de coordonner correctement les actions étudiantes. Certains-es ne limitaient leurs critiques qu'à une seule accusation mais elle était de taille : ils-elles dénonçaient le contrôle politique et idéologique du Parti Communiste Ouvrier (PCO) (20) sur l'ANEQ. En fait, les trois militants étudiants qui étaient visés par la motion de non-confiance étaient, tous les trois, des sympathisants actifs de cette formation politique dite «d'extrême-gauche». Plusieurs militants-es de l'ANEQ voyaient donc se profiler à l'horizon l'ombre du PCC(ml) mais sous une forme nouvelle.

Le PCO avait gagné, lors de la lutte des prêts et bourses, des appuis importants auprès de la population étudiante. Pour beaucoup de militants-es étudiants-es, désenchantés-es du discours péquiste, le PCO offrait une alternative valable et sérieuse. Le PCO avait réussi à faire élire, assez ouvertement d'ailleurs, plusieurs de ses sympathisants-es au sein de délégations étudiantes locales (Vieux-Montréal jour, Vieux-Montréal soir, Maisonneuve, Montmorency, etc.) et leur influence était particulièrement forte au niveau de

(19)- Procès-verbal de la cinquième [5e] réunion du conseil central issu du XIe Congrès National de l'ANEQ, le 23 février 1980, pp. 4 et 5.

(20)- Fondé en 1979, le PCO avait comme ancêtre la Ligue Communiste [marxiste-léniniste] du Canada.

trois conseils régionaux : Montréal, Saguenay-Lac-St-Jean et Estrie.

Par ailleurs, on se souviendra qu'au 11e Congrès (1ère partie), les délégués-es avaient rejeté (par une mince majorité) une proposition de destitution du conseil central. Puis, à ce même Congrès, les délégués-es étudiants-es, sous l'influence des militants-es du PCO, avaient voté de relancer la lutte des prêts et bourses. Un mois après, soit lors du Congrès spécial, on constatait l'échec de ce mot d'ordre et, pour plusieurs, le PCO en portait grandement la responsabilité.

Par la suite, les dirigeants-es de l'ANEQ se lancèrent corps et âmes dans des rencontres avec les associations étudiantes locales dans le but de faire le point avec elles sur ce qui n'allait pas dans le développement de la mobilisation. Mais c'était peine perdue! Les associations étudiantes locales ne faisaient plus confiance à la direction de l'ANEQ et elles ne croyaient plus que l'ANEQ était en mesure de réorganiser le mouvement de lutte. La relance de la lutte des prêts et bourses céda tranquillement le pas à des débats internes qui, parfois, atteignaient une grande virulence.

Ainsi, lors d'une réunion du conseil central, tenue à Stoke, dans les Cantons de l'Est, les 16-17-18 et 19 janvier 1980, les tensions étaient si avivées qu'il ne manquait plus que quelques coups de poing pour rendre la rencontre plus complète.

Initialement, cette réunion, qui était appelée par l'exécutif, avait comme objectif de tracer le bilan général du travail de l'ANEQ sur les prêts et bourses et de l'échec du mot d'ordre de grève générale que l'ANEQ avait lancé lors de son 11e Congrès (première partie). Mais la rencontre ne servit, en fait, qu'à mieux situer les oppositions. Selon André Rémillard, une des trois personnes visées par la motion de non-confiance, la rencontre de Stoke représentait, dans cette campagne anti-PCO, le point tournant. A partir de là, les jeux étaient faits et les rencontres à venir allaient permettre de confirmer et de consolider le travail de ceux et celles qui s'opposaient à la direction de l'ANEQ.

Ainsi, à partir du 23 février (date à laquelle fut déposée la motion de non-confiance) un large débat s'engagea donc, dans les différentes instances de l'ANEQ, pour aboutir, le 9 mars, à l'adoption de la proposition qui stipulait que le conseil central de l'ANEQ ne faisait plus confiance à 3 des 4 membres de l'exécutif. La motion de non-confiance, pour être reconnue comme valable, devait obtenir une majorité simple mais en comptabilisant ensemble les votes des 6 conseils régionaux et des institutions locales. Pour que cette résolution soit effective, il fallait donc qu'elle soit adoptée à la double majorité.

Au niveau des conseils régionaux, le vote se présentait de cette façon : 4 pour (Estrie, Est du Québec, Centre Ouest du Québec et Québec) et 2 contre (Montréal et Saguenay-Lac-St-Jean). Les associations étudiantes locales exprimèrent, dans le cadre de ce débat, une position qui ne laissait personne dans l'ambiguïté. Les résultats étaient les suivants : 15 pour, 8 contre et 3 abstentions.

La double majorité était donc atteinte et, après ce constat, le conseil central accepta la démission des 3 membres de l'exécutif. Par la suite, les délégués-es du conseil central élisèrent, de façon intérimaire, aux 4 postes vacants de l'exécutif, 4 nouvelles personnes : Rémi Fraser, secrétaire à l'information; Jules Pruneau, secrétaire-trésorier; Paule Duschesne, officier au Programme et André Paquet, officier aux relations extérieures. Ces 4 personnes rejoignaient ainsi à l'exécutif, le secrétaire général, M. Jacques Beaupré. Mentionnons que M. Baupré avait participé activement à la campagne qui avait forcé messieurs Latraverse, Chabot et Rémillard à démissionner de leur fonction.

Un peu plus tard, soit le 20 mars, les 3 démissionnaires feront circuler, dans le mouvement étudiant, une lettre pour expliquer leur analyse quant au débat qui avait entouré toute cette campagne.

Dénonçant les tenants-es de la motion de non-confiance (en particulier M. Beaupré), les 3 démissionnaires soutenaient qu'après la rencontre du 9 mars, «tout ce qui était amené par l'actuel secrétaire général était la nécessité de retarder le Congrès sur la question nationale. Pourquoi? Parce qu'il n'y avait pas eu de débats. Qu'est-ce qui était amené pour organiser le débat? Rien. Prétexte? Pas de mandats (pourtant le XIe Congrès a donné le mandat d'organiser le débat). Qu'est-ce qui était amené sur la campagne sur le programme?... Rien. Prétexte? Pas de mandats (pourtant le XIe Congrès a donné ce mandat).»

«Enfin, concluaient-ils, on ne peut passer sous silence toutes les attaques anti-communistes. Au début, sans en parler ouvertement, au milieu du débat, par des allusions à la 'ligne juste', aux 'trois et à leurs semblables', et à la fin du débat en disant que l'exécutif se servait de l'ANEQ comme tribune de propagande pour le Parti Communiste Ouvrier». (21)

Les 3 membres déchus de l'exécutif se défendaient bien d'avoir tenté de noyauter l'ANEQ à quelques niveau que ce soit. Pour eux, M. Beaupré avait utilisé les erreurs qu'ils avaient commises pour orchestrer une vaste campagne anti-PCO dont les buts premiers correspondaient davantage à servir ses «intérêts carriéristes» (prestige, etc.) qu'à servir l'ANEQ.

Quoi qu'il en soit, et de toute façon, les associations étudiantes locales, après un débat qui dura plus de 2 semaines, avaient tranché en faveur de la motion de non-confiance.

(21)- Lettre des 3 membres démissionnaires de l'exécutif de l'ANEQ, le 20 mars 1980, publiée dans l'aneq-INFORME, vol. 4, no 6, le 24 mars 1980, pp. 4 et 5.

22 mars 1980 - 22 mars 1981

1980

-28 mars : L'Université de Montréal obtient une injonction contre les étudiants-es de socio, psycho et histoire (en grève) leur interdisant l'occupation des bureaux administratifs et les lignes de piquetage.

-29-30 mars : Congrès spécial de l'ANEQ sur la question nationale. Faute d'une consultation préalable insuffisante, le congrès se transforme en colloque non-décisionnel dont la tâche consistera à soumettre, au 12ème Congrès de l'ANEQ, certaines recommandations. Les délégués-es se prononcent en faveur du «oui» au référendum.

-1er avril : Journée de solidarité avec les étudiants-es de socio, psycho et histoire à l'Université de Montréal. 17 associations de département de l'université débraient pour les appuyer.

-3-4 mai : XIIe Congrès de l'ANEQ au CEGEP de Sherbrooke. Le Congrès se prononce pour le «oui» au référendum. A ce Congrès également les délégués-es reconnaissent officiellement le RAEU comme une entité distincte de l'ANEQ et convoquent un colloque sur la réorganisation de l'ANEQ.

-28 mai : Un porte-parole de l'ANEQ prononce un discours à l'ouverture du 5e Congrès de la Fédération des enseignants de CEGEP (FEC-CEQ). Il lance un appel à l'unité contre les coupures et les contre-réformes dans l'éducation.

-14 juin : Première arrestation de Bruno Guy Héroux. Le «prévenu» est passible de 10 ans de prison.

-15 au 18 août : Colloque sur la réorganisation de l'ANEQ à l'Université Laval. Les délégués-es se penchent sur l'information et la formation syndicale pour les militants-es. De plus, on parle de la réorganisation au niveau local et national.

-16 octobre : Manifestation de 5 000 personnes pour «commémorer» les événements d'octobre '70. 300 étudiants-es marchent derrière la bannière de l'ANEQ.

-23 octobre : Manifestation conjointe ANEQ-RAEU-AERCUM-FAECUM de 5 000 étudiants-es pour dénoncer les poursuites judiciaires entamées par l'Université de Montréal contre Bruno Guy Héroux.

-17 novembre : Manifestation des étudiants-es de McGill contre l'apartheid. 250 personnes y participent.

-18 novembre : 400 étudiants-es occupent les bureaux du MEQ à Montréal pour revendiquer les droits étudiants et pour appuyer B.G. Héroux. Quelques centaines d'étudiants-es de la région de Montréal répondent à l'appel du CRM de l'ANEQ et manifestent devant la cour municipale de Montréal à l'occasion de la comparution de Bruno Guy Héroux. Au CEGEP Limoilou, les étudiants-es organisent une occupation administrative qui a pour thème «la qualité de l'enseignement.» Près de 600 personnes ont participé à cette occupation qui dura près de 10 jours.

-25-26 novembre : Occupation administrative des étudiants-es à Chicoutimi. Ils / elles veulent forcer l'administration à se prononcer sur l'affaire Héroux et sur le droit d'association.

-28 novembre : Grève au CEGEP de Victoriaville contre le projet de règlements des études collégiales (PREC).

-9 décembre : Fin de la 3e grève en pré-scolaire-primaire : l'obtention des projets de pédagogie progressiste est acquise pour deux ans mais l'administration de l'Université ne procède pas à l'engagement des professeurs-es compétents-es.

1981

-23 au 25 janvier : L'ANEQ organise une session de formation sur le PREC au CEGEP Limoilou. 100 étudiants-es y participent.

-6 au 8 février : Colloque du RAEU sur la charte des «droits étudiants» à l'Université de Montréal. 400 personnes y sont présentes.

-13 au 15 février : XIIIe Congrès de l'ANEQ au CEGEP Lionel-Groulx. Le thème : «S'organiser dans l'Unité». 29 associations étudiantes y participent.

-20 février : Plus de 500 personnes manifestent, à Montréal, contre la répression policière et judiciaire dont sont victimes 122 travailleurs-euses de Boucherville et B.G. Héroux. La manifestation est organisée conjointement par le Conseil Central de Montréal (CSN) et le Conseil régional de Montréal (ANEQ).

-28 février : Plusieurs manifestations sont organisées au Canada pour appuyer la lutte du peuple au El Salvador. L'ANEQ participe, à Montréal, à la manifestation qui regroupe 1 200 personnes.

-4 mars : A Montréal, 350 personnes manifestent pour appuyer B.G. Héroux.

-10 mars : Le gouvernement du Québec annonce des coupures de 180 millions de dollars dans l'éducation.

1980-1981:

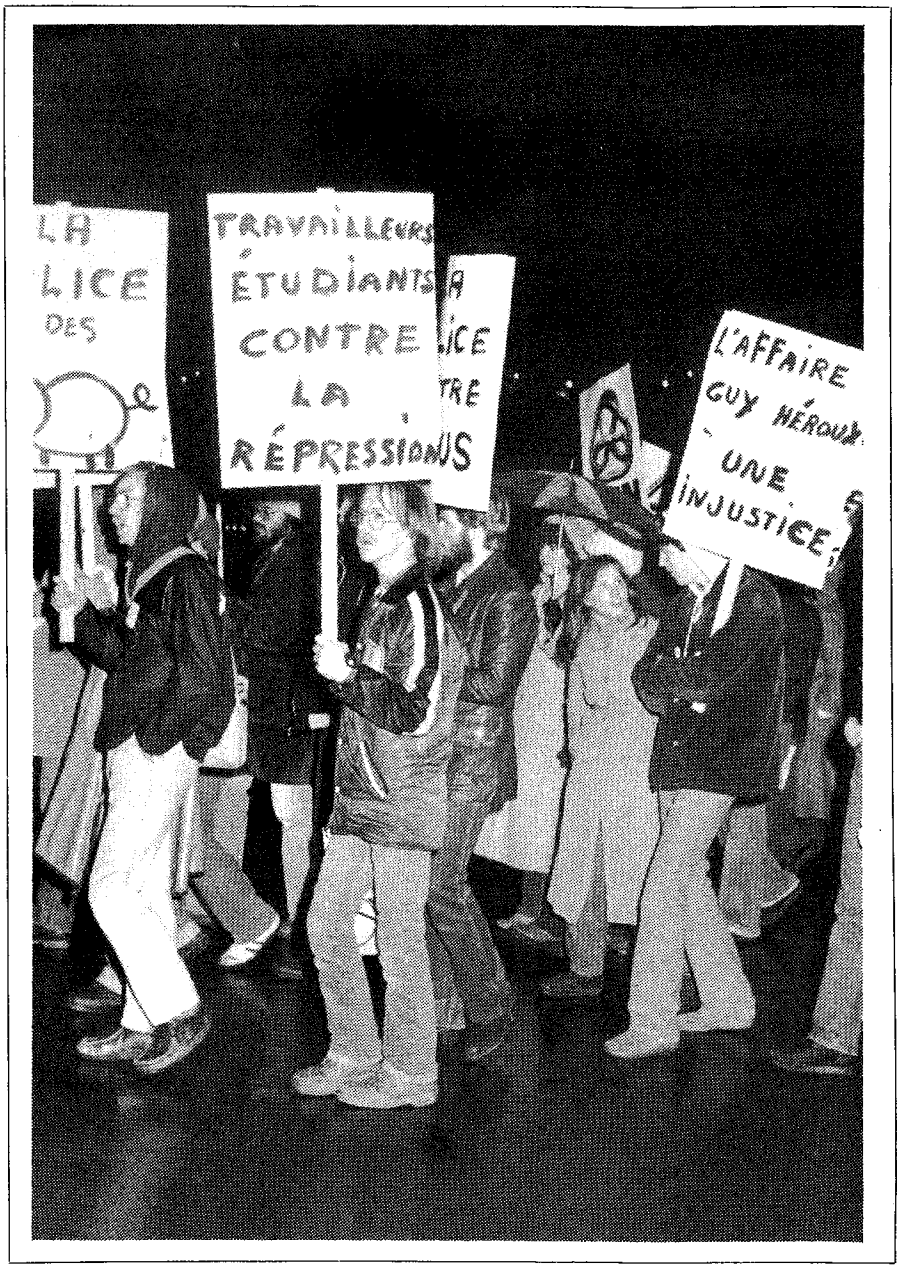
Le mouvement étudiant reprend à nouveau son souffle

Si 1979 avait été une année assez difficile et remplie d'embûches pour l'ANEQ, les années 1980-81 connaîtront, quant à elles, sur le plan de la mobilisation étudiante, un nouvel essor! Même si les premiers mois de 1980 étaient calmes et les activités de l'ANEQ plutôt réduites, il n'en demeure pas moins qu'à compter de septembre les étudiants-es seront appelés-es à se remobiliser à nouveau pour défendre un jeune leader étudiant accusé faussement, par l'administration de l'Université de Montréal, d'avoir «fraudé» des étudiants-es de cette institution. Son nom : Bruno Guy Héroux.

Mais à travers cette lutte étudiante, un nouveau débat apparaîtra dans ce décor mouvementé et contribuera à diviser le mouvement étudiant entre deux approches ou, si on aime mieux, entre deux grandes tendances : celle du RAEU et celle de l'ANEQ. Ce débat connaîtra son point culminant, les 6-7 et 8 février 1981, lors du colloque organisé par le RAEU sur la question de la charte des «droits étudiants».

Puis au début de 1981, soit le 10 mars, le gouvernement du Québec, par l'entremise du ministre des Finances, M. Jacques Parizeau, annonçait qu'il y aurait dans le secteur de l'éducation, pour l'année à venir, des compressions budgétaires de plus de $180 millions. Par ces coupures budgétaires, le gouvernement du Parti québécois venait donc de poser concrètement un nouvel obstacle à l'amélioration des conditions de vie et d'études des étudiants-es du Québec.

Mais avant d'aborder cet événement, passons en revue les premières activités qui marquèrent le travail de l'ANEQ peu avant la mobilisation étudiante sur ce qui est maintenant convenu d'appeler «l'affaire Bruno Guy Héroux». Nous n'en retenons que trois : le colloque de l'ANEQ sur la question nationale québécoise, le 12e Congrès national et le colloque sur la réorganisation.



Le colloque de l'ANEQ sur la question nationale

Le colloque de l'ANEQ sur la question nationale avait lieu, les 29 et 30 mars 1980, au CEGEP de Maisonneuve. Initialement, l'ANEQ était supposée organiser à ce propos un Congrès spécial pour que les associations étudiantes locales aient à statuer officiellement sur les orientations générales que défendrait l'ANEQ concernant la question nationale québécoise. A noter que le gouvernement du Parti québécois, au pouvoir depuis le 15 novembre 1976, s'apprêtait à tenir un référendum sur l'avenir constitutionnel du Québec.

L'ANEQ jugeait qu'il était important, pour elle, d'intervenir dans ce débat et de prendre officiellement position au sujet de la question nationale. Dans le passé, l'ANEQ avait déjà affirmé qu'elle reconnaissait «l'existence de la nation québécoise» et,de ce fait, qu'il fallait défendre les droits politiques, culturels et économiques de cette nation. «Ces droits comprennent celui de disposer d'elle-même par un Etat souverain. Autrement dit, soutenait l'ANEQ, si la population du Québec accepte de former désormais un Etat souverain, elle en a le droit et l'ANEQ doit alors le reconnaître». (1)

Par conséquent, l'ANEQ convoquait, suite à une résolution adoptée lors de son 11e Congrès (2e partie), un Congrès spécial sur la question nationale. En fait, l'ANEQ ne limitait pas son raisonnement seulement à reconnaître l'existence de la nation québécoise mais elle affirmait, par surcroît, que cette nation était opprimée par l'Etat canadien et que les étudiants-es se devaient de dénoncer cette oppression. L'idée d'organiser un Congrès spécial sur ce thème avait été amenée par plusieurs militants-es étudiants-es d'associations locales qui considéraient que l'ANEQ ne pouvait rester à l'extérieur de ce débat. La direction de l'ANEQ, qui appuyait cette idée, affirmait, quant à elle, que «s'il y (avait) un tel débat autour de cette question c'était parce que la nation québécoise est une nation opprimée, une nation dont les droits ne sont pas reconnus. A l'école, précisait-on, les manifestations d'oppression nationale sont multiples, que ce soit au niveau des livres en anglais pour certains cours, la question des bibliothèques qui, dans bien des cas, on a plus de volumes en anglais qu'en français, etc. Aussi, concluait-on, le nombre d'institutions d'enseignement supérieur au Québec est bien inférieur à celui de l'Ontario toutes proportions gardées. Cela veut dire aussi, pour les québécois, des inégalités dans les soins hospitaliers : les hôpitaux anglophones, au Québec, sont mieux équipés que les hôpitaux francophones. Encore aujourd'hui, dans bien des cas, l'anglais est encore la langue de travail au Québec». (2)

Le Congrès spécial de l'ANEQ sur la question nationale fut donc convoqué par le conseil central pour le 29 mars 1980. Après quelques débats importants, on constate que sur les 18 associations étudiantes membres de l'ANEQ présentes à cette activité à peine cinq avaient réellement un mandat de leur assemblée générale afin que l'ANEQ intervienne dans ce débat et prenne position tandis que quatre associations étudiantes avaient, quant à elles, un mandat invitant l'ANEQ à ne pas prendre position lors du référendum. Quant aux neuf autres associations étudiantes présentes, elles n'avaient aucun mandat et s'abstenaient au moment des votes importants. A ce chapitre, le Congrès spécial de l'ANEQ sur la question nationale était un «flop» et sur cette question, le conseil central avait manqué carrément le bateau.

Devant cette situation, la cinquantaine de délégués-es étudiants-es résolurent à la très grande majorité, mais après d'âpres débats, «que le Congrès sur la question nationale se transforme en colloque (...) et que les votes sur la position de l'ANEQ (...) entre autres sur l'indépendance et sur le référendum se prennent au XIIe Congrès national de l'ANEQ». (3) Le colloque de l'ANEQ sur la question nationale débuta le lendemain, soit le 30 mars.

Les discussions concernant l'implication de l'ANEQ dans le débat référendaire opposèrent, tant au cours du Congrès spécial que lors du colloque, deux points de vue. Ainsi, ces deux activités furent, tout au long de leurs délibérations, le théâtre d'affrontements verbaux entre ceux-celles qui invitaient l'ANEQ à ne pas prendre position et ceux-celles qui souhaitaient que l'ANEQ appuie le «OUI» au référendum.

«Il faut bâtir, affirmait une déléguée du CEGEP Dawson, l'unité entre étudiants francophones et anglophones et ce n'est pas en prenant parti pour le 'OUI' ou pour le 'NON' qu'on va y réussir». Un peu dans la même veine, un délégué du CEGEP de Chicoutimi ajoutait ce qui suit : «On a beau dire que le débat ne doit pas être partisan, le 'OUI' qu'on va donner, c'est un oui au PQ pour qu'il aille négocier et je ne vois pas comment le rapatriement de nos impôts va empêcher le gouvernement du PQ de nous tomber dessus comme il le fait entre autres en coupant les budgets de l'éducation».

En contre-partie, plusieurs autres délégués-es soutenaient qu'il fallait absolument prendre position pour le 'OUI' parce que, comme l'affirmait le délégué du CEGEP de Rosemont, «ne pas prendre position, c'est déjà prendre position. Tu laisses les autres décider pour toi». Puis «on ne peut pas, ajoutait un autre délégué, ne pas se prononcer sur un

(1)- Résolution adoptée au 8e Congrès de l'ANEQ à Trois-Rivières, le 29 octobre 1977. Voir à cet effet l'annexe 3 du procès-verbal du 8e Congrès. Le titre de cette résolution est : «Les étudiants et l'indépendance».

(2)- Préambule de la résolution sur le Congrès spécial sur la question nationale adoptée au 11e Congrès [2e partie] les 1er et 2 décembre 1979. Voir à cet effet l'annexe 3 de ce procès-verbal. Le titre est : «La question nationale».

(3)- Procès-verbal du Congrès spécial sur la question nationale de l'ANEQ, le 29 mars 1980, p. 6. A noter que les propositions adoptées dans un colloque n'ont pas, pour l'ANEQ, la même valeur que celles adoptées en Congrès. Elles sont considérées comme étant uniquement des suggestions qui devraient, pour qu'elles fassent partie du programme de l'ANEQ, être approuvées par un Congrès officiel.

sujet comme celui-là où les étudiants du Québec, les étudiants de l'AN EQ, eux n'hésitent pas et se préparent à voter à 80% en faveur du 'OUI'». (4)

Après ce virulent débat, une proposition visant à ce que l'ANEQ se prononce pour l'indépendance, et qui avait été déposée la veille, soit lors du Congrès spécial, fut ramenée par l'association étudiante du CEGEP de Rosemont; elle se lisait comme suit : «que le colloque de l'ANEQ se prononce pour l'indépendance du Québec et recommande à toutes les associations étudiantes d'entériner cette position». (5) Cette résolution fut adoptée par un vote très partagé et qui se résumait ainsi : 9 pour, 7 contre et 8 abstentions.

De plus, considérant que l'oppression nationale ne pouvait se résoudre uniquement que par l'indépendance du Québec et qu'il fallait lutter dès maintenant pour assurer une égalité pleine et entière pour la nation québécoise, les délégués-es présents-es à ce colloque adoptèrent, à cet effet, un ensemble de propositions. En gros, ils-elles se prononcèrent en faveur des points suivants :

- pour qu'il y ait une autre université de langue française à Montréal;
- pour l'abolition des contingentements;
- pour qu'il y ait, en vue d'établir la parité avec l'Ontario, la construction de nouveaux CEGEPS;
- pour qu'il y ait du matériel didactique en français et un service de traduction subventionné par le ministère de l'Education.

Par ailleurs, les congressistes donnèrent un appui sans équivoque aux minorités nationales (francophones hors Québec, différentes communautés indiennes du Canada, etc.) qui demandaient aux autorités gouvernementales de leur offrir, dans leur langue, une éducation de qualité.

Rappelons que les propositions votées à ce colloque devaient être rediscutées lors du 12e Congrès de l'ANEQ. Mais le colloque sur la question nationale, même s'il était non-décisionnel, avait permis de tracer les premiers chemins d'une éventuelle prise de position de l'ANEQ sur cette importante question qui, du reste, avait retenu, depuis au-delà de 20 ans, l'attention du mouvement étudiant québécois.

Le 12ème Congrès

Le 12e Congrès de l'ANEQ avait lieu, les 3 et 4 mai 1980, au CEGEP de Sherbrooke. Le Congrès, qui regroupait les délégués-es d'une trentaine d'associations étudiantes, avait permis d'adopter un certain nombre de propositions et d'approfondir les débats concernant la question nationale, la réorganisation de l'ANEQ et les rapports que cette dernière devait dorénavant entretenir avec le RAEU. De plus, les délégués-es représentant les 25 associations membres de l'ANEQ eurent l'occasion d'élire, à ce Congrès statutaire, un nouvel exécutif.

Après avoir disposé des points d'usage (élection d'un-e président-e, d'un-e secrétaire et adoption de l'ordre du jour), le secrétaire général de l'ANEQ, Jacques Beaupré, présenta aux congressistes le rapport moral du conseil central.

Rappelant que l'histoire du mouvement étudiant avait démontré, à maintes occasions, que «seule la lutte (pouvait) garantir nos droits», le rapport moral du conseil central appelait toutefois les associations étudiantes locales à la prudence : «Le Congrès doit être réaliste, la mobilisation actuelle des étudiants ne nous permettra pas de faire une riposte unifiée. Cette démobilisation, analysait le conseil central, prend des sources externes et internes à l'ANEQ».

Constatant cet état de fait, le conseil central invitait le Congrès à se pencher sur ce problème qui affecte l'ensemble des associations étudiantes et à définir les moyens avec lesquels on pourrait susciter une meilleure participation des étudiants-es au sein de leur syndicat étudiant. «Le mouvement national organisé ne peut, soutenait-on dans le rapport moral, se permettre de voir ses forces dispersées de par un manque de compréhension et d'unification. Si les débats sont faussés, si on ne tient pas compte des réalités concrètes dans nos associations



Les délégués-es au 12ème Congrès profitent d'une pause pour relaxer un peu.

(4)- Les propos de ces intervenants-es sont rapportés dans le journal de l'ANEQ, le québec-ETUDIANT, vol. 3, no 6, avril 1980, p. 1. Le titre de l'article est «Congrès sur la question nationale -L'ANEQ reporte la décision».

(5)- Procès-verbal du colloque sur la question nationale, le 30 mars 1980, p. 9.

Principales résolutions adoptées au 12ème Congrès

QUESTION NATIONALE : Essentiellement, le 12e Congrès reprit les grandes propositions qui avaient reçu l'assentiment du colloque de l'ANEQ sur la question nationale québécoise. Rappelons en quelques-unes : création de nouveaux campus universitaires francophones au Québec, prise en main de la lutte contre toutes formes d'inégalités imposées à la nation québécoise, appui aux luttes des minorités nationales contre leur oppression spécifique, etc.

De plus, le 12e Congrès se prononça pour le «OUI» au référendum. Le résultat du vote sur cette importante proposition était le suivant : 9 associations pour, 6 contre et 5 abstentions. Par ailleurs, les délégués-es étudiants-es exigèrent le retrait de la loi 92 (loi qui créa 2 comités parapluie et qui força **obligatoirement** tous les «OUI» et tous les «NON» à se regrouper dans l'un ou l'autre de ces comités) et affirma, malgré la loi, qu'elle ne ferait partie d'aucun comité parapluie.

REORGANISATION : Le 12e Congrès adopta une proposition afin que l'ANEQ organise un colloque, à l'été '80, sur la réorganisation. Avec cette activité, les délégués-es espéraient donner des réponses à un certain nombre de questions bien précises, à savoir :

1) ce qu'est pour chacun la réorganisation de l'ANEQ;
2) quels seront les champs que pourrait toucher cette réorganisation;
3) comment on consultera notre base et quels moyens on se donne pour la consulter;
4) envisager les suites à donner : Congrès, Congrès spécial, Etats Généraux.

Le colloque sur la réorganisation devait, selon une des propositions adoptées par les congressistes, aborder les points suivants :

1) Historique de l'ANEQ, son programme, ses structures, son fonctionnement, la démocratie dans ses instances, les liens avec la base, le sentiment d'appartenance à l'ANEQ, le rôle de direction, les problèmes d'organisation et d'efficacité, les rôles des conseils régionaux et du conseil central;
2) Comment mettre sur pied une association locale, des conseils de concentration, comment on organise une assemblée générale, la démocratie de ces instances, les problèmes d'organisation (reconnaissance, cotisations);
3) Les journaux étudiants : leur fonctionnement, les liens entre le journal local et l'association étudiante, les liens avec le québec-ETUDIANT et la Presse Etudiante du Québec;
4) La formation des militants-es à tous les niveaux et sur tous les aspects.

LIENS ENTRE L'ANEQ ET LE RAEU : Incorporé depuis le 22 mars 1979, le RAEU demanda au 12e Congrès de l'ANEQ de le reconnaître comme «une entité distincte de l'ANEQ et que, sur cette base, soit formé un comité paritaire ANEQ / RAEU pour étudier les possibilités de liens entre les deux associations nationales.(...)». Cette résolution fut adoptée par 19 associations étudiantes. A ce moment-là, les rapports entre l'ANEQ et le RAEU étaient beaucoup moins tendus et l'ANEQ collaborait activement avec ce regroupement qui limitait ses interventions qu'au niveau universitaire.

étudiantes, (...), l'ANEQ ne pourra regrouper les associations en un mouvement national et nous ne pourrons pas faire face aux attaques du gouvernement». (6)

Après les discussions sur le rapport du conseil central, les délégués-es prirent note des différentes propositions qui avaient été adoptées lors du colloque sur la question nationale. Le 12e Congrès en adopte quelques-unes dont la plus importante était sans aucun doute celle qui invitait l'ANEQ à appuyer ouvertement, lors du référendum, l'option constitutionnelle du gouvernement du Québec.

Par la suite, les délégués-es entamèrent les discussions sur la question de la réorganisation de l'ANEQ. Dans son rapport moral au Congrès, le conseil central sortant avait rappelé que «la défense de nos droits (passait) par la lutte et la réorganisation de nos forces, le renforcement de l'ANEQ».

Le Congrès, après avoir pris connaissance d'un tract distribué par le conseil central sur ce thème, a résolu que se tienne, à l'été '80, un colloque sur la réorganisaton de l'ANEQ. Mentionnons également sur cette question qu'à ce Congrès, une vive polémique s'engagea entre la direction de l'ANEQ et des militants-es étudiants-es de l'Est du Québec. Plusieurs associations étudiantes de cette région auraient préféré aborder ce point dans le cadre d'un véritable Congrès de l'ANEQ et non pas, comme le suggérait le conseil central, c'est-à-dire dans le cadre d'un colloque non-décisionnel. Sur cette question, le Congrès appuya la position du conseil central de l'ANEQ.

Pourquoi l'ANEQ décida-t-elle d'organiser un tel colloque? Il

(6)- Rapport du conseil central de l'ANEQ au 12e Congrès national. Le rapport est annexé au procès-verbal du 12e Congrès de l'ANEQ, tenu les 3 et 4 mai 1980.

semble que l'idée de réorganiser l'ANEQ au niveau de ses structures, de sa démarche et de ses orientations générales est apparu peu après la lutte des prêts et bourses de novembre et décembre 1978. «Pendant que le conseil central s'enlisait dans des débats quelques fois stériles, analysait l'ANEQ dans son texte se rapportant à ce sujet, la question de la réorganisation faisait son chemin dans plusieurs régions et institutions qui en ont fait la priorité pour le 12e Congrès. Ce n'est plus un secret pour personne : les choses ne sont pas pour le mieux à l'ANEQ; les événements survenus au cours de l'année ont entraîné toute une série d'interrogations sur l'ANEQ, ses buts, son fonctionnement. La tentative de 'putsch' à Chicoutimi, l'échec de la relance des prêts et bourses, la motion de non-confiance, les résultats non-probants du Congrès sur la question nationale sont autant de facteurs qui, concluait-on, font que plusieurs associations s'interrogent profondément sur l'ANEQ. Quelques-unes ne la reconnaissent tout simplement plus comme représentative de leurs intérêts. Malgré ce tableau peu reluisant, la majorité des membres estiment qu'une action énergique s'impose afin de faire de l'ANEQ une association véritablement représentative des étudiants du Québec». (7)

D'autre part, les délégués-es adoptèrent, puisqu'au moins 50% des membres de l'ANEQ sont des femmes, une motion visant à transformer le nom d'Association Nationale des Etudiants du Québec en celui d'Association Nationale des Etudiants et **Etudiantes** du Québec.

Le 12e Congrès se termina par la tenue d'élections générales pour les 5 postes de l'exécutif de l'ANEQ. Cinq candidats-es briguaient les suffrages à 4 des 5 postes disponibles, aucun candidat ne s'étant présenté pour celui de secrétaire à l'information. Tous-tes les candidats-es avaient fait parvenir aux associations étudiantes locales, 2 semaines avant le Congrès, leur programme électoral. Ils-elles se conformaient ainsi aux statuts et règlements de l'ANEQ qui, depuis le 11e Congrès (2e partie), prévoyaient une telle procédure.

Le nouvel exécutif de l'ANEQ allait donc être composé des trois personnes suivantes : André Querry, secrétaire-trésorier; Marc Vézina, officier spécial chargé des relations extérieures et Paule Duchesne, officier spécial au programme. Fait important à noter lors de cette élection : le secrétaire général, Jacques Beaupré, qui sollicitait un renouvellement de mandat, n'a pas réussi à obtenir la majorité nécessaire, seulement 5 associations présentes (29.5% des suffrages exprimés) lui ayant accordé leur confiance. Signalons également que Rémi Fraser, qui se présenta à l'exécutif et qui était le principal porte-parole des associations étudiantes de l'Est du Québec, fut défait lors de cette élection. A partir de là, les associations étudiantes de cette région commencèrent à remettre en question leur participation au mouvement étudiant national.

Par ailleurs, soulignons que les 3 candidats-s, qui ont été élus-e à l'exécutif de l'ANEQ, se sont présentés-es sur la base d'un programme commun qui embrassait plusieurs sujets touchant la situation interne de l'ANEQ et de l'ensemble des étudiants-es du Québec.

Le colloque de réorganisation

Le colloque de l'ANEQ sur la réorganisation eut lieu, à l'université Laval, du 15 au 18 août 1980.

Le conseil central de l'ANEQ organisa cette activité dans le but de résoudre certaines divisions qui, depuis la lutte des prêts et bourses de '78, étaient apparues dans le mouvement étudiant et qui représentaient une réelle menace pour les fondements mêmes de l'ANEQ. Le colloque sur la réorganisation visait donc essentiellement à colmater les «brèches» et à résoudre ces graves différends.

Le colloque, qui regroupait une vingtaine d'associations étudiantes, était divisé en 4 grands thèmes : l'organisation nationale, l'organisation locale, la formation syndicale et l'information.

La rencontre a débuté, le vendredi soir, avec les discours des porte-parole du Regroupement des Associations Etudiantes Universitaires (RAEU), de la Presse Etudiante du Québec (PEQ) et bien sûr, du conseil exécutif de l'ANEQ. Le discours d'ouverture de l'exécutif, qui était intitulé «se redéfinir pour s'organiser», faisait ressortir clairement quels étaient les objectifs que l'ANEQ espérait atteindre avec l'organisation d'une telle activité. «La tâche du présent colloque est, affirmait, Marc Vézina au nom du conseil exécutif, de recommander un cadre d'intervention, une orientation globale au syndicalisme étudiant que nous allons préconiser. Le colloque doit être une arme de plus entre les mains du mouvement étudiant, un large forum de discussion visant à créer une base maximale d'unité entre les militants et militantes de la province sur des principes aussi fondamentaux que la démocratie ou le rôle des délégués dans les structures d'une association nationale. Le colloque doit également tracer des perspectives concrètes d'organisation pour la rentrée qui permettront au mouvement étudiant organisé dans l'ANEQ de s'engager sur la voie de l'application de ses principes». (8)

De plus, après ces présentations, des militants-es du comité anti-hausse des résidences de l'Université de Montréal prirent la parole pour expliquer leur lutte contre la direction de ce service qui haussa, pour une 3e année consécutive, les prix des loyers des résidences étudiantes.

Le lendemain, soit le samedi, la

(7)- Texte présenté au point «REORGANISATION», par M. André Paquet, membre du conseil central de l'ANEQ. Le document est annexé au procès-verbal du 12e Congrès de l'ANEQ, tenu les 3 et 4 mai 1980.

*(8)- **Se redéfinir pour s'organiser**, discours d'ouverture de l'ANEQ, présenté au colloque sur la réorganisation, le 15 août 1980, p. 1.*

journée commença par les répliques des délégués-es étudiants-es sur le discours d'ouverture du conseil exécutif. Les délégués-es, dans leurs interventions, avaient rappelé qu'il était important pour l'ANEQ qu'elle travaille davantage à trois niveaux, c'est-à-dire à :

1) définir les problèmes spécifiques des étudiants-es;
2) développer l'analyse des politiques gouvernementales;
3) définir le type de syndicalisme étudiant qu'elle doit pratiquer.

Par ailleurs, le samedi après-midi était consacré à la tenue de deux ateliers : l'un sur l'organisation nationale et l'autre sur l'organisation locale. L'atelier sur le niveau local avait abordé des points ayant trait à l'organisation des associations étudiantes, de la préparation d'assemblées générales et de la reconnaissance des associations. Plusieurs participants-es de cet atelier mentionnèrent, à maintes reprises, qu'il était nécessaire que l'ANEQ apporte «toute l'aide possible à l'organisation des associations étudiantes locales, et que ces dernières doivent affirmer leur raison d'être». (9) L'atelier sur l'organisation nationale s'était penché plus exactement sur deux points bien précis :

1) le rôle des postes et des instances de l'ANEQ;
2) les relations extérieures et le programme de l'ANEQ.

L'atelier sur l'organisation nationale fut le théâtre d'une vive polémique concernant les relations ANEQ / RAEU. A la suite de ce débat houleux, il fut décidé, par les organisateurs-trices, de fusionner les deux ateliers et de former, à la place, une grande plénière afin que tous-tes les participants-es puissent suivre le débat sur cette importante question.

En plénière, les discussions se poursuivirent avec beaucoup de verve et de vitalité. Vers la fin de ce débat, les 4 universités (REP, AFEUS, AGEUQAM, AGEUQAC), qui étaient à la fois membres de l'ANEQ et du RAEU, présentèrent une déclaration de principe qui proposait «la constitution éventuelle d'un regroupement des associations étudiantes des collèges, travaillant de concert avec le RAEU, qui pourra jeter les bases d'une instance nationale qui réunirait l'ensemble des étudiants-es du Québec en respectant l'autonomie de leurs regroupements». (10)

Cette déclaration de principe suscita beaucoup de réactions de la part de plusieurs militants-es qui voyaient en elle se profiler l'ombre de la division du mouvement étudiant. En fait, la déclaration de principe laissait clairement entendre que l'ANEQ deviendrait, à court terme, un regroupement de CEGEP tandis que les associations étudiantes universitaires, elles, concentreraient leurs énergies à renforcer le RAEU. Les associations étudiantes signataires de la déclaration de principe avaient expliqué «qu'elles n'avaient pas l'intention de couper leurs relations avec l'ANEQ, et que si le RAEU s'était dissocié de l'ANEQ, ce n'était pas pour un 'trip autonomiste', comme certaines personnes le laissait entendre». (11)

A partir de ce moment, le débat ne se faisait plus comme auparavant c'est-à-dire en coulisses; il se posa plus directement dans le cadre des activités officielles de l'ANEQ.

Le dimanche matin, le comité plénier poursuivit ses délibérations. Une proposition de l'exécutif de l'ANEQ fut adoptée, par les délégués-es, à l'unanimité. La proposition disait, en gros, que l'ANEQ s'engageait à :

1) lutter avec le RAEU contre les mêmes politiques gouvernementales;
2) reconnaître la nécessité d'une structure syndicale qui unirait le mouvement étudiant;
3) organiser des débats dans toutes les institutions scolaires sur le type d'organisation syndicale étudiante;
4) inviter l'exécutif de l'ANEQ et le comité de coordination du RAEU à participer au comité paritaire ANEQ / RAEU.

Dans la soirée de dimanche, les délégués-es, toujours réunis-es en plénière, discutèrent des deux autres thèmes non-abordés par le colloque soit la formation syndicale et l'information. Au niveau de l'information, le débat principal porta sur le contenu du journal de l'ANEQ (le **québec-Etudiant**) et des améliorations à y apporter.

Enfin, la journée du lundi était réservée à la tenue d'une grande plénière générale. En principe, cette plénière devait permettre de faire la synthèse des différents thèmes discutés pendant la fin de semaine. Mais, qu'à cela ne tienne, les discussions portèrent essentiellement sur une question non prévue à l'horaire. Dans l'après-midi, John McMillan, du CEGEP de Saint-Jean-sur-Richelieu et l'un des promoteurs les plus actifs de la tenue de ce colloque, amena sur la table une proposition surprise. La proposition, qui n'avait pas en soit de liens directs avec les thèmes du colloque, demandait à l'ANEQ de dénoncer un nouveau règlement du ministère de l'Education qui interdirait l'accès au CEGEP aux étudiants-es ayant échoué, au niveau secondaire, un cours obligatoire. M. McMillan voulait, par surcroît, que l'ANEQ organise, pour la rentrée scolaire (2 septembre), un débrayage général et illimité. La proposition de grève fut battue mais le colloque accepta de dénoncer cette nouvelle mesure et invita les associations étudiantes locales à vérifier, auprès de leurs collèges, s'il y avait application du règlement.

Après ces «chaudes» discussions, les délégués-es abordèrent, à nouveau, les sujets plus directement reliés aux 4 thèmes du colloque. Mais, comme il se faisait tard, les délégués-es ne purent terminer leurs délibérations sur l'ensemble des questions et propositions qui avaient été amenées par les ateliers. Alors, pour régler cette «impasse», les délégués-es adoptèrent une proposition afin «de ramener les recommandations du colloque en conseils régionaux pour amorcer une réflexion, et par la suite rapporter le résultat de ces réflexions et d'éven-

(9)- «Réunies en colloque -les associations étudiantes évaluent leur travail», le québec-ETUDIANT, vol. 4, no 1, le 2 septembre 1980, p. 3.

(10)- Ibid, p. 3. Ces 4 associations étudiantes universitaires provenaient des institutions suivantes : Université du Québec à Chicoutimi, Université du Québec à Montréal, Université de Sherbrooke et Université Laval.

(11)- Ibid, p. 3. A noter que le procès-verbal de ce colloque n'a jamais été produit; les secrétaires n'ayant pas tous remis à l'ANEQ les rapports de la rencontre.

tuelles recommandations au conseil central de l'ANEQ». (12)

En général, le bilan que faisaient les délégations, qui avaient participé à ce colloque, était assez partagé. Dans l'ensemble, ces délégations avaient formulé le souhait que l'ANEQ poursuive, à partir des recommandations du colloque, son travail de réflexion sur ce point pour que, dans un proche avenir, le mouvement étudiant retrouve l'unité et la cohésion qui lui sont nécessaires pour bâtir, contre les politiques anti-étudiantes du gouvernement, une riposte unitaire.

A noter qu'à cette réunion, il y eut une grande absente : pratiquement toute la région de l'Est du Québec (Rimouski, Rivière-du-Loup, Matane, etc.) qui avaient dans le passé tant réclamé une réorganisation de l'ANEQ ne s'y présenta pas puisque la formule du colloque ne leur avait pas plu. Une absence qui, pour les autres associations étudiantes locales et l'ANEQ, ne passa pas inaperçu...

Des associations locales parlent de créer une nouvelle association nationale

A l'automne '80, soit peu de temps après le colloque sur la réorganisation de l'ANEQ, quelques associations étudiantes, qui avaient depuis quelques mois critiqué ardemment le travail général de l'ANEQ, décidèrent de se regrouper et de former ainsi un nouveau courant au sein du mouvement étudiant québécois. Le nom de cette nouvelle tendance : la «Ligne Blanche». Cette appellation, en fait, laissait sous-entendre que ce regroupement était non-aligné, voir même, pour certaines des associations étudiantes qui en faisaient partie, «apolitique».

Au nombre d'une dizaine, les associations étudiantes, qui gravitaient autour de cette nouvelle tendance, considéraient que l'ANEQ n'était plus un cadre valable pour défendre, à l'échelle nationale, les étudiants-es du Québec. Plusieurs des associations étudiantes qui soutenaient activement ce nouveau regroupement provenaient de l'Est du Québec: Rivière-du-Loup, Gaspé, La Pocatière. Ces associations étudiantes, on s'en souviendra, avaient fait, surtout depuis la grève des prêts et bourses de 1978, beaucoup de reproches à la direction de l'ANEQ et parfois même, elles avaient tenté par des propositions surprises, de la faire destituer de ces fonctions. En général, ces initiatives étaient demeurées sans succès. Ce nouveau regroupement, aux contours encore mal définis, devenait donc le cadre organisationnel par lequel ces associations étudiantes feraient entendre leur voix.

Se réunissant les 22 et 23 novembre 1980, au Collège de Saint-Jean-sur-Richelieu, la «Ligne Blanche» qui évaluait que l'ANEQ était «chroniquement malade», voir même «morte», décida, de façon bien officielle, de promouvoir la formation d'une nouvelle association étudiante nationale. Sur 11 associations étudiantes locales qui participaient à la rencontre, 8 se prononçaient en faveur de cette idée. Ces associations étaient : Saint-Jean-sur-Richelieu, Gaspé, La Pocatière, Shawinigan, André-Grasset, Maisonneuve, Rivière-du-Loup et Trois-Rivières.

Un peu plus tard, soit à sa 5e réunion qui avait lieu les 13 et 14 décembre, au CEGEP de Rivière-du-Loup, la «Ligne Blanche» connut quelques divisions internes importantes. A cette activité, deux tendances s'affrontaient : il y avait le «courant majoritaire», qui voyait la nécessité de créer une deuxième association nationale, et le «courant minoritaire» qui, lui, voyait la «Ligne Blanche» comme un mouvement de réflexion sur le mouvement étudiant et sur les moyens de rapprocher l'ANEQ des étudiants-es.

Le «courant-majoritaire», qui était animé par Rémi Fraser, militant étudiant au CEGEP de Rivière-du-Loup et ancien membre du conseil central de l'ANEQ, soutenait que «le fait d'avoir uni des tendances opposés au sein d'un mouvement unitaire (avait), comme le (démontrait), disait-on, l'expérience de l'ANEQ, créé une stagnation chronique du mouvement étudiant québécois».

De cette analyse, le «courant majoritaire» concluera à la nécessité «de créer une nouvelle association nationale qui fonctionnerait parallèlement à l'ANEQ et qui permettrait à l'ensemble des dissidents de l'ANEQ de s'organiser, de lutter et de défendre les droits de ses membres d'une façon efficace quoique moins étendue qu'une organisation unitaire qui demeure, affirmait-on, hautement improbable». (13)

Le «courant minoritaire» avait, quant-à-lui, une toute autre analyse de la situation qui prévalait dans l'ANEQ. «Nous avons connu, nous aussi, disait Daniel Réhaume, un des porte-parole de cette tendance, des critiques et des doléances envers l'actuelle association nationale. Bien sûr, l'ANEQ n'a pas su faire déboucher certaines de nos luttes sur des victoires, bien sûr l'ANEQ n'est pas décentralisée, elle n'est pas une association de masse comme on le voudrait. Cependant l'inefficacité de l'ANEQ, sa non-représentativité et la démobilisation qui la touche ont, à notre avis, plusieurs causes. Le type de direction en est une. Mais on ne peut honnêtement pas limiter les déboires de l'ANEQ à la présence des communistes. En effet, nous avons tous, en tant que militants une part de blâme. C'est à nous de bâtir l'ANEQ par notre participation en ramenant honnêtement, concluait-on, les débats et en défendant ce que nous croyons correct pour le mouvement tant auprès de nos membres

(12)- *Ibid, p. 3.*

(13)- ***Procès-verbal de la 5e réunion de la Ligne Blanche tenue à Rivière-du-Loup, les 13 et 14 décembre 1980. Voir annexe 1-A.***

que dans les instances nationales». (14)

Par la suite, c'est-à-dire lors de ses réunions ultérieures, la «Ligne Blanche» ne sentit plus le besoin de sélectionner ses membres et, au contraire, souhaitait même la venue, en ses rangs, de nouvelles associations étudiantes. Cet afflux de nouveaux participants amena, au sein de la «Ligne Blanche», des changements majeurs. Ainsi, peu de temps après la réunion de Rivière-du-Loup, le courant minoritaire, qui aspirait apporter des modifications au travail de l'ANEQ mais à l'intérieur de celle-ci, devint le courant majoritaire.

La dernière réunion (la septième) de la «Ligne Blanche» se déroula, au début de février '81, au Collège F-X Garneau. Cette réunion eut lieu dans une atmosphère plutôt tendue où on voyait s'opposer d'une part les nouveaux arrivants et d'autre part les anciens, dont plusieurs avaient manifesté le désir de créer une deuxième association nationale. Leur rêve s'envolait tranquillement en fumée... C'est à cette réunion que la «Ligne Blanche» se transforma en un mouvement autonome de réflexion autocritique et critique sur la situation du mouvement étudiant. Ce mouvement porta d'ailleurs le nom de «Mouvement Réflexion Action». Les buts du Mouvement Réflexion Action étaient les suivants :

1) Réflexion sur le mouvement étudiant;
2) Réflexion sur quelle forme d'association nationale nous voulons;
3) Réflexion sur l'intervention future au sein d'une association nationale. (15)

Le Mouvement Réflexion Action ne tiendra pas, par la suite, d'activités sérieuses et disparaîtra quelques semaines plus tard. Un an et demi après, soit les 5, 6 et 7 novembre 1982, certaines associations étudiantes, qui avaient activement participé aux travaux de la «Ligne Blanche» créeront une nouvelle association étudiante mais limitée strictement au niveau collégial. Son nom : la FEDERATION DES ASSOCIATIONS ETUDIANTES COLLEGIALES DU QUEBEC (FAECQ).

L'«affaire» Bruno Guy Héroux

Le 14 juin 1980, Bruno Guy Héroux, circulant en automobile à Trois-Rivières, est interpellé par des agents de la Sûreté du Québec pour avoir commis une infraction au code de la route. Après avoir pris les informations d'usage, un des policiers somme Guy Héroux de mettre ses mains sur le coffre arrière de son auto; il procède alors à la fouille, le menotte et, laissant son véhicule sur place, le conduit au quartier général de la police de Trois-Rivières. On informe alors le prévenu de l'existence d'un mandat d'arrestation émis, le 11 juin à Montréal, à travers toute la province pour le «vol» et le «recel» de chèques totalisant un montant d'environ $70,000. Puis, après avoir informé M. Héroux des accusations qui pesaient contre lui, les policiers le transfèrent à la prison de Trois-Rivières où il passera la nuit sans avoir pu communiquer avec son avocat.



Le 23 octobre, 5 000 étudiants-es manifestent dans les rues de Montréal pour défendre Bruno Guy Héroux.

Les accusations qui sont portées par l'adminstration de l'Université de Montréal contre Bruno Guy Héroux sont d'une gravité telle qu'il est passible, s'il est reconnu coupable, de 10 ans de prison!

Mais pour bien comprendre les raisons qui ont motivé l'administration de l'Université de Montréal à entamer des poursuites contre M. Héroux, il faut nécessairement revenir quelque peu en arrière, soit au moment où les étudiants-es en résidences à l'Université de Montréal décident en assemblée générale le 3 mars 1980, de s'opposer à la hausse des prix des loyers et mandatèrent un comité anti-hausse qui, lui, devait voir à proposer, à la prochaine assemblée générale, des moyens de pressions à exercer.

Le 11 mars, l'Association des Etudiants en Résidence de l'Université de Montréal (AERCUM) organise une deuxième assemblée générale où le comité anti-hausse propose deux grands moyens d'action visant à frapper l'administration de

(14)- Ibid, voir annexe 1-B.
(15)- «La transformation de la Ligne Blanche», le québec-ETUDIANT, vol. 4, no 9, le 9 mars 1981, pp. 2 et 8. Cet article est, en fait, une lettre qu'un lecteur avait envoyé au québec-ETUDIANT.

plein fouet. Ces moyens d'action étaient :

- l'occupation immédiate et illimitée des bureaux de l'administration;
- la retenue des chèques de loyer ($70 000) jusqu'à un règlement convenable du conflit.

Le soir même, le comité anti-hausse, appuyé par de nombreux-euses résidents-es, planifie l'occupation des bureaux administratifs; les occupants-es expulsent les administrateurs-trices des lieux et prennent en main l'administration totale des immeubles à logement étudiant. Le 7 avril, la police de la Communauté Urbaine de Montréal (CUM) arrive en force et expulse les occupants-es. L'administration de l'Université de Montréal engage des «bouncers» pour prévenir une nouvelle tentative d'occupation. Selon les informations obtenues par le comité anti-hausse, ces «bouncers» (qui sont en fait d'anciens lutteurs) coûtent à l'Université $500 / jour. Selon le comité anti-hausse, «Cette somme représente l'élimination de la hausse de l'an prochain pour environ 10 étudiants par jour, 300 en un mois!» (16) L'occupation aura duré 26 jours. Mais cette expulsion des occupants-es par la police de Montréal était loin de mettre un terme à cette lutte étudiante.

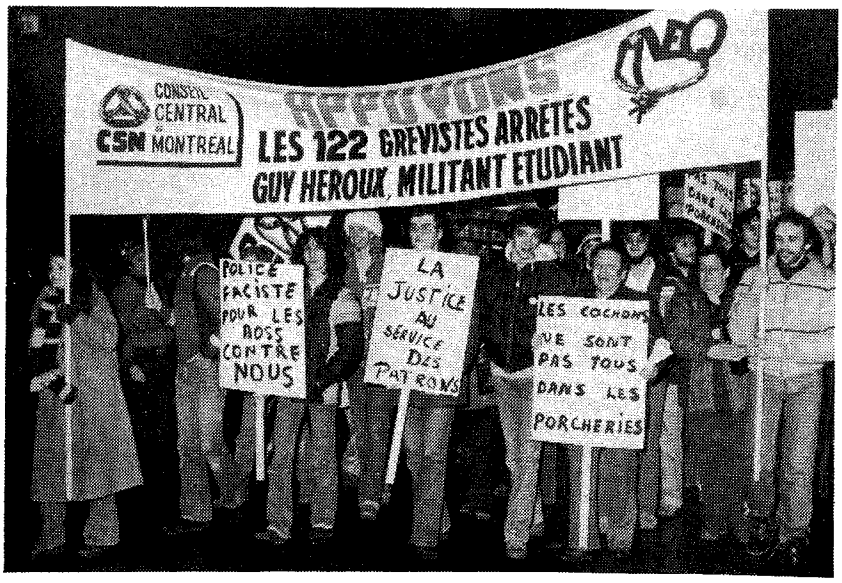
Le 10 avril, une cinquantaine de résidents-es «visitent» à nouveau les bureaux administratifs et profitent de l'occasion pour tapisser les murs à l'aide d'oeufs et de tomates. Rappelons que le comité anti-hausse a toujours en sa possession pour près de $70 000 en chèques de loyer et de dépôt. Afin de ne pas nuire au renouvellement des baux pour la session d'automne '80, le comité anti-hausse décide, le 4 mai, de remettre aux responsables des résidences tous les chèques qui avaient été déposés dans un coffret de sûreté. Le 5 mai, deux membres du comité anti-hausse, Bruno Guy Héroux (le secrétaire du comité) et Etienne Paquet, se présentent à la banque avec laquelle ils faisaient affaire pour trier, classer et rapporter les chèques. Une fois que le coffret de sûreté est ouvert, deux policiers, sans uniformes, procèdent à l'arrestation et à la fouille des prévenus. D'autre part, les policiers, munis d'un mandat de perquisition, saisissent le contenu du coffret et amènent les deux militants au poste 31. Après avoir été emprisonnés pendant 3 heures et après avoir rempli les dépositions d'usage, Héroux et Paquet sont, sans qu'il y ait d'accusations officielles portées contre eux, libérés.

Puis 5 semaines après cet événement, soit le 15 juin, Bruno Guy Héroux, considéré par les autorités de l'Université de Montréal comme un des leaders du comité anti-hausse, est officiellement informé des accusations pesant contre lui. Comme nous l'avons indiqué au début de ce chapitre, Héroux avait été arrêté le 14 juin. Il passera enfin



Le 4 mars 1981, 350 personnes manifestent contre la répression et pour soutenir Héroux.

(16)- «*La chronologie des événements*», ***le québec-ETUDIANT***, *vol. 4, no 1, le 2 septembre 1980, pp. 6 et 7. Cette chronologie a été effectué à partir d'un texte produit, le 8 août 1980, par le comité anti-hausse des Résidences de l'Université de Montréal. Le document était intitulé : Si la prison vous intéresse, l'Université de Montréal vous attend.*



Manifestation inter-syndicale, le 20 février 1981.

devant un juge de la Cour municipale de Montréal, le 16 juin, soit deux jours après son arrestation par la police de Trois-Rivières. Le juge de la Cour municipale fixe le début de l'enquête préliminaire (pour déterminer s'il y avait matière à procès), au 26 août 1980. A partir de ce moment, le mouvement étudiant sera appelé à porter une attention particulière à toutes les procédures judiciaires qui seront entamées contre Héroux. Le 26 août l'enquête préliminaire fut reportée au 24 octobre. Le report de cette enquête était en soi une très bonne chose puisque cela permettait au mouvement étudiant d'organiser, à la rentrée scolaire d'automne '80, une vaste campagne de sensibilisation dans les CEGEPS et les universités afin d'appuyer Bruno Guy Héroux. Déjà l'ANEQ, lors de son colloque de réorganisation, avait donné un appui moral et financier ($150) à la cause du comité anti-hausse et à M. Héroux. La Confédération des Syndicats Nationaux (CSN), le Regroupement des Associations Etudiantes Universitaires (RAEU) ainsi que divers groupes de locataires avaient fait de même.

Saisis de cette grave injustice commise à l'endroit d'un militant étudiant, la Fédération des Associations Etudiantes du Campus de l'Université de Montréal (FAECUM), l'Association des Etudiants en Résidence du Campus de l'Université de Montréal (AERCUM), le RAEU et l'ANEQ décidèrent, lors d'une réunion tenue le 23 septembre, de coordonner leurs interventions et d'organiser pour le 24 octobre (journée de l'enquête préliminaire) une manifestation nationale regroupant l'ensemble des associations étudiantes du Québec. En fait, l'analyse qui avait été développée par le mouvement étudiant pouvait facilement se résumer à ce slogan : «Une attaque contre un est une attaque contre tous».

Xavier Blaisel, membre du conseil central de l'ANEQ, avait expliqué, au journal **le québec-ETUDIANT**, quelles étaient les raisons qui devaient motiver le mouvement étudiant à défendre activement Bruno Guy Héroux. Il le faisait en ces termes : «Partout à travers la province nous devons clairement démontrer notre solidarité envers Héroux. On a vu les injonctions qui interdisent le droit de grève de façon permanente aux étudiants-es en sciences sociales à l'Université de Montréal, on voit la non-reconnaissance de l'AGEUQAM, on voit aussi les règlements répressifs dans les collèges; avec la poursuite au criminel de Héroux, le vase déborde!» (17) Mais cette analyse de l'ANEQ ne sera pas partagée par le RAEU qui préférait ne limiter cette lutte étudiante qu'à la remise en question de «l'autoritarisme administratif de l'Universié de Montréal». L'ANEQ considérait, pour sa part, qu'il était nécessaire d'élargir ce combat à l'ensemble des mesures répressives qui affectaient directement les associations étudiantes. Par ailleurs, ce qui est important d'indiquer ici, c'est que l'ANEQ dénonçait également l'inertie du gouvernement péquiste sur la question de la reconnaissance des associations étudiantes et pour ne pas avoir fait pression sur l'Université de Montréal pour qu'elle arrête ses poursuites contre Bruno Guy Héroux. Cette dénonciation du gouvernement péquiste par l'ANEQ ne plaisait guère au RAEU dont une large partie de ses militants-es provenait des rangs de ce parti politique et/ou du Mouvement étudiant pour le OUI (MEOUI). (18)

Cette divergence dans l'analyse était loin d'être anodine; elle aura un impact direct dans la planification même de la mobilisation étudiante. Ainsi, la manifestation nationale que la coalition ANEQ-RAEU-AERCUM-FAECUM avait prévu tenir le 24 octobre et qui devait se rendre devant la Cour municipale fut, à la place, organisée la veille (23 octobre) et son trajet fut largement modifié puisqu'elle se rendit, au grand désaccord de l'ANEQ, devant les bureaux administratifs de l'Université de Montréal. Pour l'ANEQ, ces modifications, surtout celles qui se rapportaient au trajet, réflétaient bien les positions du RAEU dont l'objectif était de limiter au maximum la dénonciation du PQ et de faire en sorte que les étudiants-es ne s'attaquent, en particularisant ce cas, qu'à l'Université de Montréal.

Malgré ces différends, la manifestation nationale du 23 octobre fut un grand succès. Plus de 5,000 étudiants-es y ont participé afin de protester contre les poursuites judiciaires que l'administration de l'Université de Montréal a portées à l'endroit de M. Héroux. De plus, cette manifestation avait été précédée par une vaste campagne d'information (conférence de presse, tracts, affiches, auto-collants, macarons, pétitions, etc.). Les organisateurs-trices évaluaient à 50,000 le nombre d'étudiants-es qui, à cette occasion, avaient débrayé (13 institutions scolaires avaient été paralysées en totalité).

Le lendemain, soit le 24 octobre, l'enquête préliminaire débuta. Bruno Guy Héroux fut officiellement accusé en vertu des articles 283 et 294 du code criminel. «La loi stipule, rapportait-on dans **le québec-ETUDIANT**, qu'un individu commet un vol lorsqu'il s'approprie d'une chose pour son usage personnel ou pour une autre personne avec l'intention d'en priver, temporairement ou complètement, le propriétaire ou toute autre personne ayant un intérêt spécial dans cette chose ou propriété». (19) La peine maximale prévue pour cette infraction est de 10 ans de prison.

En résumé, l'administration de l'Université de Montréal accusait Bruno Guy Héroux d'avoir tout simplement appliqué un mandat que l'assemblée générale lui avait confié. Techniquement, sur le plan judiciaire, M. Héroux était coupable puisqu'il avait commis l'erreur de déposer les chèques à son nom personnel plutôt que d'utiliser, par exemple, le nom de son association. C'est ce petit détail qui permit à l'Université de Montréal de poursuivre au criminel pour «vol et recel» ce militant étudiant.

---

(17)- «Une action concertée pour défendre Héroux», le québec-ETUDIANT, vol. 4, no 3, le 6 octobre 1980, p. 1.

(18)- Le MEOUI avait été créé par des militants-es péquistes qui désiraient, dans le milieu étudiant, faire campagne en faveur du «OUI» au référendum sur la souveraineté-association.

(19)- «L'enquête se termine sur une note amère», le québec-ETUDIANT, vol. 4, no 5, le 10 novembre 1980, p. 6.

L'enquête préliminaire du 24 octobre a également permis à l'administration de l'Université de Montréal de déposer un 3e chef d'accusation contre Héroux, consistant en un vol simple de $980 en argent et matériel. Ainsi lors des occupations de mars et avril '80, près de $600 auraient été volés dans un coffret non verrouillé et $380 de photocopies auraient été produites à cette occasion. «La défense, spécifiait-on dans **le québec-ETUDIANT**, a expliqué qu'il n'y avait aucune preuve pour accuser Guy Héroux de ce vol, étant donné qu'il y avait eu plusieurs centaines d'allées et venues lors de l'occupation, donc n'importe qui aurait pu commettre le délit.»

«L'avocat de la Couronne a rétorqué que Héroux étant le porte-parole des occupants, il devait assumer son rôle de leader.» (20)

Derrière ces accusations, il y avait donc beaucoup plus qu'une simple poursuite judiciaire contre **l'individu** Bruno Guy Héroux. L'administration de l'Université de Montréal voulait absolument mettre un terme aux moyens de pression exercés par l'AERCUM contre la hausse des loyers des résidences et pour cela elle était prête à en payer le prix. Sa tactique : concentrer ses efforts contre un individu en entreprenant, contre lui, d'énormes procédures judiciaires. Le but de cette tactique : faire peur aux autres militants-es étudiants-es et, si possible, dissoudre l'AERCUM.

La 2e partie de l'enquête préliminaire, tenue le 18 décembre, détermina, selon le juge qui la conduisait, qu'il y avait dans toute cette histoire, matière à procès. Le procès débuta donc le 20 avril '81. Rappelons que lors de la tenue des deux volets de l'enquête préliminaire, l'ANEQ avait organisé des lignes de piquetage afin de montrer à Bruno Guy Héroux qu'il avait de forts appuis dans le mouvement étudiant. Le 18 novembre, peu après la comparution de Héroux, les 400 piqueteurs-euses décidèrent, à l'invitation du conseil régional de Montréal de l'ANEQ, de poursuivre leur action mais cette fois en occupant, pendant quelques heures, les bureaux du ministère de l'Education. Les occupants-es revendiquaient entre autres que le ministre de l'Education, M. Camille Laurin, intervienne en faveur de la reconnaissance des associations étudiantes et pour qu'il dénonce les poursuites entamées par l'Université de Montréal contre Héroux.

Cela dit, le 20 avril 1981, le procès de Bruno Guy Héroux débuta. Dès l'ouverture de ce procès, la Couronne ajouta un 4e chef d'accusation : celui «d'extorsion». En gros, la Couronne accusait Héroux d'«avoir menacé l'Université de Montréal de garder des biens qui lui appartiennent pour obtenir certains avantages pour des étudiants». (21) Selon Héroux, cette accusation était, de fait, une reconnaissance implicite de l'argumentation que la défense avait développée depuis la toute première enquête préliminaire.

Le lendemain, soit le 21 avril, Héroux accepta, suite à une «offre» de la Couronne, de plaider coupable à un des quatre chefs d'accusations (la moins importante!) et de cet accord, il évita de subir son procès des quatres chefs d'accusations (vol, recel, vol simple d'argent et extorsion). Bien que la victoire n'était pas totale, les gains semblaient très appréciables puisqu'«à l'époque, dira Héroux, il nous est apparu opportun, -non seulement opportun, mais nécessaire- de mettre un terme à cette excalade vu que le chef d'extorsion avait une importance capitale pour le mouvement étudiant.» (22)

Par ailleurs, Bruno Guy Héroux écopa d'une sentence suspendue d'un an avec promesse d'observer une bonne conduite. Comment devait-on évaluer la sentence? «C'est dans les motifs que le juge a évoqué au prononcé de la sentence qu'il faut trouver la réponse», affirmera Héroux.

«Le juge a bien fait savoir que, bien que les moyens utilisés -occupation, retenue de chèques- étaient illégaux, **l'étudiant en question n'était pas seul, il bénéficiait d'un mandat de son assemblée**, il me semble à moi que ce jugement reconnaît donc l'essentiel de l'argumentation apportée par le mouvement étudiant tout au long de l'affaire : l'Université de Montréal tente de faire un exemple; le juge dit : 'Mais il n'était pas tout seul'. On reconnaît notre argumentation : c'est l'Université de Montréal qui se trouve, concluera Héroux, dans de beaux draps.» (23)

En guise de conclusion, on peut certainement affirmer que pour l'automne 1980 et l'hiver '81, «l'affaire Bruno Guy Héroux» fut, sans conteste, l'événement le plus marquant pour le mouvement étudiant. L'ANEQ considérait que cette attaque **politique** contre un leader étudiant s'imbriguait dans un tout. C'était une manifestation claire mais non unique d'une mesure répressive qui visait essentiellement à briser non pas seulement un individu mais tout mouvement de combativité qui pouvait se manifester occasionnellement dans le mouvement étudiant. C'est donc dans cette optique que le conseil central de l'ANEQ «n'entendait pas réduire l''ennemi' à la seule direction de l'UdeM et préférait alors manifester son opposition à cette répression près de l'enceinte du procès qu'on pouvait à juste titre qualifier de 'procès du mouvement étudiant'». (24)

De plus, le fait que la Couronne (c'est-à-dire les représentants-es de l'UdeM) ait retraité sur 3 des 4 accusations qu'elle avait l'intention de porter initialement contre Héroux n'est sûrement pas étranger à l'ensemble de la mobilisation étudiante. Bien au contraire! Bien sûr, cette mobilisation a vécu ses hauts comme ses bas mais sans elle, Bruno Guy Héroux aurait-il connu le même sort? Aurait-il été emprisonné? Quoi qu'il en soit, les étudiants-es d'un peu partout à travers le Québec ont fait preuve d'une maturité politique et d'une solidarité collective exemplaire. Oui! La mobilisation

---

(20)- Ibid, p. 6.

(21)- «On reconnaît notre argumentation; c'est l'U de M qui est dans de beaux draps -Guy Héroux», le québec-ETUDIANT, vol. 5, no 3, le 26 octobre 1981, p. 8.

(22)- Ibid, p. 8.

(23)- Ibid, p. 8.

(24)- «Le procès Héroux fut sans conteste un procès politiques», le québec-ETUDIANT, vol. 5, no 3, le 26 octobre 1981, p. 9. Cet article est, en fait, un résumé du bilan qu'avait tracé le conseil central de l'ANEQ sur cette importante lutte étudiante.

étudiante, qui avait entouré toute cette affaire démontra, à nouveau, que le mouvement étudiant québécois était bel et bien vivant.

Mais il y a tout de même une note un peu plus sombre à ce tableau : les tentatives récupératrices du RAEU qui à cette époque, profita de cet événement pour «vendre», au mouvement étudiant, son «fameux» projet de «charte des droits étudiants». Il organisa en ce sens, les 6-7 et 8 février 1981, un colloque qui, plutôt que de faire avancer la mobilisation étudiante qui venait de se développer, contribuera à consolider la tendance au sein du mouvement étudiant qui était favorable à la collaboration avec l'Etat.

Le colloque du RAEU sur la Charte des «droits étudiants» consacre la division

C'est principalement dans le milieu étudiant universitaire que s'amorça, à la fin de 1980 début 1981, une violente polémique sur la question de la charte des droits étudiants. Il faut se rappeler qu'à cette époque le mouvement étudiant avait été confronté à de nombreuses attaques, dont plusieurs d'entre elles avaient été particulièrement répressives : la lutte pour la reconnaissance des associations étudiantes à l'UQAM et au Vieux-Montréal faisait toujours partie des priorités de l'ANEQ; à l'Université de Montréal, 3 associations étudiantes de départements (socio, psycho et histoire) étaient victimes d'une injonction qui leur interdisait d'occuper les bureaux administratifs et même... de tenir une ligne de piquetage; et, comble de malheurs, Bruno Guy Héroux, un militant étudiant, était poursuivi au criminel, par l'administration de l'Université de Montréal, pour s'être tout simplement impliqué dans une lutte étudiante. La question des droits étudiants étaient donc plus que jamais à l'ordre du jour dans les associations étudiantes. Or, à travers les débats qui eurent lieu dans les associations étudiantes à propos des stratégies à utiliser pour faire reculer l'Etat et les administrations locales dans l'application de leurs mesures répressives ou encore de leurs politiques anti-étudiantes, le mouvement étudiant se divisa en deux grandes tendances : il y avait d'un côté le RAEU et son projet de charte des droits étudiants et de l'autre côté un groupe de militants-es étudiants-es de différentes institutions regroupés-es par l'Université de Québec à Montréal (AGEUQAM) qui s'opposait au fait que les droits étudiants soient, par voie législative, encadrés par l'Etat. Ce dernier groupe était assez près des orientations que l'ANEQ avait développées sur la question des droits étudiants.

A noter que l'idée de l'élaboration d'une charte des droits étudiants émanait, en fait, de militants-es de la Fédération des Associations Etudiantes du Campus de l'Université de Montréal (FAECUM) et du Regroupement Etudiant du premier Cycle de l'Université de Laval (REP maintenant la CADEUL) qui, à l'époque, réunis autour de la direction du RAEU, tentèrent de convaincre l'ensemble du mouvement étudiant de la validité de leur projet.

Ces militants-es pro-RAEU affirmaient que l'adoption d'une loi sur les droits étudiants (une sorte de code du travail mais adapté au milieu étudiant) serait de nature à protéger les droits étudiants (et même les acquis!) contre toute forme d'«autoritarisme» des administrations locales. Limitant leur discours qu'à l'«autoritarisme» des administrations locales, ces militants-es, qui refusaient littéralement de dénoncer le rôle de l'Etat et de ses politiques par rapport à l'éducation, en arrivaient même à soutenir le ministre Laurin dans certaines de ses initiatives. Ainsi, dans un éditorial publié dans le journal étudiant de l'Université de Montréal, **Le Continuum** et dont le titre était «Dans l'mille Camille», Denis Vallières, militant de la FAECUM, ne se gênait pas pour louanger le ministre de l'Education, affirmait ce qui suit : «Le Québec a besoin de ministres qui savent l'heure et qui la dise. De même la Fédération sait l'heure et manifeste une volonté claire de donner aux étudiants-es une réponse décisionnelle aux différentes tables où sont élaborés les règlements, particuliers et généraux, concernant la vie universitaire... Laurin dit à haute voix, dans ce cas, ce que le mouvement étudiant était, concluait Vallières, en train d'établir silencieux mais agissant...» (25)

Par mouvement étudiant, Denis Vallières pensait sûrement... au RAEU. Mais, ici, tout-e militant-e étudiant-e honnête était, certes, en droit de se demander à quelle heure étaient réglées les horloges de la FAECUM, du RAEU et du ministère de l'Education. Etait-ce celle où le mouvement étudiant dans son ensemble était appelé à subir, passivement, les compressions budgétaires et les contre-réformes dans l'éducation? Avec les déclarations fracassantes de la FAECUM (et du RAEU), le ministre de l'Education pouvait se reposer à son bureau... il venait de trouver, dans le mouvement étudiant, des alliés-es qui allaient faire, pour lui, la promotion des politiques de son gouvernement dans les CEGEPS et les universités.

Conscient de ses appuis et d'autant plus qu'il s'était lui-même prononcé, à quelques reprises, contre l'«autoritarisme» des administrations locales (et c'était tout à son avantage!), le ministre Laurin ne lésina pas un seul instant à dégager $17,000 afin que le RAEU puisse organiser un colloque ayant pour thème les droits étudiants!

Quoi qu'il en soit, le colloque du

(25)- «Dans l'mille Camille», LE CONTINUUM, vol. 4, no 17, le 27 janvier 1981, p. 2.

RAEU eut lieu les 6, 7 et 8 février 1981 à l'Université de Montréal. Dès l'ouverture du colloque, les tensions entre la tendance pro-charte (dont le projet de charte avait été publié quelques semaines avant la tenue de cette activité) et celle qui s'y opposait était grande. Parmi les observateurs-trices invités-es, il faut noter la présence de deux personnes de marque : M. Robert Gaulin, alors président de la Centrale de l'Enseignement du Québec (CEQ) et... le ministre de l'Education, M. Camille Laurin.

Après la troisième journée de ce colloque, les participants-es, soit environ 400 personnes, étaient partagés-es entre les deux courants qui s'étaient manifestés tout au long des discussions et des débats qui eurent lieu pendant cet événement. Loin de se gagner l'appui général des étudiants-es, le projet de charte des droits du RAEU (et du ministre de l'Education!) subit, au contraire, quelques rebuffades importantes. Pris de cours par la tournure des événements et s'organisant sur le tas, les opposants-es à la charte décidèrent, en guise d'alternative, de mettre de l'avant l'idée d'un manifeste de revendications sur les droits étudiants. «Cela, affirmait-on, aurait l'avantage de servir de programme pour s'organiser contre la répression, tout en ne limitant pas les droits étudiants strictement à un cadre juridique, parce que les revendications étudiantes ne sauraient toutes relever du domaine du droit». (26)

De plus, les opposants-es au projet du RAEU n'avaient pas limité leurs critiques qu'au contenu de la charte et à son adoption possible par le gouvernement du Québec; ils-elles considéraient que l'organisation même de ce colloque avait été marquée par un anti-démocratisme qui, disait-on, atteignit des «sommets hallucinants». Ainsi, les critiques que les opposants-es avaient développées face à l'organisation de ce colloque se résumaient, en gros, à 5 points :

1) Alors que le conseil des représentants du RAEU avait donné son aval à la tenue et à l'organisation d'un colloque sur les droits étudiants, les organisateurs du colloque (les textes de l'époque en font foi) orientent celui-ci dans l'optique pré-déterminée en coulisse de l'adoption d'une charte des droits sujette à être légiférée.
2) Le président et le service d'ordre du colloque empêchèrent que l'ordre du jour soit soumis aux voix. Le président était nommé par le comité d'organisation du colloque.
3) Alors que le RAEU avait refusé d'entendre un représentant de l'ANEQ, le ministère de l'Education, **lui**, était invité. Il est vrai que le gouvernement du Québec finançait généreusement ($17, 000) la tenue du colloque pour que nous, nous adoptions une charte!!!
4) Suite aux discours d'ouverture, les noms des quelques personnes qui pouvaient interroger les panellistes étaient **tirés au sort!!!**
5) De façon générale, il ne fut jamais tenu compte des quelques 150 délégués-es (la moitié, peut-être plus, des participants-es) qui réclamaient un débat sur une législation **VS** un manifeste de revendications. Mentionnons que la majorité de ces quelques 150 personnes étaient mandatés-es contrairement au reste des participants-es. (27)

En somme, lors de la tenue de cette activité, les participants-es auront eu droit à pas moins de deux colloques : celui du RAEU et celui de ceux et celles qui défendaient l'idée de l'élaboration d'un manifeste de revendications. En effet, les pratiques anti-démocratiques des organisateurs-trices du colloque forcèrent les opposants-es à organiser, le dimanche, une plénière parallèle afin de s'assurer que les débats de fond aient lieu sur les différentes alternatives proposées. Donc, il y avait deux assemblées plénières parallèles regroupant chacune pratiquement autant de personnes.

Le projet du RAEU n'avait même pas encore pris son envolée que déjà il était largement contesté par une frange importante du mouvement étudiant. Et c'est ce qui faisait son malheur puisqu'en fait le RAEU ne réussit même pas à l'imposer et, qui plus est, cette activité contribua à discréditer, auprès des militants-es étudiants-es, cet organisme. Le RAEU venait donc d'apprendre, à ses dépens, que ce n'était pas toujours payant de longer les corridors du ministère de l'Education.

Le 13ème Congrès

«S'ORGANISER DANS L'UNITE« : Voilà quel était le thème du 13e Congrès de l'ANEQ. Ce Congrès national, qui regroupait 29 associations étudiantes (9 non-membres), avait lieu au CEGEP Montmorency, les 13-14 et 15 février 1981. A l'ordre du jour, comme à l'accoutumée, il y avait de nombreux points : lecture des rapports d'activités et moral du conseil central; statuts et règlements; rapport du comité paritaire ANEQ / RAEU; répression; projet de règlements des études collégiales (PREC); Etats Généraux de la jeunesse québécoise; etc.

Comme on peut le remarquer, le 13e Congrès de l'ANEQ avait un ordre du jour assez chargé. Mais le travail des délégués-es avait porté essentiellement sur les modifications que le conseil central désirait effectuer à la constitution de l'ANEQ. Il y en avait plus de 50! Dans l'ensemble, ces modifications ne transformaient pas en profondeur les principes qui régissaient le fonctionnement de l'ANEQ mais elle permettaient d'ajuster la constitution anéquienne aux expériences qu'avait acquises le mouvement étudiant québécois depuis quelques années. Soulignons que ces modifications

*(26)- **Le mouvement étudiant des années '80 : autonomie ou intégration**, texte produit par le Centre étudiant de recherche et de formation [CEREF], octobre 1982, p. 11.*
*(27)- Ces 5 critiques sont énumérées dans un texte publié par l'AGEUQAM. Le titre de ce document est : **Le RAEU n'a pas de raison d'exister**, 1981.*

Principales résolutions adoptées au 13ème Congrès

QUESTION-FEMMES : Le 13e Congrès a voté que l'ANEQ participe aux différentes activités dans le cadre du 8 mars (journée internationale des femmes) et qu'elle «favorise la mise sur pied d'un 'comité de liaison nationale' ainsi que la tenue d'une réunion nationale des comités de condition féminine.» De plus, le Congrès a appuyé l'idée qu'il y ait dans le journal de l'ANEQ, **le québec-ETUDIANT**, et ce à tous les numéros, un espace réservé afin que la question-femmes soit régulièrement traitée.

CHOMAGE-ETUDIANT : Le Congrès a donné, au conseil central de l'ANEQ, le mandat d'approfondir son analyse sur le chômage étudiant et de suggérer «des orientations de travail aux associations sur cette question avant le 1er mai». De plus, les délégués-es ont invité l'ANEQ à organiser une campagne pour l'obtention d'emplois d'été pour les étudiants-es et à dénoncer les projets mis de l'avant par KATIMAVIK et JEUNESSE CANADA MONDE.

STATUTS ET REGLEMENTS : Le 13ème Congrès a donné l'occasion au Conseil Central de l'ANEQ ainsi qu'aux associations étudiantes locales d'apporter une longue liste de modifications à la constitution (Statuts et Règlements) de l'ANEQ. La majorité de ces amendements ne faisait qu'officialiser des situations qui étaient en place depuis fort longtemps.

LE JOURNAL LE PIEUX : Dénonçant la censure dans les journaux étudiants, particulièrement pour ceux du niveau secondaire, le Congrès a accordé son soutien à 2 étudiants de la polyvalente de Ste-Agathe qui avaient été suspendus par la direction de cette école pour avoir publié un journal, **LE PIEUX**, que certaines personnes jugeaient indécent.

EL SALVADOR : Réitérant son appui à la lutte du peuple salvadorien contre la dictature militaire (pro-américaine), le Congrès de l'ANEQ avait également résolu de participer à plusieurs activités en ce sens et de donner son plein appui à la coordination nationale des comités étudiants de solidarité avec la lutte du peuple salvadorien.

AFRIQUE DU SUD : L'ANEQ a accordé son soutien au comité des relations extérieurs de la McGill Student Society dans la campagne qu'il mène pour que l'université McGill retire ses investissements des compagnies faisant affaire avec le régime raciste de l'Afrique du Sud.

correspondaient en partie aux suggestions qu'avaient exprimées les délégués-es étudiants-es qui avaient participé au colloque de l'ANEQ sur la réorganisation (août 1980).

D'autre part, le rapport moral du conseil central de l'ANEQ, qui fut adopté à l'unanimité par le 13e Congrès, avait indiqué quels étaient les grands dossiers qui devraient être abordés par le mouvement étudiant pour l'année à venir. «A ce titre, disait-on, deux dossiers nous semblent particulièrement brûlant : la répression (l'affaire Héroux en tête) et nos conditions d'études (particulièrement le projet de règlement des études collégiales, le chômage estival et les prêts et bourses).»

«Nous entendons mener le plus efficacement possible les débats autour de ces dossiers, débats qui devraient nous mener vers le quatorzième Congrès de l'ANEQ, en mai prochain. Ce Congrès, dans la continuation du colloque et du treizième Congrès devrait s'axer autour, concluait-on, d'un programme clair pour le mouvement étudiant et, bien sûr, la réunification des forces étudiantes québécoises dans une centrale unique.» (28)

Pour s'assurer que le programme soit bien élaboré, le 13e Congrès nomma une Commission sur le programme qui avait le mandat d'éplucher tous les procès-verbaux de l'ANEQ afin de compiler l'ensemble des propositions qui avaient été adoptées au cours de son histoire. La Commission sur le programme était composée de 5 personnes : Paule Duchesne (exécutif); Bertrand Desaulnier (CEGEP de Shawinigan); Manon Blanchard (CEGEP de Sherbrooke); Jean Dufresne (Université Laval) et Luc Rousse (CEGEP de Montmorency).

En mettant sur pied cette Commission sur le programme l'ANEQ souhaitait, tout en ayant une meilleure vue d'ensemble de ses revendications, adopter et améliorer son programme sur de nouvelles questions telles : la reconnaissance des associations étudiantes; l'accessibilité à l'éducation; opposition à la fermeture de départements et à la centralisation des pouvoirs institutionnels. La Commission sur le programme avait donc beaucoup de pain sur la planche... Il ne restait plus maintenant qu'à doter l'ANEQ, comme on le disait à cette époque, «d'un programme clair, cohérant et articulé».

Sur la question de la réunification des forces étudiantes (dans le cadre d'une centrale syndicale unique!), le 13e Congrès eut l'occasion de discuter d'une partie du rapport du comité paritaire ANEQ-RAEU. Ce comité paritaire, regroupant 2 représentants-es de l'ANEQet deux repré-

(28)- Rapport moral du conseil central de l'ANEQ, présenté au 13e Congrès de l'ANEQ, les 13, 14 et 15 février 1981.

sentants-es du RAEU, avait été formé au 12e Congrès de l'ANEQ. Il avait la tâche d'étudier les modalités de collaboration entre les deux organisations étudiantes nationales. Mais très tôt cependant, le comité paritaire pris conscience de la nécessité d'une unité organisationnelle pour l'ensemble du mouvement étudiant, autant universitaire que collégial. Les 4 membres du comité paritaire avaient fait le voeu, qu'après la publication de la 3e partie de leur rapport, que les associations locales puissent, à travers leurs assemblées générales, le faire connaître et ainsi le faire approuver par l'ensemble des étudiants-es du Québec.

«Une fois que les principes devant mener à la mise sur pied d'une centrale unique pour les étudiants du Québec auront été adoptées par les instances suprêmes des deux organisations, un comité pourra se charger, affirmait-on, de la rédaction des statuts et règlements.» (29) Le rapport du comité n'eut finalement jamais de suite puisque dans les semaines et les mois qui ont suivi les relations entre l'ANEQ et le RAEU tournèrent au vinaigre.

Par ailleurs, le 13e Congrès de l'ANEQ après avoir discuté du projet de règlements des études collégiales, le rejeta en bloc. Les raisons du rejet du PREC sont exprimées dans une vingtaine d'attendus qui précédaient la proposition qui fut adoptée à cet effet. Ces attendus peuvent, en gros, se répartir à deux niveaux : 1er) le PREC, en centralisant les pouvoirs pédagogiques entre les mains du directeur des services pédagogiques et du ministre, enlevait à l'étudiant-e la possibilité de négocier ses plans de cours. A ce chapitre, le droit de regard sur notre formation académique était complètement bafoué. De plus, à cette époque, le PREC ajoutait trois nouveaux cours obligatoires : mathématiques, histoire et économie du Québec. L'ANEQ s'opposait à l'ajout de ces trois nouveaux cours. 2e) le PREC asservissait l'éducation à l'économie en crise, en ajustant les programmes scolaires au besoin direct de l'économie régionale. La formation, tant générale que professionnelle, de l'étudiant-e devenait alors beaucoup plus limitée puisqu'elle n'était adaptée qu'en fonction d'une région donnée et, qui plus est, de certaines entreprises bien spécifiques.

Outre la publication d'une brochure pour expliquer l'analyse que faisait l'ANEQ du PREC, le Congrès, voyant la nécessité d'opposer une alternative à ce projet, résolu d'entreprendre des démarches auprès des centrales syndicales et des groupes populaires afin de bâtir un projet d'école qui s'appuiera, en premier lieu, sur les besoins et les intérêts de la collectivité québécoise.

Soulignons, soit dit en passant, que l'ANEQ avait tenu, les 23-24 et 25 janvier 1981, une session de formation sur le PREC. La rencontre, qui avait eu lieu au CEGEP de Limoilou, avait regroupé une centaine de participants-es. A cette occasion, les militants-es étudiants-es s'étaient penchés-es sur les différentes facettes de ce nouveau projet gouvernemental. Le PREC n'était donc pas quelque chose de tout à fait étranger aux délégués-es du 13e Congrès de l'ANEQ.

Autre fait important à mentionner de ce 13e Congrès : le désir de l'ANEQ de participer à l'organisation des Etats Généraux de la jeunesse. C'est le mouvement étudiant pour le «OUI» (MEOUI) qui avait avancé l'idée d'organiser, parmi la jeunesse, une telle activité. Mais pour le MEOUI, les Etats Généraux de la jeunesse devait permettre d'élaborer «un programme politique qui aboutirait à une organisation politique des jeunes québécois-es.» (30) L'ANEQ, qui ne soutenait pas cet objectif du MEOUI, considérait que les Etats Généraux devaient «permettre à la jeunesse de s'exprimer sur tous les sujets qui la préoccupent, développer l'unité autour de ses aspirations générales et ses revendications concrètes et de promouvoir les différentes organisations participantes et de leur unité d'action autour de la réalisation des différentes positions prises par les états généraux.» (31)

L'ANEQ décida donc, en Congrès, de participer à la coalition des Etats Généraux de la jeunesse. Mais, sa participation ne se faisait pas sur n'importe quelle base. D'abord, elle rejeta le plan de consultation suggéré par le MEOUI et refusa d'investir de l'argent dans ce projet. Ensuite, elle veillera à ce que la coordination ne se superpose en aucune façon aux organismes de jeunes déjà existants. Son travail, au sein de la coalition, visera à ce que l'on dégage des perspectives d'action susceptibles de mobiliser les jeunes autour de leurs problèmes et leurs revendications.



En janvier '81, l'ANEQ organisait une session de formation sur le PREC.

*(29)- «Un pas vers l'unité organisationelle du mouvement étudiant québécois», **le québec-ETUDIANT**, vol. 4, no 8, le 19 février 1981, p. 7.*
*(30)- «L'ANEQ participera aux états généraux de la jeunesse», **le québec-ETUDIANT**, vol. 4, no 8, le 19 février 1981, p. 7.*
(31)- Ibid, p. 7.

Le gouvernement péquiste annonce des coupures de plus de $180 millions

Le 10 mars 1981, le ministre des Finances, M. Jacques Parizeau, annoncait publiquement devant les caméras de télévision, le nouveau budget du gouvernement du Québec pour la période couvrant 1981-82. Ce nouveau budget, présenté par le ministre des Finances, est austère, sans grande surprise, poursuivant une politique déjà bien amorcée de coupures budgétaires dans des secteurs aussi vitaux pour la population que l'éducation et les affaires sociales.

Au niveau des affaires sociales, le «grand argentier» du gouvernement du Québec annonçait, sans gêne et faisant fi de toutes critiques syndicales contre les coupures de personnel et des listes d'attente interminables dans les hôpitaux, des coupures budgétaires dépassant $220 millions.



Il n'y a pas d'âge pour soutenir le droit à l'éducation. La scène se passe le 13 avril 1981.

Ces compressions budgétaires allaient inévitablement affecter la qualité même des divers programmes de santé et de services sociaux offerts à l'ensemble de la population québécoise. La situation sera relativement semblable dans le secteur de l'éducation.

Ainsi, outre les programmes de santé et de services sociaux, le secteur de l'éducation avait aussi eu droit au couperet péquiste. En effet, le ministre Parizeau retranchait plus de $180 millions à ce secteur ce qui, à cette époque, aux dires de la Centrale de l'Enseignement du Québec (CEQ), occasionnerait la mise en disponibilité de plus de 5,000 enseignants-es des niveaux primaire et secondaire; le congédiement arbitraire de 1,000 employés-es de soutien; des coupures nettes de $80 millions pour les budgets des universités et de $18 millions pour l'éducation aux adultes. La situation était donc devenue très grave...

Pour les mouvements syndical, populaire et étudiant, les années 1981-82 marqueront le début d'une vaste campagne politique contre ces restrictions budgétaires qui détérioreront à tous les niveaux les conditions de vie des citoyens-nes du Québec. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre de ce document, le mouvement étudiant en général et l'ANEQ en particulier s'impliqueront activement dans cette campagne politique qui visait justement à contrer les effets néfastes de ces mesures qui, somme toute, remettaient grandement en question la qualité des services éducationnels et l'accessibilité à l'éducation pour tous et toutes.

22 mars 1981 - 22 mars 1982

1981

-1 avril : Des journées d'étude sur le PREC sont organisées dans une quinzaine de CEGEPS. A l'occasion de cette mobilisation étudiante, l'ANEQ publia un document sur le PREC intitulé : «L'Ecole au neutre».

-19 mai : Manifestation de la CEQ à Québec contre les compressions budgétaires dans l'éducation. Plus de 8,000 personnes de divers regroupements, dont les associations de parents, d'étudiants-es (ANEQ), ainsi que des organisations syndicales et populaires ont répondu à l'appel de cette centrale syndicale.

-30-31 mai : XIVe Congrès de l'ANEQ à Québec. Les délégués-es dénoncent les coupures budgétaires, les contre-réformes et la charte des droits étudiants. Plus de 200 personnes (délégués-es et observateurs-trices) y participent.

-4 au 8 juin : Le secrétaire général de l'ANEQ, M. André Querry, participe, à Paris, à une réunion pour fonder une nouvelle association étudiante internatinale. Son nom : l'Association Internationale des Etudiants (AIE).

-5 juin : A Montréal, plus de 3,000 personnes manifestent, à l'appel de la CSN, contre les coupures budgétaires dans les secteurs de l'éducation et des affaires sociales. Près d'une centaine d'étudiants-es marchent derrière la bannière de l'ANEQ.

-22 juin : Le Conseil d'administration de l'UQAM adopte une politique de reconnaissance qui fait complètement fi de la structure étudiante déjà existante à l'UQAM. L'AGEUQAM s'y oppose.

-1 juillet : L'ANEQ dénonce la hausse des tarifs et les mises-à-pied d'étudiants-es à la Ronde. Près de 1,500 tracts y sont diffusés pour sensibiliser la population montréalaise à ces problèmes.

-5 septembre : Publication par le MEQ (pour le niveau secondaire) du guide d'application de la charte des droits et libertés de la personne intitulé : **Jeunes, égaux en droits et responsables.**

-12 septembre : Débrayage étudiant au CEGEP de St-Jean-sur-Richelieu dans le but de dénoncer les coupures budgétaires et les tentatives de l'administration d'empêcher la tenue, par l'association étudiante, d'une assemblée générale.

-15 septembre : Les media d'information annoncent que les gouvernements provinciaux rejettent unanimement les coupures qu'Ottawa se propose d'effectuer au niveau de l'éducation post-secondaire (accords fiscaux).

-28-29 septembre : Intervention policière au CEGEP St-Jean-sur-Richelieu contre des étudiants-es qui occupaient la bibliothèque pour s'opposer à la diminution des heures d'ouverture de ce service.

-2-3-4 octobre : Colloque de l'ANEQ et du RAEU, à l'Université Concordia, contre les coupures budgétaires et les contre-réformes. Plus de 400 personnes ont participé à cette activité.

-4 novembre : Journée nationale de protestation organisée conjointement par l'ANEQ et le RAEU. 15 associations étudiantes des niveaux collégial et universitaire ont été en débrayage ou en journée d'étude. A Montréal, une manifestation a regroupé, dans le cadre de cette activité, plus de 1,500 personnes.

-6-7-8 novembre : Le Comité-femmes de l'ANEQ organise un Forum sur la condition féminine. 14 associations étudiantes y délèguent des représentants-es. Au total, 60 personnes participent à cette rencontre.

-20 novembre : L'ANEQ dépose, aux ateliers du MEQ sur les universités, un mémoire intitulé : «L'éducation au Québec : à l'heure des choix».

-21 novembre : A Ottawa, plus de 100,000 personnes manifestent contre les politiques économiques du gouvernement fédéral. L'ANEQ, dont le cortège regroupe au-delà de 300 personnes, profite de l'occasion pour dénoncer les compressions budgétaires du fédéral et des provinces à l'éducation post-secondaire.

-4 décembre : 8e Congrès du P.Q. à Montréal. Une ligne de piquetage de 2,000 personnes est organisée par une coalition de groupes populaires pour dénoncer les compressions budgétaires. L'ANEQ participe à la mobilisation.

-17 décembre : Conférence de presse avec deux représentants-es de l'ANEQ de retour de Pologne. L'ANEQ lance officiellement une campagne de soutien au syndicat indépendant polonais, le NZS.

1982

-17 janvier : Démission de deux membres de l'exécutif de l'ANEQ, dont celle du secrétaire général, M. André Querry. Certaines divergences sont apparues au sein de l'exécutif et du Conseil central à propos, entre autres, de la pertinence d'organiser une réunion nationale.

-12-13-14 février : Congrès spécial de l'ANEQ, à Chicoutimi, ayant pour thème «La crise économique et l'éducation». Près de 150 participants-es.

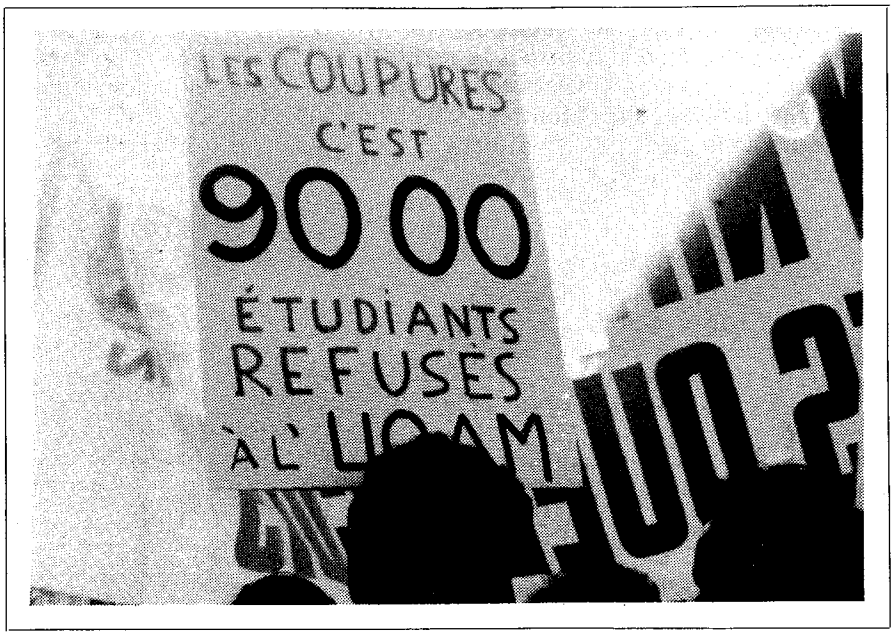
-Mars : La Direction générale de l'enseignement collégial (DIGEC) fait circuler un avis juridique qui annonce l'abolition de la directive 204-07. La nouvelle directive engendre un recul inégalé face à la perception des cotisations étudiantes puisqu'elle les rend volontaires et non plus obligatoires.

1981-1982: Une lutte active contre les coupures budgétaires dans l'éducation

Les compressions budgétaires à l'éducation, annoncées le 10 mars 1981 par le «grand argentier» de l'Etat québécois, M. Jacques Parizeau, allaient, dans ce milieu, susciter beaucoup de remous. Ainsi, le président de la Fédération des CEGEPS, M. Benoît Lauzière, parlant d'«improvisation et de démagogie», soulignait les différents aspects négatifs de ces mesures en ces termes : «Il faut le dire; il y aura désormais moins de services, moins de cours, moins de personnel et moins de gratuité scolaire». (1)

L'ANEQ, quant à elle, avait compris le message. Elle considérait que la condition étudiante, qui était loin de s'améliorer, allait plutôt continuer à se détériorer et que le Parti québécois, avec ses coupures budgétaires massives dans les secteurs de l'éducation et des affaires sociales, contribuait grandement à abaisser la qualité et l'accessibilité de ces services à l'ensemble des citoyens-nes du Québec.

Suite à l'annonce de ces compressions budgétaires, par le ministre des Finances, un important débat s'engageait au sein de la société québécoise sur cette épineuse question. Les enjeux que représentaient, dans les services publics, les compressions budgétaires que le gouvernement du Québec se promettait d'appliquer étaient de taille : perte nette de milliers d'emplois (mises-à-pied de professeurs-es, de techniciens-nes en laboratoire, de préposés-es aux bénéficiaires, etc.); contingentement accrus des programmes dans les CEGEPS et les universités; hausse générale, à tous le moins dans le secteur de l'éducation, des prix dans les cafétérias, dans les résidences étudiantes ou encore tout simplement pour les notes de cours. Et la liste pourrait s'allonger...



Loin de rester passive devant la détérioration des conditions d'étude et de vie des étudiants-es, l'ANEQ s'était impliquée activement dans ce débat afin de faire valoir ses revendications à ce sujet. Rappelons que l'opposition à ces mesures draconiennes du gouvernement du Québec fut générale. Exception faite du Conseil du patronat du Québec qui applaudissait tout souriant, de nombreuses associations de parents, des organisations syndicales et populaires, dont l'ANEQ, avaient joint leurs voix dans le but de faire reculer le gouvernement et ainsi de le forcer à retirer ses politiques non justifiées et impopulaires.

D'ailleurs, peu de temps après l'annonce officielle de ces compressions budgétaires, quelques manifestations eurent lieu dans les régions de Québec et Montréal pour les dénoncer. Ainsi, la Centrale de l'Enseignement du Québec (CEQ) organisait, le 19 mai 1981, une importante manifestation devant l'Assemblée Nationale. Plus de 8,000 personnes avaient répondu à l'appel de cette centrale afin de protester contre les coupures budgétaires dans le domaine de l'éducation. «On ne peut qualifier autrement que par le 'sabotage' avait affirmé le président de la CEQ, M. Robert Gaulin, au moment de son discours, les actions d'un gouvernement qui ferme les écoles, ferme les classes d'accueil aux immigrants, massacre les bibliothèques, restreint le transport scolaire, qui réduit à rien les efforts consentis à l'enseignement aux adultes, qui ferme les portes donnant accès aux collèges et à l'université à des

(1)- «Improvisation et démagogie, commentent les 44 CEGEPS», Le Devoir, le 27 mars 1981, p. 3.

milliers d'étudiants et d'étudiantes». (2)

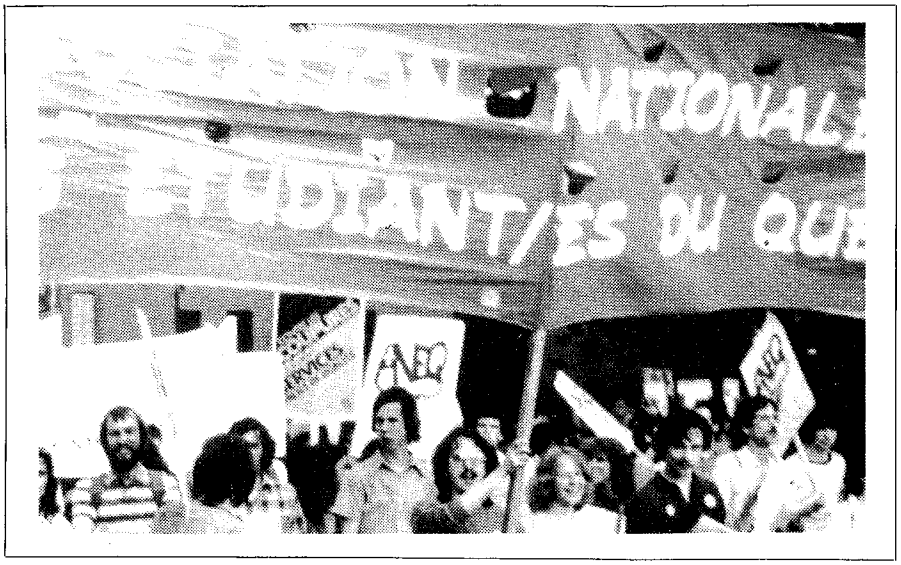
Quant au secrétaire général de l'ANEQ, M. André Querry, s'adressant aux participants-es au rassemblement, il a rappelé comment il était important de développer «l'unité du mouvement syndical et étudiant avec l'ensemble de la population pour combattre de telles coupures». (3)

Par ailleurs, le 5 juin, soit quelques jours seulement après l'imposante manifestation de la CEQ, plus de 3,000 personnes (au-delà d'une centaine d'étudiants-es sous la bannière de l'ANEQ) avaient marché dans les rues de Montréal, scandant par la même occasion des slogans hostiles aux restrictions budgétaires du gouvernement québécois. Avec cette manifestation, la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) lançait officiellement une vaste campagne de lutte contre ces coupures qui affectaient considérablement la qualité de l'éducation et des services sociaux offerts à la population.

Plus de 1500 tracts (titrés «Non aux coupures») avaient été diffusées par des militants-es de l'ANEQ à cette activité. «C'est pour unir le mouvement de lutte contre les coupures que l'ANEQ lance un appel d'une coalition nationale large qui regrouperait les centrales syndicales, les groupes populaires et les organisations étudiantes. De plus, au niveau de l'éducation, précise le feuillet, notre association invite toutes les associations concernées, particulièrement le RAEU, à tenir un colloque dans le but de préparer, pour la rentrée, la mobilisation étudiante contre les coupures. Il faut préparer, concluait-on dans le tract, un 'automne chaud' dans nos CEGEPS et universités».

Rappelons que c'est au 14e Congrès de l'ANEQ, qui se tenait les 30 et 31 mai 1981, qu'apparaissait l'idée de lancer l'appel à la formation d'une coalition nationale large contre les coupures budgétaires. La tenue d'un colloque unitaire contre les coupures et les contre-réformes dans l'éducation émanait également de la volonté du 14e Congrès. Ce colloque, organisé par l'ANEQ et le RAEU, eut lieu les 2, 3 et 4 octobre 1981.

Par l'organisation de ce colloque, le conseil exécutif de l'ANEQ souhaitait que cette activité devienne «le tremplin de l'action étudiante face aux coupures de budget et aux contre-réformes. Le mouvement étudiant est, particulièrement face aux coupures, d'une apathie presque surprenante. D'aucuns-es prévoyaient un automne chaud pendant la préparation estivale de la rentrée, mais la riposte étudiante conserve actuellement un caractère sporadique et décousu. La responsabilité en est sûrement imputable aux associations nationales qui, à juste titre, ont voulu créer une unité de revendications, une unité politique, avant de passer à l'action». (4)





Le 5 juin 1981, 3 000 personnes manifestaient à Montréal contre les coupures budgétaires.

Mais l'ANEQ, pendant la période couvrant 1981-1982, n'avait pas limité ses activités qu'à organiser des luttes contre les compressions budgétaires. L'ANEQ avait entre autres participé par l'entremise de son secrétaire général, André Querry, à

(2)- «Manifestation de la CEQ à Québec», le québec-ETUDIANT, vol. 5, no 1, le 31 août 1981, p. 3.
(3)- Ibid, p. 3.
(4)- «Le colloque ANEQ-RAEU - Le tremplin de l'action étudiante», le québec-ETUDIANT, vol. 5, no 2, le 2 octobre 1981, p. 2.

la conférence internationae des étudiants qui s'était déroulée à Paris, du 4 au 8 juin 1981. A cette conférence, les délégués-es étudiants-es de 60 associations étudiantes provenant de plus de 35 pays avaient proclamé la création d'une nouvelle internationale étudiante. Son nom : l'Association Internationale des Etudiants (AIE).

D'autre part, l'ANEQ, par la voie de son comité-femmes, avait organisé, pour la première fois de son histoire, un forum sur la condition féminine. Bien que la participation étudiante n'y fut pas mirobolante, le Forum des femmes, qui eut lieu les 6-7 et 8 novembre 1981, permit de réunir pour une des rares fois, les représentantes étudiantes de 14 associations étudiantes locales. Ce forum était, pour l'ANEQ, un «premier pas (...) vers une étude plus approfondie de la condition des femmes et plus spécifiquement des étudiantes et militantes étudiantes». (5)

Dans les pages qui vont suivre, nous aborderons plus en détails l'ensemble des activités qui marquèrent le travail de l'ANEQ pour l'année 1981-82.

Le 14ème Congrès

«Les récentes coupures budgétaires dans l'éducation sont devenues une préoccupation prioritaire puisqu'elles menacent d'affecter grandement des services indispensables pour les étudiants et les étudiantes». (6) Voilà ce qu'a affirmé Marc Vézina, membre de l'exécutif de l'ANEQ et secrétaire à l'information, au terme du 14e Congrès national qui a regroupé plus de 200 participants-es à l'Université Laval, les 30 et 31 mai 1981.

Unanimement, les congressistes ont dénoncé les compressions budgétaires du gouvernement québécois dans les domaines de l'éducation, la santé et les affaires sociales.

Plusieurs propositions d'action et de mobilisation ont été adoptées par les délégués-es des associations étudiantes locales afin d'empêcher l'application de ces coupures. De plus une importante résolution fut adoptée invitant l'ANEQ et le RAEU à organiser conjointement, pour le milieu étudiant, un colloque national sur les coupures de budget et les contre-réformes dans l'éducation.

D'autre part, un autre fait saillant a aussi retenu l'attention des représentants-es étudiants-es : le débat sur la charte des droits étudiants.

De nombreux-ses intervenants-es ont critiqué l'attitude du RAEU et son projet de charte des droits étudiants que ce regroupement universitaire revendiquait sous forme de législation. «Une coïncidence qui saute aux yeux, a précisé au Congrès Jean-Marie Vézina, un délégué de l'Association Générale des étudiants-es de l'UQAM, le gouvernement met de l'avant exactement le même projet».



Le 14ème Congrès de l'ANEQ à l'Université Laval.

L'ensemble des délégués-es ont manifesté leur intention de continuer à lutter pour la reconnaissance de leurs droits indépendamment des suggestions du gouvernement du Québec. «Croire que l'Etat nous accordera nos droits sans que nous luttions pour les obtenir, a expliqué Marc Vézina, c'est contrairement à toute l'expérience du mouvement étudiant». (7)

L'ANEQ considérait donc que, dans la conjoncture du moment, les étudiants-es ne pouvaient s'appuyer sur une charte, qu'elle provienne de l'Etat ou du RAEU, pour défendre leurs droits. D'ailleurs, comment pourrait-on demander au gouvernement de défendre nos droits, ont souligné plusieurs intervenants-es, quand celui-ci refuse toujours d'intervenir pour que les administrations locales des CEGEPS et des universités reconnaissent le droit à la syndicalisation pour les étudiants-es et qu'il se prépare même à imposer une série de contre-réformes dans l'éducation.

Dans une perspective plus critique, le 14e Congrès a endossé une proposition afin que l'ANEQ «se prononce contre la charte des droits étudiants et la législation sur les droits étudiants dans le contexte actuel». (8)

Par ailleurs, plusieurs propositions concernant les revendications du mouvement des femmes ont aussi

(5)- «*Réflexion militante pour les femmes dans l'ANEQ*», **le québec-ETUDIANT**, *vol. 5, no 3, le 26 octobre 1981, p. 10.*
(6)- «*Le XIVe Congrès de l'ANEQ : une occasion de discussions et de débats pour mieux s'organiser*», **le québec-ETUDIANT**, *vol. 5, no 1, le 31 août 1981, p. 8.*
(7)- *Ibid, p. 8.*
(8)- *Ibid, p. 8.*

Principales résolutions adoptées par le 14ème Congrès

Priorités de travail de l'ANEQ : Le 14e Congrès de l'ANEQ avait, suite à une proposition du Conseil Central, fixé, au niveau politique, les priorités suivantes :

- la lutte contre les coupures de budget dans l'éducation;
- la lutte contre la répression (principalement la non-reconnaissance et le non-financement);
- la lutte contre le PREC en lien avec l'ensemble des contre-réformes dans l'éducation;
- la lutte contre le chômage.

Sur le plan organisationnel, les délégués-es décidèrent de travailler à consolider l'ANEQ en s'appuyant sur trois objectifs bien précis :

- favoriser son autonomie financière
- consolider ses services
- mettre à jour et élaborer son programme.

Les délégués-es soutenèrent l'idée également de travailler, à moyen terme, à l'unification du mouvement étudiant québécois.

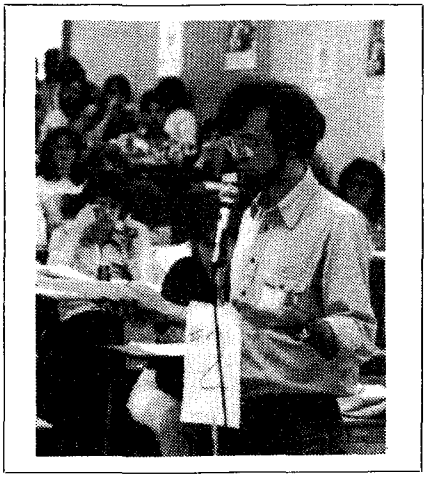
CONDITION DES FEMMES : Le 14e Congrès de l'ANEQ donna, au Conseil Central, le mandat de convoquer, pour la rentrée scolaire de septembre '81, «une réunion nationale sur la condition des femmes dans le but de concrétiser le programme et de structurer le comité national des femmes.» A cette réunion, l'ANEQ invitait les associations étudiantes locales à y déléguer 'prioritairement des femmes'». De plus, les délégués-es invitaient l'ANEQ à favoriser «la mise sur pied de comités de condition des femmes là où il n'y en a pas» et à assurer «des contacts étroits avec ceux qui existent déjà».

été adoptées. Une de ces résolutions appelle l'ANEQ à convoquer pour la période de septembre «une réunion dans le but de concrétiser le programme et de structurer le comité national des femmes». (9) Une équipe fut mandatée pour assurer la réalisation d'un tel colloque.

D'autres thèmes ont été abordés par le 14e Congrès : les adhésions par départements universitaires à l'ANEQ, le projet de règlements des études collégiales (PREC), le soutien à la lutte du peuple salvadorien -en particulier l'emprisonnement de militants-es de l'Association générale des étudiants universitaires salvadoriens (AGEUS).

Les délégués-es étudiants-es ont également eu l'occasion d'élire de façon quasi unanime un nouvel exécutif. L'équipe se composait de 4 étudiants-es : André Querry, secrétaire général; Sylvie St-Germain, officier spécial chargé du programme; Marc Vézina, secrétaire à l'information et Pierre Imbault, officier spécial chargé des relations externes.

De plus, le Congrès a entériné une dizaine de délégué-es régionaux qui allaient siéger, en principe, sur le conseil central jusqu'au 15e Congrès de l'ANEQ.



L'ANEQ favorable à la création d'une nouvelle internationale

C'est sous le thème de «l'état de la situation des étudiants à l'échelle mondiale, tant du point de vue de l'éducation que de leurs organisations» qu'avait lieu à Paris, du 4 au 8 juin 1981, une conférence regroupant une soixantaine d'associations étudiantes provenant d'au-delà de 35 pays. Convoquée par l'Union nationale des étudiants de France (UNEF- Indépendante et démocratique), cette conférence avait permis aux délégués-es qui venaient de tous les continents de faire le point sur la situation qui prévalait dans leurs pays respectifs et même d'élaborer une «charte internationale des étudiants» ((voir notre encadré). Cette charte, conçue en 10 points, allait donner l'occasion à l'ensemble des associations étudiantes représentées à cette activité de participer officiellement à la création d'une nouvelle association étudiante internationale.

(9)- Procès-verbal du 14e Congrès de l'ANEQ, tenu les 30 et 31 mai 1981, p. 10.

Charte internationale des étudiants-es

Voici le texte intégral de la Charte internationale des étudiants telle qu'adoptée à l'occasion de la Conférence de Paris, du 4 au 8 juin derniers :

Nous, associations, unions nationales, réunies à Paris du 4 au 8 juin 1981, déclarons :

1. Fidèles à la tradition du mouvement étudiant international de défense de la culture et de l'éducation, décidons de défendre et d'étendre les droits imprescriptibles à toute la jeunesse du monde, quel que soit le pays, à l'éducation et la formation qualifiées.

2. Fidèles à l'histoire du mouvement étudiant international, nous déclarons que, en tant que jeune, l'étudiant a droit à une prévoyance sociale particulière dans le domaine physique, intellectuel et social.

3. Considérant la situation internationale des étudiants, nous estimons qu'en tant qu'étudiants, nous avons le droit au travail et au repos dans les meilleures conditions et dans l'indépendance matérielle tant personnelle que sociale, garantie par le libre exercice des droits syndicaux.

4. Constatant que la situation des étudiants s'agrave de jour en jour, le nombre d'étudiants cherchant un emploi s'accroît, la vie chère, les augmentations s'accentuent à l'université rendant plus difficiles les études, nous estimons que les étudiants ne peuvent accepter une situation où la sélection pour l'argent agrave la sélection aux examens.

5. Constatant que les gouvernements réduisent, au nom de la crise économique, le développement de l'éducation, nous déclarons : la qualification, l'éducation sont l'avenir du monde. Nous n'acceptons pas que l'on détruise cet avenir au profit d'objectifs mercantiles.

6. Fidèles aux objectifs généraux du mouvement international étudiant, nous déclarons que l'heure est au regroupement des étudiants, quelques soient leurs opinions philosophiques ou religieuses, pour s'unir dans l'indépendance.

7. Constatant que la jeunesse étudiante est attentive aux problèmes du monde, nous réaffirmons que notre combat se situe dans le cadre de la défense des libertés démocratiques, du droit d'opinion à l'université et dans tous les pays.

8. Fidèles au glorieux passé de lutte internationale du mouvement étudiant, nous nous considérons comme solidaires de toutes les luttes étudiantes contre l'arbitraire, la répression, contre la sélection.

9. Conscients de l'unité entre le combat dans chaque pays pour nos revendications et celui qui est mené à l'échelle internationale, nous nous considérons solidaires du combat des étudiants du monde.

10. Fidèles aux traditions de démocratie et d'indépendance des étudiants dans tous les domaines, constatant qu'un peuple qui se dit libre ne saurait en opprimer un autre, nous reprenons à notre compte la fière devise des peuples libres du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Son nom : l'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ETUDIANTS (AIE). Pourquoi un tel regroupement? L'Union Internationale des Etudiants (UIE - de tendance pro-soviétique) ne satisfaisait-elle pas les exigences des associations étudiantes qui souhaitaient la mise sur pied de l'AIE?

Les associations étudiantes présentes, pour la plupart nationales, considéraient que l'UIE était incapable de satisfaire les aspirations des étudiants-es qu'elles représentaient.

M. Frédéric Decazes, vice-président international de l'UNEF (indépendante et démocratique) avait constaté pour sa part que, depuis des années l'UIE avait «réduit son activité à éditer des calendriers. Elle n'aborde aucun des problèmes majeurs posés aux étudiants aujourd'hui, ni les événements de Pologne, ni la situation causée par les différentes réformes gouvernementales en ce qui concerne l'éducation». (10)

L'ANEQ, qui participait à cette conférence, avait appuyé les initiatives de l'UNEF (i.d.) visant la reconstruction d'une nouvelle internationale étudiante. Son secrétaire général, André Querry, délégué par le 14e Congrès de l'ANEQ, y prit la parole pour exposer la situation des étudiants-es québécois-es. Dans son allocution, M. Querry avait dressé un tableau de la situation générale des étudiants-es tout en mettant l'emphase sur 3 aspects particuliers : les conditions économiques (entre autres au chapitre des prêts et bourses), les problèmes pédagogiques ainsi que la répression. La conférence internationale a donc pu prendre connaissance de «l'affaire Héroux» dont les événements entourant cette affaire avaient déjà fait couler beaucoup d'encre dans le mouvement étudiant québécois.

Le porte-parole de l'ANEQ avait également expliqué quelle était la position que cette dernière avait développé face à l'UIE. Il la fit dans les termes suivants : «L'ANEQ a participé au dernier congrès de l'UIE, bien que nous n'en ayons jamais été membre. C'est une évidence que l'UIE est contrôlée par l'Union Soviétique et n'en est qu'un instrument. L'UIE ne représente plus les étudiants-es : par exemple, elle s'est opposée à la constitution du syndicat indépendant des étudiants polonais (qui regroupe 100,000 étudiants en Pologne comparativement à 15,000 pour le syndicat «officiel»); sa non-repré-

(10)- «Fondation d'une internationale étudiante», le québec-ETUDIANT, vol. 5, no 1, le 31 août 1981, p. 8.

sentativité est particulièrement flagrante en Amérique du Nord et en Europe, où il n'y a plus qu'une seule association nationale qui en soit membre».

«C'est pour ces raisons, a ajouté M. Querry, que nous appuyons la création de l'Association Internationale des Etudiants». (11)

Le Congrès de fondation avait été fixé par les délégués-es pour le mois de novembre 1981, et devinez où? A Varsovie, en Pologne. Il faut se rappeler qu'à cette époque, la classe ouvrière polonaise, rangée derrière la bannière de son syndicat indépendant «Solidarité», luttait pour le maintien des accords de GDANSK (reconnaissance officielle de «Solidarité» par le régime). C'est dans les sillons de ce syndicat ouvrier libre que naîtra, chez les étudiants-es de ce pays d'Europe de l'est, le Syndicat Indépendant des Etudiants Polonais (NZS). Le NZS avait pleinement participé aux travaux de fondation de l'AIE et avait lui-même offert d'organiser, en Pologne, le 1er Congrès de cette nouvelle internationale étudiante.

Mais malheureusement, la tempête politique qui soufflait sur la Pologne connut une fin abrute avec l'arrivée au pouvoir des militaires et de leur chef : le Général Jaruzelski, un fidèle ami de l'Union Soviétique. Le 15 décembre 1981, le Général Jaruselski fit proclamer la loi martiale et renda illégales les activités de «Solidarité» et du NZS. L'idée d'organiser le 1er Congrès a l'AIE à Varsovie venait donc de s'envoler en fumée. Et jamais depuis ce temps, l'idée de regrouper à nouveau les associations étudiantes de différents pays, dans le cadre d'une activité de cette envergure, n'a refait surface. Le projet est tombé tout simplement à l'eau et l'ANEQ n'a jamais eu les ressources techniques et financières pour assurer la continuité.

D'autre part, l'ANEQ, qui avait envoyé deux délégués-es à un Congrès du NZS (qui n'eut jamais lieu compte tenu de la situation politique de ce pays) entamait, au Québec, quelques jours après la proclamation de la loi martiale du Général Jaruselski, une campagne politique et financière pour soutenir le combat des étudiants-es polonais-es contre la répression dont ils-elles étaient victimes et pour la reconnaissance de leur syndicat étudiant libre.

Le colloque sur les coupures budgétaires et les contre-réformes dans l'éducation

«Le colloque de l'ANEQ et du RAEU est la plus grande activité qu'il y ait eu en milieu étudiant depuis le Congrès spécial sur les prêts et bourses en '78». (12) C'est ce qu'a déclaré André Querry, secrétaire général de l'ANEQ, à l'ouverture de ce colloque sur les coupures budgétaires et les contre-réformes, le 2 ocotbre, devant plus de 300 personnes.

Et la soirée d'ouverture n'était qu'un début... puisqu'en fait les organisateurs-trices évaluaient à plus de 400 personnes le nombre de participants-es à ce colloque de l'ANEQ et du RAEU qui se tenait à l'Université Concordia, les 2-3 et 4 octobre 1981. Officiellement, 51 associations étudiantes se sont inscrites à cette activité, soient 38 associations de collèges, 11 associations universitaires et 2 polyvalentes. Au total, il y avait plus de 265 délégués-es... **un précédent rarement égalé dans toute l'histoire du mouvement étudiant québécois.**

«Si rien n'a été ménagé pour que ce colloque rejoigne le plus grand nombre d'étudiants et d'étudiantes provenant de toutes les institutions secondaires et post-secondaires, a précisé au colloque José Roy, secrétaire général du RAEU, c'est qu'il y a des menaces sérieuses qui pèsent sur l'éducation au Québec». (13)

Par ailleurs, un des points importants, et qui fut constamment soulevé par les délégués-es, était la nécessité de l'unité intersyndicale. Ce n'était donc pas un hasard si les discours d'ouverture reflétaient justement cette unité entre tous les groupes qui étaient affectés par les coupures budgétaires dans l'éducation. Les délégués-es étudiants-es ont eu l'occasion d'entendre les discours de Marie-Andrée Bertrand, de la Fédération des Associations de Professeurs des Universités du Québec (FAPUQ); de Guy Bellefeuille, de la Fédération des Enseignants et Enseignantes de CEGEPS (FEC-CEQ); ainsi que de Shirley Roy de la Fédération Nationale des Enseignants-es du Québec (FNEQ-CSN). Cette dernière a expliqué au colloque les positions de la FNEQ sur la question de l'unité intersyndicale. «Il nous faut organiser plus systématiquement une riposte aux compressions budgétaires. Ensemble, a-t-elle conclu, nous devons développer des perspectives qui seront partagées par l'ensemble des travailleurs syndiqués et non syndiqués du public et du privé, des groupes populaires et des étudiants». (14)

Mais le point culminant de toute cette soirée a été sans aucun doute la présence d'Armando Perredes de l'Association des Etudiants Universitaires du Salvador (AGEUS) qui, à l'époque, préparait une tournée dans l'ensemble des institutions collégiales et universitaires du Québec. Sa visite au colloque fut bien appréciée par les délégations étudiantes dont les applaudissements nourris ont démontré la solidarité des étudiants-es québécois-es envers la lutte du peuple salvadorien.

Le lendemain, soit le samedi, la journée était consacrée à la tenue d'une dizaine d'ateliers comportant différents sujets en lien avec les

(11)- Ibid, p. 8.
*(12)- «Quand les coupures frappent, les étudiants-es s'organisent», **le québec-ETUDIANT**, vol. 5, no 3, le 26 octobre 1981, p. 1.*
(13)- Ibid, p. 1.
(14)- Ibid, p. 1.

coupures budgétaires et les contre-réformes dans l'éducation : accords fiscaux entre le fédéral et les provinces; coupures dans les services pédagogiques et à la recherche; coupures des services aux étudiants-es; rationalisation du système scolaire; etc.

Les ateliers de discussions, dont les sujets rejoignaient grandement les préoccupations de l'ensemble du mouvement étudiant, avaient permis de faire le point sur l'ampleur et les effets des compressions budgétaires dans l'éducation. «Les discussions dans les ateliers ont été très encourageantes» confiait, au **québec-ETUDIANT,** M. Benoît Favreau, membre de la délégation du CEGEP Ahuntsic. «Je ne croyais pas que les étudiants-es étaient aussi unanimes contre les coupures. De façon constante, affirmait-il, les étudiants-es étaient prêts-es à passer à l'action; on sentait un écoeurement général contre les politiques du gouvernement». (15)

Le dimanche matin, les 265 délégués-es se regroupèrent à nouveau pour rediscuter des propositions qui avaient été sélectionnées dans le cadre des ateliers de discussions. Plus de 70 propositions, certaines de revendications et d'autres d'actions, avaient été ramenées en plénière afin que les délégués-es statuent sur chacune d'elles. Un document synthèse avait été produit par la présidence dans le but de faciliter l'adoption de ces propositions. La plénière devait permettre également aux participants-es du colloque de discuter d'un plan d'action que les organisateurs-trices présentaient comme un bon moyen pour assurer, à court terme, l'unité du mouvement étudiant contre les coupures et les contre-réformes dans le secteur de l'éducation.

D'autre part, à cette plénière, un important débat s'engagea sur le rôle de l'ANEQ et du RAEU dans la lutte contre les coupures budgétaires et les contre-réformes. Ainsi, la délégation étudiante du collège Jean-de-Brébeuf présenta une proposition qui invitait les associations étudiantes à mandater «l'ANEQ et le RAEU afin de former un comité de coordination invitant les associations non-membres à participer aux structures déjà existantes pour coordonner les ripostes étudiantes». (16)

Cette résolution, présentée par la délégation de Jean-de-Brébeuf, avait comme conséquence de court-circuiter l'intervention du Groupe Socialiste de travailleurs (GST) et de certaines associations non-membres de l'ANEQ et du RAEU qui, elles, par la voix de certains-es militants-es étudiants-es mettaient de l'avant la convocation «d'un colloque extraordinaire et décisionnel» réunissant autant les associations non-membres que les associations nationales. En fait, cette rencontre visait à créer une organisation supra-nationale au-dessus de l'ANEQ et du RAEU. Cette dernière proposition fut battue par les délégués-es du colloque.

C'est par des applaudissements d'une longue durée et en scandant des slogans sur l'unité du mouvement étudiant qu'une bonne partie des délégations présentes au colloque avaient accueilli l'annonce du résultat du vote sur la proposition du collège Jean-de-Brébeuf. Cette proposition, qui reconnaissait, de fait, le rôle de direction de l'ANEQ et du RAEU dans la lutte contre les coupures et les contre-réformes, fut appuyée par 29 associations étudiantes tandis que 14 la rejetèrent.

Tirant les acquis des luttes passées, en particulier celle des prêts et bourses de '78, plusieurs intervenants-es avaient précisé que l'adoption de cette proposition démontrait la nécessité pour l'ensemble du mouvement étudiant de se doter de véritables structures permanentes, non éphémères, qui assureraient la continuité et le renforcement des organisations nationales déjà existantes.

Dans l'ensemble, le débat qu'a suscité la création de ce comité aura sans doute permis d'éclaircir certaines ambiguités qui prévalaient en milieu étudiant sur le rôle de l'ANEQ et du RAEU face aux coupures budgétaires et aux contre-réformes.

Par ailleurs, plusieurs associations étudiantes locales furent amèrement déçues des résultats généraux de ce colloque. Un peu plus tard, comme nous le verrons, certaines d'entre elles (Limoilou, Rosemont, F-X-Garneau, Saint-Jean-sur-Richelieu, etc.) travailleront à créer de nouveaux regroupements nationaux opposés principalement à l'ANEQ.

Le Forum sur la condition des femmes : un petit pas en avant

Le Forum des femmes de l'ANEQ eut lieu, à l'Université Laval, les 6, 7 et 8 novembre 1981. Organisé par le comité-femmes de l'ANEQ, le Forum, qui regroupait une soixantaine de participants-es, avait donné l'occasion aux délégués-es de 14 associations étudiantes (1 seul homme fut délégué officiellement!) d'échanger leurs expériences à propos de la condition des femmes et plus spécifiquement des étudiantes en général et des militantes étudiantes en particulier.

L'idée d'organiser une telle activité était apparue suite aux interventions de certaines femmes membres du conseil central au 14e Congrès de l'ANEQ. Pour assurer la tenue de cette réunion nationale, un comité organisateur, composé de 6 militantes étudiantes, fut, avec l'assentissement des délégués-es du 14e Congrès, mis sur pied. Le comité organisateur avait, par la suite, déterminé, pour que ce Forum soit un véritable succès, 4 grands objectifs de travail. Le Forum devait permettre, selon le comité organisateur, de poser les

(15)- Ibid, p. 1.
(16)- «L'action suivra l'information», le québec-ETUDIANT, vol. 5, no 3, le 26 octobre 1981, p. 2.

La question des femmes et le mouvement étudiant

C'est seulement au 12ème Congrès de l'ANEQ (en mai 1980) que les délégués-es adoptèrent une proposition à l'effet d'ajouter l'appellation «et étudiantes» au nom de l'ANEQ. A partir de là, la question des femmes venait d'entreprendre ses tout premiers petits pas à l'ANEQ... et ça ne s'arrêtera pas à un simple changement de nom! Ainsi, au 13ème Congrès, qui se tenait en février 1981, certaines militantes étudiantes firent adopter quelques résolutions qui permettaient de sensibiliser le milieu étudiant face à la condition spécifique des femmes : on invitait l'ANEQ à participer aux différentes activités dans le cadre du 8 mars (journée internationale des femmes) et à favoriser ouvertement la mise sur pied d'un comité de liaison nationale ainsi que la tenue d'une réunion des comités de condition féminine. De plus, les délégués-es au 13ème Congrès avaient appuyé l'idée qu'il y ait dans le journal de l'ANEQ **le québec-ETUDIANT** et ce, dans tous les numéros, un espace réservé afin que la question-femmes y soit régulièrement traitée.

Bien que constamment reléguée aux oubliettes (c'est-à-dire au point «varia» de l'ordre du jour), la question de l'oppression spécifique des femmes et, par ricochet, des étudiantes, commença tranquillement à prendre au sein de l'ANEQ, surtout à partir du 12ème Congrès, davantage de place. Avant cette activité, l'ANEQ et ce, depuis sa création en mars 1975, n'était à peu près pas intervenue sur cette question. «Et pourtant, rappelaient dans leurs interventions les militantes étudiantes, la **moitié** des membres de l'ANEQ sont des femmes!».

Oui! Les étudiantes constituaient la moitié des membres de l'ANEQ. Mais là comme ailleurs, elles constituaient une moitié secondarisée, opprimée et exploitée. Et le système scolaire québécois n'était pas sans porter, face à cette situation discriminatoire, une partie de la responsabilité. Bien au contraire! Depuis toujours, il avait même contribué à institutionnaliser les différences entre les garçons et les filles et à normaliser l'oppression spécifique dont étaient victimes les femmes.



Au début des années '60, le gouvernement du Québec, par l'entremise de la Commission Parent, prendra quelque peu conscience de cet état de fait. Malgré tout, peu de changements auront lieu sur cette question. A noter que le Rapport Parent, qui recommandait au gouvernement du Québec d'uniformiser le réseau scolaire, demandait également à ce dernier d'instaurer le droit pour les filles à une éducation identique à celle des garçons, des classes mixtes et la gratuité scolaire. Mais la Commission Parent, malgré l'élaboration de ces beaux principes, conservait quand même tous les préjugés sexistes que colportait la société en général et, par certaines de ses recommandations, contribuait grandement à reproduire les divisions sexistes que l'on retrouvait jadis à l'école. «A première vue, pourra-t-on lire dans le livre **L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles**, on sent un soufle d'air frais qui transformera l'école québécoise. Mais comme le démontre Francine Descarries-Bélanger, '(...) une lecture plus approfondie de certains passages du **Rapport Parent** permet cependant de vérifier qu'en aucun moment les pères de la réforme scolaire n'ont véritablement remis en question la division traditionnelle des tâches et des rôles, sur laquelle se fondent la spécificité et l'arbitraire de l'action pédagogique. En réalité, ils persistent à concevoir l'éducation des femmes en marge de leur vocation première...'» (1).

Mais, il n'y avait pas seulement l'école qui contribuait à reproduire, sur une base sexiste, des inégalités entre les hommes et les femmes. Le mouvement étudiant, dans les années '60, n'y avait pas échappé non plus. Par exemple, à l'UGEQ (1964-69), peu de femmes avaient été impliquées dans les principales instances de ce regroupement étudiant national. A l'exécutif de cette association, il y eut seulement deux femmes

(Lise Denis et Louise Harel) et, tenez-vous bien, plus de trente hommes! A vous de faire le pourcentage! Et, il faut bien le souligner, le même phénomène se reproduira à l'ANEQ. Au niveau de l'accessibilité à l'éducation, on notait, surtout dans les années '60, une sous-représentation très nette des femmes dans les institutions collégiales et universitaires. «Mais, selon Claude Escande, c'est vraiment le CEGEP qui ouvre aux filles la porte de l'enseignement. En 1967-1968, précisait-il dans son enquête, elles ne représentaient que 26% des inscriptions en CEGEP I. En 1968-1969 cette proportion passe à 38.5% et pour l'année 1970-1971 elle se maintient autour de 43%» (2). En mai 1979, la Commission d'étude sur les universités confirmera cette évolution et constatera que les femmes ont autant accès que les hommes aux études post-secondaires. Elle constatera également, tout comme plusieurs autres enquêtes, qu'il y a toutefois une constante qui se maintient : les étudiantes sont concentrées dans certains secteurs très précis et, qui plus est, qui sont les moins revalorisés socialement et les moins bien rémunérés. La Commission Angers concluera dans son étude sur cette question que «le facteur sexe est lié aux choix de facultés ou de programme d'étude» (3). Malgré cette situation inconcevable, il n'est donc pas étonnant de retrouver davantage de filles concentrées dans les secteurs dits «féminins» : secrétariat, coiffure, hygiène dentaire, etc.

Mais comment peut-on expliquer que les filles continuent de s'orienter et ce, malgré pratiquement aucun obstacle structurel qui ne les empêche de s'inscrire dans les professions nouvelles, dans les secteurs dits «féminins»? Le Collectif Clio, qui a publié le livre **Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles,** soutient que «les images véhiculées par les manuels scolaires, la littérature et les médias transmettent les préjugés sexistes proposés par la société. Les images transmises aux jeunes générations demeurent semblables à celles des générations précédentes : les mères ont la taille plus fine, les hommes ont de nouveaux instruments de travail mais rien n'est fondamentalement changé. On peut penser aussi, affirme le Collectif Clio, qu'en instaurant les écoles mixtes la réforme scolaire a fait mettre au rancart tous ces volumes féminins que l'on trouvait dans les communautés religieuses. En 1975, dans son analyse des manuels scolaires, Lise Dunnigan a démontré qu'on trouvait des personnages masculins à 71 p. 100. Au moins, dans les manuels féminins, on trouvait surtout des personnages féminins. Modèles traditionnels bien sûr, mais des modèles de femmes.» (4).

Instaurés par des siècles de traditions sexistes et chauvines, ces modèles, imprégnés dans la conscience collective, ne seront que très tardivement dénoncés. Au Québec, il faudra attendre pratiquement le tournant des années '70 pour voir apparaître les premières grandes critiques d'un système scolaire que l'on dénoncera comme étant sexiste et procapitaliste (5). C'est également à cette époque que le mouvement des femmes prendra, au sein de la société québécoise, davantage de place. On verra apparaître des comités sur la condition féminine dans les centrales syndicales ou encore des comités de femmes luttant pour l'avortement et la contraception libres et gratuits et pour la création de centres de santé s'adressant spécifiquement aux femmes. Dans le mouvement étudiant, le développement des comités-femmes ne se fera qu'un peu plus tard. A l'ANEQ, par exemple, il faudra attendre jusqu'au 8ème Congrès (en octobre '77) avant qu'un texte sur la condition féminine soit présenté aux délégués-es étudiants-es par l'entremise de trois comités-femmes locaux (ceux des CEGEPS de Rosemont et de Maisonneuve et de l'UQAM). Et, comble de malheur, le document fut mis en dépôt! Au 9ème Congrès (en avril 1978), le comité de travail ANEQ-Estrie déposera un nouveau texte dont le titre était : «La condition féminine». Ce document sera très peu discuté par les congressistes et aucune résolution ne sera adoptée à cet effet. Signalons toutefois que peu à peu dans les institutions scolaires apparaissaient des comités-femmes locaux. Mais, en général, ils n'avaient pas beaucoup de liens entre eux. C'est en fait, pour cette raison qu'au 13ème Congrès de l'ANEQ, des militantes étudiantes parlaient de mettre sur pied un comité de liaison nationale et d'organiser une réunion des comités de condition féminine. On voulait ainsi briser l'isolement des comités-femmes. Malgré ces «voeux pieux», cette réunion nationale des comités-femmes ne sera finalement jamais organisée. Au 14ème Congrès de l'ANEQ, les délégués-es étudiants-es appuyèrent l'idée d'organiser un Forum des femmes et, pour en assurer la bonne marche, élisèrent à cet effet un comité-femmes. Ce comité était composé de : Paule Duchesne, Ruth Phaneuf, Sylvie St-Germain, Jocelyne Gamache et Céline Gagnon. Ce comité permettra de poser les bases, au sein même du mouvement étudiant, à l'organisation de plusieurs activités concernant la condition des femmes : articles dans **le québéc-**ETUDIANT, interventions du comité-femmes dans les Congrès de l'ANEQ et organisation de réunions nationales sur cette question.

---

*(1)- **L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles,** produit par le collectif Clio, aux éditions Quinze, 1982, p. 406.*

*(2)- ESCANDE, Claude, **Les classes sociales au CEGEP,** éditions Parti Pris, 1973, p. 73.*

(3)- Ibid., tome III, p. 14.

(4)- Op. cit., p. 439.

*(5)- Voir à cet effet les deux documents qu'avait produits la CEQ : **L'ECOLE AU SERVICE DE LA CLASSE DOMINANTE** [1972] et **ECOLE ET LUTTE DE CLASSES AU QUEBEC** [1974].*

bases pour :

- Entamer des débats préliminaires entre les femmes de l'ANEQ sur leur condition;
- Elaborer un mode de fonctionnement pour que les femmes de l'ANEQ puissent se faire entendre (dans l'ANEQ et en dehors);
- Rassembler les femmes militantes des associations étudiantes pour qu'elles élaborent ensemble des moyens pour impliquer les autres étudiantes dans le mouvement étudiant et le mouvement des femmes;
- Créer des liens entre les comités de condition des femmes des associations étudiantes et les comités autonomes de femmes. (17)

Outre ces objectifs de travail déterminés par le comité d'organisation, plusieurs thèmes, qui avaient été définis plus précisément par le 14e Congrès, devaient aussi y être discutés : le militantisme des femmes étudiantes, la santé mentale et physique des femmes, les ghettos d'enseignement (où et dans quels secteurs les femmes étudient, travaillent ou se font orienter), les garderies et le droit au travail, les femmes et l'information. «De ces thèmes, le comité organisateur, précisait la responsable du comité de la condition des femmes de l'ANEQ, Paule Duchesne, a retenu surtout l'aspect spécifique aux femmes étudiantes, par exemple on peut parler du viol en général, toutes seront d'accord et toutes connaissent bien le sujet; cependant, affirmait-elle, si l'on tombe sur le sujet du viol dans nos écoles, là commence un tout autre débat plus susceptible d'intéresser les étudiantes et de les amener à faire connaître leur point de vue sur la question». (18)

Cela dit, le Forum des femmes débuta par un exposé d'une militante du comité Laure-Gaudreault de la CEQ, Mme Danielle Pinsonneault. Sa présentation porta essentiellement sur le militantisme des femmes dans les syndicats, sur la vie privée de ces femmes ainsi que de leur implication par rapport à l'ensemble de la société. La soirée se termina, peu après cet exposé en plénière (mixte), avec une discussion bien intéressante concernant les divers points qu'avait soulevés la militante de la CEQ.

Le samedi et le dimanche matin, plusieurs ateliers non-mixtes (des ateliers séparés avaient été conçus également pour les hommes) avaient eu lieu sur les divers thèmes qui avaient été déterminés par le 14e Congrès de l'ANEQ. «A l'intérieur des ateliers, rapportait **le québec-ETUDIANT**, les discussions ont été des plus enrichissantes, on a appris beaucoup, non pas par de nombreux textes ou par des animatrices numéro 1, mais par des échanges d'expériences, d'impressions d'idées et de connaissances». (19)

Bien que très enrichissantes, les discussions avaient été, en général, centrées autour de 2 thèmes : la vie privée et les conditions de militantisme. Dans les ateliers où ces thèmes avaient été abordés, les militants-es s'étaient interrogés-es à savoir comment les femmes déléguées et les militantes des structures de l'ANEQ pouvaient faire entendre leur point de vue sur les décisions prises à l'ANEQ et comment elles pouvaient faire entendre leur voix. Pour ce faire, les délégués-es avaient soulevé l'importance d'organiser, au sein même de l'ANEQ, un caucus des femmes, caucus qui serait en mesure, plus que toute autre instance de l'ANEQ, d'étudier les questions spécifiques aux femmes et d'intervenir sur les différents dossiers afin d'assurer que les positions développées par les militantes y soient réellement représentées. Autre fait important à noter et qui permit, dans une large mesure, d'établir le consensus : la nécessité que les comités autonomes se regroupent nationalement et d'une façon indépendante de l'ANEQ. Les délégués-es considéraient, par ailleurs, que ce n'était pas à l'ANEQ ni au Forum des femmes de mettre sur pied un tel regroupement. D'autre part, cette rencontre démontra, une fois de plus, comment il était important pour les militantes étudiantes (des associations étudiantes membres de l'ANEQ et des autres instances) qu'elles se regroupent et se dotent d'un mode de rencontre et de concertation à l'intérieur même de l'ANEQ, que ce soit par l'entremise d'un comité-femmes ou d'un caucus des femmes.

«Bref, un week-end intéressant, rapportait **le québec-ETUDIANT**, tant pis pour ceux et celles qui n'y étaient pas; vous avez manqué, concluait-on, le premier pas timide de l'ANEQ sur la question des femmes». (20)

Un Congrès spécial sur la crise économique et l'éducation

«LA CRISE ECONOMIQUE ET L'EDUCATION» : tel était le thème du Congrès spécial que l'ANEQ avait organisé, les 12, 13 et 14 février 1982, au CEGEP de Chicoutimi. A ce Congrès, plus d'une trentaine d'associations étudiantes membres et non-membres de l'ANEQ s'étaient données rendez-vous afin de discuter des politiques gouvernementales en matière d'éducation et dans le but également d'entreprendre des actions concertées pour lutter contre les coupures et les contre-réformes qui affectaient la qualité de l'éducation et ce, à tous les niveaux.

Avec ce Congrès spécial, le conseil central de l'ANEQ souhaitait donner un nouvel élan aux luttes étudiantes en permettant aux associations locales de faire le point, entre autres, sur ce que l'on appelait alors «la réplique étudiante à opposer au discours gouvernemental» (le gou-

(17)- ***Renseignements utiles concernant le Forum des femmes de l'ANEQ***, *p. 1.*
(18)- «*Réflexion militante pour les femmes dans l'ANEQ*», ***le québec-ETUDIANT***, *op. cit., p. 10.*
(19)- «*Le Forum des femmes de l'ANEQ - un petit pas en avant*», ***le québec-ETUDIANT***, *vol. 5, no 4, le 18 novembre 1981, p. 3.*
(20)- *Ibid, p. 3.*

Déclaration de principes adoptée lors du Congrès spécial sur la crise et l'éducation

* Attendu que la scolarisation et l'accès aux connaissances sont des droits pour l'ensemble de la population;
* Attendu qu'il ne doit y avoir aucune barrière économique et / ou idéologique qui restreigne l'accessibilité à la scolarisation et aux connaissances;
* Attendu que l'éducation doit être au service de l'ensemble de la population;
* Attendu que la qualité de l'enseignement fait partie intégrante du droit aux connaissances;
* Considérant que les coupures budgétaires rendent plus élevés les coûts des études en augmentant le prix du matériel didactique, en imposant de nouveaux frais de scolarité à l'éducation permanente et en doublant éventuellement les frais de scolarité au niveau universitaire;
* Considérant que les coupures budgétaires ne découlent pas du fait que les «coffres de l'état» sont vides, mais bien d'un choix économique et politique du gouvernement québécois;
* Considérant que les contre-réformes vont asservir davantage la formation de la jeunesse aux besoins immédiats et à court terme de l'industrie;
* Nous, délégations réunies au Congrès spécial de l'ANEQ sur la crise économique et l'éducation, déclarons que :
- Les coupures budgétaires dans les services sociaux sont dûes à un choix économique et politique du gouvernement québécois;
-Nous entendons soutenir notre intervention en faveur de l'accessibilité à la scolarisation et aux connaissances.

vernement a-t-il le choix?, etc.) ainsi que sur les revendications à mettre de l'avant dans l'éventualité d'une mobilisation étudiante générale. De plus, le conseil central se proposait de débattre avec les représentants-es des associations étudiantes locales de l'importance de lier la lutte contre les coupures à celle contre les contre-réformes. En effet, le conseil central évaluait que «certaines associations étudiantes (avaient) tendance (...) à délaisser le dossier coupures pour se pencher uniquement sur la question du PREC; laissant aux travailleurs-euses de l'enseignement le soin de combattre pour leur 'job'. D'autre part, le conseil central, écrivait M. Marc Vézina, membre de l'exécutif de l'ANEQ, (évaluait) qu'autant le PREC que les coupures sont des mesures conditionnées par la crise économique et que, en ce sens, les deux politiques (méritaient) d'être considérées avec la même attention.» (21)

Cette analyse qu'avait développée le conseil central de l'ANEQ allait être, au Congrès spécial, largement reprise par les délégués-es étudiants-es. Ainsi, les représentants-es étudiants-es avaient adopté, en ce sens, une déclaration de principes (voir notre encadré) et autour de laquelle allait s'articuler une série de revendications contre les coupures budgétaires et les contre-réformes dans le secteur de l'éducation. Les délégués-es étudiants-es réclamaient plus spécifiquement que les gouvernements (Québec et Ottawa) dégagent des sommes supplémentaires pour contrer les effets des coupures tout en indexant les fonds déjà alloués non seulement pour l'éducation mais également pour l'ensemble des services publics. De plus, face aux compressions budgétaires que le gouvernement fédéral se proposait d'effectuer par le biais des programmes à frais partagés (accords fiscaux), le Congrès spécial demanda au gouvernement de ne pas diminuer ces contributions à ce chapitre puisque cela représenterait, pour le Québec, une perte financière de plus de $350 millions. Appliquée à compter du 1er avril 1982 et échelonnée sur une période de 5 ans, cette diminution de la contribution fédérale allait inévitablement, aux dires des militants-es étudiants-es, contribuer à abaisser la qualité des services dans les secteurs de l'éducation et des affaires sociales. Le Congrès spécial avait voté certaines actions pour dénoncer les faits et gestes du fédéral dans ce dossier. Ces actions devaient être planifiées conjointement avec la Fédération Canadienne des Etudiants (FCE) et devaient se faire à l'échelle de tout le Canada.

Par ailleurs, avant de lancer, pour le Québec, comme le proposaient certaines personnes, l'appel à la grève générale illimitée, les délégués-es, dans l'ensemble, avaient jugé qu'il serait plus opportun et plus sage de la part de l'ANEQ qu'elle entame au préalable un travail de sensibilisation auprès de la population étudiante afin de mieux l'impliquer dans cette bataille que l'on prévoyait longue et dure. Pour la majorité des délégations étudiantes, il ne fallait pas entraîner le mouvement étudiant dans des actions «aventuristes». A cet effet, le Congrès spécial avait adopté un plan de travail qui s'échelonnait du 15 février au 15 avril. Axé principalement sur l'information, ce plan de travail était bâti sur une base hebdomadaire, chaque semaine comportant des tâches bien spécifiques, telles la

*(21)- «Un Congrès sur la crise économique et l'éducation à la mi-février», **le québec-ETUDIANT**, vol. 5, no 5, le 1er février 1982, pp 2 et 3.*

tenue d'assemblées générales locales, d'une campagne de financement de l'ANEQ (dans le cadre de son 7e anniversaire) et d'une semaine d'activités ayant précisément pour thèmes «FEMMES, CRISE ET EDUCATION».

En ce qui concerne plus directement les compressions budgétaires, plusieurs assemblées générales devaient avoir lieu pour discuter plus en détails des revendications et des moyens d'action que les délégations étudiantes qui participaient au Congrès spécial avaient adoptés. Les délégués-es souhaitaient qu'il y ait, en supplément de la mobilisation nationale, des actions locales et régionales (manifestations, occupations de bureaux de députés et de ministres, etc). Dans le cadre de ce plan de travail, les associations étudiantes avaient invité la direction de l'ANEQ à organiser un Congrès d'orientation et à entreprendre une large consultation pour élaborer éventuellement le programme de l'ANEQ sur l'ensemble de ses revendications.

L'année 1981-1982 se termine sur une fausse note

Comme on a pu le constater, le gros des activités de l'ANEQ pour l'année 1981-82 a tourné principalement autour de la lutte que le mouvement étudiant dans son ensemble désirait engager contre les coupures budgétaires et les contre-réformes dans le secteur de l'éducation.

Malgré la tenue d'activités spéciales concernant cette lutte (colloque ANEQ-RAEU, Congrès spécial), il appert que, en général, la mobilisation étudiante fut, tant au niveau local que national, assez limitée. Et, en pratique, l'ANEQ eut beaucoup de difficultés à impulser une action soutenue contre ces mesures gouvernementales qui affectaient directement les conditions de vie et d'études des étudiants-es du Québec.

D'autre part, les relations difficiles entre l'ANEQ et le RAEU (par exemple, au sein du comité de coordination formé lors du colloque sur les coupures et les contre-réformes) freinèrent de beaucoup les possibilités de mobilisation. En fait, l'ANEQ semblait incapable de se situer face au RAEU. En plus des différences idéologiques et politiques qui marquaient ces deux associations nationales, ce dernier développait de plus en plus une ligne contraire à l'unité organisationnelle du mouvement étudiant québécois. Enfin, les faiblesses organisationnelles et politiques de la direction de l'ANEQ ajoutèrent davantage de confusion à ce sombre tableau. Dans ce contexte, plusieurs associations étudiantes locales, entretenant des critiques majeures face à l'ANEQ, seront renforcées dans leur appréhension vis-à-vis de l'utilité de l'ANEQ.

Par contre, malgré ces déboires, l'ANEQ n'était pas demeurée inactive et avait tout de même contribué à sensibiliser les étudiants-es sur ce qui se produisait dans le secteur de l'éducation. Son travail avait connu, à quelques reprises, certains succès. Ainsi, le 4 novembre 1981, l'ANEQ organisa, conjointement avec le RAEU, une journée de protestation nationale contre les coupures et les contre-réformes dans l'éducation. Plus de 15 institutions collégiales et universitaires avaient été paralysées par cette journée de grève étudiante. Un peu partout à travers le Québec, les associations étudiantes locales avaient répondu positivement à cet appel lancé par les deux associations nationales et organisèrent des activités en ce sens. Par exemple, à Rouyn, une quarantaine d'étudiants-es avaient occupé le bureau de leur député provincial. A Québec, une occupation dans les bureaux du ministère de l'Education avait rassemblé plus de 500 étudiants-es (mobilisés-es par Limoilou, Lévis-Lauzon et Ste-Foy), tandis qu'à Montréal, près de 1,200 marcheurs-euses avaient défilé dans les rues pour se retrouver devant les bureaux du ministère de l'Education.

Le 21 novembre, lors d'une imposante manifestation organisée à Ottawa par les centrales syndicales pour dénoncer les politiques économiques du gouvernement fédéral, plus de 300 étudiants-es marchèrent sous la bannière de l'ANEQ. Ils-elles profitèrent donc de cette manifestation, qui regroupa plus de 100,000 personnes, pour souligner leur opposition aux compressions budgétaires du fédéral et des provinces à l'éducation post-secondaire. Rappelons que la veille, soit le 20 novembre, l'ANEQ avait déposé, aux ateliers du ministère de l'Education sur les universités, un mémoire intitulé : «L'EDUCATION AU QUEBEC : A L'HEURE DES CHOIX». Ce document traçait un bilan assez détaillé de la situation qui prévalait dans nos écoles suite aux compressions budgétaires. Diffusé à plus de 1,000 exemplaires, ce mémoire qui était utilisé comme cahier d'animation par les militants-es des associations étudiantes locales, demandait au gouvernement d'arrêter les coupures budgétaires et les contre-réformes, qui, disait-on, n'avaient suscité, jusqu'à présent, «que mécontentement et contestation». Dans son mémoire, l'ANEQ demandait également au ministre de l'Education, M. Camille Laurin, qu'il la reconnaisse comme une interlocutrice valable au même titre que toutes les autres organisations syndicales. «Faudrait-il, encore une fois, demandait l'ANEQ au ministre, être plus de 100,000 étudiants-es en grève dans nos collèges et universités afin de mettre un peu plus de pression dans la balance?». (22)

Cela dit, sur le plan un peu plus interne, l'ANEQ connaissait, à la fin de décembre 1981, quelques divisions importantes au sein même de son exécutif et de son conseil central. C'est autour des débats sur la pertinence d'organiser un Congrès spécial à la rentrée d'hiver '82 que les oppositions s'étaient cristallisées. En tout, il faudra pas moins de 9 réunions (en 3 occasions différentes) pour trancher ce débat. Finalement,

(22)- *L'éducation au Québec : à l'heure des choix, 20 novembre 1981, p. 2.*



Manifestation à Ottawa, le 21 novembre '81. 300 étudiants-es marchaient derrière la bannière de l'ANEQ.

le 16 février, le conseil central se prononça, avec une faible majorité, en faveur de la tenue d'un Congrès spécial (celui qui aura lieu à la mi-février) sur les orientations à prendre dans le contexte de crise économique. Mécontents de cette décision, le secrétaire général, M. André Querry, et l'officier aux relations extérieures, M. Pierre Imbault, démissionnèrent de leur fonction. Les deux démissionnaires profitèrent également de l'occasion pour dénoncer les 2 autres membres de l'exécutif et quelques membres du conseil central parce qu'ils-elles étaient, affirmaient-ils, trop proches des orientations avancées par les militants-es du Parti Communiste Ouvrier (PCO). Messieurs Querry et Imbault accusèrent, par surcroît, le conseil central de faire preuve «d'incompétence» et le renda entièrement responsable de la faible implication étudiante dans la lutte contre les coupures. Bien qu'il reconnaissait certaines de ses erreurs (le matériel de mobilisation n'était pas toujours disponible, etc.), le conseil central évaluait, pour sa part, que le faible niveau de mobilisation pouvait s'expliquer en partie à cause du type de travail qu'il avait accompli mais que cela n'était pas tout. Il y avait d'autres problèmes propres au milieu étudiant (spontanéité, organisation artisanale, etc.) qui contribuaient grandement à démobiliser les étudiants-es et qui ne permettaient guère de poser les bases à une action soutenue et durable dans ce milieu. Mais tous-tes les militants-es s'entendaient au moins pour affirmer qu'il fallait tout mettre en oeuvre pour s'opposer aux coupures et aux contre-réformes. Là-dessus, il n'y avait point de division.

La DIGEC abolit la directive 204-07

En mars 1982, la Direction Générale des Collèges (DIGEC) faisait parvenir aux associations étudiantes un avis juridique concernant la perception des cotisations et la négociation des contrats de service. La DIGEC précisait dans un document que la directive 204-07 (relative à la perception des cotisations étudiantes) était abolie et que, dorénavant avec le nouvel avis juridique, la cotisation étudiante ne serait plus obligatoire mais facultative. Cette mesure représentait donc une grave menace à l'existence même des associations étudiantes qui risquaient ainsi de perdre leur principale source de financement. L'ANEQ, qui avait demandé dans le passé l'abolition de la directive 204-07 mais pour des raisons bien différentes de la DIGEC, avait réagi vivement contre cette nouvelle mesure. «L'avis juridique, soulignait dans le **québec-ETUDIANT** Marco Bélanger, militant de l'ANEQ, répond en partie aux demandes de l'ANEQ (elle accorde en effet des ententes séparées au niveau des services et des modalités de paiement) mais il engendre un recul inégalé face à la perception des cotisations puisqu'il la rend volontaire et non obligatoire.» (23) En effet, le nouvel avis juridique suggérait aux administrations locales de rendre illégale **l'obligation** faite à un-e étudiant-e de payer une cotisation à une association étudiante. Jusqu'à cette période, il y a dans l'ensemble du mouvement étudiant 4 associations locales (AGEUQAM, AGEUQAR, AGEJCVM, RESCVM) qui, après avoir périodiquement connu de longues batailles sur cette question, n'étaient toujours pas reconnues par les administrations locales de leur institution. Le nouvel avis juridique de la DIGEC allait, en rendant la cotisation étudiante volontaire, contribuer à renforcer cette tangente. Ainsi, à l'automne 83 outre les 4 associations étudiantes que nous avons mentionnées précédemment, 6 autres associations étudiantes, bien que reconnues officiellement par leur institution, allaient perdre la cotisation obligatoire; ce qui représentait une grosse menace pour leur existence. Ces associations étaient : Montmorency, Saint-Jean-sur-Richelieu, Rivière-du-Loup, Sept-Iles, Valleyfield et Maisonneuve.

Pour résoudre ce grave problème que connaissaient plusieurs associations étudiantes, l'ANEQ avait (et ce depuis toujours) revendiqué «**la perception obligatoire** à la source de la cotisation à l'association étudiante par l'administration de

(23)- «Le ministre Laurin et sa cotisation volontaire - les associations étudiantes pourront-elles continuer à survivre?», le québec-ETUDIANT, vol. 6, no 1, septembre 1982, p. 6.

l'institution et sans ingérence de celle-ci.» (24)

L'ANEQ justifiait cette revendication parce que, selon elle, l'ensemble des associations étudiantes avaient fait à un moment ou l'autre de leur existence la preuve de leur représentativité. «Nous pensons, écrivait Jacques Beaudoin, permanent de l'ANEQ, qu'effectivement le ministre de l'Education doit intervenir pour forcer la reconnaissance et le financement des associations étudiantes; il est même probable que la voie juridique devra éventuellement être empruntée pour arriver à cet objectif. Mais pour nous, concluait-il, il est hors de question de nous laisser imposer des règles ou des modalités contraignantes qui remettent en question le fonctionnement de nos associations.» (25)

(24)- *L'éducation au Québec : à l'heure des choix, ibid, p. 30.*

(25)- *Lettre ouverte à toutes les associations étudiantes qui participent à la «réunion nationale des associations étudiantes collégiales du Québec, CEGEP de Sainte-Foy, 5, 6 et 7 novembre 1982», ANEQ, le 5 novembre 1982, p. 14.*

22 mars 1982 - 22 mars 1983

1982

-27 mai au 1er juin : XVe Congrès de l'ANEQ au CEGEP André-Laurendeau. Le thème : «L'EDUCATION : A L'HEURE DES CHOIX».

-Juin : Quelques associations étudiantes dont celles de l'Outaouais et de Drummondville lancent l'appel à la formation d'un «véritable syndicat étudiant national». Ces associations (au nombre de 6, disait-on) reprochent à l'ANEQ son incapacité à impulser et à diriger les luttes étudiantes. Ce mouvement était animé par des militants-es du Groupe Socialiste de Travailleurs (GST).

Selon Statistiques-Canada, le taux de chômage atteint 27,2% des étudiants-es soit au-delà de 53,000 personnes. Adoption par le gouvernement du Québec de la loi 70 qui prolonge, avec des coupures importantes de salaires, de 3 mois les conventions collectives dans le secteur public.

-20 juillet : Le ministère de l'Education annonce une augmentation de 10,5% des prêts mais gèle, par la même occasion, les bourses des étudiants-es. Cet «ajustement» du prêt au coût de la vie contribue à augmenter l'endettement des étudiants-es sans, il va sans dire, améliorer leur situation financière.

-Août : 300 jeunes de 88 pays se réunissent à Montréal pendant un mois, à l'initiative de la Jeunesse Etudiante Catholique Internationale (JECI) et du Mouvement Internatinal des Etudiants Catholique (MIEC), pour réfléchir sur la situation dans le monde. Le thème de cette rencontre : «Les étudiants solidaires du peuple, vers une église des pauvres». L'ANEQ et le RAEU faisaient parvenir conjointement un message d'appui à cette activité.

-Début septembre : L'ancien secrétaire général de l'ANEQ, M. André Querry, fait parvenir une lettre aux media d'information pour dénoncer le régime des prêts et bourses, en particulier le critère qui exige d'être marié pour atteindre le statut d'indépendance. Ironiquement, M. Querry demande au ministre de lui accorder une subvention de $5,000 pour organiser un grand «mariage collectif» pour les prêts et bourses. La presse écrite et électronique s'accaparent de l'idée et, pendant quelques semaines, ce thème sera grandement exploité.

-17-18 et 19 septembre : Formation officielle du Regroupement pour un véritable syndicat national étudiant du Québec (RVSNEQ).

-5-6 et 7 novembre : Fondation officielle de la fédération des associations étudiantes collégiales du Québec (FAECQ). Plus de 50 personnes participent à un colloque organisé par le Centre étudiant de recherche et de formation (CEREF). Le thème du colloque est : «LE MOUVEMENT ETUDIANT DES ANNEES '80 : AUTONOMIE OU INTEGRATION».

-3-4 et 5 décembre : Une quinzaine d'associations étudiantes participent à la première grande réunion nationale du RVSNEQ. Les délégués-es présents-es s'entendent pour fonder le Comité de coordination unitaire (CCU) afin de développer un large appui au Front Commun et pour faire valoir certaines revendications étudiantes. L'ANEQ et la FAECQ participeront à cette rencontre.

-31 décembre : Expiration des conventions collectives dans le secteur public. Les organisations syndicales (FTQ, CEQ et CSN) unissent leur force pour contrer l'application des lois 70 et 105 et demandent au gouvernement péquiste de s'asseoir véritablement à la table de négociation.

1983

-21-22 et 23 janvier : Le Comité de coordination unitaire (CCU-regroupement d'associations locales et nationales) organise une réunion nationale à laquelle participait une centaine de délégués-es représentant une trentaine d'institutions des niveaux collégial et universitaire. Le but de cette réunion : Tenter d'établir des «perspectives claires» en fonction des prêts et bourses, de la condition spécifique des étudiants-es et du Front Commun. A cette réunion, les délégués-es ne s'entendent pas sur la stratégie à développer en appui au Front Commun. La réunion est un échec et plusieurs associations étudiantes se retirent du CCU ce qui remettait grandement en question l'existence d'une telle structure.

-26 janvier : Dans le cadre d'une stratégie commune avec les autres centrales syndicales, la CEQ entame le premier débrayage du Front Commun.

Le Devoir publie une annonce, signée par plus de 250 étudiants-es, en appui aux revendications des travailleurs-euses du secteur public.

-29 janvier : Selon les estimations syndicales, plus de 50 000 personnes participaient à une manifestation, devant le parlement québécois, afin d'ap-

22 mars 1982 - 22 mars 1983

1983

puyer les revendications des travailleurs-euses du secteur public (Front Commun). L'ANEQ participait à cette activité.

-1er-2 et 3 février : A l'UQAM, les étudiants-es font la grève pendant 3 jours pour appuyer les revendications du Front Commun.

-23 février : Plus de 1,500 étudiants-es manifestent à Montréal pour dénoncer la loi 111. Cette loi, votée le 15 février par le gouvernement du Québec, avait pour but de forcer les enseignants-es à retourner au travail. Cette manifestation avait été organisée, avec l'appui de quelques associations étudiantes non-membres de l'ANEQ, par le Conseil régional de Montréal.

-2 mars : L'ANEQ dépose un mémoire à la commission parlementaire concernant le conflit qui oppose le gouvernement du Québec aux enseignants-es. L'ANEQ soulignait dans son mémoire qu'elle appuyait les professeurs-es et dénonçait l'attitude du gouvernement péquiste dans ce conflit.

-11 mars : Journée étudiante pan-canadienne de protestation contre les coupures de budget. A cette occasion, plus de 2,000 étudiants-es manifestaient dans les rues de Montréal pour s'opposer aux coupures budgétaires dans le secteur de l'éducation. La manifestation, organisée par l'ANEQ et les associations étudiantes anglophones (McGill et Concordia), visait essentiellement à dénoncer la diminution de la contribution fédérale au niveau des programmes à frais partagés (Accords-fiscaux). Au Canada anglais, les activités sont planifiées par la Fédération canadienne des étudiants-es (FCE).

1982-1983: Le mouvement étudiant québécois est divisé plus que jamais !

Oui ! L'année 1982-'83 sera difficile pour l'ANEQ et, par ricochet, pour l'ensemble du mouvement étudiant québécois. Ces difficultés que rencontreront les associations étudiantes (membres ou non-membres de l'ANEQ) peuvent, en partie, s'expliquer de deux façons : d'abord il y a les faiblesses organisationnelles du mouvement étudiant (manque de leadership, division interne, etc.) et, en second lieu, il y a l'offensive de l'Etat et ce, à tous les niveaux. Le mouvement étudiant québécois était appelé à se battre sur de nombreux fronts à la fois (coupures, contre-réformes, reconnaissance des associations étudiants, etc.), ce qui rendait le travail encore plus difficile à accomplir. Mais, à l'ANEQ, ce qui contribuait à amplifier ces difficultés c'étaient les problèmes d'ordre financier inhérants à l'année précédente, la baisse du membership réelle de cette organisation, le peu d'énergies militantes disponibles (seulement 6 à 7 membres au c.c.) et finalement le manque d'expérience des militants-es de l'exécutif et du conseil central. A cause de ce manque d'expérience, l'ANEQ était pratiquement incapable d'intervenir sur la scène publique pour faire connaître, à l'ensemble de la population ainsi qu'aux étudiants-es, les principales revendications qu'elle mettait de l'avant. Cette situation contribuait grandement à paralyser le travail des principales instances de l'ANEQ et, qui plus est, à reporter à plus tard le développement de la mobilisation étudiante contre certaines politiques gouvernementales. L'ANEQ vivait donc une période difficile voir même assez précaire.

Les adversaires de l'ANEQ, comme nous le verrons dans le présent chapitre, tenteront de capitaliser au maximum sur les difficultés qu'elle rencontrait pour mieux l'attaquer et, par la même occasion, mena-

cer jusqu'à son existence. Ainsi, en moins de 2 mois, soit en septembre et octobre '82, le mouvement étudiant voyait apparaître dans ses rangs 2 nouveaux regroupements d'associations étudiantes locales : le Regroupement pour un Véritable Syndicat National Etudiant du Québec (RVSNEQ) et la Fédération des Associations Etudiantes Collégiales du Québec (FAECQ). Loin d'avoir la même approche et les mêmes analyses, le RVSNEQ et la FAECQ attaquèrent activement l'ANEQ et essayèrent de miner les bases de cette dernière dans le mouvement étudiant. Le RVSNEQ et la FAECQ avaient, face à l'ANEQ, des critiques qui étaient diamétralement opposées. Par exemple, le RVSNEQ considérait que l'ANEQ était «cliniquement morte» et incapable de mobiliser les étudiants-es. La FAECQ, quant à elle, affirmait tout simplement le contraire et reprochait à l'ANEQ ses orientations trop combatives. Mais ces critiques justifiaient-elles la formation de ces 2 nouvelles associations étudiantes? Le mouvement étudiant québécois n'était-il pas assez divisé comme cela? Un peu plus loin dans ce chapitre, nous analyserons plus en détails quelles étaient les raisons qui ont motivé quelques associations locales à se regrouper, soit au sein du RVSNEQ ou soit au sein de la FAECQ, pour concurrencer l'ANEQ et, ce qui est bien pire, de souhaiter ainsi sa dissolution.

Malgré tout, l'ANEQ n'était pas demeurée inactive. Après avoir organisé son 15e Congrès (fin mai, début juin), l'ANEQ organisera pendant la période estivale, pour les nouveaux-elles militants-es du C.C., une activité de formation à la «pratique syndicale». Elle interviendra également, pendant cette période, mais de façon assez limitée sur la question des prêts et bourses et sur le chômage étudiant. Puis, à l'automne, le gros des énergies des militants-es pro—ANEQ seront accaparées par des débats, bien souvent inévitables et parfois très difficiles, sur les orientations que proposaient, à l'ensemble du mouvement étudiant, le RVSNEQ et la FAECQ. L'ANEQ participera même à certaines activités organisées par ces 2 nouveaux regroupements.

Mais à l'hiver '83, le mouvement étudiant québécois était appelé à intervenir sur une question qui ne pouvait laisser dans l'indifférence aucune association étudiante sérieuse. Cette question... c'était la bataille du Front Commun qui, à son plus fort, paralysa pendant 3 semaines la plupart des écoles (primaires, secondaires et CEGEPS) de la province. Cette lutte allait permettre au mouvement étudiant de clarifier, de façon encore plus précise, ses grandes orientations. De quel côté de la barricade se situaient la FAECQ, le RAEU, le RVSNEQ et l'ANEQ? Pouvions-nous rester «neutre» dans ce débat? Allait-on appuyer le gouvernement ou les syndicats? Et sur quelle base? Dans les pages qui vont suivre, nous tenterons de voir également comment la lutte du Front Commun a contribué à donner, à la session d'hiver '83, à certaines associations étudiantes un second souffle et quelles ont été les débats qui eurent lieu, sur cette question, dans l'ensemble du mouvement étudiant.

Le 15ème Congrès

Le 15e Congrès de l'ANEQ avait lieu, du 27 mai au 1er juin, au CEGEP André-Laurendeau, à ville Lasalle. Ce Congrès, qui dura 5 jours, est en fait un des plus longs de toute l'histoire de l'ANEQ. Loin d'avoir été qualifié de «réussite» par la majorité des délégués-es étudiants-es, ce Congrès, qui avait été mal préparé par la direction de l'ANEQ, donna l'occasion aux 18 associations membres (et quelques non-membres) qui y participaient de débattre et de discuter de nombreuses questions : rapport moral du conseil central sortant, condition féminine, finances de l'ANEQ, adhésion des associations de département, perspectives pour l'année à venir et élections générales au conseil exécutif et au conseil central de l'ANEQ.

Mais avant même que débute les activités du 15e Congrès, un débat s'ammorça sur la question des micros (un micro pour les hommes et un micro pour les femmes). L'idée de placer dans la salle un micro spécifique pour les femmes avait été amenée par des militantes étudiantes qui désiraient, lors de telles activités, améliorer la participation féminine. En fait, lors de congrès précédents, on avait constaté que les militantes étudiantes intervenaient peu et... beaucoup moins que les garçons. Cette situation était, selon les militantes de l'ANEQ, très incorrecte. Histoire d'aider à rétablir l'équilibre, le conseil central de l'ANEQ cru bon de proposer au 15e Congrès de prendre les moyens pour remédier à ce problème. Un des moyens que le conseil central avait trouvé était d'assurer qu'il y ait, dans la salle, un micro qui serait réservé pour les hommes et un autre pour les femmes. Cette proposition suscita un grand débat et même... provoqua des commentaires sexistes de la part de certaines délégations étudiantes, ce qui contribua quelque peu à échauder l'assemblée. Ceci dit, la proposition du conseil central à l'effet d'instituer cette pratique fut tout de même approuvée par l'ensemble des délégués-es.

Peu après ces incidents, le 15e Congrès put débuter. Comme à peu près tous les Congrès de l'ANEQ, celui-ci commença, après l'adoption de l'ordre du jour, par la lecture du rapport moral du conseil central sortant. Le rapport moral, lu par Sylvie St-Germain, membre de l'exécutif de l'ANEQ, fut largement contesté par plusieurs associations étudiantes locales; chacune d'elle y allant de leur critique particulière sur les différents aspects de ce bilan que traçait le conseil central sur l'année qui venait de s'écouler. En gros, on reprochait au conseil central d'être trop optimiste et de ne pas reconnaître qu'en général le travail de mobilisation de l'ANEQ ne fonctionnait pas très bien. De plus, le rapport moral du conseil central

Principales résolutions adoptées par le 15ème Congrès

PRIORITES DE TRAVAIL : Le conseil central de l'ANEQ avait suggéré que le 15e Congrès adopte des priorités de travail aux niveaux politique et organisationnel. Les délégués-es, après en avoir longuement discuté en plénière, adoptèrent pour l'année à venir, les priorités suivantes :

AU NIVEAU POLITIQUE DE :

- Faire une large campagne de sensibilisation, d'information et de consultation sous le thème : «Nos conditions d'étude et le droit à l'Education». Cette campagne devra se faire dans le but de dénoncer les coupures budgétaires, les contre-réformes et la mauvaise situation financière des étudiants-es.
- Intervenir sur le chômage, la non-reconnaissance des associations étudiantes, la condition financière des étudiants-es et de la condition féminine.

AU NIVEAU ORGANISATIONNEL, de travailler à :

- La consolidation financière de l'ANEQ
- La consolidation interne de l'ANEQ et l'augmentation de son membership.
- La formation d'un caucus universitaire au sein de l'ANEQ.
- Renforcer les liens avec les étudiants-es du secondaire.

De plus, le Congrès détermine des tâches très précises qui visaient à impliquer, dans le travail, toutes les instances de l'ANEQ. Ainsi, on souhaitait que :

- AU NIVEAU LOCAL : que les associations utilisent tous les média d'information disponibles dans leur institution.
- AU NIVEAU REGIONAL : d'implanter des mécanismes de communication et d'organisation entre les associations locales qui serviront entre les réunions des conseils régionaux.
- AU NIVEAU NATIONAL : qu'une partie du budget d'information serve à la communication inter-régionale.

CONDITION FEMININE : Le Congrès mandata le comité-femmes pour qu'il organise un forum des femmes pour la session d'automne '82. Par la suite, les délégués-es adoptèrent une série de revendications portant sur :

- l'abolition du matériel scolaire sexiste.
- la désexisation de l'orientation scolaire.
- l'abolition du contingentement sur des bases sexistes.
- le placement et le recyclage des femmes.
- des cours sur la condition des femmes.
- le harcèlement sexuel dans l'éducation.
- des cours d'auto-défense.
- le droit au travail et la désexualisation des emplois.
- la fin de la politique gouvernementale du temps partiel.
- des services décents d'obstétrique.
- des services d'avortement et de contraception.
- des services d'information et de soins cliniques dans les écoles.
- des garderies gratuites.
- des cours d'éducation sexuelle.
- l'aide sociale et l'assurance-chômage.
- l'abolition de la pornographie et du hard-core.

Le Congrès a aussi mandaté le comité-femmes de l'ANEQ pour qu'il participe au Regroupement féministe contre la pornographie et à appuyer les femmes âgées de l'AQDR dans leur lutte pour l'amélioration des rentes des femmes retraitées.

sortant n'amenait aucune perspective concrète pour tenter d'améliorer les choses. Un débat de quelques heures s'engageait donc sur ce bilan.

Autre fait important à mentionner : la question des femmes fut, pour une des rares fois dans un Congrès de l'ANEQ, longuement discutée. Il y eut pas moins de 8 heures de discussions et de délibérations sur le rapport et les propositions du comité ad hoc sur les femmes. Dans l'ensemble, les débats entourant l'adoption de plusieurs propositions sur cette question ont permis d'amorcer une réflexion plus large sur la place des femmes dans les associations étudiantes locales et l'ANEQ.

Par la suite, le 15e Congrès fut appelé à discuter, très rapidement (trop peut-être) des priorités de travail et des perspectives que l'ANEQ devait se donner pour l'avenir. Pour mieux débattre de ces questions, les délégués-es choisirent de sortir du cadre formel des procédures d'assemblée et transformèrent, pendant quelques heures, le Congrès en comité plénier. En comité plénier, les délégués-es retravaillèrent, à partir de certaines propositions soumises par le conseil central, la liste des priorités et en élaborèrent de nouvelles. Les priorités de travail furent, pour la plupart, adoptées officiellement par les délégués-es du 15e Congrès. (voir notre encadré).

Soulignons également que le 15e Congrès avait rejeté l'admission des associations départementales à l'ANEQ et avait appuyé les travailleurs-euses de la CTCUM en conflit. Les congressistes avaient éga-

lement eu l'occasion d'entendre les discours d'un représentant de l'Association des étudiants salvadoriens (en tournée en Amérique du Nord) et d'un représentant de la CSN sur le chômage et l'organisation de la marche des sans-emplois. Les points prévus à l'ordre du jour et qui n'avaient pas été abordés par le Congrès furent référés au conseil central de l'ANEQ.

Le 15e Congrès se termina par la tenue d'élections générales au conseil exécutif ainsi qu'au conseil central de l'ANEQ. Après une période de questions qui dura plus de 2 heures, les 3 candidates en lice à l'exécutif de l'ANEQ, qui se présentaient sur la base d'un programme commun, furent élues. Ces 3 personnes étaient : Johanne Muzzo, secrétaire à l'information; Ginette Bettey, officier au programme et Edith Ouellet, officier aux relations extérieures. À noter qu'au conseil régional de Montréal, toutes les candidatures au conseil central, particulièrement celles des sympathisants-es du PCO, furent défaites. Plusieurs associations étudiantes faisaient porter les difficultés qu'avait connues l'ANEQ l'année précédente à ces militants-es étudiants-es.

Deux nouveaux regroupements voient le jour

C'est au CEGEP de Trois-Rivières que naissait, les 17-18 et 19 septembre 1982, le Regroupement pour un Véritable Syndicat National Etudiant du Québec (RVSNEQ). Lors de cette rencontre, qui regroupait une quinzaine d'associations étudiantes, 8 d'entre elles avaient pris officiellement position en faveur de ce nouveau regroupement étudiant. Ce sont les associations étudiantes des CEGEPS de Drummondville, de St-Jérôme, de Matane, de Rimouski, de l'Outaouais, de Joliette, de Limoilou ainsi que de l'Université de Trois-Rivières.

Ces 8 associations étudiantes, qui avaient adopté une déclaration commune expliquant leur analyse ainsi que leur objectif de travail à court terme, soutenaient qu'il fallait engager, dans le mouvement étudiant, une dynamique afin de construire un «véritable syndicat national étudiant». Les raisons évoquées pour mettre de l'avant un tel projet s'expliquaient, affirmaient les protagonistes du RVSNEQ, à cause de :

1) la dispersion dans le mouvement étudiant;
2) l'absence de perspectives permettant de regrouper le mouvement étudiant pour défendre le droit à l'éducation. (1)

Sur le plan des revendications et de l'approche générale, le RVSNEQ et l'ANEQ se ressemblaient beaucoup. Mais les quelques associations étudiantes locales qui participaient à la création du RVSNEQ considéraient que l'ANEQ ne répondait plus aux attentes des étudiants-es du Québec et ne représentait plus un cadre valable à travers lequel elles pouvaient s'exprimer, débattre librement et prendre position sur les enjeux majeurs qui se posaient pour le mouvement étudiant. «L'incapacité devenue chronique des directions successives de l'ANEQ à répondre aux attentes élémentaires des étudiants et des étudiantes, notamment à partir de l'échec de la lutte des prêts et bourses, affirmera le RVSNEQ, aura marqué de façon déterminante l'avenir de l'ANEQ. C'est cette incapacité à assumer ses responsabilités dans les moments les plus déterminants de l'histoire du mouvement étudiant ces dernières années qui est, concluera-t-on, la première responsable du ratatinement progressif de l'ANEQ et qui lui ferme définitivement toute possibilité de redevenir comme en 1975-76, le pôle reconnu de regroupement et d'organisation pour l'ensemble du mouvement étudiant.» (2)

Certes, si une partie des critiques adressés à l'ANEQ par le RVSNEQ pouvaient s'avérer légitime et fondée, cela justifiait-il pour autant qu'il fallait tout remettre en question et travailler à reconstruire, comme le proposait le RVSNEQ, une nouvelle association étudiante nationale. En d'autres mots, devions-nous repartir à zéro?

Pour sa part, l'ANEQ évaluait que la création du RVSNEQ était inutile et que, malgré ses défauts et ses faiblesses, elle constituait toujours un cadre très valable pour la majorité des associations étudiantes du Québec. La création du RVSNEQ, plus que prématurée, ne faisait qu'accentuer davantage la division au sein du mouvement étudiant et ne permettait guère de résoudre les problèmes de mobilisation que connaissait l'ensemble du mouvement étudiant.

L'ANEQ soutenait, d'autre part, que la création du RVSNEQ correspondait davantage au besoin particulier d'un groupe politique (le GST) que de celui de quelques associations étudiantes en mal de ne pas être mieux représentée à l'échelle nationale. En fait, depuis la lutte des prêts et bourses de 1978, le Groupe Socialiste des Travailleurs (GST) avait critiqué, par l'entremise de ses quelques militants-es étudiants-es, certaines orientations qu'avaient développées les différents exécutifs de l'ANEQ. Minoritaires dans le mouvement étudiant et déçus des événements qui se produisaient à l'ANEQ, certains-es dirigeants-es du GST commencèrent alors à défendre l'idée, d'abord en coulisses, puis plus largement, de créer une nouvelle association étudiante nationale. Profitant du fait qu'ils-elles étaient une force politique organisée au sein du mouvement étudiant, les militants-es du GST travaillèrent graduellement à mettre leur projet à exécution. Ainsi, en septembre '81, soit peu avant le colloque de l'ANEQ et du RAEU contre les coupures et les contre-réformes, les militants-es étudiants-es du GST organisèrent une «réunion large» des représentants-es d'associations étudiantes et de toutes les composantes du mouvement étudiant afin, disaient-ils-elles, de

(1)- «*Déclaration de la réunion natinale de Trois-Rivières*», ***journal de Regroupement pour un Véritable Syndicat National Etudiant, vol. 1, no 1, octobre 1982, pp. 2 et 3.***
(2)- ***Manifeste pour l'organisation unitaire, indépendante et démocratique de tous les étudiants et de toutes les étudiantes du Québec, texte produit par le RVSNEQ, le 10 mars 1983, pp. 9 et 10.***

débattre des enjeux du colloque national. En fait, à travers cette activité, le GST cherchait essentiellement à se gagner certains appuis et à se donner les bases pour éventuellement créer «son» association nationale. Cette activité du GST, organisée par l'AGEUQTR, connaîtra un succès relatif. Une dizaine d'associations étudiantes participèrent à la rencontre.

Au colloque de l'ANEQ et du RAEU sur les coupures et les contre-réformes (octobre 1981), les militants-es étudiants-es du GST, qui intervenaient de façon assez organisé, verront leurs principales propositions se faire rejeter du revers de la main. Amèrement déçus-es des résultats de ce colloque, les militants-es du GST reprocheront par la suite à la direction de l'ANEQ d'avoir totalement liquidé la lutte contre les coupures et les contre-réformes. Plusieurs associations étudiantes locales partageaient cette analyse, ce qui ajoutera de «l'eau au moulin» au projet du GST.

En juin '82, quelques associations étudiantes dont celles de l'Outaouais et de Drummondville lanceront ouvertement l'appel à la constitution de cette nouvelle organisation syndicale étudiante. C'est à partir de cette invitation que les 17, 18 et 19 septembre, 8 associations étudiantes adhéraient à l'idée de créer un regroupement (le RVSNEQ) qui, lui, viserait à mettre sur pied un «véritable» syndicat étudiant national. C'était donc un événement que l'ANEQ devait suivre avec beaucoup d'attention...

Soulignons, d'autre part, que le RVSNEQ n'était pas seul à souhaiter la création d'un nouveau regroupement étudiant national. On se souviendra qu'à l'automne '80, une nouvelle tendance vit le jour au sein du mouvement étudiant. Ce courant, mieux connu sous le vocable de la «LIGNE BLANCHE», avait dans ses rangs quelques associations (la faction minoritaire) qui avaient manifesté ouvertement le désir de mettre sur pied une nouvelle association étudiante nationale. Finalement, la Ligne Blanche», après avoir débattu de la question, se transformait en un «mouvement de réflexion»; mouvement qui s'éteignit peu après. (3)

C'est la tendance minoritaire de la «Ligne Blanche» qui, à l'automne '82, remettra de l'avant l'idée de créer une nouvelle association nationale mais limitée toutefois qu'au niveau collégial. Ainsi, lors d'une réunion, qui se tenait au CEGEP de Ste-Foy les 5, 6 et 7 novembre 1982, une quinzaine d'associations étudiantes se prononcèrent en faveur de la création d'un nouveau regroupement étudiant national. La proposition, présenté par l'association étudiante du CEGEP de Hauterive, se lisait comme suit : «Que le document 'Pourquoi songer à la création d'une fédération des associations étudiantes collégiales du Québec' soit adopté comme déclaration de l'éventuelle fédération». (4) Mentionnons également que les associations étudiantes, qui avaient soutenu la création de la FAECQ, devaient faire ratifier cette adhésion par leur assemblée générale. Ce qui était plus difficile à faire! Deux semaines après, au CEGEP Edouard-Montpetit, la FAECQ tenait son Congrès de fondation. A cette occasion, seulement 8 associations étudiantes locales sur les 15 ayant adopté la déclaration de principes adhéraient officiellement à ce nouveau regroupement.

Loin de ressembler au RVSNEQ ou à l'ANEQ, la FAECQ, elle, développera un «nouveau discours» et affirmera, au nom des associations qui la composent, qu'elle désirait maintenant «être utile à quelque chose». Essentiellement, la FAECQ dénoncera l'ANEQ parce que cette dernière, supposait-elle, prônait la «confrontation». Selon les responsables de la FAECQ, la «confrontation» (grève, manifestations, etc.) n'avait jamais rien donné au mouvement étudiant. Pour mieux comprendre toute la portée de cette «analyse», voyons un peu comment la secrétaire générale de la FAECQ (élue en 1983), Suzanne Roy, présentait son argumentation : «Il est évident qu'en 1983, nous devons encore nous prévaloir du rapport de force pour que nos revendications aboutissent. Mais ce rapport de force ne doit pas être établi en nous pénalisant nous même, c'est-à-dire en faisant des grèves. Les grèves, soutiendra-t-elle, nous font perdre de nombreuses heures d'apprentissage importantes pour notre formation. Comment peut-on prôner une meilleure pédagogie dans les collèges, en n'assistant pas à nos cours?» (5) La conclusion de la FAECQ sur les luttes étudiantes sera simple voir même simpliste : «On ne mani-fesse pu». Mais qu'à cela ne tienne, la FAECQ, elle, a maintenant trouvé des «solutions concrètes» devant être accompagnée également d'une nouvelle approche. On peut la résumer ainsi : en premier lieu, la FAECQ, pour faire valoir ses «alternatives», affirmera que pour qu'il y ait des «gains concrets» le mouvement étudiant devra dorénavant se concerter avec l'Etat et les administrations locales. C'est ce qu'elle appelle dans son jargon, la «concertation». Puis, en second lieu, afin de plaire à ses «nouveaux partenaires», la FAECQ proposera de laisser de côté les revendications traditionnelles du mouvement étudiant québécois : prêts et bourses, PREC, reconnaissance des associations étudiantes, pédagogie, etc. Pour l'ANEQ, cette approche était tout simplement inacceptable! Le syndicalisme étudiant ne s'était pas construit uniquement par des «beaux discours» et, qui plus est, par la soumission pure et simple des associations étudiantes aux politiques gouvernementales. Certes, si dans le passé le mouvement étudiant n'avait pas réussi, par les luttes étudiantes, à arracher des gains substantiels à l'Etat, on peu se demander ce qu'il aurait obtenu s'il ne s'était pas mobilisé pour défendre les droits de ses membres.

---

(3)- Voir à ce propos la partie intitulée : «QUELQUES ASSOCIATIONS ETUDIANTES LOCALES PARLENT DE CREER UNE NOUVELLE ASSOCIATION NATIONALE». [Chapitre 10].

(4)- Procès-verbal de la réunion nationale du mouvement étudiant CEGEP Ste-Foy [les 5, 6 et 7 novembre 1982], p. 14. Les associations qui appuyèrent alors cette résolution étaient les suivantes : Marie-Victorin, Jean de Brébeuf, Saint-Laurent, Edouard-Montpetit, F-X Garneau, Ste-Foy, Lévis-Lauzon, Rivière-du-Loup, St-Lawrence Campus, Matane, Rimouski, Hauterive, Alma, Sept-Iles et Notre-Dame-de-Foy [campus].

(5)- «Confrontation... Mobilisation... Affrontement... Tradition... Grève... -CONCERTATION», texte préparé par Suzanne Roy, secrétaire générale de la FAECQ, le 7 novembre 1983, p. 3.

Bâtie à l'image du RAEU et des hauts fonctionnaires du gouvernement péquiste (celui-là même qui parle d'institutionnaliser la «concertation» mais... sur le dos des organisations syndicales, populaires et étudiantes), la FAECQ rejeta donc, à travers ses activités, les principes qui, depuis pratiquement 20 ans, guident les actions du syndicalisme étudiant. Le RAEU et la FAECQ avaient, selon l'ANEQ, choisi la voie la plus facile : celle de collaborer avec le gouvernement. Ce choix n'était pas dénué de tout intérêt politique. Plusieurs membres du RAEU et de la FAECQ étaient forts connus dans le mouvement étudiant pour avoir entretenu des sympathies particulières à l'endroit du PQ. Leur allégence politique n'était pas un mal en soi, mais lorsque ces intérêts politiques sont placés au-dessus des intérêts généraux des étudiants-es, au nom d'une quelconque «paix sociale», alors là c'est une toute autre histoire!

Avec la création de la FAECQ, en novembre 1982, le mouvement étudiant voyait apparaître dans ses rangs, un 4e regroupement étudiant. Après l'ANEQ, le RAEU, le RVSNEQ, il y avait maintenant la FAECQ. Le mouvement étudiant était donc malheureusement plus morcelé que jamais!

La lutte du Front commun et l'épisode éphémère du CCU

Le 21 septembre 1982, le gouvernement du Québec annonçait son intention d'imposer à ses employés-es, dans le cadre des négociations dans le secteur public, des augmentations salariales limitées à 5% et 3,2% pour 1984-85. Le tout avait été préalablement coiffé par l'adoption en juin de la même année, de la loi 70 qui coupait, à partir du 1er janvier 1983 et ce jusqu'au 1er avril, de 19,5% les salaires de la majorité des travailleurs-euses de ce secteur. Mais il y avait pire encore! Une semaine, jour pour jour, après avoir voté la loi 105 qui décrétait unilatéralement les conditions de travail et de salaire des 310,000 employés-es de la fonction publique, le gouvernement péquiste votait, le 18 décembre 1983, contre le gel des salaires des parlementaires et pour une augmentation de leur traitement de base annuelle de 6%. Cette augmentation salariale des députés-es et ministres devait être effective à compter du 1er avril 1983. De la part d'un gouvernement qui affirmait défendre les intérêts des travailleurs-euses, il aurait été bien difficile d'être plus ironique!

Cela dit, suite à l'annonce de ces mesures gouvernementales, les centrales syndicales (CSN-CEQ-FTQ) décidaient d'unir leurs efforts afin de forcer le gouvernement péquiste à retirer cette batterie de mesures anti-syndicales. Devant de telles mesures, il était à prévoir que l'année scolaire qui débutait à peine allait être grandement perturbée. Le mouvement étudiant ne pouvait donc pas rester indifférent, d'autant plus que les décrets (loi 105) votés par le gouvernement allaient, au niveau des écoles primaires et secondaires ainsi que dans les CEGEPS, affecter inévitablement la qualité de l'éducation.

Pendant la session d'automne, les activités de l'ANEQ avaient, pour les raisons que nous avons invoquées au début de ce chapitre, été assez limitées. Le RVSNEQ, quant-à-lui, tentera tant bien que mal de prendre la relève et damer ainsi le pion à l'ANEQ. Cette rivalité entre l'ANEQ et le RVSNEQ permettra de rehausser quelque peu le niveau politique des grands débats de l'heure qui avaient lieu dans le mouvement étudiant, en particulier sur la question du Front Commun. Ce qui, soit dit en passant, était loin d'être une mauvaise chose! Par la force des événements, l'ANEQ était donc appelée à intervenir sur la scène publique, à répondre aux interrogations des associations étudiantes locales sur ses orientations générales et, par la même occasion, à défendre sa propre existence.

Les 3, 4 et 5 décembre 1982 le RVSNEQ organisa sa première grande réunion nationale. Une vingtaine d'associations étudiantes participaient à la rencontre. Les délégués-es étudiants-es présents-es s'entendirent pour fonder le Comité de Coordination Unitaire (CCU) afin de développer un large appui au Front Commun et pour faire valoir certaines revendications étudiantes, notamment sur les 4 points suivants : coupures budgétaires, reconnaissance des associations étudiantes, PREC et prêts et bourses. Les revendications qui furent élaborées sur ces 4 questions rejoignèrent, en partie, celles qui avaient été développées par l'ANEQ depuis ses 8 années d'existence. La FAECQ et l'ANEQ participèrent également à la rencontre mais à titre d'observateur seulement.

Cependant, plusieurs associations membres de l'ANEQ participaient à cette rencontre à titre individuel. Ainsi, et ce qui était important à l'époque, les associations étudiantes des universités de Concordia et de McGill s'y impliquèrent également avec beaucoup d'enthousiasme. Face à la participation de ces associations étudiantes locales au CCU, l'ANEQ se voyait remise en question par ses propres membres et se sentit obligée de s'impliquer au sein du CCU. Outre les 5 ou 6 membres du RVSNEQ, il y avait maintenant bien plus d'associations étudiantes dans ce courant.

La formation du CCU, votée par les participants-es de cette rencontre, visait essentiellement à briser avec la division qui régnait depuis déjà un bon bout de temps dans le mouvement étudiant. A la fin de la réunion, les délégués-es donnèrent le mandat au CCU de convoquer, les 21, 22 et 23 janvier, une rencontre qui regrouperait l'ensemble des composantes du mouvement étudiant. L'ANEQ avait, au nom de l'unité du mouvement étudiant, ap-

puyé cette démarche et invitait même ses membres à y participer. Entretemps, le CCU organisa deux autres rencontres : le 18 décembre (Limoilou) et 8 janvier (Limoilou). A ces deux réunions, les délégués-es adoptèrent de faire, dans l'ensemble des institutions scolaires du Québec, une campagne de sensibilisation sur les revendications étudiantes ainsi que sur le Front Commun. Cette campagne politique devait être amorcée pour la session d'hiver '83.

Pendant ce temps, le mouvement syndical se mettait en branle. Ainsi, au début de janvier '83, les 800 délégués-es du conseil d'orientation du 4e Front Commun, réunis-es à l'auditorium Le Plateau à Montréal, adoptèrent un plan de riposte qui comprenait, pour le 26 janvier, le déclenchement de la grève (rotative) et, pour le 29 janvier, l'organisation d'une manifestation des centrales syndicales devant l'Assemblée Nationale.

Avec la grève que préparaient les principales instances du Front Commun, la rencontre du CCU, prévue pour les 21, 22 et 23 janvier, prenait donc tout son sens. Organisée à l'Université de Concordia (à Montréal), cette réunion des principales composantes du mouvement étudiant regroupa une vingtaine d'associations étudiantes. Les délégués-es présents-es, un peu comme ils-elles l'avaient fait lors de la réunion du RVSNEQ le 5 décembre, avaient adopté une série de propositions sur les prêts et bourses, le droit d'association, le PREC, les coupures budgétaires et le Front Commun. N'hésitant pas à dénoncer les lois spéciales (70, 105, etc.) du gouvernement, les délégués-es engagèrent une importante polémique à partir de cette simple interrogation : «sur quelle base allons-nous appuyer la lutte du Front Commun».

Dans cette «arène» restreinte qu'était devenue le CCU, les débats s'entamèrent entre deux grands belligérants : il y avait d'un côté le RVSNEQ et ses 5 ou 6 associations «affiliées» et de l'autre l'ANEQ et ses associations membres. Loin d'être anodine, cette polémique permit de démontrer qu'il existait au sein du mouvement étudiant de profondes divergences idéologiques. Ainsi, le RVSNEQ, qui affirmait soutenir le Front Commun, désirait ne donner cette appui que «sur la base des revendications étudiantes». Cette analyse du RVSNEQ était, pour l'ANEQ, erronée voire même corporatiste. Donner son appui à un groupe de travailleurs-euses, surtout quand on croit que leur cause est légitime, ne doit pas se faire de façon conditionnelle. Même si plusieurs revendications du Front Commun allaient dans le sens de celles élaborées par le mouvement étudiant, il n'était pas dit que les associations étudiantes (locales ou nationales) devaient s'abaisser à limiter cet appui qu'à cette question. De plus, l'ANEQ considérait que cette position du RVSNEQ en était une de compromis. Lentement mais sûrement, ce compromis inacceptable pavait tranquillement la voie aux associations étudiantes corporatistes (RAEU, FAECQ) qui, défendant l'attitude du gouvernement péquiste, dénonçaient à tour de bras la lutte du Front Commun. Le mouvement étudiant ne devait pas, selon l'ANEQ, restreindre le débat qu'aux seules revendications étudiantes; il était clair, pour elle, que cet appui devait se faire sur la base (et seulement sur cette base) des revendications générales des travailleurs-euses du Front Commun et contre l'autoritarisme du gouvernement.

A partir de ce débat, l'existence même du CCU était remise en question. L'émotivité aidant, la rencontre de Concordia dégénérait peu à peu. D'une discussion farouche et soutenue, le ton s'éleva graduellement et contribua à envenimer les choses. On assista même à certains incidents violents. Bien que sans grande conséquence, ces événements incitèrent plusieurs associations membres de l'ANEQ à se retirer de cette structure qui, somme toute, était devenue la marotte du RVSNEQ. «Le Regroupement, selon Johanne Muzzo, membre de l'exécutif de l'ANEQ, (appelait) sans cesse à l'unité. Mais j'ai l'impression, disait-elle, qu'il s'agit toujours de l'unité pour l'unité, d'un slogan. A l'ANEQ, on dit 'unité d'accord', mais pas à n'importe quel prix. Avec la FAECQ et le RAEU, c'est impossible. Ils ne cessent de dénoncer l'ANEQ qui prend le côté des syndicats, qui organise des manifestations. Ils sont du côté du gouvernement. Ils sont d'un côté de la barrière, nous de l'autre. Comment parler d'unité? Pourtant, le Regroupement continue de le faire.» (6)

La rencontre du CCU à Concordia n'aura permis que de diviser davantage le mouvement étudiant, chacune des parties s'accrochant à ses orientations initiales. Le CCU en était à ses derniers soubressauts. Après cet événement, les rapports entre l'ANEQ et le RVSNEQ demeuraient toujours mals définis. Mais, la lutte du Front Commun et les moblisations étudiantes à venir allaient contribuer à résoudre ce dilemme et à déterminer qui avait raison et qui avait tort.

Pour appuyer ouvertement le Front Commun, les associations étudiantes n'avaient pas hésité à passer aux actes. Quand ces associations étudiantes avaient pu se prononcer dans leurs assemblées générales et dans les autres instances démocratiques de leurs associations, après des débats où tous et toutes avaient pu s'exprimer et prendre conscience du conflit, la réponse était, sauf exception, partout la même : les étudiants-es dénonçaient l'intransigeance et l'attitude provocatrice du gouvernement. Ainsi dans de nombreux CEGEPS de la province tels ceux de Chicoutimi, de l'Outaouais, du Vieux-Montréal (jour et soir), de Rosemont, de Limoilou, de Saint-Jérôme, de Saint-Hyacinthe, de la Région de l'Amiante (Thetford Mines), de Saint-Jean-sur-Richelieu, de Sherbrooke, de Trois-Rivières, de Granby, d'André-Laurendeau et plusieurs autres avaient rejeté massivement les décrets imposés par la loi 105 et blâmaient le gouvernement pour le pourrissement du conflit. En milieu anglophone, l'autoritarisme du gouvernement, par l'imposition de la loi 111, suscita sensiblement les mêmes réactions.

Au niveau universitaire, les associations étudiantes avaient réagi sensiblement de la même façon; que ce

*(6)- «Où en est le mouvement étudiant au Québec?», **Tribune Ouvrière**, no 127, du 11 au 25 avril 1983, p. 7.*

soit à l'Université du Québec à Montréal, à l'Université de Sherbrooke, dans une dizaine de départements à l'Université de Laval où l'appui aux employés-es avait été adopté; que ce soit à l'Université de Montréal où l'association étudiante avait poussé l'audace jusqu'à demander la démission du gouvernement; partout, on notait la même chose, un même courant. «Il s'agit, écrivait Jacques Beaudoin, permanent à l'ANEQ, d'un courant de solidarité nouvelle qu'on n'avait pas sentie depuis un certain temps dans le milieu étudiant.» (7)

Par ailleurs, à l'Université du Québec à Montréal, les étudiants-es, qui se réunissaient en assemblée générale, le 31 janvier, votent, pour appuyer les revendications du Front Commun, la grève générale illimitée. Cette grève, qui dura 3 jours, permit à l'association étudiante de connaître par la mobilisation active de ses membres sur cette question, un dynamisme nouveau. De plus, le 23 février, 1,500 étudiants-es marchaient, à l'invitation de l'ANEQ ainsi que de quelques associations étudiantes locales, dans les rues de Montréal pour dénoncer les lois spéciales (70, 105 et 111). D'autre part, le 2 mars, l'ANEQ déposa, lors de la commission parlementaire du gouvernement du Québec sur ce conflit, un mémoire qui dénonçait les décrets et le refus du gouvernement péquiste de reconnaître le droit aux organisations syndicales de négocier librement les conventions collectives de leurs membres. Selon l'ANEQ, le gouvernement bafouait, par ses politiques, les droits syndicaux les plus élémentaires. Pour rétablir la situation, elle demanda, dans son mémoire, 4 choses très précises :

1) le retrait de la loi 111, antidémocratique;
2) que le gouvernement accepte de négocier avec ses employés-es dans le cadre du régime de relations de travail qui était en vigueur avant l'adoption des lois 68, 70, 72, 105 et 111;
3) que le droit de grève tel que reconnu par le Code du Travail soit respecté;
4) que le gouvernement cesse sa campagne de propagande haineuse et mensongère contre les travailleurs et les travailleuses des secteurs publics et parapublics. (8)

Soulignons que peu avant cette commission parlementaire, l'ANEQ tenait un important conseil central élargi (13-14 février) qui regroupait une vingtaine d'associations étudiantes locales. Cette réunion était, en fait, la plus grosse activité étudiante à se tenir à l'intérieur même des cadres de l'ANEQ depuis la fin de son 15e Congrès. Malgré le peu de force du conseil central, l'ANEQ réussissait tranquillement à reprendre un certain leadership dans le mouvement étudiant. Plusieurs des membres de l'ANEQ reprenait ainsi graduellement confiance en leur organisation étudiante nationale. Et, qui plus est, le 15 février 1983, l'association étudiante de McGill décida d'adhérer à l'ANEQ et de couper, par la même occasion, les liens qu'elle entretenait avec le CCU. Quelques semaines plus tard, l'association étudiante de Concordia fera de même dans le cadre d'un référendum pan-campus.

---

*(7)- «Les négociations dans le secteur public : les étudiants dans la balance», **Le Pamphlet**, journal spécial du conseil régional de Montréal de la Presse Etudiante du Québec, mars 1983, p. 8.*

*(8)- **Mémoire présenté à la commission parlementaire concernant le conflit qui oppose le gouvernement aux enseignants-es**, produit par l'ANEQ, le 2 mars 1983, p. 10.*

CONCLUSION

En adhérant, en 1961, aux principes de la Charte de Grenoble, l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGE UM) allait, de façon bien consciente, poser les premières bases idéologiques au développement du syndicalisme étudiant québécois. Et cette adhésion au syndicalisme étudiant était loin d'être anodine; elle contribuera à transformer du tout au tout les activités et les actions des associations étudiantes qui existaient à cette époque. Ainsi, pour le président de l'AGEUM, M. Pierre Marois, cette démarche ne représentait «rien de moins qu'une révolution de la pensée et de l'action étudiante sur le plan de la perspective sociale que (concrétisait) le syndicalisme étudiant depuis que les organismes étudiants (avaient) décidé de dépasser les stades du stricte service aux étudiants pour prendre la mesure des besoins de l'ensemble de la collectivité» (1).

Le mouvement étudiant, surtout avec la création de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) en novembre 1964, avait donc, au tournant des années '60, pris une nouvelle envolée, un second souffle : dorénavant, il n'était plus question pour les associations étudiantes de limiter leurs interventions uniquement au milieu étudiant. Les associations étudiantes avaient, pensait-on, un rôle social à jouer et, qui plus est, elles représentaient, au sein de la société québécoise, une frange importante de la jeunesse. A partir de ce constat, le mouvement étudiant gravira un échelon; il dépassera tranquillement le stade du corporatisme pour devenir un véritable agent de transformation sociale. Concrètement, celà signifie que le mouvement ne se bat plus pour améliorer simplement le sort de la collectivité étudiante. Il situe, à ce moment-là, son combat dans un cadre plus général; les leaders étudiants-es parlent de transformer la société et tentent d'engager, dans son ensemble, le mouvement étudiant dans cette voie. Les mots «indépendance» et «socialisme» font maintenant partie du vocabulaire quotidien des jeunes militants-es étudiants-es. Puis rapidement, on passe de la parole aux actes; le mouvement étudiant, qui remet en question son «collaborationnisme» avec l'Etat, se radicalise graduellement et sort littéralement dans la rue pour appuyer toutes les bonnes causes : en même temps qu'il se bat pour arracher la gratuité scolaire et pour la création d'une deuxième université de langue française à Montréal, il soutient des luttes ouvrières et anti-impérialistes.

Si cette approche était valable dans les années '60 pour les associations étudiantes générales et l'UGEQ, elle le sera également pour l'ANEQ, lors de sa création en 1975. L'ANEQ venait ainsi remplacer l'UGEQ qui, elle, s'était malheureusement dissoute six ans plus tôt. Avec la mort de l'UGEQ, il fallut pratiquement tout rebâtir à neuf. Les conséquences de cette «autoliquidation» des principales associations étudiantes seront nombreuses et il faudra six ans au mouvement étudiant avant qu'il puisse se remettre de cette «noyade» temporaire. Cette douloureuse expérience aura démontré, encore une fois, comment il était nécessaire que les associations étudiantes locales se donnent une structure, une voix à l'échelle nationale pour qu'elles puissent se faire entendre auprès des autres groupes qui composent la société québécoise.

Depuis 1975, l'ANEQ fut ce cadre démocratique qui permit aux associations étudiantes d'entamer, un peu comme l'UGEQ l'avait fait dans les années '60, un combat sur plusieurs fronts : accessibilité à l'éducation, questions pédagogiques, reconnaissance des associations étudiantes, soutien à des luttes ouvrières et anti-impérialistes, etc. Non! Le mouvement étudiant n'était pas mort et le syndicalisme étudiant allait, avec la création de l'ANEQ, le 22 mars 1975, revivre de bons moments.

---

(1) Mémoire au gouvernement de l'Etat du Québec à propos d'une formule d'action syndicale étudiante et d'aide au relèvement des régions défavorisées, présenté par Pierre Marois en mai 1964.

Bibliographie - 2ème partie (ANEQ)

LIVRES ET BROCHURES

- **HISTORIQUE DU JOURNALISME ETUDIANT AU QUEBEC - 1943-1979,** Presse Etudiante du Québec, produit en 1980 (document à tirage limité).
- ESCANDRE, Claude, **Les classes sociales au CEGEP**, éditions Parti Pris, 1973.
- **LE MOUVEMENT ETUDIANT QUEBECOIS,** recueil de textes sur le mouvement étudiant et l'ANEQ, tirés de différents journaux trotskystes. Ce document fut publié le 5 juillet 1976.
- **On va s'équiper pour se faire respecter par le pouvoir**, document produit par l'AGECR. Aucune date n'est indiquée pour situer, dans le temps, la production de cette brochure.
- **Quelle est la question?** Ce texte fut publié par le PCC(ml) en 1976.
- **Les collèges du Québec -Nouvelle étape**, publié par le gouvernement du Québec, octobre 1979.
- **Commission d'étude sur les universités,** Rapport Angers (comité de coordination), mai 1979.
- **Commission d'étude sur les universités,** Rapport Angers (organisation du système universitaire), Tome III, mai 1979.
- **L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles**, éditions Quinze, 1982.

DOCUMENTS DE L'ANEQ

- **Texte relatif au IVe Congrès national**, ANEQ, janvier 1976.
- **Rapport du conseil central**, texte présenté au 5e Congrès, ANEQ, octobre 1976.
- **Décision du conseil central de l'ANEQ lors de sa réunion tenue à Québec les 8 et 9 mai 1976.-**
- **La situation financière des étudiants,** mémoire de l'ANEQ, 29 septembre 1977.
- **Déclaration de l'ANEQ face à l'attitude du gouvernement devant les revendications étudiantes déposées au début octobre '77 à propos de la situation financière des étudiants,** communiqué de presse de l'ANEQ, le 1er décembre 1977.
- **Rapport de rencontre entre le ministre de l'Education et l'Association Nationale des Etudiants du Québec**, le 25 janvier 1978.
- **Pour un programme de tout le mouvement étudiant,** présenté au 9e Congrès de l'ANEQ, le 14 avril 1978.
- **Rapport des relations extérieures de l'ANEQ**, ANEQ, texte présenté au 9e Congrès national, les 15 et 16 avril 1978.
- **Discours du secrétaire général**, texte de l'ANEQ présenté au 10e Congrès (1ère partie), les 10 et 11 février 1979.
- **Mémoire présenté à la commission parlementaire sur les projets de loi 24 et 25,** reproduit dans l'ANEQ-informe, vol. 4, no 2, le 26 novembre 1979.
- **Rapport du conseil central à l'occasion de la deuxième partie du onzième Congrès de l'ANEQ tenue à Ste-Thérèse (CEGEP Lionel-Groulx),** le 1er décembre 1979.
- **Se redéfinir pour s'organiser,** discours d'ouverture de l'ANEQ présenté au colloque sur la réorganisation, le 15 août 1980.
- **Rapport moral du conseil central de l'ANEQ,** présenté au 13e Congrès de l'ANEQ, les 13, 14 et 15 février 1981.
- **Renseignements utiles concernant le Forum des femmes de l'ANEQ,** octobre 1980.
- **L'éducation au Québec : à l'heure des choix,** mémoire de l'ANEQ, le 20 novembre 1981.
- **Mémoire présenté à la commission parlementaire concernant le conflit qui oppose le gouvernement aux enseignants-es,** présenté par l'ANEQ, le 2 mars 1983.
- **L'école au neutre,** analyse critique du projet de règlement des études collégiales et propositions d'action, ANEQ, 1er avril 1981.
- **Se redéfinir pour s'organiser,** texte de l'ANEQ présenté au colloque sur la réorganisation, août 1980.
- **L'ANEQ comme organisation nationale,** texte de l'ANEQ présenté au 16e Congrès (2e partie), les 3, 4 et 5 juin 1983.
- **Forum des femmes,** recueil de texte présenté au forum des femmes de l'ANEQ, les 30-31 mars et 1er avril 1984.
- Procès-verbal de la réunion du conseil central élargi de l'ANEQ, au CEGEP de Limoilou, les 4 et 5 novembre 1978.
- Procès-verbal du conseil central de l'ANEQ, au CEGEP de Limoilou, le 21 novembre 1978.
- Procès-verbal du conseil central élargi de l'ANEQ, tenu les 6 et 7 janvier 1979.
- Procès-verbal de la réunion du conseil central de l'ANEQ, au CEGEP Ahuntsic, le 24 novembre 1979.
- Procès-verbal de la deuxième réunion du conseil central issu du XIe Congrès National de l'ANEQ, à Stocke (Cantons de l'Est), les 16, 17, 18 et 19 janvier 1980.
- Procès-verbal de la troisième réunion du conseil central issu du XIe Congrès National de l'ANEQ, le 26 janvier 1980.

- Procès-verbal de la cinquième (5e) réunion du conseil central issu du XIe Congrès National de l'ANEQ, à l'UQAM, le 23 février 1980.
- Procès-verbal de la sixième (6e) réunion du conseil central issu du XIe Congrès National de l'ANEQ, à l'UQAM, le 9 mars 1980.
- Procès-verbal du 5e Congrès National de l'ANEQ, les 9 et 10 octobre 1976.
- Procès-verbal du 7e Congrès de l'ANEQ, les 2 et 3 juillet 1977.
- Procès-verbal du 8e Congrès National de l'ANEQ, les 29 et 30 octobre 1977.
- Procès-verbal du 9e Congrès National de l'ANEQ (1ère partie), les 15 et 16 avril 1978.
- Procès-verbal du 9e Congrès National de l'ANEQ (2e partie), les 8 et 9 juillet 1978.
- Procès-verbal du Congrès spécial sur les prêts et bourses, les 17 et 18 novembre 1979.
- Procès-verbal du 10e Congrès National de l'ANEQ (1ère partie), les 10 et 11 février 1979.
- Procès-verbal du 10e Congrès National de l'ANEQ (2e partie), les 24 et 25 mars 1979.
- Procès-verbal du 11e Congrès National (1ère partie), les 13 et 14 octobre 1979.
- Procès-verbal du 11e Congrès National (2e partie), les 1er et 2 décembre 1979.
- Procès-verbal du Congrès spécial de l'ANEQ sur la question nationale, le 29 mars 1980.
- Procès-verbal du colloque de l'ANEQ sur la question nationale, les 29 et 30 mars 1980.
- Procès-verbal du 12e Congrès national de l'ANEQ, les 3 et 4 mai 1980.
- Procès-verbal du 13e Congrès national de l'ANEQ, les 13, 14 et 15 février 1981.
- Procès-verbal du 14e Congrès national de l'ANEQ, les 30 et 31 mai 1981.
- Procès-verbal du colloque de l'ANEQ et du RAEU sur les coupures budgétaires et les contre-réformes dans l'éducation, les 2-3 et 4 octobre 1981.
- Procès-verbal du 15e Congrès nationale de l'ANEQ, les 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1er juin 1982.
- **aneq-INFORME**, publié par le Bureau National d'Information et de Recherche de l'ANEQ, vol. 4, no 2, le 26 novembre 1979.
- **aneq-INFORME**, publié par le Bureau National d'Information et de Recherche de l'ANEQ, édition spéciale no 1, le 23 février 1980.
- **aneq-INFORME**, publié par le Bureau National d'Information et de Recherche de l'ANEQ, vol. 4, no 5, le 3 mars 1980.
- **aneq-INFORME**, publié par le Bureau National d'Information et de Recherche de l'ANEQ, vol. 4, no 6, le 24 mars 1980.
- **aneq-INFORME**, publié par le Bureau National d'Information et de Recherche de l'ANEQ, vol. 7 no 1, le 12 octobre 1982.

ARTICLES DE JOURNAUX

- «Unissons-nous pour bâtir l'ANEQ», **le journal de La Majorité**, vol. 1, no 2, mars 1975.
- «Congrès de fondation de l'ANEQ», **le journal de La Majorité**, vol. 1, no 3, avril 1975.
- «Eté de préparation -pour le gouvernement... et pour les étudiants», **le journal de La Majorité**, vol. 2, no 1, le 18 septembre 1975.
- «IIIe Congrès National», **le journal de La Majorité**, vol. 2, no 2, le 14 octobre 1975.
- «Non, non, non à la hausse des tarifs CTCUM», **le journal de La Majorité**, vol. 2, no 3, le 23 octobre 1975.
- «Manifestation CTCUM», **le journal de La Majorité**, vol. 2, no 4, le 11 novembre 1975.
- «1er Congrès de la Presse Etudiante Nationale», **le journal de La Majorité**, vol. 2, no 4, le 11 novembre 1975.
- «Front commun», **le journal de La Majorité**, vol. 2, no 6, le 9 février 1976.
- «Pour une ANEQ plus forte -Une rencontre inter-universitaire», **le journal de La Majorité**, vol. 2, no 6, le 9 février 1976.
- «L'ANEQ pour les étudiants», **le journal de La Majorité**, vol. 3, no 3, le 17 novembre 1976.
- «Pourquoi ce journal», **La Solution**, vol. 1, no 1, le 6 mai 1976.
- «Université Laval; la lutte est loin d'être finie», **le québec-ETUDIANT**, vol. 1, no 1, le 6 septembre 1977.
- «Ouverture de l'ANEQ au niveau mondial», **le québec-ETUDIANT**, vol. 1, no 1, le 6 septembre 1977.
- «VIIième Congrès de l'ANEQ -qui doit payer?», **le québec-ETUDIANT**, vol. 1, no 1, le 6 septembre 1977.
- «Chômage : avez-vous travaillé cet été?», **le québec-ETUDIANT**, vol. 1, no 1, le 6 septembre 1977.
- «Les 28, 29 et 30 octobre- une fin de semaine chez les Anéquistes», **le québec-ETUDIANT**, vol. 1, no 4, décembre 1977.
- «Ce que l'on retient de l'an passé», **le québec-ETUDIANT**, vol. 2, no 1, août 1978.
- «A Maisonneuve : le retour des curés», **le québec-ETUDIANT**, vol. 2, no 2, septembre 1978.
- «Bureaucratie étudiante vs mouvement étudiant», **le québec-ETUDIANT**, vol. 2, no 3, octobre 1978.
- «Le Livre blanc -la continuité dans le changement», **le québec-ETUDIANT**, vol. 2, no 4, novembre 1978.
- «Bilan du comité chômage-étudiant de la région de Montréal», **le québec-ETUDIANT**, vol. 3, no 1, septembre 1979.
- «Les 22 et 23 septembre derniers...», **le québec-ETUDIANT**, vol. 3, no 2, octobre 1979.

- «Interview avec le nouveau secrétaire général de l'ANEQ, **le québec-ETUDIANT**, vol. 3, no 4, décembre 1979.
- «Congrès sur la question nationale -L'ANEQ reporte la décision», **le québec-ETUDIANT**, vol. 3, no 6, avril 1980.
- «Réunies en colloque les associations étudiantes évaluent leur travail», **le québec-ETUDIANT**, vol. 4, no 1, le 2 septembre 1980.
- «La transformation de la ligne blanche», **le québec-ETUDIANT**, vol. 4, no 9, le 9 mars 1981.
- «La chronologie des événements», **le québec-ETUDIANT**, vol. 4, no 1, le 2 septembre 1980.
- «Une action concertée pour défendre Héroux», **le québec-ETUDIANT**, vol. 4, no 3, le 6 octobre 1980.
- «L'enquête se termine sur une note amère», **le québec-ETUDIANT**, vol. 4, no 5, le 10 novembre 1980.
- «On reconnait notre argumentation; c'est l'U de M qui est dans de beaux draps -Guy Héroux», **le québec-ETUDIANT**, vol. 5, no 3, le 26 octobre 1981.
- «Le procès Héroux fut sans conteste un procès politique», **le québec-ETUDIANT**, vol. 5, no 3, le 26 octobre 1981.
- «Un pas vers l'unité organisationnelle du mouvement étudiant québécois», **le québec-ETUDIANT**, vol. 4, no 8, le 19 février 1981.
- «L'ANEQ participera aux états-généraux de la jeunesse», **le québec-ETUDIANT**, vol. 4, no 8, le 19 février 1981.
- «Manifestation de la CEQ à Québec», **le québec-ETUDIANT**, vol. 5, no 1, le 31 août 1981.
- «Le colloque ANEQ-RAEU -le tremplin de l'action étudiante», **le québec-ETUDIANT**, vol. 5, no 2, le 2 octobre 1981.
- «Réflexion militante pour les femmes dans l'ANEQ», **le québec-ETUDIANT**, vol. 5, no 3, le 26 octobre 1981.
- «Le XIVe Congrès de l'ANEQ : une occasion de discussions et de débats pour mieux s'organiser», **le québec-ETUDIANT**, vol. 5, no 1, le 31 août 1981.
- «Fondation d'une internationale étudiante», **le québec-ETUDIANT**, vol. 5, no 1, le 31 août 1981.
- «Quand les coupures frappent, les étudiants-es s'organisent», **le québec-ETUDIANT**, vol. 5, no 3, le 26 octobre 1981.
- «L'action suivra l'information», **le québec-ETUDIANT**, vol. 5, no 3, le 26 octobre 1981.
- «Réflexion militante pour les femmes dans l'ANEQ», **le québec-ETUDIANT**, vol. 5, no 3, le 26 octobre 1981.
- «Le forum des femmes de l'ANEQ- un petit pas en avant», **le québec-ETUDIANT**, vol. 5, no 4, le 18 novembre 1981.
- «Un Congrès sur la crise économique et l'éducation à la mi-février», **le québec-ETUDIANT**, vol. 5, no 5, le 1er février 1982.
- «Le ministre Laurin et sa cotisation volontaire -les associations étudiantes pourront-elles continuer à survivre?», **le québec-ETUDIANT**, vol. 6, no 1, septembre 1982.
- «Rapport des délégués de l'AGEUQAM à l'ANEQ?, **UNITE**, vol. 3, no 5, décembre 1976.
- «6e Congrès de l'ANEQ», **UNITE**, vol. 3, no 7, avril 1977.
- «L'unité du mouvement étudiant national : OUI, MAIS A QUEL PRIX?», **UNITE**, vol. 10, no 9, janvier 1983.
- «Les négociations dans le secteur public : les étudiants dans la balance», **le Pamphlet**, mars 1983.
- «Dans l'mille Camille», **le CONTINUUM**, vol. 4, no 17, le 27 janvier 1981.
- L'ANEQ luttera ou ne vivra pas», **La Taupe Rouge**, no 9, avril 1975.
- «L'ANEQ : Retour au corporatisme», **Le Partisan**, vol. 4, no 5, mars 1975.
- De vrais pas en avant dans la consolidation de l'ANEQ», **Le Quotidien du Canada Populaire**, vol. 5, no 48, le 25 février 1975.
- «Où en est le mouvement étudiant au Québec», **Tribune Ouvrière**, no 127, du 11 au 25 avril 1983.
- «La manifestation du 3 décembre», **Le Lac Saint-Jean**, le 8 décembre 1976.
- «Les étudiants de Jonquière se joignent au mouvement de débrayage», **le Quotidien**, le 17 novembre 1978.
- «L'association nationale des étudiants du Québec va naître» **le Devoir**, le 26 novembre 1974.
- «Des 'sit-in' dans 13 CEGEPS pour protester contre Morin», **le Devoir**, le 2 décembre 1977.
- «Lévesque est prêt à discuter avec les cégépiens mais il n'a rien à offrir», **le Devoir**, le 24 novembre 1978.
- «La contestation dans les CEGEPS -La chambre de commerce accorde son appui au gouvernement», **le Devoir**, le 25 novembre 1978.
- «Improvisation et démagogie, commentent les 44 CEGEPS», **le Devoir**, le 27 mars 1981.
- «Morin et l'ANEQ : MATCH NUL», **La Presse**, le 29 novembre 1978.
- «Morin fait cinq concessions aux étudiants», **La Presse**, le 2 décembre 1978.
- «Quelque 4,000 étudiants ont marché calmement sur le parlement», **La Presse**, le 6 décembre 1978.
- «Retour à la normale dans 50% des CEGEPS», **La Presse**, le 8 décembre 1978.
- «Selon la FPJQ -'Une attitude agressive'», **La Presse**, le 13 décembre 1978.
- «Dès lundi à Rimouski, on invitera les élèves à reprendre les cours», **Le Soleil**, le 17 novembre 1978.

- «Près de 20,000 étudiants de CEGEP ont débrayé», **Le Soleil**, le 17 novembre 1978.
- «La contestation dans les CEGEPS, **Le Soleil**, le 20 novembre 1978.
- Le cabinet révisera le système des prêts et bourses», **Le Soleil**, le 22 novembre 1978.
- «Lévesque et les CEGEPS -Les débrayages n'y changeront rien», **Le Soleil**, le 24 novembre 1978.
- «La contestation s'étend à toute la politique d'éducation au Québec», **Le Soleil**, le 27 novembre 1978.
- «Cégépiens et parents rencontreront Morin, aujourd'hui», **Le Soleil**, le 28 novembre 1978.
- «La vague de débrayages étudiants se résorbe», **Le Soleil**, le 12 décembre 1978.
- «Grève dans 14 CEGEPS», **le Montréal-Matin**, le 21 novembre 1978.
- «Morin attend une invitation», **le Montréal-Matin**, le 23 novembre 1978.
- «Les cégepiens n'entendent pas lâcher», **le Montréal-Matin**, le 4 décembre 1978.
- «Les étudiants en ont assez», **le Montréal-Matin**, le 10 décembre 1978.
- «La crise des CEGEPS en voie d'être désamorcée», **Le journal de Québec**, le 29 novembre 1978.

AUTRES

- **Procès-verbal de l'assemblée inter-CEGEP du jeudi le 7 novembre 1974.**
- **Document présenté par le comité de la constitution, au Congrès national de Sherbrooke,** tenu les 1er et 2 mars 1975.
- **Réorganisation de l'ANEQ**, texte publié par Yves Mallette, été 1976.
- **Coup d'Etat à l'ANEQ,** texte de Louis Tremblay, automne 1976.
- **Condition féminine,** texte soumis par les comités-femmes de Maisonneuve, UQAM et Rosemont au 8e Congrès de l'ANEQ à Trois-Rivières, les 29 et 30 octobre 1977.
- **Manifeste pour l'ANEQ,** produit par la délégation de l'AGEUQAM à l'ANEQ, le 20 septembre 1979.
- **Procès-verbal de la 5e réunion de la Ligne Blanche tenue à Rivière-du-Loup les 13 et 14 décembre 1980.**
- **ANNEXE 15 ou la Reine contre le mouvement étudiant**, texte publié par AERCUM, le 20 février 1981.
- **Le mouvement étudiant des années '80 : autonomie ou intégration,** texte produit par le Centre étudiant de recherche et de formation CEREF), octobre 1982.
- **Le RAEU n'a pas raison d'exister**, texte produit par l'AGEUQAM, 1981.
- **Manifeste pour l'organisation unitaire, indépendante et démocratique de tous les étudiants et de toutes les étudiantes du Québec,** texte produit par le RVSNEQ, le 10 mars 1983.
- **Procès-verbal de la réunion nationale du mouvement étudiant, CEGEP Ste-Foy,** document produit par la FAECQ, novembre 1982.
- **Confrontation...Mobilisation...Affrontement... Tradition...Grève... Concertation,** texte préparé par Suzanne Roy de la FAECQ, le 7 novembre 1983.

Annexe 1

Rien n'arrêtera le mouvement étudiant Rapport du Conseil central

XVIIième Congrès
de l'ANEQ
4, 5 et 6 mai 1984
CEGEP de Rosemont

*Les événements qui se sont déroulés au cours de l'année 83-84 autour de la lutte contre le Règlement des Etudes Collégiales et pour les revendications de l'ANEQ [réforme du régime des prêts et bourses, abolition de la loi 32, etc] ne sont pas inclus dans la période couverte par «**Le mouvement étudiant québécois; son passé, ses revendications et ses luttes**».*

A cause de l'importance des luttes étudiantes survenues cette année là, nous avons décidé d'inclure en annexe le rapport du Conseil Central présenté au XVIIème congrès de l'ANEQ, les 4, 5 et 6 mai 1984 au CEGEP de Rosemont.

Dans ce texte, le Conseil Central de l'ANEQ fait le point sur la situation du mouvement étudiant et tire le bilan des acquis de la mobilisation et des grèves étudiantes de l'automne '83 et de l'hiver '84. Le rapport brosse également le tableau des perspectives de lutte qui s'offre au mouvement étudiant et à l'ANEQ pour l'année qui suit.

Le Conseil Central, en conclusion, y affirme la nécessité de reprendre la lutte dès la rentrée d'automne '84.

Le Conseil central soumet au 17ième Congrès national de l'ANEQ son rapport pour l'exercice du mandat que le 16 ième Congrès lui a confié en juin dernier. Il formule le souhait que l'exposé et l'appréciation des faits, des événements, des positions défendues par l'ANEQ au cours de l'année, ainsi que du travail accompli, tels qu'ils sont formulés dans son rapport, seront en mesure d'aider les délégations ici présentes tout au cours des travaux du présent Congrès. Le Conseil central s'estimerait satisfait si l'esprit combatif qui est solidement ancré à l'ANEQ, présidait également aux décisions que nous allons prendre et au travail de notre association pour toute l'année qui vient. Avant toute autre chose, le Conseil central tient à saluer toutes les associations membres de l'ANEQ qui sont présentes au Congrès, ainsi que les associations étudiantes non membres qui ont participé à la mobilisation des derniers mois et l'**ensemble** des militants-es des universités, des Cegeps et **des polyvalentes** qui sont ici réunis-es en fin de semaine.

Quand nous disons à l'ANEQ, que rien **n'arrêtera** le mouvement étudiant, cela évoque, bien **entendu**, les étapes à venir de la lutte que nous avons **entreprise**, et engage d'une certaine façon le Congrès **ainsi que** les associations étudiantes à assumer la **responsabilité** qui est la leur à l'effet de développer encore **davantage** la force organisée des étudiants-es du Québec, **vers** la satisfaction de leurs revendications. Mais ce **thème**, qui est aussi un mot d'ordre, constitue en **soit une** évaluation, un premier bilan de la situation **actuelle** et de l'état du mouvement à l'étape où nous **sommes** rendus. Nous pourrions tout aussi bien affirmer, **sans** exagération ou enthousiasme surfait, que rien **n'a pu** arrêter le mouvement étudiant. Cela serait **tout aussi** exact.

Effectivement, ils étaient nombreux à **considérer**, certains même allaient jusqu'à souhaiter, **qu'un** gouvernement péquiste réussirait, en mobilisant **périodiquement** ses militants-es étudiants-es dans des **opérations** de sape à l'égard du mouvement étudiant, **en** orchestrant une opération, tant idéologique **que** politique, en faveur de la concertation, et en attaquant violemment toute volonté d'agir et de combattre, **soit** dans le milieu étudiant ou plus généralement chez les travailleurs-euses, à déloger l'ANEQ de la place dirigeante qu'elle occupe dans le mouvement étudiant et à annihiler pour longtemps, si ce n'est pour toujours, l'esprit combatif, l'intégrité et l'autonomie qui sont caractéristiques du modèle dominant d'organisation des étudiants-es du Québec. Il suffisait, il y a quelques temps à peine, d'additionner mécaniquement certaines données de la conjoncture, comme par exemple la défaite des employés-es du secteur public, l'opération de récupération menée par le PQ auprès de la jeunesse, la division qu'il animait par ailleurs dans le mouvement étudiant et qui a donné naissance à la FAECQ, la dureté des politiques de crise, les problèmes internes de l'ANEQ et d'autres éléments encore, pour décréter que jamais au grand jamais nous n'allions réussir à sortir vivants de la bataille que nous livrent le gouvernement et le PQ. De tous ces facteurs, celui qui, dans l'esprit des gens, semblait vouloir entamer plus que tout autre les chances de succès d'un mouvement organisé qui aurait

l'audace de mettre de l'avant des revendications progressistes, c'était la dure défaite des employés-es des secteurs public et para-public. On semblait vouloir dire :... si eux se sont fait piétiner, nous nous allons à coup sûr nous faire écraser! A partir de cette prévision défaitiste, on concluait habituellement, sans que cela ne soit réellement fondé, à l'impossibilité de mener une lutte et à la défaite virtuelle de tous combats de masse contre les politiques du gouvernement.

Si nous pouvons affirmer que l'année qui s'achève fut déterminante pour l'ANEQ et les associations étudiantes, c'est en grande partie parce que nous avons pu déjouer cette erreur d'appréciation, et procéder à la démonstration, dans la mesure de nos moyens, de la possibilité toujours actuelle de faire reculer le gouvernement, à mesure que nous, nous avançons. Et si d'autre part, nous pouvons légitimement nous estimés satisfaits du travail accompli par l'ANEQ au cours de la dernière année, c'est que les actions que nous avons entreprises étaient habituellement couronnées de succès et permettaient à peu près partout de consolider nos associations étudiantes et de développer nos revendications auprès des étudiants-es. C'est là évidemment un des aspects positifs du travail de l'année. Cela étant dit, il reste que la victoire première de l'ANEQ cette année, malgré l'adoption du REC, malgré le maintient de la loi 32, c'est d'avoir, à armes inégales, assommer le gouvernement d'un coup terrible, nous avons, là où nous étions concernés-es, modestement ou avec éclats, déjouer ses plans. Il ne s'agit pas d'encenser l'ANEQ, de lui attribuer des mérites dont elle ne serait pas digne. Non, cela ne nous intéresse pas. Ce dont il s'agit, c'est de reconnaître telle qu'elle a été et telle qu'elle continue à être, l'action réelle de l'ANEQ. Nous devons constamment, suivant un des objectifs de l'ANEQ lutter contre les plans de l'Etat, contre les politiques des gouvernements dans l'éducation. Nous l'avons fait pendant toute l'année.

Récemment, nous écrivions «misérable gouvernement!». C'est lui qui pense en imposer aux étudiants-es, alors que des centaines et des milliers d'entre nous avons le sentiment d'avoir la victoire de notre côté! Misérable gouvernement qui ne sait utiliser son gigantesque arsenal, qui rate ses coups, qui est systématiquement inapte à marquer des points, qui se met à dos les étudiants-es et la jeunesse et qui s'achemine vers sa perte aux prochaines élections. Nous avions raison d'écrire «misérable gouvernement!» puisque, sans qu'il n'y paraisse à prime abord, et encore une fois en dépit de sa supériorité initiale, il a beaucou perdu, alors que nous, nous avons gagné énormément. Ses plans ont été défaits en grande partie, contrairement aux années passées où le PQ agissait habituellement en toute impunité. Quels étaient ces plans?

L'Etat a cherché à prendre au collet la jeunesse québécoise de manière à contenir, à modérer ses revendications, aiguisées qu'elles sont par les conséquences de la crise sur ses conditions de vie, et en complément, il a voulu installer pour des années à venir, une organisation de jeunes pro-gouvernementale, servile, qui aurait répondu au doigt et à l'oeil aux ordres de l'Etat. Ce projet était onéreux, mais il aurait rapporté beaucoup. Malheureusement pour l'Etat, pour le PQ et son bataillon de jeunes politiciens, le projet a été défait. Le Sommet québécois de la jeunesse a été un échec, sa crédibilité fut taillée en pièces, et de toute cette entrepise, il ne reste qu'un avorton inepte, la «Confédération québécoise de la jeunesse», que l'ANEQ ne reconnait pas et qu'elle ne reconnaîtra jamais.

Cette victoire de la jeunesse, l'ANEQ y a applaudi dès son Congrès spécial de novembre 1983. Le Conseil central, comme il l'avait fait état dans son rapport moral à l'occasion de ce Congrès, considérait que l'ANEQ avait été à l'avant-garde de cette résistance contre les tentatives de récupération politique des jeunes. Aujourd'hui, après plusieurs mois, nous devons tous constater qu'énormément de choses se sont jouées au moment du débat entourant le Sommet québécois de la jeunesse. Nous disons même que tout s'y est décidé, malgré le fait que tout reste encore à faire. Cela n'est pas contradictoire.

Si aujourd'hui, la radicalisation des aspirations des jeunes peut porter, dans un avenir rapproché, des mobilisations importantes, et si de nos énergies sont mises à bâtir et à consolider une organisation autonome des jeunes qui soit combative et s'oppose au gouvernement, au lieu d'être servile et de lui lécher les bottes, c'est que la jeunesse, et parmis elle les étudiants-es, ont défait, en juillet et août derniers, le Sommet québécois de la jeunesse, jusque là peinard derrière le parrainnage de l'Etat.

Le gouvernement avait également tout intérêt, pour que puisse passer sans problème sa contre-réforme et ses autres politiques dans l'éducation, à gonfler le mythe de la concertation et à mandater ses supporteurs pour qu'ils en fassent la promotion la plus acharnée auprès des étudiants-es. D'ailleurs pendant toute l'année, c'est principalement la défense d'une voie différente qui était constamment reprochée à l'ANEQ. On mettait en doute ses revendications, sa légitimité en tant qu'association nationale, d'abord et avant tout sur la base qu'elle se refusait à adopter le point de vue de la concertation et à enligner ses actions sur la tranquille inertie qui en aurait résultée. Pour le gouvernement, gérer la majorité des rapports dans l'éducation sur le mode de la concertation est une des conditions majeures pour l'application de sa contre-réforme, à la fois une «locomotive» et un «chien de garde».

Le Conseil central estime, qu'en ce qui concerne toute la question du PREC, l'attitude de l'ANEQ et du courant dominant dans le mouvement étudiant, attitude qui fut ferme et combative tout au long de l'année, a permis non seulement d'ancrer pour longtemps encore une opposition fondamentale chez les étudiants-es aux différentes politiques éducationnelles du gouvernement, mais aussi de lever, sans hésitation, les illusions de la concertation. Les étudiants-es, objectivement, ont battu en brèche, par leurs décisions d'assemblées générales favorables à la mobilisation, le piège de la concertation. Ils-elles ont découvert, derrière l'opposition «concertation / confrontation» que certains déma-

gogues s'amusaient à échafauder et à réciter partout comme si c'était l'extrait fondamental de leur bréviaire, une autre opposition, celle-là entre les partisans du PREC et ses adversaires. Ils-elles n'ont pas été longs-ues à comprendre que la promotion et la défense de la concertation équivalait à menotter le mouvement étudiant, à l'empêcher d'exprimer réellement ses aspirations et l'obligeait à adopter un point de vue qui n'était pas le sien, en fonction d'intérêts et de volontés qui n'étaient pas les siens non plus. Ce qui ressort très clairement, c'est que le point de vue défendu par l'ANEQ a été repris largement par les étudiants-es. Le PREC a été rejeté massivement. Cela une fois acquis la majorité des étudiants-es n'a jamais songé à confier à une pseudo stratégie de concertation le soin de faire retirer le REC, ni même de le bonifier. Les étudiants-es ont plutôt confié à leurs associations le mandat de faire respecter leur volonté et d'obtenir la satisfaction de leurs revendications.

Là-dessus, nous considérons qu'une autre bataille importante a été remportée. La concertation, tellement indispensable à l'action du gouvernement, aurait pu constituer un gouffre dans lequel l'orientation historique du mouvement étudiant aurait pu sombrer. Il n'en fut rien. L'année qui s'achève a même vu la volonté de combattre des étudiants-es se raffermir. Cela a fait du mal au gouvernement et à ses supporteurs. Nous avons par exemple vu la FAECQ trembler au Cegep de St-Foy parce que les étudiants-es voulaient voter une journée de grève le 12 avril dernier. Nous avons également eu l'occasion de voir le ministre Bérubé agir comme un dément en accusant l'ANEQ de propager l'hitlérisme sous prétexte que nous avons refusé d'aller fraterniser avec sont état-major lors d'un cocktail en l'honneur du REC nouvellement adopté. Mais ce qui fait le plus mal au gouvernement, c'est qu'il sait que dorénavant il n'y a plus d'étudiants-es honnêtes prêts-es à tout sacrifier sur l'autel de la concertation. L'ANEQ aurait beau rester coite, cesser d'intervenir, à la limite même faire la promotion de la concertation, que les étudiants-es la doubleraient rapidement et d'eux-mêmes écarteraient le piège, tant la démonstration fut faite que le gouvernement est fermé, intransigeant et indigne de mériter quelque confiance que ce soit.

Défaite pour le gouvernement au niveau de la jeunesse. Echec de la concertation. Comme nous venons de le voir, la stratégie du PQ à notre égard ne sort pas gagnante de l'année qui s'achève. Néanmoins, le gouvernement a quand même réussi à adopter le règlement des études collégiales, ajoutant ainsi cette pièce majeure à sa contre-réforme. Comment doit-on interpréter cela, eu égard au fait que l'ANEQ a constamment exigé le retrait pur et simple du PREC? En réalité, nous considérons que l'on doit davantage parler d'un échec relatif du mouvement étudiant et des syndicats d'enseignants-es, qui en quatre ans n'ont pas été en mesure de mener à terme une stratégie qui aurait obligé le gouvernement à retirer totalement le projet de règlement. Cependant, voir là un échec pour l'ANEQ en 1983-84, serait une erreur importante. Le référendum national que nous avons entrepris va démontrer à coup sûr que le REC est une politique tout à fait impopulaire auprès des étudiants-es. Ces résultats seront à mettre en lien direct avec notre action de sensibilisation et de mobilisation au cours de l'année. La lutte reprendra à l'automne pour le retrait du REC et pour la mise sur pied d'une commission d'enquête sur la qualité et l'accessibilité à l'éducation collégiale. D'autre part il faudra tout mettre en oeuvre pour que le REC devienne dans les faits une politique quasi-impossible à appliquer, en particulier au niveau des calendriers sessionnels (prologation de la session à 82 jours), de la négociation des plans de cours, de la politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages, etc. etc.

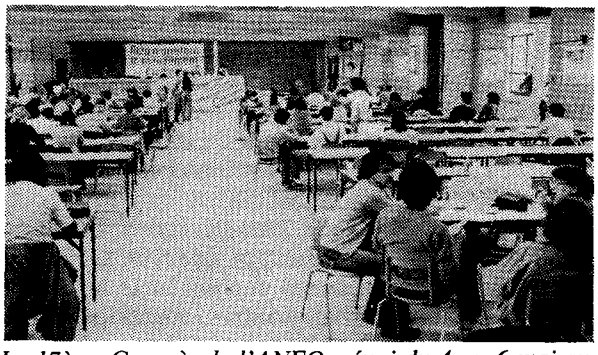
Il nous faut reconnaître que si nous avions atteint les objectifs de mobilisation que nous nous étions fixés, le retrait du REC aurait pu être obtenu. Cependant, nous avons suffisamment consolidé l'opposition à ce nouveau règlement, que son éventuelle application le premier juillet pourrait fort bien créer un curieux paradoxe. En effet, l'adoption du règlement, qui apparait à prime abord comme une victoire du gouvernement, pourrait fort bien constituer en même temps un espèce de moment charnière dans la contre-réforme où les différents éléments de celle-ci commenceront un à un à s'écrouler, à se buter à l'épreuve de la réalité, à la résistance des groupes concernés et aux besoins réels de la population. L'exemple de la lutte des enseignants-es contre l'augmentation de la tâche est révélateur à cet égard. Là aussi un paradoxe semble s'être installé. Le gouvernement semblait avoir remporté une victoire énorme en imposant ses décrets et en augmentant la tâche des enseignants-es. La contre-réforme se trouvait du coup épaulée par une politique autoritaire de diminution des investissements publics dans l'éducation au détriment des services offerts. Pourtant, depuis ce temps, les prétentions de l'Etat, son discours, sa capacité à faire reconnaître par la population les mérites de ses politiques, tout semble s'écrouler, au point que les récentes augmentations de la tâche sont de plus en plus condamnées par des organismes pourtant peu suspects de partisannerie syndicale. Une victoire des enseignants-es au niveau de l'augmentation de la tâche équivaudrait à une victoire des forces progressistes dans l'éducation, pour faire battre en retraite la contre-réforme. Avec le REC, il doit en être de même. Le gouvernement est certain d'avoir en main une victoire. Son REC est adopté. La «saga» est enfin terminée. Mais au contraire pour le mouvement étudiant, et pour l'ANEQ en tout premier lieu, la bataille contre le REC et la contre-réforme commence réellement à partir de maintenant, et ce, jusqu'à ce que nous ayons fait reculer le gouvernement et empêché l'application du REC.

Tout au long de cette bataille, nous tirerons des acquis de la dernière année. Car si le REC a passé sans problème le cap du Conseil des ministres le 29 février dernier, il traînera par contre longtemps avec lui l'opposition des étudiants-es.

En fait, que ce soit en ce qui regarde le REC, la loi 32 ou la transformation du régime d'aide financière, l'ANEQ a su, mieux que toute autre association

nationale, aller chercher l'appui des étudiants-es, érigeant ainsi un solide rampart contre toutes nouvelles tentatives du gouvernement d'agir à l'encontre des étudiants-es sur l'un ou l'autre de ces dossiers. L'ANEQ et les associations étudiantes non-membres qui partagent ses positions et qui ont répondu à ses appels tout au long de l'année, peuvent, à juste titre, se féliciter d'avoir mener constamment l'offensive sur le terrain des revendications étudiantes. Pas un seul instant n'avons nous été à la remorque de positions étrangères aux nôtres. Jamais la défense de ces revendications n'a-t-elle vaciller devant l'attitude du gouvernement ou les diversions de ses supporteurs étudiants. Cette nécessité stratégique qui consiste à faire la démonstration que les revendications de l'ANEQ sont aussi les revendications de tous-tes les étudiants-es, a été en grande partie accomplie, et continuera à être au coeur des actions de l'ANEQ au cours des prochains mois. Cela d'autant plus qu'à agir avec ce souci constant, nous accomplissons un travail énorme au niveau de la lutte pour l'unité du mouvement étudiant et contre la division installée dans nos rangs. La présence soutenue de l'ANEQ auprès des associations étudiantes a favorisé le rapprochement de plusieurs associations avec l'ANEQ, entre autres choses par une participation dans ses instances. Mais ce qui est sans doute un meilleur gage du sentiment d'unité qui va croissant, c'est la participation de plus de trente associations étudiantes, collégiales et universitaires, dans les différentes actions de protestation de l'ANEQ depuis le mois de novembre dernier. Cette participation impressionnante, à une étape importante de l'histoire récente du mouvement étudiant (remontée de la mobilisation), et sous une forme d'abord et avant tout combative et militante confirme la place dirigeante qu'occupe l'ANEQ au sein du mouvement étudiant. Les différentes mobilisations organisées par l'ANEQ ont permis de démontrer hors de tout doute, qui était en droit de parler au nom des étudiants-es, et qui ne l'était pas, qui agissait et qui préférait se terrer, qui revendiquait et qui complotait, qui défendait les intérêts des étudiants-es et qui préférait les vendre.

L'action de l'ANEQ, le leadership qu'elle a assumé se traduiront à coup sûr par l'adhésion de plusieurs associations étudiantes à l'ANEQ. Chaque nouvelle adhésion est une giffle au PQ, lui qui s'est fait un point d'honneur de susciter et d'entretenir la division. L'unité aboutira, cela est certain. D'ici là, chacun de nos gestes, chacune de nos actions contribuent à faire le procès, à contrario, le procès du RAEU et de la FAECQ. Notre lutte contre le PREC, c'est aussi le procès de l'inaction de la FAECQ et de la comédie à laquelle elle s'est prêtée. L'attitude clairvoyante de l'ANEQ sur la loi 32, c'est aussi en même temps, le procès de l'attitude criminelle du RAEU et de la FAECQ à l'égard du droit d'association.



Le 17ème Congrès de l'ANEQ, réuni du 4 au 6 mai au CEGEP de Rosemont, s'est tenu sous le thème : «Rien n'arrêtera le mouvement étudiant».

Comment le mouvement étudiant peut-il tolérer un seul instant de plus l'existence d'une association comme le RAEU qui agresse littéralement deux associations étudiantes légitimes, à l'UQAM et à l'UQAR, et cautionne les attaques dont une troisième, à l'UQTR, est la victime? Aujourd'hui, le Conseil central appelle évidemment toutes les associations étudiants à joindre les rangs de l'ANEQ. Et devant la trahison commise cet hiver par le RAEU et la FAECQ, en conformité avec leur passé et leur histoire, il appelle également tous-tes les étudiants-es concernés-es à amorcer instamment le travail pour la liquidation de ces deux associations faussement étudiantes.

Le Conseil central a affirmé que le premier mérite de l'ANEQ au cours de l'année qui s'achève, ce fut d'avoir constamment affronté les plans de l'Etat, de les avoir vaincus, en totalité ou en partie. Un autre acquis important de l'année, c'est la consolidation de notre mouvement, conséquence directe d'une action planifiée, consciente, sérieuse. N'en déplaise aux sceptiques et aux éternels insatisfaits qui, à l'extérieur de l'ANEQ ignorent sciemment, ou se moquent des progrès que nous faisons, le mouvement étudiant a bel et bien gagné en crédibilité, en efficacité, en capacité de mener une réflexion stratégique, et ce tout au long de la lutte. L'ANEQ a redonné un sens, un poids, une importance, relatifs certes, mais réels, à chacune de nos instances et de nos interventions publiques. Maintenant, et sans exagérer d'aucune façon l'ampleur de la mobilisation, des choses ont changé, qui ne sont pas sans importance, Un mot d'ordre de l'ANEQ par exemple, ou un appel, ont un sens et un poids réels, et sont assurés d'un certain écho. Une décision d'un Congrès de l'ANEQ, la couverture par les médias d'une de nos actions, agissent de manière certaine sur la conjoncture dans l'éducation.

Ces considérations, ces éléments, rarement discutés dans le mouvement étudiant, expliquent en grande partie la confiance qui peut se développer au sein d'une organisation comme l'ANEQ dans la capacité d'agir de l'organisation, de mener des campagnes fructueuses et éventuellement, d'affronter un adversaire, aussi solide soit-il. Nous pensons que cette année, l'ANEQ a développé cette confiance indispensable dans sa propre force, dans sa capacité d'agir, et qu'elle s'en est servi pour mettre de l'avant des perspectives, souvent audacieuses, mais qui étaient constamment la marque d'une association qui se porte à l'offensive, et qui refuse, autant par principe que par obligation stratégique, de laisser sa marche être contrainte de l'extérieur, par des embûches étrangères à sa propre volonté.

Il ne s'agit pas ici de rediscuter dans le détail chacun des mots d'ordre de l'ANEQ qui, du 15 novembre jusqu'au 12 avril dernier, ont façonné la période de la mobilisation. Cependant, le Congrès aura à adopter un plan d'action extrêmement important. Il serait bon dans ces circonstances, qu'il retienne certains des principes qui inspiraient les différentes étapes de notre lutte. Ainsi par exemple, est-il important de redire que le Conseil central a constamment mis de l'avant la nécessité d'accélérer le processus de mobilisation, plutôt que de le ralentir, d'agir de manière à inciter les associations étudiantes timorées à joindre le nombre des associations en lutte. Il s'agissait également, dans la même veine, de porter l'ANEQ à l'offensive, de faire en sorte que ce soit elle qui dans la mesure du possible définisse les «règles du jeu», les échéances de la lutte, etc., etc. Pour ces raisons, et afin de dynamiser le travail d'information et de sensibilisation, l'ANEQ a eu recours à des moyens d'action importants, radicaux, qui par ailleurs étaient les seuls à pouvoir poser les bases d'une victoire étudiante dans le conflit entre nous et le gouvernement. L'ANEQ n'a pas hésité à ajouter aux pratiques habituelles certains éléments de mobilisation qui devraient être retenus à l'avenir, comme par exemple la tenue de grands rassemblements et de meetings, et la participation des étudiants-es des polyvalentes aux moyens d'actions mis de l'avant. A ce sujet, l'ANEQ a sans aucun doute opéré au cours de la session d'hiver, un tournant important dans sa compréhension de la question de l'organisation des étudiants-es du niveau secondaire. Elle a amorcé un travail de longue haleine au moyen de la constitution des premiers comités-ANEQ dans certaines polyvalentes de la région de Montréal, comités qui devaient articuler pour l'automne prochain des mots d'ordre précis de manière à susciter la création d'associations étudiantes autonomes dans les polyvalentes, à développer les revendications de ces étudiants-es et à créer l'embryon d'un regroupement des polyvalentes dans l'ANEQ. Nous considérons que le travail accompli à ce niveau est un des acquis les plus importants de la lutte de l'hiver.

L'ANEQ a démontré qu'elle avait des ressources importantes quand venait le temps de proposer à l'ensemble des associations étudiantes, les perspectives qui étaient susceptibles de développer la lutte, d'éviter le moment venu la situation «cul-de-sac» toujours désastreuse et démobilisante pour un mouvement. Elle ne s'est pas laisser abattre par certaines situations où le blocage était possible. A cet égard, la décision du Conseil central élargie du 12 avril de tenir un référendum national sur les trois revendications de l'ANEQ auprès de toutes les associations étudiantes du Québec, et de préparer un plan de boycott de la rentrée d'automne, boycott qui serait suivi très rapidement d'une grève générale, constitue la preuve la plus éloquente de la force de notre mouvement et de sa capacité à conduire jusqu'au bout la lutte qu'il a entreprise, à viser la victoire et à s'y tenir sans aucune forme de compromis.

L'ANEQ a largement démontré sa capacité de mener brillamment une lutte dont les enjeux concernant l'ensemble de la société québécoise. Elle a commencé à développer davantage et à plus long terme les stratégies qu'elle met de l'avant, ce dont témoignent la préparation importante des derniers débrayages, et surtout, les propositions soumises au Congrès concernant la reprise de la lutte à la rentrée, la préparation d'une éventuelle négociation nationale au niveau du droit d'association, les perspectives au niveau de notre implication dans le mouvement de la jeunesse ainsi que les propositions relatives au travail à accomplir en ce qui concerne la question femme. Toutes ces perspectives, pour la plupart nouvelles, tant à l'ANEQ que pour l'ensemble du mouvement étudiant, démontrent le dynamisme de notre associations et devraient convaincre les «borgnes» et les «aveugles» qui radotent sur l'ANEQ, ces Suzanne Roy, Denis Alain, Julie Morency ou Michel Lecomte, que l'ANEQ ne se nourrie pas d'anarchie ni d'improvisation.

Il nous appartient maintenant de prouver, tant à nous, à nos membres, qu'à nos adversaires, que nous sommes capables de faire davantage que de mener une belle lutte, mais que nous pouvons aussi la gagner, et que c'est cela que nous visons. L'ANEQ doit relever le défi de la lutte à l'automne. Elle doit conséquemment relever le défi de l'organisation estivale, de la préparation de la rentrée, de la consolidation de nos positions et de nos orientations fondamentales. Le Congrès doit par ses résolutions, lever toutes les embûches qui empêchent encore notre mouvement d'atteindre un niveau de mobilisation maximum. Il doit être clair, la lutte reprendra, et la grève avec elle reprendra en septembre. A partir de maintenant, toutes nos énergies doivent être mises pour la satisfaction de nos revendications, sur une base unitaire et combative, puisque depuis toujours nos principes sont clairs : L'ANEQ LUTTE TOUJOURS; et RIEN N'ARRETERA LE MOUVEMENT ETUDIANT!

Organisons le boycott de la rentrée!
Organisons la grève générale!
Vive le combat étudiant!
Vive l'ANEQ!

Le Conseil central de l'ANEQ
4 mai 1984

Annexe 2

Des appuis fort nombreux

Voici la liste des syndicats et des mouvements politiques qui ont fait parvenir des messages d'appui au Congrès de Fondation de l'Association Nationale des Etudiants et Etudiantes du Québec - Congrès qui avait eu lieu à l'Université Laval à Québec le 22 mars 1975.

A- Centrale syndicale
1) Centrale de l'Enseignement du Québec

B- Fédération syndicale et syndicats de commissions scolaires
2) Fédération des Enseignants de CEGEP
3) Fédération des professeurs de l'Université du Québec
4) Alliance des professeurs de Montréal
5) Alliance des enseignants de la Régionale Saint-François de Drummondville
6) Association des Enseignants des Vieilles-Forges
7) Association des Enseignants de Carignan
8) Association des Enseignants du Saguenay
9) Association des Enseignants de la Banlieue de Québec
10) Association des Enseignants de la Banlieue du Sud-Ouest de Québec
11) Association des professeurs de Lignery
12) Association des Enseignants du Territoire Lapointe
13) Syndicat des Enseignants de la Région des Mille-Iles
14) Syndicat des Travailleurs de l'Enseignement de la Mauricie
15) Syndicat des Travailleurs de l'Est du Québec
16) Syndicat des Travailleurs de l'Enseignement du Nord-Ouest québécois
17) Syndicat des Enseignants du Grand-Portage-Rivière-du-Loup
18) Syndicat des Enseignements de l'Ouest de Montréal
19) Syndicat des Travailleurs de l'Enseignement de Charlevoix
20) Syndicat des Travailleurs de l'Enseignement de Chauveau-Charlesbourg
21) Syndicat des Travailleurs de l'Enseignement de Youville
22) Syndicat de l'Enseignement de Lanaudière
23) Syndicat des Enseignants des Bois-Francs
24) Syndicat des Enseignants de Champlain
25) Syndicat des Professeurs de Ville de Laval
26) Syndicat des Enseignants de Jérome Le Royer
27) Syndicat de l'Enseignement de Pascal Taché
28) Syndicat des Travailleurs de l'Enseignement de la région de Nicolet
29) Syndicat des professeurs de Saint-Jérôme
30) Syndicat des Enseignants d'Honoré-Mercier
31) Syndicat des Travailleurs de l'Enseignement de Louis-Fréchette

C- Syndicats locaux
32) Association du Personnel des Laboratoires de l'Ecole Polytechnique
33) Syndicat des Employés du CEGEP de Sherbrooke
34) Syndicat des Professeurs du CEGEP de Rosemont
35) Syndicat des Employés du CEGEP Bois-de-Boulogne
36) Syndicat des Professeurs du CEGEP de Victoriaville

D- Autres
37) Le Mouvement Québec-Français
38) Comité Laure-Gaudreault (CEQ)
39) Comité d'Action Sociale de la CEQ
40) Association des Retraités de l'Enseignement du Québec (CEQ)
41) Comité Provisoire du Front Uni de Montréal
42) Conseil du Développement du Québec Métropolitain

E- Mouvements politiques
43) Mouvement Etudiant Québécois, aile étudiante du Parti Communiste du Canada (marxiste-léniniste)
44) Ligue Socialiste Ouvrière (LSO)
45) Ligue des Jeunesses Communistes du Québec (LJCQ)

Annexe 3

L'ANEQ : son organisation, ses structures

Aujourd'hui, l'ANEQ regroupe 18 associations étudiantes membres — 15 CEGEPS et 3 universités —, plus de 100,000 étudiants-es qui ont adhéré par la volonté des étudiants et étudiantes des institutions locales.

Les membres : L'ANEQ est composée d'associations étudiantes locales. Une association en devient membre quand les étudiants-es de l'institution concernée le décident démocratiquement en assemblée générale ou par référendum.

Le Congrès national : Les décisions majeures se prennent en Congrès national. Chaque association membre y envoie trois délégués-es, et possède un droit de vote. Les délégués-es doivent rendre compte de leur vote auprès des étudiants-es de leur institution. Selon les statuts de l'ANEQ, le Congrès national doit se tenir obligatoirement une fois l'an.

L'exécutif : Afin d'appliquer les décisions des délégués-es locaux, le Congrès national élit un exécutif de cinq membres. Pour être élu-e, le ou la candidat-e doit être appuyé-e par son association locale et est directement élu-e en Congrès en y obtenant la majorité des voix.

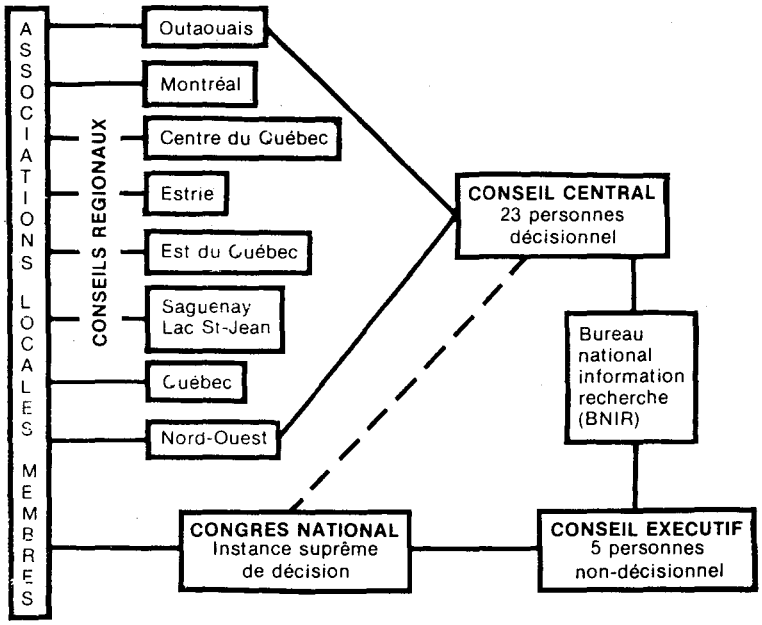
Autres instances : Entre les Congrès, les décisions sont confiées au Conseil Central composé de trois membres par région, à l'exception de la région de Montréal qui en élit six et celles de l'Outaouais et du Nord-Ouest qui en élisent un chacune. Ces membres sont élus par les Conseils régionaux qui regroupent les délégués des associations étudiantes locales d'une même région.

Le financement : L'ANEQ est principalement financée par une cotisation de $1.00 par étudiant-e que perçoivent les associations étudiantes locales membres. Elle peut en outre recevoir des dons et des subventions.

L'information : L'organe officiel de l'ANEQ est **le Québec ETUDIANT**. Le journal est publié à trente mille exemplaires et rejoint les étudiants-es d'une quarantaine d'institutions post-secondaire (collégial et universitaire) au Québec.

L'ANEQ est une organisation démocratique. Elle ne peut fonctionner sans l'appui et le contrôle des membres qui la compose. Ce sont les étudiants et étudiantes des institutions locales qui déterminent en dernière instance les grandes orientations et décisions de notre association. La vie démocratique se doit donc d'être prise en main par tous et toutes, et cela, à travers toutes les instances de notre organisation.

ORGANIGRAMME DE L'ANEQ



CONSEIL EXECUTIF

	Secrétaire Général	Secrétaire trésorier-ère	Secrétaire à l'information	Officier spécial	Officier spécial	Notes explicatives
2 mars 1975	Pierre Laroche	Serge Lafortune	Raymond Giguère*	Marguerite Soulière*	Daniel Dagenais*	
28 septembre 1975	Pierre Laroche	Yves Masse	Daniel Dagenais	Yves Mallette*	James Demers*	
31 juillet 1976	(Daniel Dagenais)	(Daniel Pauquet / Pierre-J. Lafleur)		Yves Mallette*	James Demers*	(A) Daniel Pauquet et Pierre-Jean Lafleur ont occupé successivement le poste de secrétaire-trésorier. Malheureusement, nous n'avons pu trouver la date exacte de leur élection.
9 octobre 1976	Yves Mallette	Colin Danylo	Richard Bousquet	André Rémillard	Yves Allard	
13 mars 1977	André Rémillard		Richard Bousquet	François Couture	François Mallette	
3 juillet 1977	François Couture	François Desbiens	Daniel Pauquet		François Mallette	
30 octobre 1977	François Couture	François Desbiens	Daniel Pauquet	(Michel Forget)	François Mallette	
16 avril 1978	François Couture	Jean Latraverse		Jean Chevrette	Elaine Zakaïb	
9 juillet 1978	François Couture	Jean Latraverse	(Michel Roy)	Jean Chevrette	Elaine Zakaïb	
5 novembre 1978	Jean Latraverse		Elaine Zakaïb	Marc Gagné		
11 février 1979		Jean Latraverse				
25 mars 1979	Bernard Crustin	Jean Latraverse	André Chabot	André Rémillard	Jean Perron	(B) Bernard Crustin et Jean Perron démissionnèrent officiellement de leurs fonctions quelques semaines après leur élection.
1er décembre 1979	(Jacques Beaupré)	Jean Latraverse	André Chabot	André Rémillard		(C) Jean Latraverse, André Chabot et André Rémillard seront forcés, le 9 mars 1980, de démissionner de leurs postes respectifs.
9 mars 1980	Jacques Beaupré	(Jules Pruneau)	(Rémi Fraser)	(Paule Duchesne)	(André Paquet)	(D) Les personnes dont les noms apparaissent entre parenthèses ont été élues temporairement, soit jusqu'au prochain Congrès de l'ANEQ.
4 mai 1980		André Querry		Paule Duchesne	Marc Vézina	
31 mai 1981	André Querry		Marc Vézina	Sylvie St-Germain	Pierre Imbeault	(E) André Querry et Pierre Imbeault démissionnèrent de leurs fonctions le 16 janvier 1982.
16 janvier 1982		(Normand Lavoie)	Marc Vézina	Sylvie St-Germain		
29 mai 1982			Johanne Muzzo	Edith Ouellet	Ginette Bettey	
5 juin 1983	Patrice Legendre		Peter Wheeland	Jean-Marie Vézina	Jean Robitaille	
6 novembre 1983	Patrice Legendre	(Mona Gravel)	Peter Wheeland	Jean-Marie Vézina	Jean Robitaille	(F) Peter Wheeland abandonna son poste en février 1984.
6 mai 1984		Pierre Beauregard	Manon Blanchard	Mona Gravel	Jean Boucher	

*** A ce moment-là, ces personnes n'avaient pas de fonctions précises au sein du Conseil exécutif**

N.B. : Les personnes dont les noms sont placés entre parenthèses ont été élues afin de combler un poste non occupé ou laissé vacant.